

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

VOLUME CX



PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

DU 18 MARS 1975
AU 19 DÉCEMBRE 1975

DANS LA VINGT-QUATRIÈME ANNÉE
DU RÈGNE DE SA MAJESTÉ

ELIZABETH DEUX

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DE LA
TRENTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Président

L'HONORABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1975

FROM THE 18th MARCH 1975
TO THE 19th DECEMBER 1975

IN THE TWENTY-FOURTH YEAR
OF THE REIGN OF HER MAJESTY

ELIZABETH THE SECOND

BEING THE THIRD SESSION OF THE
THIRTIETH LEGISLATURE OF
THE PROVINCE OF QUÉBEC

President

THE HONOURABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1975

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la troisième session de la 30 ^e Législature.....	IX
État des travaux de la session.....	XI
Procès-verbaux de l'Assemblée nationale.....	1
Précis des décisions rendues par le Président de l'Assemblée nationale.....	580
Membres du Conseil exécutif et Adjointes parlementaires.....	585
Les Officiels de l'Assemblée nationale.....	589
Cadres supérieurs de l'Assemblée nationale.....	589
Liste alphabétique des districts électoraux et de leurs représentants.....	591
Liste alphabétique des membres, répartie par district électoral.....	595
Index.....	599

CONTENTS

	PAGE
Proclamation: Convocation of the third Session of the 30th Legislature.....	IX
Statement of work of the session.....	XI
Votes and proceedings of the National Assembly.....	1
Summary of the decisions rendered by the President.....	581
Members of the Executive Council and the Parliamentary Assistants.....	585
The Officials of the National Assembly.....	589
The Senior Staff of the National Assembly.....	589
The electoral districts of the National Assembly and the Members thereof.....	591
The Members of the National Assembly and their electoral districts.....	595
Index.....	663

PROCLAMATION



Canada
Province de
Québec.
[L.S.]

JEAN TURGEON

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

JEAN TURGEON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À Nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the National Assembly of Québec,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-huitième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the eighteenth day of March next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé
l'honorable Juge JEAN TURGEON,
administrateur du gouvernement de
ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement,
à Québec, le sixième jour de mars, l'an
de grâce mil neuf cent soixante-quinze
et de Notre règne le vingt-quatrième:

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec,*
RENÉ BLONDIN.

WITNESS: Our Right Trusty and Well
Beloved the Honourable Justice JEAN
TURGEON, Administrator of the Gov-
ernment of the said Province.

Given at Our Government House, in
Québec, on the sixth day of March,
in the year of Our Lord, one thousand
nine hundred and seventy-five, in the
twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

ÉTAT DES TRAVAUX STATEMENT OF WORK

DE LA SESSION DE 1975

OF THE SESSION OF 1975

3^e SESSION DE LA 30^e LÉGISLATURE

BEING THE 3rd SESSION OF THE 30th LEGISLATURE

La session s'ouvre le mardi 18 mars 1975.

The session opened on Tuesday, the 18th day of March 1975.

L'Assemblée est prorogée le 19 décembre 1975.

The prorogation took place on the 19th December 1975.

Séances..... 82

Number of sittings..... 82

Documents déposés sur le bureau de la Chambre; réponses aux ordres de l'Assemblée 306

Documents laid before the Assembly, Returns to Orders of the Assembly 306

Projets de loi présentés à l'Assemblée nationale:
Projets de loi publics..... 99
Projets de loi privés..... 35

Bills introduced in the National Assembly:
Public bills..... 99
Private bills..... 35

Projets de loi sanctionnés:
Projets de loi publics..... 94
Projets de loi privés..... 29

Bills sanctioned:
Public bills..... 94
Private bills..... 29

Avis de questions et de motions..... 170

Notices of Motions and Questions... 170

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Greffier des archives.

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Clerk of Archives.

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUEBEC

24 ELIZABETH II, 1975

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 18 mars 1975

Tuesday, March 18th 1975

A quinze heures, M. le Président prend le fauteuil.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du président.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur ouvre la session par le message suivant à l'adresse du Parlement.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale,

L'accélération exceptionnelle des transformations qu'ont connue les sociétés modernes a contribué à l'obtention d'un niveau de vie et d'une prospérité inégalés jusqu'à présent. Cependant, cette accélération a également provoqué ce qu'il est maintenant convenu d'appeler une remise en question des valeurs spirituelles et humaines.

Le passage parfois brutal d'une société traditionnelle bien structurée à un univers urbain souvent déshumanisé a entraîné une redéfinition du statut de l'individu, de la famille et de l'État dans la société.

At three o'clock P.M., Mr President took the Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor entered the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor then opened the Session with the following message addressed to Parliament.

Madam and Gentlemen of the National Assembly,

The extraordinary swiftness of change in modern society has led to hitherto unheard of prosperity and living standards, but also to a universally observed questioning of spiritual and human values.

The shocking suddenness of conversion from a well-ordered traditional society to a dehumanized urban structure in many an instance has entailed a redefining of the relative positions of the individual, the family, and the state in society.

Des valeurs fondamentales depuis toujours enracinées dans l'esprit et le cœur des citoyens et une sagesse affermie par tant d'expériences et de défis relevés se sont estompées face à un ordre nouveau des choses et de la vie.

Au Québec comme dans l'ensemble de l'Occident, il est maintenant courant de parler d'une « crise de civilisation » et d'une « remise en question » des valeurs qui ont été le fondement même de notre société.

C'est une situation difficile en elle-même. Elle est rendue encore plus complexe au Québec par cette autre dimension de notre vie quotidienne que constitue notre volonté commune d'être et de demeurer français sur le continent nord-américain.

C'est pourquoi le gouvernement a comme ambition première celle d'améliorer la qualité de vie des Québécois en privilégiant la double voie du développement et de la sécurité culturelle.

L'immense majorité des Québécois est convaincue que ce développement économique, social et culturel du Québec ne peut être atteint que dans le cadre du fédéralisme canadien. Le gouvernement est résolument engagé à respecter cette volonté, clairement exprimée par la population québécoise.

Il est fermement déterminé à assumer toutes ses responsabilités pour maintenir à tous les niveaux la qualité de la vie démocratique et pour répondre aux besoins réels des Québécois en continuant de développer ses politiques économiques, sociales et culturelles avec le même souci d'efficacité afin que l'administration publique devienne toujours plus accessible et plus humaine.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale, c'est donc sous le signe de l'amélioration de la qualité de la vie québécoise que s'ouvre cette troisième session de la 30^e Législature.

Le Québec participe activement à l'Année Internationale de la Femme. Le gouvernement, en collaboration avec le Con-

Fundamental values rooted from time immemorial in the hearts and minds of the citizens, and wisdom born of long experience, of challenges met and overcome, become confused in the new order.

Common parlance in Québec as in the entire West is of the "crisis of civilization" and of the "radical questioning" of values which until now were the very basis of our society.

This in itself is a difficult situation. It is further complicated in Québec by an added dimension, our daily experienced, commonly shared will to be and remain French in North America.

For this reason the Government's primary goal is to enhance the quality of life of the Québec people by giving special priority to the twofold programme of development and cultural security.

The great majority of the inhabitants of Québec are convinced that its economic, social and cultural development can be attained only within Canadian federalism. The Government is resolutely committed to respecting this clearly expressed view of the Québec population.

The Government is firmly committed to assuming every responsibility incumbent upon it for the maintenance of the democratic way of life in every respect, and for the fulfillment of the authentic needs of the population of Québec, by continuing to develop political, social and cultural policies with its accustomed concern for effectiveness, and thereby rendering the public administration an increasingly more accessible and humane instrument.

Madam and Gentlemen of the National Assembly, the theme of this opening of the third session of the 30th Legislature is, therefore, the improvement of the quality of life in Québec.

Québec is taking an active part in International Women's Year. In conjunction with the Council on the status of women,

seil du statut de la femme, proposera à cette Assemblée une importante législation recoupant un ensemble de secteurs d'activités, afin d'éliminer toute pratique discriminatoire, ceci dans le but de contribuer à assurer le plein épanouissement de la femme québécoise.

Le gouvernement est engagé dans le processus du renouvellement des conventions collectives du secteur public et para-public.

Malgré la complexité des questions en cause et les difficultés d'une conjoncture économique particulière, le gouvernement s'est donné comme objectif premier d'en arriver à signer des ententes négociées qui accorderont à ses employés des conditions de travail justes et équitables leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans la société québécoise. Le gouvernement entend préciser les droits et obligations des parties en ce qui concerne les exigences impérieuses du maintien des services essentiels comme l'exige l'intérêt public.

Avec d'autres gouvernements au pays, le Québec a déjà identifié les voies dans lesquelles le fédéralisme canadien devrait s'engager pour mieux répondre aux besoins du peuple canadien tout en tenant compte des exigences de notre temps. Ces voies mènent nécessairement à une plus grande décentralisation, à un meilleur partage des ressources fiscales et financières, à une clarification des ordres de compétence et à un renforcement des mécanismes de coordination des politiques gouvernementales au pays. Dans cette même perspective, le gouvernement croit que la révision constitutionnelle, dont la nécessité ne fait pas de doute, devra reconnaître les aspirations culturelles des Québécois que tous les gouvernements du Québec ont depuis toujours exprimées avec l'entier appui du peuple du Québec.

1. La qualité de la vie démocratique

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale, cette troisième session de la 30e Législature vous permettra de poser une série de gestes concrets pour accroître

the Government will propose important legislation to this Assembly affecting a large number of sectors of activity, in view of thoroughly eliminating discrimination, and thereby promoting the complete emancipation of Québec womanhood.

The Government is engaged in the process of renewal of collective agreements with the public and para-public sectors.

Despite the complexity of questions under negotiation and the difficulties of the current economic situation, the Government has set as its first objective the signing of negotiated agreements that will accord fair and equitable conditions of employment, enabling government employees to play their full rôle in Québec society. The Government intends to specify the rights and obligations of the parties regarding the imperative demands of the public interest for the maintaining of essential services.

Together with other Canadian governments, Québec has already indicated the paths Canadian federalism should follow to better serve the needs of the Canadian people, in the light of modern requirements. The paths indicated must lead to more decentralization, fairer sharing of fiscal and financial resources, clarification of jurisdictions and strengthening of machinery for coordinating governmental policies among the various jurisdictions. In this connection, the Government believes that the revising of the constitution, an undoubted necessity, must recognize the cultural aspirations of the Québec people, a fact which has been expressed invariably by every Québec Government with the entire support of the Québec people.

1. The democratic way of life

Madam and Gentlemen of the National Assembly, this third session of the 30th Legislature will be your opportunity to take a series of concrete steps toward

la qualité de la vie démocratique des Québécois et maintenir l'autorité des principes et des institutions qui en sont l'expression.

Dans le prolongement de la réforme du parlementarisme, vous aurez tout d'abord à doter l'Assemblée nationale d'une structure et d'une organisation plus modernes et mieux adaptées aux exigences de notre temps. Le gouvernement proposera en effet à votre attention une nouvelle Loi de la Législature qui, tout en étant fidèle aux grands principes de notre tradition constitutionnelle et parlementaire, apportera les transformations qui s'imposent.

Le gouvernement indique dès à présent qu'il tient à ce que le statut, les droits et privilèges des membres de l'Assemblée nationale soient maintenus et qu'ils soient exprimés en termes clairs et précis.

Le gouvernement attache, par ailleurs, la même importance à ce que tous les membres de cette Assemblée prennent eux-mêmes leurs responsabilités à cet égard afin de prévenir les situations qui pourraient les exposer ou paraître les exposer à porter atteinte à l'autorité et au prestige de l'Assemblée nationale.

Deuxièmement, à la suite des directives émises aux membres du Conseil exécutif et du code d'éthique des membres de la fonction publique, le gouvernement vous proposera d'adopter pour les membres de cette Assemblée un tout nouveau régime juridique qui, d'une part, établira clairement les situations et activités prohibées ainsi que les charges et fonctions incompatibles, et qui indiquera, d'autre part, l'organisme de contrôle et de surveillance approprié, la procédure et le régime de sanctions applicables.

Troisièmement, le gouvernement entend saisir cette Assemblée du problème de l'exercice du pouvoir réglementaire de l'administration publique et de la façon dont ce pouvoir doit être assujéti au contrôle parlementaire. Les mesures qui vous seront ainsi soumises rejoindront les recommandations qui ont été faites récemment au gouvernement.

enhancing the democratic way of life of the inhabitants of Québec and maintaining the authority of the principles and institutions that express that life.

In the continuing process of parliamentary reform, your first task will be to provide the National Assembly with a more modern structure and organization, better adapted to our times. The Government will propose a new Legislature Act for your consideration, which, while respecting the broad principles of our constitutional and parliamentary tradition, will make changes where necessary.

The Government is taking a firm position to ensure that the status, rights and privileges of the Members of the National Assembly are upheld, and that they are set forth in clear and precise terms.

The Government attaches equal importance, furthermore, to the need for all the Members of this Assembly to realize their responsibilities in this regard, so as to avoid situations that are or appear to be conducive to disrespect for the authority and prestige of the National Assembly.

Secondly, following upon the directives to the members of the Executive Council and the Code of ethics for civil servants, the Government will propose that you adopt a thoroughly new system of legal rules governing all the Members of this Assembly, both to clearly indicate prohibited relationships and activities, as well as incompatible occupations, and to set up the appropriate agency of control and supervision, together with procedures and penalties.

Thirdly, the Government intends to set before this Assembly the problem concerning the exercise of regulation-making powers by the public administration, and the manner in which it should be made subject to parliamentary control. The measures presented to you in this regard will be essentially parallel to suggestions recently made to the Government.

Quatrièmement, la prochaine session vous permettra d'opérer une transformation radicale du système traditionnel de financement des partis politiques et des élections qui consacrera le principe de l'existence juridique des partis politiques. Une contribution financière significative de l'Etat sera versée aux partis politiques pour les aider à jouer leur rôle d'animation et d'éducation populaire et assumer leurs responsabilités parlementaires. Vous serez aussi appelés à réaliser une réelle démocratisation des finances électorales conduisant à l'abolition des caisses électorales occultes.

Cinquièmement, dans le cadre de la réforme électorale qui sera poursuivie, cette Assemblée aura à adopter d'importantes modifications à notre droit électoral. Ainsi, le recensement annuel des électeurs sera reporté à l'automne, un nouveau système de révision annuelle des listes électorales sera établi, une obligation sera faite à tous les partis politiques de se doter d'un code d'éthique que devront respecter leurs membres et des correctifs seront apportés à la carte électorale conformément aux dispositions de la loi.

Sixièmement, cette Assemblée aura à étudier des mesures susceptibles de favoriser la démocratisation du syndicalisme et, en raison des problèmes particuliers de l'industrie de la construction, vous aurez à prendre connaissance des recommandations de la Commission d'enquête sur la liberté syndicale et à adopter, dans les plus courts délais, les mesures qui s'imposent pour assainir cette industrie vitale pour l'économie du Québec tout en garantissant aux travailleurs de la construction la plénitude de leurs droits.

Septièmement, cette Assemblée sera appelée à réfléchir sur le délicat problème du droit à l'information du citoyen et à faire le point sur la question. Un projet de loi visant à assurer l'indépendance et la diversification de la presse vous sera présenté. Le phénomène de la concentration de la propriété des entreprises de presse y sera traité de façon à fournir les

Fourthly, you will in the coming session have the opportunity to make radical changes in the traditional methods of financing political parties and elections, which will confirm the existence of political parties as legal entities. There will be a significant state contribution to the parties to assist their rôles as instigators and popular educators, and their assumption of parliamentary responsibilities. You will also be called upon to bring about a genuine democratizing of election financing which will be conducive to the abolition of secret election funds.

Fifthly, as part of the electoral reforms, this Assembly will study, for adoption, important amendments to our election act. Thus, the annual enumeration will be moved to the Fall, a new system for annual revision of the lists will be established, all political parties will be obliged to adopt a Code of ethics for their members, and certain electoral districts will be readjusted to conform to the law.

Sixthly, this Assembly will be called upon to study measures designed to promote democracy in the labour unions, and, in consideration of the special problems in the construction industry, you will be required to consult the recommendations of the Commission of inquiry on freedom of union association and, as soon as possible, to adopt the measures necessary to restore order to this vital industry for the economy of Québec, while guaranteeing full rights for construction industry workers.

Seventhly, this Assembly will be asked to reflect on the delicate matter of the citizen's right to information, and to come to a conclusion on the matter. You will be presented a bill designed to insure the independence and diversification of the press. The bill will make provisions regarding the concentration of newspaper ownership to guarantee the freedom, qual-

garanties nécessaires à la liberté, à la qualité et à la diversité de l'information offerte au public.

Huitièmement, cette Assemblée sera appelée à adopter une législation majeure dans le domaine des droits fondamentaux du citoyen: la première charte québécoise des droits de la personne. Vous aurez donc l'occasion de témoigner, avec tous les Québécois, de votre indéfectible attachement à la cause de l'idéal démocratique de la société québécoise et à celle de la liberté et de la sécurité du citoyen.

Le maintien d'une responsabilité politique déterminante au niveau des collectivités locales constitue une autre dimension importante de la vie démocratique de la collectivité, et le gouvernement entend continuer d'y accorder une attention particulière.

Une conférence provinciale-municipale sera convoquée, au cours du mois de mai, afin de respecter les exigences de consultation et de participation dans l'élaboration des politiques municipales, en particulier en matière de fiscalité et d'aménagement du territoire.

L'analyse de la croissance de nos centres urbains, entreprise par un groupe de travail spécialement constitué, vous sera communiquée et vous permettra de prendre connaissance de propositions concrètes pour améliorer la qualité de vie en milieu urbain et maintenir à l'échelle du Québec un sain équilibre entre les milieux urbains et ruraux.

Le premier rapport de la Commission de refonte des lois municipales fera également l'objet de votre attention afin d'amorcer la réforme et la modernisation de notre droit municipal.

Suite à l'expérience acquise en matière de fusion de municipalités, le gouvernement vous proposera des modifications pertinentes à la loi afin de clarifier et d'améliorer les procédures de regroupement municipal.

La mise en place de la réforme de l'évaluation foncière vous amènera enfin à

ity and diversity of the information supplied to the public.

Eighthly, this Assembly will be called upon to adopt major legislation in the field of fundamental human rights: the first Québec charter of human rights. You will thus share with all Québec citizens an occasion to testify to your unfailing attachment to the ideal of a democratic Québec society and to the cause of liberty and security for the citizens.

The maintaining of decision making political entities at the local level is a further significant dimension of democratic society, and the Government intends to continue to give it special attention.

A provincial-municipal conference will be called in May to meet the demands for consultation and participation in the elaboration of municipal policies, especially on taxation and land development.

The analysis of growth in our urban centres undertaken by a specially constituted group will be presented to you for your information, particularly on concrete proposals for improvement of the quality of life in urban environments and for the maintenance on a Québec-wide basis of a rational balance between urban and rural environments.

The first report of the Commission on the revision of the municipal laws will also be brought to your attention to make a beginning to the reform and modernization of our municipal law.

As the result of experience with municipal amalgamations, the Government will propose appropriate amendments to clarify and improve municipal regroupment procedures.

Finally, the implementation of reforms in real estate assessment will be at the

étudier de nouveaux amendements à cette loi.

2. *L'emploi et les prix*

Dans l'ordre de l'amélioration de la qualité de vie humaine, les questions économiques demeurent prioritaires.

Le Québec comme la plupart des sociétés développées fait face au double problème de la poussée inflationniste et de la création d'emplois.

Le Premier ministre participera en avril prochain à une importante conférence des Premiers ministres du Canada sur la situation économique. Le Québec entend alors mettre en relief la question du ralentissement de la demande globale se manifestant particulièrement dans les secteurs de la construction et des exportations et celle de l'inflation au niveau des prix des denrées alimentaires, du pétrole et du gaz et du comportement des agents de la vie économique face au problème de l'inflation.

Cette Assemblée sera appelée à adopter le sixième budget de la présente administration, à voter les crédits des ministères et organismes gouvernementaux et à approuver la politique économique, fiscale et financière du gouvernement.

Toutes les régions du Québec doivent connaître une croissance et un développement économiques soutenus qui sont à la base du dynamisme de la vie régionale.

A cette fin, le Gouvernement du Québec a signé avec le Gouvernement du Canada une importante entente-cadre de développement qui permettra d'accélérer la mise en oeuvre de programmes de développement dont les priorités seront établies par le Québec en fonction des besoins des régions. Cette Assemblée sera informée prochainement de la signature d'une série d'ententes auxiliaires qui assureront la réalisation de programmes sectoriels prioritaires dans les différentes régions du Québec.

Une synthèse des orientations de la politique de développement des régions

origin of consideration of new amendments to the act.

2. *Employment and prices*

Economic questions remain in the forefront where the quality of life is at issue.

Québec, like developed countries generally, is facing a twofold problem, how to restrain inflation, and how to create employment.

In April, the Prime Minister will take part in an important conference of the Canadian First Ministers on the economic situation. Québec intends to emphasize the problem of the overall decrease in demand, evident particularly in the sectors of construction and export, and the problem of inflation in the price of staple foods, oil and gas, as well as the behaviour of the agents of economic life before the problem of inflation.

This Assembly will be called upon to adopt the sixth budget of the present administration, to approve the estimates for the government departments and agencies and to approve the Government's economic, fiscal and financial policy.

Every region of Québec must enjoy sustained economic growth and development, as these are fundamental to regional dynamism and vitality.

The Government of Québec has therefore signed an important general agreement on development with the Government of Canada which will enable more rapid implementation of development programmes, among which Québec will establish priorities according to regional needs. This Assembly will be informed shortly of the signing of a series of subsidiary agreements to execute priority programmes in specific sectors in the different regions of Québec.

You will receive a synthesis of the goals of the regional development policy,

vous sera communiquée et elle sera soumise pour discussion à la conférence administrative régionale et pour consultation aux conseils régionaux de développement.

La politique de développement industriel du gouvernement est axée autour du renforcement de la structure industrielle québécoise. La promotion du concept des « projets moteurs » en est l'expression la plus significative. Dans cette perspective, des secteurs précis ont été identifiés et des projets d'envergure retiendront l'attention de cette Assemblée, notamment dans le secteur de l'aluminium, de l'acier, des pâtes et papier et de la pétrochimie.

Le gouvernement entend par ailleurs poursuivre sa politique de prospection, de diversification et d'intégration des investissements étrangers et celle du développement de la qualité de l'infrastructure d'accueil à l'industrie.

La mise sur pied d'un parc industriel et commercial d'envergure internationale dans la région de l'aéroport de Mirabel fera l'objet d'un projet de loi présenté à cette Assemblée. La politique portuaire du gouvernement québécois sera soumise à votre attention.

Vous aurez également à vous associer aux efforts du gouvernement en vue de conquérir les marchés étrangers, notamment pour la petite et moyenne entreprise, suivant une stratégie d'ensemble à laquelle la Société de développement industriel sera appelée à participer en mettant en oeuvre un programme de financement des exportations.

Le développement de la prospection des marchés internationaux et des initiatives particulières comme la formation de consortiums, la création d'un Centre de commerce international et d'un Institut de commerce international constituent d'autres éléments de la politique poursuivie par le gouvernement pour développer les marchés d'exportations des entreprises québécoises.

Les petites et moyennes entreprises profiteront également du développement des

which will also be submitted for discussion at the regional executive conference and, for consultation, to the regional development councils.

The Government policy on industrial development is centred on reinforcement of the Québec industrial structure. The most significant expression of this policy is the promotion of the concept of "motor projects". In this connection, specific sectors have been indicated and large-scale projects will come under examination by this Assembly, in particular, in the fields of aluminium, steel, pulp and paper and petrochemicals.

Furthermore, the Government intends to continue its policy of canvassing, diversifying and integrating foreign investment, as well as its policy of developing the quality of the substructures required as a basis for industry.

The setting up of an industrial and commercial park of international status in the area of the Mirabel airport will be the subject of a bill presented to this Assembly. The policy of the Québec Government on seaports will be submitted for your study.

You will also be asked to share in government efforts to conquer foreign markets, for small and medium industry in particular, in keeping with an overall strategy in which the Industrial Development Corporation will be called to participate by carrying out an export-financing programme.

The development and canvassing of international markets, and special incentives, such as the forming of consortiums, the establishment of an international commercial centre and an institute for international commerce, are other items in the Government policy to develop export markets for Québec manufacturers.

Small and medium industry will also have the benefit of technical assistance

formules d'assistance technique et d'une plus grande accessibilité au Bureau de normalisation du Québec qui fera d'ailleurs l'objet d'un projet de loi présenté à cette Assemblée, afin de mieux définir le cadre d'action de ce Bureau et de l'inscrire davantage au titre du développement industriel du Québec.

Le gouvernement compte saisir cette Assemblée de l'importance capitale des programmes d'éducation économique et de la formation d'administrateurs d'entreprises industrielles et commerciales. Avec la collaboration de tous les intéressés, un organisme spécialement chargé de la question sera créé.

La réforme de la politique forestière québécoise se poursuivra et l'Assemblée nationale sera appelée à étudier un projet de loi concernant le crédit forestier de même qu'elle aura à prendre connaissance des assouplissements qui seront apportés à la réglementation concernant la réserve des trois chaînes en faveur de l'Etat. La question plus générale de l'exploitation des richesses naturelles du Québec retiendra également votre attention afin de faire en sorte que ces opérations contribuent davantage à l'essor économique de la collectivité, en particulier dans le domaine de la transformation des matières premières.

En ce qui concerne l'uranium enrichi, le gouvernement a invité les groupes intéressés à l'implantation possible d'une usine d'enrichissement au Québec, à effectuer des études préliminaires. Il a assuré concrètement ces mêmes groupes de sa collaboration. Des études sont en cours à cet effet et le gouvernement a l'intention de poursuivre, en collaboration avec les services fédéraux concernés, l'examen des effets d'entraînement d'un tel projet pour mieux déterminer les conditions d'implantation éventuelle d'une usine de ce type.

Les agriculteurs du Québec ont eu à faire face à une montée vertigineuse des coûts de production en même temps qu'à une détérioration marquée, dans la plupart

programmes and greater accessibility to the Québec standards bureau, which will be dealt with in a bill to be introduced to this Assembly to better define its terms of reference and to tie it more closely to industrial development in Québec.

The Government intends to bring to this Assembly's attention the capital importance of education in economics and the training of business administrators for industry and commerce. With the cooperation of all the parties concerned, an agency specially entrusted with this matter will be established.

In the continuing reform of Québec forestry policy, this Assembly will be asked to study a bill on forestry credit, as well as being advised of attenuations to the regulations on the reservation of three chains in favour of the Crown. The larger question of the extraction of the natural resources of Québec will also be brought to your attention, so that it may contribute more to the general economic progress, especially in the field of the processing of primary materials.

Regarding enriched uranium, the Government has invited groups interested in the possible erection of an enrichment plant in Québec to make preliminary studies. It has also given these groups concrete assurances of support. Studies are under way and the Government intends, in cooperation with the federal services concerned, to examine the side effects of a project of this kind, so as to be better informed on the desirable conditions, if a plant of this kind were to be erected.

Québec farmers have faced steeply rising production costs while marketing conditions in most fields have markedly declined.

des secteurs, des conditions de mise en marché.

Dans le cadre d'une reconnaissance officielle du principe que le revenu d'un agriculteur moyen doit être équivalent à celui de l'ouvrier spécialisé — et, dans le but d'éviter les trop grands écarts qui découlent de la fluctuation des conditions des marchés agricoles, le gouvernement soumettra à votre approbation un projet de loi visant à normaliser et à stabiliser le revenu des producteurs agricoles.

Dans ce même contexte des mesures seront prises dans le but de favoriser une augmentation globale de la productivité agricole.

Des modifications seront proposées aux lois du financement agricole de façon à les mieux adapter aux réalités économiques actuelles et à favoriser l'établissement de nouveaux et de jeunes agriculteurs.

Vous serez appelés à vous prononcer sur un projet de loi permettant au gouvernement d'assurer une utilisation rationnelle des territoires propres à des fins agricoles.

Vous serez enfin invités à approuver la création d'une Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires qui deviendra l'instrument spécialisé de la réalisation des objectifs de développement intégré de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette Assemblée sera appelée à modifier la Loi du ministère des Institutions financières afin de lui donner une désignation plus conforme à son évolution, de fournir un cadre législatif suffisant au Conseil consultatif des institutions financières et d'améliorer les mécanismes de son organisation interne.

La Loi des compagnies de fidéicommis fera l'objet d'une révision en profondeur. La Loi des renseignements sur les compagnies sera modifiée pour mieux en déterminer le champ d'application et définir les éléments d'information et les règles d'accessibilité du public à l'information sur les compagnies.

Le gouvernement a entrepris une importante étude visant à associer davantage le mouvement coopératif aux objectifs

Officially recognizing the principal that the average farmer's income should equal that of the skilled labourer, and to alleviate the effects of excessive fluctuations in agricultural markets, the Government will submit a bill for your approval designed to standardize and stabilize farm income.

In the same field, measures to promote overall farm productivity will be adopted.

Amendments will be proposed to the agricultural financing acts to better adapt them to present conditions and to encourage new farmers and young farmers.

You will be asked to vote a bill to enable the Government to ensure the rational utilization of good farm land.

Finally, you will be asked to approve the establishment of a Québec agriculture and food incentives board which will become the special instrument for the achievement of the objectives of integrated development of agriculture and food retailing.

This Assembly will be called upon to amend the Department of Financial Institutions Act to give it a designation more suited to its present functions, to provide sufficient legislative weight to the Advisory board on financial institutions and to improve its internal organization.

The Trust Companies Act will be thoroughly revised. The Companies Information Act will be amended to better define its scope and the informational content, and rules on public access to company information.

The Government has undertaken a serious study into greater association of the cooperative movement with Québec

de développement du Québec. Il poursuit également des consultations avec les fédérations des caisses d'épargne et de crédit afin d'en arriver à réviser la Loi des caisses d'épargne et de crédit. Il importe toutefois dès à présent de prolonger d'un an, soit jusqu'au 30 juin 1976, le pouvoir des caisses d'établissement d'agir comme courtiers en immeubles.

Un autre projet de loi vous sera présenté pour établir un système de permis pour les intermédiaires financiers non autrement réglementés et dont la fonction principale est de recueillir les épargnes du public.

Cette Assemblée sera appelée à réévaluer la Loi de la protection du consommateur pour en préciser certaines modalités et incorporer à la Loi des dispositions réglementaires substantielles, comme celles relatives à la publicité destinée aux enfants. Vous serez également appelés à étendre la protection du consommateur à de nouveaux domaines, notamment les ventes au comptant et à améliorer cette protection dans d'autres secteurs d'activités économiques.

Cette Assemblée aura également à adopter le projet de loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains.

A la suite de la publication du rapport Gauvin sur l'assurance-automobile et à la lumière des travaux effectués en commission parlementaire, le gouvernement proposera à cette Assemblée des mesures susceptibles d'apporter une solution efficace et permanente à ce problème. Sans préjuger des éléments de la politique gouvernementale à cet égard, cette Assemblée sera appelée à améliorer certaines dispositions administratives de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile.

Dans le domaine des transports, le gouvernement entend continuer de consolider le réseau routier régional du Québec tout en accordant une attention particulière à la question des transports maritimes. Cette Assemblée aura à se pencher

development. It is also consulting credit union federations on revision of the Credit and Savings Unions Act. As of now, however, it will be necessary to extend for one year, namely to 30 June 1976, the power of *caisses d'établissement* to act as real-estate brokers.

Another bill will be presented to you establishing permits for financial intermediaries not otherwise regulated whose main function is to collect savings from the public.

This Assembly will be asked to reassess the Consumer Protection Act to make some of its formalities clearer and to add substantial regulatory powers, as on advertising aimed at children. You will also be asked to extend consumer protection to new fields, in particular cash sales, and to improve such protection in other areas of economic activity.

This Assembly will also be asked to adopt the bill respecting the protection of buyers of new houses and land.

Pursuant to publication of the Gauvin report on automobile insurance and in light of the hearings in parliamentary committee, the Government will introduce measures to this Assembly designed to solve this problem effectively and permanently. Without prejudice to certain aspects of Government policy in this regard, this Assembly will be called upon to improve certain administrative provisions of the Highway Victims Indemnity Act.

In transportation, the Government will continue to consolidate the regional highway network in Québec, while giving special attention to maritime transport. This Assembly will study highway safety under new regulations, to be followed by

sur le problème de la sécurité routière avec une nouvelle réglementation qui sera suivie d'une révision globale du Code de la route.

L'accroissement des responsabilités de l'Etat fait qu'un nombre de plus en plus considérable d'entreprises et d'individus sont appelés à lui fournir les biens et les services nécessaires à son action. Cette réalité politique moderne soulève deux ordres de questions très importantes qui feront l'objet des travaux de cette Assemblée.

Le premier réfère à une donnée proprement économique, celle de la définition d'une politique d'achat vigoureuse et susceptible d'avoir des retombées économiques significatives.

Le second a trait à une donnée purement administrative, celle de l'efficacité et de l'équité des règles, procédures et normes régissant l'octroi des contrats gouvernementaux.

3. Education et Affaires sociales

Cette Assemblée sera appelée à étudier d'importants documents d'orientation pour améliorer la qualité de l'éducation au Québec.

Le premier de ces documents portera sur la décentralisation du régime administratif de l'enseignement élémentaire et secondaire public. Le second traitera du financement des commissions scolaires et de leur régime d'administration financière. Le troisième sera le rapport demandé au Conseil supérieur de l'éducation sur l'enseignement collégial.

Les domaines prioritaires qui retiendront votre attention en matière d'éducation seront la formation et le perfectionnement des enseignants, l'éducation physique et le sport scolaire, l'éducation des adultes et les nouvelles orientations sur l'école et les milieux défavorisés.

Vous aurez, par ailleurs, à étudier les moyens de créer un plus grand nombre d'emplois d'été pour les étudiants qui tout en étant rémunérateurs deviennent

a thorough revision of the Highway Code.

The increase of government responsibilities causes a steady increase in the numbers of firms and individuals providing goods and services to it. Two important questions arise in consequence, which this Assembly will have to consider.

The first is economic: how to define a vigorous purchasing power having significant economic effects.

The second is administrative: the workability and fairness of rules, procedures and standards for awarding government contracts.

3. Education and Social Affairs

This Assembly will be asked to study important documents on objectives for the improvement of education in Québec.

The first such document will regard decentralizing administration in public elementary and secondary education. The second, the financing and financial management of school boards. The third will be the report requested from the Superior Council of Education, on college education.

The educational matters for your prior consideration will be teacher training and retraining, physical education and school sports, adult education and new directions for schools in underprivileged neighbourhoods.

You will also be asked to study means to create more summer jobs for students which complement their studies in addition to their means. Finally, you will be

complémentaires aux études poursuivies. Vous aurez enfin à examiner les éléments de la révision en profondeur du régime de prêts et bourses qui est en cours avec la participation d'un comité externe.

Le gouvernement poursuit, dans le cadre de la réforme sociale, ses objectifs d'humanisation de ses politiques et programmes sociaux.

Cette Assemblée aura à adopter une loi concernant la protection de la jeunesse, qui fait suite à de nombreuses consultations et recherches.

Vous aurez à apporter une attention prioritaire à la question des services de garderies et des activités préventives, dont celle de la fluoration des eaux de consommation qui fera l'objet d'un projet de loi. Vous aurez également à vous pencher sur les services aux handicapés par l'extension du régime d'assurance-maladie aux prothèses orthopédiques et à certains besoins des handicapés visuels. Vous aurez à examiner le problème de la répartition des médecins sur le territoire, celui des services d'urgence et ambulanciers et celui de l'organisation des services de santé de première ligne.

Cette Assemblée aura enfin à étudier la question de l'amélioration des programmes de sécurité de revenu, en particulier celui de l'aide sociale et des services aux personnes âgées.

4. Le logement

Le logement est un facteur essentiel à l'amélioration de la qualité de vie des Québécois.

Cette Assemblée sera appelée à étudier d'importantes recommandations de deux groupes de travail concernant d'une part, la politique générale de l'habitat et ses objectifs opérationnels et d'autre part, la révision de l'échelle des loyers dans les logements subventionnés qui tiendra compte de la situation particulière des personnes ou familles à revenu modique, des personnes âgées et des bénéficiaires de l'aide sociale.

asked to examine the findings of the thorough review of the loans and scholarships plan which is now under way with the assistance of an outside committee.

In social reform, the Government is pursuing its objective of humanizing its social policies and programmes.

This Assembly will be called on to adopt an act on the protection of youth, which follows much consultation and research.

You will be asked to devote primary attention to day-care centres and preventive services, including fluorination of drinking-water, which will be the subject of a bill. Also, you will be asked to study services to the handicapped through extension of the health insurance plan to cover orthopedic prostheses and certain needs of the visually handicapped. You will examine the question of the distribution of physicians over the territory, emergency and ambulance services and the organization of first line health services.

Finally, this Assembly will study improvements to income security programmes, especially social aid and services to the aged.

4. Housing

Housing is an essential factor to the improvement of the quality of life in Québec.

This Assembly will be asked to study important recommendations by two task forces, on general policy on habitation and its operational objectives, and on revision of subsidized housing scales, to take account of the special conditions of persons or families of moderate income, the aged and social aid recipients.

5. *Justice et Travail*

Cette Assemblée prendra connaissance d'ici quelques semaines d'un exposé général de la politique et des réformes de l'administration de la justice civile et pénale afin d'évaluer la valeur de nos institutions judiciaires et de convenir des réformes qui s'imposent pour en améliorer la qualité.

Cette Assemblée sera également saisie des problèmes de l'organisation des services du coroner et des commissaires enquêteurs sur les incendies.

Des amendements seront apportés à la Loi de police afin de départager plus clairement les rôles distinctifs de la Commission de police et de la nouvelle Direction générale de la sécurité publique et de modifier le rôle de la Commission de police en matière d'appel.

Des amendements substantiels seront apportés au Code de procédure civile pour mieux adapter nos institutions judiciaires aux besoins actuels et accélérer le travail de nos tribunaux.

Vous aurez à étudier la création, au sein de la direction générale des affaires civiles et pénales, d'une direction des poursuites pénales où seront centralisées, en vue d'une plus grande efficacité, toutes les poursuites que le ministère de la justice doit tenter pour infractions aux lois du Québec.

A la suite des recommandations formulées par un groupe de travail spécialement constitué pour étudier la question du salaire minimum, le gouvernement se propose d'établir et de mettre en vigueur les éléments d'une importante politique intégrée des conditions minimales de travail.

Outre les modifications déjà annoncées au Code du travail, le gouvernement se propose de présenter à cette Assemblée des projets de loi ayant pour objet de réviser la Loi des accidents de travail, d'accroître l'efficacité de la Loi sur l'inspection technique, d'augmenter la portée de la Loi sur les établissements industriels et commerciaux et de mettre au point une formule

5. *Justice and Labour*

This Assembly will in a few weeks receive a general statement of policy and reforms in the administration of civil and penal justice to assess the value of our judicial institutions and to decide reforms necessary to the improvement of its quality.

This Assembly will also be presented the problems of organization of the services of the coroner and the fire investigation commissioner.

Amendments will be made to the Police Act to more clearly delineate the rôles of the Police Commission and the new Public Security Branch and to amend the rôle of the Police Commission in appeals.

Substantial amendments will be introduced to the Code of Civil Procedure to better adapt our judicial institutions to present needs and to accelerate the work of the courts.

You will be asked to study the creation, at the Civil and penal affairs branch, of a Penal prosecutions division, in which all proceedings the Minister of Justice must institute for contraventions of the statutes of Québec will be brought together for greater efficiency.

Pursuant to recommendations proposed by a task force specially formed to study minimum wages, the Government intends to establish and put into force an integrated policy on minimum working conditions.

In addition to amendments already announced for the Labour Code, the Government intends to introduce bills to this Assembly to revise the Workmen's Compensation Act, to make the Technical Inspection Act more efficient, to broaden the scope of the Act on industrial and commercial establishments and to perfect a formula for reconciling employers' and

permettant d'harmoniser les besoins des employeurs et des salariés en matière de qualification professionnelle.

Enfin, au terme des études en cours ayant pour objet le ministère du travail, comme ses organismes et leur clientèle, le gouvernement procédera à une série de mesures qui lui permettront de participer davantage et concrètement à l'essor socio-économique du Québec.

De nouvelles modifications au Code des professions et aux lois professionnelles seront soumises à votre attention, afin de pallier à certaines difficultés d'application et de permettre à la réforme opérée de mieux atteindre ses objectifs.

6. La culture et la science

Dans le cadre de la souveraineté culturelle, le gouvernement proposera à cette Assemblée des projets importants affectant de grands secteurs de la vie culturelle des Québécois, notamment, le cinéma, le livre et les biens culturels.

Vous serez appelés à adopter une importante loi-cadre sur le cinéma. Ses objectifs sont premièrement, la mise en place de l'infrastructure artistique, industrielle et commerciale d'un cinéma qui reflète et développe l'identité culturelle des Québécois, deuxièmement, le développement d'un cinéma de qualité et de la culture cinématographique au Québec, troisièmement, l'extension de cette culture cinématographique à toutes les régions du Québec, quatrièmement, la liberté de création et d'expression et, cinquièmement, le développement du cinéma pour enfants.

Le gouvernement vous proposera diverses modifications à la Loi sur les biens culturels de façon à en rendre l'application plus souple et mieux adaptée aux besoins économiques d'une société en constante progression.

Dans le secteur du livre, le gouvernement se propose de continuer la réforme amorcée en favorisant l'accessibilité du livre à tous les Québécois. Une première

employees' needs for vocational qualification.

Finally, after studies in progress on the labour department, including its agencies and their clients, the Government will undertake a series of measures to give it a greater and more concrete share in Québec socio-economic expansion.

New amendments to the Professional Code and to the professional acts will be submitted to you to correct certain difficulties of application and to enable better achievement of the intended objectives of the reform.

6. Culture and science

Within the framework of its cultural sovereignty, the Government will submit important bills on major cultural sectors of Québec life, namely on the cinema, on the book trade, and on cultural property.

You will be called upon to adopt an important general law on the cinema. The objects will be, first, the erection of the artistic, industrial and commercial organizational basis for a film industry that will reflect and develop the cultural individuality of the people of Québec; secondly, the development of a film industry of the first rank and of film culture in Québec; thirdly, the extension of that culture to all parts of Québec; fourthly, freedom of creation and expression, and, fifthly, the development of children's cinema.

The Government will propose various amendments to you, of the Cultural Affairs Act, to make its application less rigid and more adaptable to economic needs in a constantly progressing society.

In the field of the book trade, the Government intends to continue the reform already begun by promoting accessibility of books to all Québec inhabitants.

législation dans ce domaine vous sera présentée au cours de la présente session et portera sur les prêts garantis à l'édition.

Avec le gouvernement vous serez appelés à accorder une attention particulière à la mise en oeuvre de la Loi sur la langue officielle et à l'élaboration des politiques et programmes s'y rapportant.

La science et la technologie jouent un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de développement économique, social et culturel. Des mesures seront proposées à cette Assemblée pour doter le Québec d'une politique scientifique et technique garantissant la mobilisation de toutes les ressources humaines et financières disponibles en la matière et fournissant aux scientifiques un cadre juridique précis et cohérent pour leur permettre d'apporter leur pleine contribution au progrès de la collectivité.

Radio-Québec est maintenant en ondes et participe à l'expression du Québec d'aujourd'hui. Afin d'en arriver à jouer pleinement son rôle, Radio-Québec entreprend une vaste consultation populaire dont vous serez appelés à apprécier les résultats.

Le gouvernement entend, par ailleurs, poursuivre l'élaboration d'une politique dynamique des communications pour le Québec et amener le Gouvernement fédéral à reconnaître les besoins vitaux de la société québécoise dans ce domaine particulièrement stratégique de son développement économique, social et culturel.

7. L'immigration

Le Gouvernement du Québec a inscrit la question de l'immigration au chapitre de la souveraineté culturelle, afin que l'immigration future soit conforme à ses priorités. La loi récente votée dans le domaine de l'immigration permet de mieux connaître et mieux informer les candidats, de les recruter et les choisir et enfin, d'assurer leur intégration harmonieuse à la communauté francophone.

L'immigration est cependant un problème qui dépasse le strict champ culturel;

The first bill in the field will be introduced at this session and will deal with guaranteed loans to publishers.

Together with the Government you will be asked to devote special attention to the implementation of the Official Language Act and to the elaboration of policies and programmes related to it.

Science and technology have a determining rôle in the attainment of objectives in economic, social and cultural development. Measures will be presented in this Assembly to provide Québec with a scientific and technical policy guaranteeing mobilization of all the available and pertinent human and financial resources, providing scientists with a precise and coherent juridical structure, thereby enabling them to contribute fully to the general welfare.

Radio-Québec is now in service and shares in Québec's self-expression. To reach its full potential, it is now conducting broad consultations with the public. You will be asked to evaluate the results.

The Government also intends to pursue the elaboration of a dynamic communications policy for Québec and to persuade the federal Government to recognize the vital needs of Québec society in this peculiarly strategic field of its economic, social and cultural development.

7. Immigration

The Government of Québec has placed the matter of immigration under the heading of cultural sovereignty, so that future immigration will conform to its priorities. The act recently adopted on immigration allows better contact with and information to candidates, as well as recruitment and choice, and finally, their smooth integration into the French-speaking community.

However, immigration is not a purely cultural matter. It is, in fact, an important

elle s'inscrit en fait au coeur de la politique démographique d'une société.

Une intense recherche entreprise a débouché sur la publication d'un livre blanc sur les ressources humaines. Ce livre blanc servira de base à une large consultation populaire dans le cadre d'une commission parlementaire de cette Assemblée. Vous serez ainsi appelés à élargir le mandat du ministère de l'immigration, le situant dans le cadre plus vaste des ressources humaines qui relient étroitement les problèmes de population, de main-d'oeuvre et d'immigration.

8. Sports, loisirs et environnement

Aucun gouvernement ne peut rester indifférent devant l'augmentation considérable des temps de loisir des citoyens.

Cette Assemblée sera ainsi appelée à adopter une législation pour encadrer toutes les interventions du loisir québécois et créer une structure adaptée aux besoins d'application de cette loi-cadre.

La nouvelle politique du loisir, qui vous sera soumise, cherchera à déterminer les champs d'intervention dans le domaine ainsi que le rôle et le statut de l'ensemble des organismes de loisirs; elle dotera le gouvernement des pouvoirs généraux de contrôle et assurera la mise en place d'une unité administrative possédant les pouvoirs requis pour le développement du loisir.

Le gouvernement entend également présenter à cette Assemblée des mesures visant à la création d'un Institut des sports, afin d'assurer de façon permanente le développement de l'élite sportive québécoise.

Le gouvernement présentera une loi-cadre des parcs afin d'en protéger l'intégrité et d'en faciliter l'accès. Cette Assemblée aura à prendre connaissance d'une politique visant à doter les grands bassins de population urbaine d'espaces verts par l'acquisition de nouveaux territoires et par l'aménagement de ceux qui ont déjà fait l'objet de décisions favorables.

element of the demographic policy of any society.

Intense research has resulted in a white paper on human resources, which will be the basis for a broad public consultation as part of the activity of a parliamentary committee of this Assembly. Thus, you will be asked to broaden the mandate of the Minister of Immigration, placing him in the wider field of Human Resources, where population, labour and immigration are closely entwined.

8. Sports, recreation and environment

No government can remain indifferent before the considerable increase in leisure time of its citizens.

This Assembly will thus be called upon to pass legislation to cover all government interventions in the field of recreation in Québec and to create a structure adapted to the needs of the application of this general law.

The new recreation policy which will be submitted to you will seek to determine in which fields the Government should intervene, as well as the rôle and status of the recreation agencies as a whole; it will grant general powers of supervision and control to the Government and will set up an administrative unit with the required powers for recreation development.

The Government also intends to present measures to this Assembly intended for the creation of a sports institute in order to ensure, on a permanent basis, the development of a Québec sports elite.

The Government will present a general law on parks to protect their territory and to make them more accessible. This Assembly will be advised of a policy to endow large urban population centres with green spaces through the acquisition of new territory and the development of territory already set aside for that purpose.

Le gouvernement vous proposera d'amender la Loi de la conservation de la faune et, dans le but de favoriser la pérennité de la faune terrestre et aquatique tout en accroissant l'accessibilité à la grande nature, il vous proposera une nouvelle politique, celle des unités d'aménagement.

Cette préoccupation de procurer à la population des moyens additionnels de bénéficier de nos richesses naturelles se manifestera également par un élargissement de l'éventail des activités offertes à la clientèle dans les parcs.

Le gouvernement intensifiera enfin ses efforts de promotion, afin d'accroître les revenus de son industrie du tourisme.

Dans le domaine de la protection de l'environnement, vous aurez à prendre connaissance de nouvelles mesures d'ordre réglementaire prévues dans le cadre de la Loi de la protection de l'environnement. Vous serez appelés à participer au développement des programmes d'épuration des eaux usées et d'assainissement du bassin des rivières; vous aurez à porter une attention particulière à la lutte contre la pollution provenant de l'activité de la grande industrie et au contrôle des sources d'émissions de contaminants de l'air; enfin, l'amélioration de la qualité du milieu du travail fera l'objet de mesures spécifiques pour éliminer toutes les causes susceptibles de mettre en danger la vie et la santé des travailleurs.

Cette Assemblée aura enfin à suivre l'évolution des négociations en cours avec les Indiens et les Inuits et à donner suite aux ententes qui seront éventuellement conclues.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale, le Québec, et sa jeunesse en particulier, se prépare à accueillir les athlètes du monde entier à l'occasion des Jeux Olympiques de Montréal. Les Québécois sont déjà engagés à vivre dans toute sa plénitude cet événement exceptionnel dont la signification ultime demeure celle de l'effort et de la participation.

Le Québec mène ici un combat dont les exigences de dépassement sont bien con-

The Government will introduce amendments to the Wildlife Conservation Act and, to foster the perpetuity of land and aquatic fauna, while making nature accessible, will propose a new policy based on units of development.

This concern to procure additional means for the population to benefit from our natural resources will also be expressed by an increase in the choice of activities offered to patrons of the parks.

Finally, the Government will make greater promotional efforts, to increase revenue from the tourist industry.

In environment protection, you will become aware of new regulations provided for in the Environment Protection Act. You will be asked to share in developing programmes for the purification of used waters and the purification of river basins; you will have occasion to devote special attention to combatting pollution caused by heavy industry and to controlling sources of air pollutants; finally, the improvement of the quality of the environment will be the subject of specific measures to eliminate all possible sources of danger to the health or life of workers.

Finally, this Assembly will follow the development of the negotiations in progress with the Indians and Inuits and give effect to the agreements that may be reached.

Madam and Gentlemen of the National Assembly, Québec, and especially its youth, is preparing to welcome the athletes of the whole world to the Montreal Olympic Games. The people of Québec are already well on the way to entering fully into this exceptional event, the final significance of which is effort and participation.

Québec is carrying on, here, a struggle in which the need for surpassing effort is

nues et qui consistent pour l'essentiel à développer une société moderne, dynamique et humaine, qui soit en même temps l'expression vivante des valeurs culturelles françaises qui lui sont propres sur le continent nord-américain.

Madame et Messieurs de l'assemblée nationale, cette troisième session de la 30^e Législature vous amènera à apporter dans l'ensemble des secteurs d'activités de la société québécoise des mesures qui permettront au Québec de franchir des étapes importantes sur la voie du développement et de l'amélioration de la qualité de vie.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale,

Je prie Dieu de vous éclairer dans vos délibérations et de répandre l'abondance de ses bienfaits sur le Québec et sur ceux qui l'habitent.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que la Commission de l'Assemblée nationale soit instituée et que MM. Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Blank, Brown, Burns, Caron, Giasson, Hardy, Lacroix, Lamontagne, Lavoie, Léger, Levesque, Malouin, Mercier, Ostiguy, Roy et Tardif en soient les membres, et que cette commission se réunisse mercredi, le 19 mars 1975, à onze heures, à la Salle 101 « B ».

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

well known, which consists essentially in developing a modern, dynamic and humane society which will be at the same time the living expression of the French cultural values which are distinctively its own on the North-American continent.

Madam and Gentlemen of the National Assembly, this third session of the 30th Legislature will provide you with the opportunity to adopt measures which, viewed against the whole spectrum of the activities proper to Québec society, will enable it to make significant progress in the way of development and the improvement of living standards.

Madam and Gentlemen of the National Assembly,

May God enlighten your deliberations and in his bounty favour Québec and all its inhabitants with his blessings.

The Honourable the Lieutenant-Governor retired, accompanied by his Aide-de-Camp.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That the Committee on the National Assembly be appointed and that Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Blank, Brown, Burns, Caron, Giasson, Hardy, Lacroix, Lamontagne, Lavoie, Léger, Levesque, Malouin, Mercier, Ostiguy, Roy and Tardif be members thereof, and that the Committee do meet Wednesday, March 19th 1975, at eleven o'clock A.M., in Room 101 "B".

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

M. Levesque propose:

Que pour la prise en considération du message inaugural, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quinze heures.

La motion est adoptée.

A seize heures vingt minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Mr Levesque moved:

That for the consideration of the inaugural message, the Assembly adjourn its work until tomorrow, at three o'clock in the afternoon.

The motion was adopted.

At twenty minutes past four o'clock P.M., the Assembly adjourned.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

APPENDICE

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	1968, ch. 77, art. 10.	Durant le cours de la session.
Le premier ministre.	Rapport des activités de la Société de développement de la Baie James.	1971, ch. 34, art. 33.	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités du Conseil du statut de la femme pour l'année financière précédente.	1973, ch. 7, art. 18.	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités de l'Office des professions du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 43, art. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités du Conseil interprofessionnel du Québec.	1973, ch. 43, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport de l'activité de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle, et l'état financier de la corporation.	1973, ch. 43, art. 102.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours du début de la session suivante.
Le premier ministre.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis le début de la session précédente en rapport avec le Bureau de l'éditeur officiel du Québec.	1969, ch. 26, art. 6.	Dans les quinze premiers jours de l'ouverture de chaque session.

APPENDIX

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Annual report of the activities of Sidbec.	1968, ch. 77, s. 10.	At each session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the James Bay Development Corporation.	1971, ch. 34, s. 33.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Council on the Status of Women for the previous fiscal year.	1973, ch. 7, s. 18.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Québec Professions Board for its preceding fiscal year.	1973, ch. 43, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Prime Minister.	Annual report of the activities of the Québec Inter-professional Council.	1973, ch. 43, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Prime Minister.	Report of the activities of any Bureau established within a professional corporation, and the financial statement of the corporation.	1973, ch. 43, s. 102.	Within thirty days after it is received if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Prime Minister.	Copies of all orders in council passed since the opening of the preceding session concerning the Office of the Québec Official Publisher.	1969, ch. 26, s. 6.	Within the first fifteen days following the opening of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	Rapport des activités de l'Office de planification et de développement du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 16, art. 96.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport des activités de la Régie de la langue française pour l'année civile précédente, sur l'état de la langue française au Québec et sur les enquêtes effectuées.	1974, ch. 6, art. 96.	Aussitôt que reçu en cours de session, sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport détaillé sur les activités de son ministère dans le domaine de la diffusion de la langue française au cours de l'année financière précédente.	1974, ch. 6, art. 102.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel de la fonction publique.	S. R. Q. 1964, ch. 14, art. 9.	Pendant la session en cours ou la session suivante.
Le ministre des finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	1970, ch. 17, art. 42.	Pas plus tard que le troisième jour de la session au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des finances.	État des comptes publics pour l'année financière qui vient d'expirer.	1970, ch. 17, art. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.
Le ministre des finances.	Rapport du Vérificateur général.	1970, ch. 17, art. 79.	

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Report of the activities of the Québec Planning and Development Bureau for its previous fiscal year.	1969, ch. 16, s. 96.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Régie de la langue française for the preceding calendar year, on the state of the French language in the province of Québec and on the inquiries made.	1974, ch. 6, s. 96.	As soon as it is received during a session or, if between sessions, within thirty days of the opening of the next session.
The Prime Minister.	A detailed report of the activities of his department devoted to dissemination of the French language during the preceding fiscal year.	1974, ch. 6, s. 102.	Within fifteen days of the opening of each session.
The Minister of Finance.	Orders in council granting an annual pension to members of the civil service.	R. S. Q. 1964, ch. 14, s. 9.	During the current or next ensuing session.
The Minister of Finance.	Statement of all reports and special warrants, and of all expenditures incurred in consequence thereof.	1970, ch. 17, s. 42.	Not later than the third day on which the National Assembly sits after the signing of the warrants.
The Minister of Finance.	Statement of the public accounts for the previous fiscal year.	1970, ch. 17, s. 72.	Not later than the 31st day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature is in session, or, if it is not, not later than the fifteenth day after it is in session.
The Minister of Finance.	Report of the Auditor-General.	1970, ch. 17, s. 79.	

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi des employés publics et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 42.	Dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^{re} session), ch. 23, art. 40.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^{re} session), ch. 23, art. 13.	Dans les quinze jours si l'Assemblée nationale est alors en session; sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 28, art. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société des alcools du Québec pour l'année financière précédente.	1971, ch. 20, art. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Detailed statement of all securities given under the authority of the Public Officers Act, and of any changes that may have been made thereto since the period of the previous return submitted to the Legislature.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 42.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Finance.	Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 40.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Regulations of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 13.	Within fifteen days if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec" for its previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of the Québec Liquor Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 20, s. 59.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Rapport de l'administration du curateur public pour l'année financière précédente.	1971, ch. 81, art. 40.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	1970, ch. 17, art. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de son ministère pour la dernière année financière.	1974, ch. 26, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de cartographie du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 39, art. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport par la Société de cartographie du Québec de l'évaluation des actions ou biens acquis d'entreprises poursuivant les mêmes fins.	1969, ch. 39, art. 15.	Dans les quinze jours de l'acquisition, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959/60, ch. 23, art. 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Report of the administration of the public curator for his preceding fiscal year.	1971, ch. 81, s. 40.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Statement of the reports of the Comptroller of Finance, of the decisions of the Treasury Board, and of any expenditure incurred according to a warrant of payment issued in spite of the refusal of the Comptroller of Finance.	1970, ch. 17, s. 55.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting after the signing of the warrant issued upon the order of the Treasury Board.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of his department for the last fiscal year.	1974, ch. 26, s. 4.	Within fifteen days of the opening of each session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Cartography Company for its previous fiscal year.	1969, ch. 39, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Report by the Québec Cartography Company on the valuation of the shares or property acquired from undertakings pursuing the same objects.	1969, ch. 39, s. 15.	Within fifteen days of the acquisition, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under section 4 of the Act to ensure the industrial stability and progress of the town and region of Matane.	1959/60, ch. 23, s. 4.	Within the first fifteen days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour stabiliser la petite industrie.	S. R. Q. 1964, ch. 92, art. 100.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des affaires qui relèvent de son ministère pendant l'année expirée.	S. R. Q. 1964, ch. 91, art. 3.	Dans les dix jours qui suivent le commencement de chaque session.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 21, art. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 7 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, ch. 21, art. 9.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la Loi des terres et forêts.	S.R.Q. 1964, ch. 92, art. 6.	Dans les dix premiers jours de la session.
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, ch. 21, art. 18.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 108 de la Loi des terres et forêts.	S.R.Q. 1964, ch. 92, art. 108 et 1974, ch. 28, art. 32.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport détaillé annuel des biens et des opérations de la Commission hydroélectrique de Québec.	S. R. Q. 1964, ch. 86, art. 19.	Durant le cours de la session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under the Act to stabilize small industry.	R. S. Q. 1964, ch. 92, s. 100.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the proceedings of the department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 91, s. 3.	Within ten days following the beginning of each session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company for the previous fiscal year.	1973, ch. 21, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 7 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, ch. 21, s. 9.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council necessary to carry out the provisions of the Lands and Forests Act.	R.S.Q. 1964, ch. 92, s. 6.	Within the first ten days of the session.
The Minister of Lands and Forests.	Every order in council passed in virtue of section 18 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, ch. 21, s. 18.	Within fifteen days of its adoption if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under section 108 of the Lands and Forests Act.	R.S.Q. 1964, ch. 92, s. 108 and 1974, ch. 28, s. 32.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Detailed annual report of the property and operations of the Québec Hydro-Electric Commission.	R. S. Q. 1964, ch. 86, s. 19.	During the session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des richesses naturelles.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique.	S. R. Q. 1964, ch. 85, art. 7.	Dans les quinze jours de leur adoption par la Législature si elle est alors en session ou, sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	1965 (1 ^{re} session), ch. 36, art. 18.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 6c de la Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.	1973, ch. 20, art. 6.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent; du nombre, de la nature et du résultat des enquêtes faites pendant la même période.	S. R. Q. 1964, ch. 87, art. 36.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, au cours des trois premières semaines de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives pétrolières pour son année financière précédente.	1969, ch. 36, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, art. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Natural Resources.	Copies of the orders in council passed under the Act governing the exportation of electric power.	R. S. Q. 1964, ch. 85, s. 7.	Within fifteen days of their adoption if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Annual report of the Québec Mining Exploration Company.	1965 (1st session), ch. 36, s. 18.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 6c of the Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company	1973, ch. 20, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Report of the applications made to the Electricity and Gas Board and of the orders issued by it since the beginning of its functions or, as the case may be, since its last report; of the number, nature and result of the investigations made during the same period.	R. S. Q. 1964, ch. 87, s. 36.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first three weeks of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Report of the activities of the Québec Petroleum Operations Company for its preceding fiscal year.	1969, ch. 36, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, and if it is not, within the thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Every order in council adopted in virtue of the Act to authorize the concession of certain water-powers to Belletre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, s. 1.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'agriculture.	Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province.	1946, ch. 31, art. 3.	Immédiatement, si la Législature est en session et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 101, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu de ses dispositions, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et détaillée que possible.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 17.	Durant le cours de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Sur l'ordre du lieutenant-gouverneur, copies de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 18.	Dans les dix jours après l'ouverture de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-récolte du Québec pour l'année précédente.	1974, ch. 31, art. 19.	Au plus tard le dernier jour de juin, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie des marchés agricoles du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 45, art. 12A.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport annuel des activités de son ministère.	1972, ch. 54, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture.	All the orders in council passed under the Act to enlarge the arable domain of the Province.	1946, ch. 31, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of his department for the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 101, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Agriculture.	Detailed report containing a statement of all the sums paid under the Act respecting Colonization Societies and specifying, as fully and completely as possible, the operations of the various societies thereunder established, and the results obtained by them.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 17.	During the session.
The Minister of Agriculture.	Upon orders from the Lieutenant-Governor, copies of all the orders in council by which any townships or portions of townships are set apart for Colonization Societies.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 18.	Within ten days after the opening of the session.
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Crop Insurance Board for the previous year.	1974, ch. 31, s. 19.	Not later than the last day of June, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Agricultural Marketing Board for the previous year.	1966/67, ch. 45, s. 12A.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Annual report of the activities of his department.	1972, ch. 54, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de la loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des transports.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la route Trans-Canada.	1950, ch. 44, art. 4; 1972, ch. 54, art. 1.	Dans les vingt jours de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport des biens, des opérations, des revenus et des dépenses de l'Office des autoroutes du Québec au 31 décembre de chaque année.	S. R. Q. 1964, ch. 134, art. 34; 1972, ch. 54, art. 1.	Dans les quinze jours suivants, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des transports.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés en vertu de l'article 72 de la Loi de la voirie.	S. R. Q. 1964, ch. 133, art. 73; 1972, ch. 54, art. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivant leur adoption.
Le ministre des transports.	Rapport de la Société des traversiers Québec-Lévis pour son année financière précédente.	1971, ch. 65, art. 20.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport des activités de la Commission des transports du Québec pour la précédente année financière.	1972, ch. 55, art. 26.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	1973, ch. 27, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Transport.	Copies of the orders in council passed under the Act respecting the Trans-Canada Highway.	1950, ch. 44, s. 4; 1972, ch. 54, s. 1.	Within the first twenty days of the following session.
The Minister of Transport.	Report of the property, the operations, revenues and expenses of the Québec Autoroutes Authority as at December 31st of each year.	R. S. Q. 1964, ch. 134, s. 34; 1972, ch. 54, s. 1.	Within the ensuing fifteen days if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Transport.	Orders in council passed under section 72 of the Roads Act.	R. S. Q. 1964, ch. 133, s. 73; 1972, ch. 54, s. 1.	Forthwith, if the Legislature is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session following their adoption.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec-Lévis Ferry Company for its previous fiscal year.	1971, ch. 65, s. 20.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec Transport Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 55, s. 26.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	1973, ch. 27, s. 12.	Within the six months following the end of the preceding fiscal year.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 7.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des Travaux publics.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 55.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport des activités de la Société de développement immobilier du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 43, art. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 43, art. 5.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège, après l'expiration de ce délai.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport des activités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, pour son année financière précédente et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	1968, ch. 44, art. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session; sinon à l'ouverture de la session suivante.

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Public Works and Supply.	Annual report on all the works under his control, showing the state of each work and the amounts received and expended in respect thereof, with such further information as may be required.	R. S. Q. 1964, ch. 138, s. 7.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Public Works and Supply.	The orders in council passed under Division II of the Public Works Act, or a summary thereof.	R. S. Q. 1964, ch. 138, s. 55.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of the Québec Real Estate Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 43, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 43, s. 5.	Within six months following the end of each year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiration of such delay.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Advisory Council on Labour and Manpower for its preceding fiscal year and the studies it has carried out or caused to be carried out.	1968, ch. 44, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, at the opening of the following session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des opérations de la Commission des accidents du travail durant le cours de l'année finissant le 31 décembre précédent.	S. R. Q. 1964, ch. 159, art. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, et si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport du ministère des affaires municipales pour l'année précédente.	S. R. Q. 1964, ch. 169, art. 3.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités du Conseil consultatif de l'environnement pour l'année financière précédente.	1972, ch. 49, art. 19.	Sans délai.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités de la Société d'habitation du Québec pour son année financière précédente.	1966/67, ch. 55, art. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain.	1968, ch. 56, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année financière précédente.	1969, ch. 85, art. 278.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 57, art. 5.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la Place des Arts.	1964, 12-13 Eliz. II, ch. 19, art. 17.	A chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the operations of the Workmen's Compensation Commission as at December 31st of the previous year.	R. S. Q. 1964, ch. 159, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the proceedings of his department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 169, s. 3.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Advisory Council on the Environment for the preceding fiscal year.	1972, ch. 49, s. 19.	Forthwith.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Québec Housing Corporation for its previous fiscal year.	1966/67, ch. 55, s. 24.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Greater Québec Water Purification Board	1968, ch. 56, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Outaouais Development Corporation for the preceding fiscal year.	1969, ch. 85, s. 278.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Cultural Affairs.	A detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 57, s. 5.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie de La Place des Arts on the property in its possession and respecting its operations.	1964, 12-13 Eliz. II, ch. 19, s. 17.	Each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport des activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'année écoulée.	1972, ch. 19, art. 7.	Sans délai.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du Grand Théâtre de Québec.	1970, ch. 16, art. 14.	A chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	États financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal pour chaque exercice financier.	1972, ch. 21, art. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des affaires intergouvernementales.	Rapport détaillé de son activité durant la précédente année financière.	1974, ch. 15, art. 9.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 199, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport des activités du bureau « Hébergement Québec-Olympiques 76 » pour l'année financière précédente.	1974, ch. 77, art. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités du ministère des affaires sociales.	1970, ch. 42, art. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de la Commission des affaires sociales pour l'année financière précédente.	1974, ch. 39, art. 41.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Cultural Property Commission of Québec, for the preceding year.	1972, ch. 19, s. 7.	Forthwith.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec on the property in its possession and respecting its operations showing the general state of its affairs.	1970, ch. 16, s. 14.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	The financial statement of the corporation of the Montreal Museum of Fine Arts. for each fiscal year.	1972, ch. 21, s. 14.	As soon as possible.
The Minister of Intergovernmental Affairs.	Detailed report of his activities during the preceding fiscal year.	1974, ch. 15, s. 9.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 199, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Report of the activities of the "Hébergement Québec-Olympiques 76" Bureau for its previous financial year.	1974, ch. 77, s. 22.	Forthwith if the National Assembly is in session, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Department.	1970, ch. 42, s. 11.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Commission for its previous fiscal year.	1974, ch. 39, s. 41.	Within thirty days after receipt thereof, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi de la protection de la santé publique.	1972, ch. 42, art. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille pour l'année financière précédente.	1970, ch. 43, art. 17.	Sans délai.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de tout conseil régional de la santé et des services sociaux.	1971, ch. 48, art. 38.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport détaillé des activités de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies, pour chaque exercice financier.	1968, ch. 48, art. 14.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'année financière précédente.	1969, ch. 53, art. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Any order in council made under section 17 of the Public Health Protection Act.	1972, ch. 42, s. 22.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting, after the making of the order.
The Minister of Social Affairs.	Annual report on the activities of the Family and Social Affairs Council for the previous fiscal year.	1970, ch. 43, s. 17.	Forthwith.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of every regional health and social service council.	1971, ch. 48, s. 38.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Detailed report of the activities of the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias, for each fiscal year.	1968, ch. 48, s. 14.	Within six months after the end of each fiscal year, or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits after the expiration of such delay.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the activities of the Québec Health Insurance Board for its previous fiscal year.	1969, ch. 53, s. 20.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Toute directive approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie de l'assurance-maladie du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	1969, ch. 53, art. 26 et 1974, ch. 40, art. 22.	Dans les cinq jours de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités, pour la précédente année financière, de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental.	1972, ch. 44, art. 45.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	1965 (1 ^{re} session), ch. 24, art. 30.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec.	1965, ch. 24, art. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport d'un projet de loi modifiant la Loi du Régime de rentes du Québec.	1965, ch. 24, art. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister of Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Every directive approved by the Lieutenant-Governor in Council bearing on the goals and orientations of the Québec Health Insurance Board in the performance of the functions entrusted to it by law.	1969, ch. 53, s. 26 and 1974, ch. 40, s. 22.	Within five days of its approval by the Lieutenant-Governor in Council, if the National Assembly is in session or, if not, within five days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities, for the previous fiscal year, of the Board of Review established under section 30 of the Mental Patients Protection Act.	1972, ch. 44, s. 46.	Within thirty days after receipt thereof, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the Québec Pension Board.	1965 (1st session), ch. 24, s. 30.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Social Affairs.	The actuarial report of the Québec Pension Board for every five years.	1965, ch. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report on a bill to amend the Québec Pension Plan.	1965, ch. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first five days of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de la Régie des rentes du Québec, en vertu du Régime des allocations familiales du Québec, pour l'année financière précédente.	1973, ch. 36, art. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport détaillé de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 233, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation.	S. R. Q. 1964, ch. 234, art. 9.	A chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités du Conseil des universités pour son année financière précédente.	1968, ch. 64, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Tout plan d'investissements universitaires, s'il en est, préparé pour les cinq ans à venir.	1968, ch. 65, art. 2 et 4.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des instituts de recherche et écoles supérieures.	1968, ch. 66, art. 25.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	1968, ch. 67, art. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport d'étape indiquant l'orientation générale des recommandations principales du Conseil scolaire de l'île de Montréal sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal.	1972, ch. 60, art. 4.	Dès que possible.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the Québec Family Allowances Plan, for the preceding fiscal year.	1973, ch. 36, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	A detailed report of the activities of his department during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 233, s. 4.	Within fifteen days after the opening of each session.
The Minister of Education.	Annual report on the activities of the Superior Council of Education and the state and needs of education.	R. S. Q. 1964, ch. 234, s. 9.	At each session.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Council of Universities for its preceding fiscal year.	1968, ch. 64, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within the thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	Any university investments plan prepared for the next five years.	1968, ch. 65, s. 2 and 4.	Forthwith.
The Minister of Education.	Annual report of the activities of the University of Québec, including those of research institutes and superior schools.	1968, ch. 66, s. 25.	Forthwith.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Private Education Advisory Commission for the preceding academic year.	1968, ch. 67, s. 8.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	An interim report indicating the general orientation of the principal recommendations of the School Council of the island of Montreal on the school reorganization for the island of Montreal.	1972, ch. 60, s. 4.	As soon as possible.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour son année financière précédente.	1968, ch. 60, art. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société de développement industriel du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 64, art. 34.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société générale de financement du Québec pour son année financière précédente.	1973, ch. 69, art. 3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société Inter-Port de Québec pour son année financière précédente, accompagné d'un budget prévisionnel pour les deux années à venir.	1974, ch. 57, art. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 6; 1965 (1 ^{re} session) ch. 16, art. 4a et 1969, ch. 26, art. 95.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre de la justice.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	1968, ch. 17, art. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Central Québec Industrial Park Corporation for its preceding fiscal year.	1968, ch. 60, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Québec Industrial Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 61, s. 34.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the General Investment Corporation of Québec for its preceding fiscal year.	1973, ch. 69, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the Société Inter-Port de Québec on its activities for the previous fiscal year, with its estimated budget for the two ensuing years.	1974, ch. 57, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Justice.	List of commissions issued to officers in the civil service during the year.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 6; 1965 (1st session) ch. 16, s. 4a and 1969, ch. 26, s. 95.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Justice.	Annual report of the activities of the Québec Police Commission.	1968, ch. 17, s. 27.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Régie des loteries et courses du Québec pour la précédente année financière.	1969, ch. 28, art. 19.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre la justice.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la justice pour l'année financière précédente.	1971, ch. 13, art. 15.	Sans délai.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Commission des services juridiques pour l'exercice financier précédent.	1972, ch. 14, art. 95.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le procureur général.	Rapport des activités de la Commission de contrôle des permis d'alcool.	1971, ch. 19, art. 193 et 1974, ch. 14, art. 79.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'immigration.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 68, art. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	1967, ch. 72, art. 7.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Règlements, s'il en est, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil concernant la loi des caisses d'épargne et de crédit.	1968, ch. 76, art. 1.	Sans délai.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Justice.	Report of the activities of "Régie des loteries et courses du Québec" for the previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 19.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Advisory Council on Justice for the preceding financial year.	1971, ch. 13, s. 15.	Forthwith.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Legal Services Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 14, s. 95.	Within six months after the end of each fiscal year.
The Attorney-General.	Report of the activities of the Liquor Permit Control Commission.	1971, ch. 19, s. 193 and 1974, ch. 14, s. 79.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Immigration.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 68, s. 10.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day following the expiry of such delay.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Report of the activities of his department during the fiscal year then next preceding.	1967, ch. 72, s. 7.	Within thirty days of the opening of each session.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Any regulations adopted by the Lieutenant-Governor in council respecting the Savings and Credit Unions Act.	1968, ch. 76, s. 1.	Forthwith.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 73, art. 20.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours du début de la session suivante.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	État indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères dans le cours de l'année financière précédente, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	S. R. Q. 1964, ch. 282, art. 13 et 1969, ch. 26, art. 71.	A chaque session.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Rapport du surintendant des assurances sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.	1974, ch. 70, art. 324.	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas à cette date, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 14, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec.	1965 (1 ^{re} session) ch. 14 art. 3 et 17 et 1969 ch. 14, art. 23.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre du revenu.	État détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, des taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	1972, ch. 22, art. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 65, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Report of the operations of the Québec Deposit Insurance Board for the previous year.	1966/67, ch. 73, s. 20.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	A statement showing the licenses issued to extra-provincial corporations during the preceding fiscal year, the authorized capital of the extra-provincial corporations licensed and the fees paid for each license.	R. S. Q. 1964, ch. 282, s. 13 and 1969, ch. 26, s. 71.	Each session.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Report of the Superintendent of Insurance on the affairs of all the insurers in the province of Québec for the year ending on the 31st of December of the preceding year.	1971, ch. 70, s. 324.	Not later than the 30th of June following the end of each year or, if the Assembly is not sitting at that date, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of the Civil Service.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 14, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of the Civil Service.	Annual report of the Québec Civil Service Commission.	1965, (1st session) ch. 14, s. 3 and 17 and 1969 ch. 14, s. 23.	Within thirty days after the opening of each session.
The Minister of Revenue.	Annual detailed statement of remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of a fiscal law or to the management of any public work producing a toll or revenue.	1972, ch. 22, s. 94.	Within the first fifteen days of the next session thereof.
The Minister of Communications.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 65, s. 12.	Within six months after the end of each fiscal year.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des communications.	Rapport des activités de l'Office de radio-télédiffusion du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 17, art. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, ch. 7, art. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en rapport avec les impressions et la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	S. R. Q. 1964, ch. 54, art. 29 et 1969, ch. 26, art. 111.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des communications.	Rapport de l'éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session imprimés ou distribués depuis la dernière session; les ministères, corps administratifs, officiers et personnes à qui ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux; l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite; et le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session qui restent alors en sa possession.	S. R. Q. 1964, ch. 1, art. 25 et 26 et 1969, ch. 26, art. 111.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le président de l'Assemblée nationale.	Les jugements et les rapports qu'il a reçus des juges concernant les élections contestées et un compte rendu des procédures qu'il a faites à cet égard.	S. R. Q. 1964, ch. 8, art. 85.	Sans délai.
Le président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités et des recommandations du Protecteur du citoyen.	1968, ch. 11, art. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le président de l'Assemblée nationale.	Arrêté en conseil nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale; et aussi, trois autres députés, membres du Conseil exécutif, comme commissaires suppléants.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 54 et 1971, ch. 9, art. 8.	Au début de chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The minister of Communications.	Report of the activities of the Québec Broadcasting Bureau for its previous fiscal year.	1969, ch. 17, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Annual report of the Secretary General of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, ch. 7, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Copies of all orders in council passed since the preceding session respecting printing and the <i>Québec Official Gazette</i> .	R. S. Q. 1964, ch. 54, s. 29 and 1969, ch. 26, s. 111.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Communications.	Report by the Québec Official Publisher showing the number of copies of the statutes of each session so printed and distributed since the preceding session; the departments, administrative bodies, officers and persons to whom they were distributed, the number of copies delivered to each and under what authority, and the number of copies of the statutes of each session remaining in his possession.	R. S. Q. 1964, ch. 1, s. 25 and 26 and 1969, ch. 26, s. 111.	Within the first fifteen days of the session.
The President of the National Assembly.	Judgments and reports received from Judges with reference to the controverted elections, and a statement of his own proceedings thereon.	R. S. Q. 1964, ch. 8, s. 85.	Without delay.
The President of the National Assembly.	Annual report of the activities and recommendations of the Public Protector.	1968, ch. 11, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The President of the National Assembly.	Order in council selecting three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, as Commissioners of the Internal Economy of the National Assembly; and also, three other members of the Executive Council as substitute commissioners.	R.S.Q. 1964, ch. 6, s. 54 and 1971, ch. 9, s. 8.	At the beginning of each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Fin)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition adoptée par les commissaires et qui serait une dérogation aux lois, règlements et règles qui régissent l'administration et le personnel de l'Assemblée nationale.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 55 et 1971, ch. 9, art. 9.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'approbation d'une telle disposition.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition autorisant le paiement d'une partie du coût des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des députés.	1971, ch. 9, art. 19.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après son adoption
Le président général des élections.	Rapport détaillé et imprimé sur chaque élection générale, ainsi que sur les élections partielles qui ont eu lieu pendant la Législature précédente.	S. R. Q. 1961, ch. 6, art. 21c et 1972, ch. 10, art. 2c.	Après chaque élection générale.
Le bibliothécaire de la Législature.	Rapport imprimé indiquant l'état dans lequel se trouve la bibliothèque et contenant, en appendice, une liste cataloguée des livres dont la bibliothèque s'est enrichie depuis le rapport précédent.	Règlement de l'Assemblée nationale, art. 178.	A l'ouverture de chaque session.

Préparé conformément à l'article 178 du règlement de l'Assemblée nationale.

Le secrétaire général,

RENÉ BLONDIN.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Concluded)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The President of the National Assembly.	Any measure adopted by the commissioners and which would be a derogation to the acts, regulations and rules applicable to the administration and staff of the National Assembly.	R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 55 and 1971, ch. 9, s. 9.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after approval of such measure.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted to authorize payment of a portion of the cost of the premiums payable for the purposes of a group life insurance plan for members.	1971, ch. 9, s. 19.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after it is adopted.
The Chief Returning-Officer.	Detailed and printed report on every general election and on the by-elections held during the preceding Legislature.	R.S.Q. 1964, ch. 6, s. 21c and 1973, ch. 10, s. 2c.	After every general election.
The Librarian of the Legislature.	Printed report on the present state of the library with, appended thereto, a catalogue of the books added to the library since the preceding report.	Standing Order 178 of the National Assembly.	At the opening of each session.

Prepared in accordance with Standing Order 178 of the National Assembly.

RENÉ BLONDIN,

Secretary General.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 19 mars 1975

Quinze heures

Wednesday, March 19th 1975

Three o'clock P.M.

M. Tardif, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé aujourd'hui, à onze heures, afin de désigner les membres qui feront partie des commissions élues permanentes, ainsi que ceux désignés pour agir comme présidents de celles-ci.

(Document de la session no 3.)

Mr Tardif, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, which sat today, at eleven o'clock in the forenoon, to select the members who shall form the Select Standing Committees together with those selected to act as Chairmen thereof.

(Sessional Papers, No. 3.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose:

Que ledit rapport soit adopté et que la liste des membres et des présidents des commissions élues permanentes soit reproduite au procès-verbal et en appendice au Journal des débats.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved:

That the said report be adopted and that the list of the members and Chairmen of the Select Standing Committees be printed in the Votes and Proceedings and as an appendix to the Journal of Debates.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou),

Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—96.

CONTRE—NAYS:—0.

La liste des membres qui ont été choisis par la Commission de l'Assemblée nationale, pour faire partie des commissions élues permanentes suivantes:

List of the members who were selected by the Committee on the National Assembly to be members of the following Select Standing Committees:

Commission des Affaires municipales—Committee on Municipal Affairs:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Boutin, Caron, Chagnon, Déziel, Goldbloom, Leduc, Léger, Ostiguy, Parent (Prévost), Perreault, Roy, Vaillancourt.

Commission des Affaires sociales—Committee on Social Affairs:

Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bonnier, Charron, Dufour, Boudreault, Forget, Fortier, Lecours, Massicotte, Samson, St-Germain.

Commission de l'Agriculture—Committee on Agriculture:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Burns, Carpentier, Dionne, Faucher, Fraser, Giasson, Lessard, Massicotte, Ostiguy, Pelletier, Roy, Toupin, Tremblay.

Commission des Corporations professionnelles—Committee on Professional Corporations:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Brisson, Burns, Caron, Charron, Choquette, Ciaccia, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lecours, Morin, Perreault, Pelletier, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, St-Germain, Samson, Séguin, Vallières.

Commission de l'Éducation, des Affaires culturelles et des Communications—Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Bédard, Bonnier, Charron, Cloutier, Côté, Déom, Houde (Fabre), Lapointe, Léger, Parent (Prévost), Samson, St-Germain, Veilleux.

Commission des Engagements financiers—Committee on Financial Commitments:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Brown, Caron, Carpentier, Denis, Fraser, Giasson, Lacroix, Léger, Lessard, Ostiguy, Parent (Hull), Roy, Sylvain.

Commission des Finances, des Comptes publics et du Revenu—Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:

MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Boutin, Déom, Garneau, Malépart, Marchand, Mercier, Morin, Pepin, Roy, Saindon, Vallières.

Commission de la Fonction publique—Committee on the Civil Service:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Boudreault, Burns, Cadieux, Charron, Cloutier, Garneau, Lachance, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Roy, Sylvain, Vallières.

Commission de l'Industrie et du Commerce, du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche—Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Cadieux, Côté, Déom, Denis, Dufour, Lachance, Lapointe, Lessard, Malouin, Marchand, Morin, Samson, St-Pierre.

Commission des Institutions financières, Compagnies et Coopératives—Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

MM./Messrs Assad, Beauregard, Bellemare (Johnson), Bonnier, Burns, Chagnon, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Léger, Marchand, Picotte, Roy, Tetley, Tremblay.

Commission de la Justice—Committee on Justice:

MM./Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bienvenue, Burns, Choquette, Ciaccia, Desjardins, Pagé, Perreault, Samson, Springate, Sylvain, Tardif.

Commission de la Présidence du conseil, de la Constitution et des Affaires intergouvernementales—Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bossé, Bourassa, Brown, Côté, Denis, Gratton, Lacroix, Levesque, Malouin, Morin, Samson, Tardif.

Commission des Richesses naturelles et des Terres et Forêts—Committee on Natural Resources and Lands and Forests:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Carpentier, Ciaccia, Faucher, Giasson, Lessard, Malouin, Massé, Harvey (Dubuc), Pelletier, Perreault, Picotte, Samson.

Commission des Transports, des Travaux publics et de l'Approvisionnement—Committee on Transport, Public Works and Supply:

MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Brown, Faucher, Lessard, Mailloux, Mercier, Saindon, Samson, Saint-Hilaire, Verreault.

Commission du Travail et de la Main-d'œuvre et de l'Immigration—Committee on Labour, Manpower, and Immigration:

MM./Messrs Bellemare (Johnson), Bérard, Boudreault, Burns, Charron, Ciaccia, Cournoyer, Déziel, Harvey (Charlesbourg), Lachance, Lecours, Malépart, Roy, Verreault.

La liste des membres qui ont été choisis par la Commission de l'Assemblée nationale, pour agir comme présidents des différentes commissions élues permanentes:

List of the members who were selected by the Committee on the National Assembly, to act as Chairmen of the various Select Standing Committees:

MM. Bédard (Chicoutimi), Brisson, Cornellier, Gratton, Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Picard, Pilote et Séguin.

M. Levesque propose:

Que l'amendement suivant soit apporté au Règlement de l'Assemblée nationale pour la durée de la présente session:

L'article 10 du Règlement est modifié en ajoutant, après le paragraphe 6, le paragraphe 6A suivant:

6A. Il peut accorder à un député n'appartenant pas à un parti reconnu un temps de parole analogue à celui que prévoit le Règlement pour les chefs des partis reconnus autres que le premier ministre et le chef de l'Opposition officielle.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose que le nom de M. Bienvenue soit ajouté à la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi électorale », est présenté par M. Levesque, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. L'Allier, pour M. Cloutier:

Rapport annuel du Conseil des universités, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 4.)

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 5.)

Par M. Cournoyer:

Rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, pour l'année 1973.

(Document de la session no 6.)

Messrs Bédard (Chicoutimi), Brisson, Cornellier, Gratton, Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Picard, Pilote and Séguin.

Mr Levesque moved:

That the following amendment be made to the Standing Orders of the National Assembly for the duration of the present session:

Standing Order 10 is amended by adding thereto, after paragraph 6, paragraph 6A, as follows:

6A. He may grant, to any Member who does not belong to a recognized party, a time to speak similar to that provided under the Standing Orders for the Leaders of recognized parties, other than the Prime Minister and the Leader of the Official Opposition.

The motion was adopted.

Mr Levesque moved that the name of Mr Bienvenue be added to the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 15, "An Act to amend the Election Act", was introduced by Mr Levesque, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr L'Allier, on behalf of Mr Cloutier:

Annual report of the Council of Universities, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 4.)

Annual report of the Private Education Advisory Commission, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 5.)

By Mr Cournoyer:

Annual report of the Workmen's Compensation Commission of Québec, for 1973.

(Sessional Papers, No. 6.)

Par M. le Président:

Le rapport d'enquête soumis par M. Lucien Descent relativement à des irrégularités alléguées lors des élections générales de 1973, dans les districts électoraux de Laporte et Taillon.

(Document de la session no 7.)

Par M. Hardy:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 8.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, à dix heures trente minutes, à la Salle 91 « A », la Commission élue permanente des engagements financiers siégera.

L'Assemblée prend en considération le message inaugural.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Morin.

A dix-huit heures, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr President:

The report submitted by Mr Lucien Descent on the inquiry into the alleged irregularities in the electoral districts of Laporte and Taillon, during the general elections held in 1973.

(Sessional Papers, No. 7.)

By Mr Hardy:

Annual report of the Department of Cultural Affairs, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 8.)

Mr Levesque gave the following notice:

The Select Standing Committee on Financial Commitments will sit tomorrow in Room 91 "A", at ten-thirty o'clock A.M.

The Assembly proceeded to take into consideration the inaugural message.

And a debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Morin.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock, P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 20 mars 1975

Quinze heures

Thursday, March 20th 1975

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés
sur le bureau de la Chambre:

Par M. Toupin:

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 9.)

Par M. Garneau:

État des rapports et des dépenses encourues au 17 mars 1975 sur les mandats spéciaux autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1974/75.

(Document de la session no 10.)

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 11.)

Par M. L'Allier:

Rapport annuel de la Régie des services publics, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 12.)

The following documents were tabled:

By Mr Toupin:

Annual report of the Department of Agriculture, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 9.)

By Mr Garneau:

Statement of reports and the expenditures incurred as at March 17th 1975 on the special warrants authorized since the adjournment of the National Assembly, for the 1974/75 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 10.)

Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund, for 1974.

(Sessional Papers, No. 11.)

By Mr L'Allier:

Annual report of the Public Service Board, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 12.)

Par M. Levesque:

Rapport annuel de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, pour l'année 1973.

(Document de la session no 13.)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural.

M. Morin propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés économiques que connaît actuellement le Québec.

Et le débat continue.

M. Samson propose:

Que le gouvernement est à blâmer pour avoir omis d'assurer universellement à chaque québécois un pouvoir d'achat minimum garanti, compatible en tout temps avec ses besoins essentiels.

Et le débat continue.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tardif.

A vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr Levesque:

Annual report of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, for 1973.

(Sessional Papers, No. 13.)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message.

Mr Morin moved:

That the Assembly do pass censure on the government for its inability to take the measures required to cope with the economic difficulties which the province of Québec is facing at the present time.

And the debate continuing thereon.

Mr Samson moved:

That the government must be censured for having failed to provide each citizen of the province of Québec with a guaranteed minimum purchasing power which will be compatible with his essential needs at all times.

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr Tardif.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 21 mars 1975*Dix heures*

M. Harvey (Charlesbourg), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, qui a siégé les 8, 9, 15, 16, 22 et 23 octobre 1974, les 5, 7, 12, 14, 19, 21, 26 et 28 novembre 1974, les 3 et 5 décembre 1974 et le 30 janvier 1975, aux fins d'entendre les auteurs du rapport du Comité d'étude sur l'assurance-automobile et les personnes et organismes intéressés par ce rapport.

(Document de la session no 14.)

Conformément à l'article 30 du règlement, M. Levesque propose:

Que l'Assemblée se réunisse à quinze heures, lundi le 24 mars 1975.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Friday, March 21st 1975*Ten o'clock A.M.*

Mr Harvey (Charlesbourg), the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which sat on the 8th, 9th, 15th, 16th, 22nd and 23rd of October 1974, the 5th, 7th, 12th, 14th, 19th, 21st, 26th and 28th of November 1974, the 3rd and 5th of December 1974 and the 30th of January 1975, for the purpose of examining the report of the Study Committee on Automobile Insurance and of hearing the members of the committee and the persons and bodies directly affected by such report.

(Sessional Papers, No. 14.)

In accordance with Standing Order 30, Mr Levesque moved:

That the Assembly do sit at three o'clock P.M., on Monday, March 24th 1975.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M. Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Brown, Caron, Chagnon, Côté, Desjardins, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—63.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—8.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés économiques que connaît actuellement le Québec. »

Par M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis d'assurer universellement à chaque Québécois un pouvoir d'achat minimum garanti, compatible en tout temps avec ses besoins essentiels. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Veilleux.

A treize heures, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do pass censure on the government for its inability to take the measures required to cope with the economic difficulties which the province of Québec is facing at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to provide each citizen of the province of Québec with a guaranteed minimum purchasing power which will be compatible with his essential needs at all times."

The debate was adjourned on motion of Mr Veilleux.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Monday, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 24 mars 1975

Quinze heures

Monday, March 24th 1975

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que l'ordre de deuxième lecture du projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi électorale », apparaissant à l'article 2 du feuillet d'aujourd'hui, ainsi que la première lecture dudit projet de loi adoptée le 19 mars 1975, soient révoqués.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque présente un texte recomposé du projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi électorale », lequel projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Conformément à l'article 132 du règlement, M. Garneau donne avis qu'à une séance subséquente, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget 1975/76.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Levesque, pour M. Toupin, lus la première fois et

Mr Levesque moved:

That the Order for the second reading of bill No. 15, "An Act to amend the Election Act", shown at Item 2 of today's Agenda Paper, together with the first reading of the said bill which was adopted on March 19th 1975, be rescinded.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque introduced a text, as rewritten, of bill No. 15, "An Act to amend the Election Act", which bill was read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

In accordance with Standing Order 132, Mr Garneau gave notice that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote one-sixth of the various items of the 1975/76 budget as a lump sum.

The following bills were severally introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Toupin, read the first time and ordered

remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi no 2.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes.

Le projet de loi no 4, « Loi modifiant la Loi du prêt agricole », est présenté par M. Levesque, pour M. Toupin.

M. Levesque, pour M. Toupin, propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Larivière, Lessard, Levesque, Mailloix, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Parent (Prévost), Peiletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Shanks, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—64.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 4 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés économiques que connaît actuellement le Québec. »

Par M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis d'assurer universellement à chaque Québécois un pouvoir d'achat minimum garanti, compatible en tout temps avec ses besoins essentiels. »

for second reading at the next sitting:

Bill No. 2.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill No. 3.—An Act to amend the Farm Improvement Act.

Bill No. 4, "An Act to amend the Farm Loan Act", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Toupin.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Toupin, that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 4 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do pass censure on the government for its inability to take the measures required to cope with the economic difficulties which the province of Québec is facing at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to provide each citizen of the province of Québec with a guaranteed minimum purchasing power which will be compatible with his essential needs at all times."

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cloutier.

The debate was adjourned on motion of Mr Cloutier.

A vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 25 mars 1975

Quinze heures

Tuesday, March 25th 1975

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Cloutier:

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 16.)

By Mr Cloutier:

Annual report of the Superior Council of Education, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 16.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 17.)

By Mr Mailloux:

Annual report of the Department of Transport, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 17.)

Par M. Levesque, pour M. Cournoyer:

Rapport annuel du ministère du Travail et de la Main-d'œuvre, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 18.)

By Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer:

Annual report of the Department of Labour and Manpower, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 18.)

Rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 19.)

Annual report of the Workmen's Compensation Commission of Québec, for 1974.

(Sessional Papers, No. 19.)

M. Garneau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honour-

message suivant de l'honorable administrateur du gouvernement de la province de Québec:

L'honorable administrateur du gouvernement de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

JEAN TURGEON.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 25 mars 1975.
(*Document de la session no 1.*)

M. Levesque propose:

Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, sauf l'étude des crédits de l'Assemblée nationale et toute autre qu'il sera jugé opportun de déferer à la commission plénière.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi électorale ».

able the Administrator of the Government of the province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Administrator of the Government of the province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates for the fiscal year ending March 31st 1976, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

JEAN TURGEON.

Government House,
Québec, March 25th 1975.
(*Sessional Papers, No. 1.*)

Mr Levesque moved:

That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, and any others which it shall be deemed expedient to refer to the Committee of the Whole.

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day was read for the second reading of bill No. 15, "An Act to amend the Election Act".

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 15 est lu la deuxième fois et déferé pour étude, article par article, à la Commission de l'Assemblée nationale, qui siégera immédiatement à la Salle 81 « A ».

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes :

Par M. Morin :

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés économiques que connaît actuellement le Québec. »

Par M. Samson :

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis d'assurer universellement à chaque Québécois un pouvoir d'achat minimum garanti, compatible en tout temps avec ses besoins essentiels. ».

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boutin.

A vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

On motion of Mr Levesque, bill No. 15 was read the second time and was referred, for section by section examination to the Committee on the National Assembly, which will sit immediately in Room 81 "A".

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do pass censure on the government for its inability to take the measures required to cope with the economic difficulties which the province of Québec is facing at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to provide each citizen of the province of Québec with a guaranteed minimum purchasing power which will be compatible with his essential needs at all times."

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr Boutin.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 26 mars 1975

Quinze heures

Wednesday, March 26th 1975

Three o'clock P.M.

Déclaration ministérielle de M. Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce, relativement à l'aide apportée par le gouvernement à l'entreprise Bellevue Inc., de Thetford Mines.

Ministerial declaration by Mr Saint-Pierre, Minister of Industry and Commerce, respecting the assistance provided by the government for the firm of Bellevue Inc., of Thetford Mines.

Sur la motion de M. Levesque, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé afin que le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, qui a étudié le projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi électorale », puisse être déposé au cours de la présente séance.

On motion of Mr Levesque, the unanimous consent of the Assembly was granted in order to allow the report of the Committee on the National Assembly, which examined bill No. 15, "An Act to amend the Election Act", to be tabled during the present sitting.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 6 du règlement, M. Levesque propose:

Que le projet de loi no 50, « Loi sur les droits et libertés de la personne », soit inscrit au feuillet de l'Assemblée nationale au stade où il se trouvait au moment de la prorogation de la deuxième session de la 30^e Législature, en conséquence, qu'il soit lu la première et la deuxième fois et déposé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

In accordance with paragraph 2 of Standing Order 6, Mr Levesque moved:

That bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", be put down upon the Agenda Paper of the National Assembly at the stage at which it was at the time of the prorogation of the second session of the 30th Legislature, and that it be read accordingly the first and the second time and referred to the Select Standing Committee on Justice, to be examined section by section.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 6 du règlement, M. Levesque propose :

Que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit inscrit au feuillet de l'Assemblée nationale au stade où il se trouvait au moment de la prorogation de la deuxième session de la 30^e Législature, en conséquence, qu'il soit lu la première fois et déferé pour étude à la Commission éeue permanente des affaires sociales.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle. Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenu, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perrault, Picard, Picotte, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vailancourt, Veilleux, Verreault.—84.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy, Samson.—3.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre :

Par M. Garneau :

Les volumes 1 et 2 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974.

(*Document de la session no 20.*)

Par M. Saint-Pierre :

Rapport du Comité d'étude sur les achats, institué par l'arrêté en conseil numéro 342, en date du 27 janvier 1971; le rapport minoritaire de M. Roger Labrie sur ledit Comité d'étude sur les achats, ainsi qu'un résumé d'une analyse des achats des secteurs public et parapublic fait par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

(*Document de la session no 21.*)

Par M. Mailloux :

Copie de la correspondance échangée entre M. Gilles Massé, ministre des Riches-

In accordance with paragraph 2 of Standing Order 6, Mr Levesque moved :

That bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be put down upon the Agenda Paper of the National Assembly at the stage at which it was at the time of the prorogation of the second session of the 30th Legislature, and that it be read accordingly the first time and referred to the Select Standing Committee on Social Affairs for consideration.

The motion was adopted on the following division :

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle. Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenu, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perrault, Picard, Picotte, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vailancourt, Veilleux, Verreault.—84.

The following documents were tabled :

By Mr Garneau :

Volumes 1 and 2 of the Public Accounts of the province of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(*Sessional Papers, No. 20.*)

By Mr Saint-Pierre :

Report of the Study Committee on Purchasing, instituted by Order in Council number 342, dated January 27th 1971, together with the minority report by Mr Roger Labrie on the said Study Committee on Purchasing, and a summary analysis of the purchases by the public and parapublic sectors made by the Department of Industry and Commerce.

(*Sessional Papers, No. 21.*)

By Mr Mailloux :

Copy of the correspondence between Mr Gilles Massé, Minister of Natural

ses naturelles, et M. Raymond Mailloux, ministre des Transports, et des Travaux publics et de l'Approvisionnement, concernant l'achat de meubles pour les bureaux de députés.

(Document de la session no 22.)

M. Bienvenue propose, pour M. Garneau:

Que M. le Président quitte le fauteuil et que l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits, pour voter en bloc des crédits provisoires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

La motion est adoptée après division des voix.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté tous les crédits provisoires des différents programmes du budget 1975/76, soit l'ensemble

a) du sixième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature;

b) d'un douzième additionnel des crédits du programme 5 pour le ministère de l'éducation (10);

c) d'un douzième additionnel des crédits du programme 6 pour le ministère de l'éducation (10);

d) d'un douzième additionnel des crédits du programme 11 pour le ministère de l'éducation (10);

e) d'un sixième additionnel des crédits du programme 15 pour le ministère de l'éducation (10);

f) d'un sixième additionnel des crédits du programme 16 pour le ministère de l'éducation (10);

Resources, and Mr Raymond Mailloux, Minister of Transport, and of Public Works and Supply, on the purchasing of furniture for the Members' offices.

(Sessional Papers, No. 22.)

Mr Bienvenue moved, on behalf of Mr Garneau:

That Mr President do leave the Chair and that the Assembly do resolve itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates, to vote grants on account, in a lump sum, for the fiscal year ending March 31st 1976.

The motion was adopted on division.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted all the provisional appropriations of the various programmes of the 1975-76 budget, being the aggregate of

(a) one-sixth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature;

(b) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 5 for the Department of Education (10);

(c) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 6 for the Department of Education (10);

(d) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 11 for the Department of Education (10);

(e) an additional one-sixth of the appropriations under programme 15 for the Department of Education (10);

(f) an additional one-sixth of the appropriations under programme 16 for the Department of Education (10);

g) d'un douzième additionnel des crédits du programme 3 pour le ministère des terres et forêts (19);

h) d'un douzième additionnel des crédits du programme 4 pour le ministère des terres et forêts (19);

i) de trois douzièmes additionnels des crédits du programme 6 pour le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche (20).

Le rapport est adopté après division des voix.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: *Projet de loi no 18, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public ».*

M. Garneau propose que ledit projet de loi soit lu la première, la deuxième et la troisième fois.

La motion est adoptée après division des voix, avec la dissidence de M. Roy.

En conséquence, le projet de loi no 18 est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a étudié, après la deuxième lecture le projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi électorale ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 23.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Mercier, ledit rapport est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à prendre*

(g) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 3 for the Department of Lands and Forests (19);

(h) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 4 for the Department of Lands and Forests (19);

(i) an additional three-twelfths of the appropriations under programme 6 for the Department of Tourism, Fish and Game (20).

The report was adopted on division.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 18, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service".

Mr Garneau moved that the said bill be read the first, second and third time.

The motion was adopted on division, with Mr Roy dissenting.

Bill No. 18 was accordingly read the first, second and third time.

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, which examined bill No. 15, "An Act to amend the Election Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 23.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Mercier, the said report was adopted.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That the Assembly do pass censure on the government for its inability to take*

les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés économiques que connaît actuellement le Québec. »

Par M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis d'assurer universellement à chaque Québécois un pouvoir d'achat minimum garanti, compatible en tout temps avec ses besoins essentiels. »

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bienvenue propose, pour M. Levesque, que le projet de loi no 15, « Loi modifiant la Loi électorale », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi no 15 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés économiques que connaît actuellement le Québec. »

Par M. Samson:

« *Que* le gouvernement est à blâmer pour avoir omis d'assurer universellement à chaque Québécois un pouvoir d'achat minimum garanti, compatible en tout temps avec ses besoins essentiels. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

Aujourd'hui, mercredi 26 mars 1975, à dix-huit heures trente minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Pilote, le représentant du Président de

the measures required to cope with the economic difficulties which the province of Québec is facing at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to provide each citizen of the province of Québec with a guaranteed minimum purchasing power which will be compatible with his essential needs at all times."

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bienvenue moved, on behalf of Mr Levesque, that bill No. 15, "An Act to amend the Election Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, bill No. 15 was accordingly read the third time.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do pass censure on the government for its inability to take the measures required to cope with the economic difficulties which the province of Québec is facing at the present time."

By Mr Samson:

"*That* the government must be censured for having failed to provide each citizen of the province of Québec with a guaranteed minimum purchasing power which will be compatible with his essential needs at all times."

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

Today, Wednesday, March 26th 1975, at six-thirty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Pilote, the Delegate of the Pres-

l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Roy, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 15 Loi modifiant la Loi électorale;
- 18 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.

A dix-huit heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi, 8 avril 1975, à seize heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

ident of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Roy, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 15 An Act to amend the Election Act;
- 18 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service.

At twenty-five minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, April 8th 1975, at four o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 8 avril 1975

Seize heures

Tuesday, April 8th 1975

Four o'clock P.M.

Le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma », est présenté par M. Hardy.

M. Hardy propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 1, "An Act respecting the cinema", was introduced by Mr Hardy.

Mr Hardy moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9.

En conséquence, le projet de loi no 1 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 1 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Déclaration ministérielle de M. Massé, ministre des Richesses naturelles, sur les nouvelles mesures qu'entend prendre le gouvernement concernant la santé et les conditions de travail des employés de l'amiante et du secteur minier.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Levesque, pour M. Bourassa:

Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'année 1974.

(Document de la session no 24.)

Par M. Garneau:

Rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974.

(Document de la session no 25.)

Par M. le Président:

Troisième rapport de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux, en date d'avril 1975, ainsi que l'atlas desdits districts électoraux.

(Document de la session no 26.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à vingt-trois heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Ministerial declaration by Mr Massé, Minister of Natural Resources, on the new measures which the government intends to take concerning the health and working conditions of the workers in the asbestos industry and the mining sector.

The following documents were tabled:

By Mr Levesque, on behalf of Mr Bourassa:

Annual report of the James Bay Development Corporation, for 1974.

(Sessional Papers, No. 24.)

By Mr Garneau:

Annual report of the Auditor-General of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 25.)

By Mr President:

Third report of the Standing Commission on Reform of the Electoral Districts, dated April 1975, together with an atlas showing the said electoral districts.

(Sessional Papers, No. 26.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit today, from eight-fifteen o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires municipales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Mercredi, 9 avril 1975, lesdites commissions siégeront aux mêmes endroits, à partir de dix heures jusqu'à douze heures et de quinze heures jusqu'à dix-huit heures.

Judi, 10 avril 1975, les mêmes commissions siégeront aux mêmes endroits à partir de dix heures jusqu'à treize heures, de quinze heures jusqu'à dix-huit heures et de vingt heures jusqu'à vingt-trois heures, sauf que la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration remplacera la Commission des institutions financières, compagnies et coopératives, au Salon Rouge, afin d'entendre les membres de la Commission des accidents du travail.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Qu'à la suite du discours du député de Beauce-Sud, le ministre des Finances donne la réplique pendant quinze minutes, après quoi le vote sera pris sur les deux motions de censure apparaissant au feuillet d'aujourd'hui, même si l'heure de suspension est arrivée.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés économiques que connaît actuellement le Québec. »

Par M. Samson:

« Que le gouvernement est à blâmer pour avoir omis d'assurer universellement à chaque Québécois un pouvoir d'achat

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

On Wednesday, April 9th 1975, the said Committees will sit in the same Rooms, from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon and from three o'clock P.M. until six o'clock P.M.

On Thursday, April 10th 1975, the same Committees will sit in the same Rooms, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., from three o'clock P.M. until six o'clock P.M. and from eight o'clock P.M. until eleven o'clock P.M., except that the Committee on Labour and Manpower, and Immigration will replace the Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in the Red Room, to hear the members of the Workmen's Compensation Commission.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That following the speech by the Member for Beauce-South, the Minister of Finance be granted fifteen minutes to reply, following which the two motions of non-confidence shown on today's Agenda Paper will be put to the vote, even if the time for the suspension of the sitting has been reached.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"That the Assembly do pass censure on the government for its inability to take the measures required to cope with the economic difficulties which the province of Québec is facing at the present time."

By Mr Samson:

"That the government must be censured for having failed to provide each citizen of the province of Québec with a guaranteed

minimum garanti, compatible en tout temps avec ses besoins essentiels. ».

Le débat est terminé.

Les motions de censure sont alors mises aux voix.

La motion de censure de M. Morin est rejetée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mlle Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Veilleux, Verreault.—69.

La motion de censure de M. Samson est rejetée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mlle Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Veilleux, Verreault.—71.

A dix-huit heures vingt-sept minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à jeudi prochain vingt heures quinze minutes.

minimum purchasing power which will be compatible with his essential needs at all time.”.

The debate was concluded.

The motions of non-confidence were then put to the vote.

The motion of non-confidence by Mr Morin was rejected on the following division:

The motion of non-confidence by Mr Samson was rejected on the following division:

At twenty-seven minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Thursday, at eight-fifteen o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 10 avril 1975

Vingt heures quinze minutes

Thursday, April 10th 1975

Eight-fifteen o'clock P.M.

Déclaration ministérielle de M. Mailloux, ministre des Transports, et des Travaux publics et de l'Approvisionnement, relativement à la réforme du système de points de démerite pour les offenses au code de la route, en vigueur depuis le 1er mars dernier.

Ministerial declaration by Mr Mailloux, Minister of Transport, and of Public Works and Supply, concerning the revised demerit point system which came into force on March 1st 1975 for offences against the Highway Code.

Le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal », est présenté par M. Goldbloom.

Bill No. 21, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal", was introduced by Mr Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cornellier, Cournoyer, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Vallières, Veilleux, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 21 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Tetley dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'année 1974.
(*Document de la session no 27.*)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les Commissions élues permanentes suivantes siégeront immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera afin d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout témoin que la Commission jugera utile aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Bill No. 21 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Tetley tabled the following document:

Annual report of the Québec Deposit Insurance Board, for 1974.
(*Sessional Papers, No. 27.*)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately and will continue to sit until eleven o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, as well as any witnesses which the Committee shall deem useful, for the purpose of examining the administrative and compensation procedures, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires municipales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A vingt et une heures vingt-trois minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

At twenty-three minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 11 avril 1975

Dix heures

Friday, April 11th 1975

Ten o'clock A.M.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal », soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Goldbloom moved that bill No. 21, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M. Mr Arsenault, Mlle. Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, L'Allier, Lapointe, Leduc, Levesque, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Vallières, Veilleux, Verreault.—64.

CONTRE—NAYS:—MM. Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Morin.—5.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 21 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté après division des voix; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront immédiatement et jusqu'à treize heures et mardi prochain, ces mêmes commissions siégeront dans les mêmes salles, à partir de dix heures et trente minutes jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires sociales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires municipales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A onze heures quarante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

On motion of Mr Levesque, bill No. 21 was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted on division; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until one o'clock P.M., and next Tuesday, the same Committees will sit in the same Rooms, from ten-thirty o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

At forty minutes past eleven o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

Le Vice-Président,
ROBERT LAMONTAGNE.

ROBERT LAMONTAGNE,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 15 avril 1975

Quinze heures

Tuesday, April 15th 1975

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Berthiaume, pour M. Mailloux:

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 28.)

Par M. Harvey (Jonquière):

Déclaration relative à l'état détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, des taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu, conformément aux dispositions de l'article 94 de la Loi du ministère du revenu, chapitre 22 des lois du Québec 1972.

(Document de la session no 29.)

The following documents were tabled:

By Mr Berthiaume, on behalf of Mr Mailloux:

Annual report of the Québec Autoroutes Authority, for 1974.

(Sessional Papers, No. 28.)

By Mr Harvey (Jonquière):

A detailed statement of the remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of a fiscal law or to the management of any public work producing a toll or revenue, in accordance with section 94 of the Revenue Department Act, Statutes of Québec 1972, chapter 22.

(Sessional Papers, No. 29.)

Par M. Simard :

Rapport annuel du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 30.)

By Mr Simard :

Annual report of the Department of Tourism, Fish and Game, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 30.)

Par M. Levesque, pour M. Massé :

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 31.)

By Mr Levesque, on behalf of Mr Massé :

Annual report of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP), for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 31.)

Au cours de la période des questions, M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Une brochure intitulée : « Pour une journée d'école au service de la classe ouvrière ».

(Document de la session no 32.)

During the question period, Mr Cloutier tabled the following document :

A booklet entitled : "A Day of School for the Working-class".

(Sessional Papers, No. 32.)

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 21, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal », soit lu la troisième fois.

Mr Goldbloom moved that bill No. 21, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brown, Cadieux, Caron, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—68.

CONTRE—NAYS:—MM. Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—7.

En conséquence, le projet de loi no 21 est lu la troisième fois.

Bill No. 21 was accordingly read the third time.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront immédiatement et jus-

Mr Levesque gave the following notice :

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will con-

qu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siègera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires sociales siègera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires municipales siègera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à douze heures:

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siègera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A seize heures cinquante-deux minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Aujourd'hui, mardi 15 avril 1975, à dix-sept heures cinquante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Pelletier, le représentant du Premier ministre, de M. Burns, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la pro-

tinuer to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M., until eight o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit to consider the estimates of such Department.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Education.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

At fifty-two minutes past four o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Today, Tuesday, April 15th 1975, at fifty minutes past five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Pelletier, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Burns, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Admin-

vince de Québec de sanctionner la loi suivante:

21 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

istrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

21 An Act to amend the Charter of the City of Montreal.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 16 avril 1975

Quinze heures

Wednesday, April 16th 1975

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 20, « Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction », est présenté par M. Levesque, pour M. Cournoyer.

M. Levesque propose, pour M. Cournoyer, que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 20, "Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Cournoyer, that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bellemare (Johnson), Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Shanks, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. —71.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 20 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Cloutier:

Rapport de la Commission d'étude sur la classification des enseignants, en date de février 1975.

(Document de la session no 33.)

Par M. Choquette:

Rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 34.)

Rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, relativement à l'indemnisation des victimes d'actes criminels, pour l'année 1973.

(Document de la session no 35.)

Rapport du procureur général du Québec, requis par l'article 178.12 du Code criminel, « Loi sur la protection de la vie privée », pour la période allant du 30 juin 1974 au 31 décembre 1974.

(Document de la session no 36.)

Rapport annuel du ministère de la Justice sur la direction générale de la probation et des établissements de détention, pour l'année 1974.

(Document de la session no 37.)

Rapport annuel du Conseil consultatif de la justice, pour l'année 1973-74.

(Document de la session no 38.)

Par M. le Président:

Copie de l'arrêté en conseil no 1387-75, en date du 11 avril 1975, concernant la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale.

(Document de la session no 39.)

Bill No. 20 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Cloutier:

Report of the Study Commission on Teacher Classification, dated February 1975.

(Sessional Papers, No. 33.)

By Mr Choquette:

Annual report of the Québec Police Commission, for 1974.

(Sessional Papers, No. 34.)

Annual report of the Québec Workmen's Compensation Commission, respecting compensation to crime victims, for 1973.

(Sessional Papers, No. 35.)

Report of the Attorney-General of Québec, required under section 178.12 of the Criminal Code, "Protection of Privacy Act", for the period from June 30th 1974 to December 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 36.)

Annual report of the Houses of Detention and Probation Service Branch of the Department of Justice, for 1974.

(Sessional Papers, No. 37.)

Annual report of the Advisory Council on Justice, for 1973-74.

(Sessional Papers, No. 38.)

By Mr President:

Copy of Order in Council No. 1387-75, dated April 11th 1975, concerning the Commission on the Internal Economy of the National Assembly.

(Sessional Papers, No. 39.)

Par M. Forget:

Rapport de la Régie de l'assurance-maladie du Québec sur les services dentaires, une analyse de l'expérience des six premiers mois, soit du 1er mai au 31 octobre 1974.

(Document de la session no 40.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien d'automobiles Renault montées par Soma le gouvernement de la province a-t-il achetées en:

- a) 1970;
- b) 1971;
- c) 1972?

2. Combien de ces automobiles sont encore la propriété du gouvernement?

Réponse par M. Mailloux:

- 1. a) Néant;
- b) 1;
- c) 12.

On ne peut certifier que ces automobiles Renault ont été fabriquées chez Soma car le vendeur des produits Renault dit que lui-même ne sait pas si les automobiles qu'il vendait étaient fabriquées chez Soma ou venaient directement de France.

2. 12.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Est-il exact que le Conseil supérieur de l'éducation a abandonné le projet d'étudier le financement du secteur privé de l'éducation?

2. La Fédération des commissions scolaires, la Centrale de l'enseignement du Québec et le comité des parents d'Outremont ont-ils formulé des griefs sérieux au ministère de l'Éducation au sujet du secteur privé?

3. Dans l'affirmative, quels sont ces principaux griefs?

By Mr Forget:

Report of the Québec Health Insurance Board, respecting dental services and showing an analysis of the experience obtained during the first six months, from May 1st to October 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 40.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many Renault automobiles assembled by Soma were purchased by the government of the province:

- (a) in 1970;
- (b) in 1971;
- (c) in 1972?

2. How many of such automobiles are still the property of the government?

Answer by Mr Mailloux:

- 1. (a) Nil;
- (b) 1;
- (c) 12.

It is impossible to certify that these Renault automobiles were assembled by Soma, as the agent for Renault products has stated that he did not know if the automobiles that he was selling were assembled by Soma or came directly from France.

2. 12.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Is it true that the Superior Council of Education has abandoned the plan to examine the financing of the private sector in education?

2. Did the Federation of School Boards, the Centrale de l'enseignement du Québec and the Outremont Parents' Committee submit any serious grievances to the Department of Education respecting the private sector?

3. If so, what were the principal grievances?

4. Le gouvernement a-t-il demandé à la Commission consultative de l'enseignement privé de lui donner son avis sur la formation éventuelle d'un comité de travail sur la place des institutions d'enseignement privé dans le système scolaire du Québec?

5. Dans la négative, le gouvernement a-t-il obtenu un avis des groupements ou des associations d'administrateurs, d'enseignants, de parents et d'étudiants du secteur privé?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 41.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de fonctionnaires du ministère du Travail et de la Main-d'œuvre ont voyagé en mission officielle en dehors du Canada en 1972/1973 et 1973/1974?

2. Quels sont les noms de ces fonctionnaires?

3. Quelle était leur mission respective?

4. Ont-ils produit un rapport de leurs voyages?

5. Quelle a été la somme totale de leurs dépenses?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Cournoyer, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 42.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

4. Did the government ask the Private Education Advisory Commission to give its opinion on the eventual appointment of a working committee on the status of private educational institutions in the educational system of the province of Québec?

5. If not, did the government obtain an opinion from the administrators', teachers' and students' groups or association in the private sector?

On motion of Mr Levesque, —

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Cloutier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 41.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many employees of the Department of Labour and Manpower travelled outside Canada on official missions in 1972/1973 and 1973/1974?

2. What are the names of such employees?

3. What were their respective missions?

4. Did they submit reports on their trips?

5. What was the total amount of their expenses?

On motion of Mr Levesque, —

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Cournoyer.

(Sessional Papers, No. 42.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ont voyagé en mission officielle en dehors du Canada en 1972/1973 et 1973/1974?

2. Quels sont les noms de ces fonctionnaires?

3. Quelle était leur mission respective?

4. Ont-ils produit un rapport de leurs voyages?

5. Quelle a été la somme totale de leurs dépenses?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Toupin, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 43.)

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du rapport de la Commission d'étude sur la politique d'achat du gouvernement.

M. Levesque, pour M. Saint-Pierre, dépose sur le bureau de la Chambre un document relatif à cet ordre.

(Document de la session no 44.)

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance et de tout document échangés entre le ministère des Richesses naturelles et la Commission mixte internationale au sujet de l'aménagement de la rivière Saint-Jean.

M. Levesque, pour M. Massé, dépose sur le bureau de la Chambre un document relatif à cet ordre.

(Document de la session no 45.)

1. How many employees of the Department of Agriculture travelled outside Canada on official missions in 1972/1973 and 1973/1974?

2. What are the names of such employees?

3. What were their respective missions?

4. Did they submit reports on their trips?

5. What was the total amount of their expenses?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Toupin.

(Sessional Papers, No. 43.)

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the report of the Study Committee on the purchasing policy of the government.

Mr Levesque, on behalf of Mr Saint-Pierre, tabled a document, concerning such order.

(Sessional Papers, No. 44.)

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence or any document exchanged between the Department of Natural Resources and the International Joint Commission, concerning the harnessing of the St. John River.

Mr Levesque, on behalf of Mr Massé, tabled a document concerning such Order.

(Sessional Papers, No. 45.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de la liste annuelle complète des agriculteurs ayant payé des cotisations à la Régie de l'assurance-récolte dans le district de Nicolet, en 1972 et 1973, de même que la liste des bénéficiaires d'indemnisation avec les montants des cotisations et des indemnités versées par année et par agriculteur.

M. Levesque, pour M. Toupin, dépose sur le bureau de la Chambre un document relatif à cet ordre.

(Document de la session no 46.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tout rapport, de tout document ou de toute correspondance échangés entre le gouvernement fédéral, ses régies, offices ou commissions et le gouvernement provincial, ses régies, offices ou commissions relativement à l'entreposage et à la destruction de fortes quantités d'oeufs au Québec, depuis le 1er avril 1972.

M. Levesque, pour M. Toupin, dépose sur le bureau de la Chambre un document relatif à cet ordre.

(Document de la session no 47.)

M. Levesque propose:

Que la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège à la Salle 81 « A » immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

La motion est adoptée.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

On motion of Mr Lessard,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the complete annual list of the farmers who paid assessments to the Crop Insurance Board in the district of Nicolet, in 1972 and 1973, together with the list of the indemnified beneficiaries showing the amounts of the assessments and the indemnities paid per year and per farmer.

Mr Levesque, on behalf of Mr Toupin, tabled a document concerning such Order.

(Sessional Papers, No. 46.)

On motion Mr Bellemare (Johnson),—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any report, document or correspondence exchanged, since April 1st 1972, by the federal government or any of its boards, bureaux or commissions, and the provincial government or any of its boards, bureaux or commissions, respecting the storage and destruction of large quantities of eggs in the province of Québec.

Mr Levesque, on behalf of Mr Toupin, tabled a document concerning such Order.

(Sessional Papers, No. 47.)

Mr Levesque moved:

That the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Education.

The motion was adopted.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow:

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera à partir de dix heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des engagements financiers siégera à partir de dix heures trente minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner.

M. Burns propose:

Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de révoquer M. Yvon Saindon de ses fonctions de président de la Commission de la Fonction publique.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, M. Bienvenue soulève une question de règlement en vertu du paragraphe 4 de l'article 99 du règlement et soumet que la motion en discussion est irrecevable parce qu'elle se réfère à une affaire qui est devant un organisme quasi judiciaire ou qui est sous enquête, et que les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne.

Et le débat qui s'élève sur cette question de règlement est ajourné sur la motion de M. Burns.

A dix-huit heures cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Education.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments will sit at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn.

Mr Burns moved:

That an humble Address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor praying him to cause the dismissal of Mr Yvon Saindon from his duties as chairman of the Civil Service Commission.

And a debate arising on this motion.

During the debate, Mr Bienvenue raised a point of procedure under paragraph 4 of Standing Order 99, and submitted that the motion under debate was inadmissible because it referred to a matter which was before a quasi-judicial body and that the words spoken could be prejudicial to some person, within the meaning of paragraph 4 of Standing Order 99.

And the debate on the point of procedure was adjourned on motion of Mr Burns.

At five minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 17 avril 1975

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Cloutier:

Rapport d'étape sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal, en date du 17 mars 1975.

(Document de la session no 48.)

Avant-projet du document intitulé: « Manuel du 1er mai », préparé par les militants de la CEQ, pour la tenue de la journée d'école au service de la classe ouvrière.

(Document de la session no 49.)

Par M. le Président:

Documents relatifs à toute disposition autorisant le paiement d'une partie du coût des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des députés (article 101c de la Loi de la Législature).

(Document de la session no 50.)

Thursday, April 17th 1975

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Cloutier:

An interim report on school reorganization on the island of Montreal, dated March 17th 1975.

(Sessional Papers, No. 48.)

Draft of a document entitled: "May Day Text Book", prepared by the Militant Wing of the CEQ, for the holding of the day of school for the working class.

(Sessional Papers, No. 49.)

By Mr President:

Documents concerning any provision authorizing the payment of a portion of the cost of the premiums payable for the purposes of a group life insurance plan for members (Legislature Act, section 101c).

(Sessional Papers, No. 50.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Sylvain est autorisé à déposer demain une liasse de documents concernant les qualifications requises à l'engagement du candidat postulant le poste de directeur général du CEGEP de Limoilou.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la prise en considération de la motion privilégiée de M. Burns, apparaissant en appendice au feuilleton d'aujourd'hui, est reportée à vendredi le 25 avril 1975.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi le 24 avril 1975, au Salon Rouge, à dix heures, la Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera afin d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout témoin que la Commission jugera utile aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission.

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège à la Salle 81 « A » immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

A seize heures dix minutes, M. Levesque propose que l'Assemblée soit ajournée jusqu'à vingt heures aujourd'hui.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière),

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Sylvain was authorized to table a file of papers tomorrow, concerning the engaging of the candidate applying for the position of principal of the Limoilou CEGEP.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the consideration of the motion of privilege by Mr Burns, put down in the appendix of today's Agenda Paper, was postponed until Friday, April 25th 1975.

Mr Levesque gave the following notice:

Thursday, April 24th 1975, the Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit in the Red Room, at ten o'clock A.M., to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, as well as any witnesses which the Committee shall deem useful, for the purpose of examining the administrative and compensation procedures, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission.

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately in Room 81 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Education.

At ten minutes past four o'clock P.M., Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until eight o'clock this evening.

The motion was adopted on the following vote:

Houde (Abitibi-Est/Est), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lécours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

A vingt heures, M. le Président reprend le fauteuil.

M. Garneau propose:

Que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est ajourné sur la motion de M. Burns, pour M. Morin.

A vingt et une heures cinquante-six minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At eight o'clock P.M., Mr President took the Chair.

Mr Garneau moved:

That the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

And a debate arising on this motion.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was adjourned on motion of Mr Burns, on behalf of Mr Morin.

At fifty-six minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 18 avril 1975

Dix heures

Friday, April 18th 1975

Ten o'clock A.M.

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 108.—Loi concernant une donation à La Corporation Épiscopeale Catholique Romaine de Nicolet;

Projet de loi no 115.—Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Projet de loi no 118.—Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Projet de loi no 119.—Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby.

(Document de la session no 51.)

Le projet de loi no 11, « Loi sur le crédit forestier », est présenté par M. Drummond, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Conformément au consentement unanime de l'Assemblée accordé hier, M. Sylvain dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 108.—An Act respecting a gift to La Corporation Épiscopeale Catholique Romaine de Nicolet;

Bill No. 115.—An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Bill No. 118.—An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Bill No. 119.—An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby.

(Sessional Papers, No. 51.)

Bill No. 11, "Forestry Credit Act", was introduced by Mr Drummond, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

In accordance with the unanimous consent granted yesterday by the Assembly, Mr Sylvain tabled the following document:

Une liasse de documents concernant les qualifications requises à l'engagement du candidat postulant le poste de directeur général du CEGEP de Limoilou.

(Document de la session no 52.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à treize heures:

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour l'étude des crédits du ministère de l'Education.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siègera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Mardi le 22 avril 1975, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures et quinze minutes jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siègera pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour l'étude des crédits du ministère de l'Education.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de la fonction publique siègera pour l'étude des crédits de ce ministère.

M. Levesque propose que l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

A file of papers, concerning the engaging of the candidate applying for the position of principal of the Limoilou CEGEP.

(Sessional Papers, No. 52.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until one o'clock P.M.:

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Education.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

Tuesday, April 22nd 1975, the following Select Standing Committees will sit from ten-fifteen o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit to consider the estimates of the Department of Revenue.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Education.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit to consider the estimates of such Department.

Mr Levesque moved that the Assembly adjourn until next Tuesday, at three o'clock P.M.

La motion est adoptée, les voix données
étant enregistrées comme suit :

The motion was adopted on the follow-
ing vote :

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Perreault, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—71.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, à onze heures neuf
minutes, l'Assemblée s'ajourne.

At nine minutes past eleven o'clock
A.M., the Assembly accordingly ad-
journed.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 22 avril 1975

Quinze heures

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Le guide de travail de la CEQ, intitulé: « Une journée d'école au service de la classe ouvrière (Pédagogie de conscientisation) », en date de janvier 1975.

(Document de la session no 53.)

M. Levesque propose:

Qu'aujourd'hui, à la Salle 81 « A », à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à vingt-trois heures, la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation et que la Commission de la fonction publique siège à la Salle 91 « A », à la même heure, pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Tuesday, April 22nd 1975

Three o'clock P.M.

Mr Cloutier tabled the following document:

The CEQ working guide, entitled: "A day of school for the working-class (Instruction in Awareness)", dated January 1975.

(Sessional Papers, No. 53.)

Mr Levesque moved:

That the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit today in Room 81 "A", from eight-fifteen o'clock P.M. until eleven o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Education, and that the Committee on the Civil Service do sit in Room 91 "A", at the same hour, to consider the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM., Messrs Arsenault, Assad, Mlle, Miss Bacon, MM., Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Eédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Poudreault, Bourassa, Ecutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est, East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, à partir de dix heures jusqu'à douze heures, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

M. Morin propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Education.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing.

Mr Morin moved:

That the Assembly do censure the government for having introduced a

budgétaire qui, parce qu'elle contient des allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste.

Et le débat continue.

M. Bellemare (Johnson) propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer véritablement le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Veilleux.

A vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

budgetary policy which will be insufficiently expansionist, because it contains an artificially inflated form of tax relief.

And the debate continuing.

Mr Bellemare (Johnson) moved:

That the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation.

And the debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Veilleux.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 23 avril 1975

Quinze heures

Le projet de loi no 14, « Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement », est présenté par M. Tetley, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, pour les six mois qui précèdent mars 1975.

(Document de la session no 54.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

Combien le ministère des Affaires sociales, ou ses organismes, a-t-il payé en subventions et en remboursement aux établissements hospitaliers de la ville d'Ottawa, pour chacune des années 1971/72, 1972/73, 1973/74 et 1974/75?

Wednesday, April 23rd 1975

Three o'clock P.M.

Bill No. 14, "An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*", was introduced by Mr Tetley, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Goldbloom tabled the following document:

Report of the Greater Québec Water Purification Board, for the six months prior to March 1975.

(Sessional Papers, No. 54.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

How much was paid out by the Department of Social Affairs or any of its services in the form of grants and refunds to any hospital establishments in the city of Ottawa, in 1971/72, 1972/73, 1973/74 and 1974/75?

Réponse par M. Forget: / Answer by Mr Forget:

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES / DEPARTMENT OF SOCIAL AFFAIRS

Direction générale du financement / Financing Branch

Déboursés annuels aux hôpitaux de la Ville d'Ottawa / Annual disbursements to hospitals in the City of Ottawa

Nom de l'hôpital / Name of hospital	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	Total
Ottawa Civic Hospital	\$ 1,346,400.	\$ 2,193,200.	\$ 1,348,900.	\$ 2,163,900.	\$ 7,052,400.
Hôpital Général d'Ottawa	3,987,800.	5,575,800.	6,392,800.	5,293,000.	21,249,400.
Hôpital St-Louis Marie Montfort	273,400.	321,600.	300,800.	348,100.	1,243,900.
The Salvation Army Grace Hospital	193,300.	228,900.	137,700.	237,500.	797,400.
National Defence Medical Centre	235,100.	245,100.	193,400.	227,000.	900,600.
Riverside Hospital of Ottawa	213,500.	252,300.	161,600.	269,100.	896,500.
Children's Hospital of Eastern Ontario	—	—	—	174,800.	174,800.
				(ouvert le / opened 1/10/74)	
Total:	\$ 6,249,500.	\$ 8,816,900.	\$ 8,535,200.	\$ 8,713,400.*	\$32,315,000.

* Du 1/4/74 au 28/2/75 (11 mois) / From 1/4/74 to 28/2/75 (11 months).

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Quel est le montant des achats ou des travaux exécutés pour le gouvernement, ses ministères et ses agences par le Centre du pneu Beaurivage, 39 rue Principale, Saint-Agapit, comté de Lotbinière:

- a) pour l'année 1971/72;
- b) pour l'année 1972/73;
- c) pour l'année 1973/74?

Réponse par M. Mailloux:

- a) néant;
- b) néant;
- c) néant.

Question par M. Roy:

1. Quel a été le traitement déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour le poste de président de la Commission de la Fonction publique, lors de la nomination de M. Yvon Saindon?

2. Quel est le traitement actuel de M. Saindon?

3. Quels sont les noms des autres membres de la Commission ainsi que leur traitement respectif?

4. Quel est le montant des allocations permises et effectivement utilisées par les membres de la Commission?

5. Avant leur nomination comme membres de la Commission de la Fonction publique, quels étaient le poste et le traitement de chacun de ces membres?

Réponse par M. Parent (Hull):

1. M. Yvon Saindon a été nommé membre et président de la Commission de la Fonction publique du Québec au traitement annuel de \$26,500, conformément à la résolution numéro 209-71 de la Commission de la Fonction publique du Québec (arrêté en conseil no 2956 du 25/08/71).

2. Le traitement actuel de M. Yvon Saindon: \$37,650.

3. M. Émile Tourigny, traitement: \$35,000;

M. Raymond Gérin, traitement: \$35,000.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What was the amount of the purchases made or the work carried out on behalf of the government, its Departments and agencies, by the Centre du pneu Beaurivage, 39 Principale Street, Saint-Agapit, in the electoral district of Lotbinière:

- (a) in 1971/72;
- (b) in 1972/73;
- (c) in 1973/74?

Answer by Mr Mailloux:

- (a) Nil;
- (b) Nil;
- (c) Nil.

Question by Mr Roy:

1. What was the salary determined by the Lieutenant-Governor in Council for the position of chairman of the Civil Service Commission at the time of the appointment of Mr Yvon Saindon?

2. What is Mr Saindon's present salary?

3. What are the names of the other members of the Commission, and what are their respective salaries?

4. What is the amount of the permissible allowances and which are actually used by the members of the Commission?

5. What were the positions and salaries of each of such members before they were appointed as members of the Civil Service Commission?

Answer by Mr Parent (Hull):

1. Mr Yvon Saindon was appointed member and chairman of the Québec Civil Service Commission at an annual salary of \$26,500, in accordance with resolution number 209-71 of the Québec Civil Service Commission (Order in Council No. 2956 dated 25/08/71).

2. Mr Yvon Saindon's present salary is \$37,650.

3. Mr Émile Tourigny, salary: \$35,000;

Mr Raymond Gérin, salary: \$35,000.

4. M. Yvon Saindon, allocation d'automobile: \$1,200; frais de représentation: \$1,000;

M. Émile Tourigny, aucune;

M. Raymond Gérin, aucune.

5. M. Yvon Saindon, directeur du recrutement et de la sélection, adm. cl. III à la Commission de la Fonction publique au traitement de \$21,000;

M. Émile Tourigny, aviseur juridique au Cabinet du Premier Ministre et conseiller spécial au ministère du Conseil exécutif au traitement de \$25,000;

M. Raymond Gérin, sous-ministre adjoint et directeur général des Relations de travail, adm. cl. I au ministère de la Fonction publique au traitement de \$30,300.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien y a-t-il eu de grèves dans la province depuis le 1er janvier 1974?

2. Pour chaque conflit, quel est le nom de l'employeur, le nom du syndicat, le nombre de salariés impliqués ainsi que sa durée?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Cournoyer dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 55.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Depuis le 1er avril 1972, combien de véhicules ont été confiés à l'utilisation du gouvernement du Québec par la société Ford ou par toute autre société en vertu de l'entente prêt-location annoncée conjointement par le premier ministre et les dirigeants de cette ou de ces sociétés?

2. Quelles sont les implications de l'entente intervenue:

a) pour la société Ford;

4. Mr Yvon Saindon, automobile allowance: \$1,200; representation expenses: \$1,000;

Mr Émile Tourigny, nil;

Mr Raymond Gérin, nil.

5. Mr Yvon Saindon, Director of recruiting and selection, Adm. Cl. III at the Civil Service Commission at a salary of \$21,000;

Mr Émile Tourigny, legal adviser to the Office of the Prime Minister and special adviser to the Department of the Executive Council at a salary of \$25,000;

Mr Raymond Gérin, Assistant Deputy Minister and Director General of Labour Relations, Adm. Cl. I at the Department of the Civil Service at a salary of \$30,300.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many strikes have taken place in the province since January 1st 1974?

2. Respecting each dispute, what is the name of the employer, the name of the union, how many employees were involved and how long did it last?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Cournoyer tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 55.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Since April 1st 1972, how many vehicles have been made available to the government of Québec by the Ford Motor Company or by any other firm under the loan-rental agreement announced jointly by the Prime Minister and the management of this firm or any other firms?

2. What are the implications involved in the agreement made:

(a) as regards the Ford Motor Company;

- b) pour ses concessionnaires;
- c) pour le gouvernement provincial?

3. Quels sont les ministères, régies, offices ou autres organismes qui les ont utilisés, à quelles fins et pendant combien de temps?

4. Un ou plusieurs de ces camions ont-ils été achetés par le gouvernement?

5. Dans l'affirmative:

- a) combien;
- b) à quelle date;
- c) de qui ont-ils été achetés;
- d) quel était le prix d'achat?

6. Un ou plusieurs de ces camions ont-ils été vendus depuis, soit par le gouvernement, soit par la société?

7. Dans l'affirmative:

- a) combien;
- b) à qui et à quelle date;
- c) à quel prix?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 56.)

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance échangée, depuis le 1er janvier 1975, entre M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce et député de Chambly, et le ministère des Affaires sociales relativement à un projet d'implantation de centres locaux de services communautaires dans le comté de Chambly.

M. Levesque, pour M. Forget, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 57.)

M. Levesque propose:

Que la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications

- (b) as regards its agencies;
- (c) as regards the provincial government?

3. What Departments, boards, bureaux or other bodies have used them, for what purposes and for what length of time?

4. Have any of such trucks been purchased by the government?

5. If so:

- (a) how many;
- (b) on what date;
- (c) from whom were they purchased;
- (d) what was the purchase price?

6. Have any of such trucks been sold since, either by the government or by the company?

7. If so:

- (a) how many;
- (b) to whom and on what date;
- (c) at what price?

On motion of Mr Levesque, —

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 56.)

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence exchanged since January 1st 1975 between Mr Guy Saint-Pierre, Minister of Industry and Commerce and Member for Chambly, and the Department of Social Affairs respecting the plan to establish local community service centres in the electoral district of Chambly.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Forget.

(Sessional Papers, No. 57.)

Mr Levesque moved:

That the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do

siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—M. (Mr Arsenault, Mlle Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreau, Ecurassa, Boutin, Erisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Drummond, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront :

Au Salon Rouge :

A partir de dix heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, la Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera afin d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout témoin que la Commission jugera utile aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission.

A la Salle 81 « A » :

A partir de dix heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation; si l'étude de ces crédits est terminée, ladite

sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until six o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Education.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, as well as any witnesses which the Committee shall deem useful, for the purpose of examining the administrative and compensation procedures, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Education; if the consideration of

Commission étudiera les crédits du ministère des Communications.

A la Salle 91 « A »:

A partir de huit heures trente minutes, la Commission des engagements financiers siégera et sera suivie, vers dix heures quinze minutes, de la Commission des finances, des comptes publics et du revenu qui siégera jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

L'Assemblée reprend le débat sur la question de règlement soulevée par M. Bienvenue quant à la recevabilité de la motion de M. Burns, laquelle motion se lit comme suit:

« *Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de révoquer M. Yvon Saindon de ses fonctions de président de la Commission de la Fonction publique.* ».

M. Burns soutient qu'il faut établir une distinction entre la recevabilité d'une motion et la recevabilité de certaines paroles prononcées devant l'Assemblée; que la motion telle que rédigée est conforme à l'article 7 de la « Loi de la fonction publique » (chapitre 14 des Statuts du Québec 1965), et que seule l'Assemblée nationale peut adopter une adresse pour révoquer la nomination d'un commissaire de la fonction publique. Le Président a reçu la motion et on en a discuté pendant plus d'une heure. La Commission présidée par le juge Cliche n'est pas un organisme quasi judiciaire, encore moins un tribunal, elle ne peut pas imposer de sanction. Dans le cas d'autres personnes appelées à témoigner devant la Commission Cliche, le ministère de la Justice a déjà pris des procédures sans attendre le dépôt du rapport de ladite Commission.

En conséquence, la motion en discussion est régulière.

such estimates is completed, the said Committee will consider the estimates of the Department of Communications.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments will sit at eight-thirty o'clock A.M., followed by the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, which will sit at approximately ten-fifteen o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Revenue.

The Assembly resumed the debate on the point of procedure raised by Mr Bienvenue on the admissibility of the motion by Mr Burns, which motion reads as follows:

"That an humble Address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor praying him to cause the dismissal of Mr Yvon Saindon from his duties as chairman of the Civil Service Commission."

Mr Burns maintained that it was necessary to make a distinction between the admissibility of a motion and the admissibility of certain words spoken before the Assembly; that the motion, as worded, was in accordance with section 7 of the Civil Service Act (Statutes of Québec 1965, chapter 14), and that only the National Assembly could adopt an address to remove a commissioner of the Civil Service from office. The President had accepted the motion, and it had been debated for over an hour. The Commission presided over by Judge Cliche was not a quasi-judicial body and even less a Court, it could not impose any punishment. In the case of the other persons called to testify before the Cliche Commission, the Department of Justice had already instituted proceedings without waiting for the report of the said Commission to be tabled.

The motion under debate was accordingly regular.

M. le Président, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, reconnaît que seule l'Assemblée nationale a juridiction en cette matière, mais qu'elle l'a volontairement limitée en adoptant en particulier le paragraphe 4 de l'article 99 du règlement de l'Assemblée, où il est stipulé qu'il est interdit de parler d'une affaire qui est devant un organisme quasi judiciaire ou qui est sous enquête, lorsque dans ce dernier cas, les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne. *Prima facie*, la motion était recevable, mais dans le plaidoyer découlant de la motion, dès qu'on rattache la demande de révocation surtout aux témoignages rendus devant la Commission Cliche, on parle d'une affaire qui est sous enquête, tel que le prévoit le paragraphe 4 de l'article 99 du règlement et à ce moment, la motion devient irrégulière.

En conséquence, il la déclare irrecevable et ordonne qu'elle soit rayée du feuillet.

M. Lessard propose:

Que cette Assemblée est d'avis qu'il y a lieu d'instituer, en collaboration avec les associations, coopératives et syndicats concernés, un Office québécois des grains de provende chargé d'assurer aux producteurs québécois un approvisionnement plus régulier et à meilleur coût.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Roy propose:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant à la deuxième ligne, après les mots « d'instituer », les mots « dès 1975 ».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS: —MM. Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.— 8.

After hearing the arguments pro and con, Mr President acknowledged that only the National Assembly had jurisdiction in this matter, but that it had voluntarily limited it in adopting, in particular, paragraph 4 of Standing Order 99 of the Standing Orders of the Assembly, which stipulates that it is forbidden to speak to any matter which is before a quasi-judicial body or which is under investigation, when, in the latter case, the words spoken could be prejudicial to some person. At first glance, the motion was admissible, but in the argument stemming from the motion, as soon as the request for dismissal was linked particularly with the testimony given before the Cliche Commission, a matter under investigation was being spoken to, as provided under paragraph 4 of Standing Order 99, and at such time, the motion became irregular.

He therefore declared it inadmissible, and ordered that it be struck off the Agenda Paper.

Mr Lessard moved:

That the Assembly is of opinion that it would be expedient to establish, in cooperation with the associations, cooperatives and unions concerned, a Québec Feed-grain Bureau entrusted with the task of ensuring a more regular supply at better cost for the producers of the province of Québec.

And a debate arising on this motion.

Mr Roy moved:

That the motion under debate be amended by adding after the words "to establish", in the second line thereof, the words "as early as 1975".

The amendment was rejected on the following division:

CONTRE--NAYS: - M. Mr Assad, Mlle. Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boutin, Brisson, Cadieux, Caron, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Gratton, Lachance, Lafrance, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—53

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Ostiguy.

The debate was adjourned on motion of Mr Ostiguy.

A dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 24 avril 1975

Quinze heures

Déclaration ministérielle de M. Forget, ministre des Affaires sociales, relativement à la mise sur pied d'un réseau pour assurer la distribution des prestations sociales en dépit des difficultés actuelles des postes.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui, à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à vingt-trois heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera afin d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout témoin que la Commission jugera utile aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission.

Thursday, April 24th 1975

Three o'clock P.M.

Ministerial declaration by Mr Forget, Minister of Social Affairs, concerning the establishment of a network to ensure the distribution of social allowances in view of the existing postal problems.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit today, at eight-fifteen o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, as well as any witnesses which the Committee shall deem useful, for the purpose of examining the administrative and compensation procedures, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

M. Levesque propose:

Qu'immédiatement et jusqu'à dix-huit heures, la Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge, afin d'entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout témoin que la Commission jugera utile aux fins d'étudier les procédés d'administration et d'indemnisation, le processus de décision de la Commission des accidents du travail, ainsi que tout autre sujet relatif aux affaires de cette Commission et que la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siège en même temps, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM. Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenu, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

In Room 91 "A":

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit to consider the estimates of the Department of Revenue.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Communications.

Mr Levesque moved:

That the Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until six o'clock P.M., to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, as well as any witnesses which the Committee shall deem useful, for the purpose of examining the administrative and compensation procedures, the process respecting decisions by the Workmen's Compensation Commission and any other matter concerning the affairs of such Commission and that the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue do sit at the same time, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Revenue.

The motion was adopted on the following vote:

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique budgétaire qui, parce qu'elle contient des allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste. »

Par M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation. ».

Le débat est ajourné sur la motion de M. St-Hilaire.

A dix-huit heures, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having introduced a budgetary policy which will be insufficiently expansionist, because it contains, an artificially inflated form of tax relief."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation."

The debate was adjourned on motion of Mr St-Hilaire.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCES-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 25 avril 1975

Dix heures

M. Levesque, pour M. Massé, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des états financiers et des statistiques de l'Hydro-Québec et ses filiales, pour l'année 1974.

(Document de la session no 58.)

M. Levesque propose:

Que la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à treize heures, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Friday, April 25th 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Levesque tabled the following document, on behalf of Mr Massé:

Annual report of the financial statements and statistics of Hydro-Québec and its subsidiaries, for 1974.

(Sessional Papers, No. 58.)

Mr Levesque moved:

That the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until one o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Communications.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pepin, Perreault, Picard, Quenneville, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi le 29 avril 1975, les commissions éluës permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures et quinze minutes jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de la fonction publique siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A l'appel de l'article 1 des affaires du jour, motion privilégiée de M. Burns, en vertu de l'article 68 du règlement, laquelle motion se lit comme suit: « Que cette Assemblée réproouve la conduite de M. Guy Leduc, député de Taillon, en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé en date du 10 décembre 1974. », M. le Président, considérant le sérieux et la rareté de l'affaire appelée devant l'Assemblée, donne la directive suivante sur la recevabilité de cette motion

Mr Levesque gave the following notice:

Tuesday, April 29th 1975, the following Select Standing Committees will sit from ten-fifteen o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Communications.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit to consider the estimates of such Department.

When Item 1 of Business of the Day was called, to wit, the motion of privilege by Mr Burns under Standing Order 68, which motion reads as follows: "That the Assembly do censure the conduct of Mr Guy Leduc, the Member for Taillon, by reason of the dealings which formed the subject of the report of the Commission of Inquiry on Organized Crime, dated December 10th 1974.", Mr President, considering the seriousness and the rarity of the matter called before the Assembly, gave the following directive on the ad-

et sur la pertinence du débat qui doit s'ensuivre.

L'article 68 du règlement se lit comme suit: « Une motion de fond annoncée est nécessaire pour mettre en question la conduite du lieutenant-gouverneur, du président et d'un vice-président de l'Assemblée, des présidents des commissions ou d'un membre de l'Assemblée. Cette motion est privilégiée. » Il faut remarquer l'aspect qualitatif des fonctions de chacune des personnes énumérées dans cet article. L'article 68 du règlement ne peut être invoqué pour mettre en question la conduite privée d'un député dans ses relations familiales, sociales ou professionnelles. Si l'article 68 était interprété restrictivement ou d'une façon strictement légaliste, ce n'est que dans l'exercice de leurs fonctions législatives que la conduite d'une des personnes énumérées dans cet article pourrait être mise en question. Il y a une certaine analogie entre les articles 68 et 80 du règlement. Le Président a déjà rendu une décision quant à l'interprétation de l'article 80 du règlement.

Avec l'évolution de l'administration gouvernementale, la fonction du député n'est plus seulement celle d'un parlementaire appelé à voter des lois, mais aussi celle d'un intermédiaire entre ses électeurs et l'administration publique. Dans ce dernier cas, il doit agir avec beaucoup de prudence et de circonspection. Ce qui permet la recevabilité de la présente motion, ce n'est pas la mise en question de la conduite du député de Taillon en sa qualité de parlementaire, mais plutôt en sa qualité d'intermédiaire entre ses électeurs et l'administration publique, et non pas à la suite d'une condamnation mais de remarques et de considérations faites par un tribunal quasi judiciaire sur ses agissements.

Conformément à l'article 68 du règlement, M. Burns propose:

missibility of this motion and on the relevancy of the debate which was to follow.

Standing Order 68 reads as follows: "A substantive motion with notice given is necessary to call in question the conduct of the Lieutenant-Governor, of the President or a Vice-President of the Assembly, of the chairmen of the committees or of any Member of the Assembly. Such a motion shall be privileged." The qualitative aspect of the duties of each one of the persons enumerated in this Standing Order must be pointed out. Standing Order 68 cannot be put forward to question the private conduct of any Member in his family, social or professional relationships. If Standing Order 68 were interpreted restrictively or in a strictly legalistic manner, it would only be in the carrying out of their legislative duties that the conduct of any of the persons mentioned in this Standing Order could be questioned. There is a certain analogy between Standing Orders 68 and 80. The President has already rendered a decision respecting the interpretation of Standing Order 80.

With the development of governmental administration, the duties of a Member are no longer those of a parliamentarian who is called upon to vote laws, but also require him to act as an intermediary between his electors and the public administration. In this latter case, he must act with a great deal of prudence and circumspection. What allows the admissibility of this motion is not the calling in question of the conduct of the Member for Taillon in his capacity as a parliamentarian, but rather in his capacity as an intermediary between his electors and the public administration, and not following a conviction but the remarks and views expressed by a quasi-judicial body concerning his dealings.

In accordance with Standing Order 68, Mr Burns moved:

Que cette Assemblée réproouve la conduite de M. Guy Leduc, député de Taillon, en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé en date du 10 décembre 1974.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Levesque propose:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant à la fin les mots: « , laquelle concluait que la conduite du député Guy Leduc lui apparaissait inexplicable ».

Et un débat s'élève sur cet amendement.

L'amendement est alors adopté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Montmorency), Bérard, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Ciaccia, Cornellier, Côté, Denis, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Harvey, (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Levesque, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Perreault, Picard, Pilote, Shanks, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—49.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

La motion principale, telle qu'amendée, se lit maintenant comme suit:

Que cette Assemblée réproouve la conduite de M. Guy Leduc, député de Taillon, en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé en date du 10 décembre 1974, laquelle concluait que la conduite du député Guy Leduc lui apparaissait inexplicable.

That the Assembly do censure the conduct of Mr Guy Leduc, the Member for Taillon, by reason of the dealings which formed the subject of the report of the Commission of Inquiry on Organized Crime, dated December 10th 1974.

And a debate arising on this motion.

Mr Levesque moved:

That the motion under debate be amended by adding, at the end, the words: “, which inferred that the conduct of the Member, Guy Leduc appeared to it to be inexplicable”.

And a debate arising on this amendment.

The amendment was then adopted on the following division:

The main motion, as amended, now reads as follows:

That the Assembly do censure the conduct of Mr Guy Leduc, the Member for Taillon, by reason of the dealings which formed the subject of the report of the Commission of Inquiry on Organized Crime, dated December 10th 1974, which inferred that the conduct of the Member, Guy Leduc appeared to it to be inexplicable.

Le débat sur la motion principale, telle qu'amendée, est ajourné sur la motion de M. Lessard.

A treize heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The debate on the main motion, as amended, was adjourned on motion of Mr Lessard.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 29 avril 1975

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Choquette:

Un livre blanc intitulé: « La justice contemporaine ».

(Document de la session no 59.)

Par M. Saint-Pierre:

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 60.)

M. Levesque propose:

Que la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège au Salon Rouge immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Tuesday, April 29th 1975

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Choquette:

A white paper entitled: "Contemporary Justice".

(Sessional Papers, No. 59.)

By Mr Saint-Pierre:

Annual report of the General Investment Corporation of Québec, for 1974.

(Sessional Papers, No. 60.)

Mr Levesque moved:

That the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Communications.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (John-son), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de vingt heures jusqu'à vingt-trois heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de la fonction publique siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à douze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening, from eight o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée (en vertu de l'article 68 du règlement) de M. Burns, telle qu'amendée, proposant:

« *Que cette Assemblée réproouve la conduite de M. Guy Leduc, député de Taillon, en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé en date du 10 décembre 1974, laquelle concluait que la conduite du député Guy Leduc lui apparaissait inexplicable.* ».

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport.

The Assembly resumed the debate on the motion of privilege (under Standing Order 68) by Mr Burns, as amended, proposing:

"*That the Assembly do censure the conduct of Mr Guy Leduc, the Member for Taillon, by reason of the dealings which formed the subject of the report of the Commission of Inquiry on Organized Crime, dated December 10th 1974, which inferred that the conduct of the Member, Guy Leduc, appeared to it to be inexplicable.*"

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—5.

CONTRE —NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Faucher, Fortier, Fraser, Giasson, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lapointe, Larivière, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—66.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy.—2.

A dix-sept heures trente-six minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At thirty-six minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCES-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 30 avril 1975

Quinze heures

Wednesday, April 30th 1975

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 19, « Loi modifiant la Loi sur les impôts », est présenté par M. Harvey (Jonquière).

M. Harvey (Jonquière) propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 19, "An Act to amend the Taxation Act", was introduced by Mr Harvey (Jonquière).

Mr Harvey (Jonquière) moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vallières, Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 19 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 19 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Déclaration ministérielle de M. Harvey (Jonquière), ministre du Revenu, relativement à la prolongation du délai pour la production des déclarations de revenu des particuliers et à l'ouverture des bureaux provisoires de renseignements.

M. Levesque, pour M. Garneau, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel des activités de Sidbec et de ses filiales, pour l'année 1974.

(Document de la session no 61.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 81 « A »:

La commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement et jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lessard proposant:

« *Que* cette Assemblée est d'avis qu'il y a lieu d'instituer, en collaboration avec les associations, coopératives et syndicats concernés, un Office québécois des grains

Ministerial declaration by Mr Harvey (Jonquière), Minister of Revenue, concerning the extension of the time-limit for the filing of personal income tax returns and for the opening of temporary information offices.

Mr Levesque tabled the following document, on behalf of Mr Garneau:

Annual report of the activities of Sidbec and its subsidiaries, for 1974.

(Sessional Papers, No. 61.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport.

On motion of Mr Levesque, the Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Transport.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lessard proposing:

"*That* the Assembly is of opinion that it would be expedient to establish, in co-operation with the associations, cooperatives and unions concerned, a Québec

de provende chargé d'assurer aux producteurs québécois un approvisionnement plus régulier et à meilleur coût. ».

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Léger, Lessard, Morin, Roy.—6.

CONTRE—NAYS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—64.

A dix-sept heures trente-six minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Feed-grain Bureau entrusted with the task of ensuring a more regular supply at better cost for the producers of the province of Québec.”.

The motion was then rejected on the following division:

At thirty-six minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 1er mai 1975

Quinze heures

Thursday, May 1st 1975

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Saint-Pierre:

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974.

(Document de la session no 62.)

By Mr Saint-Pierre:

Annual report of the Industrial Research Centre of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 62.)

Rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour l'exercice financier 1972/73.

(Document de la session no 63.)

Annual report of the Department of Industry and Commerce, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 63.)

Par M. Cloutier:

Le rapport du groupe de travail sur l'éducation physique et le sport à l'école, en date d'avril 1975.

(Document de la session no 64.)

By Mr Cloutier:

The report of the working group on physical education and sports in the schools, dated April 1975.

(Sessional Papers, No. 64.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à vingt-trois heures:

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening, from eight-fifteen o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.:

Au Salon Rouge:

La Commission des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siège pour l'étude des crédits de ce ministère.

M. Levesque propose que l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

In the Red Room:

The Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit to consider the estimates of such Department.

Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

La motion est adoptée, les voix données
étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the follow-
ing vote:

POUR—YEAS: MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacen, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Éérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Erisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornélier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, à seize heures dix-huit
minutes, l'Assemblée s'ajourne.

At eighteen minutes past four o'clock
P.M., the Assembly accordingly adjourned.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 2 mai 1975

Dix heures

M. le Président dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Rapport du Bibliothécaire de la Législature, pour les activités couvrant la période du 14 mars 1974 au 28 décembre 1974.

(Document de la session no 65.)

Règlement concernant les allocations aux députés en vertu de l'article 101b de la Loi de la Législature (chapitre 7 des Lois du Québec 1974), adopté par la Commission de régie interne, en date du 17 avril 1975.

(Document de la session no 66.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi le 6 mai 1975, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures et quinze minutes jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

Friday, May 2nd 1975

Ten o'clock A.M.

Mr President tabled the following documents:

Report of the Librarian of the Legislature, on the activities for the period from March 14th to December 28th 1974.

(Sessional Papers, No. 65.)

The regulation concerning the allowances to the Members under section 101b of the Legislature Act (Statutes of Québec 1974, chapter 7), adopted by the Commission of internal economy on April 17th 1975.

(Sessional Papers, No. 66.)

Mr Levesque gave the following notice:

Tuesday, May 6th 1975, the following Select Standing Committees will sit from ten-fifteen o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de la fonction publique siègera pour l'étude des crédits de ce ministère.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siègera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

M. Levesque propose:

*Qu'*immédiatement et jusqu'à treize heures, la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège au Salon Rouge, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles et que la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège en même temps, à la Salle 81 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In Room 81 "A":

The Committee on the Civil Service will sit to consider the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

Mr Levesque moved:

That the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until one o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs and that the Committee on Transport, Public Works and Supply do sit at the same time, in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Transport.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Peauregard, Édard (Chicoutimi), Édard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Éérard, Eerthiaume, Eienvenue, Eonnier, Boudreault, Eourassa, Erisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dicne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est, East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Tardif, Tetley, Vallières, Veilleux.—70.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique budgétaire qui, parce qu'elle contient des

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

“*That* the Assembly do censure the government for having introduced a budgetary policy which will be insufficiently

allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste. »

Par M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation. ».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Assad.

A treize heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

expansionist, because it contains an artificially inflated form of tax relief."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation."

The debate was adjourned on motion of Mr Assad.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 6 mai 1975

Quinze heures

Tuesday, May 6th 1975

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par le Premier Ministre:

Rapport de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction, en date du 2 mai 1975.

(Document de la session no 67.)

By the Prime Minister:

Report of the Commission of Inquiry on the Exercising of Freedom of Association in the Construction Industry, dated May 2nd 1975.

(Sessional Papers, No. 67.)

Par M. Parent (Hull):

Copie d'une lettre, en date du 21 janvier 1975, adressée au président de la Commission de la fonction publique et signée par le Président et les Commissaires de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale, concernant le témoignage de M. Yvon Bergeron devant ladite Commission.

(Document de la session no 68.)

By Mr Parent (Hull):

Copy of a letter, dated January 21st 1975, written to the chairman of the Civil Service Commission and signed by the president and the commissioners of the Commission of Inquiry on the Exercising of Freedom of Association, concerning the testimony of Mr Yvon Bergeron before the said Commission.

(Sessional Papers, No. 68.)

Un document intitulé: « Une expérience d'enrichissement des tâches chez les opératrices de perforatrices de la Régie des rentes du Québec », en date du 2 décembre 1974.

(Document de la session no 69.)

A document entitled: "An experiment in the job enrichment of card punch operators at the Québec Pension Board", dated December 2nd 1974.

(Sessional Papers, No. 69.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera à partir de dix-sept heures quinze minutes jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement et jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement et jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

Les Commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui, à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à vingt-trois heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Immigration.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports; si l'étude de ces crédits est terminée, ladite Commission

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit today:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit from five-fifteen o'clock P.M. until six o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Immigration.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Cultural Affairs.

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Transport.

The following Select Standing Committees will sit today, from eight-fifteen o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to consider the estimates of the Department of Immigration.

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport; if the consideration of such estimates is completed, the said Committee will con-

étudiera les crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à douze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Transports; si l'étude de ces crédits est terminée, ladite Commission étudiera les crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

M. Levesque propose que l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:— MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Erown, Eurns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesburg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Aillier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévest), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson,

sider the estimates of the Department of Public Works and Supply.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Transport; if the consideration of such estimates is completed, the said Committee will consider the estimates of the Department of Public Works and Supply.

Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

The motion was adopted on the following vote:

Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, à seize heures trente-sept minutes, l'Assemblée s'ajourne.

At thirty-seven minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

Le Vice-Président,
HARRY BLANK.

HARRY BLANK,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 7 mai 1975

Quinze heures

Wednesday, May 7th 1975

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. L'Allier:

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 70.)

Par M. Levesque, pour M. Massé:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 71.)

The following documents were tabled:

By Mr L'Allier:

Annual report of the Department of Communications, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 70.)

By Mr Levesque, on behalf of Mr Massé:

Annual Report of the Electricity and Gas Board, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 71.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Au cours des années 1973/1974 et 1974/1975, quel est le nombre de nouveaux chalutiers de pêche qui ont été mis en service, grâce à l'aide du ministère de l'Industrie et du Commerce, tant sur la Côte Nord que sur la péninsule gaspésienne ?

2. Au cours des mêmes années, combien de nouveaux chalutiers ont été mis en service aux Îles-de-la-Madeleine, grâce à la même participation ?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. In 1973/1974 and 1974/1975, how many new fishing trawlers were put into service due to the assistance from the Department of Industry and Commerce, both on the North Shore and on the Gaspé Peninsula ?

2. During these same years, how many new fishing trawlers were put into service in the Magdalen Islands following the same participation ?

NOUVEAUX BATEAUX MIS EN SERVICE GRÂCE À L'AIDE DU M.I.C./NEW BOATS PUT INTO SERVICE WITH D.I.C. ASSISTANCE

Catégories de bateaux <i>Category of boat</i>	Gaspésie <i>Gaspé Peninsula</i>		Îles-de-la-Madeleine <i>Magdalen Islands</i>		Basse Côte-Nord <i>Lower North Shore</i>	
	1973/74	1974/75	1973/74	1974/75	1973/74	1974/75
Sirius III						
CORDIERS 55' (30 tonnes)						
DRIFTERS 55' (30 tons)						
CÔTIERS POLYVALENTS (14 tonnes)					Marie Sarah	
GENERAL PURPOSE COASTERS (14 tons)						
CÔTIERS POLYVALENTS (14 tonnes)					Rina Claude	
GENERAL PURPOSE COASTERS (14 tons)						
CÔTIERS POLYVALENTS (14 tonnes)					Bimbo	
GENERAL PURPOSE COASTERS (14 tons)						
CÔTIERS POLYVALENTS (14 tonnes)				Cindy May		
GENERAL PURPOSE COASTERS (14 tons)				Hesperus		
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS 60' (45 tonnes)						
WOOD COASTERS 60' (45 tons)						
CORDIERS BOIS						

Question par M. Bédard (Chicoutimi):

1. Quel est le montant total des sommes accordées à la municipalité de Paspébiac par le ministre des Affaires municipales pour l'année écoulée (1974/75) ?

2. Comment se répartissent ces sommes par programme de subventions ?

Réponse par M. Goldbloom:

1. Le montant total des sommes accordées à la municipalité de Paspébiac par le ministre des Affaires municipales pour l'année écoulée (1974/1975) est de \$5,861.53.

2. Ces sommes ont été versées à même le Programme 11-00-03-10-71.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. A combien d'expositions tenues à l'étranger le gouvernement du Québec a-t-il participé, depuis le 1er mai 1970 à ce jour ?

2. Dans quels pays et en quelles villes ?

3. Quels thèmes particuliers ont été développés ?

4. Quels ont été les coûts de conception, de réalisation et de location de superficie ?

5. Combien de fonctionnaires du Québec les ont suivies ?

6. Quelles ont été les dépenses encourues pour frais de transport, frais de séjour, dépenses de voyage, frais de représentation et autres ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 72.)

Question by Mr Bédard (Chicoutimi):

1. What was the total of the amounts granted to the municipality of Paspébiac by the Minister of Municipal Affairs for the fiscal year just ended (1974/75) ?

2. How were such amounts allocated per programme of grants ?

Answer by Mr Goldbloom:

1. The total amount of the sums granted to the municipality of Paspébiac by the Minister of Municipal Affairs for the fiscal year just ended (1974/75) was \$5,861.53.

2. These amounts were paid out of Programme 11-00-03-10-71.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many exhibitions held in foreign countries were participated in by the government of the province of Québec, from May 1st 1970 to date ?

2. In what countries and in what cities ?

3. What particular themes were developed ?

4. What were the costs of the planning, installation and leasing of space ?

5. How many Québec government employees attended them ?

6. What were the expenditures incurred for transportation expenses, living expenses, travelling expenses, representation expenses and other expenses ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 72.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à douze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

M. Levesque propose:

Que la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège à la Salle 91 « A », immédiatement et jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère des Transports et de l'Approvisionnement.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM. Messrs Arsenault, Assad, Mlle Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—97.

CONTRE—NAYS:—0.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 91 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to consider the estimates of the Department of Public Works and Supply.

Mr Levesque moved:

That the Committee on Transport, Public Works and Supply do sit immediately in Room 91 "A", and do continue to sit until six o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Public Works and Supply.

The motion was adopted on the following vote:

M. Roy propose:

Que l'Assemblée est d'avis de recommander au gouvernement du Québec l'établissement d'un office de crédit municipal, ayant pour fonction de financer au coût d'administration les investissements municipaux requis au niveau des services publics.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Léger.

A dix-sept heures huit minutes, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Vice-Président,
ROBERT LAMONTAGNE.

Mr Roy moved:

That the Assembly is of opinion that the establishment of a municipal credit bureau be recommended to the government, the task of which would be to finance, at the administrative cost, the municipal investments required at the public service level.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Léger.

At eight minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

ROBERT LAMONTAGNE,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 8 mai 1975

Quinze heures

Thursday, May 8th 1975

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 16, « Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives », est présenté par M. Tetley.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 16, "An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act", was introduced by Mr Tetley.

Mr Tetley moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM. Messrs Arsenault, Assad, Mlle Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bessé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est-Est), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lafonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 16 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à vingt-trois heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation consacrés au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à dix-huit heures, pour l'étude des crédits du ministère de l'industrie et du commerce et la Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siège en même temps, à la Salle 91 « A », pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure suivantes:

Bill No. 16 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit today from eight-fifteen o'clock P.M. until eleven o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Education respecting the High Commission on Youth, Recreation and Sport.

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce.

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

On motion of Mr Levesque, the Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately in Room 81 "A", and will continue to sit until six o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce and the Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit at the same time, in Room 91 "A", to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motions of non-confidence:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique budgétaire qui, parce qu'elle contient des allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste. »

Par M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bonnier.

A dix-sept heures cinquante-huit minutes, sur la motion de M. Mailloux, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Vice-Président,
HARRY BLANK.

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having introduced a budgetary policy which will be insufficiently expansionist, because it contains an artificially inflated form of tax relief."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation."

The debate was adjourned on motion of Mr Bonnier.

At fifty-eight minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Mailloux, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

HARRY BLANK,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 9 mai 1975

Dix heures

Friday, May 9th 1975

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est présenté par M. Levesque, pour M. Cournoyer.

M. Levesque propose, pour M. Cournoyer, que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Cournoyer, that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR--YEAS:—MM. Messrs Arsenault, Assad, Mlle Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Beaugrand, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est Est), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—71.

CONTRE--NAYS:—0.

ABSTENTIONS: MM. Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy.—6.

En conséquence, le projet de loi no 30 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi no 29, « Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers », est présenté par M. Cournoyer.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR YEAS:— MM. Messrs Arsenault, Assad, Mlle Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Glasson, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault. 71.

CONTRE - NAYS:— 0.

ABSTENTIONS:— MM. Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy. 6.

En conséquence, le projet de loi no 29 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner :

Au Salon Rouge :

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Bill No. 30 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 29, "An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", was introduced by Mr Cournoyer.

Mr Cournoyer moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 29 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Industry and Commerce.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation consacrés au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siège pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

Mardi, le 13 mai 1975, les commissions éluës permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures quinze minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siègera pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation consacrés au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siègera pour l'étude des crédits du ministère des Finances et en particulier ceux de la curatelle publique.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siègera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

A dix heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Education respecting the High Commission on Youth, Recreation and Sport.

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

Tuesday, May 13th 1975, the following Select Standing Committees will sit at ten-fifteen o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to consider the estimates of the Department of Education respecting the High Commission on Youth, Recreation and Sport.

In Room 81 "A":

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit to consider the estimates of the Department of Finance and in particular those of the public curatorship.

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

At fifty-five minutes past ten o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

Le Vice-Président,
HARRY BLANK.

HARRY BLANK,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 13 mai 1975*Quinze heures*

M. Levesque propose:

Que dès que les affaires courantes seront terminées, la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège à la salle 81 «A», pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation consacrés au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:— MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Ciaccia, Cournoyer, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limouilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pépin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault. -79.

CONTRE—NAYS:— MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson. 9.

Tuesday, May 13th 1975*Three o'clock P.M.*

Mr Levesque moved:

That as soon as the routine business has been concluded, the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications do sit in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Education respecting the High Commission on Youth, Recreation and Sport.

The motion was adopted on the following division:

M. Levesque propose:

Que vu l'état critique prévalant dans l'industrie de la construction en général, particulièrement en raison des débrayages massifs, il y a urgence, en vue de l'adoption des projets de loi suivants:

a) projet de loi no 29, « Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers »;

b) projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction »;

et conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement,

1. de suspendre l'application des articles 24, 30, 31, 33, cinquièmement et huitièmement, 35, deuxièmement, 49, premièrement, 57, 68, 77, 78, 79, 80, 87, 88, 115, 116, 134 et 174 du règlement; que, nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques.

2. En conséquence, que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue et que l'Assemblée puisse siéger sans interruption de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, tous les jours de la semaine sauf le dimanche, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement et ce, jusqu'à l'adoption des projets de loi nos 29 et 30.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Mr Levesque moved:

That in view of the critical situation prevailing in the construction industry in general, particularly because of the mass walk-outs, it is urgent, for the purpose of the adoption of the following bills:

(a) bill No. 29, "An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship";

(b) bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act";

and in accordance with paragraph 2 of Standing Order 84,

1. to suspend the application of Standing Orders 24, 30, and 31, the fifth and eighth paragraphs of Standing Order 33, the second paragraph of Standing Order 35, the first paragraph of Standing Order 49, and Standing Orders 57, 68, 77, 78, 79, 80, 87, 88, 115, 116, 134 and 174; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public.

2. That the application of the Standing Orders enumerated above be accordingly suspended and that the Assembly may sit without interruption from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, every day of the week except Sundays, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be that provided for Tuesdays' sittings under Standing Orders 35 and 36, and all of which until the adoption of bills Nos. 29 and 30.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:— MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault. 74.

CONTRE—NAYS:— MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy. 8.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 29, « Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 29, "An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship".

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

0 heure, mercredi 14 mai 1975

Midnight, May 14th 1975

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lessard.

The debate was adjourned on motion of Mr Lessard.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mr Levesque gave the following notice:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera aujourd'hui au Salon Rouge, à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation consacrés au Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports.

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit today in the Red Room, at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Education respecting the High Commission on Youth, Recreation and Sport.

A 0 heure quarante minutes, sur la motion de M. Bourassa, l'Assemblée s'ajourne à quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At forty minutes past midnight, on motion of Mr Bourassa, the Assembly adjourned until this afternoon, at three o'clock.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 14 mai 1975*Quinze heures*

Le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux », est présenté par M. Cournoyer.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS: — M. / Mr Arsenault, Mlle / Miss Bacon, MM. / Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Verreault.—81.

CONTRE—NAYS: —0.

En conséquence, le projet de loi no 27 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Wednesday, May 14th 1975*Three o'clock P.M.*

Bill No. 27, "An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act", was introduced by Mr Cournoyer.

Mr Cournoyer moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 27 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cournoyer, proposant que le projet de loi no 29, « Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers », soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Léger propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans un mois ».

Et un débat s'élève sur cet amendement.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM. / Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charon, Léger, Morin, Roy. — 7.

CONTRE—NAYS: M. / Mr Assad, Mlle / Miss Bacon, MM. / Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—65.

Et le débat continue sur la motion principale.

Sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales siégera à partir de dix heures trente minutes jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Cournoyer, proposing that bill No. 29, "An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", be now read the second time.

Mr Léger moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding thereto the words "this day one month".

And a debate arising on this amendment.

The amendment was then rejected on the following division:

And the debate continuing on the main motion.

On motion of Mr Levesque, the debate was suspended.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs will sit at ten-thirty o'clock A.M. until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Municipal Affairs.

A la Salle 81 « A »:

La Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, les projets de loi nos 29 et 30.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cournoyer, proposant que le projet de loi no 29, « Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers », soit maintenant lu la deuxième fois.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR— YEAS: — M. / Mr Assad, Mlle / Miss Bacon, MM. / Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Berthiaume, Blank, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Cournoyer, Denis, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Larivière, Lecours, Levesque, Mailoux, Malouin, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. —60.

CONTRE NAYS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Morin, Roy. 6.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit at ten o'clock A.M. until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bills Nos. 29 and 30.

In Room 91 "A":

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit at ten o'clock A.M. until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Finance.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Cournoyer, proposing that bill No. 29, "An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

The said bill was accordingly read the second time.

M. Levesque propose que le projet de loi no 29 soit déféré pour étude, article par article, à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

La motion est adoptée après division des voix.

M. Cournoyer propose que le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

0 heure, 15 mai 1975

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:— M. / Mr Assad, Mlle / Miss Bacon, MM. / Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Berthiaume, Blank, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 30 est déféré pour étude, article par article, à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

A 0 heure quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque moved that bill No. 29 be referred to the Committee on Labour and Manpower, and Immigration, to be examined section by section.

The motion was adopted on division.

Mr Cournoyer moved that bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Midnight, May 15th 1975

The motion was then adopted on the following vote:

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 30 was referred to the Committee on Labour and Manpower, and Immigration, to be examined section by section.

At forty-five minutes past midnight, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until this afternoon, at three o'clock.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 15 mai 1975

Quinze heures

M. Bellemare (Johnson) propose que la motion privilégiée, en vertu de l'article 24 du règlement, apparaissant en son nom à l'article 2 du feuillet d'aujourd'hui, soit retirée.

La motion est adoptée.

M. Cournoyer dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Le rapport annuel 1974 de la tutelle de l'Union internationale des constructeurs d'ascenseurs, locaux 89 et 101.

(Document de la session no 73.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège pour étudier, article par article, les projets de loi nos 29 et 30.

Thursday, May 15th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Bellemare (Johnson) moved that the motion of privilege, under Standing Order 24 and put down in his name at Item 2 of today's Agenda Paper, be withdrawn.

The motion was adopted.

Mr Cournoyer tabled the following document:

The 1974 annual report of the trusteeship of the International Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101.

(Sessional Papers, No. 73.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit, for the section by section examination of bills Nos. 29 and 30.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siège pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siège pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

M. Levesque propose que l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, à seize heures quatre minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests.

In Room 91 "A":

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit to consider the estimates of the Department of Finance.

Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

The motion was adopted on the following vote:

At four minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 16 mai 1975

Dix heures

M. Lachance, pour M. Déziel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 29, « Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 74.)

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Copie de la correspondance échangée entre M. Raymond Garneau, ministre des Finances du Québec et M. Marcel Cazavan, président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, au sujet du financement de Place Dupuis Inc.

(Document de la session no 75.)

Le projet de loi no 33, « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction », est présenté par M. Cournoyer.

Friday, May 16th 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Lachance, on behalf of Mr Déziel, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 29, "An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 74.)

Mr Garneau tabled the following document:

Copy of the correspondence between Mr Raymond Garneau, Minister of Finance of Québec and Mr Marcel Cazavan, chairman of the Québec Deposit and Investment Fund, concerning the financing of Place Dupuis Inc.

(Sessional Papers, No. 75.)

Bill No. 33, "Building Contractors Vocational Qualification Act", was introduced by Mr Cournoyer.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Mr Cournoyer moved that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR — YEAS: — MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux. 74.

CONTRE — NAYS: — 0.

En conséquence, le projet de loi no 33 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 33 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lachance, pour M. Déziel, le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 29, est adopté.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lachance, on behalf of Mr Déziel, the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 29, following second reading, was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Cournoyer propose que le projet de loi no 29, « Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers », soit lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Cournoyer moved that bill No. 29, "An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR — YEAS: — MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault. 67.

CONTRE NAYS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy. 8.

En conséquence, le projet de loi no 29 est lu la troisième fois.

M. Levesque donne l'avis suivant:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner pour étudier, article par article, le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

Mardi, le 20 mai 1975, les commissions éues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures quinze minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

A onze heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill No. 29 was accordingly read the third time.

Mr Levesque gave the following notice:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit in the Red Room immediately, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

Tuesday, May 20th 1975, the following Select Standing Committees will sit at ten-fifteen o'clock A.M. and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit, for the section by section examination of bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

At eleven-thirty o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 20 mai 1975

Quinze heures

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siège pour étudier, article par article, le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires sociales siège pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Tuesday, May 20th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

In Room 91 "A":

The Committee on Social Affairs will sit to consider the estimates of the Department of Social Affairs.

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight-fifteen o'clock, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction »; si l'étude de ce projet de loi est terminée, la Commission de la justice étudiera les crédits du ministère de la Justice.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts; si l'étude de ces crédits est terminée, la Commission des richesses naturelles et des terres et forêts étudiera les crédits du ministère des Richesses naturelles.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des programmes 4, 5 et 6 des crédits du ministère du Conseil exécutif.

M. Levesque propose que l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act"; if the consideration of such bill is completed, the Committee on Justice will sit to consider the estimates of the Department of Justice.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Lands and Forests; if the consideration of such estimates is completed, the Committee on Natural Resources and Lands and Forests will consider the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit to consider Programmes 4, 5 and 6 of the estimates of the Department of the Executive Council.

Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

La motion est adoptée, les voix données
étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following
vote:

POUR—YEAS:— M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Verreault. ~ 85.

CONTRE—NAYS: 0.

En conséquence, à seize heures quatre minutes, l'Assemblée s'ajourne.

At four minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 21 mai 1975*Quinze heures*

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 102.—Loi concernant la ville de Malartic;

Projet de loi no 110.—Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest;

Projet de loi no 111.—Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac;

Projet de loi no 112.—Loi concernant Reliure Gala Inc.—Gala Bookbinding Inc.;

Projet de loi no 123.—Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier;

Projet de loi no 154.—Loi autorisant la ville de Courville à aliéner un immeuble;

Projet de loi no 155.—Loi concernant la ville de Bécancour;

Wednesday, May 21st 1975*Three o'clock P.M.*

Mr Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 102.—An Act respecting the town of Malartic;

Bill No. 110.—An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest;

Bill No. 111.—An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac;

Bill No. 112.—An Act respecting Gala Bookbinding Inc. Reliure Gala Inc.;

Bill No. 123.—An Act respecting the Charles Séraphin Rodier Estate;

Bill No. 154.—An Act to authorize the town of Courville to alienate an immovable;

Bill No. 155.—An Act respecting the town of Bécancour;

Projet de loi no 158.—Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget;

Projet de loi no 171.—Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Projet de loi no 178.—Loi concernant SEG Inc.;

Projet de loi no 186.—Loi concernant Estimaerville Land Inc.

(Document de la session no 76.)

M. Levesque propose que lesdits rapports soient agréés.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 158.—An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate;

Bill No. 171.—An Act to incorporate the Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Bill No. 178.—An Act respecting SEG Inc.;

Bill No. 186.—An Act respecting Estimaerville Land Inc.

(Sessional Papers, No. 76.)

Mr Levesque moved that the said reports be agreed to.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lalonde dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport des activités de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, de décembre 1973 à juin 1974.

(Document de la session no 77.)

Mr Lalonde tabled the following document:

Report of the activities of the Professional Corporation of Psychologists of Québec, from December 1973 to June 1974.

(Sessional Papers, No. 77.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. En vertu de la mesure d'aide spéciale aux producteurs de porcs du Québec, établie le 1er avril 1974, et qui assurait une subvention de \$8.25 par porc pour les ventes faites entre le 15 avril 1974 et le 15 juillet 1974:

a) quel est le montant total payé par le ministère de l'Agriculture;

b) combien de producteurs ont bénéficié de ce programme;

c) combien de réclamations sont encore en suspens et pour quelles raisons;

d) combien de réclamations des producteurs ont été refusées et pour quelles raisons;

e) si solde il y a eu aux prévisions de \$4.5 millions lors de l'établissement du programme, à quelles fins a-t-il été utilisé?

Réponse par M. Toupin:

a) \$2,117,362.50;

b) 4,420 producteurs;

c) 2 — Pièces justificatives égarées par le producteur; ces pièces ont toutefois été retrouvées et sont présentement au dossier;

d) Non producteur agricole 42

Les certificats de classement n'étaient pas émis au nom du réclamant 13

Pièces justificatives non acceptables 16

Indices de classement inférieurs à 100 12

Deuxième réclamation, le maximum ayant déjà été atteint sur une première 8

Total: 91

e) Programme F-1.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Quel était le nombre d'agriculteurs au Québec le 1er janvier 1965?

2. Quel était le nombre de fonctionnaires de toutes catégories à l'emploi du ministère de l'Agriculture du Québec à la même date?

3. Quel était le nombre de producteurs agricoles au Québec le 1er janvier 1975?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Under the special assistance measure for the hog producers of Québec, which was established on April 1st 1974 and ensured a grant of \$8.25 per hog for the sales made between April 15th 1974 and July 15th 1974:

(a) what was the amount paid by the Department of Agriculture;

(b) how many breeders benefited from such programme;

(c) how many claims are still outstanding and for what reasons;

(d) how many claims by breeders were refused and for what reasons;

(e) if there was any balance remaining out of the \$4.5 millions provided when the programme was established, for what purposes was it used?

Answer by Mr Toupin:

(a) \$2,117,362.50;

(b) 4,420 breeders;

(c) 2 — Vouchers mislaid by the breeder; these vouchers were found, however, and are now in the file;

(d) Non-breeders 42

The classification certificates had not been issued in the name of the applicant 13

Inacceptable vouchers 16

Classification ratings below 100 12

Second claim, the maximum having already been reached on the first one 8

Total: 91

(e) Programme F-1.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many farmers were there in the province of Québec as at January 1st 1965?

2. What was the number of employees of all categories in the employ of the Québec Department of Agriculture at such same date?

3. How many farm producers were there in the province of Québec as at January 1st 1975?

4. Quel était le nombre de fonctionnaires de toutes catégories à l'emploi du ministère de l'Agriculture du Québec à la même date?

Réponse par M. Toupin:

1. Si l'on définit un agriculteur comme une personne exploitant une ferme d'une acre et plus et vendant pour \$50. et plus de produits agricoles, le nombre d'agriculteurs au 1er janvier 1965 était de 83,778.

2. Au 1er janvier 1965, il y avait approximativement 3,300 fonctionnaires et ouvriers au service du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

3. Si l'on définit un producteur agricole comme une personne qui vend pour \$1,000. et plus de produits agricoles, le nombre de producteurs agricoles au 1er janvier était de 53,265.

4. Les effectifs du ministère de l'Agriculture en janvier 1975 sont de 2,832 fonctionnaires de toutes catégories plus 305 à l'Office du Crédit agricole pour un grand total de 3,137.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Le beurre importé de la Nouvelle-Zélande ou d'autres pays entre-t-il dans la fabrication du beurre « Canada Première Catégorie »?

2. Dans l'affirmative:

a) dans quelle proportion le beurre importé peut-il ainsi être utilisé;

b) quelles sont les usines du Québec qui procèdent à la fabrication d'un tel produit et quel a été le volume des ventes en 1974?

3. Quel est le prix du beurre acheté en Nouvelle-Zélande comparativement à celui du Québec?

Réponse par M. Toupin:

1. Oui.

2. a) 100% est possible;

b) toutes les usines laitières qui ont un permis de fabrication ou de retravaillage de beurre ont utilisé un tel produit. Le volume des ventes en 1974 a été de 48.2 millions de livres.

4. What was the number of employees of all categories in the employ of the Québec Department of Agriculture at such same date?

Answer by Mr Toupin:

1. If a farmer is defined as a person operating a farm of one acre or more and selling \$50. worth or more of farm products, the number of farmers was 83,778 as at January 1st 1965.

2. As at January 1st 1965, there were approximately 3,300 employees and workmen in the employ of the Department of Agriculture and Colonization.

3. If a farm producer is defined as a person who sells \$1,000. worth or more of farm products, the number of agricultural producers was 53,265 as at January 1st.

4. The staff of the Department of Agriculture in January 1975 was 2,832 employees of all categories plus 305 at the Farm Credit Bureau, for a grand total of 3,137.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Is the butter imported from New Zealand or other countries used in the making of "Canada First Category" butter?

2. If so:

(a) in what proportion can the imported butter be thus used;

(b) what factories in the province of Québec make such a product, and what was the volume of sales in 1974?

3. What is the price of the butter purchased in New Zealand compared to the price in the province of Québec?

Answer by Mr Toupin:

1. Yes.

2. (a) 100% is possible;

(b) all the dairy plants which have a permit to manufacture or reprocess butter have used such a product. The volume of sales in 1974 was 48.2 million pounds.

3. Le prix payé par la Commission Canadienne du Lait pour le beurre acheté en Nouvelle-Zélande a été de 72 cents incluant les frais de manutention.

Le prix de vente du beurre au Québec était à ce moment-là de 77 cents soit le prix de soutien de la Commission Canadienne du Lait.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de villages ont été fermés en Gaspésie au cours des cinq dernières années?

2. Quels sont les noms de ces villages et où se trouvaient-ils situés?

3. Quel est le nombre de personnes déplacées et sur ce nombre, combien y avait-il:

a) de cultivateurs;

b) d'assistés sociaux;

c) de propriétaires;

d) de locataires?

4. Dans quelle localité ces personnes ont-elles été transportées au moment de leur départ?

5. Depuis leur déplacement, combien sont encore:

a) cultivateurs;

b) assistés sociaux;

c) propriétaires;

d) locataires?

Réponse par M. Quenneville:

1. Treize (13).

2. St-Thomas-de-Cherbourg, comté de Matane;

St-Paulin-Dalibaire, comté de Matane;

Rang IV, les Capucins, comté de Matane;

St-Octave-de-l'Avenir, comté de Gaspé-Nord;

Sacré-Coeur-de-Deslandes, comté de Gaspé-Nord;

Sainte-Bernadette-de-Pellegrin, comté de Gaspé-Nord;

Saint-Charles-Garnier-de-Pabos-Nord, comté de Gaspé-Sud;

3. The price paid by the Canadian Dairy Commission for the butter purchased in New Zealand was 72 cents, including handling costs.

The selling price of butter in Québec was 77 cents at that time, namely the pegged price by the Canadian Dairy Commission.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many villages have been closed in the Gaspé Peninsula during the last five years?

2. What are the names of such villages and where were they located?

3. How many persons were moved, and of this number:

(a) how many were farmers;

(b) how many were socially assisted persons;

(c) how many were proprietors;

(d) how many were tenants?

4. To what locality were such persons moved when they left?

5. Since they were moved:

(a) how many are still farmers;

(b) how many are still receiving social assistance;

(c) how many are still proprietors;

(d) how many are still tenants?

Answer by Mr Quenneville:

1. Thirteen (13).

2. St-Thomas-de-Cherbourg, Matane county;

St-Paulin-Dalibaire, Matane county;

Rang IV, les Capucins, Matane county;

St-Octave-de-l'Avenir, Gaspé-North county;

Sacré-Coeur-de-Deslandes, Gaspé-North county;

Sainte-Bernadette-de-Pellegrin, Gaspé-North county;

Saint-Charles-Garnier-de-Pabos-Nord, Gaspé-South county;

Saint-Gabriel-de-Rameau, comté de Gaspé-Sud;
 Saint-Edmond-de-Pabos, comté de Gaspé-Sud;
 Saint-Jean-de-Brébeuf, comté de Bonaventure;
 Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Bonaventure;
 Saint-Fidèle-de-Restigouche, comté de Bonaventure;
 Saint-Nil, comté de Matane.

3. 495 ménages; 3065 personnes;

a) 34 cultivateurs;

b) 201 assistés sociaux;

c) 469 propriétaires;

d) 26 locataires.

4. Ces personnes se sont relocalisées dans les centres d'accueil suivants: Matane, Grosses-Roches, Les Méchins, St-René-de-Goupil, Ste-Félicité, Petite Matane, St-Ulric, Les Boules, Ste-Anne-des-Monts, St-Joachim-de-Tourelle, Cap-Chat, St-Simon, New-Richmond, Caplan, Nouvelle, Carleton, Maria, Chandler, Bonaventure, Cross-Point, Matapédia, Clarke City, Port Cartier, Sept-Îles, Baie-Comeau, Hauterive, Québec, Montréal.

5. a) dix (10);

b) deux cent neuf (209);

c) deux cent quatre-vingt-cinq (285);

d) deux cent dix (210).

Question par M. Bellemarre (Johnson):

1. Le ministère de la Justice a-t-il intenté une action à la suite de la faillite de la Corporation du Crédit commercial Limitée?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces actions?

3. Dans la négative, quelle suite le ministère entend-il donner à l'enquête faite dans cette affaire?

Réponse par M. Choquette:

L'enquête tant comptable que policière est terminée. Une décision sera prise sous peu à savoir si des accusations seront portées et contre qui.

Saint-Gabriel-de-Rameau, Gaspé-South county;

Saint-Edmond-de-Pabos, Gaspé-South county;

Saint-Jean-de-Brébeuf, Bonaventure county;

Saint-Louis-de-Gonzague, Bonaventure county;

Saint-Fidèle-de-Restigouche, Bonaventure county;

Saint-Nil, Matane county.

3. 495 households; 3,065 persons;

(a) 34 farmers;

(b) 201 socially assisted persons;

(c) 469 proprietors;

(d) 26 tenants.

4. These persons have been relocated in the following reception centres: Matane, Grosses-Roches, Les Méchins, St-René-de-Goupil, Ste-Félicité, Petite Matane, St-Ulric, Les Boules, Ste-Anne-des-Monts, St-Joachim-de-Tourelle, Cap-Chat, St-Simon, New-Richmond, Caplan, Nouvelle, Carleton, Maria, Chandler, Bonaventure, Cross-Point, Matapédia, Clarke City, Port Cartier, Sept-Îles, Baie-Comeau, Hauterive, Québec, Montreal.

5. (a) ten (10);

(b) two hundred and nine (209);

(c) two hundred and eighty-five (285);

(d) two hundred and ten (210).

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the Department of Justice institute any proceedings following the bankruptcy of the Commercial Credit Corporation Limited?

2. If so, what were such proceedings?

3. If not, what action does the Department intend to take following the inquiry made in such matter?

Answer by Mr Choquette:

The audit and police investigations have both been completed. A decision will soon be made as to whether any charges will be brought and against whom.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Le gouvernement a-t-il pris connaissance des demandes et des pétitions des parents des élèves de l'école Saint-Roch de Rock Forest, au sujet des réparations urgentes qui doivent être effectuées à cette école?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des mesures quelconques; si oui, lesquelles et si non, pourquoi?

Réponse par M. Cloutier:

1. Oui.

2. Le ministère de l'Éducation a recommandé de donner suite au réaménagement de cette école et une demande doit être faite prochainement aux autorités gouvernementales pour obtenir les crédits nécessaires pour la réalisation de ce projet.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Quel mandat le gouvernement a-t-il confié à la firme **Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc.** pour effectuer l'étude intitulée **ORIGINE — DESTINATION**?

2. Le gouvernement a-t-il reçu cette étude?

3. Dans l'affirmative, cette étude doit-elle être rendue publique?

Réponse par M. Mailloux:

1. Le ministère des Transports a confié à la firme **Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc.**, à l'automne 1974, l'exécution d'une enquête téléphonique auprès d'environ 16,000 familles de la rive sud de Montréal. Le but de cette enquête était d'inventorier les déplacements effectués lors de la journée précédant l'appel. Le mandat de la firme était strictement limité à compléter, coder et vérifier chacun des questionnaires.

2. Le gouvernement a reçu en décembre 1974 toutes les formules de questionnaires dûment remplies. L'ensemble de ces questionnaires était accompagné d'un court rap-

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the government inquire into the requests and petitions from the parents of the students of the Saint-Roch School of Rock Forest, concerning the urgent repairs which must be made to such school?

2. If so, has the government taken any measures, if so, in what manner, and if not, why not?

Answer by Mr Cloutier:

1. Yes.

2. The Department of Education has recommended that the school be restored, and a request will be submitted to the government authorities in the near future to obtain the amounts required to carry out the project.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What terms of reference were entrusted by the government to the firm of **Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc.**, to carry out the survey entitled **ORIGIN — DESTINATION**?

2. Has the government received such survey?

3. If so, will the survey be made public?

Answer by Mr Mailloux:

1. In the autumn of 1974, the Department of Transport entrusted the firm of **Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc.**, with the task of carrying out a telephone survey among about 16,000 families on the South Shore of Montreal. The purpose of the survey was to make an inventory of the movements made on the day prior to the calls. The firm's terms of reference were strictly confined to the filling out, coding and verifying of each of the question forms.

2. In December 1974, the government received all the question forms duly filled out. The question forms as a whole were accompanied by a short statistical report showing

port statistique donnant la distribution des questionnaires complétés, ainsi que certaines autres informations pertinentes.

3. Le rapport reçu de la Société étant essentiellement statistique, les services du Ministère procèdent actuellement à l'analyse des données recueillies. Des rapports seront éventuellement produits, suite à ces analyses, et présenteront des recommandations concrètes touchant le problème des transports sur la rive sud. Le court rapport transmis par la firme Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc., étant essentiellement statistique, nous ne voyons aucun intérêt à le publier.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Léger:

1. Quelles sont les personnes qui ont représenté l'Assemblée nationale du Québec à la réunion de l'Association parlementaire du Commonwealth tenue à Londres au mois de mars 1975?

2. Quel était l'ordre du jour des différentes séances de cette réunion?

3. Quelle a été la durée de cette mission et quelles sont les allocations qui ont été versées à cet égard?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Lavoie, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 78.)

Sur la motion de M. Léger, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Les résultats de l'enquête que le ministre des Affaires municipales aurait instituée le ou vers le 23 octobre 1973 concernant les dynamitages de la part de la Compagnie Carrières Saint-Eustache Ltée, tel qu'il le déclarait dans une lettre adressée le 23 octobre 1973 à M. Bertrand Bourgault,

the distribution of the filled out question forms, together with certain other pertinent information.

3. The report received from the firm was essentially statistical, the Services of the Department are now carrying out an analysis of the data thus gathered. Reports will be produced eventually, following these analyses, and will put forward concrete recommendations concerning the problem of transportation on the South Shore. The short report submitted by the firm of Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc., being essentially statistical, we cannot see any purpose in publishing it.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

1. Who were the persons who represented the National Assembly of Québec at the meeting of the Commonwealth Parliamentary Association which was held in London in the month of March 1975?

2. What was the agenda for the various sittings which were held during this meeting?

3. What was the duration of the mission, and what allowances were paid for such purpose?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Lavoie.

(Sessional Papers, No. 78.)

On motion of Mr Léger,—

Ordered, that there be laid before the House:

The results of the inquiry which the Minister of Municipal Affairs may have had made on or about October 23rd 1973 concerning the dynamiting carried out by the Compagnie Carrières Saint-Eustache Ltée, as stated in a letter written on October 23rd 1973 to Mr Bertrand Bour-

de Saint-Eustache, ainsi que les rapports sismographiques concernant ces mêmes dynamitages, rapports qui donnaient suite aux plaintes de M. Bourgault et que le ministre a promis d'entreprendre dans une lettre qu'il adressait à ce dernier le 18 décembre 1973.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 79.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

La liste des permis de pêche offerts à titre gracieux par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour les années 1972, 1973 et 1974.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 80.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Le montant global des honoraires versés aux vétérinaires affectés à l'assurance-santé animale en 1974, et le nombre de praticiens y représenté.

2. Le montant global des cotisations versées par les agriculteurs au cours de cette même année dans le cadre de l'assurance-santé animale contributoire.

3. Le nombre de vétérinaires qui ont signé leur formule d'engagement en ce qui concerne le programme d'assurance-santé animale.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 81.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance, mémoires et autres documents échangés depuis le 1er avril 1971 avec le gouvernement fédéral

gault, of Saint-Eustache, together with the seismographic reports concerning such same dynamiting, which reports followed the complaints made by Mr Bourgault and which the Minister promised to follow up in a letter written to the latter on December 18th 1973.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 79.)

On motion of Mr Lessard,

Ordered, that there be laid before the House:

A list of the complimentary fishing permits issued by the Department of Tourism, Fish and Game in 1972, 1973 and 1974.

Mr Simard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 80.)

On motion of Mr Lessard,

Ordered, that there be laid before the House:

1. The overall amount of the fees paid to the veterinary surgeons assigned to animal health-insurance in 1974, and the number of practitioners involved.

2. The overall amount of the premiums paid by the farmers during the same year within the framework of the contributory animal health-insurance plan.

3. The number of veterinary surgeons who signed their engagement form in respect of the animal health-insurance programme.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 81.)

On motion of Mr Bellemare (Johnson),

Ordered, that there be laid before the House:

Copies of any correspondence, briefs and other documents exchanged, since April 1st 1971, by the federal government or any

ou tout autre organisme, ministère, régie ou office concernant le versement au Québec des 20 ou 25 millions que coûte le transport des céréales afin de développer sa propre production céréalière.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 82.)

Sur la motion de M. Lessard, il est —

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. La liste des clubs privés de chasse et de pêche, des clubs de pêche ou des clubs de chasse, comprenant:

- a) le nom des clubs;
- b) leur numéro de district;
- c) les nom et adresse des présidents et secrétaires desdits clubs;
- d) le nombre de membres par club;
- e) le montant annuel, la durée et la date d'expiration des baux;
- f) la superficie du territoire loué pour chaque club;
- g) la notification au cas où le club offre l'hébergement en forêt.

2. La liste des détenteurs de permis de pourvoyeur comprenant:

- a) leur adresse;
- b) la superficie du territoire loué dans chacun des cas;
- c) le montant annuel, la durée et la date d'expiration du bail.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 83.)

Sur la motion de M. Lessard, il est —

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. La quantification de l'effort de pêche sur chaque rivière à saumon, par année et par mode d'appropriation (franc-alleu, club privé, bail de pourvoyeur ou pêche publique supervisée par le ministère), ceci de 1969 à 1974.

2. Parallèlement à ces données, le nombre de prises annuelles sur ces mêmes rivières

other body, Department, board or bureau, respecting the payment of 20 or 25 millions to the province of Québec to cover the cost of transporting grain so that the province can develop its own grain production.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 82.)

On motion of Mr Lessard, —

Ordered, that there be laid before the House:

1. A list of the private fish and game clubs, fishing clubs or game clubs, including:

- (a) the names of the clubs;
- (b) their district numbers;
- (c) the names and addresses of the presidents and secretaries of the said clubs;
- (d) the number of members per club;
- (e) the annual amounts, terms and dates of expiration of the leases;
- (f) the area of the territory rented per club;
- (g) the notice in the event that the club provides lodging in the forest.

2. A list of the holders of an outfitter's permit, including:

- (a) their addresses;
- (b) the area rented in each case;
- (c) the annual amount, the term and date of expiration of the lease.

Mr Simard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 83.)

On motion of Mr Lessard, —

Ordered, that there be laid before the House:

1. The quantity and value of the fish caught in each salmon river, per year and by method of appropriation (freehold, private club, outfitter's lease or public fishing supervised by the Department), from 1969 to 1974.

2. The parallel data giving the annual catches in these same rivers (salmon and

res (saumons et grilse) ainsi que leur répartition par mode d'appropriation des rivières, de 1969 à 1974.

3. La liste des rivières à saumon sous bail de pêche, comprenant le nom de la rivière, le numéro de référence, le nom des locataires, les nom et adresse des secrétaires, le loyer annuel, la date d'expiration des baux et la longueur louée en milles linéaires.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 84.)

Sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

A la Salle 91 « A »:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège pour étudier, article par article, le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la

grilse) and the ratio in respect of the appropriation of the rivers, from 1969 to 1974.

3. A list of the salmon rivers under fishing lease, including the name of the river, the reference number, the names of the lessees, the names and addresses of the secretaries, the annual rent, the dates of expiration of the leases and the length leased in linear miles.

Mr Simard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 84.)

On motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game.

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

Mr Levesque gave the following notice.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit to consider the estimates of the Department on Justice.

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit to consider the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game; if the consider-

Pêche; si l'étude de ces crédits est terminée, la Commission des richesses naturelles et des terres et forêts étudiera les crédits du ministère des Richesses naturelles.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des engagements financiers siègera.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique budgétaire qui, parce qu'elle contient des allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste. »

Par M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tardif.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que demain, le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit déposé et pris en considération et que ledit projet de loi soit étudié en troisième lecture.

La motion est adoptée.

A dix-huit heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

ation of such estimates is completed, the Committee on Natural Resources and Lands and Forests will consider the estimates of the Department of Natural Resources.

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments will sit.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having introduced a budgetary policy which will be insufficiently expansionist, because it contains an artificially inflated form of tax relief."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation."

The debate was adjourned on motion of Mr Tardif.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved:

That tomorrow, the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", following second reading, be tabled and taken into consideration, and that the said bill be considered in third reading.

The motion was adopted.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 22 mai 1975

Quinze heures

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 30, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 85.)

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi no 182, « Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc ».

(Document de la session no 86.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Massicotte, pour M. Malouin:

Projet de loi no 108. Loi concernant une donation à la Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet.

Thursday, May 22nd 1975

Three o'clock P.M.

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 85.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 182, "An Act respecting the city of Côte Saint-Luc".

(Sessional Papers, No. 86.)

With the unanimous consent of the Assembly, the following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Massicotte, on behalf of Mr Malouin:

Bill No. 108.—An Act respecting a gift to La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet.

Par M. Cornellier:

Projet de loi no 115. Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Projet de loi no 118. Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Projet de loi no 119. Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby.

Par M. Lachance, pour M. Picotte:

Projet de loi no 110. Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest.

Par M. Pagé:

Projet de loi no 111. Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac.

Par M. Caron, pour M. Ciaccia:

Projet de loi no 112. Loi concernant Reliure Gala Inc. - Gala Bookbinding Inc.

Par M. Bellemare (Rosemont), pour M. Shanks:

Projet de loi no 123. Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier.

Par M. Bossé, pour M. Kennedy:

Projet de loi no 178. Loi concernant SEG Inc.

Par M. St-Germain, pour M. Blank:

Projet de loi no 182. Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.

Par M. Harvey (Charlesbourg):

Projet de loi no 186. Loi concernant Estimauville Land Inc.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les règles de pratique relatives à la publication des avis dans la Gazette officielle du Québec, aux délais et à la convocation des personnes intéressées, sont suspendues et lesdits projets de loi privés sont déferés pour étude aux commissions élues permanentes appropriées suivantes:

Les projets de loi privés nos 108, 110, 111 et 182 sont déferés à la Commission des affai-

By Mr Cornellier:

Bill No. 115. An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Bill No. 118. An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Bill No. 119. An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby.

By Mr Lachance, on behalf of Mr Picotte:

Bill No. 110. An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest.

By Mr Pagé:

Bill No. 111. An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac.

By Mr Caron, on behalf of Mr Ciaccia:

Bill No. 112. An Act respecting Gala Bookbinding Inc. Reliure Gala Inc.

By Mr Bellemare (Rosemont), on behalf of Mr Shanks:

Bill No. 123. An Act respecting the Charles Séraphin Rodier Estate.

By Mr Bossé, on behalf of Mr Kennedy:

Bill No. 178. An Act respecting SEG Inc.

By Mr St-Germain, on behalf of Mr Blank:

Bill No. 182. An Act respecting the city of Côte Saint-Luc.

By Mr Harvey (Charlesbourg):

Bill No. 186. An Act respecting Estimauville Land Inc.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the Rules of Procedure respecting the publishing of notices in the Québec Official Gazette, the delays and the summoning of the interested persons, were suspended, and the said Private Bills were referred to the following appropriate Select Standing Committees for consideration:

Private Bills Nos. 108, 110, 111 and 182 were referred to the Committee on Municipi-

res municipales; les projets de loi privés nos 112, 115, 118, 119, 178 et 186 sont déferés à la Commission des institutions financières, compagnies et coopératives et le projet de loi privé no 123 est déferé à la Commission de la justice.

M. Choquette dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Liste des commissions sous le grand sceau délivrées aux employés publics pendant l'année 1974 (S.R.Q. 1964, chapitre 12, article 6).
(*Document de la session no 87.*)

M. Levesque propose:

Que la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège à la Salle 91 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales et plus particulièrement du programme 3, Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR/YEAS: MM./Messrs Arseneault, Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault. - 90.

CONTRE/NAYS: 0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 27 mai 1975, la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siègera au Salon Rouge,

pal Affairs: Private Bills Nos. 112, 115, 118, 119, 178 and 186 were referred to the Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives and Private Bill No. 123 was referred to the Committee on Justice.

Mr Choquette tabled the following document:

List of commissions under the Great Seal issued to officers in the civil service during 1974 (R.S.Q. 1964, chapter 12, section 6).
(*Sessional Papers, No. 87.*)

Mr Levesque moved:

That the Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in Room 91 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs, and particularly Programme 3, Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Levesque gave the following notice:

Tuesday, May 27th 1975, the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit in the Red Room, at

à seize heures, pour examiner les recommandations du rapport Cliche.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration, qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 30, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction».

M. Lachance propose que ledit rapport soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR/YEAS: MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault. 81.

CONTRE/NAYS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson. 7.

M. Choquette, pour M. Cournoyer, propose que le projet de loi no 30, «Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR/YEAS: MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Mar-

four o'clock P.M., to examine the recommendations contained in the Cliche Report.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, which examined bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", following second reading.

Mr Lachance moved that the said report be adopted.

The motion was adopted on the following division:

Mr Choquette moved, on behalf of Mr Cournoyer, that bill No. 30, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

chand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Verreault. 64.

CONTRE/NAYS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson. 7.

En conséquence, le projet de loi no 30 est lu la troisième fois.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour l'étude des crédits du Conseil du trésor.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

A dix-huit heures treize minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Aujourd'hui, jeudi 22 mai 1975, à dix-neuf heures trente minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 29 Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers;
- 30 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

Bill No. 30 was accordingly read the third time.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight-fifteen o'clock, and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit to consider the estimates of the Treasury Board.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Natural Resources.

At thirteen minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Today, Thursday, May 22nd 1975, at seven-thirty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 29 An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship;
- 30 An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 23 mai 1975

Dix heures

M. Burns propose:

Que le nom de M. Léger soit substitué à celui de M. Bédard (Chicoutimi) sur la liste des membres de la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Denis, Desjardins, Drummond, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Picard, Pilote, Quenneville, Samson, Tetley.—46.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:— MM./Messrs Boutin, Chagnon, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malépart, Picotte, Sylvain, Tremblay, Vallières.—12.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Bienvenue:

Un document concernant la position du gouvernement du Québec à la suite de la

Friday, May 23rd 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Burns moved:

That the name of Mr Bédard (Chicoutimi) be replaced by that of Mr Léger on the list of members of the Committee of the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs.

The motion was adopted on the following vote:

The following documents were tabled:

By Mr Bienvenue:

A document concerning the stand taken by the government of Québec following the

publication du livre vert fédéral sur la politique canadienne d'immigration.

(*Document de la session no 88.*)

Par M. Hardy:

Un communiqué du ministère des Affaires culturelles, en date du 21 mai 1975, concernant la réponse donnée par le ministre des Affaires culturelles suite aux propos tenus par le président de l'Opéra du Québec, le Juge Jacques Vadboncoeur, à l'occasion de la conférence de presse donnée en marge de la production « Tristan und Isolde ».

(*Document de la session no 89.*)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 29 mai 1975, la Commission élue permanente des affaires municipales siégera à la Salle 81 « A », à dix heures, pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 108.—Loi concernant une donation à La Corporation Épiscope Catholique Romaine de Nicolet;

Projet de loi no 110.—Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest;

Projet de loi no 111.—Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac;

Projet de loi no 182.—Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.

Mardi, le 27 mai 1975, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures quinze minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et en particulier les programmes 7, 8 et 9.

publication of the federal green paper on the Canadian Immigration Policy.

(*Sessional Papers, No. 88.*)

By Mr Hardy:

A press release, dated May 21st 1975, by the Minister of Cultural Affairs, concerning the reply by the Minister of Cultural Affairs following the opinions expressed by the president of the *Opéra du Québec*, Judge Jacques Vadboncoeur, at the press conference given in connection with the presentation of "Tristan und Isolde".

(*Sessional Papers, No. 89.*)

Mr Levesque gave the following notice:

Thursday, May 29th 1975, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A", at ten o'clock A.M., for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 108.—An Act respecting a gift to La Corporation Épiscope Catholique Romaine de Nicolet;

Bill No. 110.—An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest;

Bill No. 111.—An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac;

Bill No. 182.—An Act respecting the city of Côte Saint-Luc.

Tuesday, May 27th 1975, the following Select Standing Committees will sit at ten-fifteen o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit to consider the estimates of the Department of the Executive Council and particularly Programmes 7, 8 and 9.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

M. Levesque propose:

Que la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège au Salon Rouge immédiatement et jusqu'à treize heures, pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et en particulier les programmes 7, 8 et 9; et que la Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siège à la Salle 81 « A », en même temps, pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cloutier, Cornellier, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—67.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit to consider the estimates of the Department of Justice.

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Natural Resources.

Mr Levesque moved:

That the Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until one o'clock P.M., to consider the estimates of the Department of the Executive Council and particularly Programmes 7, 8 and 9; and that the Committee on Natural Resources and Lands and Forests do sit in Room 81 "A" at the same time, to consider the estimates of the Department of Natural Resources.

The motion was adopted on the following vote:

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the estimates of the National Assembly.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les programmes des crédits de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

Le rapport est adopté.

A treize heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the Programmes of the estimates of the National Assembly, for the fiscal year ending March 31st 1976.

The report was adopted.

At ten minutes past one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 27 mai 1975

Quinze heures

M. Lalonde dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1975.

(Document de la session no 90.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement et jusqu'à vingt-trois heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures quinze minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège aux fins d'étudier les recommandations du rapport Cliche; si cette commission termine ses travaux, la Commission de la justice étudiera les crédits du ministère de la Justice.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siège pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

Tuesday, May 27th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Lalonde tabled the following document:

Annual report of the Québec Professions Board, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 90.)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit immediately, and will continue to sit until eleven o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock P.M. until eight-fifteen o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the purpose of examining the recommendations contained in the Cliche Report; if the Committee has terminated its work, the Committee on Justice will sit to consider the estimates of the Department of Justice.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit to consider the estimates of the Department of Natural Resources.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

A la Salle 81 « A »:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

M. Levesque propose que l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit to consider the estimates of the Department of Justice.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

The motion was adopted on the following vote:

POUR/YEAS:—M./Mr. Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Veilleux, Verreault.

CONTRE/NAYS: 0.

En conséquence, à seize heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At ten minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 28 mai 1975

Quinze heures

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Mailloux:

Projet de loi no 7.—Loi modifiant la Loi de l'expropriation.

Par M. Toupin:

Projet de loi no 22.—Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire.

Le projet de loi privé no 171, « Loi constituant la société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec », est présenté par M. Bonnier et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, les règles de pratique concernant les commissions parlementaires sont suspendues et le projet de loi privé no 171 est déféré pour étude à la Commission des institutions financières, compagnies et coopératives.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Wednesday, May 28th 1975

Three o'clock P.M.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Mailloux:

Bill No. 7.—An Act to amend the Expropriation Act.

By Mr Toupin:

Bill No. 22.—An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentaire".

Private Bill No. 171, "An Act to incorporate the *Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec*", was introduced by Mr Bonnier and read the first time.

On motion of Mr Levesque, the Rules of Procedure respecting the Parliamentary Committees were suspended and Private Bill No. 171 was referred to the Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives for consideration.

The following documents were tabled:

Par M. Cloutier:

Un document de travail intitulé: « Éducation et développement, une approche aux interventions d'éducation en milieux défavorisés ».

(Document de la session no 91.)

Par M. Levesque:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 92.)

Par M. Toupin:

Copie du rapport de la visite effectuée le 26 mars 1975 à l'établissement Reggio Food Inc., 10,040 rue Paris, Montréal-Nord, par M. Vianney Désilets, médecin-vétérinaire au ministère de l'Agriculture du Québec.

(Document de la session no 93.)

Conformément à l'article 132 du règlement, M. Levesque, pour M. Garneau, donne avis qu'à une prochaine séance, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget.

M. Levesque propose:

Que la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège à la salle 91 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif et en particulier les programmes 4, 5 et 6.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé,

By Mr Cloutier:

A working document entitled: "Education and Development, an approach to educational interventions in underprivileged communities".

(Sessional Papers, No. 91.)

By Mr Levesque:

Annual report of the Québec Planning and Development Bureau, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 92.)

By Mr Toupin:

A copy of the report on the inspection carried out on March 26th 1975 on the premises of Reggio Food Inc., 10,040 Paris Street, Montreal North, by Dr Vianney Désilets, veterinary surgeon at the Québec Department of Agriculture.

(Sessional Papers, No. 93.)

In accordance with Standing Order 132, Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, gave notice that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote one-sixth of the different items of the budget as a lump sum.

Mr Levesque moved:

That the Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in Room 91 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of the Executive Council and particularly Programmes 4, 5 and 6.

The motion was adopted on the following vote:

Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 95.

CONTRE—NAYS: 0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Au cours des années 1973/1974 et 1974/1975, le gouvernement ou ses organismes a-t-il acheté du mobilier de Artena Limitée?

2. Dans l'affirmative, à quel montant se chiffrent les achats chaque année?

3. Dans l'affirmative, à quel endroit et par quelles entreprises ces meubles ont-ils été fabriqués?

Réponse par M. Mailloux:

1. Oui, le gouvernement du Québec a acheté du mobilier chez Artena Limitée.

2. 1973/74: \$101,551.18;
1974/75: \$928,260.80.

3. Ce mobilier a été fabriqué à Montréal par Artena Limitée.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Au cours des années 1973/1974 et 1974/1975, le gouvernement ou ses organismes a-t-il acheté du mobilier de Ebena Lasalle Inc.?

2. Dans l'affirmative, à quel montant se chiffrent les achats chaque année?

3. Dans l'affirmative, à quel endroit et par quelles entreprises ces meubles ont-ils été fabriqués?

Réponse par M. Mailloux:

1. Oui, le gouvernement du Québec a acheté du mobilier chez Ebena Lasalle Inc., en 1973/74 et 1974/75.

2. 1973/74: \$ 10,595.80;
1974/75: \$617,094.87.

3. Ce mobilier a été fabriqué à Montréal par Ebena Lasalle Inc.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the government or any of its bodies purchase any furniture from the firm of Artena Limited, in 1973/1974 and 1974/1975?

2. If so, what was the amount of the purchases for each year?

3. If so, at what place and by what firms was such furniture manufactured?

Answer by Mr Mailloux:

1. Yes, the government of Québec did purchase furniture from the firm of Artena Limited.

2. 1973/74: \$101,551.18;
1974/75: \$928,260.80.

3. This furniture was manufactured in Montreal by Artena Limited.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the government or any of its bodies purchase any furniture from Ebena Lasalle Inc., in 1973/1974 and 1974/1975?

2. If so, what was the amount of the purchases for each year?

3. If so, at what place and by what firms was such furniture manufactured?

Answer by Mr Mailloux:

1. Yes, the government of Québec did purchase furniture from the firm of Ebena Lasalle Inc., in 1973/74 and 1974/75.

2. 1973/74: \$ 10,595.80;
1974/75: \$617,094.87.

3. This furniture was manufactured in Montreal by Ebena Lasalle Inc.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. A combien d'expositions tenues au Québec, le gouvernement a-t-il participé, depuis le 1er mai 1970 à ce jour?

2. Dans quelles villes?

3. Quels thèmes particuliers ont été développés?

4. Quels ont été les coûts de conception, de réalisation et de location de superficie?

5. Quelles ont été les dépenses encourues pour frais de transport, frais de séjour, dépenses de voyage, frais de représentation et autres?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. L'Allier, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(*Document de la session no 94.*)

Sur la motion de M. Lessard, il est —

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

La liste de tous les projets qui ont été acceptés à ce jour dans le cadre du programme de subventions visant à stimuler la construction de nouvelles unités d'hébergement touristique, liste incluant le montant de la (ou les) subvention(s) par projet, ainsi que le nom du bénéficiaire.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(*Document de la session no 95.*)

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie des déclarations initiales faites par les membres du Conseil exécutif à la suite des directives du Premier ministre sur les conflits

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many exhibitions held in the province of Québec were participated in by the government, from May 1st 1970 to date?

2. In what cities?

3. What particular themes were developed?

4. What were the costs of the planning, installation and leasing of space?

5. What were the expenditures incurred for transportation expenses, living expenses, travelling expenses, representation expenses and other expenses?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr L'Allier.

(*Sessional Papers, No. 94.*)

On motion of Mr Lessard,—

Ordered, that there be laid before the House:

A list of all the projects which have been accepted to date within the framework of the programme of grants to be awarded for the purpose of stimulating the construction of new tourist accommodation units, the list to include the amount of the grant or grants per project, together with the name of the beneficiary.

Mr Simard tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 95.*)

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the original statements made by the Members of the Executive Council following the directives given by the Prime

d'intérêt, ainsi que de toutes déclarations subséquentes modifiant ces déclarations initiales.

M. Bourassa dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 96.)

Avant de passer aux affaires du jour, en vertu de l'article 78 du règlement, le député de Saguenay propose que soit tenu un débat d'urgence sur une matière importante qui relève de l'Assemblée, à savoir les mesures immédiates à prendre pour mettre fin au commerce de la viande avariée au Québec, et informer les consommateurs québécois sur la qualité de la viande actuellement mise en marché.

Après avoir entendu les brèves explications du député de Saguenay, M. le Président, ayant un doute quant à deux critères d'admissibilité d'une telle motion, à savoir si l'étude s'impose d'urgence et s'il y a possibilité qu'elle puisse être discutée dans un délai raisonnable, la prend en délibéré.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Roy proposant:

« Que l'Assemblée est d'avis de recommander au gouvernement du Québec l'établissement d'un office de crédit municipal, ayant pour fonction de financer au coût d'administration les investissements municipaux requis au niveau des services publics ».

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:— M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Limoulu), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier,

Minister respecting conflicts of interest, together with any further statements changing the original statements.

Mr Bourassa tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 96.)

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, the Member for Saguenay proposed that a debate be held immediately on an important matter within the competence of the Assembly, namely the immediate measures to be taken to put an end to the tainted meat trade in the province of Québec and to inform the Québec consumers on the quality of the meat being put on the market at the present time.

After hearing the brief explanation put forward by the Member for Saguenay, and having some doubt about the admissibility of such a motion regarding two criteria, to wit, whether such consideration was urgent and whether there was any possibility of its being debated within a reasonable time, Mr President took the motion under consideration.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Roy proposing:

“That the Assembly is of opinion that the establishment of a municipal credit bureau be recommended to the government, the task of which would be to finance, at the administrative cost, the municipal investments required at the public service level”.

The motion was then rejected on the following division:

Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Saint-Pierre, Séguin, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. — 64.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 108.—Loi concernant une donation à La Corporation Épiscope Catholique Romaine de Nicolet;

Projet de loi no 110.—Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest;

Projet de loi no 111.—Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac;

Projet de loi no 182.—Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

A dix-huit heures huit minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 108.—An Act respecting a gift to La Corporation Épiscope Catholique Romaine de Nicolet;

Bill No. 110.—An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest;

Bill No. 111.—An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac;

Bill No. 182.—An Act respecting the city of Côte-Saint-Luc.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

At eight minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 29 mai 1975

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Lalonde:

Rapport annuel de l'Ordre des Architectes du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 97.)

Par M. Choquette:

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 98.)

M. Levesque propose:

Que la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre; que la Commission des affaires municipales siège à la Salle 81 « A », en même temps, pour étudier, article par article, les projets de loi privés nos 108, 110, 111 et 182 et que si cette commission a terminé ses travaux à dix-sept heures, la Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège à la Salle 91 « A » pour

Thursday, May 29th 1975

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Lalonde:

Annual report of the Order of Architects of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 97.)

By Mr Choquette:

Annual report of the Québec Provincial Police Force, for 1974.

(Sessional Papers, No. 98.)

Mr Levesque moved:

That the Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately in the Red Room, and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower; that the Committee on Municipal Affairs do sit in Room 81 "A" at the same time for the section by section examination of Private Bills Nos. 108, 110, 111 and 182 and that if the Committee has terminated its work at five o'clock P.M., the Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game do sit in Room 91 "A" to

l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

consider the estimates of the Department of Industry and Commerce.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits, pour voter en bloc un douzième des différents articles du budget 1975/76.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates, to vote one-twelfth of the different items of the budget for 1975/76, as a lump sum.

A dix-huit heures, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

La motion principale est alors adoptée.

The main motion was then adopted.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

M. le Président,

Mr President,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a voté en bloc des crédits provisoires, soit une somme n'excédant pas, en tout, \$604,081,916.67 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted provisional appropriations, as a lump sum, namely a sum not exceeding, in all, \$604,081,916.67 to defray, for the fiscal year ending on the 31st of March 1976, the charges and expenses of the

re se terminant le 31 mars 1976 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

du douzième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature.

Le rapport est adopté.

M. Levesque, pour M. Garneau présente en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi no 35, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

À vingt-deux heures vingt-sept minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Government and public service of the Province not otherwise provided for, being the aggregate of

one-twelfth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature.

The report was adopted.

Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 35, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

At twenty-seven minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 30 mai 1975

Dix heures

M. Caron, pour M. Chagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 108. — Loi concernant une donation à La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet;

Projet de loi no 110. — Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest;

Projet de loi no 111. — Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac;

Projet de loi no 182. — Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.

Les projets de loi nos 108, 111 et 182 sont rapportés avec des amendements et le projet de loi no 110 est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 99.)

M. Caron, pour M. Chagnon, propose que ledit rapport soit adopté.

Friday, May 30th 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Caron, on behalf of Mr Chagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following Private Bills:

Bill No. 108. — An Act respecting a gift to La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet;

Bill No. 110. — An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest;

Bill No. 111. — An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac;

Bill No. 182. — An Act respecting the city of Côte Saint-Luc.

Bills Nos. 108, 111 and 182 were reported with amendments and bill No. 110 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 99.)

Mr Caron moved, on behalf of Mr Chagnon, that the said report be adopted.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR - YEAS: M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charon, Cloutier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Sylvain, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Veilleux. —65.

CONTRE - NAYS: 0.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Goldbloom, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following bills were severally introduced by Mr Goldbloom, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Projet de loi no 25. - Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer les centres hospitaliers et les centres d'accueil:

Bill No. 25. An Act to amend the Act to enable municipalities to tax hospital centres and reception centres:

Projet de loi no 26. - Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement:

Bill No. 26. An Act to amend the Act to enable municipalities to tax certain educational establishments:

Projet de loi no 28. - Loi sur les subventions aux municipalités de 15,000 habitants ou plus:

Bill No. 28. An Act respecting grants to municipalities of 15,000 inhabitants or more:

Projet de loi no 34. - Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay.

Bill No. 34. An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Mr Cloutier tabled the following document:

Copie d'une lettre, en date du 27 mai 1975, adressée à M. Yvon Robert, directeur général de la Commission régionale Dollard-des-Ormeaux, par M. Jean-Guy Godbout, directeur du service de Mesure et d'Évaluation au ministère de l'Éducation, concernant les examens de juin 1975.

A copy of a letter, dated May 27th 1975, written to Mr Yvon Robert, Director General of the Dollard-des-Ormeaux Regional School Board, by Mr Jean-Guy Godbout, Director of the Rating and Valuating Service of the Department of Education, concerning the June 1975 examinations.

(Document de la session no 100.)

(Sessional Papers, No. 100.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 26 juin 1975, la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera à la salle 81 « A », à dix heures, pour entendre les organismes intéressés par le transport en vrac.

Le député de Saguenay retire la motion qu'il a proposée mercredi dernier pour que soit tenu un débat d'urgence, et prise en délibéré par M. le Président.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois, envoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, rapportés et lus la troisième fois:

Projet de loi no 108. Loi concernant une donation à La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet;

Projet de loi no 110. Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest;

Projet de loi no 111. Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac;

Projet de loi no 182. Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège à la Salle 91 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 3 juin 1975, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures quinze minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Mr Levesque gave the following notice:

Thursday, June 26th 1975, the Committee on Transport, Public Works and Supply will sit in Room 81 "A" at ten o'clock A.M., to hear the organisations interested in transportation in bulk.

The Member for Saguenay withdrew the motion which he had proposed on Wednesday of this week for the holding of an emergency debate, and which Mr President had taken under deliberation.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time:

Bill No. 108. — An Act respecting a gift to La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet;

Bill No. 110.—An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest;

Bill No. 111.— An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac;

Bill No. 182.— An Act respecting the city of Côte Saint-Luc.

On motion of Mr Levesque, the Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit immediately in Room 91 "A", and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

Mr Levesque gave the following notice:

Tuesday, June 3rd 1975, the following Select Standing Committees will sit at ten-fifteen o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siègera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de la justice siègera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siègera pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique budgétaire qui, parce qu'elle contient des allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste. »

Par M. Bellemare (Johnson):

« *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation. »

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garneau.

A douze heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Aujourd'hui, vendredi 30 mai 1975, à douze heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Giasson, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Garneau, le

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit to consider the estimates of the Department of Justice.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit to consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

"*That* the Assembly do censure the government for having introduced a budgetary policy which will be insufficiently expansionist, because it contains an artificially inflated form of tax relief."

By Mr Bellemare (Johnson):

"*That* the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation."

The debate was adjourned on motion of Mr Garneau.

At ten minutes past twelve o'clock noon, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

Today, Friday, May 30th 1975, at twelve-fifteen o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Giasson, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Garneau, the De-

représentant du Premier ministre, de M. Burns, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 35 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public;
- 108 Loi concernant une donation à La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet;
- 110 Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest;
- 111 Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac;
- 182 Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

legate of the Prime Minister, of Mr Burns, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 35 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service;
- 108 An Act respecting a gift to La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet;
- 110 An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest;
- 111 An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac;
- 182 An Act respecting the city of Côte Saint-Luc.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 3 juin 1975

Quinze heures

M. Levesque propose:

Que l'ordre de deuxième lecture ainsi que la première lecture du projet de loi no 33, « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction », adoptés le 16 mai 1975, soient révoqués.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Tuesday, June 3rd 1975

Three o'clock P.M.

Mr Levesque moved:

That the Order for the second reading of bill No. 33, "Building Contractors Vocational Qualification Act", be rescinded, and that the first reading of the bill adopted on May 16th 1975, be rescinded.

The motion was adopted on the following vote:

POUR - YEAS: M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Simard, Springate, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.— 78.

CONTRE - NAYS: 0.

Un nouveau projet de loi no 33, « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction » (*Réimpression*), est présenté par M. Levesque, pour M. Cournoyer, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Saint-Pierre:

Rapport annuel du Conseil de la politique scientifique du Québec, pour l'année 1973/74.

(*Document de la session no 101.*)

Par M. Forget:

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'année 1974.

(*Document de la session no 102.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration siège au Salon Rouge, immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, aux fins d'entendre les représentants des associations relativement aux recommandations du rapport Cliche, et la Commission de la justice siège à la salle 81 "A", en même temps, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

M. Levesque donne avis que lorsque le ministre des finances aura exercé son droit de réplique sur le discours du budget, le vote sur les deux motions de censure et sur la motion du ministre des finances, proposant l'approbation de la politique budgétaire du gouvernement, sera retardé jusqu'à dix-sept heures quarante-cinq minutes et dans l'interval, la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera à la Salle 91 "A" pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

A new bill No. 33, "Building Contractors Vocational Qualification Act" (*Reprint*), was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Cournoyer, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Saint-Pierre:

Annual report of the Scientific Policy Council of Québec, for 1973/74.

(*Sessional Papers, No. 101.*)

By Mr Forget:

Annual report of the Québec Pension Board, for 1974.

(*Sessional Papers, No. 102.*)

On motion of Mr Levesque, the Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit immediately in the Red Room, and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the purpose of hearing the representatives of associations concerning the recommendations contained in the Cliche report, and at the same time, the Committee on Justice will sit in Room 81 "A", to consider the estimates of the Department of Justice.

Mr Levesque gave notice that when the Minister of Finance had availed himself of his right of reply on the budget speech, the vote on the two motions of non-confidence and on the motion by the Minister of Finance, proposing the approval of the budgetary policy of the government, would be postponed until five forty-five o'clock P.M., and in the interval, the Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs would sit in Room 91 "A" to consider the estimates of the Department of the Executive Council.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Morin:

" *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique budgétaire qui, parce qu'elle contient des allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste. "

Par M. Bellemare (Johnson):

" *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation. ",

Le débat est terminé.

A seize heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

A dix-sept heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion suivante de M. Morin:

" *Que* cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir présenté une politique budgétaire qui, parce qu'elle contient des allègements fiscaux artificiellement gonflés, sera insuffisamment expansionniste. "

Ladite motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:— MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charon, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson. - 9.

CONTRE—NAYS:— Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Levesque, Ma-

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motions of non-confidence:

By Mr Morin:

" *That* the Assembly do censure the government for having introduced a budgetary policy which will be insufficiently expansionist, because it contains an artificially inflated form of tax relief."

By Mr Bellemare (Johnson):

" *That* the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation."

The debate was terminated.

At four-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly suspended its sitting until five forty-five o'clock P.M.

At five forty-five o'clock P.M., the Assembly resumed its sitting.

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the following motion by Mr Morin:

" *That* the Assembly do censure the government for having introduced a budgetary policy which will be insufficiently expansionist, because it contains an artificially inflated form of tax relief."

The said motion was then rejected on the following division:

l'épart, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 68.

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion suivante de M. Bellemare (Johnson):

« *Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son impuissance à diminuer le fardeau fiscal du contribuable québécois face à l'inflation.* »

Ladite motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR YEAS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charon, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson. 9.

CONTRE--NAYS: Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 72.

L'Assemblée procède alors à la mise aux voix de la motion principale de M. Garneau, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Ladite motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR YEAS: Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 73.

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the following motion by Mr Bellemare (Johnson):

“*That the Assembly do censure the government for its inability to genuinely lighten the tax burden of the Québec taxpayer in the face of inflation.*”

The said motion was then rejected on the following division:

The Assembly then proceeded with the putting to the vote of the main motion by Mr Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

The said motion was adopted on the following division:

CONTRE NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson. 9.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront aujourd'hui à partir de vingt heures quinze minutes jusqu'à vingt-trois heures et demain à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

A la Salle 81 "A":

La Commission de la justice siégera pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

A la Salle 91 "A":

La Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siégera ce soir pour l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif, et demain, ladite commission étudiera les crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

A dix-huit heures quatre minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit this evening at eight-fifteen o'clock until eleven o'clock and tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit to consider the estimates of the Department of Labour and Manpower.

In Room 81 "A":

The Committee of Justice will sit to consider the estimates of the Department of Justice.

In Room 91 "A":

The Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit this evening to consider the estimates of the Department of the Executive Council, and tomorrow the said Committee will consider the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

At four minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 4 juin 1975
Quinze heures

M. Levesque propose:

Que la Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège à la Salle 81 « A », immédiatement et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour terminer l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif, et ensuite pour terminer l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR -- YEAS: -- MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pelletier, Pepin, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault, -- 79.

CONTRE-- NAYS: --0.

Wednesday, June 4th 1975
Three o'clock P.M.

Mr Levesque moved:

That the Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs do sit immediately in Room 81 "A", and do continue to sit until such time as it decides to adjourn, to complete the consideration of the estimates of the Department of the Executive Council, and afterwards to complete the consideration of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

The motion was adopted on the following vote:

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Burns propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son refus de remplacer le ministre actuel du Travail et de la Main-d'Oeuvre, qui a lui-même avoué son incapacité à faire observer les lois régissant les relations de travail dans l'industrie de la construction, par une personne capable de mettre en oeuvre les réformes préconisées par la Commission Cliche.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charbon, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson. 9.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Curnoyer, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Malouin, Marchand, Massicotte, Ostiguy, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 65.

M. Levesque donne l'avis suivant:

La Commission élue permanente des Affaires sociales siégera demain à la Salle 81 "A", à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour terminer l'étude des crédits de ce ministère.

A dix-huit heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In accordance with Standing Order 24, Mr Burns moved:

That the Assembly do censure the government for its refusal to replace the present Minister of Labour and Manpower, who has admitted his own inability to enforce the laws governing labour relations in the construction industry, by a person capable of putting into effect the reforms recommended by the Cliche Commission.

And a debate arising on this motion.

The motion was then rejected on the following division:

Mr Levesque gave the following notice:

The Select Standing Committee on Social Affairs will sit tomorrow in Room 81 "A" at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, to complete the consideration of the estimates of such Department.

At ten minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 5 juin 1975*Quinze heures*

Conformément à l'article 130 du règlement, M. Levesque, pour M. Garneau, dépose le rapport groupant les rapports des Commissions élues permanentes, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1975/76 de chacun des ministères du gouvernement du Québec.

(Document de la session no 103.)

Le projet de loi no 36, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux », est présenté par M. Forget.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR YEAS:— Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Galianne, Giasson, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vallières, Veilleux, Verreault. 75.

CONTRE — NAYS:—0.

Thursday, June 5th 1975*Three o'clock P.M.*

In accordance with Standing Order 130, Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, tabled the report grouping the reports of the Select Standing Committees, which examined the estimates of the main budget for the 1975/76 fiscal year of each one of the Departments of the government of Québec.

(Sessional Papers, No. 103.)

Bill No. 36, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", was introduced by Mr Forget.

Mr Forget moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi no 36 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi no 37, « Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales », est présenté par M. Forget, lu la première fois après division des voix et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi no 39, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments », est présenté par M. Toupin, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Lalonde dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'année 1974/75.
(Document de la session no 104.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport groupant les rapports des Commissions élues permanentes, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1975/76 de chacun des ministères du gouvernement du Québec, est pris en considération.

M. Levesque, pour M. Garneau, propose que ledit rapport soit adopté.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors mise aux voix.

Sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms est remis à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 11, « Loi sur le crédit forestier ».

M. Drummond informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Bill No. 36 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 37, "An Act to amend the Social Affairs Commission Act", was introduced by Mr Forget, read the first time on division and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 39, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", was introduced by Mr Toupin, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Lalonde tabled the following document:

Annual report of the Québec Interprofessional Council, for 1974/75.
(Sessional Papers, No. 104.)

With the unanimous consent of the Assembly, the report grouping the reports of the Select Standing Committees, which examined the estimates of the main budget for the 1975/76 fiscal year for each one of the Departments of the government of Québec, was taken into consideration.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Garneau, that the said report be adopted.

And a debate arising on this motion.

The motion was then put to the vote.

On motion of Mr Levesque, the taking down of the names was postponed until five forty-five o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 11, "Forestry Credit Act".

Mr Drummond informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Drummond propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Drummond moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lessard.

The debate was adjourned on motion of Mr Lessard.

A dix-sept heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Levesque, pour M. Garneau, proposant que le rapport groupant les rapports des Commissions élues permanentes, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1975/76 de chacun des ministères du gouvernement du Québec, soit adopté.

At five forty-five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, proposing that the report grouping the reports of the Select Standing Committees, which examined the estimates of the main budget for the 1975/76 fiscal year for each one of the Departments of the government of Québec, be adopted.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR YEAS: MM./Messrs Assad, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Gallienne, Giasson, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault. 71.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque, pour M. Garneau, présente en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi no 40, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public ».

Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 40, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service".

M. Levesque, pour M. Garneau, propose que ledit projet de loi soit lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Garneau, that the said bill be read the first, second and the third time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Gallienne, Giasson, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault. 71.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 40 est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Bill No. 40 was accordingly read the first, second and the third time.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Drummond, proposant que le projet de loi no 11, « Loi sur le crédit forestier », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Drummond, proposing that bill No. 11, "Forestry Credit Act", be now read the second time.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 11 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts.

On motion of Mr Levesque, bill No. 11 was referred, for section by section examination, to the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests.

M. Tetley propose que le projet de loi no 14, « Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement », soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Tetley moved that bill No. 14, "An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 14 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée siégera à dix heures, jeudi le 12 juin 1975.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 10 juin 1975, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera au Salon Rouge, à partir de dix heures quinze minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi no 11, «Loi sur le crédit forestier».

Jeudi, le 12 juin 1975, la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siégera à la Salle 81 «A», après les affaires courantes, pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 112.—Loi concernant Reliure Gala Inc.—Gala Bookbinding Inc.;

Projet de loi no 115.—Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Projet de loi no 118.—Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Projet de loi no 119. Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Projet de loi no 171. Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Projet de loi no 178.—Loi concernant SEG Inc.;

Projet de loi no 186.—Loi concernant Estimaerville Land Inc.

On motion of Mr Levesque, bill No. 14 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Assembly will sit at ten o'clock A.M. on Thursday, June 12th 1975.

Mr Levesque gave the following notice:

Tuesday, June 10th 1975, the Select Standing Committee on Natural Resources and Land and Forests will sit in the Red Room at ten-fifteen o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn, for the section by section examination of bill No. 11, "Forestry Credit Act".

Thursday, June 12th 1975, the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit in Room 81 "A" following Routine Business, for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 112. —An Act respecting Gala Bookbinding Inc.—Reliure Gala Inc.;

Bill No. 115.—An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Bill No. 118. —An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Bill No. 119. An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Bill No. 171.—An Act to incorporate the *Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec*;

Bill No. 178.—An Act respecting SEG Inc.;

Bill No. 186.—An Act respecting Estimaerville Land Inc.

A vingt-deux heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At ten-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 6 juin 1975*Dix heures*

M. Levesque propose:

Que le délai pour le dépôt des projets de loi privés au secrétariat des commissions soit porté au 11 juin 1975 et que les projets de loi privés déposés avant cette date soient considérés comme ayant été déposés avant le jour de l'ouverture de la session.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bérard, Bienvenu, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux. 69.

CONTRE—NAYS: -0.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 16, « Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives ».

Friday, June 6th 1975*Ten o'clock A.M.*

Mr Levesque moved:

That the delay for the filing of Private Bills with the secretariat of committees be extended until June 11th 1975 and that the Private Bills filed prior to such date be considered as having been filed before the day of the opening of the session.

The motion was adopted on the following vote:

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 16. "An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act".

M. Tetley informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de M. Roy.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 16 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives.

M. Forget propose que le projet de loi no 36, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 36 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires sociales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 37, « Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales ».

M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Tetley informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tetley moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Mr Roy dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 16 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Co-operatives.

Mr Forget moved that bill No. 36, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 36 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Social Affairs.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 37, "An Act to amend the Social Affairs Commission Act".

Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 37 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires sociales.

Aujourd'hui, vendredi 6 juin 1975, à douze heures quarante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Ostiguy, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Harvey (Charlesbourg), et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

14 Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement;

40 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.

A treize heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Forget moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 37 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Social Affairs.

Today, Friday, June 6th 1975, at forty minutes past twelve o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Ostiguy, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Harvey (Charlesbourg), and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

14 An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*;

40 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 10 juin 1975*Quinze heures*

M. Caron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a siégé les 21, 22, 23, 28 et 29 janvier 1975 ainsi que le 4 février 1975, afin d'entendre les explications des autorités responsables de la tenue des jeux olympiques, quant au coût de ces jeux et à leur autofinancement.

(Document de la session no 105.)

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 176.—Loi concernant la ville de Val d'Or;

Projet de loi no 190.—Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay;

Projet de loi no 191.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

Tuesday, June 10th 1975*Three o'clock P.M.*

Mr Caron, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which sat on January 21st, 22nd, 23rd, 28th and 29th 1975, and also on February 4th 1975, for the purpose of hearing the explanations of the persons responsible for the holding of the Olympic Games, as regards the cost of such Games and also their self-financing.

(Sessional Papers, No. 105.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 176.—An Act respecting the town of Val d'Or;

Bill No. 190.—An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay;

Bill No. 191.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act.

Projet de loi no 192.—Loi concernant Le Développement des Îles Carillon Inc.

(Document de la session no 106.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Tetley:

Projet de loi no 6.—Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains.

Par M. Lalonde:

Projet de loi no 32.—Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions.

Le projet de loi no 91, « Loi du Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean », est présenté par M. Lachance, pour M. Harvey (Dubuc), et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 91 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Kennedy:

Projet de loi no 190.—Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay.

Par M. Picard:

Projet de loi no 191.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

Par M. Lacroix, pour M. Desjardins:

Projet de loi no 192.—Loi concernant Le Développement des Îles Carillons Inc.

Bill No. 192.—An Act respecting The Carillon Islands Development Inc.

(Sessional Papers, No. 106.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Tetley:

Bill No. 6.—An Act respecting the protection of buyers of new houses and land.

By Mr Lalonde:

Bill No. 32.—An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code.

Bill No. 91, "An Act respecting the "Collège Régional du Saguenay — Lac Saint-Jean", was introduced by Mr Lachance, on behalf of Mr Harvey (Dubuc), and read the first time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 91 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications.

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Kennedy:

Bill No. 190.—An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay.

By Mr Picard:

Bill No. 191.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act.

By Mr Lacroix, on behalf of Mr Desjardins:

Bill No. 192.—An Act respecting The Carillon Islands Development Inc.

Sur la motion de M. Levesque, les règles de pratique concernant les commissions parlementaires sont suspendues et lesdits projets de loi privés sont déferés pour étude, article par article, aux commissions élues permanentes appropriées suivantes:

Les projets de loi privés nos 190 et 191 sont déferés à la Commission des affaires municipales et le projet de loi privé no 192 est déferé à la Commission des institutions financières, compagnies et coopératives qui siégera le 12 juin 1975, à onze heures, à la Salle 81 « A ».

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Hardy:

Copie de toute la correspondance et autres documents échangés entre le ministère des Affaires culturelles et le gouvernement fédéral, depuis 1962, concernant l'industrie du cinéma et la production de films.

(Document de la session no 107.)

Par M. Parent (Hull):

Copies des documents échangés entre la société E.B. Eddy ou la société George Weston, la Commission de la capitale nationale et le ministre d'État aux Affaires urbaines, concernant la disposition ultime des biens restants de la société E.B. Eddy à Hull et les intentions de ladite société de réimplanter ses installations dans la région immédiate de Hull.

(Document de la session no 108.)

Par M. Cournoyer:

Copie du rapport présenté à M. Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, par M. Gilles Laporte, médiateur spécial, concernant le conflit 1974/

On motion of Mr Levesque, the Rules of Procedure respecting the Parliamentary Committees were suspended and the said Private Bills were referred for section by section examination to the following appropriate Select Standing Committees for consideration:

Private Bills Nos. 190 and 191 were referred to the Committee on Municipal Affairs and Private Bill No. 192 was referred to the Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which will sit on June 12th 1975, at eleven o'clock A.M., in Room 81 "A".

The following documents were tabled:

By Mr Hardy:

Copies of any correspondence and other papers exchanged between the Department of Cultural Affairs and the federal government since 1962, concerning the moving picture industry and the producing of motion pictures.

(Sessional Papers No. 107.)

By Mr Parent (Hull):

Copies of the the documents exchanged between the firm of E.B. Eddy or George Weston, the National Capital Commission and the Minister without Portfolio for Urban Affairs, concerning the final disposal of the assets of the firm of E.B. Eddy in Hull, and the intentions of the said firm to reestablish its operations in the immediate vicinity of Hull.

(Sessional Papers, No. 108.)

By Mr Cournoyer:

Copy of the report presented to Mr Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, by Mr Gilles Laporte, special mediator, concerning the 1974/75 dispute at the United

75 à la compagnie United Aircraft du Canada Limitée, de Longueuil.

(Document de la session no 109.)

M. Levesque propose:

Que la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier, article par article, le projet de loi no 11, « Loi sur le crédit forestier ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR/YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—78.

CONTRE/NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma ».

M. Hardy informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Hardy propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives siège

Aircraft of Canada Company Limited, in Longueuil.

(Sessional Papers, No. 109.)

Mr Levesque moved:

That the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests do sit immediately in the Red Room for the session by section examination of bill No. 11, "Forestry Credit Act".

The motion was adopted on the following vote:

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 1, "An Act respecting the cinema".

Mr Hardy informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Hardy moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the debate was suspended.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit

immédiatement à la Salle 81 « A » pour étudier, article par article, le projet de loi no 16, « Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives ».

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Hardy, proposant que le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma », soit maintenant lu la deuxième fois.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le débat est suspendu.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires sociales siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 36.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

Projet de loi no 37.—Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Hardy, proposant que le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR/YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Beauregard, Bellemare (Rosemont), Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dufour, Faucher, Forget, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Houde (Limouilou),

immediately in Room 81 "A" for the section by section examination of bill No. 16," An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act".

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Hardy, proposing that bill No. 1, "An Act respecting the cinema", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, the debate was suspended.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in the Red Room for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 36.—An Act to amend the Act respecting health services and social services;

Bill No. 37.—An Act to amend the Social Affairs Commission Act.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Hardy, proposing that bill No. 1, "An Act respecting the cinema", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

Kennedy, Lachance, Lacroix, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Picard, Pilote, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay.—48.

CONTRE/NAYS:—MM./Messrs Burns, Charron, Lessard, Morin.—4.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 1 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui siégera au Salon Rouge dès que la Commission élue permanente des affaires sociales aura terminé ses travaux.

On motion of Mr Levesque, bill No. 1 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which will sit in the Red Room as soon as the Select Standing Committee on Social Affairs has terminated its work.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mr Levesque gave the following notice:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront demain à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma ».

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the section by section examination of bill No. 1, "An Act respecting the cinema".

A la Salle 81 « A »:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera aux fins d'entendre les représentants des associations représentatives relativement aux recommandations du rapport Cliche.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the purpose of hearing the representatives of associations concerning the recommendations contained in the Cliche report.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 33, « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 33, "Building Contractors Vocational Qualification Act".

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

A vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 11 juin 1975
Quinze heures

Wednesday, June 11th 1975
Three o'clock P.M.

M. Boudreault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires sociales qui a siégé les 26 et 27 février 1975 ainsi que le 4 mars 1975, aux fins d'entendre les représentants des organismes intéressés au projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique ».

(Document de la session no 110.)

Mr Boudreault, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Social Affairs which sat on February 26th and 27th 1975 and also on March 4th 1975, for the purpose of hearing the representatives of the organizations interested in bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act".

(Sessional Papers, No. 110.)

Le projet de loi no 5, « Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles », est présenté par M. Toupin, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 5, "An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations", was introduced by Mr Toupin, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Mr Garneau tabled the following document:

Rapport de M. Roger Morin, c.a. sur la vérification des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974.

(Document de la session no 111.)

Report by Mr Roger Morin, C.A. on the audit of the accounts relating to the Auditor-General, for the fiscal year ended March 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 111.)

M. Levesque propose:

Mr Levesque moved:

Que la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des

That the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communi-

communications siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier, article par article, le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

cations do sit immediately in the Red Room for the section by section examination of bill No. 1, "An Act respecting the cinema".

The motion was adopted on the following vote:

POUR — YEAS:— MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—94.

CONTRE— NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. La Sûreté du Québec assure-t-elle la protection des membres du Conseil exécutif?
2. Dans l'affirmative, quel est le nombre d'agents affectés à cette surveillance?
3. Dans la négative, quelles sont les agences de sécurité qui assument cette fonction depuis le 1er janvier 1970?
4. L'Agence Canadiana a-t-elle déjà assumé une telle fonction?

Réponse par M. Choquette:

La réponse a été donnée en commission parlementaire le 3 juin 1975 lors de l'étude des crédits du ministère de la Justice.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de centres d'accueil pour l'hébergement de personnes âgées ont été inaugurés pour les années 1972/73, 1973/74 et 1974/75?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Does the Québec Provincial Police Force provide protection for the members of the Executive Council?
2. If so, how many policemen are provided for such duty?
3. If not, what security agencies have been carrying out this duty since January 1st 1970?
4. Has the Agence Canadiana ever carried out this duty?

Answer by Mr Choquette:

The answer was given in Parliamentary Committee on June 3rd 1975 during the examination of the estimates of the Department of Justice.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many reception centres for the lodging of aged persons were opened in 1972/73, 1973/74 and 1974/75?

2. Dans chaque cas, quels sont:

- a) la date d'inauguration;
- b) le nombre de lits;
- c) l'adresse;
- d) le nom du directeur;
- e) la liste du personnel;
- f) le prix total de l'investissement;

g) la contribution fédérale et la contribution provinciale?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 112.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien de temps ont duré les négociations qui ont conduit à l'achat de l'Île Anticosti?

2. Au cours de ces négociations, quels étaient les nom, profession et fonction des personnes qui ont représenté le gouvernement de la province et la Consolidated Bathurst Limited?

3. Y a-t-il eu un protocole d'entente?

4. Dans l'affirmative, quelle en est la teneur?

5. Y a-t-il eu contrat entre les deux parties à la conclusion des négociations?

6. Dans l'affirmative, quel est le nom du notaire qui a préparé l'acte et le montant des honoraires qui lui ont été payés ou qui doivent lui être payés?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 113.)

2. In each case:

- (a) what was the date of the opening;
- (b) what is the number of beds;
- (c) what is the address;
- (d) what is the name of the director;
- (e) what are the names of the employees;
- (f) what is the total amount of the investment;
- (g) what was the amount of the federal and provincial contributions?

On motion of Mr Levesque, —

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Forget tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 112.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How much time was taken up by the negotiations which led to the purchase of Anticosti Island?

2. During such negotiations, what were the names, professions and duties of the persons who represented the government of the province and Consolidated Bathurst Limited?

3. Was an agreement made?

4. If so, what are its terms?

5. Was any contract made between the two parties at the conclusion of the negotiations?

6. If so, what was the name of the notary who prepared the deed, and the amount of the fees paid to him or which are owed to him?

On motion of Mr Levesque, —

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 113.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy:

1. Combien de propriétaires fonciers ont acheté de la Couronne les terrains compris dans la réserve des trois chaînes pour chacune des années de 1950/51 à 1973/74?

2. Quels sont les nom et adresse de ces acheteurs et le montant qui fut payé par chacun d'eux et ce, pour chacune des années mentionnées ci-haut?

3. Combien de compagnies forestières, de clubs privés ou publics ont acheté les terrains compris dans la réserve des trois chaînes?

Sur la motion de M. Levesque, il est

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Drummond, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 114.)

Sur la motion de M. Charron, il est

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute la correspondance et autres documents échangés entre le ministère des Affaires culturelles et le gouvernement fédéral, depuis 1962, concernant l'industrie du cinéma et la production de films.

M. Hardy dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(Document de la session no 115.)

Sur la motion de M. Lessard, il est

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

La liste des propriétaires de parcs d'engraissement qui ont été classés éligibles à une tranche globale de \$306,000.00 de la dernière subvention destinée à supporter l'industrie du boeuf, la date exacte de la mise sur pied ou de l'incorporation de chacun de ces parcs,

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Roy:

1. For each year from 1950/51 to 1973/74, how many ground landlords purchased land contained within the reserve of three chains from the Crown?

2. What are the names and addresses of such purchasers, and what amount was paid by each one in each of the above-mentioned years?

3. How many forestry companies or public or private clubs purchased land contained within the reserve of three chains?

On motion of Mr Levesque,

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Drummond.

(Sessional Papers, No. 114.)

On motion of Mr Charron,

Ordered, that there be laid before the House:

Copies of any correspondence and other papers exchanged between the Department of Cultural Affairs and the federal government since 1962, concerning the moving picture industry and the producing of motion pictures.

Mr Hardy tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 115.)

On motion of Mr Lessard, -

Ordered, that there be laid before the House:

A list of the proprietors of fattening parks who were classified as being eligible for an overall portion of \$306,000.00 of the last grant provided to support the beef industry, the exact date of the setting up of the incorporation of each of such parks, together with

ainsi que le total du montant dont chaque pare a bénéficié à l'occasion du versement de cette subvention.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(*Document de la session no 116.*)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront demain à partir de onze heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera aux fins d'entendre les représentants des associations représentatives relativement aux recommandations du rapport Cliche.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des institutions financières, compagnies et coopératives siégera pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 112. Loi concernant Reliure Gala Inc. Gala Bookbinding Inc.;

Projet de loi no 115. Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Projet de loi no 118. Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Projet de loi no 119. Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Projet de loi no 171. Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Projet de loi no 178.—Loi concernant SEG Inc.;

Projet de loi no 186.—Loi concernant Estimauville Land Inc.;

the total amount from which it benefited when such grant was paid.

Mr Toupin tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 116.*)

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit tomorrow at eleven o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the purpose of hearing the representatives of associations concerning the recommendations contained in the Cliche report.

In Room 81 "A":

The Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 112.—An Act respecting Gala Bookbinding Inc.—Reliure Gala Inc.;

Bill No. 115. An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Bill No. 118. An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Bill No. 119.—An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Bill No. 171. An Act to incorporate the Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Bill No. 178. An Act respecting SEG Inc.;

Bill No. 186. An Act respecting Estimauville Land Inc.;

Projet de loi no 192. Loi concernant Le Développement des Îles Carillon Inc.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cournoyer proposant que le projet de loi no 33, « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction » (*Réimpression*), soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 33 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 2. « Loi modifiant la Loi du crédit agricole ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Toupin.

A dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président.
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill. No. 192.—An Act respecting The Carillon Islands Development Inc.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Cournoyer proposing that bill No. 33, "Building Contractors Vocational Qualification Act" (*Reprint*), be now read the second time.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 33 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 2, "An Act to amend the Farm Credit Act".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Toupin moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Toupin.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 12 juin 1975

Dix heures

M. Boudreault, pour M. Bellemare (Rosemont), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires sociales qui a étudié après la deuxième lecture les projets de loi suivants:

Projet de loi no 36. — Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

Projet de loi no 37. — Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales.

Le projet de loi no 36 est rapporté sans amendement et le projet de loi no 37 est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 117.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Boudreault, pour M. Bellemare (Rosemont), ledit rapport est pris en considération et adopté.

Les projets de loi nos 36 et 37 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Thursday, June 12th 1975

Ten o'clock A. M.

Mr Boudreault tabled, on behalf of Mr Bellemare (Rosemont), the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Social Affairs which examined the following bills after second reading:

Bill No. 36. An Act to amend the Act respecting health services and social services:

Bill No. 37. An Act to amend the Social Affairs Commission Act.

Bill No. 36 was reported without amendment and bill No. 37 was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 117.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Boudreault, on behalf of Mr Bellemare (Rosemont), the said report was taken into consideration and adopted.

Bills Nos. 36 and 37 were ordered for third reading at the next sitting.

M. Bérard, pour M. Beauregard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives qui a étudié après la deuxième lecture, le projet de loi no 16, « Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 118.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bérard, pour M. Beauregard, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Le projet de loi no 16 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Bienvenue, pour M. Levesque, dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi no 180, « Loi concernant la ville de Longueuil ».

(Document de la session no 119.)

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Cloutier:

Rapport sur les subventions de fonctionnement aux universités, pour les années 1974/75 et 1975/76.

(Document de la session no 120.)

Par M. Tetley:

Rapport annuel du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 121.)

Copie d'un télégramme, en date du 11 juin 1975, adressé à M. William Tetley, ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, par M. Charles Moreau, du Bureau d'Assurance du Canada, concernant les restrictions du marché par les assureurs.

(Document de la session no 122.)

Mr Bérard tabled, on behalf of Mr Beauregard, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which examined bill No. 16, "An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act", following second reading.

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 118.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bérard, on behalf of Mr Beauregard, the said report was taken into consideration and adopted.

Bill No. 16 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Bienvenue tabled, on behalf of Mr Levesque, the report of the Law Clerk of the National Assembly on bill No. 180, "An Act respecting the City of Longueuil".

(Sessional Papers, No. 119.)

The following documents were tabled:

By Mr Cloutier:

Report on the operating grants given to the universities, for 1974/75 and 1975/76.

(Sessional Papers, No. 120.)

By Mr Tetley:

Annual report of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 121.)

A copy of a telegram, dated June 11th 1975, sent to Mr William Tetley, Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, by Mr Charles Moreau, of the Insurance Bureau of Canada, concerning the market restrictions by the insurers.

(Sessional Papers, No. 122.)

Du consentement unanime de l'Assemblée,
M. Bienvenue, pour M. Levesque, propose:

*Que les commissions élues permanentes
suivantes siègent immédiatement:*

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications pour étudier, article par article, le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma »;

A la Salle 81 « A »:

La Commission des institutions financières, compagnies et coopératives pour étudier, article par article, les projets de loi privés nos 112, 115, 118, 119, 171, 178, 186 et 192;

A la Salle 91 « A »:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, aux fins d'entendre la F.T.Q. relativement aux recommandations du rapport Cliche.

La motion est adoptée, les voix données
étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Mailoux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 2, « Loi modifiant la Loi du crédit agricole », soit maintenant lu la deuxième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bienvenue moved, on behalf of Mr Levesque:

That the following Select Standing Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications for the section by section examination of bill No. 1, "An Act respecting the cinema";

In Room 81 "A":

The Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the section by section examination of Private Bills Nos. 112, 115, 118, 119, 171, 178, 186 and 192;

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration, for the purpose of hearing the Q.F.L. concerning the recommendations contained in the Cliche Report.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 2, "An Act to amend the Farm Credit Act", be now read the second time.

A treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 195, « Loi concernant la Ville de Jonquière », est présenté par M. Pilote et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 195 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 2, « Loi modifiant la Loi du crédit agricole », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 2 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'agriculture.

Sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 4, « Loi modifiant la Loi du prêt agricole », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 4 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'agriculture.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, the debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 195, "An Act respecting the City of Jonquière", was introduced by Mr Pilote and read the first time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 195 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 2, "An Act to amend the Farm Credit Act", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 2 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Agriculture.

On motion of Mr Toupin, bill No. 4, "An Act to amend the Farm Loan Act", was read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 4 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Agriculture.

M. Toupin propose que le projet de loi no 3, « Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 3 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'agriculture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 5, « Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Toupin, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 5 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'agriculture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 22, « Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Toupin moved that bill No. 3, "An Act to amend the Farm Improvement Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 3 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Agriculture.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 5, "An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

On motion of Mr Toupin, the said bill was read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 5 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Agriculture.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 22, "An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentaire".

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Toupin moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.	And a debate arising on this motion.
La motion est alors adoptée.	The motion was then adopted.
En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.	The said bill was accordingly read the second time.
Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 22 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'agriculture.	On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 22 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Agriculture.
M. Toupin propose que le projet de loi no 39, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments », soit maintenant lu la deuxième fois.	Mr Toupin moved that bill No. 39, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", be now read the second time.
Et un débat s'élève sur cette motion.	And a debate arising on this motion.
Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.	The debate was adjourned on motion of Mr Roy.
Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 7, « Loi modifiant la Loi de l'expropriation », est lu la deuxième fois.	On motion of Mr Mailloux, bill No. 7, "An Act to amend the Expropriation Act", was read the second time.
Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 7 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.	On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 7 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply.
A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.	At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.
<i>Vingt heures quinze minutes</i>	<i>Eight-fifteen o'clock P.M.</i>
M. le Président reprend le fauteuil.	Mr President took the Chair.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 39, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments », soit maintenant lu la deuxième fois.	The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 39, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", be now read the second time.
La motion est alors adoptée.	The motion was then adopted.
En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.	The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 39 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'agriculture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants:

Projet de loi no 25.—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer les centres hospitaliers et les centres d'accueil;

Projet de loi no 26.—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement;

Projet de loi no 28.—Loi sur les subventions aux municipalités de 15,000 habitants ou plus.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, lesdits projets de loi sont groupés pour étude.

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ces projets de loi.

M. Goldbloom propose que lesdits projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, lesdits projets de loi sont lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, les projets de loi nos 25, 26 et 28 sont envoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, rapportés et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Bienvenue, pour M. Levesque, donne l'avis suivant:

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 39 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Agriculture.

The Order of the Day being read for the second reading of the following bills:

Bill No. 25. —An Act to amend the Act to enable municipalities to tax hospital centres and reception centres;

Bill No. 26.—An Act to amend the Act to enable municipalities to tax certain educational establishments;

Bill No. 28. —An Act respecting grants to municipalities of 15,000 inhabitants or more.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, the said bills were grouped together for consideration.

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended these bills to their consideration.

Mr Goldbloom moved that the said bills be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bills were accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bills Nos. 25, 26 and 28 were committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Bienvenue gave the following notice, on behalf of Mr Levesque:

Mardi le 17 juin 1975, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures quarante-cinq minutes jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 33, « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction » (*Réimpression*).

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 2.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi no 3. Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi no 4.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole;

Projet de loi no 5.—Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;

Projet de loi no 22.—Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire;

Projet de loi no 39. —Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 91, « Loi du Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean ».

Tuesday, June 17th 1975, the following Select Standing Committees will sit at ten forty-five o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 33, "Building Contractors Vocational Qualification Act" (*Reprint*).

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 2.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill No. 3.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill No. 4.—An Act to amend the Farm Loan Act;

Bill No. 5.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations;

Bill No. 22.—An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentaire";

Bill No. 39.—An Act to amend the Agricultural Products and Food Act.

In Room 91 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit for the section by section examination of bill No. 91, "An Act respecting the "Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean".

Mardi le 17 juin 1975, après les affaires courantes, la Commission élue permanente des affaires municipales siégera à la Salle 81 « A » pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 190. Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay;

Projet de loi no 191.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 195.—Loi concernant la Ville de Jonquière.

A vingt-deux heures quarante minutes, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Tuesday, June 17th 1975, following Routine Business, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A" for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 190.—An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay;

Bill No. 191. — An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Bill No. 195.—An Act respecting the City of Jonquière.

At forty minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until next Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 17 juin 1975
Quinze heures

Tuesday, June 17th 1975
Three o'clock P.M.

M. Bérard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma ».

Mr Bérard, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 1, "An Act respecting the cinema", following second reading.

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.
(Document de la session no 123.)

The said bill was reported with amendments.
(Sessional Papers, No. 123.)

Le projet de loi no 41, « Loi modifiant la Loi de la Commission municipale du Québec », est présenté par M. Goldbloom.

Bill No. 41, "An Act to amend the Québec Municipal Commission Act", was introduced by Mr Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR — YEAS: M. / Mr Assad, Mlle / Miss Bacon, MM. / Messrs Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart,

Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Toupin, Tremblay, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Tetley.—1.

En conséquence, le projet de loi no 41 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Goldbloom, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi no 42.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.

Projet de loi no 43.—Loi modifiant le Code municipal;

Projet de loi no 45.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Desjardins, pour M. Houde (Abitibi-Est):

Projet de loi no 102.—Loi concernant la ville de Malartic;

Projet de loi no 176.—Loi concernant la ville de Val d'Or.

Par M. Déom:

Projet de loi no 180.—Loi concernant la ville de Longueuil.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi nos 102, 176 et 180 sont déferés pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues.

Bill No. 41 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced by Mr Goldbloom, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code;

Bill No. 45.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act.

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Desjardins, on behalf of Mr Houde (Abitibi-East):

Bill No. 102.—An Act respecting the town of Malartic;

Bill No. 176.—An Act respecting the town of Val d'Or.

By Mr Déom:

Bill No. 180.—An Act respecting the City of Longueuil.

On motion of Mr Levesque, bills Nos. 102, 176 and 180 were referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Lalonde:

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 124.)

Par M. Choquette:

Rapports d'enquêtes au Procureur Général de la province de Québec, au sujet des incendies survenus dans la Ville de Montréal, entre le 31 octobre et le 3 novembre 1974 inclusivement.

(Document de la session no 125.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 126.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siège pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi no 4.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole;

Projet de loi no 5.—Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;

Projet de loi no 22.—Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire;

Projet de loi no 39.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments.

The following documents were tabled:

By Mr Lalonde:

Annual report of the Order of Optometrists of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 124.)

By Mr Choquette:

Reports submitted to the Attorney-General of the province of Québec, on the inquiries into the fires which took place in the City of Montreal, between October 31st and November 3rd 1974, inclusively.

(Sessional Papers, No. 125.)

By Mr Mailloux:

Annual report of the Department of Transport, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 126.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 3.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill No. 4.—An Act to amend the Farm Loan Act;

Bill No. 5.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations;

Bill No. 22.—An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentaire";

Bill No. 39.—An Act to amend the Agricultural Products and Food Act.

A la Salle 81 « A »:

La Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège pour terminer l'étude, article par article, du projet de loi no 91, « Loi du Collège régional du Saguenay — Lac St-Jean » et, à dix-sept heures, la Commission des affaires municipales siègera à la même salle pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 190.—Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay;

Projet de loi no 191.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 195.—Loi concernant la Ville de Jonquière.

Sur la motion de M. Lalonde, le projet de loi no 32, « Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 32 est déposé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des corporations professionnelles.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 6, « Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains ».

M. Tetley informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tetley propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

In Room 81 "A":

The Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit to terminate the section by section examination of bill No. 91, "An Act respecting the "Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean", and at five o'clock P.M. the Committee on Municipal Affairs will sit in the same room for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 190.—An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay;

Bill No. 191.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Bill No. 195.—An Act respecting the City of Jonquière.

On motion of Mr Lalonde, bill No. 32, "An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 32 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Professional Corporations.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No 6, "An Act respecting the buyers of new houses and land".

Mr Tetley informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tetley moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 6 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives.

M. Cournoyer propose que le projet de loi no 27, « Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 27 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 19, « Loi modifiant la Loi sur les impôts ».

M. Harvey (Jonquière) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Harvey (Jonquière) propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

On motion of Mr Levesque, bill No. 6 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Mr Cournoyer moved that bill No. 27, "An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 27 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No 19, "An Act to amend the Taxation Act".

Mr Harvey (Jonquière) informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Harvey (Jonquière) moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 19 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 19 juin 1975, la Commission élue permanente des affaires municipales siégera à la Salle 81 « A », à vingt heures quinze minutes, pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 102.—Loi concernant la ville de Malartic;

Projet de loi no 176.—Loi concernant la ville de Val d'Or;

Projet de loi no 180.—Loi concernant la ville de Longueuil.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de dix heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 27.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux;

Projet de loi no 33.—Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (*Réimpression*).

A la Salle 81 « A »:

La Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour étudier,

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 19 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue.

Mr Levesque gave the following notice:

Thursday, June 19th 1975, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit at eight-fifteen o'clock P.M. in Room 81 "A" for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 102.—An Act respecting the town of Malartic;

Bill No. 176.—An Act respecting the town of Val d'Or;

Bill No. 180.—An Act respecting the City of Longueuil.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 27.—An Act to amend the Industrial and Commercial Establishment Act;

Bill No. 33.—Building Contractors Vocational Qualification Act (*Reprint*).

In Room 81 "A":

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the section by

article par article, le projet de loi no 19, « Loi modifiant la Loi sur les impôts ».

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi no 4.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole;

Projet de loi no 5.—Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;

Projet de loi no 22.—Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire;

Projet de loi no 39.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments.

La Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement à la Salle 91 « A », pour étudier, article par article, le projet de loi no 7, « Loi modifiant la Loi de l'expropriation ».

A vingt et une heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

section examination of bill No. 19, "An Act to amend the Taxation Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 3.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill No. 4.—An Act to amend the Farm Loan Act;

Bill No. 5.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations;

Bill No. 22.—An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentaire";

Bill No. 39.—An Act to amend the Agricultural Products and Food Act.

The Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately in Room 91 "A" for the section by section examination of bill No. 7, "An Act to amend the Expropriation Act".

At nine-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 18 juin 1975*Quinze heures*

M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'agriculture qui a siégé les 26 et 27 février 1975, aux fins d'entendre les représentants des organismes intéressés à l'avant-projet de loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles et le règlement sur les viandes.

(Document de la session no 127.)

M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi no 91, « Loi du Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 128.)

M. Verreault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 7, « Loi modifiant la Loi de l'expropriation ».

Wednesday, June 18th 1975*Three o'clock P.M.*

Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Agriculture which sat on February 26th and 27th 1975, for the purpose of hearing the representatives of the organizations interested in the draft of the Act respecting farm income stabilization insurance and the regulations concerning meat.

(Sessional Papers, No. 127.)

Mr Bonnier, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 91, "An Act respecting the "Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean", following first reading.

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 128.)

Mr Verreault, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined bill No. 7, "An Act to amend the Expropriation Act", following second reading.

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 129.)

M. Levesque propose que le nom de M. Samson soit substitué à celui de M. Houde (Abitibi-Est) comme proposeur du projet de loi privé no 102, « Loi concernant la ville de Malartic ».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 46, « Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec », est présenté par M. Hardy, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bonnier, le rapport de la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié le projet de loi no 91, « Loi du Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean », est pris en considération et adopté.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Harvey (Dubuc), le projet de loi no 91 est lu la deuxième fois et envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Forget:

Rapports annuels 1974, des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux.

(Document de la session no 130.)

Par M. Cloutier:

Un document de travail sur la décentralisation du système scolaire, intitulé: « Vers un nouveau mode de fonctionnement du système d'enseignement élémentaire et secondaire au Québec ».

(Document de la session no 131.)

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 129.)

Mr Levesque moved that the name of Mr Houde (Abitibi-East) be replaced by that of Mr Samson as sponsor of Private Bill No. 102, "An Act respecting the town of Malartic".

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 46, "An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Assistance Act", was introduced by Mr Hardy, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bonnier the report of the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 91, "An Act respecting the "Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean", was taken into consideration and adopted.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Harvey (Dubuc), bill No. 91 was read the second time and referred for section by section examination to the Committee of the Whole.

The following documents were tabled:

By Mr Forget:

Annual reports of the activities of the regional health and social service councils, for 1974.

(Sessional Papers, No. 130.)

By Mr Cloutier:

A working paper on the decentralization of the educational system, entitled: "Towards a new method of operating the elementary and secondary educational system in the province of Québec".

(Sessional Papers, No. 131.)

M. Levesque propose:

Que la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège immédiatement à la Salle 81 "A", pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 27.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux;

Projet de loi no 33.—Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (*Réimpression*).

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—97.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des corporations professionnelles siège immédiatement à la Salle 91 "A", pour étudier, article par article, le projet de loi no 32, "Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions".

Sur la motion de M. Tetley, le projet de loi no 16, "Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives", est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 36, "Loi modifiant

Mr Levesque moved:

That the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 27.—An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act;

Bill No. 33.—Building Contractors Vocational Qualification Act (*Reprint*).

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately in Room 91 "A", for the section by section examination of bill No. 32, "An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code".

On motion of Mr Tetley, bill No. 16, "An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act", was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 36, "An Act to

la Loi sur les services de santé et les services sociaux ».

amend the Act respecting health services and social services”.

Sur la motion de M. Forget, l'ordre du jour qui vient d'être lu est révoqué; ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

On motion of Mr Forget, the Order of the Day which had just been read was rescinded; the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 37, « Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales ».

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 37, "An Act to amend the Social Affairs Commission Act".

Sur la motion de M. Forget, l'ordre du jour qui vient d'être lu est révoqué; ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

On motion of Mr Forget, the Order of the Day which had just been read was rescinded; the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Sur la motion de M. Goldbloom, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

On motion of Mr Goldbloom, the following bills were severally read the third time:

Projet de loi no 25.—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer les centres hospitaliers et les centres d'accueil;

Bill No. 25.—An Act to amend the Act to enable municipalities to tax hospital centres and reception centres;

Projet de loi no 26.—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement;

Bill No. 26. An Act to amend the Act to enable municipalities to tax certain educational establishments;

Projet de loi no 28.—Loi sur les subventions aux municipalités de 15,000 habitants ou plus.

Bill No. 28. - An Act respecting grants to municipalities of 15,000 inhabitants or more.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siégeront ce soir à vingt heures quinze minutes:

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit this evening at eight-fifteen o'clock:

A la Salle 81 « A »:

In Room 81 "A":

La Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

The Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of the following bills:

Projet de loi no 41. Loi modifiant la Loi de la Commission municipale du Québec:

Bill No. 41. An Act to amend the Québec Municipal Commission Act:

Projet de loi no 42.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi no 43.—Loi modifiant le Code municipal;

Projet de loi no 45. —Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.

A la Salle 91 « A »:

La Commission des corporations professionnelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 32, « Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions ».

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants:

Projet de loi no 41.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale du Québec;

Projet de loi no 42.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi no 43.—Loi modifiant le Code municipal.

Sur la motion de M. Levesque, lesdits projets de loi sont groupés pour étude.

M. Goldbloom propose que lesdits projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de M. Roy.

En conséquence, lesdits projets de loi sont lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi nos 41, 42 et 43 sont déferés pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales.

Sur la motion de M. Goldbloom, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code;

Bill No. 45.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act.

In Room 91 "A":

The Committee on Professional Corporations will sit for the section by section examination of bill No. 32, "An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code".

The Order of the Day being read for the second reading of the following bills:

Bill No. 41.—An Act to amend the Québec Municipal Commission Act;

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code.

On motion of Mr Levesque, the said bills were grouped together for consideration.

Mr Goldbloom moved that the said bills be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Mr Roy dissenting.

The said bills were accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bills Nos. 41, 42 and 43 were referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs.

On motion of Mr Goldbloom, the following bills were severally read the second time:

Projet de loi no 34.—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Ouataouais et du Haut-Saguenay;

Projet de loi no 45.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.

Sur la motion de M. Levesque, lesdits projets de loi sont déferés pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma ».

Sur la motion de M. Hardy, le rapport est adopté.

M. Hardy propose que le projet de loi no 1, « Loi sur le cinéma », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi no 1 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique ».

M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Forget.

Bill No. 34.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Ouataouais and Haut-Saguenay;

Bill No. 45. An Act to amend the Real Estate Assessment Act.

On motion of Mr Levesque, the said bills were referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 1, "An Act respecting the cinema".

On motion of Mr Hardy, the report was adopted.

Mr Hardy moved that bill No. 1, "An Act respecting the cinema", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill No. 1 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act".

Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Forget moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Forget.

A dix-huit heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 19 juin 1975

Dix heures

M. Lecours, pour M. Marchand, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 112. Loi concernant Reliure Gala Inc.—Gala Bookbinding Inc.;

Projet de loi no 115. —Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Projet de loi no 118. Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Projet de loi no 119. Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Projet de loi no 171. Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Projet de loi no 178. —Loi concernant SEG Inc.;

Projet de loi no 186. Loi concernant Estimauville Land Inc.;

Thursday, June 19th 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Lecours tabled, on behalf of Mr Marchand, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which examined the following Private Bills after first reading:

Bill No. 112.—An Act respecting Gala Bookbinding Inc. Reliure Gala Inc.;

Bill No. 115. An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Bill No. 118.—An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Bill No. 119. —An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Bill No. 171.—An Act to incorporate the Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Bill No. 178.—An Act respecting SEG Inc.;

Bill No. 186. An Act respecting Estimauville Land Inc.;

Projet de loi no 192.—Loi concernant Le Développement des Îles Carillon Inc.

Les projets de loi privés nos 115, 118, 119 et 178 sont rapportés sans amendement et les projets de loi privés nos 112, 171, 186 et 192 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 132.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, pour M. Marchand, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois, envoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, rapportés et lus la troisième fois:

Projet de loi no 112.—Loi concernant Reliure Gala Inc.; Gala Bookbinding Inc.;

Projet de loi no 115.—Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Projet de loi no 118. Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Projet de loi no 119.—Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Projet de loi no 171.—Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Projet de loi no 178.—Loi concernant SEG Inc.;

Projet de loi no 186.—Loi concernant Estimauville Land Inc.;

Projet de loi no 192.—Loi concernant Le Développement des Îles Carillon Inc.—Carillon Islands Development Inc.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lessard, la motion

Bill No. 192. —An Act respecting The Carillon Islands Development Inc.

Private Bills Nos. 115, 118, 119 and 178 were reported without amendment and Private Bills Nos. 112, 171, 186 and 192 were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 132.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Marchand, the said report was taken into consideration and adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time:

Bill No. 112.—An Act respecting Gala Bookbinding Inc.—Reliure Gala Inc.;

Bill No. 115.—An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;

Bill No. 118.—An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

Bill No. 119.—An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby;

Bill No. 171.—An Act to incorporate the Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;

Bill No. 178.—An Act respecting SEG Inc.;

Bill No. 186.—An Act respecting Estimauville Land Inc.;

Bill No. 192. —An Act respecting The Carillon Islands Development Inc.—Le Développement des Îles Carillon Inc.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lessard, the motion

privé appaissant en son nom, en appendice au feuillet d'aujourd'hui, est amendée en y ajoutant après le mot « industriel » les mots « de l'amiante ».

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 19, « Loi modifiant la Loi sur les impôts ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 133.)

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 104. - Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre:

Projet de loi no 113. - Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine:

Projet de loi no 170. - Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount;

Projet de loi no 187. - Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman;

Projet de loi no 198. - Loi concernant la ville de Saint-Laurent.

(Document de la session no 134.)

Conformément à l'article 124 du règlement, M. Choquette propose que le projet de loi no 50, « Loi sur les droits et libertés de la personne », soit réimprimé.

La motion est adoptée.

Le projet de loi no 44, « Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles », est présenté par M. Toupin, la première fois et

of privilege put down in his name in the Appendix of today's Agenda Paper, was amended, by replacing the words "industrial development" by the words "the development of the asbestos industry".

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined bill No. 19, "An Act to amend the Taxation Act", following second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 133.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 104. - An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate;

Bill No. 113. - An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward;

Bill No. 170. - An Act respecting certain lots in the city of Westmount;

Bill No. 187. - An Act respecting the estate of Polyxène Beaudry and the estate of Jean-Baptiste Beaudry Leman;

Bill No. 198. - An Act respecting the City of Saint-Laurent.

(Sessional Papers, No. 134.)

In accordance with Standing Order 124, Mr Choquette moved that bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", be reprinted.

The motion was adopted.

Bill No. 44, "An Act respecting farm income stabilization insurance", was introduced by Mr Toupin, read the first time and

remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Hardy:

Rapport du groupe de travail sur la musique, l'opéra et la danse, ainsi qu'un rapport supplémentaire concernant le même sujet.

(Document de la session no 135.)

Par M. Cournoyer:

Les annexes du rapport de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction.

(Document de la session no 136.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson), apparaissant à l'article 30 du feuillet de mercredi le 18 juin 1975:

1. Le gouvernement provincial a-t-il accordé une subvention pour le maintien d'un corps de police sur la réserve indienne de Caughnawaga?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant de cette subvention pour l'année 1974/75?

3. Y a-t-il eu un protocole d'entente avec le gouvernement du Canada avant l'octroi de cette subvention à un territoire de juridiction fédérale et qui relève de la Gendarmerie royale du Canada?

Réponse par M. Choquette:

1. Oui. La force de police de Caughnawaga a été créée en octobre 1968 par le Conseil de bande de Caughnawaga. Les premiers constables spéciaux autochtones ont été assermentés par l'Honorable juge Gold le 15 mai 1969. La contribution au fonctionnement de cette force de police fait l'objet d'un contrat intervenu entre la Réserve et le ministère de la Justice le 19 mai 1970 conformément à l'arrêté en conseil 2025 du 6 mai 1970.

2. \$40,000.00. Ce montant représente environ 30% du coût de fonctionnement de cette force dont le budget pour l'année 1974/

ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled.

By Mr Hardy:

Report of the working group on music, opera and the dance, together with an additional report on the same subject.

(Sessional Papers, No. 135.)

By Mr Cournoyer:

The appendices to the report of the Commission of Inquiry on the Exercising of the Freedom of Association in the Construction Industry.

(Sessional Papers, No. 136.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson), put down at Item 30 of the Agenda Paper for Wednesday, June 18th 1975:

1. Did the provincial government pay a grant to provide police service on the Caughnawaga Indian Reserve?

2. If so, what was the amount of the grant for 1974/75?

3. Was any agreement made with the government of Canada prior to the payment of this grant for a territory which is under federal jurisdiction and which is the responsibility of the Royal Canadian Mounted Police?

Answer by Mr Choquette:

1. Yes, the Caughnawaga Police Force was established by the Caughnawaga Band Council in October 1968. The first native special constables were sworn in by the Honourable Judge Gold on May 15th 1969. The contribution to this police force was made under an agreement made between the Reserve and the Department of Justice on May 19th 1970 in accordance with Order in Council number 2025 dated May 6th 1970.

2. \$40,000.00. This amount represents about 30% of the operating costs of the force whose budget for 1974/75 was \$133,000.00.

75 était de \$133,000.00. A la suite des événements qui sont survenus à Caughnawaga en 1973, la réserve a augmenté le nombre de ses policiers et la Sûreté du Québec a procédé à leur formation au début de 1974, à cause des circonstances, étant donné que l'Institut de Police du Québec n'était pas en mesure de le faire rapidement. La formation de policiers autochtones peut maintenant s'effectuer à l'Institut de Police du Québec et un cours groupant des candidats policiers indiens de langue française débutera à la fin de juin ou au début de juillet 1975.

3. Il n'y a pas eu de protocole d'entente avec le gouvernement du Canada mais les fonctionnaires de mon ministère sont en étroites relations avec ceux du ministère des Affaires Indiennes et du Nord et un protocole d'entente permettant de couvrir l'ensemble des Réserves est en voie de réalisation. Les discussions ont été amorcées avec l'Honorable Jean Chrétien et continuées par la suite avec l'Honorable Judd Buchanan. Il est admis, que le maintien de l'ordre dans une province est constitutionnellement une responsabilité provinciale et la Sûreté du Québec y a contribué et a toujours appliqué le Code criminel sur les Réserves. La Gendarmerie royale du Canada qui s'était historiquement installée sur les réserves les plus peuplées, en vue de l'application de la Loi des Indiens, les a quittées tant au Québec qu'en Ontario. Les vues du Ministre de la Justice quant à la participation des autochtones au maintien de la paix et à l'application des lois sont bien connues. Elles s'étendent même aux territoires les plus éloignés et elles ont été émises clairement dans le Livre Blanc. « La justice au-delà du 50^e parallèle ».

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson), apparaissant à l'article 29 du feuillet de mercredi le 18 juin 1975:

1. Le ministère des Transports du Québec a-t-il négocié la disparition du passage à niveau du Chemin Marais-des-Plaines, dans la municipalité de Cap-de-la-Madeleine?

Following the events which took place at Caughnawaga in 1973, the Reserve increased the number of its constables and the Québec Provincial Police Force undertook to train them at the beginning of 1974 due to the circumstances, as the Québec Police Institute was unable to do this rapidly. It is now possible to train the native policemen at the Québec Police Institute, and a course grouping French speaking Indian police recruits will begin at the end of June or the beginning of July 1975.

3. No agreement was made with the government of Canada, but the employees of my Department are working in close co-operation with those of the Ministry of Indian Affairs and Northern Development and an agreement which will cover the Indian Reserves as a whole is being worked out. Discussions were begun with the Honourable Jean Chrétien and were later continued with the Honourable Judd Buchanan. It is admitted that the maintenance of order in any province is a constitutionally provincial responsibility, and the Québec Provincial Police Force has contributed to it and has always applied the Criminal Code on the Reserves. The Royal Canadian Mounted Police which has always been historically present on the most populated reserves, for the purpose of the application of the Indian Act, has left them, both in Québec and Ontario. The views of the Minister of Justice as regards the participation of the natives in the maintenance of peace and the application of the laws, are well known. They even extend to the most remote territories, and were clearly explained in the White Paper entitled, "Justice Above the 50th Parallel".

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson), put down at Item 29 of the Agenda Paper for Wednesday, June 18th 1975:

1. Has the Department of Transport negotiated the removal of the Marais-des-Plaines road level-crossing in the municipality of Cap-de-la-Madeleine?

2. Dans l'affirmative, quelle est la contribution fédérale, la contribution provinciale, la contribution du Canadien Pacifique et la contribution municipale aux travaux de construction d'un pont d'étagement pour la voie ferrée, près du boulevard des Estacades, qui permettent la disparition de ce passage à niveau?

Sur la motion de M. Levesque, il est —

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 137.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 11, « Loi sur le crédit forestier ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 138.)

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Harvey (Dubuc), le projet de loi no 91, « Loi du Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean », est étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 7, « Loi modifiant la Loi de l'expropriation ».

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Verreault, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Parent (Hull), pour M. Mailloux, le projet de loi no 7, « Loi mo-

2. If so, what are the amounts of the federal, provincial, Canadian Pacific and municipal contributions for the work of constructing an overpass over the railway near des Estacades boulevard, which would do away with this level-crossing?

On motion of Mr Levesque.—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 137.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which examined bill No. 11, "Forestry Credit Act", following second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 138.)

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Harvey (Dubuc), bill No. 91, "An Act respecting the "Collège régional du Saguenay -- Lac Saint-Jean", was considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined bill No. 7, "An Act to amend the Expropriation Act", following second reading.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Verreault, the said report was adopted.

On motion of Mr Parent (Hull), on behalf of Mr Mailloux, bill No. 7, "An Act to

diffiant la loi de l'expropriation », est lu la troisième fois.

M. Levesque propose:

Que la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 27.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux;

Projet de loi no 33.—Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (*Réimpression*).

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gagneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault. --82.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Leduc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 190.—Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay;

Projet de loi no 191.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

amend the Expropriation Act", was read the third time.

Mr Levesque moved:

That the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration do sit immediately in the Red Room for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 27.—An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act;

Bill No. 33.—Building Contractors Vocational Qualification Act (*Reprint*).

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Leduc, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following Private Bills after first reading:

Bill No. 190.—An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay;

Bill No. 191.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Projet de loi no 195. Loi concernant la Ville de Jonquière.

Le projet de loi privé no 195 est rapporté sans amendement et les projets de loi privés nos 190 et 191 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 139.)

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Leduc, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois, renvoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, rapportés et lus la troisième fois:

Projet de loi no 190. Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay;

Projet de loi no 191. —Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal:

Projet de loi no 195.— Loi concernant la Ville de Jonquière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 46, « Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec ».

M. Hardy informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Hardy propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Bill No. 195. An Act respecting the City of Jonquière.

Private Bill No 195 was reported without amendment and Private Bills Nos 190 and 191 were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 139.)

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Leduc, the said report was taken into consideration and adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the following Private Bills were severally read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time:

Bill No. 190. An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay;

Bill No. 191. An Act to amend the Montreal Urban Community Act;

Bill No. 195. —An Act respecting the City of Jonquière.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 46, "An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Assistance Act".

Mr Hardy informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Hardy moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 46 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, la motion privilégiée de M. Lessard, en vertu de l'article 24 du règlement, apparaissant en appendice au feuillet d'aujourd'hui, sera prise en considération demain.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit maintenant lu la deuxième fois.

A douze heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fortier, pour M. Perreault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales, qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 41. Loi modifiant la Loi de la Commission municipale du Québec;

Projet de loi no 45. Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.

Le projet de loi no 41 est rapporté avec des amendements et le projet de loi no 45 est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 140.)

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Perreault, ledit rapport est pris en considération et adopté.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No 46 was referred for section by section examination to the Committee of the Whole.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the motion of privilege by Mr Lessard, under Standing Order 24, put down in the Appendix of today's Agenda Paper will be taken into consideration tomorrow.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Forget, proposing that bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be now read the second time.

At twelve o'clock noon, Mr President took the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Fortier tabled, on behalf of Mr Perreault, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following bills after second reading:

Bill No. 41. -An Act to amend the Québec Municipal Commission Act;

Bill No. 45. An Act to amend the Real Estate Assessment Act.

Bill No. 41 was reported with amendments and bill No. 45 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 140.)

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Perreault, the said report was taken into consideration and adopted.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Goldbloom, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 41. Loi modifiant la Loi de la Commission municipale du Québec;

Projet de loi no 45. Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Cornellier, pour M. Carpentier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des corporations professionnelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 32, « Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 141.)

Sur la motion de M. Cornellier, pour M. Carpentier, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Lalonde, le projet de loi no 32, « Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions », est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit maintenant lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Faucher, pour M. Dionne, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'agriculture qui a étudié,

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Goldbloom, the following bills were read the third time:

Bill No. 41. An Act to amend the Québec Municipal Commission Act;

Bill No. 45. An Act to amend the Real Estate Assessment Act.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Cornellier tabled, on behalf of Mr Carpentier, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Professional Corporations which examined bill No. 32, "An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 141.)

On motion of Mr Cornellier, on behalf of Mr Carpentier, the said report was taken into consideration and adopted.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Lalonde, bill No. 32, "An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code", was read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Forget, proposing that bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be now read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Faucher tabled, on behalf of Mr Dionne, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee which exa-

après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 2. —Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi no 3. —Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi no 4. —Loi modifiant la Loi du prêt agricole;

Projet de loi no 5. —Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;

Projet de loi no 22. Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire;

Projet de loi no 39. Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments.

Les projets de loi nos 2, 3 et 4 sont rapportés avec des amendements et les projets de loi nos 5, 22 et 39 sont rapportés sans amendement.

(Document de la session no 142.)

Sur la motion de M. Levesque, l'ordre d'envoi pour étude à la commission plénière du projet de loi no 46, « Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec », adopté aujourd'hui, est révoqué et ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui siège immédiatement à la Salle 81 « A ».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tetley, la troisième lecture du projet de loi no 171, « Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec », adoptée aujourd'hui, est révoquée; ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet

mined the following bills, after second reading:

Bill No. 2. An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill No. 3. —An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill No. 4.—An Act to amend the Farm Loan Act;

Bill No. 5.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations;

Bill No. 22.—An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentaire";

Bill No. 39. — An Act to amend the Agricultural Products and Food Act.

Bills Nos 2, 3 and 4 were reported with amendments and bills Nos. 5, 22 and 39 were reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 142.)

On motion of Mr Levesque, the Order for the referral for consideration in Committee of the Whole of bill No. 46, "An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and book sellers and to amend the Québec Industrial Assistance Act", adopted today, was rescinded and the said bill was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which will sit immediately in Room 81 "A".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tetley, the third reading of bill No. 171, "An Act to incorporate the Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec", adopted today, was rescinded; the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read

de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Mercier, le rapport de la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 19, « Loi modifiant la Loi sur les impôts », est pris en considération et adopté.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Harvey (Jonquière), le projet de loi no 19, « Loi modifiant la Loi sur les impôts », est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit maintenant lu la deuxième fois.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lapointe, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 46, « Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 143.)

and agreed to; the bill was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Mercier, the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined bill No. 19, "An Act to amend the Taxation Act", following second reading, was taken into consideration and adopted.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Harvey (Jonquière), bill No. 19, "An Act to amend the Taxation Act", was read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Forget, proposing that bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lapointe, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications which examined bill No. 46, "An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Assistance Act", following second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 143.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lapointe, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Le projet de loi no 46 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors mise aux voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms est reporté à la prochaine séance après les affaires courantes.

Aujourd'hui, jeudi 19 juin 1975, à dix-huit heures dix minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Burns, le représentant du Chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Roy, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 1 Loi sur le cinéma;
- 7 Loi modifiant la Loi de l'expropriation;
- 16 Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives;
- 19 Loi modifiant la Loi sur les impôts;
- 25 Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer les centres hospitaliers et les centres d'accueil;
- 26 Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement;
- 28 Loi sur les subventions aux municipalités de 15.000 habitants ou plus;
- 32 Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions;

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lapointe, the said report was taken into consideration and adopted.

Bill No. 46 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on motion of Mr Forget, proposing that bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be now read the second time.

The motion was then put to the vote.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion Mr Levesque, the taking down of names was postponed until the next sitting following Routine Business.

Today, Thursday, June 19th 1975, at ten minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Burns, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Roy, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 1 An Act respecting the cinema;
- 7 An Act to amend the Expropriation Act;
- 16 An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act;
- 19 An Act to amend the Taxation Act;
- 25 An Act to amend the Act to enable municipalities to tax hospital centres and reception centres;
- 26 An Act to amend the Act to enable municipalities to tax certain educational establishments;
- 28 An Act respecting grants to municipalities of 15,000 inhabitants or more;
- 32 An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code;

36	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;	36	An Act to amend the Act respecting health services and social services;
37	Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales;	37	An Act to amend the Social Affairs Commission Act;
41	Loi modifiant la Loi de la Commission municipale du Québec;	41	An Act to amend the Québec Municipal Commission Act;
45	Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière;	45	An Act to amend the Real Estate Assessment Act;
91	Loi du Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean;	91	An Act respecting the "Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean";
112	Loi concernant Reliure Gala Inc., — Gala Bookbinding Inc.;	112	An Act respecting Gala Bookbinding Inc. — Reliure Gala Inc.;
115	Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;	115	An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke;
118	Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;	118	An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;
119	Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby;	119	An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby;
171	Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;	171	An Act to incorporate the Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec;
178	Loi concernant SEG Inc.;	178	An Act respecting SEG Inc.;
190	Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay;	190	An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay;
192	Loi concernant Le Développement des Îles Carillon Inc. — Carillon Islands Development Inc.;	192	An Act respecting The Carillon Islands Development Inc. — Le Développement des Îles Carillon Inc.;
195	Loi concernant la Ville de Jonquière.	195	An Act respecting the City of Jonquière.

A vingt-deux heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 20 juin 1975

Dix heures

M. Leduc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 102.—Loi concernant la ville de Malartic;

Projet de loi no 176. Loi concernant la ville de Val d'Or;

Projet de loi no 180.—Loi concernant la ville de Longueuil.

Lesdits projets de loi privés sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 144.)

Sur la motion de M. Leduc, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Samson, le projet de loi privé no 102, « Loi concernant la ville de Malartic », est lu la

Friday, June 20th 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Leduc, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following Private Bills, after first reading:

Bill No. 102.—An Act respecting the town of Malartic;

Bill No. 176. — An Act respecting the town of Val d'Or;

Bill No. 180.—An Act respecting the City of Longueuil.

The said Private Bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 144.)

On motion of Mr Leduc, the said report was taken into consideration and adopted.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Samson, Private Bill No. 102, "An Act respecting the town of Malartic", was read

deuxième fois et envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Houde (Abitibi-Est), le projet de loi privé no 176, « Loi concernant la ville de Val d'Or », est lu la deuxième fois, envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Déom, le projet de loi privé no 180, « Loi concernant la ville de Longueuil », est lu la deuxième fois, envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'ordre d'envoi pour étude à la Commission élue permanente de la justice, la deuxième lecture ainsi que la première lecture du projet de loi no 50, « Loi sur les droits et libertés de la personne », sont révoqués.

Un nouveau projet de loi no 50, « Charte des droits et libertés de la personne » (*Réimpression*), est présenté par M. Choquette et lu la première et la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Cournoyer:

Projet de loi no 52. —Loi de l'indemnisation de certains ouvriers employés dans les exploitations de mines et de carrières.

the second time and referred for section by section examination to the Committee of the Whole.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Houde (Abitibi-East), Private Bill No. 176, "An Act respecting the town of Val d'Or", was read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

On motion Mr Levesque, on behalf of Mr Déom, Private Bill No. 180, "An Act respecting the City of Longueuil", was read the second time, committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Order for the referral for consideration in the Select Standing Committee on Justice, the second reading together with the first reading of bill No. 50, "An Act respecting human rights and freedoms", were rescinded.

A new bill No. 50, "Charter of human rights and freedoms" (*Reprint*), was introduced by Mr Choquette and read the first and second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Justice.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Cournoyer:

Bill No. 52. An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying.

Par M. Mailloux:

Projet de loi no 49. Loi modifiant le Code de la route.

By Mr Mailloux:

Bill No. 49. An Act to amend the Highway Code.

M. Forget dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Mr Forget tabled the following document:

Rapport annuel des activités de la commission de révision de la protection du malade mental, pour l'année terminée le 31 mars 1975.

(Document de la session no 145.)

Annual report of the activities of the Board of Review for the protection of mental patients, for the year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 145.)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Forget, proposant que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly proceeded with the taking down of names on motion of Mr Forget, proposing that bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR YEAS: MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Parent (Hull), Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Shanks, Springate, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault. 68.

CONTRE NAYS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Roy, Samson. 7.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 88 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires sociales.

On motion of Mr Levesque, bill No. 88 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Social Affairs.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Hardy, le projet de loi no 46, « Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Hardy, bill No. 46, "An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers

et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 11, « Loi sur le crédit forestier ».

Les amendements proposés par M. Drummond au projet de loi no 11 et audit rapport, sont adoptés.

Sur la motion de M. Faucher, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 11, « Loi sur le crédit forestier », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement à la Salle 81 « A » pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 34. — Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay;

Projet de loi no 42. — Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi no 43. — Loi modifiant le Code municipal.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Lessard propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour son inaction en ce qui concerne le développement de l'industrie de l'amiante au Québec, y compris l'amélioration des conditions de travail dans ce secteur.

Et un débat s'élève sur cette motion.

and booksellers and to amend the Québec Industrial Assistance Act", was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which examined bill No. 11, "Forestry Credit Act", following second reading.

The amendments proposed by Mr Drummond to bill No. 11 and to the said report, were adopted.

On motion of Mr Faucher, the said report was adopted.

On motion of Mr Drummond, bill No. 11, "Forestry Credit Act", was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately in Room 81 "A" for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 34.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay;

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code.

In accordance with Standing Order 24, Mr Lessard moved:

That the Assembly do censure the government for its inertia as regards the development of the asbestos industry in the province of Québec, including the improving of the working conditions in this sector.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Samson.—6.

CONTRE—NAYS: Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Boudreault, Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lacroix, L'Allier, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Shanks, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—51.

A treize heures vingt minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mercredi prochain dix heures.

At twenty minutes past one o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until next Wednesday, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 25 juin 1975

Dix heures

M. Lafrance, pour M. Verreault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 27.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux;

Projet de loi no 33.—Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (*Réimpression*).

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 146.)

Le projet de loi no 47, « Loi instituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction », est présenté par M. Cournoyer.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Wednesday, June 25th 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Lafrance tabled, on behalf of Mr Verreault, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 27. An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act;

Bill No. 33.—Building Contractors Vocational Qualification Act (*Reprint*).

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 146.)

Bill No. 47, "An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act", was introduced by Mr Cournoyer.

Mr Cournoyer moved that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Boutin, Caron, Chagnon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tetley, Vallières, Veilleux, Verreault.—70.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 47 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 47 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Levesque, pour M. Choquette:

By Mr Levesque, on behalf of Mr Choquette:

Projet de loi no 53.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile.

Bill No. 53.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure.

Par M. Levesque, pour M. Cloutier:

By Mr Levesque, on behalf of Mr Cloutier:

Projet de loi no 54.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.

Bill No. 54.—An Act to amend the Education Act.

M. Garneau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1976, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 25 juin 1975.
(Document de la session no 2.)

Sur la motion de M. Levesque, tous les crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 34.—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Ouataouais et du Haut-Saguenay;

Projet de loi no 42.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi no 43.—Loi modifiant le Code municipal.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la justice siégera à compter de quinze heures au Salon Rouge, pour étudier, article par article, le projet de loi no 50, « Charte des droits et libertés de la personne » (*Réimpression*).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 52, « Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières ».

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A douze heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil.

Government House,
Québec, June 25th 1975.
(Sessional Papers, No. 2.)

On motion of Mr Levesque, all the Supplementary Estimates of Expenditure were referred to the Committee of the Whole for consideration.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 34.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Ouataouais and Haut-Saguenay;

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Justice will sit commencing at three o'clock P.M. in the Red Room, for the section by section examination of bill No. 50, "Charter of human rights and freedoms" (*Reprint*).

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 52, "An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying".

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At twelve-thirty o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quinze heures.

Three o'clock P. M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

M. Burns propose:

Mr Burns moved:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans une semaine ». »

“*That* the motion under debate be amended by striking out the word “now”, therein, and by adding at the end thereof the words “this day one week”.”

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

L'amendement est alors mis aux voix.

The amendment was then put to the vote.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms est remis à dix-sept heures cinquante-cinq minutes.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the taking down of the names was postponed until fifty-five minutes past five o'clock P.M.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Cournoyer, proposant que le projet de loi no 52, « Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières », soit maintenant lu la deuxième fois.

And the debate continuing on the main motion by Mr Cournoyer, proposing that bill No. 52, “An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying”, be now read the second time.

La motion est alors mise aux voix.

The motion was then put to the vote.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms est remis à dix-sept heures cinquante-cinq minutes.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the taking down of the names was postponed until fifty-five minutes past five o'clock P.M.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 44, « Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 44, “An Act respecting farm income stabilization insurance”.

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Toupin moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

A dix-sept heures cinquante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur l'amendement de M. Burns à la motion de M. Cournoyer, proposant que le projet de loi no 52, « Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

At fifty-five minutes past five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the amendment by Mr Burns to the motion by Mr Cournoyer, proposing that bill No. 52, "An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying", be now read the second time, which amendment reads as follows:

«*Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot «maintenant» et en y ajoutant à la fin les mots «dans une semaine». »

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding at the end thereof the words "this day one week". "

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The amendment was rejected on the following division:

POUR YEAS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charon, Lessard, Morin, Roy, Samson. —8.

CONTRE -- NAYS: — M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bédard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 75.

L'Assemblée procède alors à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Cournoyer, proposant que le projet de loi no 52, « Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly then proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Cournoyer, proposing that bill No. 52, "An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bédard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns,

Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 52 est lu la deuxième fois.

Bill No. 52 was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 52 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

On motion of Mr Levesque, bill No. 52 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié les projets de loi suivants:

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Agriculture which examined the following bills:

Projet de loi no 2.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Bill No. 2.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Bill No. 3.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Projet de loi no 4.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole;

Bill No. 4.—An Act to amend the Farm Loan Act;

Projet de loi no 5.—Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;

Bill No. 5.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations;

Projet de loi no 22.—Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire".

Bill No. 22.—An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentaire".

Sur la motion de M. Faucher, pour M. Dionne, ledit rapport est pris en considération et adopté.

On motion of Mr Faucher, on behalf of Mr Dionne, the said report was taken into consideration and adopted.

Le projets de loi nos 2, 3, 4, 5 et 22 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Bills Nos. 2, 3, 4, 5 and 22 were ordered for third reading at the next sitting.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 49, « Loi modifiant le Code de la route », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 49 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Les commissions élues permanentes suivantes siégeront à partir de vingt heures quinze minutes et jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 50, « Charte des droits et libertés de la personne » (*Réimpression*).

A la Salle 81 « A »:

La Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 34.—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Ouataouais et du Haut-Saguenay;

Projet de loi no 42.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi no 43.—Loi modifiant le Code municipal.

A la Salle 91 « A »:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 52, « Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières ».

On motion of Mr Mailloux, bill No. 49, "An Act to amend the Highway Code", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 49 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

The following Select Standing Committees will sit at eight-fifteen o'clock P.M., and will continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of bill No. 50, "Charter of human rights and freedoms" (*Reprint*).

In Room 81 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 34.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Ouataouais and Haut-Saguenay;

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code.

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 52, "An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying".

A dix-huit heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At six-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 26 juin 1975*Dix heures*

Le projet de loi no 92, "Loi abrogeant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec", est présenté par M. Roy et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 92 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires, après la première lecture, sont suspendues.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 93, "Loi du National Cablevision Limited", est présenté par M. Veilleux.

M. Veilleux propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi) Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Ber-

Thursday, June 26th 1975*Ten o'clock A.M.*

Bill No. 92, "An Act to repeal the Act to incorporate "La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec", was introduced by Mr Roy and read the first time.

On motion Mr Levesque, bill No. 92 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 93, "The National Cablevision Limited Act", was introduced by Mr Veilleux.

Mr Veilleux moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

thiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 93 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires, après la première lecture, sont suspendues.

Le projet de loi no 100, "Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal", est présenté par M. Blank, pour M. Picard, et lu la première fois après division des voix.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 100 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires, après la première lecture, sont suspendues.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Lachance:

Projet de loi no 196.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

Par M. Blank:

Projet de loi no 198. — Loi concernant la ville de Saint-Laurent.

Sur la motion de M. Levesque, le projets de loi nos 196 et 198 sont, l'un après l'autre,

The said bill was accordingly read the first time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 93 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Co-operatives and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

Bill No 100, "An Act to amend the charter of the City of Montreal", was introduced by Mr Blank, on behalf of Mr Picard, and read the first time on division.

On motion of Mr Levesque, bill No. 100 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

The following bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Lachance:

Bill No. 196. — An Act to amend the charter of the City of Laval.

By Mr Blank:

Bill No. 198.—An Act respecting the City of Saint-Laurent.

On motion of Mr Levesque, bills Nos. 196 and 198 were severally referred for section by

déférés pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et les règles de pratique concernant les projets de loi déférés aux commissions parlementaires, après la première lecture, sont suspendues.

Déclaration ministérielle de M. Forget, ministre des Affaires sociales, concernant le rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec avant son dépôt à l'Assemblée nationale.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Forget:

Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec.

(Document de la session no 147.)

Rapport annuel des activités de la Régie des rentes du Québec en vertu du Régime des allocations familiales du Québec pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 148.)

Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 149.)

Par M. Garneau:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, au 29 mars 1975.

(Document de la session no 150.)

Par M. Lalonde:

Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1975.

(Document de la session no 151.)

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1975.

(Document de la session no 152.)

section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

Ministerial declaration by Mr Forget, Minister of Social Affairs, concerning the five-year actuarial analysis report of the Québec Pension Board before tabling it in the National Assembly.

The following documents were tabled:

By Mr Forget:

The actuarial analysis report of the Québec Pension Board for every years.

(Sessional Papers, No. 147.)

Annual report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the Québec Family Allowances Plan, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 148.)

Annual report of the activities of the Québec Health Insurance Board, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 149.)

By Mr Garneau:

Annual report of the Québec Liquor Corporation, as at March 29th 1975.

(Sessional Papers, No. 150.)

By Mr Lalonde:

Annual report of the Order of Chartered Accountants of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 151.)

Annual report of the Order of Agrologists of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 152.)

Par M. le Président:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen,
pour l'année 1974.

(*Document de la session no 153.*)

Sur la motion de M. Mailloux, le projet
de loi no 49, « Loi modifiant le Code de la
route », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Toupin, les projets de
loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la
troisième fois:

Projet de loi no 2.—Loi modifiant la Loi
du crédit agricole;

Projet de loi no 3.—Loi modifiant la Loi
de l'amélioration des fermes;

Projet de loi no 4.—Loi modifiant la Loi
du prêt agricole;

Projet de loi no 5.—Loi modifiant la Loi
favorisant la mise en valeur des exploitations
agricoles;

Projet de loi no 22.—Loi constituant la
Société québécoise d'initiative agro-alimen-
taire.

L'ordre du jour appelle la prise en consi-
dération du rapport de la Commission per-
manente du travail et de la main-d'oeuvre et
de l'immigration qui a étudié après la deuxiè-
me lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 27.—Loi modifiant la Loi
des établissements industriels et commer-
ciaux;

Projet de loi no 33.—Loi sur la qualifica-
tion professionnelle des entrepreneurs de
construction (*Réimpression*).

Sur la motion de M. Lafrance, pour M.
Verreault, ledit rapport est pris en considé-
ration et adopté.

By Mr President:

Annual report of the Public Protector,
for 1974.

(*Sessional Papers, No. 153.*)

On motion of Mr Mailloux, bill No. 49,
"An Act to amend the Highway Code",
was read the third time.

On motion of Mr Toupin, the following
bills were severally read the third time:

Bill No. 2.—An Act to amend the Farm
Credit Act;

Bill No. 3.—An Act to amend the Farm
Improvement Act;

Bill No. 4.—An Act to amend the Farm
Loan Act;

Bill No. 5.—An Act to amend the Act to
promote the development of agricultural ex-
ploitations;

Bill No. 22.—An Act to constitute the
"Société québécoise d'initiative agro-alimen-
taire".

The Order of the Day being read for the
consideration of the report of the Standing
Committee on Labour and Manpower, and
Immigration which examined the following
bills, after second reading:

Bill No. 27.—An Act to amend the Indus-
trial and Commercial Establishments Act;

Bill No. 33.—Building Contractors Voca-
tional Qualification Act (*Reprint*).

On motion of Mr Lafrance, on behalf of
Mr Verreault, the said report was taken into
consideration and adopted.

Les projets de loi nos 27 et 33 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement à la Salle 81 « A » pour entendre les représentants des organismes intéressés par le transport en vrac; la Commission élue permanente de la justice siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier, article par article, le projet de loi no 50, « Charte des droits et libertés de la personne » (*Réimpression*), et la Commission élue permanente des affaires sociales siègera à quinze heures à la Salle 91 « A », pour étudier, article par article, le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique ».

M. Levesque donne l'avis suivant:

La Commission élue permanente des engagements financiers siègera le 24 juillet 1975, à dix heures trente minutes, à la Salle 91 « A ».

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 47, « Loi instituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction ».

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

A douze heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Bills Nos. 27 and 33 were ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately in Room 81 "A" for the purpose of hearing the representatives of organizations interested in transportation in bulk; the Select Standing Committee on Justice will sit immediately in the Red Room for the section by section examination of bill No. 50, "Charter of human rights and freedoms" (*Reprint*), and the Select Standing Committee on Social Affairs will sit at three o'clock P.M. in Room 91 "A" for the section by section examination of bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act".

Mr Levesque gave the following notice:

The Select Standing Committee on Financial Commitments will sit on July 24th 1975, at ten-thirty o'clock A.M. in Room 91 "A"

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 47, "An Act to establish the Office de la Construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act".

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At fifty minutes past twelve o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors mise aux voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Roy, l'enregistrement des noms est remis à dix-sept heures cinquante-cinq minutes.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Leduc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 34.—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Ouataouais et du Haut-Saguenay.

Projet de loi no 42.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi no 43.—Loi modifiant le Code municipal.

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 154.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Toupin, proposant que le projet de loi no 44, « Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Saindon, Séguin, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—79.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy.—2.

The motion was then put to the vote.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Roy, the taking down of the names was postponed until fifty-five minutes past five o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Leduc, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 34.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Ouataouais and Haut-Saguenay;

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code.

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 154.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Toupin, proposing that bill No. 44, "An Act respecting farm income stabilization insurance", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

En conséquence, le projet de loi no 44 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 44 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de l'agriculture.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Cournoyer, proposant que le projet de loi no 47, « Loi instituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saindon, Séguin, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Valières, Verreault.—81.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 47 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 47 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, pour M. Toupin, la troisième lecture du projet de loi no 22, « Loi constituant la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire, » est re-

Bill No. 44 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 44 was referred to the Select Standing Committee on Agriculture to be examined section by section.

The Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Cournoyer, proposing that bill No. 47, "An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 47 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 47 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Toupin, the third reading of bill No. 22, "An Act to constitute the "Société québécoise d'initiative agro-alimentai-

voqué; ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté avec un amendement au titre; le projet de loi amendé no 22, « Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires », est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé no 196, « Loi modifiant la charte de la Ville de Laval ».

(Document de la session no 155.)

M. Levesque donne les avis suivants:

Jeudi, le 3 juillet 1975, à compter de 10 heures, à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aux fins d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec relativement à l'administration de cette dernière.

Mercredi, le 9 juillet 1975, à quinze heures et, si nécessaire, jeudi le 10 juillet 1975 à dix heures trente minutes, la Commission élue permanente des affaires municipales siégera à la Salle 81 « A », aux fins d'entendre les explications des autorités responsables de la tenue des Jeux olympiques de 1976 quant aux coûts des installations olympiques et à la tenue des jeux, quant au calendrier de réalisation des travaux en cours et quant aux prévisions des revenus des jeux.

Ce soir, à partir de vingt heures quinze minutes, les Commissions élues permanentes suivantes siégeront.

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 47.—Loi instituant l'Office de la construction du Québec et modi-

re", was rescinded, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported with an amendment to the title; bill No. 22, as amended, "An Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires", was read and agreed to; the bill was read the third time.

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 196, "An Act to amend the charter of the City of Laval".

(Sessional Papers No. 155.)

Mr Levesque gave the following notices:

Thursday, July 3rd 1975, commencing at ten o'clock A.M., in Room 81 "A", the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec concerning the administration of such corporation.

Wednesday, July 9th 1975, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit at three o'clock P.M., and if necessary, on Thursday, July 10th 1975, at ten-thirty o'clock A.M. in Room 81 "A", for the purpose of hearing the explanations of the authorities responsible for the holding of the 1976 Olympic Games, as regards the costs of the olympic installations and the holding of the games, and as regards the schedule for the carrying out of the work in hand and the estimated revenue from the games.

This evening commencing at eight-fifteen o'clock, the following Select Standing Committees will sit:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 47.—An Act to establish the Office de la construction du Québec and to

fiant de nouveau la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction:

Projet de loi no 52. -Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières.

A la Salle 81 « A »:

La Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siègera pour entendre les représentants des organismes intéressés par le transport en vrac.

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'agriculture siègera pour étudier, article par article, le projet de loi no 44, « Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles ».

A la Salle 101 « B »:

La Commission des institutions financières, compagnies et coopératives siègera pour étudier, article par article, le projet de loi no 6, « Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains. »

A dix-huit heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE,

again amend the Construction Industry Labour Relations Act;

Bill No. 52. -An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying.

In Room 81 "A":

The Committee on Transport, Public Works and Supply will sit to hear the representatives of the organizations interested in transportation in bulk.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of bill No. 44, "An Act respecting farm income stabilization insurance".

In Room 101 "B":

The Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit for the section by section examination of bill No. 6. "An Act respecting the buyers of new houses and land".

At thirty-five minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 27 juin 1975

Dix heures

M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 156.)

M. Massicotte, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 44, « Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles ».

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 157.)

M. Roy propose:

Que le nom de M. Samson soit substitué à celui de M. Roy sur la liste des membres de la Commission élue permanente de la fonction publique et que le nom de M. Roy soit

Friday, June 27th 1975

Ten o'clock A. M.

Mr Bonnier, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 156.)

Mr Massicotte, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Agriculture which examined bill No. 44, "An Act respecting farm income stabilization insurance", following second reading.

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 157.)

Mr Roy moved:

That the name of Mr Roy be replaced by that of Mr Samson on the list of members of the Select Standing Committee on the Civil Service and that the name of Mr Samson be

substitué à celui de M. Samson sur la liste des membres de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

La motion est adoptée.

Le projet de loi privé no 155, « Loi concernant la ville de Bécancour », est présenté par M. Faucher et lu la première fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé no 193, « Loi refondant la Charte de la Cité de Hull », est présenté par M. Gratton et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi privés nos 155 et 193 sont, l'un après l'autre, déferés pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires, après la première lecture, sont suspendues.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

Rapport annuel des activités de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 158.*)

Par M. Forget:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 159.*)

Avant-projet de loi concernant la protection de la jeunesse.

(*Document de la session no 160.*)

Par M. Berthiaume, pour M. Mailloux:

replaced by that of Mr Roy on the list of members of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply.

The motion was adopted.

Private Bill No. 155, "An Act respecting the town of Bécancour", was introduced by Mr Faucher and read the first time.

With the unanimous consent of the Assembly, Private Bill No. 193, "An Act to revise the Charter of the city of Hull", was introduced by Mr Gratton and read the first time.

On motion of Mr Levesque, Private Bills Nos. 155 and 193 were severally referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

Annual report of the activities of "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec", for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 158.*)

By Mr Forget:

Annual report of the Department of Social Affairs, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 159.*)

The draft of the bill respecting youth protection.

(*Sessional Papers, No. 160.*)

By Mr Berthiaume, on behalf of Mr Mailloux:

Avant-projet de loi intitulé: « Loi modifiant la Loi des transports ».
(*Document de la session no 161.*)

The draft of a bill entitled: "An Act to amend the Transport Act".
(*Sessional Papers, No. 161.*)

Rapport annuel des activités de la Société de développement immobilier du Québec, pour l'année 1974/75.
(*Document de la session no 162.*)

Annual report of the activities of the Québec Real Estate Development Corporation, for 1974/75.
(*Sessional Papers, No. 162.*)

Par M. Toupin:
Copie de trois lettres des inspecteurs de la salubrité des aliments au ministère de l'Agriculture concernant le règlement du chapitre XXI relatif aux animaux morts ou incurables.
(*Document de la session no 163.*)

By Mr Toupin:
Copies of three letters from the food hygiene inspectors of the Department of Agriculture concerning the regulation of Chapter XXI respecting dead or incurable animals.
(*Sessional Papers, No. 163.*)

Par M. Phaneuf:
Cinq réponses écrites à des questions qui ont été posées lors de l'étude des crédits, concernant la politique du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, en matière d'aide aux loisirs et aux sports.
(*Document de la session no 164.*)

By Mr Phaneuf:
Five written answers to questions which were raised during the examination of the estimates, respecting the policy of the High Commission on Youth, Recreation and Sport, in matters of assistance to recreation and sports.
(*Sessional Papers, No. 164.*)

Le projet de loi no 31, « Loi visant la protection de la santé publique en cas de conflit de travail », est présenté par M. Forget.

Bill No. 31, "An Act to provide for protection of the public health in case of a labour dispute", was introduced by Mr Forget.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Mr Forget moved that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR YEAS: M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 91.

CONTRE NAYS: 0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson), apparaissant à l'article 3 du feuillet de mercredi, le 25 juin 1975:

1. Le gouvernement est-il au courant que certaines municipalités ont accordé, au cours des deux dernières années, des subventions à certains partis politiques provinciaux?

2. Le gouvernement est-il au courant que certaines municipalités ont remboursé les frais de séjour à leur maire ou à leurs conseillers municipaux, selon le cas, pour assister au dernier dîner-bénéfice tenu par le Parti Libéral du Québec?

3. La Commission municipale de Québec a-t-elle donné des directives particulières à ce sujet?

Réponse par M. Goldbloom:

1. Oui.

2. Non.

3. Non, mais le ministre des Affaires municipales en fait publier dans la revue « Municipalité '75 », bulletin mensuel du ministère qui est envoyé à toutes les municipalités, livraison de juillet 1975.

Question par M. Bédard (Chicoutimi), apparaissant à l'article 23 du feuillet de mercredi, le 25 juin 1975:

Quelles sommes ont été versées par le ministère des Affaires municipales à la ville de Jonquière pendant les années financières 1972/73 et 1973/74?

The said bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson), put down at Item 3 of the Agenda Paper for Wednesday, June 25th 1975:

1. Is the government aware that certain municipalities have given grants to certain provincial political parties during the last two years?

2. Is the government aware that certain municipalities reimbursed the hotel expenses of their mayors and their municipal councillors, as the case may be, to attend the last fund raising dinner held by the Québec Liberal Party?

3. Has the Québec Municipal Commission issued any particular directives respecting such matter?

Answer by Mr Goldbloom:

1. Yes.

2. No.

3. No, but the Minister of Municipal Affairs has had some published in the July 1975 issue of "Municipalité '75", the monthly bulletin of the Department, which is sent to all the municipalities.

Question by Mr Bédard (Chicoutimi), put down at Item 23 of the Agenda Paper for Wednesday, June 25th 1975:

What amounts were paid to the city of Jonquière by the Department of Municipal Affairs during the 1972/73 and 1973/74 fiscal years?

<i>Réponse par M. Goldbloom:</i>	
1972/73 Subvention (S.H.Q.)	\$536,712.84
1973/74 Aide à la rénovation urbaine	569,076.35
Subvention spéciale aux villes de 25,000 âmes et plus	113 720.00
Art. 100 Loi sur l'évaluation foncière	10,391.00

<i>Answer by Mr Goldbloom:</i>	
1972/73 Grant (Q.H.C.)	\$536,712.84
1973/74 Urban renewal assistance	569,076.35
Special grant to cities of 25,000 inhabitants or more	113,720.00
Sec. 100 — Real Estate Assessment Act	10,391.00

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson), apparaissant à l'article 9 du feuillet de mercredi, le 25 juin 1975:

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson), put down at Item 9 of the Agenda Paper for Wednesday, June 25th 1975:

1. Quels sont les secteurs économiques qui ont été les plus touchés chaque année par les faillites depuis 1970?

1. What are the sectors of the economy which have been the most affected by bankruptcies each year since 1970?

2. Le gouvernement se préoccupe-t-il de l'impact que ces faillites exercent sur notre économie?

2. Is the government taking any steps as regards the impact which such bankruptcies are having on our economy?

3. Des mesures ont-elles été prises pour en diminuer le nombre?

3. Have any measures been taken to reduce the number of bankruptcies?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

On motion of Mr Levesque,—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

M. Levesque, pour M. Saint-Pierre, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Saint-Pierre.

(Document de la session no 165.)

(Sessional Papers, No. 165.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson), apparaissant à l'article 20 du feuillet de mercredi, le 25 juin 1975:

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson), put down at Item 20 of the Agenda Paper for Wednesday, June 25th 1975:

1. Quel salaire a été payé chaque année à M. Côme Carbonneau, depuis sa nomination comme président de SOQUEM?

1. What salary has been paid each year to Mr Côme Carbonneau, since his appointment as president of SOQUEM?

2. Pour chacune de ces années, quel a été le montant de ses frais de représentation et de ses frais de voyage?

2. For each of these years, what was the amount of his representation expenses and his travelling expenses?

3. A-t-il eu droit à certains montants à titre de boni?

4. A-t-il reçu des commissions sur les transactions qu'il a effectuées et, dans l'affirmative, sur quelle base et pour quels montants chaque année?

5. Le gouvernement est-il encore débiteur de certaines sommes envers lui?

Sur la motion de M. Levesque, il est —

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Massé, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 166.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), apparaissant à l'article 38 du feuillet de mercredi, le 25 juin 1975, il est —

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du rapport de la Commission municipale du Québec suite à l'enquête que celle-ci a menée sur l'administration de la ville de Farnham.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 167.)

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), apparaissant à l'article 39 du feuillet de mercredi, le 25 juin 1975, il est —

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Un état complet et détaillé de toutes les ventes de pulpe et de mélasse faites par la Raffinerie de Sucre de Saint-Hilaire, depuis le 20 juin 1972 jusqu'à ce jour, en y indiquant pour chaque vente:

a) le nom et l'adresse de l'acheteur;

b) la date de chaque vente;

c) le prix payé par l'acheteur;

d) le volume de chaque vente.

3. Is he entitled to receive any amounts in the form of a bonus?

4. Has he received any commissions on the transactions he has made, and if so, on what basis and in what amount each year?

5. Are certain amounts still owing to him by the government?

On motion of Mr Levesque, —

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document, on behalf of Mr Massé.

(Sessional Papers, No. 166.)

On the motion by Mr Bellemare (Johnson), put down at Item 38 of the Agenda Paper for Wednesday, June 25th 1975, —

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the report of the Québec Municipal Commission following its inquiry on the administration of the town of Farnham.

Mr Goldbloom tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 167.)

On the motion by Mr Bellemare (Johnson), put down at Item 39 of the Agenda Paper for Wednesday, June 25th 1975,

Ordered, that there be laid before the House:

A complete and detailed statement of all the sales of pulp and molasses made by the Saint-Hilaire Sugar Refinery, from June 20th 1972 to date, and showing for each sale:

(a) the name and address of the purchaser;

(b) the date of each sale;

(c) the price paid by the purchaser;

(d) the volume of each sale.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 168.)

Sur la motion de M. Bédard (Chicoutimi), apparaissant à l'article 48 du feuillet de mercredi, le 25 juin 1975, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tous les contrats intervenus entre l'Office de développement de l'Est du Québec et les Maisons usinées Lanaudière Inc., depuis 1970.

M. Quenneville dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 169.)

Sur la motion de M. Cournoyer, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 27.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux;

Projet de loi no 33.—Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 53, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

Mr Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 168.)

On the motion by Mr Bédard (Chicoutimi), put down at Item 48 of the Agenda Paper for Wednesday, June 25th 1975,—

Ordered, that there be laid before the House:

Copies of any contracts granted to the firm of Maisons usinées Lanaudière Inc., by the Eastern Québec Development Board, since 1970.

Mr Quenneville tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 169.)

On motion of Mr Cournoyer, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 27.—An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act;

Bill No. 33.—Building Contractors Vocational Qualification Act.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 53, "An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure".

Mr Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Choquette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 53 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 39, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments ».

Sur la motion de M. Dionne, ledit rapport est pris en considération.

Les amendements proposés par M. Toupin et M. Roy au projet de loi no 39 et au rapport sont mis aux voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms est remis à la reprise de la séance cet après-midi.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 34.—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay;

Projet de loi no 42. Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Projet de loi no 43. Loi modifiant le Code municipal.

Sur la motion de M. Leduc, ledit rapport est pris en considération.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 53 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Agriculture which examined bill No. 39, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", following second reading.

On motion of Mr Dionne, the said report was taken into consideration.

The amendments proposed by Mr Toupin and by Mr Roy to bill No. 39, and to the report, were put to the vote.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the taking down of the names was postponed until this afternoon at the resumption of the sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 34.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay;

Bill No. 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code.

On motion of Mr Leduc, the said report was taken into consideration.

Les amendements proposés par M. Roy au projet de loi no 42 et au rapport sont mis aux voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms est remis à la reprise de la séance cet après-midi.

Sur la motion de M. Samson, le projet de loi privé no 102, « Loi concernant la ville de Malartic », est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'ordre d'envoi du projet de loi no 92, « Loi abrogeant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec », à la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, pour étude après la première lecture, est révoqué.

Sur la motion de M. Roy, le projet de loi no 92 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

Sur la motion de M. Roy, le projet de loi no 92 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'ordre d'envoi du projet de loi no 93, « Loi du National Cablevision Limited », à la Commission élue permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, pour étude après la première lecture, est révoqué.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Veilleux, le projet de loi no 93 est lu la deuxième fois.

The amendments proposed by Mr Roy to bill No. 42 and to the report were put to the vote.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the taking down of the names was postponed until this afternoon at the resumption of the sitting.

On motion of Mr Samson, Private Bill No. 102, "An Act respecting the town of Malartic", was considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Order for the referral for consideration of bill No. 92, "An Act to repeal the Act to incorporate "La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec", to the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, following second reading, was rescinded.

On motion of Mr Roy, bill No. 92 was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

On motion of Mr. Roy, bill No. 92 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the Order for the referral for consideration of bill No. 93, "The National Cablevision Limited Act", to the Select Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, following second reading, was rescinded.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Veilleux, bill No. 93 was read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Veilleux, le projet de loi no 93 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, la troisième lecture des projets de loi privés suivants est révoquée:

Projet de loi no 180.—Loi concernant la ville de Longueuil;

Projet de loi no 191. Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

Sur la motion de M. Goldbloom, lesdits projets de loi sont, l'un après l'autre, renvoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, amendés et rapportés; les projets de loi amendés sont lus et agréés; les projets de loi sont lus la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi privé no 196, « Loi modifiant la charte de la Ville de Laval », déposé hier, est adopté.

Sur la motion de M. Tetley, la troisième lecture du projet de loi privé no 186, « Loi concernant Estimaerville Land Inc. », est révoquée; ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 100.—Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Veilleux, bill No. 93 was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, the third reading of the following Private Bills was rescinded:

Bill No. 180 An Act respecting the City of Longueuil;

Bill No. 191. An Act to amend the Montreal Urban Community Act.

On motion of Mr Goldbloom, the said bills were severally committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bills as amended were read and agreed to; the bills were read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 196, "An Act to amend the charter of the City of Laval", tabled yesterday, was adopted.

On motion of Mr Tetley, the third reading of Private Bill No. 186, "An Act respecting Estimaerville Land Inc.", was rescinded; the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill No. 100. - An Act to amend the charter of the City of Montreal;

Projet de loi no 193. — Loi refondant la Charte de la Cité de Hull.

(Document de la session no 170.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bonnier, le rapport de la Commission élue permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », est pris en considération et adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Massicotte, le rapport de la Commission élue permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 44, « Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles », est pris en considération.

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de l'amendement qu'il proposera.

L'amendement proposé par M. Toupin au projet de loi no 44 et au rapport, est adopté.

Sur la motion de M. Massicotte, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 44 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 48, « Loi sur le mode de paiement du service d'électricité dans certains locaux d'habitation », est présenté par M. Choquette et lu la première et la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 48 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement:

Bill No. 193. — An Act to revise the Charter of the City of Hull.

(Sessional Papers, No. 170.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bonnier, the report of the Select Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", following second reading, was taken into consideration and adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Massicotte, the report of the Select Standing Committee on Agriculture which examined bill No. 44, "An Act respecting farm income stabilization insurance", following second reading, was taken into consideration.

Mr Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the consideration of the amendment which he intended to propose.

The amendment proposed by Mr Toupin to bill No. 44 and to the report, was adopted.

On motion of Mr Massicotte, the said report was adopted.

On motion of Mr Toupin, bill No. 44 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 48, "An Act respecting the mode of payment for electrical service in certain buildings", was introduced by Mr Choquette and read the first and second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 48 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration siège pour étudier, article par article, le projet de loi no 52, « Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières ».

A la Salle 81 « A »:

La Commission de la justice siège pour étudier, article par article, le projet de loi no 50, « Charte des droits et libertés de la personne » (*Réimpression*).

A la Salle 91 « A »:

La Commission de l'Assemblée nationale siège concernant l'accusation portée contre le Chef de l'Opposition par le ministre de l'Immigration.

M. Cloutier propose que le projet de loi no 54, « Loi modifiant la Loi de l'instruction publique », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 54 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

A treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Quatorze heures trente minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue per-

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 52, "An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying".

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of bill No. 50, "Charter of human rights and freedoms" (*Reprint*).

In Room 91 "A":

The Committee on the National Assembly will sit respecting the charge made against the Leader of the Opposition by the Minister of Immigration.

Mr Cloutier moved that bill No. 54, "An Act to amend the Education Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 54 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Two-thirty o'clock P.M.

Mr President took the Chair

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing

manente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 47, « Loi instituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 171.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lachance, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Sur la motion de M. Cournoyer, le projet de loi no 47 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée prend de nouveau en considération le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 34. — Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay;

Projet de loi no 43. — Loi modifiant le Code municipal.

Sur la motion de M. Picard, pour M. Leduc, le rapport est adopté quant aux projets de loi nos 34 et 43.

Sur la motion de M. Goldbloom, les projets de loi nos 34 et 43 sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois.

M. Levesque, pour M. Forget, propose que le projet de loi no 88, « Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique », soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Committee on Labour and Manpower, and Immigration which examined bill No. 47, "An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 171.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lachance, the said report was taken into consideration and adopted.

On motion of Mr Cournoyer, bill No. 47 was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the Assembly again proceeded to take into consideration the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 34. —An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay;

Bill No. 43.—An Act to amend the Municipal Code.

On motion of Mr Picard, on behalf of Mr Leduc, the report was adopted as regards bills Nos 34 and 43.

On motion of Mr Goldbloom, bills Nos. 34 and 43 were severally read the third time.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Forget, that bill No. 88, "An Act to amend the Public Health Protection Act", be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—72.

CONTRE—NAYS: MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson. —8.

En conséquence, le projet de loi no 88 est lu la troisième fois.

Bill No. 88 was accordingly read the third time.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur les amendements proposés par M. Roy au projet de loi no 42 « Loi modifiant la Loi des cités et villes », et au rapport.

The Assembly proceeded with the taking down of the names on the amendments proposed by Mr Roy to bill No. 42, "An Act to amend the Cities and Towns Act", and to the report.

Lesdits amendements sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The said amendments were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

Sur la motion de M. St-Germain, pour M. Leduc, le rapport est adopté quant au projet de loi no 42.

On motion of Mr St-Germain, on behalf of Mr Leduc, the report was adopted as regards bill No. 42.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 42, « Loi modifiant la Loi des cités et villes », soit lu la troisième fois.

Mr Goldbloom moved, that bill No. 42, "An Act to amend the Cities and Towns Act", be read the third time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 80.

CONTRE—NAYS: MM./Messrs Bellemare (Johnson), Roy, Samson. —3.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la troisième fois.

The said bill was accordingly read the third time.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur les amendements proposés au projet de loi no 39, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments », et au rapport.

The Assembly proceeded with the taking down of the names on the amendments proposed to bill No. 39, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", and to the report.

L'amendement proposé par M. Roy est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The amendment proposed by Mr Roy was rejected on the following division:

POUR—YEAS:— MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

CONTRE—NAYS:— Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. — 75.

Les amendements proposés par M. Toupin sont adoptés, les voix données étant enregistrées comme suit:

The amendments proposed by Mr Toupin were adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Ken-

nedy, Lachance, Lachappelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. 83.

CONTRE NAYS: 0.

Sur la motion de M. Dionne, le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Toupin, le projet de loi no 39, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Cloutier, le projet de loi no 54, « Loi modifiant la Loi de l'instruction publique », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

M. le Président de la commission plénière pour l'étude des crédits fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté tous les crédits supplémentaires (no 1), soit une somme n'excédant pas, en tout, \$64,876,600 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Garneau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: projet

On motion of Mr Dionne, the report was adopted.

On motion of Mr Toupin, bill No. 39, "An Act to amend the Agricultural Products and Food Act", was read the third time.

On motion of Mr. Cloutier, bill No. 54, "An Act to amend the Education Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

On motion of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1976.

Mr Chairman of the Committee of the Whole for the examination of the estimates made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1), namely a sum not exceeding, in all, \$64,876,600 to defray, for the fiscal year ending on the 31st of March 1976, the charges and expenses of the Government and public service of the Province not otherwise provided for, namely the amount of the various programmes set forth in the schedule of the bill which will be introduced.

The report was adopted.

Mr Garneau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No.

de loi no 55. « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

A dix-sept heures vingt-trois minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée suspend sa séance à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Beauregard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 50, « Charte des droits et libertés de la personne » (*Réimpression*).

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session no 172.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Beauregard, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Sur la motion de M. Choquette, le projet de loi no 50 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 52, « Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session no 173.*)

55. "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

At twenty-three minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly suspended its sitting during leisure.

After some time, the Assembly resumed its sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Beauregard, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Justice which examined bill No. 50, "Charter of human rights and freedoms" (*Reprint*).

The said bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 172.*)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Beauregard, the said report was taken into consideration and adopted.

On motion of Mr Choquette, bill No. 50 was read the third time.

With the unanimous consent, of the Assembly, Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration which examined bill No. 52, "An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 173.*)

Sur la motion de M. Lachance, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Sur la motion de M. Cournoyer, le projet de loi no 52 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lamontagne, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, concernant l'accusation portée contre le Chef de l'Opposition par le ministre de l'Immigration.

(Document de la session no 174.)

Sur la motion de M. Lamontagne, ledit rapport est adopté.

Aujourd'hui, vendredi 27 juin 1975, à dix-huit heures vingt-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, du Chef de l'Opposition officielle, de M. Choquette, de M. Cournoyer, de M. Caron, de M. Roy, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 2 Loi modifiant la Loi du crédit agricole;
- 3 Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;
- 4 Loi modifiant la Loi du prêt agricole;
- 5 Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;
- 11 Loi sur le crédit forestier;
- 22 Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires;
- 27 Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux;

On motion of Mr Lachance, the said report was taken into consideration and adopted.

On motion of Mr Cournoyer, bill No. 52 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lamontagne, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, respecting the charge made against the Leader of the Opposition by the Minister of Immigration.

(Sessional Papers, No. 174.)

On motion of Mr Lamontagne, the said report was adopted.

Today, Friday, June 27th 1975, at twenty-five minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of the Leader of the Official Opposition, of Mr Choquette, of Mr Cournoyer, of Mr Caron, of Mr Roy, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 2 An Act to amend the Farm Credit Act;
- 3 An Act to amend the Farm Improvement Act;
- 4 An Act to amend the Farm Loan Act;
- 5 An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations;
- 11 Forestry Credit Act;
- 22 An Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires";
- 27 An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act;

33	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction;	33	Building Contractors Vocational Qualification Act;
34	Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais;	34	An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay and the Outaouais Regional Community Act;
39	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments;	39	An Act to amend the Agricultural Product and Food Act;
42	Loi modifiant la Loi des cités et villes;	42	An Act to amend the Cities and Towns Act;
43	Loi modifiant le Code municipal;	43	An Act to amend the Municipal Code;
44	Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles;	44	An Act respecting farm income stabilization insurance;
46	Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;	46	An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act;
47	Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;	47	An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act;
48	Loi sur le mode de paiement du service d'électricité dans certains immeubles;	48	An Act respecting the mode of payment for electrical service in certain buildings;
49	Loi modifiant le Code de la route;	49	An Act to amend the Highway Code;
50	Charte des droits et libertés de la personne;	50	Charter of human rights and freedoms;
52	Loi de l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières;	52	An Act respecting indemnities for victims of asbestosis and silicosis in mines and quarries;
53	Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile;	53	An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure;
54	Loi modifiant la Loi de l'instruction publique;	54	An Act to amend the Education Act;
55	Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public;	55	An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service;

88	Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique;	88	An Act to amend the Public Health Protection Act;
92	Loi abrogeant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec;	92	An Act to repeal the Act to incorporate "La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec";
93	Loi du National Cablevision Limited;	93	The National Cablevision Limited Act;
102	Loi concernant la ville de Malartic;	102	An Act respecting the town of Malartic;
176	Loi concernant la ville de Val d'Or;	176	An Act respecting the town of Val d'Or;
180	Loi concernant la ville de Longueuil;	180	An Act respecting the City of Longueuil;
186	Loi concernant Estimaerville Land Inc.;	186	An Act respecting Estimaerville Land Inc.;
191	Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.	191	An Act to amend the Montreal Urban Community Act.

M. Bourassa propose:

Mr Bourassa moved:

Que l'Assemblée nationale nomme comme membres de la Commission des droits de la personne, les personnes suivantes:

That the National Assembly do appoint the following persons as members of the Human Rights Commission:

Président:

Chairman:

Me René Hurtubise, professeur.

Mr René Hurtubise, professor.

Vice-président:

Vice-chairman:

M. Maurice Champagne, directeur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Mr Maurice Champagne, Director of the Ligue des Droits de l'Homme.

Membres:

Members:

Me Perry Meyer, avocat;

Mr Perry Meyer, advocate;

M. René A. Saint-Louis, professeur;

Mr René A. Saint-Louis, professor;

Mme Monica M. Matte, directeur du Conseil du Civisme;

Mrs Monica M. Matte, Director of the Council on Good Citizenship;

M. Jean-Paul Nolet, annonceur.

Mr Jean-Paul Nolet, announcer.

Que ces membres soient nommés pour une période de cinq années.

That such members be appointed for a term of office of five years.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drum-

mond, Dufour, Faucher, Fortier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Pagé, Parent (Prévost), Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault. —75.

CONTRE— NAYS:—0.

A dix-neuf heures six minutes, sur la motion de M. Bourassa, l'Assemblée s'ajourne à mardi 28 octobre 1975, à quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At six minutes past seven o'clock P.M., on motion of Mr Bourassa, the Assembly adjourned until Tuesday, October 28th 1975, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 26 septembre 1975*Dix heures***Friday, September 26th 1975***Ten o'clock A.M.*

M. Malépart, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration qui a siégé les 12, 18, 23 et 24 septembre 1975, aux fins d'entendre les principales parties intéressées au conflit de travail à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

(Document de la session no 175.)

M. Levesque propose:

Que, vu l'état critique prévalant dans le domaine du transport en commun en raison de la grève de certains employés sédentaires de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, il y a urgence, en vue de l'adoption du projet de loi no 57, « Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal », et conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement:

1^o de suspendre l'application des articles 24, 30, 31, 33, cinquièmement et huitièmement, 35, deuxièmement, 49, premièrement, 57, 68, 77, 78, 79, 80, 87, 88,

Mr Malépart, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration which sat on September 12th, 18th, 23rd, and 24th 1975, for the purpose of hearing the principal parties concerned in the labour dispute at the Montreal Urban Community Transit Commission.

(Sessional Papers, No. 175.)

Mr Levesque moved:

That in view of the critical situation prevailing in the public transport sector because of the strike by certain sedentary employees of the Montreal Urban Community Transit Commission, it is urgent, for the purpose of passing bill No. 57, "An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission", and in accordance with paragraph 2 of Standing Order 84:

1. to suspend the application of Standing Orders 24, 30 and 31, the 5th and 8th paragraphs of Standing Order 33, the 2nd paragraph of Standing Order 35, the 1st

115, 116, 134 et 174 du règlement; que, nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques; que, de plus, la commission plénière fasse rapport au plus tard trois heures après le début de ses travaux.

2° En conséquence, que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue et que l'Assemblée puisse siéger sans interruption de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, tous les jours de la semaine sauf le dimanche, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement et ce, jusqu'à l'adoption du projet de loi no 57.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mlle/Miss Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Cadieux, Carpentier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limouilou), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—66.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Léger, Lessard, Morin, Roy.—7.

A douze heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil.

paragraph of Standing Order 49 and Standing Orders 57, 68, 77, 78, 79, 80, 87, 88, 115, 116, 134 and 174; that notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public; that furthermore, the Committee of the Whole do report not later than three hours after the beginning of its work.

2. That the application of the Standing Orders enumerated above be suspended accordingly and that the Assembly may sit without interruption from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, every day of the week except on Sundays, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings, all of which until the passing of bill No. 57.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

At twelve-fifteen o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Quatorze heures trente minutes

Two-thirty o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Sur la motion de M. Harvey (Jonquière), le projet de loi no 57, « Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal », est lu la première fois.

On motion of Mr Harvey (Jonquière), bill No. 57, "An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission", was read the first time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 57, « Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 57, "An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission".

M. Harvey (Jonquière) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Harvey (Jonquière) informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Harvey (Jonquière) propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Harvey (Jonquière) moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

M. Burns propose:

Mr Burns moved:

« Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots suivants: « le 27 septembre 1975 ». »

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding at the end thereof the following words: "September 27th 1975"."

Et un débat s'élève sur cet amendement.

And a debate arising on this amendment.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit:

The amendment was then rejected on the following division:

POUR —YEAS:— MM. Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin.—5.

CONTRE— NAYS:— MM. Messrs Arsenault, Assad, Mlle Miss Bacon, MM. Messrs Bacon, Beauregard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Cadieux, Carpentier, Cloutier, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est-East), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—56.

ABSTENTIONS:— MM. Messrs Bellemare (Johnson), Roy.—2.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

A dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The main motion was then adopted on the following division:

POUR —YEAS:— MM. Messrs Arsenault, Beauregard, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Cadieux, Carpentier, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Glasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est-East), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Mercier, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Séguin, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—53.

CONTRE— NAYS:—MM. Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Lessard, Morin.—5.

En conséquence, le projet de loi no 57 est lu la deuxième fois.

Bill No. 57 was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier, article par article, le projet de loi no 57, « Loi assurant aux usagers

On motion of Mr Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the section by section examination of bill No. 57, "An Act to ensure users

la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal ».

the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission”.

0 heure, samedi 27 septembre 1975

Midnight, Saturday, September 27th 1975

Ledit projet de loi est alors amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

The said bill was then amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

M. Harvey (Jonquière) propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Mr Harvey (Jonquière) moved that the said bill be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Eoudreault, Bourassa, Boutin, Cadieux, Carpentier, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Séguin, St-Germain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—54.

CONTRE —NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Morin.—4.

En conséquence, le projet de loi no 57 est lu la troisième fois.

Bill No. 57 was accordingly read the third time.

M. Levesque propose que l'Assemblée soit ajournée à mardi 4 novembre 1975, à quinze heures.

Mr Levesque moved that the Assembly be adjourned until Tuesday, November 4th 1975, at three o'clock P.M.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM. Messrs Assad, Bacon, Beauregard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Boudreault, Bourassa, Boutin, Carpentier, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Pagé, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, St-Germain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—49.

CONTRE—NAYS:—MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Léger, Morin, Roy.—5.

ABSTENTION:—M./Mr Bellemare (Johnson).—1.

En conséquence, à 0 heure trente-trois minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi 4 novembre 1975, à quinze heures.

At thirty-three minutes past midnight, the Assembly accordingly adjourned until Tuesday, November 4th 1975, at three o'clock P.M.

Aujourd'hui, samedi 27 septembre 1975, à 0 heure quarante-trois minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Blank, le Vice-Président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Malépart, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

Today, Saturday, September 27th 1975, at forty-three minutes past midnight, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Blank, the Vice-President of the National Assembly, of Mr Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Malépart, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

57 Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

57 An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission.

Le Vice-Président,
HARRY BLANK.

HARRY BLANK,
Vice-President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 4 novembre 1975

Quinze heures

M. le Président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée les lettres suivantes:

Québec, le 3 novembre 1975.

Honorable Jean-Noël Lavoie,
Président,
Assemblée nationale du Québec,
Cité Parlementaire,
Edifice « B », ch. 107,
Québec.

Monsieur le Président,

La présente est pour vous aviser que depuis 11:00 heures ce matin, M. Fabien Roy a été exclu des rangs du Ralliement Créditiste du Québec (parti Créditiste) et qu'en conséquence, il n'agira plus comme leader parlementaire de notre parti et qu'en outre il ne siègera plus sous notre étiquette politique.

Tuesday, November 4th 1975

Three o'clock P.M.

Mr President made the following announcement:

I have the honour to inform the Assembly of the following letters:

Québec, November 3rd 1975.

The Honourable Jean-Noël Lavoie,
President,
The National Assembly of Québec,
Parliamentary City,
Room 107, Building "B",
Québec.

Mr President,

You are hereby advised that since 11:00 o'clock this morning, Mr Fabien Roy has been excluded from the ranks of the Social Credit Rally of Québec (Social Credit Party), and that as a result, he will no longer act as Parliamentary Leader of our party, and that furthermore, he will no longer sit under the label of our party.

Vous m'obligerez beaucoup en prenant les dispositions qui s'appliquent en pareille circonstance.

Vous priant d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments, je me soustris

Votre obligé,

(Signé) Camil Samson

CAMIL SAMSON, M.A.N.
*Chef du Ralliement Créditiste,
Député de Rouyn-Noranda.*

Québec, le 4 novembre 1975.

Monsieur Jean-Noël Lavoie,
Président,
Assemblée nationale du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec.

Monsieur le Président,

Suite à la lettre que vous avez reçue du député de Rouyn-Noranda, concernant mon statut de député à l'Assemblée nationale du Québec, je vous demanderais de bien vouloir retarder votre décision à demain.

Vous remerciant à l'avance de votre obligeance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le député de Beauce-Sud,

(Signé) FABIEN ROY

FABIEN ROY, M.A.N.

M. Malouin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a siégé les 3 et 4 juillet 1975, afin d'entendre les représentants de l'Hy-

I will be much obliged if you will take the measures which are required under such circumstances.

Thanking you in advance, Mr President, I remain,

Yours very truly,

(Signed) Camil Samson

CAMIL SAMSON, M.N.A.,
*Leader of the Social Credit Rally,
Member for Rouyn-Noranda.*

Québec, November 4th 1975.

Mr Jean-Noël Lavoie,
President,
The National Assembly of Québec,
Parliamentary City,
Québec.

Mr President,

Further to the letter which you received from the Member for Rouyn-Noranda concerning my status as a Member of the National Assembly of Québec, I would ask you to be kind enough to delay your decision until tomorrow.

Thanking you in advance for your kindness, I remain,

Yours very truly,

(Signed) FABIEN ROY

FABIEN ROY, M.N.A.,

Member for Beauce-South.

Mr Malouin, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which sat on July 3rd and 4th 1975, for the purpose of hearing

dro-Québec sur l'administration de cette société.

(Document de la session no 176).

M. Levesque propose:

Que les changements suivants soient apportés dans la composition des commissions élues permanentes:

Commission des affaires municipales: M. Dufour remplace M. Perreault et M. Denis remplace M. Vaillancourt.

Commission des affaires sociales: M. Giasson remplace Mme Bacon et M. Malépart remplace M. Dufour.

Commission de l'agriculture: M. Vaillancourt remplace M. Giasson et M. Drummond remplace M. Toupin.

Commission de l'Assemblée nationale: M. Marchand remplace M. Giasson et M. Pagé remplace M. Malouin.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières: M. Boutin remplace M. Beauregard et Mme Bacon remplace M. Tetley.

Commission de l'éducation: M. Garneau remplace M. Cloutier et M. Tardif remplace M. Houde (Fabre).

Commission des engagements financiers: M. Veilleux remplace M. Giasson.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu: M. Berthiaume remplace M. Marchand.

Commission de la fonction publique: M. Lachapelle remplace M. Cloutier et M. Harvey (Charlesbourg) remplace M. Pagé.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche: M. Lacroix remplace M. Dufour.

Commission de la justice: M. Lalonde remplace M. Beauregard et M. Levesque remplace M. Choquette.

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales: M. Desjardins remplace M. Brown; M. Beauregard remplace M. Denis; M. Pagé remplace M. Lacroix et M. Perreault remplace M. Levesque.

the representatives of Hydro-Québec concerning the administration of such corporation.

(Sessional Papers, No. 176.)

Mr Levesque moved:

That the following changes be made respecting the members of the Select Standing Committees:

Committee on Municipal Affairs: Mr Perreault is replaced by Mr Dufour and Mr Vaillancourt is replaced by Mr Denis.

Committee on Social Affairs: Mrs Bacon is replaced by Mr Giasson and Mr Dufour is replaced by Mr Malépart.

Committee on Agriculture: Mr Giasson is replaced by Mr Vaillancourt and Mr Toupin is replaced by Mr Drummond.

Committee on the National Assembly: Mr Giasson is replaced by Mr Marchand and Mr Malouin is replaced by Mr Pagé.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions: Mr Beauregard is replaced by Mr Boutin and Mr Tetley is replaced by Mrs Bacon.

Committee on Education: Mr Cloutier is replaced by Mr Garneau and Mr Houde (Fabre) is replaced by Mr Tardif.

Committee on Financial Commitments: Mr Giasson is replaced by Mr Veilleux.

Committee on Finance, Public Accounts and Revenue: Mr Marchand is replaced by Mr Berthiaume.

Committee on the Civil Service: Mr Cloutier is replaced by Mr Lachapelle and Mr Pagé is replaced by Mr Harvey (Charlesbourg).

Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game: Mr Dufour is replaced by Mr Lacroix.

Committee on Justice: Mr Beauregard is replaced by Mr Lalonde and Mr Choquette is replaced by Mr Levesque.

Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs: Mr Brown is replaced by Mr Desjardins; Mr Denis is replaced by Mr Beauregard; Mr Lacroix is replaced by Mr Pagé and Mr Levesque is replaced by Mr Perreault.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts: M. Bérard remplace M. Giasson et M. Cournoyer remplace M. Harvey (Dubuc).

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement: M. Chagnon remplace M. Berthiaume et M. Tremblay remplace M. St-Hilaire.

Commission du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration: M. Pagé remplace M. Bérard; M. Veilleux remplace M. Ciaccia; M. Harvey (Jonquière) remplace M. Cournoyer; M. Harvey (Dubuc) remplace M. Harvey (Charlesbourg) et M. St-Germain remplace M. Lecours.

Commission des corporations professionnelles: M. Houde (Abitibi-Est) remplace M. Choquette.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Committee on Natural Resources and Lands and Forests: Mr Giasson is replaced by Mr Bérard and Mr Harvey (Dubuc) is replaced by Mr Cournoyer.

Committee on Transport, Public Works and Supply: Mr Berthiaume is replaced by Mr Chagnon and Mr St-Hilaire is replaced by Mr Tremblay.

Committee on Labour and Manpower, and Immigration: Mr Bérard is replaced by Mr Pagé; Mr Ciaccia is replaced by Mr Veilleux; Mr Cournoyer is replaced by Mr Harvey (Jonquière); Mr Harvey (Charlesbourg) is replaced by Mr Harvey (Dubuc) and Mr Lecours is replaced by Mr St-Germain.

Committee on Professional Corporations: Mr Choquette is replaced by Mr Houde (Abitibi-East).

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Cornellier, Côté, Denis, Déon, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Saindon, Samson, Shanks, Simard, Springate, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

Abstentions:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Choquette, Roy.—3.

M. Levesque propose:

Que les modifications suivantes soient apportées au feuillet d'aujourd'hui:

c) Remplacer le nom de M. Tetley par celui de Mme Bacon.

d) Remplacer le nom de M. Cournoyer par celui de M. Harvey (Jonquière).

Mr Levesque moved:

That the following changes be made to today's Agenda Paper:

(c) The name of Mr Tetley is replaced by that of Mrs Bacon.

(d) The name of Mr Cournoyer is replaced by that of Mr Harvey (Jonquière).

l) Remplacer le nom de M. Levesque par celui de M. Cloutier.

Article 2) Remplacer le nom de M. Cournoyer par celui de M. Harvey (Jonquière).

Projet de loi no 6.—Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains.

a) Remplacer le nom de M. Tetley par celui de Mme Bacon.

b) Remplacer les mots « institutions financières, compagnies et coopératives » par les mots « consommateurs, coopératives et institutions financières ».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Drummond:

Projet de loi no 56.—Loi modifiant la Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales.

Par M. Cournoyer:

Projet de loi no 58.—Loi concernant les droits sur les mines.

Par Mme Bacon:

Projet de loi no 60.—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies;

Projet de loi no 61.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations.

Par M. Garneau:

Projet de loi no 64.—Loi concernant les mesures anti-inflationnistes.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Goldbloom:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'année 1973/74.

(Document de la session no 177.)

l) The name of Mr Levesque is replaced by that of Mr Cloutier.

Item 2) The name of Mr Cournoyer is replaced by that of Mr Harvey (Jonquière).

Bill No. 6.—An Act respecting the protection of buyers of new houses and land.

(a) The name of Mr Tetley is replaced by that of Mrs Bacon.

(b) The words "financial institutions, companies and cooperatives" are replaced by the words "consumer affairs, cooperatives and financial institutions".

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Drummond:

Bill No. 56.—An Act to amend the Act to promote the development and modernization of regional dairies.

By Mr Cournoyer:

Bill No. 58.—An Act respecting mining duties.

By Mrs Bacon:

Bill No. 60.—An Act to amend the Companies Information Act;

Bill No. 61.—An Act to amend the Special Corporate Powers Act.

By Mr Garneau:

Bill No. 64.—An Act respecting anti-inflation measures.

The following documents were tabled:

By Mr Goldbloom:

Annual report of the Québec Housing Corporation, for 1973/74.

(Sessional Papers, No. 177.)

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 178.)

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 179.)

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 180.)

Rapport annuel du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, en date du 30 septembre 1975.

(Document de la session no 181.)

Par M. Levesque:

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 182.)

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 183.)

Par M. Levesque, pour M. Parent (Hull):

Rapport annuel de la Commission administrative du régime de retraite, pour l'année 1974.

(Document de la session no 184.)

Conformément à l'article 78 du règlement, avant l'appel des affaires du jour, M. Morin propose la tenue d'un débat pour discuter d'une affaire importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence à savoir: le taux sans précédent du chômage au Québec et les mesures immédiates qu'il importe de prendre pour y faire face.

Après avoir entendu les brèves remarques du chef de l'Opposition au soutien de sa motion, le Président déclare que la jurisprudence établie depuis quelques années l'amène à la refuser, parce qu'il ne

Annual report of the Outaouais Development Corporation, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 178.)

Annual report of the Department of Municipal Affairs, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 179.)

Annual report of the Advisory Council on the Environment, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 180.)

Annual report of the Greater Québec Water Purification Board, dated September 30th 1975.

(Sessional Papers, No. 181.)

By Mr Levesque:

Annual report of the Legal Services Commission, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 182.)

Annual report of "Régie des loteries et courses du Québec", for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 183.)

By Mr Levesque, on behalf of Mr Parent (Hull):

Annual report of the Pension Commission, for 1974.

(Sessional Papers, No. 184.)

Before Business of the Day was called, and in accordance with Standing Order 78, Mr Morin proposed that a debate be held to discuss an important matter within the competence of the Assembly and in immediate need of consideration the examination of which was urgent, to wit: the unprecedented rate of unemployment in the province of Québec and the immediate measures which must be taken to face it.

After hearing the brief remarks made by the Leader of the Opposition in support of his motion, Mr President declared that the jurisprudence that had been established for some years led him to refuse it,

s'agit pas d'une crise soudaine et que de plus, deux occasions seront données prochainement de discuter de cette question, soit la motion du leader parlementaire de l'Opposition sur le salaire minimum et la loi du ministre des Finances concernant les mesures anti-inflationnistes.

Enfin, un principe contenu dans la préface de notre règlement à l'effet que l'Opposition doit pouvoir s'exprimer en toute liberté et la majorité faire adopter sa législation, mérite d'être respecté; or, au cours de la présente semaine, deux journées entières sont déjà réservées à des motions de l'Opposition, soit le mercredi et le jeudi.

Pour toutes ces raisons, il déclare cette motion irrecevable.

M. Levesque donne les avis suivants:

Demain, à compter de dix heures, au Salon Rouge, la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aux fins d'examiner l'entente à intervenir avec les Indiens et les Inuit.

Jeudi, à compter de dix heures, à la Salle 91 « A », la Commission de l'Assemblée nationale siégera aux fins d'entendre le Protecteur du citoyen sur les principes de sa juridiction et particulièrement en regard du cas Seigle.

M. Cournoyer propose, pour M. Harvey (Jonquière), que le projet de loi no 20, « Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

because it was not a matter of a sudden crisis and that furthermore, there will be two forthcoming occasions during which this matter may be debated, namely the motion on the minimum wage by the Parliamentary Leader of the Opposition and the bill of the Minister of Finance respecting anti-inflation measures.

Lastly, a principle contained in the foreword to our Standing Orders which provides that the Opposition must be able to speak without restraint, and the majority must be able to have its legislation adopted, deserves to be respected. In addition, two full days of this week, namely Wednesday and Thursday, have already been set aside for motions by the Opposition.

For all these reasons he declared the motion inadmissible.

Mr Levesque gave the following notices:

Tomorrow, commencing at ten o'clock A.M., the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit in the Red Room for the purpose of examining the agreement to be made with the Indians and the Inuit.

On Thursday, commencing at ten o'clock A.M., the Standing Committee on the National Assembly will sit in Room 91 "A", for the purpose of hearing the Public Protector on the principles falling under his jurisdiction, and particularly as regards the Seigle matter.

Mr Cournoyer moved, on behalf of Mr Harvey (Jonquière), that bill No. 20, "Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 20 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration.

A dix-sept heures quarante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Levesque, bill No. 20 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration.

At forty minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 5 novembre 1975

Quinze heures

M. le Président s'exprime comme suit :

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la lettre suivante :

Québec, le 5 novembre 1975.

Monsieur Jean-Noël Lavoie,
Président,
Assemblée nationale du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec.

Monsieur le Président,

Je vous avise par la présente qu'à compter de ce jour je désire continuer mon mandat à titre de député indépendant de Beauce-Sud.

Je vous saurais gré d'en aviser la Chambre et de me désigner un nouveau fauteuil.

Wednesday, November 5th 1975

Three o'clock P.M.

Mr President made the following announcement :

I have the honour to inform the Assembly of the following letter :

Québec, November 5th 1975.

Monsieur Jean-Noël Lavoie,
President,
The National Assembly of Québec,
Parliamentary City,
Québec.

Mr President,

I hereby advise you that commencing today, I wish to continue my term of office as the independent Member for Beauce-South.

I would be grateful if you would so advise the House and assign me a new seat.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'expression de mes sentiments distingués.

Le député de Beauce-Sud,

(Signé) FABIEN ROY

FABIEN ROY, M.A.N.

Thanking you in advance, I remain,

Yours very truly,

(Signed) Fabien Roy

FABIEN ROY, M.N.A.,

Member for Beauce-South.

M. Caron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a siégé les 9, 10 et 16 juillet 1975 aux fins d'entendre les explications des autorités responsables de la tenue des Jeux olympiques de 1976, quant au coût des installations olympiques et la tenue des jeux, quant au calendrier de réalisation des travaux en cours et quant aux prévisions des revenus des jeux.

(Document de la session no 185.)

M. Samson propose:

Que la motion de blâme, en vertu de l'article 24 du règlement, apparaissant en son nom, en appendice au feuillet d'aujourd'hui, soit retirée et que le nom de M. Samson soit substitué à celui de M. Roy sur la liste des commissions élues permanentes suivantes: la Commission de l'Assemblée nationale; la Commission des finances, des comptes publics et du revenu; la Commission de l'agriculture; la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration; la Commission des affaires municipales; la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement; la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières et la Commission des engagements financiers.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Caron, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which sat on July 9th, 10th and 16th 1975 for the purpose of hearing the explanations of the authorities responsible for the holding of the 1976 Olympic Games, as regards the costs of the olympic installations and the holding of the games, and as regards the schedule for the carrying out of the work in hand and the estimated revenue for the games.

(Sessional Papers, No. 185.)

Mr Samson moved:

That the motion of non-confidence, under Standing Order 24, put down under his name in the Appendix of today's Agenda Paper be withdrawn, and that the name of Mr Roy be replaced by that of Mr Samson on the list of the following Select Standing Committees: the Committee on the National Assembly; the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue; the Committee on Agriculture; the Committee on Labour and Manpower, and Immigration; the Committee on Municipal Affairs; the Committee on Transport, Public Works and Supply; the Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions and the Committee on Financial Commitments.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Charron, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailoux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Picotte, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, Springate, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Choquette, Leduc, Marchand, Roy.—5.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Forget:

Rapport annuel du Conseil des Affaires sociales et de la famille, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 186.*)

By Mr Forget:

Annual report of the Family and Social Affairs Council, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 186.*)

Par M. Toupin:

Rapport annuel du ministère des Terres et Forêts, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 187.*)

By Mr Toupin:

Annual report of the Department of Lands and Forests, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No 187.*)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

Mr Levesque gave the following notice:

Tomorrow, commencing at ten o'clock A.M., the following Select Standing Committees will sit:

À la Salle 81 « A »:

La Commission des richesses naturelles et des terres et forêts siégera aux fins d'examiner l'entente à intervenir avec les Indiens et les Inuit.

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit for the purpose of examining the agreement to be made with the Indians and the Inuit.

À la Salle 91 « A »:

La Commission de l'Assemblée nationale siégera aux fins d'entendre le Protecteur du citoyen sur les principes de sa juridiction et particulièrement en regard du cas Seigle.

In Room 91 "A":

The Standing Committee on the National Assembly will sit for the purpose of hearing the Public Protector on the principles falling under his jurisdiction, and particularly as regards the Seigle matter.

Directive de M. le Président concernant la motion de censure faite en vertu de l'article 24 du règlement et apparaissant en avis au feuillet au nom de M. Roy.

Puisque M. le Président a déjà partagé les motions de censure comme suit : quatre à l'Opposition officielle, une au Ralliement créditiste et une à l'Union nationale, et puisque le chef du Ralliement créditiste a manifesté l'intention de conserver son droit à une motion de censure, étant donné le nouveau statut de M. Roy à l'Assemblée nationale, M. le Président doit refuser celle proposée par M. Roy et ordonner qu'elle soit rayée du feuillet.

QUESTIONS ET REPONSES

Question par M. Roy :

1. Combien de lots sous billet de location ont été concédés définitivement dans le comté de Beauce-Sud en 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974 ?

2. Quels sont les noms des personnes à qui ont été concédés des lots sous billet de location ?

Réponse par M. Drummond :

1. *Comté de Beauce*

1970	25
1971	24
1972	7
1973	2

Comté de Beauce-Sud

1973	2
1974	5

2. *Comté de Beauce :*

En 1970, des billets de location furent accordés à MM. Philippe Bureau et Théobald Lessard.

En 1971, un billet de location fut accordé à M. Georges-Henri Morin.

En 1972, aucun.

En 1973, jusqu'au 25 septembre — aucun.

Directive by Mr President respecting the motion of non-confidence under Standing Order 24 and notice of which is given under the name of Mr Roy in the Agenda Paper.

As Mr President has already distributed the motions of non-confidence as follows: four to the Official Opposition, one to the Social Credit Rally and one to the Union Nationale, and as the Leader of the Social Credit Rally has expressed the intention of keeping his right to one motion of non-confidence, in view of the new status of Mr Roy in the National Assembly, Mr President must refuse the one by Mr Roy, and order that it be struck off the Agenda Paper.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Roy :

1. How many lots under location ticket in the electoral district of Beauce-South were definitively conveyed in 1970, 1971, 1972, 1973 and 1974 ?

2. What are the names of the persons to whom such lots under location ticket were conveyed ?

Answer by Mr Drummond :

1. *County of Beauce*

1970	25
1971	24
1972	7
1973	2

County of Beauce-South

1973	2
1974	5

2. *County of Beauce :*

In 1970, location tickets were conveyed to Messrs Philippe Bureau and Théobald Lessard.

In 1971, one location ticket was conveyed to Mr Georges-Henri Morin.

In 1972, none.

In 1973, as at September 25th — none.

Comté de Beauce-Sud:
En 1973, du 26 septembre — aucun.
En 1974, aucun.

Question par M. Lessard:

À quelle firme d'ingénieurs conseil le ministère de l'Agriculture a-t-il confié la tâche de prévoir les mécanismes d'application de la future loi sur le zonage agricole; quel est le montant du (ou des) contrat(s) accordé(s) et quel est l'échéancier prévu des travaux?

Réponse par M. Drummond:

Aucune firme d'ingénieurs conseil ne s'est vue confier cette tâche.

Question par M. Burns:

1. Est-ce que le décret de la construction a été appliqué aux salaires payés par la compagnie Sanitex alors qu'elle exécutait un contrat pour le compte du gouvernement fédéral dans le parc de la Mauricie, en particulier du 1er décembre 1971 au 3 décembre 1973?

2. Si non, pourquoi?

Réponse par M. Harvey (Jonquière):

1. Les travaux exécutés par la firme Sanitex Inc. durant la période du 1er décembre 1971 au 3 décembre 1973 dans le Parc National de la Mauricie n'étaient pas assujettis au décret de la construction.

2. La firme Sanitex Inc. n'étant pas un employeur professionnel de l'industrie de la construction, conséquemment, ce genre de travail n'est pas assujéti à la loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction mais, plutôt à l'Ordonnance No. 9, 1970 (Exploitations Forestières) de la Commission du Salaire Minimum.

Sur la motion de M. Roy, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance et autres documents échangés entre la Société Généalogique des Mormons de Salt Lake City, le ministère de la Justice, l'Assemblée

County of Beauce-South:
In 1973, from September 26th — none.
In 1974, none.

Question by Mr Lessard:

To what firm of consulting engineers did the Department of Agriculture entrust the task of planning the methods for the application of the contemplated Agricultural Zoning Act: what is the amount of the contract or contracts granted and when is the work expected to be completed?

Answer by Mr Drummond:

This task was not entrusted to any firm of consulting engineers.

Question by Mr Burns:

1. Was the construction decree applied to the wages paid by the firm of Sanitex while it was carrying out a contract on behalf of the federal government in Mauricie Park, particularly from December 1st 1971 to December 3rd 1973?

2. If not, why not?

Answer by Mr Harvey (Jonquière):

1. The work carried out by the firm of Sanitex Inc., in Mauricie National Park during the period from December 1st 1971 to December 3rd 1973 was not subject to the construction decree.

2. As the firm of Sanitex Inc., does not employ construction industry tradesmen, this type of work does not come under the Construction Industry Labour Relations Act, but rather under Ordinance No. 9 (Forestry Operations) of the Minimum Wage Commission.

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence and other documents exchanged between the Mormon Genealogy Society of Salt Lake City, the Department of Justice, the Episcopal

épiscopale des Évêques du Québec et l'Institut Généalogique Drouin, concernant la reproduction des registres de l'État civil du Québec.

M. Levesque dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 188.)

Sur la motion de M. Roy, il est---

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de l'étude préliminaire préparée par le gouvernement fédéral relativement à l'établissement d'un parc national dans le Sud-Est du Québec, plus précisément dans le comté de Beauce-Sud, ainsi que copie de tous rapports, documents, correspondance échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial et la Société Saint-Jean-Baptiste de la Beauce.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(Document de la session no 189.)

M. Burns propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être porté, rétroactivement au 1er novembre 1975, à \$3.00 l'heure et, par la suite, être indexé annuellement à l'indice du coût de la vie.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Harvey (Jonquière) propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en remplaçant tous les mots après les mots « doit être » par les suivants: « ajusté conformément aux études récentes faites à la demande du Ministre du travail et de la main-d'oeuvre sur une politique de condition minimale de travail et sur l'application du salaire minimum au Québec. »

Et un débat s'élève sur cet amendement.

Assembly of Bishops of the Province of Québec and the Institut Généalogique Drouin, concerning the reproduction of the Civil Status Registers of the province of Québec.

Mr Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 188.)

On motion of Mr Roy,---

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the preliminary survey prepared by the federal government on the establishment of a national park in South-eastern Québec, or more precisely in the electoral district of Beauce-South, together with copies of any reports, documents and correspondence exchanged by the federal government, the provincial government and the Société Saint-Jean-Baptiste of Beauce.

Mr Cloutier tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 189.)

Mr Burns moved:

That the Assembly is of opinion that the basic rate of the minimum wage should be raised to \$3.00 per hour, retroactively to November 1st 1975, and be indexed annually thereafter to the cost of living index.

And a debate arising on this motion.

Mr Harvey (Jonquière) moved:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after the words "should be", therein, by the words: "adjusted in accordance with the recent studies made at the request of the Minister of Labour and Manpower on a policy of minimal working conditions and the application of the minimum wage in the province of Québec."

And a debate arising on this amendment.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Veilleux.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The debate was adjourned on motion of Mr Veilleux.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 6 novembre 1975

Quinze heures

M. Boudreault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a siégé les 27 mai, 3, 11 et 12 juin 1975, afin de prendre en considération les recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction.

(Document de la session no 190.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Veilleux propose :

Que le Ministre des travaux publics et de l'approvisionnement dépose sur le bureau de la Chambre le dossier concernant le contrat avec Les Investissements Seigle Inc.

La motion est adoptée.

Le projet de loi no 66, « Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte », est présenté par M. Drummond.

M. Drummond propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

Thursday, November 6th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Boudreault, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration which sat on May 27th, and on June 3rd, 11th and 12th 1975, for the purpose of considering the recommendations contained in the report of the Commission of Inquiry on the Exercising of Freedom of Association in the Construction Industry.

(Sessional Papers, No. 190.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Veilleux moved:

That the Minister of Public Works and Supply do table the file concerning the contract with Seigle Investments Inc.

The motion was adopted.

Bill No. 66, "An Act to amend the Crop Insurance Act", was introduced by Mr Drummond.

Mr Drummond moved that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données
étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the follow-
ing vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Blank, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 66 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 66 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Le projet de loi no 67, « Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles », est présenté par M. Drummond, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 67, "An Act to amend the Act respecting farm income stabilization insurance", was introduced by Mr Drummond, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Levesque, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced by Mr Levesque, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Projet de loi no 38.—Loi modifiant le Code de procédure civile et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins;

Bill No. 38.—An Act to amend the Code of Civil Procedure and to authorize the use of certified mail for certain purposes;

Projet de loi no 69.—Loi modifiant la Loi des poursuites sommaires.

Bill No. 69.—An Act to amend the Summary Convictions Act.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Hardy:

By Mr Hardy:

Rapport annuel de l'Office de radiotélédiffusion du Québec, pour l'année 1973/74.

Annual report of the Québec Broadcasting Bureau, for 1973/74.

(Document de la session no 191.)

(Sessional Papers, No. 191.)

Par M. Mailloux:

Rapport annuel des activités de la Commission des Transports du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1975.

(Document de la session no 192.)

Par M. Toupin:

Trois documents concernant la visite de M. Normand Toupin, ministre des Terres et Forêts, à Ste-Marguerite le 27 octobre 1975 et se rapportant à la rétrocession des lots publics.

(Document de la session no 193.)

Par M. Tetley:

Un dossier concernant le contrat intervenu entre le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et Les Investissements Seigle Inc.

(Document de la session no 194.)

M. Levesque propose:

Que la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement à la Salle 81 « A », aux fins d'examiner l'entente à intervenir avec les Indiens et les Inuit et que, du consentement unanime de l'Assemblée, la Commission de l'Assemblée nationale siège immédiatement à la Salle 91 « A », aux fins d'entendre le Protecteur du citoyen sur les principes de sa juridiction et particulièrement en regard du cas Seigle.

La motion est adoptée.

M. Drummond propose que le projet de loi no 56, « Loi modifiant la Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

By Mr Mailloux:

Annual report of the activities of the Québec Transport Commission, for the fiscal year ended March 31st 1975.

(Sessional Papers, No. 192.)

By Mr Toupin:

Three documents concerning the visit made to Ste-Marguerite on October 27th 1975, by the Minister of Lands and Forests, Mr Normand Toupin, respecting the reconveyance of public lots.

(Sessional Papers, No. 193.)

By Mr Tetley:

A file concerning the contract made between the Department of Public Works and Supply and Seigle Investments Inc.

(Sessional Papers, No. 194.)

Mr Levesque moved:

That the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests do sit immediately in Room 81 "A", for the purpose of examining the agreement to be made with the Indians and the Inuit and that, with the unanimous consent of the Assembly, the Committee on the National Assembly do sit immediately in Room 91 "A", for the purpose of hearing the Public Protector on the principles falling under his jurisdiction, and particularly as regards the Seigle matter.

The motion was adopted.

Mr Drummond moved that bill No. 56, "An Act to amend the Act to promote the development and modernization of regional dairies", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 56 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

Sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 56 est lu la troisième fois.

À dix-sept heures quarante minutes, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Mme Bacon propose que le projet de loi no 60, « Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de M. Burns; en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 60 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé.

Sur la motion de Mme Bacon le projet de loi no 60 est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de M. Burns.

Sur la motion de Mme Bacon, le projet de loi no 61, « Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

On motion of Mr Levesque, bill No. 56 was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

On motion of Mr Drummond, bill No. 56 was read the third time.

At forty minutes past five o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

Mrs Bacon moved that bill No. 60, "An Act to amend the Companies Information Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Mr Burns dissenting; the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 60 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to.

On motion of Mrs Bacon, bill No. 60 was read the third time on division, with Mr Burns dissenting.

On motion of Mrs Bacon, bill No. 61, "An Act to amend the Special Corporate Powers Act", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

Sur la motion de Mme Bacon, le projet de loi no 61 est lu la troisième fois.

À vingt et une heures quarante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mrs Bacon, bill No. 61 was read the third time.

At forty minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trentième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 7 novembre 1975

Dix heures

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 58, « Loi concernant les droits sur les mines ».

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Friday, November 7th 1975

Ten o'clock A.M.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 58, "An Act respecting mining duties".

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Ciaccia, Cornellier, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Saindon, Séguin, Simard, Springate, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—63.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Lessard, Morin.—5.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 58 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

On motion of Mr Levesque, bill No. 58 was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

M. Cournoyer propose que le projet de loi no 58 soit lu la troisième fois.

Mr Cournoyer moved that bill No. 58 be read the third time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Arsenault, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Ciaccia, Cornellier, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Saindon, Séguin, Simard, Springate, Sylvain, Tardif, Tetley, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—63.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

En conséquence, le projet de loi no 58 est lu la troisième fois.

Bill No. 58 was accordingly read the third time.

M. Levesque donne l'avis suivant :

La Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement à la Salle 81 « A », aux fins d'examiner l'entente à intervenir avec les Indiens et les Inuit ; la Commission continuera ses travaux lundi prochain à compter de quinze heures jusqu'à vingt-trois heures et, si nécessaire, ladite Commission siégera mardi à compter de dix heures trente minutes et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner.

Mardi, à compter de dix heures trente minutes, à la Salle 91 « A », la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour l'étude du rapport du Vérificateur général.

À onze heures trente minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Levesque gave the following notice:

The Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately in Room 81 "A", for the purpose of examining the agreement to be made with the Indians and the Inuit; the Committee will sit on Monday from three o'clock P.M., until eleven o'clock P.M., to continue its work and, if necessary, the said Committee will sit on Tuesday at ten-thirty o'clock A.M., and will continue to sit until such time as it decides to adjourn.

On Tuesday, commencing at ten-thirty o'clock A.M., the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit in Room 91 "A", for the purpose of examining the report of the Auditor-General.

At eleven-thirty o'clock A.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 11 novembre 1975

Quinze heures

Tuesday, November 11th 1975

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Drummond:

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture du Québec, pour l'année 1974/75.
(*Document de la session no 195.*)

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-récolte du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 196.*)

The following documents were tabled:

By Mr Drummond:

Annual report of the Department of Agriculture of Québec, for 1974/75.
(*Sessional Papers, No. 195.*)

Annual report of the Québec Crop Insurance Board, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 196.*)

Par M. Bienvenue:

Copie de l'entente signée à Montréal le 17 octobre 1975 par M. Jean Bienvenue, ministre de l'Immigration du Québec, et M. François Cloutier, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, pour le gouvernement du Québec et par M. Robert Andras, ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration du Canada, pour le gouvernement du Canada, portant sur l'échange de renseignements, le recrutement et la sélection des ressortissants étrangers qui demeurent à l'extérieur

By Mr Bienvenue:

A copy of the agreement signed in Montreal on October 17th 1975 by the Minister of Immigration of Québec, Mr Jean Bienvenue, and the Minister of Intergovernmental Affairs of Québec, Mr François Cloutier, for the government of Québec and by the Minister of Manpower and Immigration of Canada, Mr Robert Andras, for the government of Canada, concerning the exchange of information, the recruiting and selection of foreign nationals living outside of Canada

du Canada et qui désirent résider de façon permanente dans la province de Québec ou être admis à titre temporaire pour y exercer un emploi.

(Document de la session no 197.)

Par M. Parent (Hull):

Les offres précises du gouvernement du Québec, relativement aux salaires dans les secteurs de la fonction publique, des affaires sociales et de l'éducation, ainsi que des clarifications sur la charge de travail des enseignants et sur la sécurité d'emploi, et aussi des textes illustrant les modalités d'application des propositions salariales pour un certain nombre d'emplois dans les divers secteurs, de même que toutes les échelles de traitement.

(Document de la session no 198.)

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 199.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 200.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 201.)

Rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 202.)

Rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 203.)

and who wish to reside permanently in the province of Québec, or who wish to be admitted on a temporary basis to work in the province.

(Sessional Papers, No. 197.)

By Mr Parent (Hull):

The definite proposals made by the government of the province of Québec respecting the salaries in the Civil Service, Social Affairs and Education sectors, together with a description of the teachers' workload and security of employment, and also the texts showing the method of application of the salary proposals for a certain number of occupations in the various sectors, as well as the salary scales.

(Sessional Papers, No. 198.)

By Mr Lachapelle:

Annual report of the Professional Corporation of the Chartered Administrators of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 199.)

Annual report of the Professional Corporation of Psychologists of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 200.)

Annual report of the Professional Corporation of Nursing Assistants of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 201.)

Annual report of the Order of Dentists of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 202.)

Annual report of the Order of Podiatrists of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 203.)

Par M. Tetley:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 204.)

Par M. Cournoyer:

Rapport de la Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau.

(Document de la session no 205.)

M. Levesque propose:

Que la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement, à la Salle 91 « A », aux fins d'entendre le Vérificateur général.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charon, Cornellier, Côté, Cournoyer, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Drummond propose que le projet de loi no 66, « Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Levesque, le projet de loi no 66 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté.

By Mr Tetley:

Annual report of the Department of Public Works and Supply of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 204.)

By Mr Cournoyer:

Report of the Study Commission on the legal problems of water.

(Sessional Papers, No. 205.)

Mr Levesque moved:

That the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue do sit immediately in Room 91 "A", for the purpose of hearing the Auditor-General.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Drummond moved that bill No. 66, "An Act to amend the Crop Insurance Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Levesque, bill No. 66 was committed, considered in Committee of the Whole and reported.

Sur la motion de M. Drummond, le projet de loi no 66 est lu la troisième fois.

M. Levesque propose que le projet de loi no 69, « Loi modifiant la Loi des poursuites sommaires », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 69 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 38, « Loi modifiant le Code de procédure civile et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins », est lu la deuxième fois, envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À vingt-deux heures trente-huit minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr Drummond, bill No. 66 was read the third time.

Mr Levesque moved that bill No. 69, "An Act to amend the Summary Convictions Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 69 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

On motion of Mr Levesque, bill No. 38, "An Act to amend the Code of Civil Procedure and to authorize the use of certified mail for certain purposes", was read the second time, committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

At thirty-eight minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 12 novembre 1975

Quinze heures

Wednesday, November 12th 1975

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que le nom de M. Harvey (Charlesbourg) soit substitué à celui de M. Dufour sur la liste des membres de la Commission élue permanente des affaires municipales, et que le nom de M. Dufour soit substitué à celui de M. Harvey (Charlesbourg) sur la liste des membres de la Commission élue permanente de la fonction publique.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the name of Mr Dufour be replaced by that of Mr Harvey (Charlesbourg) on the list of members of the Select Standing Committee on Municipal Affairs, and that the name of Mr Harvey (Charlesbourg) be replaced by that of Mr Dufour on the list of members of the Select Standing Committee on the Civil Service.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mine/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

Le projet de loi no 79, « Loi constituant la Société québécoise d'information juridique », est présenté par M. Levesque, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 70, « Loi modifiant la Loi de la Société des Traversiers du Québec », est présenté par M. Mailloux, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Parent (Hull):

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 206.)

Rapport annuel du ministère de la Fonction publique du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 207.)

Par M. Levesque, pour M. Harvey (Jonquière):

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 208.)

Par M. Forget:

Rapport annuel du conseil régional de la santé et des services sociaux de la région Sud de Montréal (6-C), pour l'année 1974.

(Document de la session no 209.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge, à compter de dix heures, la Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 20, « Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction ».

Bill No. 79, "An Act to constitute the "Société québécoise d'information juridique", was introduced by Mr Levesque, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 70, "An Act to amend the Québec Ferry Company Act", was introduced by Mr Mailloux, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Parent (Hull):

Annual report of the Québec Civil Service Commission, for 1974.

(Sessional Papers, No. 206.)

Annual report of the Department of the Civil Service of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 207.)

By Mr Levesque, on behalf of Mr Harvey (Jonquière):

Annual report of the Advisory Council on Labour and Manpower, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 208.)

By Mr Forget:

Annual report of the regional health and social service council of the South of the Montreal region (6-C), for 1974.

(Sessional Papers, No. 209.)

Mr Levesque gave the following notice: Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit:

In the Red Room, commencing at ten o'clock A.M., the Committee on Labour and Manpower, and Immigration will sit for the section by section examination of bill No. 20, "Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act".

À la Salle 91 « A », la Commission des engagements financiers siégera à compter de dix heures trente minutes.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Harvey (Jonquière) à la motion de M. Burns proposant :

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être porté, rétroactivement au 1er novembre 1975, à \$3.00 l'heure et, par la suite, être indexé annuellement à l'indice du coût de la vie », lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après les mots « doit être » par les suivants : « ajusté conformément aux études récentes faites à la demande du Ministre du travail et de la main-d'œuvre sur une politique de condition minimale de travail et sur l'application du salaire minimum au Québec ».

L'amendement est alors adopté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bienvenu, Blank, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Denis, Déon, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Gallienne, Garnau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malouin, Massé, Ostiguy, Parent (Prévost), Pepin, Picard, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—58.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Burns, telle qu'amendée, qui se lit maintenant comme suit :

« *Que* cette Assemblée est d'avis que le taux de base du salaire minimum doit être ajusté conformément aux études récentes faites à la demande du Ministre du travail et de la main-d'œuvre sur une politique de condition minimale de travail et sur l'application du salaire minimum au Québec. »

The Committee on Financial Commitments will sit in Room 91 "A", commencing at ten-thirty o'clock A.M.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Harvey (Jonquière) to the motion by Mr Burns proposing :

"*That* the Assembly is of opinion that the basic rate of the minimum wage should be raised to \$3.00 per hour, retroactively to November 1st 1975, and be indexed annually thereafter to the cost of living index", which amendment reads as follows :

"*That* the motion under debate be amended by replacing all the words after the words "should be", therein, by the words: "adjusted in accordance with the recent studies made at the request of the Minister of Labour and Manpower on a policy of minimal working conditions and the application of the minimum wage in the province of Québec".

The amendment was then adopted on the following division :

And the debate continuing on the main motion by Mr Burns, as amended, which now reads as follows :

"*That* the Assembly is of opinion that the basic rate of the minimum wage should be adjusted in accordance with the recent studies made at the request of the Minister of Labour and Manpower on a policy of minimal working conditions and the application of the minimum wage in the province of Québec."

M. Roy propose:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant à la fin les mots suivants: « et que le rapport Castonguay serve de critère principal. »

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

Mr Roy moved:

That the motion under debate be amended by adding at the end thereto the following words: "and that the Castonguay report be used as the principal criterion."

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—9.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bienvenue, Blank, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Denis, Déoni, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Massé, Ostiguy, Parent (Prévost), Pepin, Picard, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—56.

ABSTENTION:—M./Mr Bellemare (Rosemont).—1.

La motion principale est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit: The main motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM. Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Montmorency), Bienvenue, Blank, Bonnier, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Denis, Déoni, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Massé, Ostiguy, Parent (Prévost), Pepin, Picard, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Shanks, Simard, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—56.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—10.

À dix-huit heures douze minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures. At twelve minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 13 novembre 1975

Quinze heures

M. Tardif, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 6 novembre 1975, afin d'entendre le Protecteur du citoyen sur les principes de sa juridiction et particulièrement en regard du cas Seigle.

(Document de la session no 210.)

Le projet de loi no 9, « Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale », est présenté par M. Levesque.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Thursday, November 13th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Tardif, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on the National Assembly which sat on November 6th 1975, for the purpose of hearing the Public Protector on the principles falling under his jurisdiction and particularly regarding the Seigle matter.

(Sessional Papers, No. 210.)

Bill No. 9, "An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act", was introduced by Mr Levesque.

Mr Levesque moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vallières, Veilleux, Verreault.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 9 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi no 95, « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins », est présenté par M. Bonnier, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Berthiaume dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Copie de la convention intervenue, le 26 novembre 1968, entre la Régie des alcools du Québec et Sky Shops Export Limited, concernant l'autorisation de vendre et de livrer en tout temps à des voyageurs qui sont sur le point de quitter le Canada par avion à l'aérogare internationale de Dorval, des boissons alcooliques destinées à être consommées à l'extérieur du Canada.

(Document de la session no 211.)

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Bédard (Chicoutimi) propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour avoir omis de mettre en oeuvre une politique globale d'aide au transport en commun susceptible de permettre un service adéquat à un coût abordable et

Bill No. 9 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 95, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins", was introduced by Mr Bonnier, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Berthiaume tabled the following document:

A copy of the agreement made on November 26th 1968, between the Québec Liquor Board and Sky Shops Export Limited, concerning the authorization to sell and deliver, at any time, alcoholic beverages which are to be consumed outside of Canada, to travellers who are about to leave Canada by air from Dorval International Airport.

(Sessional Papers, No. 211.)

In accordance with Standing Order 24, Mr Bédard (Chicoutimi) moved:

That the Assembly do censure the government for having failed to establish an overall public transit assistance policy capable of providing adequate service at a reasonable cost and of preventing the

d'empêcher les récentes hausses de tarifs, notamment dans la région de Montréal, sans pour autant taxer encore davantage les budgets déjà trop grevés des municipalités.

recent rate increases, particularly in the Montreal region, without, however, increasingly taxing the already overburdened budgets of the municipalities.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

CONTRE—NAYS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Phaneuf, Pilote, Saint-Pierre, Séguin, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—53.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 14 novembre 1975

Dix heures

M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié après la deuxième lecture le projet de loi no 20, « Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 212.)

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 69, « Loi modifiant la Loi des poursuites sommaires », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 70, « Loi modifiant la Loi de la Société des Traversiers du Québec ».

M. Mailloux informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Friday, November 14th 1975

Ten o'clock A.M.

Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration which examined bill No. 20, « Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act », following second reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 212.)

On motion of Mr Levesque, bill No. 69, « An Act to amend the Summary Convictions Act », was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 70, « An Act to amend the Québec Ferry Company Act ».

Mr Mailloux informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Mailloux propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Mailloux moved that the said bill be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cornellier, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Séguin, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—69.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 70 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

On motion of Mr Levesque, bill No. 70 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 18 novembre 1975, à la Salle 81 « A », à compter de dix heures trente minutes, la Commission élue permanente des affaires municipales siégera aux fins de poursuivre l'étude du projet de loi privé no 193, « Loi refondant la Charte de la Cité de Hull ».

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, November 18th 1975, commencing at ten-thirty o'clock A.M., the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A", for the purpose of examining Private Bill No. 193, "An Act to revise the Charter of the city of Hull".

À douze heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

At twelve o'clock noon, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 18 novembre 1975

Quinze heures

Tuesday, November 18th 1975

Three o'clock P.M.

Le projet de loi no 81, « Loi constituant la Régie des installations olympiques », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bill No. 81, "An Act to incorporate the Régie des installations olympiques", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beaugard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Burns, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Quenneville, Roy, Samson, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 81 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 81 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Le projet de loi no 8, « Loi modifiant la Loi de la division territoriale », est présenté par M. Levesque, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Bienvenue:

Rapport annuel du ministère de l'Immigration du Québec, pour l'année 1974/75.
(*Document de la session no 213.*)

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec, pour l'année 1974/75.
(*Document de la session no 214.*)

Rapport annuel de l'Ordre des notaires du Québec, pour l'année 1974/75.
(*Document de la session no 215.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 216.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 217.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 218.*)

Par M. Forget:

Première édition du manuel du programme des prothèses, appareils orthopédiques ou autres (1975).

(*Document de la session no 219.*)

Bill No. 8, "An Act to amend the Territorial Division Act", was introduced by Mr Levesque, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr Bienvenue:

Annual report of the Department of Immigration of Québec, for 1974/75.
(*Sessional Papers, No. 213.*)

By Mr Lachapelle:

Annual report of the Order of Engineers of the province of Québec, for 1974/75.
(*Sessional Papers, No. 214.*)

Annual report of the Order of Notaries of the province of Québec, for 1974/75.
(*Sessional Papers, No. 215.*)

Annual report of the Professional Corporation of Vocational Guidance Counsellors of the province of Québec, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 216.*)

Annual report of the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of the province of Québec, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 217.*)

Annual report of the Professional Corporation of Physiotherapists of the province of Québec, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 218.*)

By Mr Forget:

The first edition of the handbook on the programme of prostheses, orthopedic or other devices (1975).

(*Sessional Papers, No. 219.*)

M. Garneau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 18 novembre 1975.
(*Document de la session no 2-A.*)

M. Levesque propose:

Que tous les crédits supplémentaires soient envoyés pour étude à la commission plénière.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Picard, Quenneville, Roy, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour l'étude, article par article, du projet de loi privé no 193, « Loi refondant la Charte de la Cité de Hull ».

Mr Garneau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1976, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, November 18th 1975.
(*Sessional Papers, No. 2-A.*)

Mr Levesque moved:

That all the Supplementary Estimates of Expenditure be referred to the Committee of the Whole for consideration.

The motion was adopted on the following vote:

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of Private Bill No. 193, "An Act to revise the Charter of the city of Hull".

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 20 novembre 1975, à compter de neuf heures, à la Salle 91 « A », la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siègera aux fins d'entendre le Vérificateur général.

Mardi, le 25 novembre 1975, à compter de dix heures trente minutes, au Salon Rouge, les Commissions élues permanentes de la justice et des affaires sociales siègeront conjointement aux fins d'étudier l'avant-projet de loi sur la protection de la jeunesse.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a étudié le projet de loi no 20, « Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction ».

Sur la motion de M. Faucher, le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Harvey (Jonquière), le projet de loi no 20 est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 64, « Loi concernant les mesures anti-inflationnistes ».

M. Garneau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garneau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Mr Levesque gave the following notice:

On Thursday, November 20th 1975, commencing at nine o'clock A.M., the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit in Room 91 "A" for the purpose of hearing the Auditor-General.

On Tuesday, November 25th 1975, commencing at ten-thirty o'clock A.M., the Select Standing Committees on Justice and Social Affairs will sit jointly in the Red Room for the purpose of examining the draft of the bill concerning youth protection.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Labour, Manpower, and Immigration which examined bill No. 20, "Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act".

On motion of Mr Faucher, the report was adopted.

On motion of Mr Harvey (Jonquière), bill No. 20 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 64, "An Act respecting anti-inflation measures".

Mr Garneau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garneau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

M. Burns propose:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans une semaine ». »

Et le débat qui s'élève sur cet amendement est ajourné sur la motion de M. Bienvenue.

À vingt-deux heures quarante-huit minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

Mr Burns moved:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding at the end thereof the words "this day one week"."

And the debate arising on this amendment was adjourned on motion of Mr Bienvenue.

At forty-eight minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 19 novembre 1975

Quinze heures

Sur la motion de M. Levesque, il est —

Résolu qu'à la suite de la période de questions, il pourra présenter une motion de suspension de l'application de certaines règles de procédure pour raison d'urgence, laquelle motion sera débattue au plus tard jusqu'à dix-sept heures quarante-cinq minutes, alors que le vote devra être pris.

Déclaration ministérielle de M. Toupin, ministre des Terres et Forêts, concernant la récupération par les organismes de gestion en commun des lots publics inclus dans les limites municipales.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Rapport annuel sur les statistiques d'accidents de véhicules automobiles au Québec, pour l'année 1974.

(Document de la session no 220.)

Wednesday, November 19th 1975

Three o'clock P.M.

On motion of Mr Levesque, —

Resolved that following the question period, he be permitted to introduce a motion for the suspension of certain rules of procedure for reasons of urgency, which motion shall be debated until not later than forty-five minutes past five o'clock P.M., at which time it shall be put to the vote.

Ministerial declaration by the Minister of Lands and Forests, Mr Toupin, concerning the recovery of the public lots contained within municipal boundaries, by the common management bodies.

Mr Mailloux tabled the following document :

Annual report on the statistics on motor vehicle accidents in the province of Québec, for 1974.

(Sessional Papers, No. 220.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. En vertu du projet de loi 90, « Loi sur le commerce des produits pétroliers » (Lois du Québec 1971, c. 33), combien de permis ont été demandés et émis?

2. Combien d'établissements opèrent sans permis et pourquoi?

3. Combien de sociétés, compagnies ou individus sont propriétaires ou locataires d'établissements de commerce de cette nature?

4. Quels sont les revenus déjà perçus et à percevoir des détenteurs de permis pour l'année financière en cours?

Réponse par M. Cournoyer:

1. En date du 31 octobre 1975, il y avait 13,164 détenteurs de permis. Des demandes ont été reçues de 413 exploitants à qui seront émis des permis aussitôt que leurs dossiers seront complétés.

2. Outre les 413 demandes en suspens parce que non conformes aux exigences d'émission des permis (questionnaire mal rempli, absence de chèque, etc.) aucun établissement n'opère sans permis.

3. Parmi les 413 dont la demande a été placée:

- 5 sont des grossistes;
- 6 sont des grossistes détaillants;
- 289 sont des détaillants en carburant et lubrifiant;
- 60 sont des détaillants d'huile à chauffage;
- 47 sont des détaillants de lubrifiant;
- 6 sont des transporteurs.

4. Les revenus perçus l'an dernier ont été de \$627,075.00. Pour l'année financière courante, le montant devrait atteindre \$700,000.00.

Question par M. Samson:

Combien d'entreprises ou fournisseurs du comté de Rouyn-Noranda ont fait affaires avec la Société de développement

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. How many permits have been requested and issued under bill 90, "Petroleum Products Trade Act" (Statutes of Québec 1971, c. 33)?

2. How many establishments are operating without a permit, and why?

3. How many firms, companies or persons are owners or lessees of business establishments of this nature?

4. What amounts have already been collected or remain to be collected from permit holders during the current fiscal year?

Answer by Mr Cournoyer:

1. As at October 31st 1975, there were 13,164 permit holders. Applications have been received from 413 operators to whom permits will be issued as soon as their files have been completed.

2. Over and above the 413 applications which are pending because they are not in conformity with the requirements for the granting of permits (question forms improperly filled out, cheque missing, etc.) there are no establishments operating without a permit.

3. Among the 413 operators who have submitted requests:

- 5 are wholesalers;
- 6 are wholesalers and retailers;
- 289 are gasoline and oil retailers;
- 60 are heating oil retailers;
- 47 are lubricant retailers;
- 6 are carriers.

4. The revenue collected last year was \$627,075.00. The amount should reach \$700,000.00 for the current fiscal year.

Question by Mr Samson:

How many firms or suppliers in the county of Rouyn-Noranda did any business with the James Bay Development

de la Baie James pour les années 1971, 1972, 1973 et 1974:

- a) quels sont les montants impliqués pour chaque fournisseur;
- b) quels sont les noms;
- c) quels furent les critères de sélection des fournisseurs?

Réponse par M. Bourassa:

Huit (8) entreprises ou fournisseurs du comté de Rouyn-Noranda ont fait affaires avec la Société de développement de la Baie James pour les années 1971, 1972 et 1973:

- a) J.R. Dumas Inc.;
- La Frontière Inc.;
- Lamothe Québec Inc.;
- Palmer's Plumbing Supplies Ltd.;
- D.L. Roland Business Machine Enr.;
- Rouyn-Noranda Press Ltd.;
- Société de conservation du Nord-Ouest Québécois;
- Garage Thibault Ltée;

- b) J.R. Dumas Inc.;
- La Frontière Inc.;
- Lamothe Québec Inc.;
- Palmer's Plumbing Supplies Ltd.;
- D.L. Roland Business Machine Enr.;
- Rouyn-Noranda Press Ltd.;
- Société de conservation du Nord-Ouest Québécois;
- Garage Thibault Ltée;

- c) J.R. Dumas Inc.;
- La Frontière Inc.;
- Lamothe Québec Inc.;
- Palmer's Plumbing Supplies Ltd.;
- D.L. Roland Business Machine Enr.;
- Rouyn-Noranda Press Ltd.;
- Société de conservation du Nord-Ouest Québécois;

Garage Thibault Ltée;

Corporation in 1971, 1972, 1973 and 1974:

- (a) what amounts were involved in respect of each supplier;
- (b) what are the names;
- (c) what criteria were used to select the suppliers?

Answer by Mr Bourassa:

Eight (8) firms or suppliers in the county of Rouyn-Noranda did business with the James Bay Development Corporation in 1971, 1972 and 1973:

\$	33,473.52
	32.00
\$9,652,456.28	
	731.50
	975.14
	3.00
567,004.71	
193,417.27	

Appel d'offres; / By tender;
 Gré à gré; / By mutual agreement;
 Appel d'offres; / By tender;
 Gré à gré; / By mutual agreement;
 Gré à gré; / By mutual agreement;
 Abonnement; / Subscription;
 Adhésion; / Agreement;

\$175,348.74

Appel d'offres; / By tender;

\$ 18,068.53

Gré à gré; / By mutual agreement.

Commentaires

a) Pour chaque entreprise ou fournisseur, le montant indiqué représente évidemment le total de plusieurs contrats ou de plusieurs commandes.

b) Pas de commentaire.

c) Le terme « Appel d'offres » comprend tant les contrats octroyés suite à des appels d'offres publics que suite à des appels d'offres sur invitation.

Question par M. Samson:

1. Depuis 1970, est-ce que des locaux situés à La Sarre en Abitibi-Ouest et appartenant au ministère de l'Agriculture ont été loués à des individus ou à des entreprises et, dans l'affirmative:

a) à qui;

b) quand les baux ont-ils commencé et quand ont-ils pris ou prendront-ils fin;

c) quelles sont les superficies impliquées;

d) quel a été dans chaque cas le taux de location:

i) mensuel;

ii) annuel;

iii) au pied carré ?

2. Comment les taux de location ont-ils été déterminés et,

a) en dollars, quel parallèle peut-on établir entre les taux de location en vigueur dans la même ville et applicables aux superficies comparables, affectées à des fins semblables ?

3. Comment a-t-on procédé pour louer lesdits locaux et,

a) quels sont ceux qui ont manifesté leur intérêt à en louer;

b) est-ce que des offres ou soumissions ont été faites et à quel taux;

c) comment a-t-on fait la sélection des requérants;

4. Est-ce que la mise en place d'un agro-centre à La Sarre a nécessité ou nécessitera la résiliation de certains de ces baux et, si oui:

a) quels sont-ils;

b) quelle forme d'indemnité a-t-on accordée ou accordera-t-on aux intéressés;

c) quels déboursés ces résiliations ont-elles nécessitées ou nécessiteront-elles;

Remarks

(a) As regards each firm or supplier, the amount shown obviously represents the total amount of several contracts or orders.

(b) No comment.

(c) The term "Call for tenders" includes both the contracts awarded following a public call for tenders or an invitation for tenders.

Question by Mr Samson:

1. Since 1970, have any premises situated in La Sarre, in Abitibi-West, and belonging to the Department of Agriculture, been leased to any individuals or firms, and if so:

(a) to whom;

(b) when did the leases commence and when did they or will they terminate;

(c) what are the areas involved;

(d) in each case, what was the rate of the rent:

(i) per month;

(ii) per annum;

(iii) per square foot ?

2. How were the rates of the rent determined and,

(a) what parallel can be established in dollars between the rates of rent in force in the same town and applicable to comparable areas used for similar purposes?

3. What procedure was followed to lease the said premises and,

(a) who were the persons who expressed an interest in renting;

(b) were any bids or tenders submitted and at what rates;

(c) how were the applicants selected?

4. Did the setting up of an agricultural centre at La Sarre require, or will it require, the cancellation of some of these leases, and if so:

(a) which ones;

(b) what type of compensation was or will be granted to the interested persons;

(c) what disbursements have been or will be caused by such cancellations;

d) est-il formellement établi que la mise en place de ce centre aura priorité sur toute autre forme d'utilisation des locaux susmentionnés;

e) un cas d'exception a-t-il été autorisé ou doit-il l'être sous peu; si oui, de qui s'agit-il;

f) comment le justifie-t-on?

Réponse par M. Drummond:

1. Oui;

a) Marcel Baril Ltée;

b) bail du 13/3/72 bail du 15/8/73
au 14/8/73 au 30/6/74

c) 8,800 p.c. 17,824 p.c.;

d) i) \$ 100.00 \$ 500.00;

ii) \$1,200.00 \$6,000.00;

iii) \$ 0.136 \$ 0.37.

2. Aucun parallèle ne peut être établi avec des locaux semblables dans la même ville, vu qu'aucun immeuble comparable n'existe.

En établissant le coût du loyer, il a été tenu compte d'abord du fait qu'il s'agissait de remises et d'entrepôts dont la plupart ne sont pas chauffés. Au surplus, ont été pris en considération les coûts des taxes, des services et du chauffage. Les frais pour l'aménagement et le déménagement furent à la charge du locataire de même que les frais d'occupation des bâtisses et des lieux loués, le locateur ne devant chauffer que la partie où subsiste toujours le bureau des renseignements agricoles du Ministère.

3. Seul Marcel Baril Ltée a transmis une offre de location pour cet immeuble.

4. a) Les immeubles loués n'étant vacants et disponibles que temporairement en raison d'études ayant démontré l'opportunité de réaffecter ces bâtiments au bénéfice de l'agriculture, la mise en place de l'Agro-centre de La Sarre dans ces immeubles a nécessité la résiliation du bail avec Marcel Baril Ltée;

b) aucune indemnité n'a été et ne sera accordée;

c) les déboursés se limiteront pour le ministère de l'Agriculture aux frais de

(d) has it been formally established that the setting up of the centre will have priority over any other use of the above-mentioned premises;

(e) has any exception been authorized or should be authorized shortly, and if so, who is involved;

(f) how is this to be justified?

Answer by Mr Drummond:

1. Yes;

(a) Marcel Baril Ltée;

(b) lease from lease from
13/3/72 to 15/8/73 to
14/8/73 30/6/74

(c) 8,800 sq ft 17,824 sq ft;

(d) (i) \$ 100.00 \$ 500.00;

(ii) \$1,200.00 \$6,000.00;

(iii) \$ 0.136 \$ 0.37.

2. No parallel can be established with any similar premises in the same town as there is no similar immovable.

In establishing the cost of the rent, the first consideration was the fact that it was a matter of storage space and warehouses most of which were unheated. In addition, the costs of taxes, services and heating were also taken into consideration. The costs of alterations and moving were at the expense of the lessee, as well as the costs of occupying the rented buildings and premises, as the lessor only had to heat the portion where the farm information offices of the Department have always been located.

3. Marcel Baril Ltée was the only tenderer for this immovable.

4. (a) As the immovables and premises rented were only vacant and available on a temporary basis because surveys had shown the possibility of altering these buildings for agricultural purposes, the setting up of the La Sarre Agricultural Centre required the cancelling of the lease with Marcel Baril Ltée;

(b) no compensation has been or will be granted;

(c) as regards the Department of Agriculture, the expenditures will be confined

cour, que le Ministère pourrait être appelé à encourir;

d) il est formellement établi que la mise en place de l'Agro-centre à La Sarre aura la priorité et aucun cas d'exception ne sera autorisé;

f) ne s'applique pas.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Le gouvernement a-t-il fait faire une étude sur les effets résultant de l'installation d'une aluminerie sur l'écologie et la vocation agricole de la région de Saint-Augustin, comté de Portneuf?

2. Dans l'affirmative, quand le gouvernement entend-il rendre cette étude publique?

Réponse par M. Saint-Pierre:

1. Oui.

2. Tel que promis par le ministre lors de sa conférence de presse du 23 septembre 1975, cette étude sera rendue publique dès qu'elle sera disponible.

Question par M. Roy:

1. Au cours de l'année financière 1974/75, combien de fois les fonctionnaires provinciaux ont-ils voyagé en avion sur des appareils autres que ceux du ministère des Transports?

2. Au cours des six premiers mois de l'année financière 1975/76, combien de fois les fonctionnaires ont-ils voyagé en avion?

3. Quel a été le coût des voyages en avion:

a) pour l'année financière 1974/75;

b) pour les six premiers mois de l'année financière 1975/76?

Réponse par M. Mailloux:

Les renseignements demandés ne pourraient être colligés qu'à la suite d'un travail considérable ne correspondant pas à leur utilité.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

to any court costs which the Department may be required to incur;

(d) it has been formally established that the setting up of the La Sarre Agricultural Centre will be given priority, and no exceptions shall be authorized;

(f) not applicable.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the government have a survey carried out on the ecological effects that the establishing of an aluminum plant would have on the agricultural area of Saint-Augustin, Portneuf county?

2. If so, when does the government intend to make this survey public?

Answer by Mr Saint-Pierre:

1. Yes.

2. As promised by the Minister at his press conference on September 23rd 1975, the survey will be made public when it becomes available.

Question by Mr Roy:

1. During the 1974/75 fiscal year, how many times did the provincial government employees travel by air in aircraft other than the aircraft belonging to the Department of Transport?

2. How many times did the provincial government employees travel by air during the first six months of the 1975/76 fiscal year?

3. What was the cost of the flights made:

(a) during the 1974/75 fiscal year;

(b) during the first six months of the 1975/76 fiscal year?

Answer by Mr Mailloux:

A considerable amount of work would be required to collect the information requested, which would not contribute to its usefulness.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Combien d'immeubles le gouvernement provincial a-t-il expropriés pour permettre au gouvernement fédéral d'organiser le parc Forillon ?

2. Sur ce nombre, combien d'immeubles servaient de résidences permanentes et de résidences temporaires ?

3. Combien d'immeubles étaient des installations agricoles ?

4. Parmi les personnes qui étaient propriétaires de leur résidence, combien sont aujourd'hui encore propriétaires ?

5. Parmi les expropriés qui étaient cultivateurs, combien ont réussi à racheter une terre ?

6. Quelle est la liste complète des expropriés et le montant de l'indemnité que chacun a reçu ou qui lui a été offert et leur adresse actuelle ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Tetley dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 221.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson):

1. Depuis le 12 mai 1970, combien d'entrepreneurs reconnus comme plus bas soumissionnaires, à la suite d'appels d'offres, se sont désistés:

a) avant la signature du contrat;

b) après la signature du contrat ?

2. Dans chaque cas:

a) quel était le ministère concerné;

b) quelles étaient les raisons invoquées;

c) à qui le contrat a-t-il été accordé ?

3. Le gouvernement a-t-il saisi les garanties de soumission, et dans l'affirmative, quels étaient les montants ?

4. Quels sont les règlements du Conseil du trésor à cet effet ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur

1. How many immoveables were expropriated by the provincial government to allow the federal government to organize Forillon Park ?

2. Of this number, how many immoveables were used as permanent or temporary residences ?

3. How many immoveables were agricultural installations ?

4. As regards the persons who were the proprietors of their residences, how many of them are still the proprietors ?

5. Respecting the expropriated persons who were farmers, how many were able to purchase another farm ?

6. What is the complete list of the expropriated persons, and the compensation which each one received or was offered, and what are their present addresses ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Tetley tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 221.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Since May 12th 1970, how many contractors who were recognized as being the lowest bidders following a call for tenders, withdrew their bids:

(a) before the contract was signed;

(b) after the contract was signed ?

2. Respecting each case:

(a) which Department was involved;

(b) what were the reasons put forward;

(c) to whom was the contract awarded ?

3. Did the government seize the bid deposits, and if so, what were the amounts ?

4. What are the Treasury Board regulations in this respect ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a docu-

le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Mailloux dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 222.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Samson:

1. Quels sont les noms des directeurs de la Société de développement de la Baie James?

2. Quels sont les noms des directeurs de toutes les compagnies de la Société de développement de la Baie James?

3. Quels sont les noms des entrepreneurs ou des compagnies qui ont, directement ou comme sous-traitants, obtenu des contrats avec la Société de développement de la Baie James ou avec ses filiales depuis le début des travaux:

- a) pour quel genre de services;
- b) quel est le montant des contrats;

c) quels sont les signataires de ces contrats;

d) quel est le lieu de résidence de chacun des signataires de ces contrats?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bourassa dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 223.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Léger:

Quels sont les noms et adresses des organismes ayant reçu des subventions du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports sur la recommandation des membres dans le cadre du programme d'assistance aux organismes locaux, dans chacun des comtés, pour l'exer-

ment covering the information requested.

Mr Mailloux tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 222.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Samson:

1. What are the names of the directors of the James Bay Development Corporation?

2. What are the names of the directors of all the companies of the James Bay Development Corporation?

3. What are the names of the contractors or companies which obtained contracts either directly or as sub-contractors from the James Bay Development Corporation or its subsidiaries since the start of the work:

- (a) for what type of services;
- (b) what was the amount of the contracts;
- (c) who signed such contracts;

(d) what is the place of residence of each person who signed such contracts?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Bourassa tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 223.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Léger:

What are the names and addresses of the organizations which received grants from the High Commission on Youth, Recreation and Sports on the recommendation of the Members, within the framework of the programme of assistance to local organizations, in each one of the electoral districts,

cice financier 1974/75, ainsi que le montant reçu par chacun de ces organismes?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 224.)

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance et de tout message (y compris les sommaires de conversations téléphoniques) échangés entre le ministère des Finances ou le ministère des Terres et Forêts ou l'Hydro-Québec et la Securities and Exchange Commission des États-Unis d'Amérique, depuis 1970, au sujet de la quantité de bois exploitable commercialement mentionnée dans les prospectus du gouvernement du Québec ou de l'Hydro-Québec.

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 225.)

Sur la motion de M. Roy, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Copie de chacune des ententes intervenues entre le ministère de l'Agriculture du Québec et celui d'Ottawa, relativement à l'achat et à l'entreposage du sirop d'érable des classes AA, A, B, C et D provenant des récoltes de 1973 et 1974.

2. Copie de l'entente intervenue entre le gouvernement et la Raffinerie de sucre de Saint-Hilaire.

3. Copie des ententes intervenues entre le gouvernement et les divers organismes et entreprises impliqués.

4. Copie de la correspondance échangée relativement à toutes ces ententes.

during the 1974/75 fiscal year, and what was the amount received by each of such organizations?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 224.)

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence and any message (including summaries of telephone conversations) exchanged by the Department of Finance, the Department of Lands and Forests or Hydro-Québec, and the Securities and Exchange Commission of the United States of America, since 1970, concerning the quantity of commercially exploitable wood mentioned in the prospectuses of the government of Québec or of Hydro-Québec.

Mr Garneau tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 225.)

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be laid before the House:

1. A copy of each of the agreements made between the Department of Agriculture of Québec and that of Ottawa, concerning the purchase and storage of Class AA, A, B, C and D maple syrup from the crops produced in 1973 and 1974.

2. A copy of the agreement made between the government and the Saint-Hilaire Sugar Refinery.

3. A copy of the agreements made between the various bodies and business firms concerned.

4. A copy of the correspondence exchanged concerning all such agreements.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 226.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tout rapport, de tout document ou de toute correspondance échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial jusqu'à présent, relativement aux Parcs Forillon et de la Mauricie.

M. Houde (Fabre), pour M. Simard, dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 227.)

M. Levesque propose:

Que, vu l'échéancier très rigoureux à respecter dans la construction et l'aménagement de certaines installations olympiques pour les Jeux de la XXI^e Olympiade qui doit avoir lieu à Montréal en juillet prochain, il y a urgence, en vue de l'adoption du projet de loi no 81, « Loi constituant la Régie des installations olympiques », et conformément à l'article 84, paragraphe 2 du règlement, de suspendre l'application de certains articles du règlement. Je propose donc que soit suspendue l'application des articles suivants du règlement: 24, 30, 31, 33, cinquièmement et huitièmement, 35, deuxièmement, 49, premièrement, 57, 68, 77, 78, 79, 83, 87, 88, 115, 134, et 174; que nonobstant les dispositions de l'article 47, paragraphe 1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée soient publiques; que de plus, la commission des affaires municipales fasse rapport au plus tard cinq heures après le début de ses travaux et que les règles s'appliquant au rapport soient les mêmes que celles s'appliquant au rapport de la commission plénière; que l'Assemblée puisse siéger sans interruption de dix heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, tous les jours de la semaine sauf le dimanche, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit

Mr Drummond tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 226.)

On motion of Mr Lessard,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any report, document or correspondence exchanged between the federal government and the provincial government up to the present time, concerning Forillon and Mauricie Parks.

Mr Houde (Fabre) tabled the said document, on behalf of Mr Simard.

(Sessional Papers, No. 227.)

Mr Levesque moved:

That in view of the strict deadline to be complied with regarding the construction and completion of certain installations for the XXI Olympic Games to be held in Montreal next July, it is urgent, for the purpose of passing bill No. 81, "An Act to incorporate the Régie des installations olympiques", and in accordance with paragraph 2 of Standing Order 84, to suspend the application of certain Standing Orders. I therefore move that the application of the following Standing Orders be suspended: 24, 30 and 31, the fifth and eighth paragraphs of Standing Order 33, the second paragraph of Standing Order 35, the first paragraph of Standing Order 49, and Standing Orders 57, 68, 77, 78, 79, 83, 87, 88, 115, 134 and 174; that notwithstanding the provisions of paragraph one of Standing Order 47, all the sittings of the Assembly be public; that furthermore, the Committee on Municipal Affairs do report not later than five hours after the beginning of its work and that the rules applicable to the report be the same as those applicable to the report of the Committee of the Whole; that the Assembly may sit without interruption from ten o'clock in the forenoon until such time as it decides to adjourn, every day of the week except on Sundays, with suspension

heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par les articles 35 et 36 du règlement et ce, jusqu'à l'adoption du projet de loi no 81.

of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Standing Orders 35 and 36 respecting Tuesday's sittings, all of which until the passing of bill No. 81.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lacroix, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Malouin, Marchand, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Saint-Pierre, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Valières, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy.—8.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 81, « Loi constituant la Régie des installations olympiques ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 81, "An Act to incorporate the Régie des installations olympiques".

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Goldbloom moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

0 heure, jeudi 20 novembre 1975

Midnight, Thursday, November 20th 1975

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Côté, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Perreault, Phaneuf, Roy, Saint-Pierre, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—64.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 81 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales.

On motion of Mr Levesque, bill No. 81 was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Municipal Affairs.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

À la Salle 91 « A », à compter de neuf heures, la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera aux fins d'entendre le Vérificateur général.

Mr Levesque gave the following notice: Today, the following Select Standing Committees will sit:

In Room 91 "A", commencing at nine o'clock A.M., the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the purpose of hearing the Auditor-General.

Au Salon Rouge, à compter de dix heures, la Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 81, « Loi constituant la Régie des installations olympiques ».

In the Red Room, commencing at ten o'clock A.M., the Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of bill No. 81, "An Act to incorporate the Régie des installations olympiques".

À 0 heure cinquante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à aujourd'hui quinze heures.

At fifty minutes past midnight, on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until three o'clock this afternoon.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 20 novembre 1975

Quinze heures

Thursday, November 20th 1975

Three o'clock P.M.

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski ».

(Document de la session no 228.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski".

(Sessional Papers, No. 228.)

M. Levesque propose que l'article 1 des règles de pratique concernant les projets de loi privés soit suspendu dans le cas du projet de loi privé no 205.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Mr Levesque moved that Article 1 of the Rules of Procedure concerning Private Bills be suspended respecting Private Bill No. 205.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Picotte, Roy, Saint-Pierre, Samson, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

Le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski », est présenté par M. Déziel, pour M. Déom, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude à la Commission élue permanente des affaires municipales et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 27 novembre 1975, à compter de seize heures, à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des affaires municipales siégera pour étudier le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski ».

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier, article par article, le projet de loi no 81, « Loi constituant la Régie des installations olympiques ».

M. Levesque donne l'avis suivant:

Aujourd'hui, à la Salle 91 « A », à compter de vingt heures quinze minutes, la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera aux fins d'entendre le Vérificateur général.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Burns à la motion de M. Garneau proposant que le projet de loi no 64, « Loi concernant les mesures anti-inflationnistes », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans une semaine ». »

L'amendement est alors rejeté après division des voix.

Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski", was introduced by Mr Déziel, on behalf of Mr Déom, and read the first time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs for consideration, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended.

Mr Levesque gave the following notice:

On Thursday, November 27th 1975, commencing at four o'clock P.M., the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A", for the purpose of examining Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski".

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately in the Red Room for the section by section examination of bill No. 81, "An Act to incorporate the Régie des installations olympiques".

Mr Levesque gave the following notice:

This evening, commencing at eight-fifteen o'clock, the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit in Room 91 "A", for the purpose of hearing the Auditor-General.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Burns to the motion by Mr Garneau proposing that bill No. 64, "An Act respecting anti-inflation measures", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now", therein, and by adding at the end thereof the words "this day one week"."

The amendment was then rejected on division.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The main motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Picard, Picotte, Quenneville, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

En conséquence, le projet de loi no 64 est lu la deuxième fois.

Bill No. 64 was accordingly read the second time.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Vingt heures trente minutes

Eight-thirty o'clock P.M.

M. le Président reprend le fauteuil.

Mr President took the Chair.

Conformément à l'ordre de l'Assemblée, après cinq heures et quinze minutes d'étude du projet de loi no 81, « Loi constituant la Régie des installations olympiques », article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales, le président de la Commission fait rapport que celle-ci a adopté ledit projet de loi avec des amendements.

In accordance with the Order of the Assembly, after the Select Standing Committee on Municipal Affairs had spent five hours and fifteen minutes examining bill No. 81, "An Act to incorporate the Régie des installations olympiques", section by section, the Chairman of the Committee reported that the Committee had adopted the said bill, with amendments.

Sur la motion de M. Goldbloom, le rapport est adopté.

On motion of Mr Goldbloom, the report was adopted.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 81, « Loi constituant la Régie des installations olympiques », soit lu la troisième fois.

Mr Goldbloom moved that bill No. 81, "An Act to incorporate the Régie des installations olympiques", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Chagnon, Choquette, Denis, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fraser, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Saint-Pierre, Springate, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—59.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—6.

En conséquence, le projet de loi no 81 est lu la troisième fois.

Bill No. 81 was accordingly read the third time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 64, « Loi concernant les mesures anti-inflationnistes », est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

On motion of Mr Levesque, bill No. 64, "An Act respecting anti-inflation measures", was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue.

À vingt-deux heures trente-sept minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At thirty-seven minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Aujourd'hui, jeudi 20 novembre 1975, à vingt-deux heures quarante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Lalonde, le représentant du Premier ministre, de M. Harvey (Jonquière), de M. Houde (Abitibi-Est), de M. Ostiguy, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Today, Thursday, November 20th 1975, at forty-five minutes past ten o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Lalonde, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Harvey (Jonquière), of Mr Houde (Abitibi-Est), of Mr Ostiguy, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 20 Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction;
- 56 Loi modifiant la Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales;

- 20 Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act;
- 56 An Act to amend the Act to promote the development and modernization of regional dairies;

- | | |
|---|--|
| 58 Loi concernant les droits sur les mines; | 58 An Act respecting mining duties; |
| 60 Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies; | 60 An Act to amend the Companies Information Act; |
| 61 Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations; | 61 An Act to amend the Special Corporate Powers Act; |
| 66 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte; | 66 An Act to amend the Crop Insurance Act; |
| 69 Loi modifiant la Loi des poursuites sommaires; | 69 An Act to amend the Summary Convictions Act; |
| 81 Loi constituant la Régie des installations olympiques. | 81 An Act to incorporate the Régie des installations olympiques. |

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 21 novembre 1975

Dix heures

Friday, November 21st 1975

Ten o'clock A.M.

M. Chagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 155.—Loi concernant la ville de Bécancour;

Projet de loi no 193.—Loi refondant la Charte de la Cité de Hull;

Projet de loi no 198.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.

Les projets de loi privés nos 193 et 198 sont rapportés avec des amendements et le projet de loi privé no 155 a été rejeté.

(Document de la session no 229.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chagnon propose que ledit rapport soit adopté.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Chagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following Private Bills, after first reading:

Bill No. 155.—An Act respecting the town of Bécancour;

Bill No. 193.—An Act to revise the Charter of the city of Hull;

Bill No. 198.—An Act respecting the City of Saint-Laurent.

Private Bills Nos. 193 and 198 were reported with amendments and Private Bill No. 155 was rejected.

(Sessional Papers, No. 229.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Chagnon moved that the said report be adopted.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme./Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Springate, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux.—66.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Choquette propose:

Que le nom de M. Roy soit ajouté à la liste des membres des commissions élues permanentes suivantes: la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, la Commission des affaires municipales et la Commission des engagements financiers.

La motion est adoptée.

M. Roy propose:

Que le nom de M. Choquette soit ajouté à la liste des membres de la Commission élue permanente de la justice et de la Commission élue permanente de l'éducation.

La motion est adoptée, avec la dissidence de M. Marchand.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 25 novembre 1975, au Salon Rouge, à compter de dix heures trente minutes, les Commissions élues permanentes des affaires sociales et de la justice siégeront conjointement aux fins d'étudier l'avant-projet de loi concernant la protection de la jeunesse.

Sur la motion de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est don-

Mr Choquette moved:

That the name of Mr Roy be added to the list of the members of the following Select Standing Committees: the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, the Committee on Labour and Manpower, and Immigration, the Committee on Municipal Affairs and the Committee on Financial Commitments.

The motion was adopted.

Mr Roy moved:

That the name of Mr Choquette be added to the list of the members of the Select Standing Committee on Justice and the Select Standing Committee on Education.

The motion was adopted, with Mr Marchand dissenting.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, November 25th 1975, commencing at ten-thirty o'clock A.M., the Select Standing Committees on Social Affairs and Justice will sit jointly in the Red Room for the purpose of examining the draft of the bill respecting youth protection.

On motion of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1976.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next

née de siéger de nouveau à la prochaine sitting.
séance.

À douze heures quarante-cinq minutes,
sur la motion de M. Levesque, l'Assem-
blée s'ajourne à mardi prochain quinze
heures.

At forty-five minutes past twelve o'clock
noon, on motion of Mr Levesque, the
Assembly adjourned until Tuesday, at
three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 25 novembre 1975

Quinze heures

Tuesday, November 25th 1975

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que le nom de M. Giasson soit substitué à celui de M. Forget, comme parrain du projet de loi, « Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes », apparaissant à l'article a) du feuillet d'aujourd'hui.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved:

That the name of Mr Forget be replaced by that of Mr Giasson, as sponsor of the bill, "An Act to amend the Supplemental Pension Plan Act", put down at Item (a) of today's Agenda Paper.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Carpentier, Chagnon, Charon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Morin, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Phaneuf, Picard, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

Le projet de loi no 12, « Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de

Bill No. 12, "An Act to amend the Supplemental Pension Plan Act", was

rentes », est présenté par M. Giasson, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bellemare (Johnson) propose:

Que la motion apparaissant à l'article 67 du feuillet de mercredi, le 19 novembre 1975, soit modifiée en remplaçant dans la première ligne les mots « *Que* le gouvernement mette », par les mots « *Que* cette Assemblée exprime le vœu que soit mis ».

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Levesque, les Commissions élues permanentes des affaires sociales et de la justice tiennent une séance conjointe immédiatement, au Salon Rouge, aux fins d'étudier l'avant-projet de loi concernant la protection de la jeunesse.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 27 novembre 1975, les commissions élues permanentes suivantes siégeront:

À la Salle 91 « A », la Commission des engagements financiers siégera à compter de dix heures trente minutes.

À la Salle 81 « A », à compter de seize heures, la Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski ».

Sur la motion de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 70, « Loi modifiant la Loi de la Société des Traversiers du Québec », est de

introduced by Mr Giasson, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bellemare (Johnson) moved:

That the motion appearing at Item 67 of the Agenda Paper for Wednesday, November 19th 1975, be amended, by replacing, in the first line the words "*That* the government do establish", by the words "*That* the Assembly do express the wish that there be established".

The motion was adopted.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committees on Social Affairs and Justice will hold a joint meeting immediately in the Red Room, for the purpose of examining the draft of the bill respecting youth protection.

Mr Levesque gave the following notice:

On Thursday, November 27th 1975, the following Select Standing Committees will sit:

The Committee on Financial Commitments will sit in Room 91 "A", commencing at ten-thirty o'clock A.M.

The Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A" commencing at four o'clock P.M., for the section by section examination of Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski".

On motion of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1976.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 70, "An Act to amend the Québec Ferry Company Act", was again considered in

nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

À dix-huit heures neuf minutes, sur la motion de M. Bienvenue, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

At nine minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Bienvenue, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 26 novembre 1975

Quinze heures

Wednesday, November 26th 1975

Three o'clock P.M.

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé no 211, « Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd. ».

(Document de la session no 230.)

M. Levesque propose que l'article 1 des règles de pratique concernant les projets de loi privés soit suspendu dans le cas du projet de loi privé no 211.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 211, "An Act respecting certain immovables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.".

(Sessional Papers, No. 230.)

Mr Levesque moved that Article 1 of the Rules of Procedure concerning Private Bills be suspended respecting Private Bill No. 211.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Côté, Déon, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—81.

CONTRE—NAYS:—0.

Le projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre propriétaires et locataires », est présenté par M. Levesque.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

Bill No. 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners", was introduced by Mr Levesque.

Mr Levesque moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Côté, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picard, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Charron, Léger, Lessard, Morin.—5.

En conséquence, le projet de loi no 80 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 80 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Lachapelle:

Projet de loi no 62.—Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives.

By Mr Lachapelle:

Bill No. 62.—An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions.

Par M. Levesque, pour M. Goldbloom:

Projet de loi no 83.—Loi concernant le canton de Chicoutimi.

By Mr Levesque, on behalf of Mr Goldbloom:

Bill No. 83.—An Act respecting the township of Chicoutimi.

Par M. Forget:

Projet de loi no 85.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec et le Régime de rentes du Québec;

By Mr Forget:

Bill No. 85.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan and the Québec Pension Plan;

Projet de loi no 86.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

Bill No. 86.—An Act to amend the Act respecting health services and social services;

Projet de loi no 87.—Loi abrogeant la Loi des unités sanitaires.

Le projet de loi privé no 211, « Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd. », est présenté par M. Brisson et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déposé pour étude à la Commission élue permanente de la justice et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

M. Lachapelle dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Rapport annuel de l'Ordre des Pharmaciens du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 231.)

Rapport annuel de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 232.)

La Revue de l'arpenteur-géomètre, en date de juillet 1975, incluant le rapport annuel 1974/75 de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.

(Document de la session no 233.)

Rapport de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 234.)

Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 235.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Eellemare (Johnson):

1. La compagnie Peter Kiewit Sons of Canada a-t-elle obtenu, depuis 1970, des

Bill No. 87.—An Act to repeal the Health Units Act.

Private Bill No. 211, "An Act respecting certain immoveables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.", was introduced by Mr Brisson and read the first time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Justice for consideration, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended respecting this bill.

Mr Lachapelle tabled the following documents:

Annual report of the Order of Pharmacists of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 231.)

Annual report of the Order of Veterinary Surgeons of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 232.)

The Land Surveyors' magazine, for July 1975, including the annual report of the Order of the Land Surveyors of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 233.)

Annual report of the Professional Corporation of Dieticians of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 234.)

Annual report of the Order of Chemists of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 235.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Since 1970, has the firm of Peter Kiewit Sons of Canada been awarded any

contrats du gouvernement de la province ou de ses organismes ?

2. Quels sont la date et le montant de chacun de ces contrats ?

3. Dans chaque cas, s'agissait-il d'un contrat par soumission ou d'un contrat négocié ?

4. Où se trouve le siège social de cette compagnie ?

5. Quels sont les noms des directeurs et leur adresse ?

Réponse par M. Tetley:

1. 2. et 3. Le service des contrats du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement n'a pu relever aucune information concernant la compagnie Peter Kiewit Sons of Canada. De plus, la Société de développement de la Baie James est assurée de ne pas avoir accordé de contrat à la compagnie Peter Kiewit Sons of Canada.

4. Le siège social au Canada est situé au 25^e étage de l'Édifice Commerce Court Ouest, au coin des rues King et Bay à Toronto.

5. M. Peter Kiewit, a/s Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.;

M. Robert B. Wilson, Président, Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.;

M. Walter Scott jr., Vice-Président, Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.;

M. John N. Patterson, Administrateur, 7782, Rhode Wood Ave, Bernady, Colombie-Eritannique, Canada;

M. John Bahen, Administrateur, 55 Foursome Cr., Willowdale, Ontario;

M. B.B. Osler, Secrétaire, Box 25, Commerce Court, Toronto, Ontario;

M. Donald L. Baker, Trésorier, Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lessard:

contracts by the government of the province or any of its bodies ?

2. What are the dates and the amounts of such contracts ?

3. In each case, was the contract awarded following a call for tenders or was it a negotiated contract ?

4. Where is the corporate seat of such company ?

5. What are the names of the directors and their addresses ?

Answer by Mr Tetley:

1. 2. and 3. The contract service of the Department of Public Works and Supply has been unable to find any information concerning the firm of Peter Kiewit Sons of Canada. Furthermore, the James Bay Development Corporation has stated that it has not granted any contracts to the firm of Peter Kiewit Sons of Canada.

4. The corporate seat for Canada is situated on the 25th floor of the West Commerce Court Building, at the corner of King and Bay Streets in Toronto.

5. Mr Peter Kiewit, c/o Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.;

Mr Robert B. Wilson, President, Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.;

Mr. Walter Scott jr., Vice-President, Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.;

Mr John N. Patterson, Director, 7782, Rhode Wood Ave, Bernady, British Columbia, Canada;

Mr John Bahen, Director, 55 Foursome Cr., Willowdale, Ontario;

Mr B.B. Osler, Secretary, Box 25, Commerce Court, Toronto, Ontario;

Mr Donald L. Baker, Treasurer, Peter Kiewit Sons Co. Ltd, 1000 Kiewit Plaza, Omaha, Nebraska, U.S.A.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Lessard:

1. À quelle date M. Guy Pettigrew, avocat, de Sept-Îles, a-t-il été nommé administrateur adjoint de la Commission des loyers de Sept-Îles ?

2. Quel était le salaire annuel de M. Pettigrew comme administrateur adjoint ?

3. M. Pettigrew a-t-il été nommé par arrêté en conseil :

a) si oui, quelle est la teneur de cet arrêté ;

b) si non, comment a-t-il été nommé ?

4. Combien lui a-t-on versé en 1974 et 1975 ?

5. Combien de causes ont été entendues par M. Pettigrew en 1974 et 1975 ?

6. Combien de décisions ont été rendues par M. Pettigrew ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 236.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lessard :

1. À quelle date M. Camille Chicoine a-t-il été nommé administrateur de la Commission des loyers de Sept-Îles ?

2. À ce titre, quel était son salaire annuel ?

3. M. Chicoine a-t-il été nommé par arrêté en conseil :

a) si oui, quelle est la teneur de cet arrêté ;

b) si non, comment a-t-il été nommé ?

4. À quelle date M. Chicoine a-t-il été suspendu comme administrateur, et par qui ?

5. Quelles étaient les raisons de cette suspension ?

6. Combien de causes ont été entendues par M. Chicoine au cours de chacune des années qu'il était en fonction ?

1. On what date was Mr Guy Pettigrew, Advocate, of Sept-Îles, appointed assistant administrator of the Sept-Îles Rental Commission ?

2. What was Mr Pettigrew's annual salary as assistant administrator ?

3. Was he appointed by Order in Council :

(a) if so, what were the terms of such Order ;

(b) if not, how was he appointed ?

4. How much was he paid in 1974 and 1975 ?

5. How many cases were heard by Mr Pettigrew in 1974 and 1975 ?

6. How many decisions were handed down by Mr Pettigrew ?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 236.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Lessard :

1. On what date was Mr Camille Chicoine appointed administrator of the Sept-Îles Rental Commission ?

2. What was his annual salary for this position ?

3. Was Mr Chicoine appointed by Order in Council :

(a) if so, what were the terms of such Order ;

(b) if not, how was he appointed ?

4. On what date was Mr Chicoine suspended as administrator, and by whom ?

5. What were the reasons for such suspension ?

6. How many cases were heard by Mr Chicoine during each year that he held office ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(*Document de la session no 237.*)

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de l'étude socio-économique réalisée en 1973 par la firme Beauchemin, Beaton et Lapointe (Montréal), relative-ment à la rentabilité de l'implantation d'un parc fédéral au Témiscamingue.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(*Document de la session no 238.*)

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tout document, rapport, étude préliminaire, correspondance, plan, carte et autres, actuellement en possession de la municipalité de la Baie James, ayant trait à l'implantation éventuelle d'un parc fédéral dans la région s'étendant de Fort Rupert au golfe de Richmond.

M. Bourassa dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(*Document de la session no 239.*)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 2 décembre 1975, à compter de dix heures trente minutes, à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des affaires municipales siègera aux fins d'entendre les organismes intéressés à l'administration de la Communauté urbaine de Québec (CUQ).

Jeudi, le 4 décembre 1975, à compter de dix heures, au Salon Rouge, les Com-missions élues permanentes des affaires

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a docu-ment covering the information requested.

Mr Levesque tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 237.*)

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the socio-economic survey completed in 1973 by the firm of Beau-chemin, Beaton and Lapointe (Montreal), on the profitability of the establishment of a federal park in Témiscamingue.

Mr Simard tabled a document concern-ing the said motion.

(*Sessional Papers, No. 238.*)

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any document, report, pre-liminary survey, correspondence, plan, map or other papers at present in the pos-session of the municipality of James Bay, concerning the eventual establishment of a federal park in the region extending from Fort Rupert to the Gulf of Richmond.

Mr Bourassa tabled a document concern-ing the said motion.

(*Sessional Papers, No. 239.*)

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 2nd 1975, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A", commen-cing at ten-thirty o'clock A.M., for the purpose of hearing the organizations in-terested in the administration of the Québec Urban Community (QUC).

On Thursday, December 4th 1975, com-mencing at ten o'clock A.M., the Select Standing Committees on Social Affairs

sociales et de la justice siégeront conjointement aux fins d'étudier l'avant-projet de loi concernant la protection de la jeunesse.

Demain, les commissions élues permanentes suivantes siégeront :

À la Salle 91 « A », la Commission des engagements financiers siégera à compter de dix heures trente minutes.

À la Salle 81 « A », à compter de seize heures, la Commission des affaires municipales, siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski ».

M. Bellemare (Johnson) propose :

Que cette Assemblée exprime le voeu que soit mis sur pied immédiatement un système réaliste de sécurité au travail ayant comme objectif la prévention et la réparation des accidents de travail et des maladies professionnelles.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cournoyer.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

and Justice will sit jointly in the Red Room for the purpose of examining the draft of the bill respecting youth protection.

The following Select Standing Committees will sit tomorrow :

The Committee on Financial Commitments will sit in Room 91 "A", commencing at ten-thirty o'clock A.M.

The Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A" commencing at four o'clock P.M., for the section by section examination of Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski".

Mr Bellemare (Johnson) moved :

That the Assembly do express the wish that there be established immediately a realistic system of industrial safety, the object of which would be the prevention of and compensation for, industrial accidents and diseases.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Cournoyer.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 27 novembre 1975

Quinze heures

M. Parent (Hull) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport annuel du Curateur public, pour l'année terminée le 31 décembre 1974.

(Document de la session no 240.)

M. Levesque propose:

Que la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement à la Salle 81 « A » pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski ».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Thursday, November 27th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Parent (Hull) tabled the following document:

Annual report of the Public Curator, for the year ended December 31st 1974.

(Sessional Papers, No. 240.)

Mr Levesque moved:

That the Select Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Quenneville, Roy, Saindon, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Jeudi, le 4 décembre 1975, les Commissions élues permanentes suivantes siégeront:

À la Salle 91 « A », à compter de neuf heures, la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera aux fins d'entendre le Vérificateur général.

Au Salon Rouge, à compter de dix heures, les Commissions élues permanentes des affaires sociales et de la justice siégeront conjointement aux fins d'étudier l'avant-projet de loi concernant la protection de la jeunesse.

Sur la motion de M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Mr Levesque gave the following notice:

On Thursday, December 4th 1975, the following Select Standing Committees will sit:

In Room 91 "A", commencing at nine o'clock A.M., the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit for the purpose of hearing the Auditor-General.

In the Red Room, commencing at ten o'clock A.M., the Select Standing Committees on Social Affairs and Justice will sit jointly for the purpose of examining the draft of the bill respecting youth protection.

On motion of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1976.

At forty-five minutes past five o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Sur la motion de M. Lachapelle, le projet de loi no 62, « Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 62 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Garneau, l'Assemblée se transforme de nouveau en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

À vingt-deux heures quarante minutes, M. Levesque propose que le Président de la commission plénière rapporte à l'Assemblée qu'elle n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger de nouveau.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À vingt-trois heures, la commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Alors l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

On motion of Mr Lachapelle, bill No. 62, "An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 62 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

On motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Garneau, the Assembly again resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1976.

At forty minutes past ten o'clock P.M., Mr Levesque moved that the Chairman of the Committee of the Whole do report progress to the Assembly and that it request leave to sit again.

And a debate arising on this motion.

At eleven o'clock P.M., progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

The Assembly then adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 28 novembre 1975

Dix heures

Le projet de loi no 71, « Loi modifiant la Loi du ministère du revenu », est présenté par M. Quenneville.

M. Quenneville propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 71 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première

Friday, November 28th 1975

Ten o'clock A.M.

Bill No. 71, "An Act to amend the Revenue Department Act", was introduced by Mr Quenneville.

Mr Quenneville moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 71 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for

fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Quenneville:

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 75.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 76.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 77.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 78.—Loi modifiant la Loi des licences.

Par M. Leduc:

Projet de loi no 94.—Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile et le Code de la route.

Le projet de loi no 59, « Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts », est présenté par M. Quenneville.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Assad, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

second reading at the next sitting:

By Mr Quenneville:

Bill No. 72.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 73.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Bill No. 74.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 75.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 76.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 78.—An Act to amend the Licenses Act.

By Mr Leduc:

Bill No. 94.—An Act to amend the Highway Victims Indemnity Act and the Highway Code.

Bill No. 59, "An Act to again amend the Taxation Act and to amend the Act respecting the application of the Taxation Act", was introduced by Mr Quenneville.

Mr Levesque moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, le projet de loi no 59 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Berthiaume dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Un communiqué du ministère des Transports, en date du 28 novembre 1975, sur la politique des transports terrestres concernant la desserte des aéroports de Dorval et de Mirabel.

(Document de la session no 241.)

M. Levesque donne l'avis suivant :

Mardi, le 2 décembre 1975, à compter de dix heures trente minutes, à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des affaires municipales siégera aux fins d'entendre les organismes intéressés à l'administration de la Communauté urbaine de Québec (CUQ).

Mercredi, le 3 décembre 1975, à compter de seize heures, à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski ».

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 12, « Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes ».

M. Giasson informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Giasson propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 12 est envoyé à la commission

Bill No. 59 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Berthiaume tabled the following document :

A press release dated November 28th 1975, from the Department of Transport, concerning land transport facilities for Dorval and Mirabel Airports.

(Sessional Papers, No. 241.)

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 2nd 1975, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A", commencing at ten-thirty o'clock A.M., for the purpose of hearing the organizations interested in the administration of the Québec Urban Community (QUC).

On Wednesday, December 3rd 1975, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 81 "A", commencing at four o'clock P.M., for the section by section examination of Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 12, "An Act to amend the Supplemental Pension Plan Act".

Mr Giasson informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Giasson moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 12 was committed, considered in Committee

plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

À douze heures vingt-deux minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

At twenty-two minutes past twelve o'clock noon, on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 2 décembre 1975

Quinze heures

Tuesday, December 2nd 1975

Three o'clock P.M.

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. ».

(Document de la session no 242.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc."

(Sessional Papers, No. 242.)

M. Levesque propose que les articles 1 et 5 des règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendus dans le cas du projet de loi privé no 214.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Levesque moved that Articles 1 and 5 of the Rules of Procedure concerning Private Bills be suspended respecting Private Bill No. 214.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque propose:

Que la première lecture et l'ordre de deuxième lecture du projet de loi no 31, « Loi visant à protéger la santé publique en cas de conflit de travail », adoptés le 27 juin 1975, soient révoqués et que ledit projet de loi soit retiré.

La motion est adoptée.

Le projet de loi no 250, « Loi modifiant de nouveau la Loi de l'assurance-maladie », est présenté par M. Forget, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. », est présenté par M. Côté et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude à la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 9 décembre 1975, à compter de dix heures trente minutes à la Salle 81 « A », la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. ».

Déclaration ministérielle de M. Mailoux, ministre des Transports, concernant la sécurité routière.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Toupin:

Rapport d'évaluation de la Cie Photo-Air Laurentides, préparé par les évaluateurs conseils, Racine, Larochelle & Asso-

Mr Levesque moved:

That the first reading and the Order for second reading of bill No. 31, "An Act to provide for protection of the public health in case of a labour dispute", adopted on June 27th 1975, be rescinded and that the said bill be withdrawn.

The motion was adopted.

Bill No. 250, "An Act to again amend the Health Insurance Act", was introduced by Mr Forget, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc.", was introduced by Mr Côté and read the first time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply for consideration, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended respecting this bill.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 9th 1975, the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit in Room 81 "A", commencing at ten-thirty o'clock A.M., for the section by section examination of Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc.".

Ministerial declaration by the Minister of Transport, Mr Mailoux, concerning highway safety.

The following documents were tabled:

By Mr Toupin:

Report on the valuation of Cie Photo-Air Laurentides, prepared by the firm of Racine, Larochelle & Associés consulting

ciés (Lois du Québec 1969, chapitre 39, article 15).

(Document de la session no 243.)

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 244.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 245.)

Rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 246.)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 247.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 248.)

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 9 décembre 1975, les Commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes:

À la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 196, « Loi modifiant la charte de la Ville de Laval ».

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 123.—Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier;

appraisers (Statutes of Québec 1969, chapitre 39, section 15).

(Sessional Papers, No. 243.)

By Mr Lachapelle:

Annual report of the Professional Corporation of Licensed General Accountants of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 244.)

Annual report of the Professional Corporation of Medical Technologists of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 245.)

Annual report of the Bar Association of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 246.)

Annual report of the Order of Forest Engineers of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 247.)

Annual report of the Professional Corporation of Industrial Administration Accountants of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 248.)

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 9th 1975, the following Select Standing Committees will sit, commencing at ten-thirty o'clock A.M.:

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of Private Bill No. 196, "An Act to amend the charter of the City of Laval".

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 123.—An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate;

Projet de loi no 211.—Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

Et si possible, les projets de loi privés apparaissant aux articles suivants du feuillet d'aujourd'hui:

g) Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine;

h) Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement à la Salle 81 « A », aux fins d'entendre les organismes intéressés à l'administration de la Communauté urbaine de Québec (CUQ).

M. Forget propose que le projet de loi no 85, « Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec et le Régime de rentes du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi no 86, « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux », est lu la deuxième fois.

M. Forget propose que le projet de loi no 87, « Loi abrogeant la Loi des unités sanitaires », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec l'abstention de MM. Burns, Charron et Morin.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi nos 85, 86 et 87 sont, l'un

Bill No. 211.—An Act respecting certain immoveables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

And possibly the Private Bills put down upon today's Agenda Paper at the following Items:

(g) An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward;

(h) An Act respecting certain lots in the city of Westmount.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the purpose of hearing the organizations interested in the administration of the Québec Urban Community (QUC).

Mr Forget moved that bill No. 85, "An Act to amend the Québec Family Allowances Plan and the Québec Pension Plan", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Forget, bill No. 86, "An Act to amend the Act respecting health services and social services", was read the second time.

Mr Forget moved that bill No. 87, "An Act to repeal the Health Units Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Burns, Charron and Morin abstaining.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bills Nos. 85, 86 and 87 were severally referred to

après l'autre, envoyés à la commission plénière pour étude article par article.

Sur la motion de M. Forget, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, étudiés en commission plénière, rapportés et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture:

Projet de loi no 85.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec et le Régime de rentes du Québec;

Projet de loi no 86.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

Projet de loi no 87.—Loi abrogeant la Loi des unités sanitaires.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Giasson, le projet de loi no 12, « Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants:

Projet de loi no 59.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie.

Projet de loi no 75.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 76.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 77.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 78.—Loi modifiant la Loi des licences.

M. Quenneville informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur re-

the Committee of the Whole, to be examined section by section.

On motion of Mr Forget, the following bills were severally considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting:

Bill No. 85.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan and the Québec Pension Plan;

Bill No. 86.—An Act to amend the Act respecting health services and social services;

Bill No. 87.—An Act to repeal the Health Units Act.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Giasson, bill No. 12, "An Act to amend the Supplemental Pension Plan Act", was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of the following bills:

Bill No. 59.—An Act to again amend the Taxation Act and to amend the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 71.—An Act to amend the Revenue Department Act;

Bill No. 72.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 73.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Bill No. 74.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 75.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 76.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 78.—An Act to amend the Licenses Act.

Mr Quenneville informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Gov-

commande la prise en considération de ces projets de loi.

Sur la motion de M. Quenneville, lesdits projets de loi sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi nos 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 et 78 sont déferés pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu, et cette commission siégera aujourd'hui, à compter de vingt et une heures, à la Salle 91 « A ».

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Garneau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (no 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

À dix-huit heures, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Conformément à l'article 128 du règlement, après plus de huit heures d'étude, M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant :

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a étudié les crédits supplémentaires (no 2), soit une somme n'excédant pas, en tout, \$573,254,400 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

ernor recommended these bills to their consideration.

On motion of Mr Quenneville, the said bills were severally read the second time.

On motion of Mr Levesque, bills Nos. 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 and 78 were referred to the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue for section by section examination, and the Committee will sit this evening in Room 91 "A", commencing at nine o'clock.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending March 31st 1976.

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

In accordance with Standing Order 128 and after more than eight hours of examination, Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has examined the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2), namely a sum not exceeding, in all, \$573,254,400 to defray, for the fiscal year ending on the 31st of March 1976, the charges and expenses of the Government and public service of the province not otherwise provided for, namely the amount of the various programmes set forth in the schedule of the bill which will be introduced.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Garneau, le rapport est adopté après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Lessard et Roy.

M. Levesque, pour M. Garneau, présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: projet de loi no 82, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Lessard et Roy.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 79, « Loi constituant la Société québécoise d'information juridique ».

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Levesque propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 79 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Demain, à la Salle 81 « A », à compter de dix heures, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siégera pour étudier, article par article, les projets de loi nos 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 et 78.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, the report was adopted on division, with Messrs Burns, Lessard and Roy dissenting.

Mr Levesque, on behalf of Mr Garneau, accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill No. 82, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time on division, with Messrs Burns, Lessard and Roy dissenting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 79, "An Act to constitute the "Société québécoise d'information juridique".

Mr Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Levesque moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 79 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice:

The Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit tomorrow in Room 81 "A", commencing at ten o'clock A.M., for the section by section examination of bills Nos. 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 and 78.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 3 décembre 1975

Quinze heures

Wednesday, December 3rd 1975

Three o'clock P.M.

M. Déom, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 59.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 75.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 76.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 77.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Mr Déom, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 59.—An Act to again amend the Taxation Act and to amend the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 71.—An Act to amend the Revenue Department Act;

Bill No. 72.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 73.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Bill No. 74.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 75.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 76.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Projet de loi no 78.—Loi modifiant la Loi des licences.

Lesdits projets de loi sont rapportés sans amendement.

(Document de la session no 249.)

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé no 213, « Loi concernant la ville de Chibougamau ».

(Document de la session no 250.)

M. Levesque propose que l'article 1 des règles de pratique concernant les projets de loi privés soit suspendu dans le cas du projet de loi privé no 213.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Brisson, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture :

Par M. Cournoyer :

Projet de loi no 89.—Loi des droits sur les mines.

Par M. Mailloux :

Projet de loi no 252.—Loi modifiant le Code de la route.

Bill No. 78.—An Act to amend the Licenses Act.

The said bills were reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 249.)

Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 213, "An Act respecting the town of Chibougamau".

(Sessional Papers, No. 250.)

Mr Levesque moved that Article 1 of the Rules of Procedure concerning Private Bills be suspended respecting Private Bill No. 213.

The motion was adopted on the following vote :

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting :

By Mr Cournoyer :

Bill No. 89.—Mining Duties Act.

By Mr Mailloux :

Bill No. 252.—An Act to amend the Highway Code.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Blank:

Projet de loi no 113.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine.

Par M. Caron:

Projet de loi no 170.—Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount.

Sur la motion de M. Levesque, lesdits projets de loi sont déferés pour étude à la Commission élue permanente de la justice, et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues dans le cas de ces projets de loi.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 213, « Loi concernant la ville de Chibougamau », est présenté par M. Houde (Abitibi-Est) et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude à la Commission élue permanente des affaires municipales, et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 9 décembre 1975, les commissions élués permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 113.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine;

The following bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Blank:

Bill No. 113.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward.

By Mr Caron:

Bill No. 170.—An Act respecting certain lots in the city of Westmount.

On motion of Mr Levesque, the said bills were referred to the Select Standing Committee on Justice for consideration, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended respecting these bills.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 213, "An Act respecting the town of Chibougamau", was introduced by Mr Houde (Abitibi-East) and read the first time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs for consideration, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended respecting this bill.

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 9th 1975, the following Select Standing Committees will sit, commencing at ten-thirty o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 113.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward;

Projet de loi no 123.—Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier;

Projet de loi no 170.—Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount;

Projet de loi no 211.—Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

À la Salle 91 « A »:

La Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 196.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;

Projet de loi no 213.—Loi concernant la ville de Chibougamau.

Déclaration ministérielle de M. Parent (Hull), ministre de la Fonction publique, concernant une entente paraphée entre le gouvernement du Québec et les représentants syndicaux des fonctionnaires du Québec, au sujet de la prochaine convention collective de travail.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Saint-Pierre:

Une étude des impacts de la dispersion des fluorures gazeux concernant l'aluminerie proposée à Saint-Augustin-de-Desmaures, faite par André Marsan & Associés Inc., pour le ministère de l'Industrie et du Commerce.

(Document de la session no 251.)

Par M. Garneau:

Rapport annuel et statistiques de l'Université du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 252.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Conformément à un communiqué déjà émis par le ministère de l'Agriculture,

Bill No. 123.—An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate;

Bill No. 170.—An Act respecting certain lots in the city of Westmount;

Bill No. 211.—An Act respecting certain immovables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 196.—An Act to amend the charter of the City of Laval;

Bill No. 213.—An Act respecting the town of Chibougamau.

Ministerial declaration by the Minister of the Civil Service, Mr Parent (Hull), concerning an initialled agreement between the government of the province of Québec and the union representatives of the civil employees of the province of Québec, respecting the next collective labour agreement.

The following documents were tabled:

By Mr Saint-Pierre:

A study made by André Marsan & Associates Inc., for the Department of Industry and Commerce, on the impact of the spreading of gaseous fluorides, concerning the proposed aluminum plant at Saint-Augustin-de-Desmaures.

(Sessional Papers, No. 251.)

By Mr Garneau:

Annual report and statistics of the University of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 252.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Were any chickens sold to Cuba as reported in a press release recently issued

une vente de poulets a-t-elle été faite à Cuba ?

2. Dans l'affirmative:

a) quel était le volume prévu;

b) quelle a été la quantité livrée et à quelle date;

c) quel a été le prix payé ?

3. Quels étaient les intermédiaires cubains, canadiens ou québécois ?

4. Le gouvernement du Québec a-t-il contribué financièrement à cette transaction ?

5. Dans l'affirmative, de quelle façon et pour quel montant ?

Réponse par M. Drummond:

1. Oui.

2. a) 16,000,000 livres;

b) 16,000,000 livres sur une période de huit mois;

c) catégorie « A » \$0.53 / lb;
catégorie Utilité \$0.49 / lb.

3. Cubains: Alimport (Société d'Etat)
Québécois: Association des Abattoirs de volailles.

4. Oui, pour aider la promotion de la vente de produits du poulet.

5. Budget 1974: \$20,000.00.

Budget 1975/76: \$155,000.00.

Question par M. Lessard:

1. Quel est le montant de la perte totale encourue à l'occasion de la vente de poulets québécois à Cuba et par qui cette perte sera-t-elle supportée ?

2. Quel rôle a joué dans cette vente la compagnie Longueuil Meat Exporting Company Limited ?

3. Combien la compagnie Longueuil Meat Exporting Company Limited a-t-elle reçu à l'occasion de cette vente ?

Réponse par M. Drummond:

1. Perte encourue: \$800,000.00;

— part des producteurs: \$175,000.00;

— M.A.Q. — \$20,000.00 (1974)

\$155,000.00 (1975-76);

— différence — balance Association des Abattoirs de volailles.

by the Department of Agriculture ?

2. If so:

(a) what was the forecast quantity;

(b) what quantity was delivered and on what date;

(c) what was the price paid ?

3. Who were the Cuban, Canadian or Québec agents ?

4. Did the government of the province of Québec make any financial contribution towards the transaction ?

5. If so, in what manner and in what amount ?

Answer by Mr Drummond:

1. Yes.

2. (a) 16,000,000 pounds;

(b) 16,000,000 pounds over a period of eight months;

(c) type "A" \$0.53 per lb;
utility type \$0.49 per lb.

3. Cuban: Alimport (State Corporation);

Québec: Association des Abattoirs de volailles.

4. Yes, to help to promote the sale of poultry products.

5. 1974 budget: \$20,000.00.

1975/76 budget: \$155,000.00.

Question by Mr Lessard:

1. What was the total amount of the loss incurred in the sale of Québec chickens to Cuba, and by whom will such loss be borne ?

2. What part was played by the Longueuil Meat Exporting Company Limited in this sale ?

3. How much did the Longueuil Meat Exporting Company Limited receive following this sale ?

Answer by Mr Drummond:

1. Loss incurred: \$800,000.00;

— producers' share \$175,000.00;

— D.A.Q. — \$20,000.00 (1974)

\$155,000.00 (1975/76);

— difference — balance to the Association des Abattoirs de volailles.

2. Contrat entre Alimport (Société d'État) et Association des abattoirs de volailles. Sans intermédiaire québécois.

3. La compagnie Longueuil Meat Exporting Co. Ltd. n'a rien reçu.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Le ministre de l'Agriculture a-t-il fait des voyages en compagnie d'un ou de plusieurs fonctionnaires de son ministère, à l'intérieur de la province, au cours des années 1973/1974 et 1974/1975?

2. Dans l'affirmative, à quel endroit et à quelle occasion ces voyages ont-ils été faits?

3. Quels sont, pour chacun des voyages, les noms des fonctionnaires qui y ont pris part?

4. Quel a été le montant des dépenses de voyage du Ministre et de chacun des fonctionnaires qui l'ont accompagné?

Réponse par M. Drummond:

1. Oui.

2. 3. et 4. Les fonctionnaires qui voyagent en compagnie du Ministre soumettent individuellement leur compte pour frais de subsistance et de logement. Il est, en conséquence, impossible de répondre à la question, telle qu'elle a été formulée.

Question par M. Morin:

Quelles sont les municipalités qui, à la connaissance du ministère des Affaires municipales, ont conclu avec le gouvernement fédéral des ententes exclues de l'application de la Loi du ministère des affaires intergouvernementales par l'arrêté en conseil 4598-75, du 15 octobre 1975?

Réponse par M. Goldbloom:

La cité de Lachine, pour un échange de terrains avec la société ferroviaire Canadien National et la ville de Sainte-Foy, pour une vente de terrains au ministère fédéral des Transports.

Dans ces deux cas, les négociations avaient été complétées et il ne manquait

2. A contrat between Alimport (State Corporation) and the Association des Abattoirs de volailles. No Québec go-between.

3. Nothing was received by the Longueuil Meat Exporting Co. Ltd.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the Minister of Agriculture take any trips inside the province accompanied by one or more of the employees of his Department, in 1973/1974 and 1974/1975?

2. If so, to what places and for what purposes were such trips made?

3. Respecting each trip, what are the names of the employees who went on such trips?

4. What was the amount of the travelling expenses of the Minister and each employee who accompanied him?

Answer by Mr Drummond:

1. Yes.

2. 3. and 4. The employees travelling with the Minister submit an individual claim for their food and hotel expenses. It is therefore impossible to answer the question as worded.

Question by Mr Morin:

What are the municipalities which, to the knowledge of the Department of Municipal Affairs, have made agreements with the federal government which are excluded from the application of the Intergovernmental Affairs Department Act under Order in Council 4598-75 dated October 15th 1975?

Answer by Mr Goldbloom:

The City of Lachine, for an exchange of land with the Canadian National Railway Company, and the City of Sainte-Foy, for a sale of land to the federal Ministry of Transport.

In both cases, the negotiations had been completed and all that was required was

que l'approbation de la Commission municipale du Québec au moment de l'entrée en vigueur de la loi du ministère des Affaires intergouvernementales le 24 décembre 1974.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Relativement à l'étude agro-alimentaire complétée par la Société d'Ingénierie Cartier Ltée sur le marché des produits congelés au Québec:

a) à quelle date le contrat a-t-il été accordé et par qui;

b) à quelle date a-t-il été complété;

c) quel devait être le coût initial de cette étude et combien a été payé à cette société;

d) à quelle utilisation ont servi ou serviront les données fournies par cette étude ?

Réponse par M. Drummond:

1. a) Ce contrat a été accordé par le ministère de l'Agriculture le 12 octobre 1972;

b) la phase I a été complétée à l'été 1973;

la phase II a été complétée au printemps 1975;

c) phase I: le coût était de \$52,000.00, et ce montant a été payé à la firme;

phase II: le coût prévu au début du projet était de \$165,000.00. Suite à une modification de l'étude, le coût a été fixé à \$105,400.00, et ce montant a été payé;

d) cette étude a déjà servi et continuera à servir comme information de base servant à évaluer différents projets d'implantation industrielle soumis au Service de l'Aide technique à l'Industrie alimentaire du ministère de l'Agriculture.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Combien a coûté la campagne « Hébergement à la ferme » sous forme de réclames publicitaires à la radio, à la télévision et dans les périodiques, journaux et revues tant au Canada qu'à l'étranger ?

the approval of the Québec Municipal Commission at the time of the coming into force of the Intergovernmental Affairs Department Act on December 24th 1974.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Respecting the agricultural food survey carried out by the Société d'Ingénierie Cartier Ltée on the frozen food market in the province of Québec:

(a) on what date was the contract awarded and by whom;

(b) on what date was it completed;

(c) what was the initial cost established for such survey and how much was paid to such firm;

(d) what use has been or will be made of the data provided by such survey ?

Answer by Mr Drummond:

1. (a) This contract was awarded by the Department of Agriculture on October 12th 1972;

(b) phase I was completed in the summer of 1973;

phase II was completed in the spring of 1975;

(c) phase I: the estimated cost was \$52,000.00, and this amount was paid to the firm;

phase II: the estimated cost at the start of the project was \$165,000.00. Following a change in the survey, the cost was established at \$105,400.00, and this amount was paid;

(d) the survey has already been used and will continue to be used as a basis to evaluate various projects submitted to the Food Industry Technical Assistance Service of the Department of Agriculture for the setting up of industries.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What was the cost of the "Hébergement à la ferme" campaign as regards advertising on radio and television and in periodicals, newspapers and magazines both in Canada and abroad ?

2. Quelles sont les agences impliquées et combien a été payé à chacune ?

3. En ce qui concerne la revue « Nous », vol. 3, no 1, quelles étaient les agences et sommes impliquées ?

Réponse par M. Drummond :

1. Cette campagne a coûté \$5,360.00.
2. Aucune agence n'a été utilisée.
3. Aucune agence et le coût se chiffre à \$1,110.00.

Question par M. Bellemare (Johnson) :

1. L'automobiliste responsable de l'accident survenu à Mlle Françoise Poisson, de France, détient-il toujours son permis de conducteur ou de chauffeur ?

2. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour récupérer en tout ou en partie la somme de \$32,700.00 qu'il a payée pour cet automobiliste ?

3. Le gouvernement a-t-il déjà payé des compensations identiques à des citoyens étrangers ?

Réponse par M. Mailloux :

1. Non, car ce permis est suspendu par le Bureau des Véhicules Automobiles depuis le 31 octobre 1969.

2. Aucune somme n'a été payée à Mlle Poisson étant donné qu'il n'y a pas d'entente de réciprocité entre les Fonds d'indemnisation de France et du Québec.

3. Ne s'applique pas.

Sur la motion de M. Roy, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre :

Les documents suivants concernant la commercialisation des oeufs :

a) copie de toutes les ordonnances émises par la Régie des marchés agricoles du Québec ;

b) copie de la correspondance échangée entre la Régie et les sociétés, compagnies et organismes québécois et canadiens ;

c) copie des ententes intervenues et soumises à l'approbation de la Régie.

2. What agencies were involved, and how much was paid to each one ?

3. As regards the magazine "Nous", vol. 3, No. 1, what agencies and amounts were involved ?

Answer by Mr Drummond :

1. This company cost \$5,360.00.
2. No agency was used.
3. No agency, and the cost amounts to \$1,110.00.

Question by Mr Bellemare (Johnson) :

1. Does the motorist who was responsible for the accident caused to Miss Françoise Poisson, of France, still hold his operator's or chauffeur's permit ?

2. Has the government taken any measures to recover, in whole or in part, the amount of \$32,700.00 which it paid on behalf of such motorist ?

3. Has the government ever paid any similar compensation to any foreigners ?

Answer by Mr Mailloux :

1. No, as this permit has been suspended by the Motor Vehicle Bureau since October 31st 1969.

2. No amount of money was paid to Miss Poisson as there is no reciprocal agreement between the French and province of Québec Indemnity funds.

3. Not applicable.

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be laid before the House :

The following documents concerning the marketing of eggs :

(a) copies of all the rulings issued by the Québec Agricultural Marketing Board ;

(b) copies of the correspondence exchanged between the Board and the Québec and Canadian bodies, corporations and companies ;

(c) copies of the agreements made and submitted to the Board for approval.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 253.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Copie du rapport de la phase I d'une étude agro-alimentaire portant sur la transformation et la congélation des produits agricoles, préparé par les firmes Victus Consultants Limited, Operational Marketing Incorporated et Gelfang Derry, sous la coordination de la Société d'Ingénierie Cartier Limitée, et présenté au ministère de l'Agriculture du Québec, le 4 juin 1973.

2. Copie du rapport de la phase II modifiée, préparé par les firmes Thyry, Bourgoin et Associés, Victus Consultants Limited, ainsi que par le ministère de l'Agriculture du Québec, et portant sur le marché des produits congelés au Québec.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(Document de la session no 254.)

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du mémoire qu'a fait parvenir la direction générale du domaine territorial du ministère des Terres et Forêts au ministère des Affaires intergouvernementales, suggérant la position générale à adopter en matière d'intégrité territoriale.

M. Toupin dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(Document de la session no 255.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement à la Salle 81 « A » pour étudier, article par article, le projet de loi no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski ».

Mr Drummond tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 253.)

On motion of Mr Lessard,—

Ordered, that there be laid before the House:

1. A copy of the report on Phase I of an agro-foodstuffs survey on the processing and freezing of agricultural products, carried out by the firms of Victus Consultants Limited, Operational Marketing Incorporated and Gelfang Derry, co-ordinated by Cartier Engineering Limited, and submitted to the Québec Department of Agriculture on June 4th 1973.

2. A copy of the report on Phase II, as amended, prepared by the firms of Thyry, Bourgoin and Associates and Victus Consultants Limited, as well as by the Québec Department of Agriculture, and concerning the frozen food market in the province of Québec.

Mr Drummond tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 254.)

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the brief submitted to the Department of Intergovernmental Affairs by the Territorial Branch of the Department of Lands and Forests, putting forward the general position to be adopted in matters of territorial integrity.

Mr Toupin tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 255.)

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately in Room 81 "A", for the section by section examination of bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski".

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, pour M. Forget, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 85.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec et le Régime de rentes du Québec;

Projet de loi no 86.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

Projet de loi no 87.—Loi abrogeant la Loi des unités sanitaires.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 95, « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins ».

Sur la motion de M. Levesque, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; ledit projet est déposé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières, et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bellemare (Johnson) proposant:

« Que cette Assemblée exprime le vœu que soit mis sur pied immédiatement un système réaliste de sécurité au travail ayant comme objectif la prévention et la réparation des accidents de travail et des maladies professionnelles. »

M. Harvey (Jonquière) propose:

« Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la deuxième ligne, tous les mots après le mot « que », par les suivants: « soient poursuivis les objectifs déjà définis par le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre sur la sécurité du travailleur et du public en général, la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ». »

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Forget, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 85.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan and the Québec Pension Plan;

Bill No. 86.—An Act to amend the Act respecting health services and social services;

Bill No. 87.—An Act to repeal the Health Units Act.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 95, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins".

On motion of Mr Levesque, the Order which had just been read, was rescinded; the said bill was referred for section by section examination to the Select Standing Committee on Consumer Affairs, Co-operatives and Financial Institutions, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended respecting this bill.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bellemare (Johnson) proposing:

"That the Assembly do express the wish that there be established immediately a realistic system of industrial safety, the object of which would be the prevention of and compensation for, industrial accidents and diseases."

Mr Harvey (Jonquière) moved:

"That the motion under debate be amended by replacing all the words after the word "that", in the second line thereof, by the following: "that all the objectives already defined by the Minister of Labour and Manpower respecting the safety of the worker and the general public as regards the prevention of industrial accidents and diseases, be pursued"."

M. Burns soulève un point de règlement et allègue que l'amendement proposé ne conservant de la motion principale que les mots « Que cette Assemblée exprime le voeu que », en remplaçant tous les autres, il a pour effet de changer complètement l'orientation de la motion et d'écarter la question principale sur laquelle il a été proposé, tel que mentionné à l'article 70 du règlement, et qu'en conséquence, il doit être déclaré irrecevable.

M. Hardy soutient que l'amendement a exactement le même sujet, poursuit le même objectif, qu'il ne fait que proposer une autre formule, qu'il n'écarter pas la motion principale, qu'il est bien conforme à l'article 70 du règlement et doit donc être déclaré recevable.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, le Président déclare que l'amendement tel que libellé écarte la motion principale sur laquelle il est proposé, parce que de motion de censure, elle devient une motion de confiance. La quintessence de la motion principale est qu'il y a une absence, alors que celle de l'amendement indiquerait une présence. En conséquence, M. le Président déclare la motion d'amendement irrecevable.

Et le débat continue sur la motion principale.

La motion principale est alors mise aux voix et rejetée.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Hardy, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Burns raised a point of Order and of Procedure, and alleged that the proposed amendment only retained the words "*That the Assembly do express the wish that*" in the main motion, by replacing all the others in such a manner that it had the effect of setting aside the main question to which it was proposed as mentioned in Standing Order 70, and that the amendment should be declared inadmissible.

Mr Hardy maintained that the amendment was directly relevant to the same subject, that it merely proposed another formula, that it did not set aside the main question and that it was well in conformity with Standing Order 70 and should therefore be declared admissible.

After hearing the arguments pro and con, Mr President declared that the amendment, as worded, did set aside the main motion to which it was proposed, because from being a motion of non-confidence it became a motion of confidence. The most essential point of the main motion was that there was something lacking, while that of the amendment indicated that something existed. Mr President therefore declared the motion of amendment inadmissible.

And the debate continuing on the main motion.

The main motion was then put to the vote and rejected.

At fifty-five minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Hardy, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 4 décembre 1975

Quinze heures

Thursday, December 4th 1975

Three o'clock P.M.

Le projet de loi privé no 158, « Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget », est présenté par M. Tardif.

M. Tardif propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Private Bill No. 158, "An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate", was introduced by Mr Tardif.

Mr Tardif moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 158 est lu la première fois.

Bill No. 158 was accordingly read the first time.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude à la Commission élue permanente de la justice, et les règles de pratique concernant les projets de loi déférés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Déclaration ministérielle de M. Garneau, ministre des Finances et de l'Éducation, suite aux projets de loi présentés par le ministre du Revenu et le ministre des Richesses naturelles, et qui concrétisaient les mesures fiscales annoncées le 17 avril 1975, dans le discours sur le budget, pour préciser le contenu de certains règlements découlant de l'application de ces lois.

M. Saint-Pierre dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 3 décembre 1975, adressée à M. Armand Trottier, président du Comité exécutif de la Communauté urbaine de Québec, par M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce, au sujet du projet de construction d'une aluminerie dans la région de Québec.

(Document de la session no 256.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 59.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Justice for consideration, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended respecting this bill.

Ministerial declaration by the Minister of Finance and Education, Mr Garneau, following the bills introduced by the Minister of Revenue and the Minister of Natural Resources, and which designate the fiscal measures announced in the budget speech made on April 17th 1975, to define the contents of certain regulations deriving from the application of such Acts.

Mr Saint-Pierre tabled the following document:

Copy of a letter, dated December 3rd 1975, forwarded to Mr Armand Trottier, President of the Executive Committee of the Québec Urban Community, by the Minister of Industry and Commerce, Mr Guy Saint-Pierre, concerning the plan to construct an aluminum plant in the Québec City region.

(Sessional Papers, No. 256.)

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 59.—An Act to again amend the Taxation Act and to amend the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 71.—An Act to amend the Revenue Department Act;

Bill No. 72.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 73.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 75.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 76.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 77.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 78.—Loi modifiant la Loi des licences.

Sur la motion de M. Denis, pour M. Déom, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Les projets de loi nos 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 et 78 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, les Commissions élues permanentes des affaires sociales et de la justice tiennent une séance conjointe immédiatement, au Salon Rouge, aux fins d'étudier l'avant-projet de loi concernant la protection de la jeunesse.

M. Levesque propose que le projet de loi no 9, « Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la loi électorale », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil

Vingt heures quinze minutes

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill No. 74.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 75.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 76.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 78.—An Act to amend the Licenses Act.

On motion of Mr Denis, on behalf of Mr Déom, the said report was taken into consideration and adopted.

Bills Nos. 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 and 78 were ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committees on Social Affairs and Justice will hold a joint meeting immediately in the Red Room, for the purpose of examining the draft of the bill respecting youth protection.

Mr Levesque moved that bill No. 9, "An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 5 décembre 1975

Dix heures

Friday, December 5th 1975

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi no 254, « Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill No. 254, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Bossé, Boudreault, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Hardy, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lari-vière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Roy, Samson, Séguin, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillan-court, Veilleux.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 254 est lu la première fois et remis à la pro-chaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 254 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Levesque:

Projet de loi no 84.—Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.

Par M. Mailloux:

Projet de loi no 251.—Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives.

Par M. Forget:

Projet de loi no 253.—Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail.

Déclaration ministérielle de M. Berthiaume, ministre d'État aux Transports et aux Finances, concernant l'industrie du taxi à Montréal.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement au Salon Rouge pour étudier, article par article, le projet de loi no 64, « Loi concernant les mesures anti-inflationnistes ».

M. Levesque donne l'avis suivant:

Mardi, le 9 décembre 1975, les Commissions élues permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures trente minutes:

À la Salle 81 « A », la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. ».

À la Salle 91 « A », la Commission des affaires municipales siégera pour étudier,

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Levesque:

Bill No. 84.—An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act.

By Mr Mailloux:

Bill No. 251.—An Act to amend the Transport Act and other legislation.

By Mr Forget:

Bill No. 253.—An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute.

Ministerial declaration by the Minister without portfolio for Transport and Finance, Mr Berthiaume, concerning the taxi business in Montreal.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately in the Red Room, for the section by section examination of bill No. 64, "An Act respecting anti-inflation measures".

Mr Levesque gave the following notice:

On Tuesday, December 9th 1975, the following Select Standing Committees will sit, commencing at ten-thirty o'clock A.M.:

In Room 81 "A", the Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the section by section examination of Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc.".

In Room 91 "A", the Committee on Municipal Affairs will sit for the section

article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 205.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi no 213.—Loi concernant la ville de Chibougamau.

Au Salon Rouge, la Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 113.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine;

Projet de loi no 123.—Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier;

Projet de loi no 170.—Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount;

Projet de loi no 211.—Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

M. Levesque propose que le projet de loi no 8, « Loi modifiant la Loi de la division territoriale », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 8 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 252, « Loi modifiant le Code de la route », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque,

by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 205.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 213.—An Act respecting the town of Chibougamau.

In the Red Room, the Committee on Justice will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 113.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward;

Bill No. 123.—An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate;

Bill No. 170.—An Act respecting certain lots in the city of Westmount;

Bill No. 211.—An Act respecting certain immoveables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

Mr Levesque moved that bill No. 8, "An Act to amend the Territorial Division Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 8 was referred to the Select Standing Committee on Justice to be examined section by section.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 252, "An Act to amend the Highway Code", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply to be examined section by section.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque,

cette commission siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour étudier le projet de loi no 252.

M. Levesque propose que le projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Levesque.

À treize heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

such Committee will sit immediately in Room 81 "A" for the examination of bill No. 252.

Mr Levesque moved that bill No. 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Levesque.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 9 décembre 1975

Quinze heures

M. Marchand, pour M. Sylvain, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 252, « Loi modifiant le Code de la route ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 257.)

Le projet de loi no 255, « Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

Tuesday, December 9th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Marchand tabled, on behalf of Mr Sylvain, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined bill No. 252, "An Act to amend the Highway Code", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 257.)

Bill No. 255, "An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division :

POUR—YEAS:— M./Mr Arsenaull, Mine/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lévesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux.—83.

CONTRE—NAYS:— M./Mr Houde (Limoilou).—1.

En conséquence, le projet de loi no 255 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 255 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Parent (Hull):

Entente paraphée entre le gouvernement du Québec et le Syndicat des fonctionnaires du Québec, ainsi que des renseignements additionnels sur les offres gouvernementales déposées aux différentes tables sectorielles.

(*Document de la session no 258.*)

By Mr Parent (Hull):

An initialled agreement between the government of Québec and the Syndicat des fonctionnaires du Québec, together with additional information on the government proposals put forward at the various levels of negotiation.

(*Sessional Papers, No. 258.*)

Un document apportant des précisions concernant une réponse fournie jeudi dernier au chef de l'Opposition officielle, au sujet de M. Pierre Paquin, de Pointe-Gatineau président régional du Parti Québécois.

(*Document de la session no 259.*)

A document providing details concerning an answer given to the Leader of the Official Opposition last Thursday, respecting Mr Pierre Paquin, of Pointe-Gatineau Regional President of the Parti Québécois.

(*Sessional Papers, No. 259.*)

Par M. Lachapelle:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 260.*)

By Mr Lachapelle:

Annual report of the Professional Corporation of Chartered Appraisers of the province of Québec, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 260.*)

Rapport annuel de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'année 1974/75.

(*Document de la session no 261.*)

Annual report of the Order of Hearing-aid Acousticians of the province of Québec, for 1974/75.

(*Sessional Papers, No. 261.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'année 1974/75, inclus dans le bulletin de ladite Corporation, en date du 4 octobre 1975.

(Document de la session no 262.)

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de M. Levesque proposant que le projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:— M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Erown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Côté, Cournoyer, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.— 89.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 80 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi no 193, « Loi refondant la Charte de la Cité de Hull », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Annual report of the Professional Corporation of Physicians of the province of Québec, for 1974/75, included in the Corporation's bulletin, dated October 4th 1975.

(Sessional Papers, No. 262.)

The Order of the Day being read for the resuming of the debate on the motion by Mr Levesque proposing that bill No. 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill No. 80 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Justice to be examined section by section.

On motion of Mr Gratton, bill No 193, "An Act to revise the Charter of the city of Hull", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Sur la motion de M. Blank, le projet de loi no 198, « Loi concernant la Ville de Saint-Laurent », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, les Commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement :

À la Salle 81 « A », la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. ».

À la Salle 91 « A », la Commission des affaires municipales siège pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants :

Projet de loi no 205.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi no 213.—Loi concernant la ville de Chibougamau.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, à la Salle 91 « A », à compter de dix heures, la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 95, « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins ».

L'ordre du jour appelle la troisième lecture des projets de loi suivants :

Projet de loi no 59.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts;

Projet de loi no 71.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu;

On motion of Mr Blank, bill No. 198, "An Act respecting the City of Saint-Laurent", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately :

In Room 81 "A", the Committee on Transport, Public Works and Supply will sit for the section by section examination of Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc."

In Room 91 "A", the Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 205.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 213.—An Act respecting the town of Chibougamau.

Mr Levesque gave the following notice:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit tomorrow in Room 91 "A", commencing at ten o'clock A.M., for the section by section examination of bill No. 95, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins".

The Order of the Day being read for the third reading of the following bills:

Bill No. 59.—An Act to again amend the Taxation Act and to amend the Act respecting the application of the Taxation Act;

Bill No. 71. An Act to amend the Revenue Department Act;

Projet de loi no 72.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;

Projet de loi no 73.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;

Projet de loi no 74.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;

Projet de loi no 75.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;

Projet de loi no 76.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi no 77.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi no 78.—Loi modifiant la Loi des licences.

Sur la motion de M. Levesque, lesdits projets de loi sont groupés pour étude.

M. Quenneville propose que lesdits projets de loi soient lus la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée concernant les projets de loi nos 59, 71, 72, 73, 74, 75 et 78; quant aux projets de loi nos 76 et 77, la motion est adoptée après division des voix.

En conséquence, lesdits projets de loi sont lus la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 250, « Loi modifiant de nouveau la Loi de l'assurance-maladie ».

M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Forget propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Bill No. 72.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;

Bill No. 73.—An Act to amend the Act to authorize payment of allowances to certain self-employed workers;

Bill No. 74.—An Act to amend the Health Insurance Act;

Bill No. 75.—An Act to amend the Succession Duties Act;

Bill No. 76.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill No. 77.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill No. 78.—An Act to amend the Licenses Act.

On motion of Mr Levesque, the said bills were grouped together for examination.

Mr Quenneville moved that the said bills be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted respecting bills Nos. 59, 71, 72, 73, 74, 75 and 78; as regards bills Nos. 76 and 77, the motion was adopted on division.

The said bills were accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 250, "An Act to again amend the Health Insurance Act".

Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Forget moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 250 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Forget propose que le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le Président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

M. Bienvenue donne l'avis suivant :

Jeudi, le 11 décembre 1975, à compter de neuf heures, à la Salle 91 « A », la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siègera aux fins d'entendre le Vérificateur général.

Aujourd'hui, mardi 9 décembre 1975, à dix-huit heures, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Picard, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Forget, le représentant du Premier ministre, de M. Blank, de M. Charron, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes :

- 12 Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes;
- 59 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concer-

On motion of Mr Levesque, bill No. 250 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Forget moved that bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

Mr Bienvenue gave the following notice :

On Thursday, December 11th 1975, commencing at nine o'clock A.M., the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit in Room 91 "A", for the purpose of hearing the Auditor-General.

Today, Tuesday, December 9th 1975, at six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Picard, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Forget, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Blank, of Mr Charron, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills :

- 12 An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act;
- 59 An Act to again amend the Taxation Act and to amend the Act respecting

nant l'application de la Loi sur les impôts;

- 62 Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives;
- 70 Loi modifiant la Loi de la Société des Traversiers du Québec;
- 71 Loi modifiant la Loi du ministère du revenu;
- 72 Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux;
- 73 Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes;
- 74 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie;
- 75 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;
- 76 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;
- 77 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;
- 78 Loi modifiant la Loi des licences;
- 82 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public;
- 85 Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec et le Régime de rentes du Québec;
- 86 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 87 Loi abrogeant la Loi des unités sanitaires.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

the application of the Taxation Act;

- 62 An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions;
- 70 An Act to amend the Québec Ferry Company Act;
- 71 An Act to amend the Revenue Department Act;
- 72 An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages;
- 73 An Act to amend the Act to authorize the payment of allowances to certain self-employed workers;
- 74 An Act to amend the Health Insurance Act;
- 75 An Act to amend the Succession Duties Act;
- 76 An Act to amend the Retail Sales Tax Act;
- 77 An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;
- 78 An Act to amend the Licenses Act;
- 82 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service;
- 85 An Act to amend the Québec Family Allowances Plan and the Québec Pension Plan;
- 86 An Act to amend the Act respecting health services and social services;
- 87 An Act to repeal the Health Units Act.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 10 décembre 1975

Quinze heures

Wednesday, December 10th 1975

Three o'clock P.M.

M. Tremblay, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi no 95, « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 263.)

Le projet de loi no 95 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi no 256, « Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Tremblay, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined bill No. 95, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins", following first reading.

The said bill was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 263.)

Bill No. 95 was ordered for second reading at the next sitting.

Bill No. 256, "An Act to amend the Outaouais Regional Community Act", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Eacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Ciaccia, Cloutier, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malouin, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Shanks, Simard, St-Germain, St-Hilaire, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux, Verreault.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 256 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 256 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Tetley dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Mr Tetley tabled the following document:

Un document de travail intitulé: « Le cadre et les moyens d'une politique québécoise concernant les investissements étrangers ».

A working document entitled: "The Framework and Measures for a Québec Policy on Foreign Investments".

(*Document de la session no 264.*)

(*Sessional Papers, No. 264.*)

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi no 250, « Loi modifiant de nouveau la Loi de l'assurance-maladie », est lu la troisième fois.

On motion of Mr Forget, bill No. 250, "An Act to again amend the Health Insurance Act", was read the third time.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 252, « Loi modifiant le Code de la route ».

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined bill No. 252, "An Act to amend the Highway Code", following second reading.

Sur la motion de M. Sylvain, ledit rapport est pris en considération et adopté.

On motion of Mr Sylvain, the said report was taken into consideration and adopted.

Le projet de loi no 252 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Bill No. 252 was ordered for third reading at the next sitting.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi no 193, « Loi refondant la Charte de la Cité de Hull », est lu la troisième fois.

On motion of Mr Gratton, bill No. 193, "An Act to revise the Charter of the city of Hull", was read the third time.

Sur la motion de M. Lamontagne, pour M. Blank, le projet de loi no 198, « Loi concernant la Ville de Saint-Laurent », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la justice siégera à compter de dix-sept heures quinze minutes, au Salon Rouge, pour étudier, article par article, le projet de loi no 8, « Loi modifiant la Loi de la division territoriale ».

M. Levesque donne l'avis suivant:

Lundi, le 15 décembre 1975, l'Assemblée siégera à quinze heures.

Demain, à compter de neuf heures, à la Salle 91 « A », la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siégera aux fins d'entendre le Vérificateur général.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Eclemare (Johnson):

1. Le gouvernement a-t-il engagé d'anciens membres de la Gendarmerie royale du Canada pour surveiller le comportement des fonctionnaires du ministère du Revenu?

2. Si oui, combien d'anciens membres de la Gendarmerie royale du Canada ont été engagés, à quelle date et à quelles conditions?

Réponse par M. Quenneville:

1. Le ministère du Revenu, par l'intermédiaire de la Commission de la fonction publique, a embauché du personnel pour son service d'enquêtes administratives. Les fonctions de ce service sont:

Voir à l'application des mesures de sécurité dans les édifices occupés par le ministère, en collaboration avec les ministères concernés, notamment celui des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Assurer au personnel une protection efficace lorsque des plaintes sont formulées

On motion of Mr Lamontagne, on behalf of Mr Blank, bill No. 198, "An Act respecting the City of Saint-Laurent", was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Justice will sit in the Red Room, commencing at five-fifteen o'clock P.M., for the session by section examination of bill No. 8, "An Act to amend the Territorial Division Act".

Mr Levesque gave the following notice:

On Monday, December 15th 1975, the Assembly will sit at three o'clock P.M.

The Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit tomorrow in Room 91 "A", commencing at nine o'clock A.M., for the purpose of hearing the Auditor-General.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the government engage any former members of the Royal Canadian Mounted Police to observe the behaviour of the employees of the Department of Revenue?

2. If so, how many former members of the Royal Canadian Mounted Police were engaged, on what dates and on what conditions?

Answer by Mr Quenneville:

1. The Department of Revenue engaged personnel for its Administrative Inquiries Service, through the Civil Service Commission. The duties of this Service are as follows:

To see to the security measures in the buildings occupied by the Department, in co-operation with the Departments concerned, particularly that of Public Works and Supply.

To ensure efficient protection for the staff when complaints are made by any

contre des employés du ministère par des contribuables ou des mandataires.

Effectuer des enquêtes dans les cas de dérogation à la Loi du ministère du Revenu, à la Loi de la fonction publique et aux directives internes d'administration.

Les cas à incidence criminelle sont référés au ministère de la Justice.

Faire des investigations de pré-emploi pour vérifier les antécédents de certains candidats à des postes au ministère du Revenu.

2. Deux membres du personnel de ce service sont d'anciens membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Ils ont été embauchés comme suit :

a) 1er décembre 1970, au traitement annuel de \$10,540.00;

b) 4 janvier 1972, au traitement annuel de \$10,209.00.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Quel est le montant d'impôt versé au gouvernement de la province de Québec par les dix (10) plus importantes compagnies multinationales de produits pétroliers pour les années 1972/73, 1973/74 et 1974/75?

2. Quel est le montant payé en impôt (taxe de vente et taxe de gasoline) par les consommateurs québécois au cours des mêmes périodes pour des achats de produits pétroliers?

Réponse par M. Quenneville:

1. Impôt sur le revenu, taxe sur le capital, taxe sur les places d'affaires, taxe d'éducation:

1972/73 — \$ 7,928,403.00;

1973/74 — \$ 8,826,212.00;

1974/75 — \$20,085,411.00.

2. Montants payés au gouvernement du Québec par les consommateurs québécois au titre de la taxe sur l'achat de produits pétroliers imposés en vertu de la Loi de la taxe sur les carburants:

1972/73 — \$342,110,152.00;

1973/74 — \$381,281,011.00;

1974/75 — \$392,959,207.00.

taxpayers or authorized agents against any employees of the Department.

To carry out inquiries in the event of any derogation of the Revenue Department Act, the Civil Service Act and the directives respecting internal administration.

The cases having criminal implications are referred to the Department of Justice.

To carry out pre-engagement investigations to verify the antecedents of certain applicants for positions with the Department of Revenue.

2. Two members of the staff of this Service are former members of the Royal Canadian Mounted Police.

They were engaged as follows:

(a) December 1st 1970, at a salary of \$10,540.00 per annum;

(b) January 4th 1972, at a salary of \$10,209.00 per annum.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. What was the amount of income tax paid to the government of the province of Québec by the ten (10) most important multinational oil companies in 1972/73, 1973/74 and 1974/75?

2. What was the amount paid in taxes (sales tax and gasoline tax) by the consumers of the province of Québec for the purchase of oil products during the same periods?

Answer by Mr Quenneville:

1. Income tax, capital gains tax, business premises tax, education tax:

1972/73 — \$ 7,928,403.00;

1973/74 — \$ 8,826,212.00;

1974/75 — \$ 20,085,411.00.

2. Amounts paid to the government of the province of Québec by Québec consumers under the fuel purchase tax applied under the Fuel Tax Act:

1972/73 — \$342,110,152.00;

1973/74 — \$381,281,011.00;

1974/75 — \$392,959,207.00.

Les montants payés sur l'achat de produits pétroliers imposés en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail ne sont pas disponibles parce qu'ils ne sont pas comptabilisés séparément de la taxe sur les autres articles imposés en vertu de la même loi.

Question par M. Lessard:

1. Le ministère de l'Agriculture a-t-il entrepris d'effectuer un recensement général des terres agricoles de plus d'une acre acquises par des non-résidents ?

2. Si oui, prévoit-on en rendre les résultats publics ?

3. Quand ?

Réponse par M. Drummond:

1. Oui.

2. Oui.

3. Dès que l'analyse et la compilation des données le permettront.

Question par M. Lessard:

Quel est le nom de la puissance étrangère intéressée à faire l'acquisition de l'île d'Anticosti et dont il est fait mention à la page 73 du dernier rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement ?

Réponse par M. Tetley:

Le dernier rapport annuel ne fait aucune allusion à une puissance étrangère qui serait intéressée à faire l'acquisition de l'île d'Anticosti. On ne fait qu'exprimer, de façon hypothétique, la crainte de voir passer l'île d'Anticosti entre les mains d'un autre pays à cause de sa situation géographique et de l'attrait qu'elle comporte à plusieurs égards, soit du point de vue touristique, stratégique, etc.

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toutes les études préparées par le Centre de recherches en développement économique de l'Université de Montréal,

The amounts paid on the purchase of oil products applied under the Retail Sales Tax Act are not available because they include the tax on the other articles taxed under the same Act, the accounting of which is done separately.

Question by Mr Lessard:

1. Did the Department of Agriculture undertake the carrying out of a general census of farmland of over one acre acquired by non-residents ?

2. If so, are the results expected to be made public ?

3. When ?

Answer by Mr Drummond:

1. Yes.

2. Yes.

3. As soon as the analysis and compiling of the data allows it.

Question by Mr Lessard:

What is the name of the foreign power that is interested in acquiring Anticosti Island, as mentioned on page 73 of the latest annual report of the Department of Public Works and Supply ?

Answer by Mr Tetley:

The latest annual report does not make any reference to a foreign power which would be interested in acquiring Anticosti Island. It merely expresses a hypothetical fear of seeing Anticosti Island going into the hands of another country because of its geographical location and its attractiveness in several respects, namely from the point of view of tourism, and its strategic position, etc.

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of all the studies prepared by the Centre de recherches en développement économique de l'Université de Montréal on

pour le compte du Comité des objectifs et développement de l'Outaouais (CODO).

M. Levesque dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 265.)

Sur la motion de M. Morin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

La carte détaillée de l'appropriation du sol par le gouvernement fédéral (y compris la Commission de la capitale nationale) dans la région dite de la « capitale nationale ».

M. Parent (Hull) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 266.)

M. Charron propose:

Que cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires sociales doit siéger sans délai pour étudier la situation des assistés sociaux et les problèmes soulevés par l'administration de la loi et des règlements de l'aide sociale et entendre les représentations des personnes intéressées.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Boudreault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 113.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine;

Projet de loi no 123.—Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier;

Projet de loi no 170.—Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount;

behalf of the Comité des objectifs et développement de l'Outaouais (CODO).

Mr Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 265.)

On motion of Mr Morin,—

Ordered, that there be laid before the House:

The detailed map of the appropriation of land by the federal government (including the National Capital Commission) in the so-called "national capital region".

Mr Parent (Hull) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 266.)

Mr Charron moved:

That the Assembly is of opinion that the Standing Committee on Social Affairs must sit without delay to examine the situation of the persons receiving social assistance and the problems raised by the administration of the Social Aid Act and its regulations, and to hear the representations of the interested persons.

And a debate arising on this motion.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended.

Mr Boudreault, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Justice which examined the following Private Bills, after first reading:

Bill No. 113.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward;

Bill No. 123.—An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate;

Bill No. 170.—An Act respecting certain lots in the city of Westmount;

Projet de loi no 211.—Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

Le projet de loi no 211 est rapporté sans amendement et les projets de loi nos 113, 123 et 170 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 267.)

Les projets de loi nos 113, 123, 170 et 211 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Charron proposant :

Que cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires sociales doit siéger sans délai pour étudier la situation des assistés sociaux et les problèmes soulevés par l'administration de la loi et des règlements de l'aide sociale et entendre les représentations des personnes intéressées.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bonnier.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée siégera demain à dix heures et entreprendra immédiatement les affaires du jour, soit la reprise du débat sur la motion de M. Forget proposant la deuxième lecture du projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail », jusqu'à treize heures.

À la reprise des travaux à quinze heures, l'Assemblée prendra les affaires courantes et ensuite la motion privilégiée du député de Lafontaine.

La Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu pourra siéger sans interruption de neuf heures jusqu'à treize heures.

Bill No. 211.—An Act respecting certain immoveables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.

Bill No. 211 was reported without amendment and bills Nos. 113, 123 and 170 were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 267.)

Bills Nos. 113, 123, 170 and 211 were ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Charron proposing :

That the Assembly is of opinion that the Standing Committee on Social Affairs must sit without delay to examine the situation of the persons receiving social assistance and the problems raised by the administration of the Social Aid Act and its regulations, and to hear the representations of the interested persons.

The debate was adjourned on motion of Mr Bonnier.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the Assembly will sit tomorrow at ten o'clock A.M., and will begin immediately with Business of the Day, namely the resumption of the debate on the motion by Mr Forget proposing the second reading of bill No. 253, "An Act to ensure the provision of health services and social services in the event of a labour dispute", until one o'clock P.M.

When work is resumed at three o'clock P.M., the Assembly will consider Routine Business, followed by the motion of privilege by the Member for Lafontaine.

The Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit without interruption from nine o'clock A.M., until one o'clock P.M.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne
à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

At six o'clock P.M., the Assembly
adjourned until tomorrow, at ten o'clock
A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 11 décembre 1975

Dix heures

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Mailloux, le projet de loi no 252, « Loi modifiant le Code de la route », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Bonnier, le projet de loi no 95, « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Larivière, pour M. Blank, le projet de loi privé no 113, « Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière,

Thursday, December 11th 1975

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Mailloux, bill No. 252, "An Act to amend the Highway Code", was read the third time.

On motion of Mr Bonnier, bill No. 95, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Larivière, on behalf of Mr Blank, Private Bill No. 113, "An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported.

amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Assad, pour M. Shanks, le projet de loi privé no 123, « Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Séguin, pour M. Caron, le projet de loi privé no 170, « Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Brisson, le projet de loi privé no 211, « Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd. », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Forget proposant que le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail », soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Burns propose:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant à la fin les mots « dans une semaine ». »

ed; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Assad, on behalf of Mr Shanks, Private Bill No. 123, "An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Séguin, on behalf of Mr Caron, Private Bill No. 170, "An Act respecting certain lots in the city of Westmount", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Brisson, Private Bill No. 211, "An Act respecting certain immoveables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Forget proposing that bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute", be now read the second time.

Mr Burns moved:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding at the end thereof the words "this day one week"."

Après les explications du ministre des Affaires sociales, M. Burns propose que ladite motion d'amendement soit retirée.

La motion est adoptée.

Et le débat continue sur la motion principale.

Avant d'exercer son droit de réplique, M. Forget informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Le débat étant terminé, la motion est alors mise aux voix.

Sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms est remis à douze heures quarante-cinq minutes.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 84, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool », est lu la deuxième fois et déposé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente de la justice; cette Commission siégera aujourd'hui à seize heures, au Salon Rouge, pour étudier ce projet de loi, ainsi que les projets de loi suivants:

Projet de loi no 38.—Loi modifiant le Code de procédure civile et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins;

Projet de loi no 79.—Loi constituant la Société québécoise d'information juridique;

Projet de loi no 80.—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires; et le rapport concernant les projets de loi nos 38 et 79 se fera comme si ces projets de loi avaient été étudiés en commission plénière.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 83, « Loi concernant le canton de Chicoutimi », est lu la deuxième fois.

Following the explanations by the Minister of Social Affairs, Mr Burns moved that the said motion of amendment be withdrawn.

The motion was adopted.

And the debate continuing on the main motion.

Before exercising his right of reply, Mr Forget informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The debate being terminated, the motion was then put to the vote.

On motion of Mr Levesque, the taking down of the names was postponed until twelve forty-five o'clock P.M.

On motion of Mr Levesque, bill No. 84, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act", was read the second time and referred to the Select Standing Committee on Justice to be examined section by section; such Committee will sit in the Red Room today at four o'clock P.M., for the examination of the said bill, together with the following bills:

Bill No. 38.—An Act to amend the Code of Civil Procedure and to authorize the use of certified mail for certain purposes;

Bill No. 79.—An Act to constitute the "Société québécoise d'information juridique";

Bill No. 80.—An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners; and the report concerning bills Nos. 38 and 79 will be made as if such bills had been examined in Committee of the Whole.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 83, "An Act respecting the township of Chicoutimi", was read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 254, « Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière ».

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 254 est déposé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales.

À douze heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Forget proposant que le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs./Assad, Eacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cornellier, Côté, Cournoyer, Denis, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Prévost), Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Sylvain, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Verreault.—70.

CONTRE—NAYS:—0.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 254, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act".

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Goldbloom moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 254 was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs to be examined section by section.

At twelve forty-five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr Forget, proposing that bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following vote:

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 253 est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires sociales.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Quinze heures

M. le président reprend le fauteuil.

M. Côté, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 205.—Loi concernant la cité de Rimouski;

Projet de loi no 213.—Loi concernant la ville de Chibougamau.

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 268.)

Les projets de loi nos 205 et 213 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Sylvain, pour M. Pagé, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 8, « Loi modifiant la Loi de la division territoriale ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 269.)

Le projet de loi no 257, « Loi concernant l'installation de stations au sol transportables à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal », est présenté par M. Levesque, pour M. Goldbloom.

M. Levesque propose, pour M. Goldbloom, que ledit projet de loi soit lu la première fois.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 253 was referred to the Select Standing Committee on Social Affairs to be examined section by section.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

Mr Côté, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following Private Bills, after first reading:

Bill No. 205.—An Act respecting the city of Rimouski;

Bill No. 213.—An Act respecting the town of Chibougamau.

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 268.)

Bills Nos. 205 and 213 were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Sylvain tabled, on behalf of Mr Pagé, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Justice which examined bill No. 8, "An Act to amend the Territorial Division Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 269.)

Bill No. 257, "An Act respecting the installation of transportable earth stations in connection with the Montreal Olympic Games", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Goldbloom.

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Goldbloom, that the said bill be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Fortier, Fraser, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Parent (Hull), Parent (Prévost), Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Saint-Pierre, Samson, Séguin, Simard, St-Hilaire, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 257 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill No. 257 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture :

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. L'Allier, pour M. Hardy :

Projet de loi no 258.—Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'Hydro-Québec, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la Régie des services publics.

By Mr L'Allier, on behalf of Mr Hardy :

Bill No. 258.—An Act respecting certain public utility installations and amending the Hydro-Québec Act, the Electricity and Gas Board Act and the Public Service Board Act.

Par M. Mailloux :

Projet de loi no 259.—Loi constituant la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive.

By Mr Mailloux :

Bill No. 259.—An Act to establish the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé no 109, « Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences ».

(Document de la session no 270.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill No. 109, "An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning".

(Sessional Papers, No. 270.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 109, « Loi concer-

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 109, "An Act respecting

nant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences », est présenté par M. Blank et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude à la Commission élue permanente de la justice et les règles de pratique concernant les projets de loi déferés aux commissions parlementaires après la première lecture sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente de la justice siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier, article par article, les projets de loi nos 38, 79, 80 et 84.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Léger propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir négligé de prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation déplorable de l'éducation au Québec, notamment en ce qui concerne la détérioration de la qualité de l'enseignement et la dégradation du climat de travail dans les écoles.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours de son intervention dans le débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Tableau 1, intitulé: « La charge de travail », ainsi que les demandes syndicales, les offres patronales et commentaires concernant le personnel enseignant du secteur de l'éducation.

(Document de la session no 271.)

Tableau 2, intitulé: « La sécurité d'emploi », ainsi que les demandes syndicales, les offres patronales et commentaires concernant le personnel enseignant du secteur de l'éducation.

(Document de la session no 272.)

a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning", was introduced by Mr Blank and read the first time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Justice, for consideration, and the Rules of Procedure respecting bills referred to Parliamentary Committees following first reading, were suspended respecting this bill.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Justice will sit immediately in the Red Room for the section by section examination of bills Nos. 38, 79, 80 and 84.

In accordance with Standing Order 24, Mr Léger moved:

That the Assembly do censure the government for having neglected to take the necessary measures to correct the deplorable predicament of education in the province of Québec, particularly as regards the deterioration in the quality of instruction and the degradation of the working atmosphere in the schools.

And a debate arising on this motion.

During his intervention in the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Garneau tabled the following documents:

Table 1, entitled: "The Workload", together with the union demands and the employer's proposals and comments concerning the teaching personnel in the educational sector.

(Sessional Papers, No. 271.)

Table 2, entitled: "Security of Employment", together with the union demands and the employer's proposals and comments concerning the teaching personnel in the educational sector.

(Sessional Papers, No. 272.)

Un tableau indiquant l'augmentation totale accordée au personnel enseignant du secteur de l'éducation, durant la convention collective de 1975/76 et 1977/78.

(Document de la session no 273.)

Un tableau indiquant l'augmentation totale accordée au personnel professionnel du secteur de l'éducation, durant la convention collective de 1975/76 et 1977/78.

(Document de la session no 274.)

Un tableau indiquant les augmentations totales accordées au personnel de soutien administratif et technique des commissions scolaires et des collèges, du secteur de l'éducation, durant la convention collective de 1975/76, 1976/77 et 1977/78.

(Document de la session no 275.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu.

M. Bienvenue donne l'avis suivant :

Mardi, le 16 décembre 1975, la Commission élue permanente de la justice siégera au Salon Rouge à compter de dix heures, mais si l'Assemblée siège, ladite Commission siégera à compter de onze heures, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants :

Projet de loi no 109.—Loi concernant une donation de l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences;

Projet de loi no 158.—Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée (en vertu de l'article 24 du règlement) de M. Léger proposant :

A table showing the total increase granted to the teaching personnel in the educational sector during the 1975/76 and 1977/78 collective agreements.

(Sessional Papers, No. 273.)

A table showing the total increase granted to the professional staff in the educational sector during the 1975/76 and 1977/78 collective agreements.

(Sessional Papers, No. 274.)

A table showing the total increases granted to the maintenance, administrative and technical personnel of the school boards and colleges in the educational sector during the 1975/76, 1976/77 and 1977/78 collective agreements.

(Sessional Papers, No. 275.)

With the unanimous consent of the Assembly the debate was suspended.

Mr Bienvenue gave the following notice:

On Tuesday, December 16th 1975, the Select Standing Committee on Justice will sit in the Red Room, commencing at ten o'clock A.M., but if the Assembly sits, the said Committee will sit commencing at eleven o'clock A.M., for the purpose of examining the following Private Bills section by section:

Bill No. 109.—An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning;

Bill No. 158.—An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate.

At six o'clock P.M., Mr President took the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the motion of privilege (under Standing Order 24) by Mr Léger proposing:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement d'avoir négligé de prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation déplorable de l'éducation au Québec, notamment en ce qui concerne la détérioration de la qualité de l'enseignement et la dégradation du climat de travail dans les écoles.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Charron, Léger, Lesard, Morin.—6.

CONTRE—NAYS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boutin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dufour, Faucher, Fraser, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Malépart, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pagé, Parent (Prévost), Pelletier, Perreault, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tetley, Vaillancourt, Vailières, Veilleux, Verreault.—64.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. ».

Ledit projet de loi est rapporté avec un amendement.

(*Document de la session no 276.*)

Sur la motion de M. Faucher, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi privé no 214 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, de nouveau étudiés en commission plénière, amendés et rapportés; les projets de loi amendés sont lus et agréés; les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture :

That the Assembly do censure the government for having neglected to take the necessary measures to correct the deplorable predicament of education in the province of Québec, particularly as regards the deterioration in the quality of instruction and the degradation of the working atmosphere in the schools.

The motion was then rejected on the following division :

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc.", following first reading.

The said bill was reported with an amendment.

(*Sessional Papers, No. 276.*)

On motion of Mr Faucher, the said report was adopted.

Private Bill No. 214 was ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the following bills were severally again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bills as amended were read and agreed to; the bills were ordered for third reading at the next sitting :

Projet de loi no 38.—Loi modifiant le Code de procédure civile et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins;

Projet de loi no 79.—Loi constituant la Société québécoise d'information juridique.

À vingt-deux heures cinquante minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill No. 38 —An Act to amend the Code of Civil Procedure and to authorize the use of certified mail for certain purposes;

Bill No. 79.—An Act to constitute the "Société québécoise d'information juridique".

At fifty minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 12 décembre 1975*Dix heures***Friday, December 12th 1975***Ten o'clock A.M.*

M. Marchand, pour M. Pagé, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 80.—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

Projet de loi no 84.—Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.

Le projet de loi no 80 est rapporté avec un amendement et le projet de loi no 84 est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 277.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, le texte du projet de loi no 89, « Loi des droits sur les mines », est remplacé par un nouveau texte et réimprimé.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Mr Marchand tabled, on behalf of Mr Pagé, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Justice which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 80.—An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners;

Bill No. 84.—An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act.

Bill No. 80 was reported with an amendment and bill No. 84 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 277.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, the text of bill No. 89, "Mining Duties Act", was replaced by a new text and reprinted.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Levesque, pour M. Harvey (Jonquière):

Projet de loi no 65.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail.

Par M. Goldbloom:

Projet de loi no 68.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.

Le projet de loi no 96, « Loi modifiant le Code du travail », est présenté par M. Burns.

M. Burns propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin.—7.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—M./Mr Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Montmorency), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Ostiguy, Pelletier, Pepin, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Simard, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—73.

En conséquence, le projet de loi no 96 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Berthiaume dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Une publication du ministère des Transports, intitulée: « Éléments de la politique d'aide au transport urbain au Québec ».

(Document de la session no 278.)

À l'appel des affaires du jour, M. Marc-Yvan Côté, député de Matane, soulève une question de privilège en vertu de l'article 49 du règlement, relativement à une requête pour l'émission d'une ordonnance d'injonction interlocutoire provi-

By Mr Levesque, on behalf Mr Harvey (Jonquière):

Bill No. 65.—An Act to amend the Workmen's Compensation Act.

By Mr Goldbloom:

Bill No. 68.—An Act respecting the Montreal Urban Community.

Bill No. 96, "An Act to amend the Labour Code", was introduced by Mr Burns.

Mr Burns moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

(Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns,

Bill No. 96 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Berthiaume tabled the following document:

A publication by the Department of Transport, entitled: "The elements of the Urban Transit Assistance Policy in the province of Québec".

(Sessional Papers, No. 278.)

When Business of the Day was called, the Member for Matane, Mr Marc-Yvan Côté, raised a question of privilege under Standing Order 49, concerning a petition for a provisional interlocutory writ of injunction submitted and pleaded by Mr

soire présentée et plaidée par Me Reynold Langlois, au nom des requérants Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. et Les Chargeurs Unis Inc., *versus* La Compagnie de Gestion de Matane Inc. et Marc-Yvan Côté, et conclut en indiquant qu'il se prévaudra des dispositions des articles 79 et 81 du règlement.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires sociales siège immédiatement au Salon Rouge, aux fins d'entendre les personnes intéressées par le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail », et la Commission pourra siéger après treize heures et jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 38.—Loi modifiant le Code de procédure civile et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins;

Projet de loi no 79.—Loi constituant la Société québécoise d'information juridique.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 83, « Loi concernant le canton de Chicoutimi », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Bonnier, le projet de loi no 95, « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 8, « Loi modifiant la Loi de la division territoriale ».

Sur la motion de M. Dufour, pour M. Pagé, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Reynold Langlois, on behalf of the petitioners, Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. and Les Chargeurs Unis Inc., *versus* La Compagnie de Gestion de Matane Inc., and Marc-Yvan Côté, and concluded by stating that he would avail himself of the provisions of Standing Orders 79 and 81.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in the Red Room, for the purpose of hearing the persons interested in bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute", and the Committee may sit after one o'clock P.M., and continue to sit until such time as it decides to adjourn.

On motion of Mr Levesque, the following bills were severally read the third time:

Bill No. 38.—An Act to amend the Code of Civil Procedure and to authorize the use of certified mail for certain purposes;

Bill No. 79.—An Act to constitute the "Société québécoise d'information juridique".

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 83, "An Act respecting the township of Chicoutimi", was read the third time.

On motion of Mr Bonnier, bill No. 95, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins", was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Justice which examined bill No. 8, "An Act to amend the Territorial Division Act", following second reading.

On motion of Mr Dufour, on behalf of Mr Pagé, the said report was taken into consideration and adopted.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 8 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Blank, le projet de loi privé no 113, « Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Pepin, pour M. Shanks, le projet de loi privé no 123, « Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Malépart, pour M. Caron, le projet de loi privé no 170, « Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Brisson, le projet de loi privé no 211, « Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd. », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Carpentier, pour M. Houde (Abitibi-Est), le projet de loi privé no 213, « Loi concernant la ville de Chibougamau », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 213 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. L'Allier, pour M. Hardy, le projet de loi no 258, « Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'Hydro-Québec, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la Régie des services publics », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 258 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

On motion of Mr Levesque, bill No. 8 was read the third time.

On motion of Mr Blank, Private Bill No. 113, "An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal, Saint-Antoine ward", was read the third time.

On motion of Mr Pepin, on behalf of Mr Shanks, Private Bill No. 123, "An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate", was read the third time.

On motion of Mr Malépart, on behalf of Mr Caron, Private Bill No. 170, "An Act respecting certain lots in the city of Westmount", was read the third time.

On motion of Mr Brisson, Private Bill No. 211, "An Act respecting certain immoveables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.", was read the third time.

On motion of Mr Carpentier, on behalf of Mr Houde (Abitibi-East), Private Bill No. 213, "An Act respecting the town of Chibougamau", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 213 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr L'Allier, on behalf of Mr Hardy, bill No. 258, "An Act respecting certain public utility installations and amending the Hydro-Québec Act, the Electricity and Gas Board Act and the Public Service Board Act", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 258 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

M. Mailloux propose que le projet de loi no 251, « Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, le projet de loi no 251 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 257, « Loi concernant l'installation de stations au sol transportables à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, le projet de loi no 257 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Goldbloom propose que le projet de loi no 256, « Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bienvenue, le projet de loi no 256 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 255, « Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec ».

Mr Mailloux moved that bill No. 251, "An Act to amend the Transport Act and other legislation", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, bill No. 251 was referred to the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply to be examined section by section.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 257, "An Act respecting the installation of transportable earth stations in connection with the Montreal Olympic Games", was read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, bill No. 257 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

M. Goldbloom moved that bill No. 256, "An Act to amend the Outaouais Regional Community Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bienvenue, bill No. 256 was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs to be examined section by section.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 255, "An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec".

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bédard (Chicoutimi).

À treize heures, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Goldbloom moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Bédard (Chicoutimi).

At one o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until Monday, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Lundi 15 décembre 1975

Quinze heures

Monday, December 15th 1975

Three o'clock P.M.

M. Burns propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Burns sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved:

That the name of Mr Burns be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bérard, Berthiaume, Blank, Bonnier, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Choquette, Cornellier, Cournoyer, Déziel, Drummond, Faucher, Garneau, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Roy, Saindon, Samson, Séguin, Shanks, Springate, Sylvain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Veilleux.—62.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque propose:

Que la Commission de l'Assemblée nationale se réunisse aux fins de:

1^o proposer les transformations qui s'imposent à la Loi de la Législature;

Mr Levesque moved:

That the Committee on the National Assembly do meet for the purpose of:

1. proposing the changes required in the Legislature Act;

2° proposer les modifications nécessaires au règlement de l'Assemblée nationale;

3° examiner la question de la législation déléguée et la façon dont le pouvoir réglementaire doit être assujéti au contrôle parlementaire;

que cette Commission soit autorisée à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin et que les documents de travail soient soumis à l'attention des membres de la Commission.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle l'article 1 du feuillet, savoir: la motion privilégiée du député de Maisonneuve faite en vertu de l'article 68 du règlement, laquelle motion se lit comme suit:

« *Que cette Assemblée réproouve la conduite du député de Hull, M. Oswald Parent, pour avoir délibérément induit l'Assemblée en erreur, lors de sa séance du 4 décembre 1975, en attaquant d'une façon mensongère la réputation de M. Pierre Paquin, président du Parti Québécois de la région de l'Outaouais.* »

M. Burns soutient que le ministre d'État aux affaires intergouvernementales a affirmé le 4 décembre dernier que M. Pierre Paquin avait vendu de gré à gré au gouvernement fédéral, un terrain situé au numéro 84, boulevard St-Joseph, à Hull, au prix de \$135,000.00, que de plus, le 9 décembre, il a apporté une précision qui ne constituait pas une véritable rétractation de sa part, mais laissait délibérément l'Assemblée nationale dans l'erreur. Si en vertu du paragraphe 9 de l'article 99 du règlement, on doit accepter la parole d'un député, celui-ci doit s'efforcer de dire la vérité; et si, en connaissance de cause, il ne dit pas la vérité, sa conduite comme membre de

2. proposing the necessary amendments to the Standing Orders of the National Assembly;

3. examining the question of delegated legislation and the way in which the statutory power should be subject to parliamentary control;

that the Committee be empowered to report, from time to time, its observations and opinions thereon, and to send for such persons, papers and records as it may need, and that the working papers be submitted to the attention of the Members of the Committee.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for Item 1 of the Agenda Paper, to wit: the motion of privilege by the Member for Maisonneuve put down in accordance with Standing Order 68, which motion reads as follows:

“*That the Assembly do censure the conduct of the Member for Hull, Mr Oswald Parent, for having deliberately deluded the House, at the sitting of December 4th 1975, by attacking, in a deceptive manner, the reputation of Mr Pierre Paquin, the President of the Parti Québécois for the Outaouais Region.*”

Mr Burns maintained that the Minister without Portfolio for Intergovernmental Affairs had asserted, on December 4th, that Mr Pierre Paquin had sold, by mutual agreement, to the federal government, a piece of land situated at No. 84 Saint-Joseph Boulevard, in Hull, at a price of \$135,000.00, that furthermore, on December 9th, he had given an explanation which did not constitute a genuine retraction on his part but which deliberately left the National Assembly under a misapprehension. If, under the 9th paragraph of Standing Order 99, the word of a Member had to be accepted, he, in turn, must endeavour to tell the truth, and if,

cette Assemblée peut être mise en question, conformément à l'article 68 du règlement.

M. Levesque objecte que l'article 68 de notre règlement prévoit des cas exceptionnels; c'est une procédure qui doit être utilisée avec beaucoup de soins et de précautions; de plus, le député de Hull a apporté certaines précisions à la réponse qu'il avait donnée. Que le fait de vendre une propriété au gouvernement fédéral n'est pas un crime; que le fait de l'affirmer n'est pas une insulte et ne constitue pas un acte qui puisse donner ouverture à des procédures judiciaires en libelle.

Que cette déclaration se rapportait à un étranger. Enfin, que la matière étant de peu d'importance ne constituait pas un cas visé par l'article 68 du règlement.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. le Président déclare que la personne visée incidemment par le député de Hull n'est pas un membre de cette Assemblée; que le député de Hull a, le 9 décembre, apporté des précisions qui ont rétabli le fait que la personne en cause n'était pas directement concernée par la vente au gouvernement fédéral; que l'article 68 de notre règlement doit trouver application dans des cas graves et importants de la conduite reprochable d'un collègue; enfin, dans le milieu parlementaire, on peut s'attendre souvent à entendre des demi-vérités ou des déclarations incomplètes. Pour ces raisons, M. le Président déclare la motion irrecevable.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 257, « Loi concernant l'installation de stations au sol transportables à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

having knowledge of the facts, he did not tell the truth, his conduct as a Member of the Assembly could be called in question in accordance with Standing Order 68.

Mr Levesque alleged that our Standing Order 68 provided for exceptional cases. It was a procedure which had to be used with a great deal of care and caution. Furthermore, the Member for Hull had provided certain details in the answer which he had given. That the fact of selling a property to the federal government was not a crime; that the fact of stating it was not an insult and did not constitute an act that could lead to any legal proceedings for libel.

That the statement referred to a stranger. Lastly, that as the matter was of little importance, it would not constitute a case contemplated by Standing Order 68.

After hearing the arguments pro and con, Mr President declared that the person referred to incidentally by the Member for Hull was not a Member of the Assembly; that on December 9th, the Member for Hull had given details which re-established the fact that the person in question was not directly involved in the sale to the federal government; that our Standing Order 68 could only be applied in serious and important cases concerning the reproachable conduct of a colleague; lastly, in the parliamentary environment, half-truths and incomplete statements could often be expected. For these reasons, Mr President declared the motion inadmissible.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 257, "An Act respecting the installation of transportable earth stations in connection with the Montreal Olympic Games", was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Justice which examined the following bills, after second reading:

Projet de loi no 80.—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

Projet de loi no 84.—Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.

Sur la motion de M. Lachance, pour M. Pagé, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Les projets de loi nos 80 et 84 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Houde (Abitibi-Est), le projet de loi privé no 213, « Loi concernant la ville de Chibougamau », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier, article par article, le projet de loi no 64, « Loi concernant les mesures anti-inflationnistes ».

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 259, « Loi constituant la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive ».

M. Mailloux informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Mailloux propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 259 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, et cette Commission siègera aujourd'hui à la Salle 81 « A », à compter de vingt heures quinze

Bill No. 80.—An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners;

Bill No. 84.—An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act.

On motion of Mr Lachance, on behalf of Mr Pagé, the said report was taken into consideration and adopted.

Bills Nos. 80 and 84 were ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Houde (Abitibi-East), Private Bill No. 213, "An Act respecting the town of Chibougamau", was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately in the Red Room for the section by section examination of bill No. 64, "An Act respecting anti-inflation measures".

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 259, "An Act to establish the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive".

Mr Mailloux informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Mailloux moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 259 was referred to the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply to be examined section by section, and such Committee will sit today in Room 81 "A", commencing at eight-fifteen o'clock P.M., for the section by

minutes, pour étudier, article par article les projets de loi nos 251 et 259.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Goldbloom proposant que le projet de loi no 255, « Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns et Roy.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 255 est déposé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 68, « Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal ».

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Goldbloom, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 68 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Levesque donne l'avis suivant :

Demain, les Commissions élues permanentes suivantes siégeront :

Au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à dix heures trente minutes, la Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, les projets de loi privés suivants :

Projet de loi no 109.—Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences ;

Projet de loi no 158.—Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget.

section examination of bills Nos. 251 and 259.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Goldbloom proposing that bill No. 255, "An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec", be now read the second time.

The motion was then adopted on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns and Roy dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 255 was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs to be examined section by section.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 68, "An Act respecting the Montreal Urban Community".

Mr Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

On motion of Mr Goldbloom, the said bill was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 68 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

Mr Levesque gave the following notice: Tomorrow, the following Select Standing Committees will sit:

In the Red Room, commencing at ten o'clock A.M., until ten-thirty o'clock A.M., the Committee on Justice will sit for the section by section examination of the following Private Bills:

Bill No. 109.—An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning;

Bill No. 158.—An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate.

À la même salle, à compter de dix heures trente minutes, la Commission des affaires sociales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail ».

À la Salle 81 « A », à compter de dix heures trente minutes, la Commission des affaires municipales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants :

Projet de loi no 68.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi no 254.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière;

Projet de loi no 255.—Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec;

Projet de loi no 256.—Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 89, « Loi des droits sur les mines » (*Réimpression*).

M. Cournoyer informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Cournoyer propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Lessard et Roy.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

In the same Room, commencing at ten-thirty o'clock A.M., the Committee on Social Affairs will sit for the section by section examination of bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute".

In Room 81 "A", commencing at ten-thirty o'clock A.M., the Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 68.—An Act respecting the Montreal Urban Community;

Bill No. 254.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act;

Bill No. 255.—An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec;

Bill No. 256.—An Act to amend the Outaouais Regional Community Act.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 89, "Mining Duties Act" (*Reprint*).

Mr Cournoyer informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Cournoyer moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Burns, Lessard and Roy dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 89 est déféré pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, et cette Commission siégera demain à la Salle 91 « A », à compter de dix heures trente minutes pour étudier cedit projet de loi.

M. Levesque, pour M. Déom, propose que le projet de loi no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Déom.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi no 65, « Loi modifiant la Loi des accidents du travail ».

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Harvey (Jonquière), l'ordre qui vient d'être lu est révoqué, ainsi que la première lecture adoptée le 12 décembre 1975, ledit projet de loi est alors retiré.

Du consentement unanime de l'Assemblée, un nouveau projet de loi no 65, « Loi modifiant la Loi des accidents du travail », est présenté par M. Levesque, pour M. Harvey (Jonquière), lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

À vingt-deux heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

On motion of Mr Levesque, bill No. 89 was referred to the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests to be examined section by section, and such Committee will sit tomorrow in Room 91 "A", commencing at ten-thirty o'clock A.M., for the purpose of examining the said bill.

Mr Levesque, on behalf of Mr Déom, moved that bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Déom.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 65, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act".

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Harvey (Jonquière), the Order which had just been read was rescinded, together with the first reading adopted on December 12th 1975, the said bill was then withdrawn.

With the unanimous consent of the Assembly, a new bill No. 65, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act", was introduced by Mr Levesque, on behalf of Mr Harvey (Jonquière), read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

At fifty-five minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Levesque, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mardi 16 décembre 1975

Quinze heures

M. le Président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la lettre suivante:

Québec, le lundi 15 décembre 1975.

SUJET: Parti National Populaire.

Monsieur le Président,

Suite à notre entrevue de ce jour, nous, Jérôme Choquette, député d'Outremont, et Fabien Roy, député de Beauce-Sud, vous informons que nous entendons siéger dorénavant à l'Assemblée nationale comme membres du Parti National Populaire.

Nous exercerons respectivement les fonctions de chef du Parti National Populaire et de leader parlementaire du Parti.

En conséquence, nous vous demandons d'en informer l'Assemblée et de prendre

Tuesday, December 16th 1975

Three o'clock P.M.

Mr President made the following announcement:

I have the honour to inform the Assembly of the following letter:

Québec, Monday, December 15th 1975.

REFERENCE: Popular National Party.

Mr President,

Further to our interview of today, we, Jérôme Choquette, Member for Outremont, and Fabien Roy, Member for Beauce-South, do hereby inform you that from now on, we intend to sit in the National Assembly as Members of the Popular National Party.

We will exercise, respectively, the duties of Leader of the Popular National Party and Parliamentary Leader of the Party.

We therefore request that you so inform the Assembly and take the neces-

les dispositions appropriées qui découlent de notre statut.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(Signé) JÉRÔME CHOQUETTE.

(Signé) FABIEN ROY

Monsieur Jean-Noël Lavoie,
Président,
Assemblée nationale du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 251.—Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi no 259.—Loi constituant la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive.

Lesdits projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 279.)

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 64, « Loi concernant les mesures anti-inflationnistes ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 280.)

Sur la motion de M. Burns, le nom de M. Bédard (Chicoutimi) est substitué à celui de M. Lessard sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi no 260, « Loi modi-

sary measures resulting from our status.

Yours truly,

(Signed) JÉRÔME CHOQUETTE

(Signed) FABIEN ROY

Mr Jean-Noël Lavoie,
President,
The National Assembly of Québec,
Government Buildings,
Québec.

Mr Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 251.—An Act to amend the Transport Act and other legislation;

Bill No. 259.—An Act to establish the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive.

The said bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 279.)

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined bill No. 64, "An Act respecting anti-inflation measures", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 280.)

On motion of Mr Burns, the name of Mr Lessard was replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Committee on the National Assembly.

With the unanimous consent of the Assembly, bill No. 260, "An Act to amend

fiant la charte de la Ville de Québec », est présenté par M. Goldbloom.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

the charter of the City of Québec", was introduced by Mr Goldbloom.

Mr Goldbloom moved that the said bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lecours, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Malouin, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Shanks, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 260 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Lachapelle dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 281.)

Rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'année 1974/75.

(Document de la session no 282.)

M. Bérard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 89, « Loi des droits sur les mines » (*Réimpression*).

Ledit projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 283.)

Bill No. 260 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Lachapelle tabled the following documents :

Annual report of the Professional Corporation of Social Workers of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 281.)

Annual report of the Order of Denturologists of the province of Québec, for 1974/75.

(Sessional Papers, No. 282.)

Mr Bédard, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which examined bill No. 89, "Mining Duties Act" (*Reprint*), following second reading.

The said bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 283.)

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 84, « Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 68, « Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, les Commissions élues permanentes suivantes siègent immédiatement :

À la Salle 91 « A », la Commission de la justice siège pour étudier, article par article, le projet de loi privé no 109, « Loi concernant une donation à l'Institut Royal pour l'Avancement des Sciences », et le projet de loi no 158, « Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget »; dès que l'étude de ces projets sera terminée, la Commission des affaires sociales siègera à la même salle pour étudier, article par article, le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail ».

À la Salle 81 « A », la Commission des affaires municipales siègera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants :

Projet de loi no 254.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière;

Projet de loi no 255.—Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec;

Projet de loi no 256.—Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.

Sur la motion de M. L'Allier, pour M. Hardy, le projet de loi no 258, « Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'Hydro-Québec, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la Régie des services publics », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le

On motion of Mr Levesque, bill No. 84, "An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act", was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 68, "An Act respecting the Montreal Urban Community", was read the third time.

On motion of Mr Levesque, the following Select Standing Committees will sit immediately:

In Room 91 "A", the Committee on Justice will sit for the section by section examination of Private Bill No. 109, "An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning", and bill No. 158, "An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate"; as soon as the examination of these bills is terminated, the Committee on Social Affairs will sit in the same Room, for the section by section examination of bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute".

In Room 81 "A", the Committee on Municipal Affairs will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 254.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act;

Bill No. 255.—An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec;

Bill No. 256.—An Act to amend the Outaouais Regional Community Act.

On motion of Mr L'Allier, on behalf of Mr Hardy, bill No. 258, "An Act respecting certain public utility installations and amending the Hydro-Québec Act, the Electricity and Gas Board Act and the Public Service Board Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read

projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Côté propose que le projet de loi no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, en conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 214 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes

M. le Président reprend le fauteuil.

M. Bienvenue propose que l'Assemblée soit ajournée à demain quinze heures.

M. Bienvenue donne l'avis suivant:

La Commission élue permanente des affaires sociales et la Commission élue permanente des affaires municipales continueront de siéger aujourd'hui jusqu'à vingt-trois heures et siégeront demain, à compter de dix heures, si leurs travaux ne sont pas terminés.

La motion d'ajournement est adoptée.

À vingt heures trente minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Côté moved that bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc.", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted, the said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 214 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

Mr Bienvenue moved that the Assembly be adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Mr Bienvenue gave the following notice:

The Select Standing Committee on Social Affairs and the Select Standing Committee on Municipal Affairs will continue to sit this evening until eleven o'clock, and will sit tomorrow, commencing at ten o'clock A.M., if their work is not terminated.

The motion of adjournment was adopted.

At eight-thirty o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Mercredi 17 décembre 1975

Quinze heures

M. Caron, pour M. Massicotte, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi no 109.—Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences;

Projet de loi no 158.—Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget.

Le projet de loi privé no 158 est rapporté avec des amendements et l'étude du projet de loi privé no 109 est suspendue.

(Document de la session no 284.)

Le projet de loi privé no 158 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Déclaration ministérielle de M. Bienvenue, ministre de l'Immigration, relativement à l'élargissement du mandat du ministère de l'Immigration au domaine des ressources humaines.

Wednesday, December 17th 1975

Three o'clock P.M.

Mr Caron, on behalf of Mr Massicotte, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Justice which examined the following Private Bills, after first reading:

Bill No. 109.—An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning;

Bill No. 158.—An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate.

Private Bill No. 158 was reported with amendments and the examination of Private Bill No. 109 was deferred.

(Sessional Papers, No. 284.)

Private Bill No. 158 was ordered for second reading at the next sitting.

Ministerial declaration by the Minister of Immigration, Mr Bienvenue, concerning the broadening of the responsibilities of the Department of Immigration to include human resources.

Déclaration ministérielle de M. Parent (Hull), ministre de la Fonction publique et ministre d'Etat aux Affaires intergouvernementales, relativement à la ratification de l'entente paraphée le 3 décembre 1975 entre le gouvernement du Québec et les représentants syndicaux des fonctionnaires du Québec, au sujet de la nouvelle convention collective de travail.

M. Goldbloom dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Un document sur la mise à jour des prévisions budgétaires de la Régie des installations olympiques, concernant le parc olympique, en date de novembre 1975.

(Document de la session no 285.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bellemare (Johnson) :

1. Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture du Québec sont reconnus producteurs agricoles en vertu de la Loi des producteurs agricoles ?

2. Quels sont les nom, prénoms, adresse et fonctions de chacun ?

3. Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture du Québec, reconnus producteurs agricoles, ont bénéficié de réduction de taxes scolaires et municipales depuis le 1er avril 1972 ?

4. Quels sont les nom, prénoms et adresse de chacun ?

5. Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture du Québec, reconnus producteurs agricoles, ont bénéficié des subsides accordés aux producteurs par le ministère depuis le 1er avril 1972 ?

6. Quels sont les nom, prénoms et adresse de chacun de même que la nature et le montant des subsides reçus ?

7. Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture du Québec, reconnus producteurs agricoles, ont obtenu des prêts en vertu des lois administrées par l'Office du crédit agricole du Québec ?

Ministerial declaration by the Minister of the Civil Service and Minister without Portfolio for Intergovernmental Affairs, Mr Parent (Hull), concerning the ratification of the agreement initialled on December 3rd 1975, between the government of the province of Québec and the union representatives of the civil employees of the province of Québec, respecting the new collective labour agreement.

Mr Goldbloom tabled the following document :

A document dated November 1975, on the updating of the budgetary estimates of the Régie des installations olympiques, concerning the site of the Olympic Games.

(Sessional Papers, No. 285.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Bellemare (Johnson) :

1. How many employees of the Québec Department of Agriculture are recognized as farm producers under the Farm Producers Act ?

2. What are the names, given names, address and duties of each one ?

3. How many employees of the Québec Department of Agriculture who are recognized as farm producers, have benefited from reduced school and municipal taxes since April 1st 1972 ?

4. What are the names, given names and address of each one ?

5. How many employees of the Québec Department of Agriculture who are recognized as farm producers, have benefited from the grants made to the producers by the Department since April 1st 1972 ?

6. What are the names, given names and address of each one, together with the nature and the amount of the grants received ?

7. How many employees of the Québec Department of Agriculture who are recognized as farm producers, obtained any loans under the laws administered by the Québec Farm Credit Bureau ?

8. Quels sont les nom, prénoms et adresse de chacun de même que la nature et le montant du prêt ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 286.)

Sur la motion de M. Morin, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance échangée, depuis 1970, entre M. J. David Boland, Grand Rapids, Michigan, U.S.A., et le ministère des Terres et Forêts, le ministère des Finances ou le ministère de la Justice, au sujet des réserves forestières du Québec.

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 287.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie des baux des clubs de chasse et de pêche suivants:

- a) Cascapedia;
- b) Bras coupé;
- c) Lac Dumont;
- d) Désert;
- e) Bestone.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 288.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du document intitulé « Répartition géographique des poissons, leur abondance relative et bathymétrie du Lac Saint-Pierre », réalisé par le Service d'aménagement de la faune, district de Mont-réal.

8. What are the names, given names and address of each one together with the nature and the amount of the loan ?

On motion of Mr Levesque,—
Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Drummond tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 286.)

On motion of Mr Morin,—
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of any correspondence exchanged since 1970 by Mr J. David Boland, of Grand Rapids, Michigan, U.S.A., and the Department of Lands and Forests, the Department of Finance or the Department of Justice, concerning the forest reserves of the province of Québec.

Mr Garneau tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 287.)

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be laid before the House:

Copies of the leases held by the following fish and game clubs:

- (a) Cascapedia;
- (b) Bras coupé;
- (c) Lake Dumont;
- (d) Désert;
- (e) Bestone.

Mr Simard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 288.)

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the document entitled: "Répartition géographique des poissons, leur abondance relative et bathymétrie du Lac Saint-Pierre", drawn up by the Wild-life Management Service, District of Montreal.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 289)

Mr Simard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 289.)

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de M. Levesque proposant que le projet de loi no 9, « Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

The Order of the Day being read for the resuming of the debate on the motion by Mr Levesque proposing that bill No. 9, "An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Ecossé, Boudreault, Bourassa, Bourin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornéliier, Côté, Denis, Déom, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gaillicne, Glasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Toupin, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi no 9 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission de l'Assemblée nationale; cette Commission siégera demain au Salon Rouge, à compter de dix heures, pour étudier ledit projet de loi.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 260, « Loi modifiant la charte de la Ville de Québec », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission élue permanente des affaires municipales.

Bill No. 9 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Committee on the National Assembly to be examined section by section; such Committee will sit tomorrow in the Red Room, commencing at ten o'clock A.M., for the purpose of examining the said bill.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 260, "An Act to amend the charter of the City of Québec", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was referred to the Select Standing Committee on Municipal Affairs to be examined section by section.

Sur la motion de M. Levesque, pour M. Hardy, le projet de loi no 258, « Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'Hydro-Québec, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la Régie des services publics », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Côté, le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Harvey (Jonquière), le projet de loi no 65, « Loi modifiant la Loi des accidents du travail » (*Réimpression*), est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 251.—Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi no 259.—Loi constituant la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive.

Sur la motion de M. Faucher, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Les projets de loi nos 251 et 259 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 64,

On motion of Mr Levesque, on behalf of Mr Hardy, bill No. 258, "An Act respecting certain public utility installations and amending the Hydro-Québec Act, the Electricity and Gas Board Act and the Public Service Board Act", was read the third time.

On motion of Mr Côté, Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc.", was read the third time.

On motion of Mr Harvey (Jonquière), bill No. 65, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act" (*Reprint*), was read the second time.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 251.—An Act to amend the Transport Act and other legislation;

Bill No. 259.—An Act to establish the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive.

On motion of Mr Faucher, the said report was taken into consideration and adopted.

Bills Nos. 251 and 259 were ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue which examined bill No. 64, "An Act respecting anti-infla-

« Loi concernant les mesures anti-inflationnistes ».

Sur la motion de M. Mercier, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Le projet de loi no 64 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 89, « Loi des droits sur les mines » (*Réimpression*).

Sur la motion de M. Bérard, ledit rapport est pris en considération et adopté.

Le projet de loi no 89 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de M. Déom proposant que le projet de loi privé no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Charron, Léger, Lessard et Morin.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi privé no 205 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission élue permanente des affaires municipales siège immédiatement à la Salle 81 « A », pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 254.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière;

Projet de loi no 255.—Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec;

Projet de loi no 260.—Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, deux Commissions élues permanentes sont au-

tion measures", following second reading.

On motion of Mr Mercier, the said report was taken into consideration and adopted.

Bill No. 64 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Select Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which examined bill No. 89, "Mining Duties Act" (*Reprint*), following second reading.

On motion of Mr Bérard, the said report was taken into consideration and adopted.

Bill No. 89 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the resuming of the debate on the motion by Mr Déom proposing that Private Bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski", be now read the second time.

The motion was adopted on division, with Messrs Burns, Charron, Léger, Lessard and Morin dissenting.

On motion of Mr Levesque, Private Bill No. 205 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Levesque, the Select Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately in Room 81 "A" for the section by section examination of the following bills:

Bill No. 254.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act;

Bill No. 255.—An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec;

Bill No. 260.—An Act to amend the charter of the City of Québec.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Levesque, two Select Standing Committees were

torisées à siéger ce soir à vingt heures quinze minutes, soit la Commission des affaires sociales pour étudier, article par article, le projet de loi no 253, et la Commission des affaires municipales pour étudier, article par article, les projets de loi nos 254, 255 et 260. La Commission élue permanente de la justice est également autorisée à siéger immédiatement à la Salle 91 « A », pour étudier, article par article, le projet de loi no 109.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Charron proposant :

« *Que* cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires sociales doit siéger sans délai pour étudier la situation des assistés sociaux et les problèmes soulevés par l'administration de la Loi et des règlements de l'aide sociale et entendre les représentations des personnes intéressées. »

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, la motion est amendée comme suit :

(a) en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « sans délai » ;

(b) en ajoutant, à la fin, les mots suivants : « avant que les nouveaux règlements n'entrent en vigueur », de sorte que la motion se lit maintenant comme suit :

« *Que* cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires sociales doit siéger pour étudier la situation des assistés sociaux et les problèmes soulevés par l'administration de la Loi et des règlements de l'aide sociale et entendre les représentations des personnes intéressées avant que les nouveaux règlements n'entrent en vigueur. »

Et le débat continue sur la motion telle qu'amendée.

M. Giasson propose :

Que la motion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot « siéger » par les suivants :

authorized to sit this evening at eight-fifteen o'clock, namely the Committee on Social Affairs for the section by section examination of bill No. 253, and the Committee on Municipal Affairs for the section by section examination of bills Nos. 254, 255 and 260. The Select Standing Committee on Justice was also authorized to sit immediately in Room 91 "A", for the section by section examination of bill No. 109.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Charron proposing :

"*That* the Assembly is of opinion that the Standing Committee on Social Affairs must sit without delay to examine the situation of the persons receiving social assistance and the problems raised by the administration of the Social Aid Act and its regulations, and to hear the representations of the interested persons."

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the motion under debate was amended as follows :

(a) by striking out, in the third line, the words "without delay";

(b) by adding, at the end, the following words : "before the new regulations come into force", so that the motion will now read as follows :

"*That* the Assembly is of opinion that the Standing Committee on Social Affairs must sit to examine the situation of the persons receiving social aid and the problems raised by the administration of the Social Aid Act and its regulations, and to hear the representations of the interested persons before the new regulations come into force."

And the debate continuing on the motion as amended.

Mr Giasson moved :

That the motion under debate be amended by replacing all the words after the word "sit", therein, by the following :

« au plus tard quatre mois après la publication dans la *Gazette officielle* des règlements révisés de l'aide sociale présentement en préparation, aux fins d'étudier l'expérience acquise dans l'application de ces nouveaux règlements. »

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Le débat étant terminé, la motion d'amendement est mise aux voix.

Sur la motion de M. Levesque, l'enregistrement des noms sur la motion d'amendement et sur la motion principale est retardé.

Conformément aux articles 79 et 81 du règlement, M. Côté propose :

Que cette Assemblée déclare que les compagnies Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. et Les Chargeurs Unis Inc. de même que Me Reynold Langlois, leur procureur, ont violé les droits de cette Assemblée et d'un de ses membres, soit le député de Matane, en tentant d'empêcher ladite Assemblée et ledit député d'accomplir leurs devoirs de législation à l'occasion de l'étude du projet de loi no 214 et ce, le 9 décembre 1975, alors qu'ils ont présenté une requête d'injonction qui, si elle avait été satisfaite dans ses conclusions, aurait brimé cette Assemblée et le député de Matane dans l'exercice de leurs droits.

Que cette Assemblée assigne lesdites compagnies et Me Reynold Langlois à comparaître devant la Commission de l'Assemblée nationale dans les délais qu'elle déterminera.

Que la Commission de l'Assemblée nationale soit autorisée à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que l'Assemblée lui aura envoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire et à envoyer

"not later than four months after the publication in the *Official Gazette* of the revised social aid regulations which are being drawn up at the present time, for the purpose of examining the experience acquired in the application of the new regulations."

And a debate arising on this motion of amendment.

The debate being terminated, the motion of amendment was put to the vote.

On motion of Mr Levesque, the taking down of the names on the motion of amendment and on the main motion was postponed.

In accordance with Standing Orders 79 and 81, Mr Côté moved :

That the Assembly do declare that the firms of Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. and Les Chargeurs Unis Inc., together with Mr Reynold Langlois, their attorney, did commit a breach of the privileges of the Assembly and of one of its Members, to wit, the Member for Matane, by attempting to prevent the said Assembly and the said Member from carrying out their legislative duties on the occasion of the examination of bill No. 214, namely on December 9th 1975, at which time they submitted a petition for an injunction which, if its considerations had been carried out, would have prevented the Assembly and the Member for Matane from exercising their privileges.

That the Assembly do summon the said companies and Mr Reynold Langlois to appear before the Committee on the National Assembly within the delays which it shall determine.

That the Committee on the National Assembly be empowered to examine and enquire into such matters and things as may be referred to it or as may be under its jurisdiction, to report, from time to time, its observations and opinions thereon, and to send for such persons, papers

chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Côté propose que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant dans la troisième ligne après les mots « Les Chargeurs Unis Inc. », les mots « leurs administrateurs et mandataires », et en remplaçant dans la première ligne du deuxième paragraphe les mots « lesdites », par les mots « les administrateurs et mandataires desdites ».

La motion d'amendement de M. Côté est adoptée.

M. Burns propose que la motion principale, telle qu'amendée, soit amendée en remplaçant dans la quatrième ligne du deuxième paragraphe les mots « qu'elle », par les mots « que cette commission ».

La motion d'amendement de M. Burns est adoptée.

La motion principale, telle qu'amendée, se lit maintenant comme suit:

« Que cette Assemblée déclare que les compagnies Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. et Les Chargeurs Unis Inc. » leurs administrateurs et mandataires, de même que Mc Reynold Langlois, leur procureur, ont violé les droits de cette Assemblée et d'un de ses membres, soit le député de Matane, en tentant d'empêcher ladite Assemblée et ledit député d'accomplir leurs devoirs de législation à l'occasion de l'étude du projet de loi no 214 et ce, le 9 décembre 1975, alors qu'ils ont présenté une requête d'injonction qui, si elle avait été satisfaite dans ses conclusions, aurait brimé cette Assemblée et le député de Matane dans l'exercice de leurs droits.

Que cette Assemblée assigne les administrateurs et mandataires desdites compagnies et Mc Reynold Langlois à comparaître devant la Commission de l'Assem-

and records as it may need.

And a debate arising on this motion.

Mr Côté moved that the motion under debate be amended by adding, after the words "Les Chargeurs Unis Inc.," in the third line, the words "their directors and representatives", and by replacing, in the first line of the second paragraph, the words "the said", by the words "the directors and representatives of the said".

The motion of amendment by Mr Côté was adopted.

Mr Burns moved that the main motion, as amended, be amended by replacing, in the fourth line of the second paragraph, the words "which it", therein, by the words "that such Committee".

The motion of amendment by Mr Burns was adopted.

The main motion, as amended, now reads as follows:

"That the Assembly do declare that the firms of Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. and Les Chargeurs Unis Inc., their directors and representatives, together with Mr Reynold Langlois, their attorney, did commit a breach of the privileges of the Assembly and of one of its Members, to wit, the Member for Matane, by attempting to prevent the said Assembly and the said Member from carrying out their legislative duties on the occasion of the examination of bill No. 214, namely on December 9th, at which time they submitted a petition for an injunction which, if its considerations had been carried out, would have prevented the Assembly and the Member for Matane from exercising their privileges.

That the Assembly do summon the directors and representatives of the said companies and Mr Reynold Langlois to appear before the Committee on the

blée nationale dans les délais que cette commission déterminera.

Que la Commission de l'Assemblée nationale soit autorisée à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que l'Assemblée lui aura envoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin. »

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Dufour, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion d'amendement de M. Giasson à la motion de M. Charron.

La motion d'amendement de M. Giasson est adoptée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Dufour, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Mercier, Ostiguy, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Séguin, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—66.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Léger, Lessard, Morin, Samson.—8.

La motion principale telle qu'amendée se lit maintenant comme suit :

« *Que cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires socia-*

National Assembly within the delays that such Committee shall determine.

That the Committee on the National Assembly be empowered to examine and enquire into such matters and things as may be referred to it or as may be under its jurisdiction, to report, from time to time, its observations and opinions thereon, and to send for such persons, papers and records as it may need."

The motion was then adopted on the following vote:

The Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion of amendment by Mr Giasson to the motion by Mr Charron.

The motion of amendment by Mr Giasson was adopted on the following division:

The main motion, as amended, now reads as follows:

"That the Assembly is of opinion that the Standing Committee on Social Affairs

les doit siéger au plus tard quatre mois après la publication dans la *Gazette officielle* des règlements révisés de l'aide sociale présentement en préparation, aux fins d'étudier l'expérience acquise dans l'application de ces nouveaux règlements ».

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Charron, Côté, Denis, Desjardins, Dionne, Dufour, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Mercier, Morin, Ostiguy, Parent (Hull), Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Saindon, Samson, Séguin, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Caron, pour M. Massicotte, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé no 109, « Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session no 290.*)

Le projet de loi privé no 109 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Levesque propose que les noms de MM. Bienvenue, Desjardins et Gratton soient substitués à ceux de MM. Caron, Marchand et Mercier sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale, et que les noms des membres suivants soient ajoutés, savoir: MM. Bellemare (Johnson), Bonnier, Lachapelle, Lessard, Roy, Samson et Veilleux; ces changements et ces additions étant faits

must sit not later than four months after the publication in the *Official Gazette* of the revised social aid regulations which are being drawn up at the present time, for the purpose of examining the experience acquired in the application of the new regulations”.

The said motion was then adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Caron tabled, on behalf of Mr Massicotte, the appointed reporter, the report of the Select Standing Committee on Justice which examined Private Bill No. 109, “An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning”, following first reading.

The said bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 290.*)

Private Bill No. 109 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Levesque moved that the names of Messrs Caron, Marchand and Mercier be replaced by those of Messrs Bienvenue, Desjardins and Gratton on the list of members of the Committee on the National Assembly, and that the names of the following members be added, to wit: Messrs Bellemare (Johnson), Bonnier, Lachapelle, Lessard, Roy, Samson and Veilleux; such changes and such additions

uniquement pour l'exécution du mandat confié à la Commission de l'Assemblée nationale le 15 décembre dernier, soit:

1° proposer les transformations qui s'imposent à la Loi de la Législature;

2° proposer les modifications nécessaires au règlement de l'Assemblée nationale;

3° examiner la question de la législation déléguée et la façon dont le pouvoir réglementaire doit être assujéti au contrôle parlementaire;

que cette Commission soit autorisée à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin et que les documents de travail soient soumis à l'attention des membres de la Commission.

La motion est adoptée.

À dix-neuf heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

being made only for the carrying out of the terms of reference entrusted to the Committee on the National Assembly on December 15th, namely:

1. to propose the changes required in the Legislature Act;

2. to propose the necessary amendments to the Standing Orders of the National Assembly;

3. to examine the question of delegated legislation and the way in which the statutory power should be subject to parliamentary control;

that the Committee be empowered to report, from time to time, its observations and opinions thereon, and to send for such persons, papers and records as it may need, and that the working papers be submitted to the attention of the members of the Committee.

The motion was adopted.

At ten minutes past seven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Jeudi 18 décembre 1975

Quinze heures

Thursday, December 18th 1975

Three o'clock P.M.

M. Chagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi no 254.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière;

Projet de loi no 255.—Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec;

Projet de loi no 256.—Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais;

Projet de loi no 260.—Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

Les projets de loi nos 254, 255 et 256 sont rapportés avec des amendements et le projet de loi no 260 est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 291.)

M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, qui a siégé le 18 décembre 1975, aux fins d'instituer trois sous-commissions destinées à:

Mr Chagnon, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following bills, after second reading:

Bill No. 254.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act;

Bill No. 255.—An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec;

Bill No. 256.—An Act to amend the Outaouais Regional Community Act;

Bill No. 260.—An Act to amend the charter of the City of Québec.

Bills Nos. 254, 255 and 256 were reported with amendments and bill No. 260 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 291.)

Mr Bonnier, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, which sat on December 18th 1975, for the purpose of appointing three sub-committees entrusted with the task of:

1° proposer les transformations qui s'imposent à la Loi de la Législature;

2° proposer les modifications nécessaires au règlement de l'Assemblée nationale;

3° examiner la question de la législation déléguée et la façon dont le pouvoir réglementaire doit être assujéti au contrôle parlementaire.

(Document de la session no 292.)

M. Bonnier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission élue permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 293.)

M. Levesque propose:

Qu'un nouveau rapport soit substitué au rapport déposé le 11 décembre 1975, concernant le projet de loi privé no 214, « Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. ».

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par M. Garneau:

Sixième rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour la période du 1er septembre 1974 au 30 juin 1975.

(Document de la session no 294.)

Par M. Lachapelle:

Sixième rapport annuel du Conseil des universités, pour la période du 1er juillet 1974 au 15 juillet 1975.

(Document de la session no 295.)

Arrêté en conseil, en date du 17 décembre 1975, concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires.

(Document de la session no 296.)

1. proposing the changes required in the Legislature Act;

2. proposing the necessary amendments to the Standing Orders of the National Assembly;

3. examining the question of delegated legislation and the way in which the statutory power should be subject to parliamentary control.

(Sessional Papers, No. 292.)

Mr Bonnier, the appointed reporter, tabled the report of the Select Standing Committee on Social Affairs which examined Bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 293.)

Mr Levesque moved:

That the report tabled on December 11th 1975 concerning Private Bill No. 214, "An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc.", be replaced by a new report.

The following documents were tabled:

By Mr Garneau:

The sixth annual report of the Private Education Advisory Commission, for the period from September 1st 1974 to June 30th 1975.

(Sessional Papers, No. 294.)

By Mr Lachapelle:

The sixth annual report of the Council of Universities, for the period from July 1st 1974 to July 15th 1975.

(Sessional Papers, No. 295.)

An Order in Council dated December 17th 1975, concerning the approval of the five-year university investments plan.

(Sessional Papers, No. 296.)

M. Gratton, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 9, « Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale ».

Ledit projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 297.)

M. Levesque propose, pour M. Bourassa:

Que l'Assemblée nationale nomme comme membres de la Commission des droits de la personne, les personnes suivantes:

Mme Lucille G. Delaney-Caron, de la ville d'Aylmer, jusqu'à présent à l'emploi de Travail Canada;

Mme Yolande Dugal-Taylor, professeur à l'Université de Montréal;

Me Herbert Marx, professeur à l'Université de Montréal;

Me Michael Cain, avocat de Chicoutimi;

Me Nicol Henry, avocat de Québec;

M. Dennis Healy, principal et vice-chancelier de l'Université Bishop's à Lennoxville.

Que Mme Lucille G. Delaney-Caron soit nommée pour une période de cinq (5) années;

Que les autres membres soient nommés pour une période de trois (3) années.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—97.

CONTRE—NAYS:—0.

Mr Gratton, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly which examined bill No. 9, "An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act", following second reading.

The said bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 297.)

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That the Assembly do appoint the following persons as members of the Committee on Human Rights:

Mrs Lucille G. Delaney-Caron, of the Town of Aylmer, previously employed by Labour Canada;

Mrs Yolande Dugal-Taylor, Professor at the Université de Montréal;

Mr Herbert Marx, Advocate, Professor at the Université de Montréal;

Mr Michael Cain, Advocate, of Chicoutimi;

Mr Nicol Henry, Advocate, of Québec;

Mr Dennis Healy, Principal and Vice-Chancellor of Bishop's University at Lennoxville.

That Mrs Lucille G. Delaney-Caron be appointed for a term of office of five (5) years;

That the other members be appointed for a term of office of three (3) years.

The motion was adopted on the following vote:

M. Levesque propose, pour M. Bourassa:

Que conformément à l'article 1 de la Loi du Protecteur du citoyen (Lois du Québec 1968, chapitre 11), le traitement du Protecteur du citoyen soit majoré de 15% à compter du 1er juillet 1975 et qu'il continue à bénéficier de son allocation à titre de frais de représentation de \$1,000.00 par année, sur présentation de pièces justificatives et de \$100.00 par mois à titre d'allocation d'automobile, et à être indemnisé de ses dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres du gouvernement.

*Qu'*également il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—97.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Levesque propose, pour M. Bourassa:

Que conformément à l'article 73 de la Loi de l'Administration financière (Lois du Québec 1970, chapitre 17), le traitement du Vérificateur général soit majoré de 15% à compter du 1er juillet 1975 et qu'il continue à bénéficier de son allocation à titre de frais de représentation de \$1,000.00 par année, sur présentation de pièces justifica-

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That in accordance with section 1 of the Public Protector Act (Statutes of Québec 1968, chapter 11), the salary of the Public Protector be increased by 15% effective July 1st 1975, and that he continue to have the benefit of his allowance for representation expenses of \$1,000.00 per annum, upon presentation of vouchers, and \$100.00 per month for automobile expenses, and to be compensated for his travelling expenses on the same basis as the Deputy-Ministers of the government.

That he also be given the benefit, in the same manner as the members of the senior staff of the government, as the case may be, of the grant of a lump sum payment in consideration of the increase in the cost of living.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Levesque moved, on behalf of Mr Bourassa:

That the Financial Administration Act (Statutes of Québec 1970, chapter 17), the salary of the Auditor-General be increased by 15% effective July 1st 1975, and that he continue to have the benefit of his allowance for representation expenses of \$1,000.00 per annum, upon presentation

tives et de \$100.00 par mois à titre d'allocation d'automobile, et à être indemnisé de ses dépenses de voyage sur la même base que les sous-ministres du gouvernement.

Qu'également il bénéficie, de la même manière que les cadres supérieurs du gouvernement, le cas échéant, de l'allocation d'un montant forfaitaire pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Arsenault, Assad, Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Beauregard, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bonnier, Bossé, Boudreault, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Cornellier, Côté, Denis, Desjardins, Déziel, Dionne, Drummond, Dufour, Faucher, Forget, Fortier, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Harvey (Jonquière), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, L'Allier, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Larivière, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massé, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Parent (Hull), Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Springate, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vaillancourt, Vallières, Veilleux, Verreault.—97.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Les questions suivantes apparaissaient au feuillet du 17 décembre 1975:

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. M. Gilles Laporte a-t-il été engagé sur une base d'honoraires par un ministère en 1974 ?

2. Dans l'affirmative, quel a été le montant total de ses honoraires, de ses dépenses de voyage et de ses autres dépenses pour l'année 1974 ?

Réponse par M. Harvey (Jonquière):

1. M. Laporte a été engagé sur une base d'honoraires en vertu du C.T. 68849 du 24 janvier 1973.

2. a) Honoraires: \$77,052.50;

of vouchers, and \$100.00 per month for automobile expenses, and to be compensated for his travelling expenses on the same basis as the Deputy-Ministers of the government.

That he also be given the benefit, in the same manner as the members of the senior staff of the government, as the case may be, of the grant of a lump sum payment in consideration of the increase in the cost of living.

The motion was adopted on the following vote:

QUESTIONS AND ANSWERS

The following questions shown on the Agenda Paper for December 17th 1975:

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Was Mr Gilles Laporte engaged on a retainer basis by any Department in 1974 ?

2. If so, what was the total amount of his fees, travelling expenses and other expenses for 1974 ?

Answer by Mr Harvey (Jonquière):

1. Mr Laporte was engaged on a retainer basis under T.B. 68849 dated January 24th 1973.

2. (a) Fees: \$77,052.50;

b) Les frais de séjour et de déplacements de M. Laporte ont été absorbés par lui-même à même les honoraires encourus pour cette même période.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. À qui a-t-on confié l'entreprise de couper et de transporter le sapin ou l'épinette offert à la ville de Paris à l'occasion de la visite du premier ministre de la province à l'automne de 1974 ?

2. Quel montant a été payé à chaque personne ou à chaque entreprise en rapport avec ce sapin ou cette épinette entre le moment de la coupe et le moment de son installation à Paris ?

Réponse par M. Toupin:

A l'occasion de la Fête de Noël, pour la ville de Paris, le gouvernement du Québec a accepté d'aménager la Place Maillot. Les coûts ont été les suivants:

Dépenses directes occasionnées	
à Rexfor	\$ 1,306.18
Consolidated Bathurst Ltd	311.36
Armand Guay Inc.	6,425.44
Raoul Guérette Inc.	10,672.89
Total	\$18,715.87

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Le ministère de la Justice a-t-il reçu un ou plusieurs rapports suite à l'enquête spéciale faite conjointement par la Sûreté du Québec et le Contrôleur des Finances à la Direction générale du Nouveau-Québec, ministère des Richesses naturelles ?

2. Dans l'affirmative, ce ou ces rapports seront-ils rendus publics ?

3. Combien d'accusations ont été ou seront portées d'ici peu dans cette affaire ?

Réponse par M. Lalonde:

1. Le ministère de la Justice a reçu de nombreux rapports policiers depuis le début de l'enquête soit depuis le mois d'octobre 1974. Nous prévoyons que l'en-

(b) Mr Laporte paid his own living and travelling expenses out of the fees paid to him during such same period.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Who was entrusted with the task of cutting and transporting the pine or spruce tree which was presented to the city of Paris on the occasion of the visit by the Prime Minister of the province in the autumn of 1974 ?

2. What amount was paid to each person or to each corporation regarding such pine or spruce tree from the time it was cut down until it was installed in Paris ?

Answer by Mr Toupin:

The government of Québec agreed to decorate the Place Maillot for the City of Paris at Christmas. The costs were as follows:

Direct expenditures paid by	
Rexfor	\$ 1,306.18
Consolidated Bathurst Ltd	311.36
Armand Guay Inc.	6,425.44
Raoul Guérette Inc.	10,672.89
Total	\$18,715.87

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Did the Department of Justice receive one or more reports following the special inquiry carried out jointly by the Québec Police Force and the Comptroller of Finance at the New Québec Branch, Department of Natural Resources ?

2. If so, will the report or reports be made public ?

3. How many charges have been or will be brought in the near future in this matter ?

Answer by Mr Lalonde:

1. The Department of Justice has received a great many police reports since the inquiry was begun in October 1974. We expect that the inquiry will continue

quête durera encore quelques mois et d'autres rapports policiers nous seront soumis. En ce qui concerne le travail fait par les employés du Contrôleur des Finances, la question devrait être posée au ministre des Finances.

2. Non, car il n'est pas dans l'intérêt public de publier ces rapports.

3. Une dizaine d'accusations de fraude et de vol ont été portées contre deux (2) fonctionnaires du ministère des Richesses naturelles. Une centaine d'accusations de fraude, de vol et de faux ont été portées contre certaines personnes ayant des relations d'affaires avec le ministère des Richesses naturelles.

En ce qui concerne les autres plaintes qui seront portées, il serait nuisible pour l'enquête si nous les dévoilions immédiatement.

Question par M. Lessard:

1. Le Premier ministre a-t-il rencontré l'Alliance Laurentienne des Métis et Indiens sans statut qui a sollicité à plusieurs reprises une entrevue avec lui pour discuter de la situation des Métis et des Indiens sans statut ?

2. Si non, pourquoi ?

Réponse par M. Bourassa:

1. Non.

2. Les problèmes de l'Alliance Laurentienne des Métis et Indiens sans statut devaient être d'abord discutés avec le ministère des Richesses naturelles.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1975, quel est le montant total des subventions accordées à des organismes ou à des entreprises en vertu du programme des emplois nouveaux ?

2. Quel est le nombre total d'emplois permanents et temporaires créés à la suite de ces subventions ?

3. Combien de bénéficiaires de l'aide sociale possèdent maintenant un emploi grâce à ce programme ?

for a few more months and other police reports will be submitted to us. As regards the work carried out by the employees of the Comptroller of Finance, the question should be submitted to the Minister of Finance.

2. No, as it would be injurious to the public interest to publish such reports.

3. About ten charges of fraud and theft have been brought against two (2) employees of the Department of Natural Resources. About one hundred charges of fraud, theft and falsification have been brought against certain persons doing business with the Department of Natural Resources.

As regards the other charges which will be laid, it would be prejudicial to the inquiry if we were to disclose them immediately.

Question by Mr Lessard:

1. Did the Prime Minister meet the Laurentian Alliance of Non-status Métis and Indians, which requested an interview with him on several occasions for the purpose of discussing the situation of the Non-status Métis and Indians ?

2. If not, why not ?

Answer by Mr Bourassa:

1. No.

2. In the first place, the problems of the Laurentian Alliance of Non-status Métis and Indians should be discussed with the Department of Natural Resources.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. From September 1st 1973 to September 1st 1975, what was the total amount of the grants awarded to bodies or firms under the new jobs programme ?

2. What is the total number of permanent and temporary jobs created following such grants ?

3. How many beneficiaries of social aid now have permanent jobs as a result of this programme ?

4. Quelle est la moyenne des salaires payés à ces personnes ?

Réponse par M. Harvey (Jonquière):

1. 1973/1974: \$4,540,850.00;
1974/1975: \$2,500,000.00;
1er avril 1975 au 1er septembre 1975:
\$3,591,152.00;
Total: \$10,632,002.00.

2. 1973/1974:
emplois permanents: 77;
emplois temporaires: 2,017;
1974/1975:
emplois permanents: 13;
emplois temporaires: 1,033;
1er avril 1975 au 1er septembre 1975:
projets présentés: 52;
projets permanents: 5;
projets temporaires: 47;
emplois permanents: 118;
emplois temporaires: 2,895.

3. Il est assez difficile d'établir un pourcentage précis sur le nombre de personnes qui possèdent maintenant un emploi régulier grâce à ce programme. Cependant, nous croyons qu'environ une personne sur trois, ayant participé à nos projets, possède maintenant un emploi régulier sur le marché du travail.

4. Le salaire annuel accordé aux bénéficiaires d'aide sociale travaillant sur les projets est basé sur la moyenne généralement observée, chiffres établis par le ministère de la Fonction publique.

Actuellement, la moyenne des salaires payés aux personnes oeuvrant sur les projets se situe autour de \$3.00 l'heure.

Question par M. Bellemare (Johnson):

1. Relativement à une application possible du paragraphe 10a de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, y a-t-il eu des pourparlers ou des négociations entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec, ou l'un ou plusieurs de ses organismes, au sujet d'un réseau intégré des lignes de distribution de l'électricité dans les cinq provinces de l'Est du Canada ?

4. What is the average amount of the wages paid to such persons ?

Answer by Mr Harvey (Jonquière):

1. 1973/1974: \$4,540,850.00;
1974/1975: \$2,500,000.00;
April 1st 1975 to September 1st 1975:
\$3,591,152.00;
Total: \$10,632,002.00.

2. 1973/1974:
permanent jobs: 77;
temporary jobs: 2,017;
1974/1975:
permanent jobs: 13;
temporary jobs: 1,033;
April 1st 1975 to September 1st 1975:
projects submitted: 52;
permanent projects: 5;
temporary projects: 47;
permanent jobs: 118;
temporary jobs: 2,895.

3. It is rather difficult to establish an exact percentage on the number of persons who now have regular jobs as a result of this programme. However, we believe that about one person out of three who has taken part in our projects now has a regular job on the labour market.

4. The annual wages granted to the beneficiaries of social aid who are working on the projects is based on the generally observed average, the figures established by the Department of the Civil Service.

At the present time, the average amount of the wages paid to the persons working on the projects is around \$3.00 per hour.

Question by Mr Bellemare (Johnson):

1. Respecting any possible application of paragraph 10a of section 92 of the British North America Act, have any talks or negotiations been held between the federal government and the government of the province of Québec or one or more of its bodies concerning an integrated electric power grid in the five provinces of Eastern Canada ?

2. Dans la négative, quelles sont les mesures que le gouvernement entend prendre pour conserver le contrôle complet sur les lignes de distribution de l'Hydro-Québec?

Réponse par M. Bourassa:

La question fait l'objet de travaux en cours, et il n'est pas d'intérêt public d'en dévoiler pour le moment le contenu.

Question par M. Roy:

1. Combien de livres de sirop d'érable de classe C et D, de la récolte 1974, ont été achetées par la Raffinerie de Sucre du Québec, en vertu d'une entente intervenue le 11 juin 1975 entre Ottawa et Québec?

2. Quel est le montant de la perte encourue découlant de l'entente signée par Ottawa et Québec pour l'achat et la vente du sirop d'érable de classe C et D de la récolte de 1974?

3. Quel est le montant de la perte assumée par Ottawa en vertu de l'entente intervenue le 11 juin 1975 entre Agriculture Canada et le ministère de l'Agriculture du Québec?

Réponse par M. Drummond:

1. 4,000,000 de livres.

2. et 3. Le processus de récupération n'est pas encore terminé. Dès que tout le travail sera complété, il nous fera plaisir de vous faire parvenir les résultats.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lessard:

1. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il déjà octroyé gratuitement des permis de pêche et/ou de chasse privilégiés, ainsi que des coupons pour le transport du gibier, à des chroniqueurs de chasse, pêche ou plein air du Québec ou de l'étranger?

2. Si oui:

a) depuis quand cette pratique existe-t-elle;

2. If not, what measures does the government intend to take to maintain complete control over Hydro-Québec's power lines?

Answer by Mr Bourassa:

As this question involves work that is being carried out at the present time, it would be injurious to the public interest to disclose any part of it at this time.

Question by Mr Roy:

1. How many pounds of Class C and D maple syrup, from the 1974 crop, were purchased by the Québec Sugar Refinery under an agreement dated June 11th 1975 which was made between Ottawa and Québec?

2. What was the amount of the loss incurred resulting from the agreement signed between Ottawa and Québec for the purchase and sale of Class C and D maple syrup from the 1974 crop?

3. What amount of the loss was assumed by Ottawa under the agreement made on June 11th 1975 between Agriculture Canada and the Québec Department of Agriculture?

Answer by Mr Drummond:

1. 4,000,000 pounds.

2. and 3. The recovery process has not been finished. We will be pleased to give you the results as soon as the work is completed.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Lessard:

1. Has the Department of Tourism, Fish and Game ever granted any complimentary privileged fishing and/or hunting permits as well as passes for the transporting of game to any writers on fishing, hunting and the outdoors from the province of Québec or abroad?

2. If so:

(a) how long has this practice been going on;

b) pour quelles raisons l'a-t-on instaurée;

c) quels sont les noms des chroniqueurs qui ont bénéficié de tels permis ou coupons et qu'est-ce que chacun d'eux a reçu exactement ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Simard dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 298.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lessard:

Le ministre de l'Agriculture peut-il nous dire s'il est exact que la productivité par vache laitière a diminué de plus de 6% au Québec au cours des cinq dernières années et que, durant la même période, cette même productivité a augmenté de 27% en Ontario ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 299.)

Les motions suivantes apparaissent au feuillet du 17 décembre 1975:

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

L'original ou une photocopie du recto et du verso de tout chèque émis depuis le 2 octobre 1973 par le gouvernement du Québec à l'ordre de M. Gaston Desjardins, avocat, domicilié au 3196, Marsolet, à Sainte-Foy, à l'égard de plaintes portées devant les tribunaux pour des infractions aux lois du Québec.

(b) for what reasons was it established;

(c) what are the names of the writers who benefited from such permits or passes and what exactly did each one receive?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Simard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 298.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr Lessard:

Can the Minister of Agriculture tell us if it is true that the productivity per milch-cow has decreased over 6% in the province of Québec over the last five years, and that during the same period, the same productivity increased by 27% in Ontario?

On motion of Mr Levesque,—

Ordered, that there be tabled a document covering the information requested.

Mr Drummond tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 299.)

The following motions shown on the Agenda Paper for December 17th 1975:

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be laid before the House:

The original or a photocopy of the front and back of any cheque issued since October 2nd 1973 by the government of Québec and payable to Mr Gaston Desjardins, advocate, domiciled at 3196 Marsolet, Sainte-Foy, respecting charges brought before the Courts for offences against the laws of Québec.

M. Garneau dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 300.)

Sur la motion de M. Roy, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie des arrêtés en conseil adoptés concernant la commercialisation des oeufs, ainsi que copie de toute la correspondance échangée entre le ministère de l'Agriculture et les divers organismes concernés.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(Document de la session no 301.)

Sur la motion de M. Léger, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie des déclarations assermentées faites depuis le 1er novembre 1973 par chacun des membres de l'Assemblée nationale, relativement aux jours de séance auxquels s'applique l'article 95 de la Loi de la Législature.

M. Levesque dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 302.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du rapport de l'enquête effectuée par le ministère de la Justice concernant diverses infractions commises au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche (Rapport Boisvert).

M. Lalonde dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant ladite motion.

(Document de la session no 303.)

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du rapport de MM. Gilles Biron et Yves Croual sur la politique du disque

Mr Garneau tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 300.)

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be laid before the House:

Copies of the Orders in Council adopted concerning the marketing of eggs, together with any correspondence exchanged by the Department of Agriculture and the various bodies concerned.

Mr Drummond tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 301.)

On motion of Mr Léger,—

Ordered, that there be laid before the House:

Copies of the sworn statements made since November 1st 1973 by each of the Members of the National Assembly, respecting the sitting days contemplated by section 95 of the Legislature Act.

Mr Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 302.)

On motion of Mr Lessard,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the report of the inquiry made by the Department of Justice concerning various offences committed in the Department of Tourism, Fish and Game (the Boisvert Report).

Mr Lalonde tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 303.)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the report by Messrs Gilles Biron and Yves Croual on the record policy

du ministère des Affaires culturelles du Québec;

Copie du rapport de M. Melançon sur les aspects économiques et financiers d'une loi cadre sur le livre;

Copie du rapport de M. Pierre de Grandpré concernant la présence d'intérêts étrangers dans l'industrie de la distribution des revues et périodiques au Québec, rapport remis au ministère des Affaires culturelles du Québec;

Copie du rapport de M. Contant sur les moyens de distribution des revues et périodiques en Europe, rapport remis au ministère des Affaires culturelles du Québec;

Copie du rapport du bureau d'architectes Leclerc et Leclerc sur l'utilisation future de l'ancienne prison de Québec, située sur les Plaines d'Abraham à Québec, rapport remis au ministère des Affaires culturelles;

Copie des trois rapports de Métiers d'art du Québec Inc. sur la planification à long terme dans le domaine des arts plastiques au Québec et plus particulièrement dans le domaine de l'artisanat.

M. L'Allier dépose sur le bureau de la Chambre un document concernant lesdites motions.

(Document de la session no 304.)

Sur la motion de M. Lessard, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du mémoire soumis aux autorités fédérales le 13 février 1974 par le ministère de l'Agriculture du Québec conjointement avec l'Union des producteurs agricoles et la Coopérative fédérée de Québec, concernant la politique d'aide au transport des grains de provende de l'Ouest vers l'Est canadien.

M. Drummond dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.

(Document de la session no 305.)

of the Department of Cultural Affairs of Québec;

A copy of the report by Mr Melançon on the financial and economic aspects of a general law on the book trade;

A copy of the report by Mr Pierre de Grandpré on the presence of foreign interests in the magazine and periodical distribution industry in the province of Québec, which report was submitted to the Department of Cultural Affairs of Québec;

A copy of the report by Mr Contant on the methods used in Europe for the distribution of magazines and periodicals, which report was submitted to the Department of Cultural Affairs of Québec;

A copy of the report by the architectural firm of Leclerc & Leclerc on the future use of the former Québec gaol, situated on the Plains of Abraham, in Québec City, which report was submitted to the Department of Cultural Affairs;

Copies of the three reports of Métiers d'art du Québec Inc. on the long-term planning in the field of plastic arts in the province of Québec, and more particularly in the field of handicrafts.

Mr L'Allier tabled a document concerning the said motions.

(Sessional Papers, No. 304.)

On motion of Mr Lessard,—
Ordered, that there be laid before the House:

A copy of the brief submitted to the federal authorities on February 13th 1974 by the Québec Department of Agriculture jointly with the Union des producteurs agricoles and the Coopérative fédérée de Québec, concerning the policy of assistance for the moving of feed grain from Western to Eastern Canada.

Mr Drummond tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 305.)

Sur la motion de M. Cournoyer, le projet de loi no 89, « Loi des droits sur les mines » (*Réimpression*), est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Charron, Léger, Lessard et Morin.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 251, « Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Mailloux, le projet de loi no 259, « Loi constituant la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Déziel, pour M. Déom, le projet de loi no 205, « Loi concernant la cité de Rimouski », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Picotte, pour M. Tardif, le projet de loi no 158, « Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi no 158 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Blank, le projet de loi no 109, « Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences », est lu la deuxième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Lessard et Morin.

Sur la motion de M. Levesque, ledit projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé, le projet de loi est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Burns, Lessard et Morin.

On motion of Mr Cournoyer, bill No. 89, "Mining Duties Act" (*Reprint*), was read the third time on division, with Messrs Burns, Charron, Léger, Lessard and Morin dissenting.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 251, "An Act to amend the Transport Act and other legislation", was read the third time.

On motion of Mr Mailloux, bill No. 259, "An Act to establish the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive", was read the third time.

On motion of Mr Déziel, on behalf of Mr Déom, bill No. 205, "An Act respecting the city of Rimouski", was read the third time.

On motion of Mr Picotte, on behalf of Mr Tardif, bill No. 158, "An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate", was read the second time.

On motion of Mr Levesque, bill No. 158 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

On motion of Mr Blank, bill No. 109, "An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning", was read the second time on division, with Messrs Burns, Lessard and Morin dissenting.

On motion of Mr Levesque, the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time on division, with Messrs Burns, Lessard and Morin dissenting.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Ostiguy, pour M. Chagnon, le rapport de la Commission élue permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi nos 254, 255, 256 et 260, est pris en considération.

M. Goldbloom propose un amendement au rapport et au projet de loi no 254 et un amendement au rapport et au projet de loi no 256.

Les amendements aux rapports et aux projets de loi nos 254 et 256 sont alors adoptés.

M. Levesque propose:

Que les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale soient autorisées à siéger après la prorogation de la présente session et les projets de loi, ordres ou affaires qu'elles auront étudiés pourront être inscrits au feuillet ou rapportés à l'Assemblée au début de la prochaine session, au stade où ils se trouveront, sur motion du leader parlementaire du gouvernement, dans le délai prévu à l'article 6 du règlement.

Que les sous-commissions soient également autorisées à siéger, avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions.

La motion est adoptée.

M. Parent (Hull) propose un amendement au rapport et au projet de loi no 256.

Et un débat s'élève sur cet amendement.

Sur la motion de M. Burns, le débat est suspendu.

Sur la motion de M. Chagnon, ledit rapport est adopté quant aux projets de loi nos 254, 255 et 260.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Goldbloom,

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Ostiguy, on behalf of Mr Chagnon, the report of the Select Standing Committee on Municipal Affairs which examined bills Nos. 254, 255, 256 and 260, after second reading, was taken into consideration.

Mr Goldbloom proposed an amendment to the report and to bill No. 254 and an amendment to the report and to bill No. 256.

The amendments to the reports and to bills Nos. 254 and 256 were then adopted.

Mr Levesque moved:

That the Parliamentary Committees of the National Assembly be authorized to sit after the prorogation of the present session, and that the bills, orders or business that they have examined may be put down upon the Agenda Paper or referred back to the Assembly at the beginning of the next session, at the same stage as they were at the present time, on motion of the government House Leader, within the delay provided under Standing Order 6.

That the sub-committees also be authorized to sit, with all the rights and privileges granted to the members of the Committees.

The motion was adopted.

Mr Parent (Hull) proposed an amendment to the report and to bill No. 256.

And a debate arising on this amendment.

On motion of Mr Burns, the debate was suspended.

On motion of Mr Chagnon, the said report was adopted as regards bills Nos. 254, 255 and 260.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Goldbloom,

les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi no 254.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière;

Projet de loi no 260.—Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement proposé par M. Parent (Hull) au rapport et au projet de loi no 256.

L'amendement est alors adopté.

Sur la motion de M. Chagnon, ledit rapport est adopté quant au projet de loi no 256.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 256, « Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi no 80, « Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires ».

Sur la motion de M. Levesque, l'ordre du jour qui vient d'être lu est révoqué; ledit projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi no 255, « Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec », est lu la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns, Choquette, Lessard, Morin et Roy.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bonnier, le rapport de la Commission élue permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 253, « Loi visant à assurer les services de santé

the following bills were severally read the third time:

Bill No. 254.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act;

Bill No. 260.—An Act to amend the charter of the City of Québec.

The Assembly resumed the debate on the amendment proposed by Mr Parent (Hull) to the report and to bill No. 256.

The amendment was then adopted.

On motion of Mr Chagnon, the said report was adopted as regards bill No. 256.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 256, "An Act to amend the Outaouais Regional Community Act", was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 80, "An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners".

On motion of Mr Levesque, the Order which had just been read was rescinded; the said bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

On motion of Mr Goldbloom, bill No. 255, "An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec", was read the third time on division, with Messrs Bédard (Chicoutimi), Burns, Choquette, Lessard, Morin and Roy dissenting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bonnier, the report of the Select Standing Committee on Social Affairs which examined bill No. 253, "An Act to ensure the provision of essential health services and social

et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail », est pris en considération.

M. Forget propose un amendement au rapport et au projet de loi.

Et un débat s'élève sur cet amendement.

Sur la motion de M. Bellemare (Johnson), le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Bonnier, le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale pour la formation des trois sous-commissions est pris en considération et adopté.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil.

Vingt heures

M. le Président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement proposé par M. Forget au rapport et au projet de loi no 253.

L'amendement est alors adopté.

Sur la motion de M. Bonnier, ledit rapport est adopté.

Sur la motion de M. Forget, le projet de loi no 253 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Harvey (Jonquière), le projet de loi no 65, « Loi modifiant la Loi des accidents du travail » (*Réimpression*), est de nouveau étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

M. Garneau propose que le projet de loi no 64, « Loi concernant les mesures anti-inflationnistes », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

services in the event of a labour dispute", following second reading, was taken into consideration.

Mr Forget proposed an amendment to the report and to the bill.

And a debate arising on this amendment.

On motion of Mr Bellemare (Johnson), the debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bienvenue, on behalf of Mr Bonnier, the report of the Committee on the National Assembly for the appointing of the three sub-committees was taken into consideration and adopted.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the amendment proposed by Mr Forget to the report and to bill No. 253.

The amendment was then adopted.

On motion of Mr Bonnier, the said report was adopted.

On motion of Mr Forget, bill No. 253 was read the third time.

On motion of Mr Harvey (Jonquière), bill No. 65, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act" (*Reprint*), was again considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Mr Garneau moved that bill No. 64, "An Act respecting anti-inflation measures", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Samson dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Un document concernant le recrutement en vue de recueillir des souscriptions pour le Parti Créditiste.

(Document de la session no 306.)

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bienvenue, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Cloutier, Cornellier, Côté, Déziel, Dionne, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Lapointe, Lecours, Leduc, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Pagé, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Séguin, St-Germain, Sylvain, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—53.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Burns, Charron, Lessard, Morin, Roy, Samson.—8.

En conséquence, le projet de loi no 64 est lu la troisième fois.

À vingt-trois heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

During the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Samson tabled the following document:

A document concerning recruiting for the purpose of collecting subscriptions for the Social Credit Rally.

(Sessional Papers, No. 306.)

The motion was then adopted on the following division:

Bill No. 64 was accordingly read the third time.

At eleven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trentième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirtieth Legislature

Vendredi 19 décembre 1975

Dix heures

Friday, December 19th 1975

Ten o'clock A.M.

M. Lessard propose:

Que le nom de M. Bédard (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Burns sur la liste des membres de la Commission élue permanente de l'agriculture.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bédard (Chicoutimi), Bédard (Montmorency), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Berthiaume, Bonnier, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Choquette, Cloutier, Côté, Desjardins, Dionne, Drummond, Dufour, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lacroix, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lecours, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Mailloux, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Roy, Samson, Séguin, Simard, Tardif, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux.—64.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi no 9, « Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale ».

M. Veilleux propose, pour M. Gratton, que ledit rapport soit adopté.

Mr Lessard moved:

That the name of Mr Burns be replaced by that of Mr Bédard (Chicoutimi) on the list of members of the Select Standing Committee on Agriculture.

The motion was adopted on the following vote:

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Committee on the National Assembly which examined bill No. 9, "An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act", following second reading.

Mr Veilleux moved, on behalf of Mr Gratton, that the said report be adopted.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

M. Choquette propose un amendement au rapport et au projet de loi.

Mr Choquette proposed an amendment to the report and to the bill.

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit :

The amendment was rejected on the following division :

POUR—YEAS:—MM./Messrs Choquette, Roy.—2.

CONTRE—NAYS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, Simard, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—63.

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The main motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachance, Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Mercier, Morin, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, Simard, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—63.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Choquette, Roy.—2.

En conséquence, ledit rapport est adopté.

The said report was accordingly adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose que le projet de loi no 9, « Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale », soit lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque moved that bill No. 9, "An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—Mme/Mrs Bacon, MM./Messrs Bacon, Bédard (Chicoutimi), Bellemare (Johnson), Bellemare (Rosemont), Bérard, Bienvenue, Bonnier, Bossé, Bourassa, Boutin, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Chagnon, Charron, Cloutier, Cornellier, Côté, Desjardins, Déziel, Dionne, Dufour, Faucher, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Charlesbourg), Harvey (Dubuc), Houde (Abitibi-Est/East), Houde (Limoilou), Lachapelle, Lafrance, Lalonde, Lamontagne, Lapointe, Leduc, Léger, Lessard, Levesque, Malépart, Marchand, Massicotte, Morin, Ostiguy, Pagé, Pelletier, Perreault, Picard, Picotte, Pilote, Quenneville, Samson, Séguin, St-Germain, Tetley, Tremblay, Vallières, Veilleux, Verreault.—63.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Choquette, Roy.—2.

En conséquence, le projet de loi no 9 est lu la troisième fois.

Bill No. 9 was accordingly read the third time.

Aujourd'hui, vendredi 19 décembre 1975, à douze heures vingt-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, de M. Levesque, de M. Charron, de M. Lessard, de M. Samson, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Today, Friday, December 19th 1975, at twenty-five minutes past twelve o'clock noon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of Mr Levesque, of Mr Charron, of Mr Lessard, of Mr Samson, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 8 Loi modifiant la Loi de la division territoriale;
- 9 Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale;
- 38 Loi modifiant le Code de procédure civile et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins;
- 64 Loi concernant les mesures anti-inflationnistes;
- 65 Loi modifiant la Loi des accidents du travail;
- 68 Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal;
- 79 Loi constituant la Société québécoise d'information juridique;
- 80 Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;
- 83 Loi concernant le canton de Chicoutimi;
- 84 Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool;
- 89 Loi des droits sur les mines;

- 8 An Act to amend the Territorial Division Act;
- 9 An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act;
- 38 An Act to amend the Code of Civil Procedure and to authorize the use of certified mail for certain purposes;
- 64 An Act respecting anti-inflation measures;
- 65 An Act to amend the Workmen's Compensation Act;
- 68 An Act respecting the Montreal Urban Community;
- 79 An Act to constitute the "Société québécoise d'information juridique";
- 80 An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners;
- 83 An Act respecting the township of Chicoutimi;
- 84 An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act;
- 89 Mining Duties Act;

- | | | | |
|-----|--|-----|--|
| 95 | Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins; | 95 | An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins; |
| 109 | Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences; | 109 | An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning; |
| 113 | Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine; | 113 | An Act respecting certain lots of the cadastre of the city of Montreal, St. Antoine ward; |
| 123 | Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier; | 123 | An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate; |
| 158 | Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget; | 158 | An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate; |
| 170 | Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount; | 170 | An Act respecting certain lots in the city of Westmount; |
| 193 | Loi refondant la Charte de la Cité de Hull; | 193 | An Act to revise the Charter of the city of Hull; |
| 198 | Loi concernant la Ville de Saint-Laurent; | 198 | An Act respecting the City of Saint-Laurent; |
| 205 | Loi concernant la cité de Rimouski; | 205 | An Act respecting the city of Rimouski; |
| 211 | Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.; | 211 | An Act respecting certain immovables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.; |
| 213 | Loi concernant la ville de Chibougamau; | 213 | An Act respecting the town of Chibougamau; |
| 214 | Loi concernant la Compagnie de gestion de Matane Inc.; | 214 | An Act respecting the Compagnie de gestion de Matane Inc.; |
| 250 | Loi modifiant de nouveau la Loi de l'assurance-maladie; | 250 | An Act to again amend the Health Insurance Act; |
| 251 | Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives; | 251 | An Act to amend the Transport Act and other legislation; |
| 252 | Loi modifiant le Code de la route; | 252 | An Act to amend the Highway Code; |
| 253 | Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail; | 253 | An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute; |
| 254 | Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière; | 254 | An Act to amend the Real Estate Assessment Act; |
| 255 | Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec; | 255 | An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec; |
| 256 | Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais; | 256 | An Act to amend the Outaouais Regional Community Act; |
| 257 | Loi concernant l'installation de stations au sol transportables à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal; | 257 | An Act respecting the installation of transportable earth stations in connection with the Montreal Olympic Games; |

- 258 Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'Hydro-Québec, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la Régie des services publics;
- 259 Loi de la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Haute-rive;
- 260 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du président.

Après quoi il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de clore la troisième session de la trentième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

*Madame et messieurs de
l'Assemblée nationale,*

Toutes les sociétés développées du monde vivent présentement une période relativement difficile. La conjoncture économique internationale impose, en effet, à tous les gouvernements, des contraintes évidentes dans la poursuite de leur objectif de développement.

Le Québec ne fait pas exception, et tout au long de cette troisième session de la trentième Législature, vous en avez bien pris conscience, et vous avez voulu, au niveau de l'action, prendre les mesures appropriées pour maintenir à son plus haut degré la confiance que les Québécois ont dans l'avenir de leur société.

Cette Assemblée a, en effet, eu l'occasion de continuer de développer les politiques économiques, sociales et culturelles du Québec, et d'apporter des améliorations significatives à la qualité de la vie démocratique et de l'administration publique québécoises.

Madame et Messieurs de l'Assemblée nationale, en prorogeant cette troisième session de la trentième Législature, je veux, au nom de tous les Québécois, vous re-

- 258 An Act respecting certain public utility installations and amending the Hydro-Québec Act, the Electricity and Gas Board Act and the Public Service Board Act;
- 259 An Act respecting the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Haute-rive;
- 260 An Act to amend the charter of the City of Québec.

The Honourable the Lieutenant-Governor made his entrance to the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

After which the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to close the third session of the Thirtieth Legislature of the province of Québec, with the following speech:

*Madam and Gentlemen of the
National Assembly,*

All the developed nations of the world are going through a rather difficult period at the present time. In fact, the international economic situation is forcing all the governments to apply obvious restraints in the carrying out of their development plan.

The province of Québec is no exception, and throughout this third session of the Thirtieth Legislature, you have been well aware of it, and you have wished, at the practical level, to take the appropriate measures to maintain the confidence that Quebecers have in the future of their community at the highest level.

In fact, the Assembly has had the opportunity to develop Québec's economic, social and cultural policies, and to make significant improvements to the quality of Québec's democratic life and public administration.

Madam and Gentlemen of the National Assembly, in proroguing this third session of the Thirtieth Legislature, on behalf of all the people of Québec, I would like to

mercier du travail accompli, et vous offrir, à l'occasion de la Fête de Noël, mes vœux les plus sincères.

C'est avec confiance que le Québec tourne maintenant son regard vers l'année qui vient, une année que tous les Québécois veulent remplie de joie, de bonheur et de prospérité.

Cette nouvelle année nous permettra de partager, à l'occasion de la tenue des Jeux olympiques, avec toute la jeunesse du monde, notre fierté d'être Québécois, et notre détermination à bâtir ici une société moderne, ouverte sur les autres, et respectueuse de la liberté et de la dignité humaine.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, M. le Président s'exprime comme suit:

C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

thank you for the work accomplished and to give you my most sincere Christmas wishes.

The province of Québec is now looking forward to the coming year with confidence, a year that all the people of Québec would like to see filled with joy, happiness and prosperity.

With the holding of the Olympic Games, this new year will allow us to share our pride in being Quebecers with all the youth of the world, and our determination to build a modern community here that will open on the others and which will respect human freedom and dignity.

The Honourable the Lieutenant-Governor withdrew, accompanied by his Aide-de-Camp.

Following which, Mr President spoke as follows:

It is the Honourable the Lieutenant-Governor's will and pleasure that the Legislature be prorogued *sine die* and this Legislature is accordingly prorogued *sine die*.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR LE PRÉSIDENT SUR DES QUESTIONS DE RÈGLEMENT

Séance du 23 avril 1975.

Seule l'Assemblée nationale peut adopter une adresse pour révoquer la nomination d'un membre de la Commission de la fonction publique, mais dès que la demande de révocation est rattachée aux témoignages rendus devant une commission d'enquête, cela contrevient au règlement de l'Assemblée nationale où il est stipulé qu'il est interdit de parler d'une affaire qui est devant un organisme quasi judiciaire ou qui est sous enquête lorsque, dans ce dernier cas, les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne. À ce moment, la motion devient irrégulière (article 7 de la Loi de la fonction publique (S.Q. 1965, c. 14), et paragraphe 4 de l'article 99 du règlement). (*pages 125 et 126*).

Séance du 25 avril 1975.

La motion de fond privilégiée nécessaire pour mettre en question la conduite du lieutenant-gouverneur, du président, d'un vice-président, des présidents de commissions ou d'un membre de l'Assemblée ne doit pas être interprétée restrictivement ou d'une façon legaliste, parce qu'avec l'évolution de l'administration gouvernementale, la fonction de député n'est plus seulement celle d'un parlementaire appelé à voter des lois mais aussi celle d'un intermédiaire entre ses électeurs et l'administration publique. Ainsi, la motion réprochant la conduite d'un député en raison d'agissements dont il est fait mention dans le rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé, en date du 10 décembre 1974, est recevable (article 68 du règlement). (*pages 134 et 135*).

Séance du 4 novembre 1975.

Une motion d'urgence pour discuter le taux sans précédent de chômage au Québec et les mesures immédiates qu'il importe de prendre pour y faire face est déclarée irrecevable parce qu'il ne s'agit pas d'une crise soudaine et qu'il y aura prochainement deux occasions de discuter cette question, soit la motion de mercredi sur le salaire minimum et la loi du ministre des Finances concernant les mesures anti-inflationnistes, et enfin, parce qu'au cours de la présente semaine, deux journées entières de débat sont réservées à des motions de l'Opposition (article 78 du règlement). (*pages 386 et 387*).

Séance du 3 décembre 1975.

Un amendement proposant de changer tous les mots de la motion après le mot « *que* » et libellé de telle sorte que de motion de censure, elle devient motion de confiance, écarte la motion principale sur laquelle il est proposé et est irrecevable (article 70 du règlement). (*pages 486 et 487*).

SUMMARY OF THE DECISIONS RENDERED BY THE PRESIDENT ON QUESTIONS OF ORDER OR OF PROCEDURE

Sitting of April 23rd 1975.

Only the National Assembly may adopt an address to cause the removal from office of a member of the Civil Service Commission, but when the request for removal is linked with the testimony given before a commission of inquiry, it contravenes the Standing Orders of the National Assembly which stipulate that it is forbidden to speak to any matter which is before a quasi-judicial body or which is under investigation, when, in the latter case, the words spoken could be prejudicial to some person. In such event, the motion becomes inadmissible (section 7 of the Civil Service Act (S.Q. 1965, c. 14) and paragraph 4 of Standing Order 99). (*pages 125 and 126*).

Sitting of April 25th 1975.

The substantive motion of privilege required to call in question the conduct of the Lieutenant-Governor, of the President or a Vice-President of the Assembly, of the chairmen of the committees or of any Member of the Assembly, must not be interpreted restrictively or in a legalistic manner, because with the development of governmental administration, the duties of a Member are no longer those of a parliamentarian who is called upon to vote laws, but also require him to act as an intermediary between his electors and the public administration. Thus, the motion to censure the conduct of a Member because of dealings mentioned in the report of the Commission of Inquiry on Organized Crime, dated December 10th 1974, is admissible (Standing Order 68). (*pages 134 and 135*).

Sitting of November 4th 1975.

A motion of urgency to debate the unprecedented rate of unemployment in the province of Québec and the immediate measures which must be taken to meet it, shall be declared inadmissible, because it is not a matter of a sudden crisis and there will be two forthcoming occasions during which this matter may be debated, namely the motion on the minimum wage on Wednesday and a bill of the Minister of Finance respecting anti-inflation measures, and lastly, because two full days of this week have been set aside for motions by the Opposition (Standing Order 78). (*pages 386 and 387*).

Sitting of December 3rd 1975.

An amendment proposing the changing of all the words after the word "*that*" and worded in such manner that instead of being a motion of non-confidence it becomes a motion of confidence, setting aside the main motion on which it was proposed, is inadmissible (Standing Order 70). (*pages 486 and 487*).

Séance du 15 décembre 1975.

Le fait pour un député d'affirmer faussement devant l'Assemblée qu'une personne étrangère à cette Assemblée a vendu une propriété au gouvernement fédéral ne peut donner lieu à la mise en question de la conduite de ce député, parce que subséquemment, il a apporté certaines précisions rétablissant les faits et que cela ne constitue pas un cas grave et important de la conduite reprochable d'un membre de cette Assemblée (article 68 du règlement). (*pages 530 et 531*).

Sitting of December 15th 1975.

The fact that a Member did declare falsely in the Assembly that a person who is a stranger to such Assembly had sold a property to the federal government cannot give rise to the calling in question of the conduct of such Member, because he subsequently provided certain details which re-established the facts and it did not constitute a serious and important case of the reproachable conduct of a Member of the Assembly (Standing Order 68). (*pages 530 and 531*).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF
 (par ordre de préséance)
 et leurs
ADJOINTS PARLEMENTAIRES

DEPARTMENT OF THE EXECUTIVE COUNCIL
MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL
 (according to precedence)
 and their
PARLIAMENTARY ASSISTANTS

L'honorable

*Adjoints
parlementaires*

The Honourable

*Parliamentary
Assistants*

ROBERT BOURASSA	Premier ministre Président du Conseil exécutif Prime Minister President of the Executive Council	
GÉRARD D. LEVESQUE	Vice-Premier ministre Ministre de la Justice Vice-Prime Minister Minister of Justice	M. Gaston Desjardins Mr Gaston Desjardins
GUY SAINT-PIERRE	Ministre de l'Industrie et du Commerce Minister of Industry and Commerce	M. Gérard Cadieux Mr Gérard Cadieux
RAYMOND GARNEAU	Ministre des Finances Ministre de l'Éducation Minister of Finance Minister of Education	M. Guy Bacon Mr Guy Bacon
FRANÇOIS CLOUTIER	Ministre des Affaires intergouvernementales Minister of Intergovernmental Affairs	M. Alfred Bossé Mr Alfred Bossé
WILLIAM TETLEY	Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement Minister of Public Works and Supply	M. Claude St-Hilaire Mr Claude St-Hilaire
NORMAND TOUPIN	Ministre des Terres et Forêts Minister of Lands and Forests	

*L'honorable**The Honourable**Adjoints
parlementaires**Parliamentary
Assistants*

KEVIN DRUMMOND	Ministre de l'Agriculture Minister of Agriculture	M. Roger Houde Mr Roger Houde
JEAN-PAUL L'ALLIER	Ministre des Affaires culturelles Minister of Cultural Affairs	
GÉRALD HARVEY	Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre Minister of Labour and Manpower	
JEAN COURNOYER	Ministre des Richesses naturelles Minister of Natural Resources	M. Jean Perreault Mr Jean Perreault
JEAN BIENVENUE	Ministre de l'Immigration Minister of Immigration	
CLAUDE SIMARD	Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Minister of Tourism, Fish and Game	M. Gilles Houde Mr Gilles Houde
OSWALD PARENT	Ministre de la Fonction publique Ministre d'État aux Affaires intergouvernementales Ministre d'État aux Finances Minister of the Civil Service Minister without Portfolio for Intergovernmental Affairs Minister without Portfolio for Finance	
VICTOR C. GOLDBLOOM	Ministre des Affaires municipales Ministre responsable de la qualité de l'environnement Minister of Municipal Affairs Minister responsible for the quality of the environment	
RAYMOND MAILLOUX	Ministre des Transports Minister of Transport	M. Marcel Bédard Mr Marcel Bédard
CLAUDE FORGET	Ministre des Affaires sociales Minister of Social Affairs	M. Guy Fortier Mr Guy Fortier
DENIS HARDY	Ministre des Communications Minister of Communications	M. Jacques Veilleux Mr Jacques Veilleux
ROBERT QUENNEVILLE	Ministre du Revenu Minister of Revenue	

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

LISE BACON	Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions
FERNAND LALONDE	Solliciteur général Attorney-General
GEORGES VAILLANCOURT	Ministre d'État à l'Agriculture Minister without Portfolio for Agriculture
PAUL PHANEUF	Ministre responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports Minister responsible for the High Commission on Youth, Recreation and Sports
BERNARD LACHAPELLE	Ministre d'État au Conseil exécutif, à l'OPDQ et à l'ODEQ Minister without Portfolio for the Executive Council, OPDQ and ODEQ
PAUL BERTHIAUME	Ministre d'État aux Transports Ministre d'État aux Finances Minister without Portfolio for Transport Minister without Portfolio for Finance
JULIEN GIASSEN	Ministre d'État aux Affaires Sociales Minister without Portfolio for Social Affairs

LES OFFICIELS
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

THE OFFICIALS
of the
NATIONAL ASSEMBLY

Président President	L'honorable The Honourable	JEAN-NOËL LAVOIE
Vice-président Vice-president		HARRY BLANK
Vice-président Vice-president		ROBERT LAMONTAGNE
Premier ministre Prime Minister	L'honorable The Honourable	ROBERT BOURASSA
Leader parlementaire du gouvernement Government House Leader	L'honorable The Honourable	GÉRARD D. LEVESQUE
Chef de l'Opposition officielle Leader of the Official Opposition	L'honorable The Honourable	JACQUES-YVAN MORIN
Leader parlementaire de l'Opposition officielle Parliamentary Leader of the Official Opposition		ROBERT BURNS

CADRES SUPÉRIEURS
SENIOR STAFF

Secrétaire de l'Assemblée et Secrétaire de la Chancellerie Secretary of the Assembly and Clerk of the Crown in Chancery	RENÉ BLONDIN
Secrétaire associé de l'Assemblée Associate Secretary of the Assembly	RAYMOND DESMEULES
Secrétaire adjoint de l'Assemblée et Secrétaire adjoint de la Chancellerie Secretary Assistant of the Assembly and Assistant Clerk of the Crown in Chancery	JACQUES LESSARD
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly	PIERRE DUCHESNE

Sergent d'armes
Sergeant-at-Arms

RENÉ JALBERT

Directeur de la bibliothèque de la Législature
Director of the Library of the Legislature

JACQUES PRÉMONT

Greffier en Loi de la Législature
Law Clerk of the Legislature

BENOÎT DUFOUR

Secrétaire du comité de législation de la Législature
Secretary of the Committee on Legislation of the Legislature

ÉMILE TURMEL

Secrétaire des Commissions
Secretary of Committees

JACQUES POULIOT

Greffier du feuillet, archiviste et traducteur
Clerk of the Order Paper and Archives, and translator

PETER CHÂTEAUVERT

Greffier des procès-verbaux
Clerk of the Votes and Proceedings

GUSTAVE GERVAIS

Éditeur du journal des Débats
Editor of the Journal of Debates

BENOÎT MASSICOTTE

Directeur des Services administratifs
Director of Administrative Services

RICHARD BRETON

Responsable du personnel
Personnel Manager

YVON DESBIENS

Directeur du Bureau d'accueil et d'information
Director of the Reception and Information Bureau

ANDRÉ BEAULIEU

Directeur des Relations publiques et interparlementaires
Director of Public and Interparliamentary Relations

ROBERTO WILSON

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
DISTRICTS ÉLECTORAUX
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Troisième Session, Trentième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
ELECTORAL DISTRICTS
of the
NATIONAL ASSEMBLY
Third Session, Thirtieth Legislature

A

ABITIBI-EST (EAST)
ABITIBI-OUEST (WEST)
ANJOU
ARGENTUIL
ARTHABASKA

Houde, Roger
Boutin, Jean-Hugues
Tardif, Yves
Saindon, Zcël
Massé, J.-Gilles

B

BEAUCE-NORD (NORTH)
BEAUCE-SUD (SOUTH)
BEAUHARNOIS
BELLECHASSE
BERTHIER
BONAVENTURE
BOURASSA
BOURGET
BRÔME-MISSISQUOI

Sylvain, Denis
Roy, Fabien
Cadieux, Gérard
Mercier, Pierre
Denis, Michel
Levesque, Hon. Gérard-D.
Bacon, Hon. Madame Lise
Boudreault, Jean
Brown, Glendon P.

C

CHAMBLY
CHAMPLAIN
CHARLESBOURG
CHARLEVOIX
CHÂTEAUGUAY
CHAUVEAU

Saint-Pierre, Hon. Guy
Toupin, Hon. Normand
Harvey, André
Mailloux, Hon. Raymond
Kennedy, George
Lachapelle, Hon. Bernard

	C	
CHICOUTIMI CRÉMAZIE		Bédard, Marc-André Bienvenue, Hon. Jean
	D	
D'ARCY McGEE DEUX-MONTAGNES (TWO MOUNTAINS) DORION DRUMMOND DUBUC DUPLESSIS		Goldbloom, Hon. Victor C. L'Allier, Hon. Jean-Paul Bossé, Alfred Malouin, Robert Harvey, Ghislain Gallienne, Donald
	F	
FABRE FRONTENAC		Houde, Gilles Lecours, Henri
	G	
GASPÉ GATINEAU GOVIN		Fortier, Guy Gratton, Michel Beauregard, Jean-M.
	H	
HULL HUNTINGDON		Parent, Hon. Oswald Fraser, Kenneth
	I	
IBERVILLE ÎLES-DE-LA-MADELEINE (MAGDALEN ISLANDS)		Tremblay, Jacques-R. Lacroix, Louis-Philippe
	J	
JACQUES-CARTIER JEANNE-MANCE JEAN-TALON JOHNSON JOLIETTE-MONTCALM JONQUIÈRE		St-Germain, Noël Brisson, Aimé Garneau, Hon. Raymond Bellemare, Maurice Quenneville, Hon. Robert Harvey, Hon. Gérard
	K	
KAMOURASKA-TÉMISCOUATA		Pelletier, Jean-Marie

L

L'ACADIE
LAC-SAINT-JEAN
LAFONTAINE
LAPORTE
LAPRAIRIE
L'ASSOMPTION
LAURENTIDES-LABELLE
LAURIER
LAVAL
LAVIOLETTE
LÉVIS
LIMOILLOU
LOTBINIÈRE
LOUIS-HÉBERT

Cloutier, Hon. François
Pilote, Roger
Léger, Marcel
Déom, André
Berthiaume, Hon. Paul
Perreault, Jean
Lapointe, Roger
Marchand, André
Lavoie, Hon. Jean-Noël
Carpentier, Prudent
Chagnon, Vincent
Houde, Fernand
Massicotte, Georges
Desjardins, Gaston

M

MAISONNEUVE
MARGUERITE-BOURGEOYS
MASKINONGÉ
MATANE
MATAPÉDIA
MÉGANTIC-COMPTON
MERCIER
MILLE-ÎLES
MONTMAGNY-L'ISLET
MONTMORENCY
MONT-ROYAL (MOUNT-ROYAL)

Burns, Robert
Lalonde, Hon. Fernand
Picotte, Yvon
Côté, Marc-Yvan
Arsenault, Bona
Dionne, Omer
Bourassa, Hon. Robert
Lachance, Bernard
Giasson, Hon. Julien
Bédard, Marcel
Ciaccia, John

N

NICOLET-YAMASKA
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Faucher, Benjamin
Tetley, Hon. William

O

ORFORD
OUTREMONT

Vaillancourt, Hon. Georges
Choquette, Jérôme

P

PAPINEAU
POINTE-CLAIRE
PONTIAC-TÉMISCAMINGUE
PORTNEUF
PRÉVOST

Assad, Mark
Séguin, Arthur-E.
Larivière, Jean-Guy
Pagé, Michel
Parent, Bernard

R

RICHELIEU
RICHMOND
RIMOUSKI
RIVIÈRE-DU-LOUP
ROBERT-BALDWIN
ROBERVAL
ROSEMONT
ROUYN-NORANDA

Simard, Hon. Claude
Vallières, Yvon
St-Hilaire, Claude
Lafrance, Paul
Cournoyer, Hon. Jean
Lamontagne, Robert
Bellemare, Gilles
Samson, Camil

S

SAGUENAY
SAINT-ANNE
SAINT-FRANÇOIS
SAINT-HENRI
SAINT-HYACINTHE
SAINT-JACQUES
SAINT-JEAN
SAINT-LAURENT
SAINT-LOUIS
SAINT-MARIE
SAINT-MAURICE
SAUVÉ
SHEFFORD
SHERBROOKE

Lessard, Lucien
Springate, George
Déziel, Gérard
Shanks, Gérard
Cornellier, Fernand
Charron, Claude
Veilleux, Jacques
Forget, Hon. Claude-E.
Blank, Harry
Malépart, Jean-Claude
Bérard, Marcel
Morin, Hon. Jacques-Yvan
Verreault, Richard
Pepin, Jean-Paul

T

TAILLON
TASCHEREAU
TERREBONNE
TROIS-RIVIÈRES

Leduc, Guy
Bonnier, Irénée
Hardy, Hon. Denis
Bacon, Guy

V

VANIER
VAUDREUIL-SOULANGES
VERCHÈRES
VERDUN
VIAU

Dufour, Fernand
Phaneuf, Hon. Paul
Ostiguy, Marcel
Caron, Lucien
Picard, Fernand

W

WESTMOUNT

Drummond, Hon. Kevin

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Troisième Session, Trentième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
MEMBERS OF THE NATIONAL ASSEMBLY
Third Session, Thirtieth Legislature

A

ARSENAULT, Bona
ASSAD, Mark

Matapédia
Papineau

B

BACON, Guy
BACON, Hon. Madame Lise
BEAUREGARD, Jean-M.
BÉDARD, Marc-André
BÉDARD, Marcel
BELLEMARE, Gilles
BELLEMARE, Maurice
BÉRARD, Marcel
BERTHIAUME, Hon. Paul
BIENVENUE, Hon. Jean
BLANK, Harry
BONNIER, Irénée
BOSSÉ, Alfred
BOUDREAULT, Jean
BOURASSA, Hon. Robert
BOUTIN, Jean-Hugues
BRISSON, Aimé
BROWN, Glendon P.
BURNS, Robert

Trois-Rivières
Bourassa
Gouin
Chicoutimi
Montmorency
Rosemont
Johnson
Saint-Maurice
Laprairie
Crémazie
Saint-Louis
Taschereau
Dorion
Bourget
Mercier
Abitibi-Ouest (West)
Jeanne-Mance
Brôme-Missisquoi
Maisonneuve

C

CADIEUX, Gérard
CARON, Lucien
CARPENTIER, Prudent
CHAGNON, Vincent
CHARRON, Claude
CHOQUETTE, Jérôme

Beauharnois
Verdun
Laviolette
Lévis
Saint-Jacques
Outremont

C

CIACCIA, John
CLOUTIER, Hon. François
CORNELIER, Fernand
CÔTÉ, Marc-Yvan
COURNOYER, Hon. Jean

Mont-Royal (Mount-Royal)
L'Acadie
Saint-Hyacinthe
Matane
Robert Baldwin

D

DENIS, Michel
DÉOM, André
DESJARDINS, Gaston
DÉZIEL, Gérard
DIONNE, Omer
DRUMMOND, Hon. Kevin
DUFOUR, Fernand

Berthier
Laporte
Louis-Hébert
Saint-François
Mégantic-Compton
Westmount
Vanier

F

FAUCHER, Benjamin
FORGET, Hon. Claude
FORTIER, Guy
FRASER, Kenneth

Nicolet-Yamaska
Saint-Laurent
Gaspé
Huntingdon

G

GALLIENNE, Donald
GARNEAU, Hon. Raymond
GIASSON, Hon. Julien
GOLDBLOOM, Hon. Victor C.
GRATTON, Michel

Duplessis
Jean-Talon
Montmagny-L'Islet
D'Arcy McGee
Gatineau

H

HARDY, Hon. Denis
HARVEY, André
HARVEY, Hon. Gérald
HARVEY, Ghislain
HOUDE, Fernand
HOUDE, Gilles
HOUDE, Roger

Terrebonne
Charlesbourg
Jonquière
Dubuc
Limoulu
Fabre
Abitibi-Est (East)

K

KENNEDY, George

Châteauguay

L

LACHANCE, Bernard
LACHAPPELLE, Hon. Bernard
LACROIX, Louis-Philippe
LAFRANCE, Paul
L'ALLIER, Hon. Jean-Paul
LALONDE, Hon. Fernand
LAMONTAGNE, Robert
LAPOINTE, Roger
LARIVIÈRE, Jean-Guy
LAVOIE, Hon. Jean-Noël
LECOURS, Henri
LEDUC, Guy
LÉGER Marcel
LESSARD, Lucien
LEVESQUE, Hon. Gérard D.

Mille-Îles
Chauveau
Îles-de-la-Madeleine (Magdalen Islands)
Rivière-du-Loup
Deux-Montagnes (Two Mountains)
Marguerite-Bourgeoys
Roberval
Laurentides-Labelle
Pontiac-Témiscamingue
Laval
Frontenac
Taillon
Lafontaine
Saguenay
Bonaventure

M

MAILLOUX, Hon. Raymond
MALÉPART, Jean-Claude
MALOUIN, Robert
MARCHAND, André
MASSÉ, J.-Gilles
MASSICOTTE, Georges
MERCIER, Pierre
MORIN, Hon. Jacques-Yvan

Charlevoix
Sainte-Marie
Drummond
Laurier
Arthabaska
Lotbinière
Bellechasse
Sauvé

O

OSTIGUY, Marcel

Verchères

P

PAGÉ, Michel
PARENT, Bernard
PARENT, Hon. Oswald
PELLETIER, Jean-Marie
PEPIN, Jean-Paul
PERREAULT, Jean
PHANEUF, Hon. Paul
PICARD, Fernand
PICOTTE, Yvon
PILOTE, Roger

Portneuf
Prévost
Hull
Kamouraska-Témiscouata
Sherbrooke
L'Assomption
Vaudreuil-Soulanges
Viau
Maskinongé
Lac-Saint-Jean

Q

QUENNEVILLE, Hon. Robert

Joliette-Montcalm

	R	
ROY, Fabien		Beauce-Sud (South)
	S	
SAINDON, Zoël		Argenteuil
SAINT-PIERRE, Hon. Guy		Chambly
SAMSON, Camil		Rouyn-Noranda
SÉGUIN, Arthur-E.		Pointe-Claire
SHANKS, Gérard		Saint-Henri
SIMARD, Hon. Claude		Richelieu
SPRINGATE, George		Sainte-Anne
ST-GERMAIN, Noël		Jacques-Cartier
ST-HILAIRE, Claude		Rimouski
SYLVAIN, Denis		Beauce-Nord (North)
	T	
TARDIF, Yves		Anjou
TETLEY, Hon. William		Notre-Dame-de-Grâce
TOUPIN, Hon. Normand		Champlain
TREMBLAY, Jacques		Iberville
	V	
VAILLANCOURT, Hon. Georges		Orford
VALLIÈRES, Yvon		Richmond
VEILLEUX, Jacques		Saint-Jean
VERREAULT, Richard		Shefford

INDEX DES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

24 ELIZABETH II, 1975

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—Loi modifiant la Loi des—.Projet de loi no 65.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC:—Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'—. Projet de loi no 46.

ALIMENTS:—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les—. Projet de loi no 39.

ALLOCATIONS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES:—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'—. Projet de loi no 73.

AMÉLIORATION DES FERMES:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi no 3.

Assemblée nationale:

Ajournement du 27 juin 1975 au 28 octobre 1975, à quinze heures, 373.

26 septembre 1975:—Séance spéciale en raison de la grève de certains employés sédentaires de la C.T.C.U.M., 375.

Ajournement du 26 septembre 1975 au mardi, 4 novembre 1975, à quinze heures — Motion; débat; motion adoptée après div. (vote -- une abstention), 379.

Ajournements, 84; 88; 97; 112; 148; 157; 182; 190; 218; 289; 329.

Décisions de M. le Président:— 125-126; 134-135; 386-387; 486-487; 530-531.

Directive de M. le Président concernant le partage des motions de censure présentées en vertu de l'article 24 du règlement, 392.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir «Documents de la Session» et «Questions et Réponses».

Assemblée nationale:—Suite

M. Fabien Roy exclu des rangs du Ralliement Créditiste du Québec, 381-382. M. Roy siège comme député indépendant de Beauce-Sud, 389. M. Roy siège comme membre du Parti National Populaire, 537.

M. Jérôme Choquette siège comme membre du Parti National Populaire, 537.

Suspension de l'application de certains articles du règlement en vue de l'étude du projet de loi no 81, Loi constituant la Régie des installations olympiques, 427; 436.

L'Assemblée nationale siège le lundi, 24 mars 1975:—Motion adoptée après div. (vote), 69.

L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—Motion; débat; motion adoptée après div. (vote), 174. (Industrie de la construction).

L'Assemblée nationale siège le jeudi, 12 juin 1975, à dix heures, 257.

L'Assemblée nationale siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche:—Motion; débat; motion adoptée après div. (vote), 375. (C.T.C.U.M.)

L'Assemblée nationale siège le lundi, 15 décembre 1975, à quinze heures, 507.

L'Assemblée nationale siège le jeudi, 11 décembre 1975, à dix heures, 511.

Règlement de l'Assemblée nationale modifié, 64.

Loi de la Législature, article 95:—Copie des déclarations assermentées des membres, 565. (Document no 302.)

ASSURANCE-MALADIE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi no 74.

ASSURANCE-MALADIE:—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'—. Projet de loi no 250.

ASSURANCE-RÉCOLTE:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi no 66.

ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES:—Loi sur l'—. Projet de loi no 44.

ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi no 67.

B

BARREAU:—Loi modifiant la Loi du—, la Loi du notariat et le Code des professions. Projet de loi no 32.

BEAUDRY LEMAN:—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste—. Projet de loi no 187.

BÉCANCOUR:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 155.

Budget et crédits:

Projets de loi nos 18; 35; 40; 55; 82.

Budget déposé:—

Document no 1, 76.

Document no 2, 334.

Document no 2-A, 423.

CRÉDITS:

Commission plénière pour l'étude des crédits, 81; 215; 230; 335; 368; 446; 450; 462; 463; 474.

Rapport, 81; 215; 230; 368; 474.

Un douzième, 81; 230.

Un sixième, 81.

Trois douzièmes, 81.

Motion:—« Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, sauf l'étude des crédits de l'Assemblée nationale et toute autre qu'il sera jugé opportun de déferer à la commission plénière. »
Motion adoptée, 76.

Séances des Commissions permanentes de l'Assemblée nationale pour l'étude des crédits des ministères:

Commission des affaires municipales, 87; 90; 94; 96-97; 178;

Commission des affaires sociales, 86-87; 90; 94; 96-97; 189; 250;

Commission de l'agriculture, 96-97; 112; 116; 140; 144; 148;

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 96-97; 104-105; 108; 112; 115; 116; 123-124; 130; 133; 134; 139; 144; 148; 151; 152; 156; 166; 171; 173; 175;

Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 112; 125; 130; 171; 179; 182; 209;

Commission des engagements financiers, 105; 125; 204; 345; 413; 450; 459;

Commission de la fonction publique, 112; 115; 134; 140; 152;

Budget et crédits:—Suite

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 156-157; 162; 166; 170; 187; 189; 190; 203; 229;

Commission des institutions financières, compagnies et coopératives, 86-87; 94; 141; 148;

Commission de la justice, 190; 203; 215; 217; 218; 236; 242; 245;

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, 190; 207; 214-215; 218; 222; 226; 235; 236; 242; 245; 249;

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts, 152; 157; 162; 166; 171; 182; 190; 204; 209; 215; 217;

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 134; 140; 141; 144; 148; 152; 156-157; 162;

Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 156; 218; 226; 229; 236; 245;

Rapport groupant les rapports des commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1975/76. Déposé, 253. (*Document no 103.*) Prise en considération du rapport; rapport adopté (vote), 254-255.

DISCOURS DU BUDGET:

Débat sur le discours du budget, 109; 116; 1ère motion de censure proposée, 116; 2e motion de censure proposée, 117; débat ajourné, 117. Reprise du débat; débat ajourné, 131; 152-153; 166; 204; 236. Vote sur les deux motions de censure et sur la motion princ. retardé, 242. Reprise du débat. 1ère et 2e motions de censure rejetées après div. (vote); motion principale adoptée après div. (vote), 243-244.

C

CAISSES D'ÉTABLISSEMENT:—Loi modifiant la Loi concernant les—. **Projet de loi no 14.**

CENTRES HOSPITALIERS ET LES CENTRES D'ACCUEIL:—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer les—. **Projet de loi no 25.**

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE:—Projet de loi no 50.

CHÂTEAUGUAY-CENTRE ET LA VILLE DE CHÂTEAUGUAY:—Loi concernant la ville de—. **Projet de loi no 190.**

CHIBOUGAMAU:—Loi concernant la ville de—. **Projet de loi no 213.**

- CHICOUTIMI:—Loi concernant le canton de —.Projet de loi no 83.
- CHIOQUETTE, M. JÉRÔME:—Siège comme membre du Parti National Populaire, 537.
- CINÉMA:—Loi sur le—.Projet de loi no 1.
- CITÉS ET VILLES:—Loi modifiant la Loi des—.Projet de loi no 42.
- CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant le—.Projet de loi no 49.
- CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile et le—.Projet de loi no 94.
- CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant le—.Projet de loi no 252.
- CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—Loi modifiant le—, et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins—.Projet de loi no 38.
- CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le—.Projet de loi no 53.
- CODE DES PROFESSIONS:—Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le—.Projet de loi no 32.
- CODE DES PROFESSIONS:—Loi modifiant le—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi no 62.
- CODE DU TRAVAIL:—Loi modifiant le—.Projet de loi no 96.
- CODE MUNICIPAL:—Loi modifiant le—.Projet de loi no 43.
- COLLÈGE RÉGIONAL DU SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN:—Loi du—.Projet de loi no 91.
- COMMISSION DE CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL—Loi modifiant la Loi de la—.Projet de loi no 84.
- COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES:—Loi modifiant la Loi de la—.Projet de loi no 37.
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE:—Membres nommés, 372; 557.
- COMMISSION DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la—.Projet de loi no 57.
- COMMISSION MUNICIPALE:—Loi modifiant la Loi de la—.Projet de loi no 41.

Commissions de l'Assemblée nationale:

Commission des affaires municipales:—Membres nommés, 62. Membres remplacés, 383; 390; 411. Membre ajouté, 446. Séances, 214; 226; 229; 289; 296; 298; 304; 420; 423; 438; 440; 450; 459; 461; 467; 485; 494; 500; 534; 540; 548-549. Rapport, 233; 315; 317; 325; 346; 445; 517; 555.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

Rapport de la Commission qui a siégé pour entendre les responsables de la tenue des Jeux olympiques, 265.

La Commission siège pour entendre les explications des autorités responsables de la tenue des Jeux olympiques, 348. Rapport, 390.

La Commission siège pour entendre les organismes intéressés à l'administration de la Communauté urbaine de Québec, 458; 467; 472.

Commission des affaires sociales:—Membres nommés, 62. Membres remplacés, 383. Séances, 269; 345; 525; 534; 540; 549. Rapport, 273; 281; 353; 556.

La Commission siège aux fins d'étudier l'avant-projet de loi concernant la protection de la jeunesse, 424; 446; 450; 458; 462; 491.

Commission de l'agriculture:—Membres nommés, 62. Membres remplacés, 383; 390; 529; 573. Séances, 288; 295; 299; 349. Rapport, 318; 353.

Rapport de la Commission qui a siégé au sujet de l'avant-projet de loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles et le règlement sur les viandes, 301.

Commission de l'Assemblée nationale:—Instituée, 19. Membres nommés, 19. Membre ajouté, 64. Rapport, 61. Membres remplacés, 383; 390; 538.

La Commission siège aux fins d'étudier le projet de loi no 15, Loi modifiant la Loi électorale, 76. Rapport, 82.

La Commission siège concernant l'accusation portée contre le Chef de l'Opposition par le ministre de l'Immigration, 364. Rapport, 370.

La Commission siège aux fins d'entendre le Protecteur du citoyen (cas Seigle), 387; 391; 399. Rapport 415.

La Commission siège aux fins d'étudier le projet de loi no 9, Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale, 546. Rapport, 557.

La Commission siège aux fins d'instituer trois sous-commissions. Motion, 529. Membres remplacés et ajoutés, 553. Rapport déposé, 555. Rapport adopté, 570.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Voir *Commission des institutions financières, compagnies et coopératives*.

Commission des corporations professionnelles:—Membres nommés, 62. Membres remplacés, 383. Séances, 303; 305. Rapport, 318.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—Membres nommés, 62. Membres remplacés, 383. Membre ajouté, 446. Séances, 288; 296; 319. Rapport, 301; 320.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

La Commission siège pour étudier le projet de loi no 1, Loi sur le cinéma, 270; 274; 283. Rapport, 293.

Commission des engagements financiers:—Membres nommés, 62. Membres remplacés, 383; 390. Membre ajouté, 446. Séances, 65.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu:—Membres nommés, 62. Membres remplacés, 383; 390. Membre ajouté, 446. Séances, 299; 474; 475. Rapport, 311; 477.

La Commission siège pour l'étude du rapport du Vérificateur général, 405; 409; 424; 438; 440; 500; 507.

La Commission siège aux fins d'étudier le projet de loi no 64, Loi concernant les mesures anti-inflationnistes, 494; 532. Rapport, 538.

Commission de la fonction publique:—Membres nommés, 63. Membres remplacés, 353; 383; 411.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Membres nommés, 63. Membres remplacés, 383.

Commission des institutions financières, compagnies et coopératives:—Membres nommés, 63. Membres remplacés, 383; 390. Séances, 257; 268; 277; 283; 349; 500. Rapport, 282; 309; 505.

Rapport de la Commission qui a siégé pour l'étude du rapport du Comité d'étude sur l'assurance-automobile au Québec, 69.

Commission de la justice:—Membres nommés, 63. Membres remplacés, 383. Membre ajouté, 446. Séances, 471; 479; 495; 515; 519; 520; 553; 540; 549. Rapport, 510; 523; 543; 553.

La Commission siège pour étudier le projet de loi no 50, Charte des droits et libertés de la personne (*Réimpression*), 335; 339; 345; 364. Rapport, 369.

La Commission siège pour étudier le projet de loi no 8, Loi modifiant la Loi de la division territoriale, 507. Rapport, 517.

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—Membres nommés, 63. Membres remplacés, 213; 383.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts:—Membres nommés, 63. Membres remplacés, 383. Séances, 257; 268; 535. Rapport, 539.

La Commission siège aux fins d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec, 348. Rapport, 382.

La Commission siège aux fins d'examiner l'entente à intervenir avec les Indiens et les Inuit, 387; 391; 399; 405.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

*Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—*Membres nommés, 63. Membres remplacés, 353; 383; 390. Séances, 299; 470; 494; 495; 500; 532. Rapport, 301; 497; 521; 538.

La Commission siège pour entendre les organismes intéressés au transport en vrac, 345; 349.

*Commission du travail et de la main-d'oeuvre, et de l'immigration:—*Membres nommés, 63. Membres remplacés, 383; 390. Membre ajouté, 446. Séances, 179; 181; 187; 189; 190; 203; 288; 298; 303; 315; 339; 348; 364; 412. Rapport, 185; 205; 333; 369; 419.

La Commission siège pour entendre les officiers de la Commission des accidents du travail, 87; 90; 108; 124; 129; 130.

La Commission siège pour examiner les recommandations du rapport Cliche, 207; 217; 242; 270; 283; 277. Rapport, 397.

*Commissions élues permanentes:—*Présidents des différentes—, nommés, 63.

Motion:—« Que les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale soient autorisées à siéger après la prorogation de la présente session et les projets de loi, ordres ou affaires qu'elles auront étudiés pourront être inscrits au feuillet ou rapportés à l'Assemblée au début de la prochaine session, au stade où ils se trouveront, sur motion du leader parlementaire du gouvernement, dans le délai prévu à l'article 6 du règlement.

Que les sous-commissions soient également autorisées à siéger, avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions.» Motion adoptée, 568.

COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS:—Loi modifiant la Loi de la—.Projet de loi no 256.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. Projet de loi no 68.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la Loi de la—.Projet de loi no 191.

COMPAGNIE DE GESTION DE MATANE INC.:—Loi concernant la—.Projet de loi no 214.

COMPAGNIES:—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les—.Projet de loi no 60.

CORPORATION ÉPISCOPALE CATHOLIQUE ROMAINE DE NICOLET:—Loi concernant une donation à la—.Projet de loi no 108.

CORPORATION GÉNÉRALE DES INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES CATHOLIQUES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:—Loi abrogeant la Loi constituant la—.Projet de loi no 92.

CORPORATIONS:—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des—.Projet de loi no 61.

CÔTE SAINT-LUC:—Loi concernant la cité de—.Projet de loi no 182.

COURVILLE:—Loi autorisant la ville de—, à aliéner un immeuble. Projet de loi no 154.

CRÉDIT AGRICOLE:—Loi modifiant la Loi du—.Projet de loi no 2.

CRÉDIT FORESTIER:—Loi sur le—.Projet de loi no 11.

D

Déclarations ministérielles:

M. Berthiaume:—Déclaration concernant l'industrie du taxi à Montréal, 494.

M. Bienvenue:—Déclaration concernant l'élargissement du mandat du ministère de l'Immigration au domaine des ressources humaines, 543.

M. Forget:—Déclaration concernant la mise sur pied d'un réseau pour assurer la distribution des prestations sociales en dépit des difficultés actuelles des postes, 129.

M. Forget:—Déclaration concernant le rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec, 343.

M. Garneau:—Déclaration faisant suite aux projets de loi présentés par le ministre du Revenu et le ministre des Richesses naturelles, 490.

M. Harvey (Jonquière):—Déclaration concernant la prolongation du délai pour la production des déclarations de revenu des particuliers, 144.

M. Mailloux:—Déclaration concernant la réforme du système de points de démérite, 89.

M. Mailloux:—Déclaration concernant la sécurité routière, 470.

M. Massé:—Déclaration concernant les nouvelles mesures qu'entend prendre le gouvernement au sujet de la santé et des conditions de travail des employés de l'amiante et du secteur minier, 86.

M. Parent (Hull):—Déclaration concernant une entente paraphée entre le gouvernement du Québec et les représentants syndicaux des fonctionnaires du Québec, 480.

M. Parent (Hull):—Déclaration concernant la nouvelle convention collective de travail entre le gouvernement et les représentants syndicaux des fonctionnaires, 544.

M. Saint-Pierre:—Déclaration concernant l'aide apportée par le gouvernement à l'entreprise Bellevue Inc., de Thetford Mines, 79.

M. Toupin:—Déclaration concernant la récupération par les organismes de gestion en commun des lots publics inclus dans les limites municipales, 427.

DÉVELOPPEMENT DES ÎLES CARILLON INC. (CARILLON ISLANDS DEVELOPMENT INC.):—Loi concernant Le—. Projet de loi no 192.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL AU MOYEN D'AVANTAGES SOCIAUX:—Loi modifiant la Loi favorisant le—. Projet de loi no 72.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 8.

Documents de la session:

Accidents de véhicules automobiles au Québec:—Rapport annuel sur les statistiques d'—, pour l'année 1974, Déposé, 427. (*Document no 220.*)

Achat de meubles:—Copie de la correspondance échangée entre le ministre des Richesses naturelles et le ministre des Transports, et des Travaux publics et de l'Approvisionnement concernant l'—, pour les bureaux de députés. Déposé, 80. (*Document no 22.*)

Achats:—Rapport du Comité d'étude sur les—, le rapport minoritaire de M. Roger Labrie ainsi qu'un résumé d'une analyse des achats des secteurs public et parapublic. Déposés, 60, 103. (*Documents nos 21 et 44.*)

Administrateurs agréés du Québec:—Rapport annuel de la Corporation des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 408. (*Document no 199.*)

Aéroports de Dorval et de Mirabel:—Un communiqué du ministère des Transports sur la politique des transports terrestres concernant la desserte des—. Déposé, 467. (*Document no 241.*)

Affaires culturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 65. (*Document no 8.*)

Affaires culturelles:—Document relatif aux différents rapports remis au ministère des—, sur les sujets suivants: le disque, le livre, les revues et périodiques, les arts plastiques et l'artisanat ainsi que le projet d'utilisation de l'ancienne prison des Plaines d'Abraham. Déposé, 565. (*Document no 304.*)

Affaires municipales:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 386. (*Document no 179.*)

Affaires sociales:—Rapport du ministère des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 354. (*Document no 159.*)

Agriculteurs:—La liste des—, ayant payé des cotisations à la Régie de l'assurance-récolte dans le district de Nicolet ainsi que la liste de ceux ayant reçu des indemnités. Déposé, 104. (*Document no 46.*)

Agriculture:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'année 1973/74. Déposé, 67. (*Document no 9.*)

Documents de la session:—Suite

*Agriculture:—*Combien de fonctionnaires du ministère de l'—, ont voyagé en dehors du Canada en 1972/73 et 1973/74. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 103. (*Document no 43.*)

*Agriculture:—*Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'année 1974/75. Déposé, 407. (*Document no 195.*)

*Agronomes du Québec:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1975. Déposé, 343. (*Document no 152.*)

*Aliments:—*Copie de trois lettres des inspecteurs de la salubrité des—, au ministère de l'Agriculture. Déposé, 355. (*Document no 163.*)

*Aluminerie:—*Une étude des impacts de la dispersion des fluorures gazeux concernant l'—, proposée à Saint-Augustin-de-Desmaures. Déposé, 480. (*Document no 251.*)

*Aluminerie:—*Copie d'une lettre du ministre de l'Industrie et du Commerce adressée au président du Comité exécutif de la C.U.Q. concernant le projet de construction d'une—, dans la région de Québec. Déposé, 490. (*Document no 256.*)

*Animaux morts ou incurables:—*Copie de trois lettres des inspecteurs de la salubrité des aliments adressées au ministère de l'Agriculture concernant le règlement du chapitre XXI relatif aux—. Déposé, 355. (*Document no 163.*)

*Appels d'offres:—*Depuis 1970, combien d'entrepreneurs reconnus comme plus bas soumissionnaires se sont désistés à la suite d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 433. (*Document no 222.*)

*Architectes du Québec:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 229. (*Document no 97.*)

*Arpenteurs-géomètres du Québec:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75 (La Revue de l'arpenteur-géomètre, juillet 1975). Déposé, 455. (*Document no 233.*)

*Association parlementaire du Commonwealth:—*Quelles sont les personnes qui ont représenté l'Assemblée nationale du Québec à la réunion de l'—, tenue à Londres en mars 1975. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 200. (*Document no 78.*)

*Assurance-automobile:—*Rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives qui a siégé aux fins d'entendre les auteurs du rapport du Comité d'étude sur l'—. Déposé, 69. (*Document no 14.*)

*Assurance collective sur la vie des députés:—*Documents relatifs au paiement d'une partie des primes payables aux fins d'un plan d'—. Déposé, 107. (*Document no 50.*)

Documents de la session:—Suite

*Assurance-santé animale:—*Détails concernant les honoraires versés aux vétérinaires en 1974, les cotisations payées par les agriculteurs et le nombre de vétérinaires. Déposé, 201. (*Document no 81.*)

*Assureurs:—*Copie d'un télégramme du Bureau d'Assurance du Canada adressé au ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives concernant les restrictions du marché par les—. Déposé, 282. (*Document no 122.*)

*Audioprothésistes du Québec:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 498. (*Document no 261.*)

*Barreau du Québec:—*Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 471. (*Document no 246.*)

*Bibliothécaire de la Législature:—*Rapport du—, pour les activités couvrant la période du 14 mars 1974 au 28 décembre 1974. Déposé, 151. (*Document no 65.*)

*Boeuf:—*La liste des propriétaires de parcs d'engraissement classés éligibles à recevoir une subvention destinée à aider l'industrie du—, ainsi que la date de l'incorporation de chacun de ces parcs. Déposé, 276. (*Document no 116.*)

*Boisvert, Rapport:—*Copie du rapport de l'enquête concernant diverses infractions commises au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Déposé, 565. (*Document no 303.*)

*Boland, M. J. David:—*Copie de toute correspondance entre—, de Grand Rapids, Michigan, U.S.A. et le gouvernement du Québec au sujet des réserves forestières. Déposé, 545. (*Document no 287.*)

*Budget:—*Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976. Déposé, 76. (*Document no 1.*)

*Budget supplémentaire (no 1), 1975/76:—*Déposé, 334. (*Document no 2.*)

*Budget supplémentaire (no 2), 1975/76:—*Déposé, 423. (*Document no 2-A.*)

*Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—*Rapport pour les six mois qui précèdent mars 1975. Déposé, 119. (*Document no 54.*)

*Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—*Rapport annuel en date du 30 septembre 1975. Déposé, 386. (*Document no 181.*)

*Caisse de dépôt et placement du Québec:—*Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 67. (*Document no 10.*)

*Cap-de-la-Madeleine:—*Le ministère des Transports a-t-il négocié la disparition du passage à niveau du Chemin Marais-des-Plaines dans la municipalité de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 313. (*Document no 137.*)

Documents de la session:—Suite

Capitale nationale:—La carte détaillée de l'appropriation du sol par le gouvernement fédéral dans la région dite de la—. Déposé, 510. (*Document no 266.*)

Carbonneau, M. Côme:—Quel salaire a été payé chaque année à—, depuis sa nomination comme président de SOQUEM. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 357. (*Document no 166.*)

Carrières Saint-Eustache Ltée:—Les résultats de l'enquête instituée par le ministère des Affaires municipales en octobre 1973 concernant les dynamitages de la compagnie—. Déposé, 200. (*Document no 79.*)

CEGEP de Limoilou:—Document concernant la formation requise pour occuper le poste de directeur général du—. Dépôt du document autorisé, 108. Déposé, 112. (*Document no 52.*)

Centrale de l'enseignement du Québec:—Une brochure intitulée « Pour une journée d'école au service de la classe ouvrière (Manuel du 1er mai) ». Déposé, 96. (*Document no 32.*)

Centre de recherche industrielle du Québec:—Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974. Déposé, 147. (*Document no 62.*)

Centres d'accueil pour l'hébergement de personnes âgées:—Détails concernant les—, inaugurés en 1972/73, 1973/74 et 1974/75. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 274. (*Document no 112.*)

Centres locaux de services communautaires (C.L.S.C.):—Copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1975 entre le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministère des Affaires sociales relativement à des—, dans le comté de Chambly. Déposé, 123. (*Document no 57.*)

Céréales:—Copie de tout document échangé depuis le 1er avril 1970 avec le gouvernement fédéral concernant le coût du transport des—. Déposé, 202. (*Document no 82.*)

Chambly:—Copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1975 entre le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministère des Affaires sociales relativement à un projet d'implantation de C.L.S.C. dans le comté de—. Déposé, 123. (*Document no 57.*)

Chicoine, M. Camille:—A quelle date a-t-il été nommé administrateur de la Commission des loyers de Sept-Îles. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 457. (*Document no 237.*)

Chimistes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 455. (*Document no 235.*)

Chroniqueurs de chasse, pêche ou plein air:—Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il déjà accordé certains privilèges à des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 563. (*Document no 298.*)

Documents de la session:—Suite

Cinéma:—Copie de tout document échangé entre le ministère des Affaires culturelles et le gouvernement fédéral depuis 1962 concernant l'industrie du—, et la production de films. Déposés, 267, 276. (*Documents nos 107 et 115.*)

Classification des enseignants:—Rapport de la Commission d'étude sur la—, en date de février 1975. Déposé, 100. (*Document no 33.*)

Cliche:—Rapport de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction, présidée par le juge Robert—. Déposé, 155. (*Document no 67.*)

Cliche:—Les annexes du rapport de la Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction, présidée par le juge Robert—. Déposé, 312. (*Document no 136.*)

Cliche:—Rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration qui a siégé afin de prendre en considération les recommandations du rapport—. Déposé, 397. (*Document no 190.*)

Clubs de chasse et de pêche:—Copie des baux des—, de Cascapédia, Bras coupé, lac Dumont, Désert et Bestone. Déposé, 545. (*Document no 288.*)

Clubs privés de chasse et de pêche:—Détails concernant les—. Déposé, 202. (*Document no 83.*)

Comité des objectifs et développement de l'Oulawa (CODO):—Copie de toutes les études préparées par le Centre de recherches en développement économique de l'Université de Montréal pour le compte du—. Déposé, 509. (*Document no 265.*)

Comité d'étude sur les achats:—Rapport du—, le rapport minoritaire de M. Roger Labrie ainsi qu'un résumé d'une analyse des achats des secteurs public et parapublic. Déposé, 80. (*Document no 21.*)

Commission administrative du régime de retraite:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 386. (*Document no 184.*)

Commission consultative de l'enseignement privé:—Rapport annuel pour 1973/74. Déposé, 64. (*Document no 5.*)

Commission consultative de l'enseignement privé:—Sixième rapport annuel de la—, pour la période du 1er septembre 1974 au 30 juin 1975. Déposé, 556. (*Document no 294.*)

Commission de la fonction publique du Québec:—Rapport annuel pour 1974. Déposé, 412. (*Document no 206.*)

Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction:—Rapport de la—, en date du 2 mai 1975. Déposé, 155. (*Document no 67.*)

Documents de la session:—Suite

- Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction:—*Copie d'une lettre adressée au président de la Commission de la fonction publique et signée par les membres de la—, concernant le témoignage de M. Yvon Bergeron. Déposé, 155. (*Document no 68.*)
- Commission d'enquête sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie de la construction:—*Les annexes du rapport de la—. Déposé, 312. (*Document no 136.*)
- Commission de police du Québec:—*Rapport annuel de la—, pour l'année 1974. Déposé, 100. (*Document no 34.*)
- Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—*Copie de l'arrêté en conseil no 1387-75 concernant la—. Déposé, 100. (*Document no 39.*)
- Commission des accidents du travail de Québec:—*Rapport annuel pour l'année 1973. Déposé, 64. (*Document no 6.*)
- Commission des accidents du travail de Québec:—*Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 75. (*Document no 19.*)
- Commission des accidents du travail de Québec:—*Rapport annuel de la—, relativement à l'indemnisation des victimes d'actes criminels, pour l'année 1973. Déposé, 100. (*Document no 35.*)
- Commission des loyers de Sept-Iles:—*À quelle date MM. Guy Pettigrew et Camille Chicoine ont-ils été nommés respectivement administrateur adjoint et administrateur de la—. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents). Déposés, 456-457. (*Documents nos 236 et 237.*)
- Commission des Transports du Québec:—*Rapport annuel des activités pour l'année financière terminée le 31 mars 1975. Déposé, 399. (*Document no 192.*)
- Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau:—*Rapport de la—. Déposé, 409. (*Document no 205.*)
- Commission d'étude sur la classification des enseignants:—*Rapport de la—, en date de février 1975. Déposé, 100. (*Document no 33.*)
- Commission des services juridiques:—*Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 386. (*Document no 182.*)
- Commission municipale du Québec:—*Copie du rapport de la—, suite à l'enquête que celle-ci a menée sur l'administration de la ville de Farnham. Déposé, 358. (*Document no 167.*)
- Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 108, 110, 111 et 182. Déposé, 233. (*Document no 99.*)

Documents de la session:— Suite

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a siégé afin d'entendre les responsables de la tenue des jeux olympiques. Déposé, 265. (*Document no 105.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés 190, 191 et 195. Déposé, 315. (*Document no 139.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 41 et 45. Déposé, 317. (*Document no 140.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 102, 176 et 180. Déposé, 325. (*Document no 144.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 34, 42 et 43. Déposé, 346. (*Document no 154.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les explications des autorités responsables de la tenue des Jeux olympiques de 1976. Déposé, 390. (*Document no 185.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 155, 193 et 198. Déposé, 445. (*Document no 229.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés 205 et 213. Déposé, 517. (*Document no 268.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 254, 255, 256 et 260. Déposé, 555. (*Document no 291.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les représentants des organismes intéressés au projet de loi no 88, Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique. Déposé, 273. (*Document no 110.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 36 et 37. Déposé, 281. (*Document no 117.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 88, Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique. Déposé, 353. (*Document no 156.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 253, Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail. Déposé, 556. (*Document no 293.*)

*Commission permanente de l'agriculture:—*Rapport de la—, concernant l'avant-projet de loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles et le règlement sur les viandes. Déposé, 301. (*Document no 127.*)

Documents de la session:—Suite

*Commission permanente de l'agriculture:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 2, 3, 4, 5, 22 et 39. Déposé, 318. (*Document no 142.*)

*Commission permanente de l'agriculture:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 44, Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles. Déposé, 353. (*Document no 157.*)

*Commission permanente de l'Assemblée nationale:—*Rapport de la—, qui a siégé afin de désigner les membres qui en feront partie. Déposé, 61. (*Document no 3.*)

*Commission permanente de l'Assemblée nationale:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 15, Loi modifiant la Loi électorale. Déposé, 82. (*Document no 23.*)

*Commission permanente de l'Assemblée nationale:—*Rapport de la—, qui a siégé afin d'entendre le Protecteur du citoyen sur les principes de sa juridiction et particulièrement en regard du cas Seigle. Déposé, 415. (*Document no 210.*)

*Commission permanente de l'Assemblée nationale:—*Rapport de la—, qui a siégé le 18 décembre 1975 aux fins d'instituer trois sous-commissions qui étudieront des questions se rapportant à la Loi de la Législature, au règlement de l'Assemblée nationale et à la législation déléguée. Déposé, 555. (*Document no 292.*)

*Commission permanente de l'Assemblée nationale:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 9, Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale. Déposé, 557. (*Document no 297.*)

*Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 95, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins. Déposé, 505. (*Document no 263.*)

*Commission permanente des corporations professionnelles:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 32, Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions. Déposé, 318. (*Document no 141.*)

*Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 1, Loi sur le cinéma. Déposé, 293. (*Document no 123.*)

*Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 91, Loi du Collège régional du Saguenay-Lac Saint-Jean. Déposé, 301. (*Document no 128.*)

*Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 46, Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec. Déposé, 320. (*Document no 143.*)

Documents de la session:— Suite

*Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 19, Loi modifiant la Loi sur les impôts. Déposé, 311. (*Document no 133.*)

Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:— Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 et 78. Déposé, 477. (*Document no 249.*)

Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:— Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 64, Loi concernant les mesures anti-inflationnistes. Déposé, 538. (*Document no 280.*)

Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:— Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les auteurs du rapport du Comité d'étude sur l'assurance-automobile. Déposé, 69. (*Document no 14.*)

Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:— Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 16, Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives. Déposé, 282. (*Document no 118.*)

Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:— Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés 112, 115, 118, 119, 171, 178, 186 et 192. Déposé, 309. (*Document no 132.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 50, Charte des droits et libertés de la personne (*Réimpression*). Déposé, 369. (*Document no 172.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 113, 123, 170 et 211. Déposé, 510. (*Document no 267.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 8, Loi modifiant la Loi de la division territoriale. Déposé, 517. (*Document no 269.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 80 et 84. Déposé, 523. (*Document no 277.*)

Commission permanente de la justice:— Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 109 et 158. Déposé, 543. (*Document no 284.*)

Commission permanente de la justice:— Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi privé no 109, Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences. Déposé, 553. (*Document no 290.*)

*Commission permanente de la réforme des districts électoraux:—*Troisième rapport ainsi qu'un atlas desdits districts électoraux. Déposé, 86. (*Document no 26.*)

Documents de la session:—Suite

- Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 11, Loi sur le crédit forestier. Déposé, 314. (Document no 138.)*
- Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a siégé afin d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec relativement à l'administration de cette société. Déposé, 382. (Document no 176.)*
- Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 89, Loi des droits sur les mines (Réimpression). Déposé, 539. (Document no 283.)*
- Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 7, Loi modifiant la Loi de l'expropriation. Déposé, 301. (Document no 129.)*
- Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 252, Loi modifiant le Code de la route. Déposé, 497. (Document no 257.)*
- Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi privé no 214, Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane Inc. Déposé, 521. (Document no 276.)*
- Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 251 et 259. Déposé, 538. (Document no 279.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 29, Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers. Déposé, 185. (Document no 74.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 30, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction. Déposé, 205. (Document no 85.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 27 et 33. Déposé, 333. (Document no 146.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 47, Loi instituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction. Déposé, 365. (Document no 171.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 52, Loi de l'indemnisation de certains employés dans les exploitations de mines et de carrières. Déposé, 369. (Document no 173.)*

Documents de la session:—Suite

*Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—*Rapport de la—, qui a siégé en septembre 1975 relativement au conflit de travail à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal. Déposé, 375. (*Document no 175.*)

*Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration —*Rapport de la—, qui a siégé afin de prendre en considération les recommandations du rapport Cliche. Déposé, 397. (*Document no 190.*)

*Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—*Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi no 20, Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction. Déposé, 419. (*Document no 212.*)

*Commissions:—*Liste des—, délivrées aux employés publics pendant l'année 1974. Déposé, 207. (*Document no 87.*)

*Commissions élues permanentes:—*Rapport groupant les rapports des—, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1975-76. Déposé, 253. (*Document no 103.*)

*Communications:—*Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 159. (*Document no 70.*)

*Comptables agréés du Québec:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1975. Déposé, 343. (*Document no 151.*)

*Comptables en administration industrielle du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 471. (*Document no 248.*)

*Comptables généraux licenciés du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 471. (*Document no 244.*)

*Comptes publics de la province de Québec:—*Les volumes 1 et 2 des—, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1974. Déposé, 80. (*Document no 20.*)

*Conflits d'intérêts:—*Copie des déclarations des membres du Conseil exécutif à la suite des directives du premier ministre sur les—. Déposé, 224. (*Document no 96.*)

*Conseil consultatif de la justice:—*Rapport annuel pour 1973/74. Déposé, 100. (*Document no 38.*)

*Conseil consultatif de l'environnement:—*Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 386. (*Document no 180.*)

*Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:—*Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 412. (*Document no 208.*)

Documents de la session:—Suite

- Conseil de la politique scientifique du Québec:*—Rapport annuel du—, pour l'année 1973/74. Déposé, 242. (*Document no 101.*)
- Conseil des affaires sociales et de la famille:*—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 391. (*Document no 186.*)
- Conseil des universités:*—Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 64. (*Document no 4.*)
- Conseil des universités:*—Sixième rapport annuel du—, pour la période du 1er juillet 1974 au 15 juillet 1975. Déposé, 556. (*Document no 295.*)
- Conseil interprofessionnel du Québec:*—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 254. (*Document no 104.*)
- Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région Sud de Montréal (6-C):*—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 412. (*Document no 209.*)
- Conseil supérieur de l'éducation:*—Rapport pour l'année 1973/74. Déposé, 75. (*Document no 16.*)
- Conseillers d'orientation du Québec:*—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 422. (*Document no 216.*)
- Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:*—Rapports annuels pour 1974. Déposé, 302. (*Document no 130.*)
- Curateur public:*—Rapport annuel du—, pour l'année terminée le 31 décembre 1974. Déposé, 461. (*Document no 240.*)
- Décentralisation du système scolaire:*—Un document de travail sur la—, intitulé: « Vers un nouveau mode de fonctionnement du système d'enseignement élémentaire et secondaire au Québec ». Déposé, 302. (*Document no 131.*)
- Dentistes du Québec:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 408. (*Document no 202.*)
- Denturologistes du Québec:*—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 539. (*Document no 282.*)
- Députés:*—Copie de la correspondance échangée entre le ministre des Richesses naturelles et le ministre des Transports, et des Travaux publics et de l'Approvisionnement concernant l'achat de meubles pour les bureaux des—. Déposé, 80. (*Document no 22.*)
- Députés:*—Documents relatifs au paiement d'une partie des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des—. Déposé, 107. (*Document no 50.*)

Documents de la session:—Suite

Députés:—Règlement concernant les allocations aux—, adopté par la Commission de régie interne en date du 17 avril 1975. Déposé, 151. (*Document no 66.*)

Desjardins, M. Gaston:—Une photocopie de tous les chèques émis depuis le 2 octobre 1973 par le gouvernement du Québec à—. Déposé, 564. (*Document no 300.*)

Diététistes du Québec:—Rapport de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 455. (*Document no 234.*)

Dollard-des-Ormeaux:—Copie d'une lettre du ministère de l'Éducation adressée au directeur général de la Commission régionale—, concernant les examens de juin 1975. Déposé, 234. (*Document no 100.*)

Dynamitages:—Les résultats de l'enquête instituée par le ministère des Affaires municipales en octobre 1973 concernant les—, de la compagnie Carrières Saint-Eustache Ltée. Déposé, 200. (*Document no 79.*)

Eddy, E.B.:—Copie des documents échangés entre la société—, ou la société George Weston, et la Commission de la Capitale nationale et le ministre d'État aux Affaires urbaines concernant cette société. Déposé, 267. (*Document no 108.*)

Éducation et développement:—Un document de travail intitulé:—, une approche aux interventions d'éducation en milieux défavorisés. Déposé, 222. (*Document no 91.*)

Éducation physique et le sport à l'école:—Le rapport du groupe de travail sur l'—, en date d'avril 1975. Déposé, 147. (*Document no 64.*)

Elections générales de 1973:—Le rapport d'enquête concernant des irrégularités alléguées lors des—, dans les districts électoraux de Laporte et Taillon. Déposé, 65. (*Document no 7.*)

Enseignants:—Tableaux indiquant les demandes syndicales et les offres patronales dans le secteur de l'éducation. Déposés, 519-520. (*Documents nos 271, 272, 273, 274 et 275.*)

Enseignement (secteur privé):—Est-il exact que le Conseil supérieur de l'éducation a abandonné le projet d'étudier le financement de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé 101. (*Document no 41.*)

Évaluateurs agréés du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 498. (*Document no 260.*)

Expositions:—À combien d'—, tenues à l'étranger, le gouvernement du Québec a-t-il participé du 1er mai 1970 à ce jour. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 161. (*Document no 72.*)

Documents de la session:—Suite

Expositions:—À combien d' , tenues au Québec, le gouvernement a-t-il participé depuis le 1er mai 1970 à ce jour. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 224. (*Document no 94.*)

Faillites:—Quels sont les secteurs économiques les plus touchés chaque année par les , depuis 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 357. (*Document no 165.*)

Farnham:—Copie du rapport de la Commission municipale du Québec suite à l'enquête que celle-ci a menée sur l'administration de la ville de—. Déposé, 358. (*Document no 167.*)

Fonctionnaires du Québec:—Entente paraphée entre le gouvernement du Québec et le Syndicat des—. Déposé, 498. (*Document no 258.*) Voir aussi le document no 198.

Fonction publique du Québec:—Rapport annuel du ministère de la—, pour l'année 1974-75. Déposé, 412. (*Document no 207.*)

Ford:—Combien de véhicules ont été confiés à l'utilisation du gouvernement du Québec par la société—, en vertu d'une entente prêt-location. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 122. (*Document no 56.*)

Fort Rupert:—Copie de tout document ayant trait à l'implantation éventuelle d'un parc fédéral dans la région s'étendant de—, au golfe de Richmond. Déposé, 458. (*Document no 239.*)

Grains de provende:—Copie du mémoire du ministère de l'Agriculture concernant la politique d'aide au transport des—, de l'Ouest vers l'Est canadien. Déposé, 566. (*Document no 305.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapports du—, sur les projets de loi 108, 115, 118 et 119. Déposé, 111. (*Document no 51.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport du—, sur les projets de loi privés nos 102, 110, 111, 112, 123, 154, 155, 158, 171, 178 et 186. Déposé, 193. (*Document no 76.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport du—, concernant le projet de loi no 182, Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc. Déposé, 205. (*Document no 86.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport du—, sur les projets de loi nos 176, 190, 191 et 192. Déposé, 265. (*Document no 106.*)

Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—Rapport sur le projet de loi no 180, Loi concernant la ville de Longueuil. Déposé, 282. (*Document no 119.*)

Documents de la session:—Suite

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur les projets de loi 104, 113, 170, 187 et 198. Déposé, 311. (*Document no 134.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi no 196, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval. Déposé, 348. (*Document no 155.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur les projets de loi nos 100 et 193. Déposé, 362. (*Document no 170.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi privé no 205, Loi concernant la cité de Rimouski. Déposé, 439. (*Document no 228.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi privé no 211, Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd. Déposé, 453. (*Document no 230.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi privé no 214, Loi concernant la Compagnie de Gestion de Matane. Déposé, 469. (*Document no 242.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi privé no 213, Loi concernant la ville de Chibougamau. Déposé, 478. (*Document no 250.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi privé no 109, Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences. Déposé, 518. (*Document no 270.*)

*Crèves:—*Combien y a-t-il eu de—, dans la province depuis le 1er janvier 1974. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 122. (*Document no 55.*)

*Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports:—*Cinq réponses à des questions posées lors de l'étude des crédits concernant l'aide aux loisirs et aux sports. Déposé, 355. (*Document no 164.*)

*Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports:—*Quels sont les noms et adresses des organismes ayant reçu des subventions du—, pour l'exercice financier 1974/75. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 434. (*Document no 224.*)

*Hébergement touristique:—*La liste des projets acceptés dans le cadre du programme de subventions visant à stimuler la construction de nouvelles unités d'—. Déposé, 224. (*Document no 95.*)

*Hydro-Québec:—*Rapport annuel des états financiers et des statistiques de l'—, et de ses filiales, pour l'année 1974. Déposé, 133. (*Document no 58.*)

Documents de la session:—Suite

Île Anticosti:—Combien de temps ont duré les négociations qui ont conduit à l'achat de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 275. (*Document no 113.*)

Immigration:—Un document concernant la position du Québec à la suite de la publication du livre vert fédéral sur la politique canadienne d'—. Déposé, 214. (*Document no 88.*)

Immigration:—Copie de l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada portant sur l'échange de renseignements ainsi que le recrutement et la sélection des ressortissants étrangers. Déposé, 407. (*Document no 197.*)

Immigration:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'année 1974/75. Déposé, 422. (*Document no 213.*)

Incendies dans la ville de Montréal:—Rapports d'enquête au Procureur général du Québec au sujet des—, entre le 31 octobre et le 3 novembre 1974. Déposé, 295. (*Document no 125.*)

Indemnisation des victimes d'actes criminels:—Rapport annuel de la Commission des accidents du travail relativement à l'—. Déposé, 100. (*Document no 35.*)

Industrie et du Commerce:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'exercice financier 1972/73. Déposé, 147. (*Document no 63.*)

Infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 408. (*Document no 201.*)

Ingénieurs du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 422. (*Document no 214.*)

Ingénieurs forestiers du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 471. (*Document no 247.*)

Institutions financières, Compagnies et Coopératives:—Rapport annuel du ministère des— pour l'année 1974/75. Déposé, 282. (*Document no 121.*)

Intégrité territoriale:—Copie du mémoire adressé au ministère des Affaires intergouvernementales par le ministère des Terres et Forêts concernant l'—. Déposé, 485. (*Document no 255.*)

Investissements étrangers:—Un document de travail intitulé: Le cadre et les moyens d'une politique québécoise concernant les—. Déposé, 506. (*Document no 264.*)

Jeannotte, M. Jean-Paul:—Rapport du groupe de travail présidé par—, sur l'opéra, la musique et la danse au Québec. Déposé, 312. (*Document no 135.*)

Documents de la session:— Suite

Jeux olympiques, 1976:— Rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a siégé aux fins d'entendre les explications des responsables de la tenue des —. Déposé, 390. (*Document no 185.*)

Jeux olympiques, 1976:—Prévisions budgétaires de la Régie des installations olympiques concernant le parc olympique. Déposé, 544. (*Document no 285.*)

Justice contemporaine:— Un livre blanc intitulé: *La—*. Déposé, 139. (*Document no 59.*)

Lac Saint-Pierre:—Copie du document intitulé: « Répartition géographique des poissons, leur abondance relative et bathymétrie du— », préparé par le Service d'aménagement de la faune, district de Montréal. Déposé, 545. (*Document no 289.*)

Lait:—Le ministre de l'Agriculture peut-il nous dire s'il est exact que la productivité par vache laitière a diminué au Québec au cours des cinq dernières années. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 564. (*Document no 299.*)

Législature:—Copie des déclarations assermentées faites depuis le 1er novembre 1973 par chacun des membres de l'Assemblée nationale en vertu de l'article 95 de la Loi de la—. Déposé, 565. (*Document no 302.*)

Maisons usinées Lanaudière Inc.:—Copie de tous les contrats intervenus entre l'Office de développement de l'Est du Québec et les —, depuis 1970. Déposé, 359. (*Document no 169.*)

Mandats spéciaux:—Émis depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1974-75. Déposé, 67. (*Document no 10.*)

Manuel du 1er mai:—Une brochure intitulée « Pour une journée d'école au service de la classe ouvrière ». Déposé, 96. (*Document no 32.*)

Manuel du 1er mai:—Avant-projet du document préparé par les militants de la C.E.Q. Déposé, 107. (*Document no 49.*)

Manuel du 1er mai:—Le guide de travail de la C.E.Q. intitulé « Une journée d'école au service de la classe ouvrière », en date de janvier 1975. Déposé, 115. (*Document no 53.*)

Médecins du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des —, pour l'année 1974-75. Déposé, 499. (*Document no 262.*)

Médecins vétérinaires du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974-75. Déposé, 455. (*Document no 232.*)

Montréal:—Rapport d'étape sur la restructuration scolaire de l'île de—, en date du 17 mars 1975. Déposé, 107. (*Document no 48.*)

Documents de la session:—Suite

Morin, M. Jacques-Yvan:—Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale concernant l'accusation portée contre—, Chef de l'Opposition, par le ministre de l'Immigration. Déposé, 370. (*Document no 174.*)

Musique, opéra et danse:—Rapport du groupe de travail présidé par M. Jean-Paul Jeannotte. Déposé, 312. (*Document no 135.*)

Nicolet:—La liste des agriculteurs ayant payé des cotisations à la Régie de l'assurance-récolte dans le district de—, ainsi que la liste de ceux ayant reçu des indemnités. Déposé, 104. (*Document no 46.*)

Notaires du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 422. (*Document no 215.*)

Oeufs:—Copie de tout document ou de toute correspondance échangés entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral au sujet de l'entreposage ou de la destruction d'—, depuis le 1er avril 1972. Déposé, 104. (*Document no 47.*)

Oeufs:—Documents concernant la commercialisation des—. Déposés, 484, 565. (*Documents nos 253 et 301.*)

Office de radio-télédiffusion du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 398. (*Document no 191.*)

Office de planification et de développement du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 222. (*Document no 92.*)

Office des autoroutes du Québec:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 95. (*Document no 28.*)

Office des professions:—Rapport annuel de l'—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1975. Déposé, 217. (*Document no 90.*)

Office franco-québécois pour la Jeunesse:—Rapport annuel pour l'année 1973. Déposé, 68. (*Document no 13.*)

Offres salariales du gouvernement du Québec:—Les—, relativement aux secteurs de la fonction publique, des affaires sociales et de l'éducation. Déposé, 408. (*Document no 198.*)

Opéra du Québec:—Un communiqué de presse du ministère des Affaires culturelles concernant les propos tenus par le président de l'—. Déposé, 214. (*Document no 89.*)

Optométristes du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 295. (*Document no 124.*)

Documents de la session:—Suite

Orthophonistes et audiologistes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 422. (*Document no 217.*)

Paquin, M. Pierre:—Précisions relatives à une réponse fournie au Chef de l'Opposition officielle le 4 décembre 1975. Déposé, 498. (*Document no 259.*)

Parc Forillon:—Combien d'immeubles ont été expropriés pour permettre au gouvernement fédéral d'organiser le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 432. (*Document no 221.*)

Parc national dans le Sud-Est du Québec:—Copie de l'étude préliminaire et de tous documents relatifs à l'établissement d'un—, plus précisément dans le comté de Beauce-Sud. Déposé, 394. (*Document no 189.*)

Parcs d'engraissement:—La liste des propriétaires de—, classés éligibles à recevoir une subvention destinée à aider l'industrie du boeuf ainsi que la date de l'incorporation de chacun de ces parcs. Déposé, 276. (*Document no 116.*)

Parcs Forillon et de la Mauricie:—Copie de tout document échangé entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial relativement aux—. Déposé, 436. (*Document no 227.*)

Perforatrices à la Régie des rentes du Québec:—Un document intitulé: « Une expérience d'enrichissement des tâches chez les opératrices de—, en date du 2 décembre 1974. Déposé, 155. (*Document no 69.*)

Permis de pêche:—La liste des—, offerts à titre gracieux par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour les années 1972, 1973 et 1974. Déposé, 201. (*Document no 80.*)

Pettigrew, M. Guy, avocat:—À quelle date a-t-il été nommé administrateur adjoint de la Commission des loyers de Sept-Îles. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 456-457. (*Document no 236.*)

Pharmaciens du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 455. (*Document no 231.*)

Physiothérapeutes du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 422. (*Document no 218.*)

Place Dupuis Inc.:—Copie de la correspondance entre le ministre des Finances et le président de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sujet du financement de—. Déposé, 185. (*Document no 75.*)

Plan quinquennal d'investissements universitaires:—Arrêté en conseil concernant l'approbation du—. Déposé, 556. (*Document no 296.*)

Podiatres du Québec:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 408. (*Document no 203.*)

Documents de la session:—Suite

Poissons:—Copie du document intitulé: « Répartition géographique des—, leur abondance relative et bathymétrie du lac Saint-Pierre », préparé par le Service d'aménagement de la faune, district de Montréal. Déposé, 545. (*Document no 289.*)

Politique d'achat du gouvernement:—Copie du rapport de la Commission d'étude sur la—. Déposé, 103. (*Document no 44.*)

Probation et des établissements de détention:—Rapport annuel de la Direction générale de la—, pour l'année 1974. Déposé, 100. (*Document no 37.*)

Producteurs agricoles:—Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture sont reconnus—, en vertu de certaines lois de ce ministère. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 544. (*Document no 286.*)

Produits agricoles:—Copie de rapports portant sur la transformation et la congélation des—, et sur le marché des produits congelés au Québec. Déposé, 485. (*Document no 254.*)

Protecteur du citoyen:—Rapport annuel du—, pour l'année 1974. Déposé, 344. (*Document no 153.*)

Protection de la jeunesse:—Avant-projet de loi concernant la—. Déposé, 354. (*Document no 160.*)

Protection de la vie privée:—Rapport du procureur général du Québec requis en vertu de la Loi sur la—, (article 178.12 du Code criminel). Déposé, 100. (*Document no 36.*)

Protection du malade mental:—Rapport annuel des activités de la Commission de révision de la—, pour l'année terminée le 31 mars 1975. Déposé, 327. (*Document no 145.*)

Prothèses, appareils orthopédiques ou autres:—Manuel du programme des—, (1975). Déposé, 422. (*Document no 219.*)

Psychologues du Québec:—Rapport des activités de la Corporation professionnelle des—, de décembre 1973 à juin 1974. Déposé, 194. (*Document no 77.*)

Psychologues du Québec:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé 408. (*Document no 200.*)

Raffinerie de sucre de Saint-Hilaire:—État complet de toutes les ventes de pulpe et de mélasse faites par la—, depuis le 20 juin 1972. Déposé, 358. (*Document no 168.*)

Ralliement créditiste:—Un document concernant le recrutement en vue de recueillir des souscriptions pour le Parti Créditiste. Déposé, 571. (*Document no 306.*)

Documents de la session:—Suite

- Réforme des districts électoraux*:—Troisième rapport de la Commission permanente de la—, ainsi qu'un atlas. Déposé, 86. (*Document no 26.*)
- Reggio Food Inc.*:—Copie du rapport de la visite effectuée à l'établissement—, par le ministère de l'Agriculture. Déposé, 222. (*Document no 93.*)
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 90. (*Document no 27.*)
- Régie de l'assurance-maladie du Québec*:—Rapport sur les services dentaires. Déposé, 101. (*Document no 40.*)
- Régie de l'assurance-maladie du Québec*:—Rapport annuel des activités de la—, pour l'année 1974/75. Déposé, 343. (*Document no 149.*)
- Régie de l'assurance-récolte du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 407. (*Document no 196.*)
- Régie de l'électricité et du gaz*:—Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 159. (*Document no 71.*)
- Régie des installations olympiques*:—Prévisions budgétaires concernant le parc olympique. Déposé, 544. (*Document no 285.*)
- Régie des loteries et courses du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1974/75. Déposé, 386. (*Document no 183.*)
- Régie des rentes du Québec*:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 242. (*Document no 102.*)
- Régie des rentes du Québec*:—Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la—. Déposé, 343. (*Document no 147.*)
- Régie des services publics*:—Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 67. (*Document no 12.*)
- Régime des allocations familiales du Québec*:—Rapport annuel des activités de la Régie des rentes du Québec en vertu du—, pour l'année 1974/75. Déposé, 343. (*Document no 148.*)
- Remise des droits et peines*:—Déclaration relative à l'état détaillé annuel de la—. Déposé, 95. (*Document no 29.*)
- Réserve des trois chaînes*:—Combien de propriétaires fonciers ont acheté de la Couronne les terrains compris dans la—, de 1950 à 1974. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 276. (*Document no 114.*)
- Réserves forestières*:—Copie de toute correspondance entre M. J. David Boland, Grand Rapids, Michigan, U.S.A. et le gouvernement du Québec au sujet des—. Déposé, 545. (*Document no 287.*)

Documents de la session:—Suite

Restructuration scolaire de l'île de Montréal:—Rapport d'étape sur la—, en date du 17 mars 1975. Déposé, 107. (*Document no 48.*)

Rivières à saumon:—Détails concernant les—, au Québec. Déposé, 202. (*Document no 84.*)

Rivière Saint-Jean:—Copie de la correspondance entre le ministère des Richesses naturelles et la Commission mixte internationale au sujet de l'aménagement de la—. Déposé, 104. (*Document no 45.*)

Sainte-Marguerite:—Trois documents se rapportant à la visite de M. Normand Toupin, ministre des Terres et Forêts, à—, en octobre 1975. Déposé, 399. (*Document no 193.*)

Securities and Exchange Commission (U.S.A.):—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Québec et la—, au sujet de la quantité de bois exploitable commercialement (prospectus de l'Hydro-Québec). Déposé, 435. (*Document no 225.*)

Seigle:—Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé afin d'entendre le Protecteur du citoyen sur les principes de sa juridiction et particulièrement en regard du cas—. Déposé, 415. (*Document no 210.*)

Seigle Inc.:—Un dossier concernant le contrat intervenu entre le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et Les Investissements—. Déposé, 399. (*Document no 194.*)

Services dentaires:—Rapport de la Régie de l'assurance-maladie sur les—. Déposé, 101. (*Document no 40.*)

SIDBEC:—Rapport annuel des activités de—, et de ses filiales, pour l'année 1974. Déposé, 144. (*Document no 61.*)

Sirop d'érable:—Copie des ententes intervenues entre le ministère de l'Agriculture du Québec et Agriculture Canada relativement à l'achat et à l'entreposage du—, des récoltes de 1973 et 1974. Déposé, 435. (*Document no 226.*)

Sky Shops Export Limited:—Copie de la convention intervenue le 26 novembre 1968 entre la Régie des alcools du Québec et—. Déposé, 416. (*Document no 211.*)

Société d'aménagement de l'Outaouais:—Rapport pour l'année 1974/75. Déposé, 386. (*Document no 178.*)

Société de cartographie du Québec:—Rapport d'évaluation de la Cie Photo-Air Laurentides en vertu de l'article 15 de la Charte de la—. Déposé, 470. (*Document no 243.*)

Société de développement de la Baie James:—Rapport annuel pour l'année 1974. Déposé, 86. (*Document no 24.*)

Documents de la session:—Suite

- Société de développement de la Baie James*:—Quels sont les noms des directeurs de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 434. (*Document no 223.*)
- Société de développement immobilier du Québec*:—Rapport annuel des activités de la—, pour l'année 1974/75. Déposé, 355. (*Document no 162.*)
- Société des alcools du Québec*:—Rapport annuel de la—, au 29 mars 1975. Déposé, 343. (*Document no 150.*)
- Société d'exploitation des loteries et courses du Québec*:—Rapport pour l'année 1974/75. Déposé, 354. (*Document no 158.*)
- Société d'habitation du Québec*:—Rapport pour l'année 1973/74. Déposé, 385. (*Document no 177.*)
- Société Généalogique des Mormons de Salt Lake City*:—Copie de toute correspondance entre la—, le ministère de la Justice, etc., concernant la reproduction des registres de l'État civil du Québec. Déposé, 393. (*Document no 188.*)
- Société générale de financement du Québec*:—Rapport pour l'année 1974. Déposé, 139. (*Document no 60.*)
- Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)*:—Rapport annuel pour l'année 1973/74. Déposé, 96. (*Document no 31.*)
- Sûreté du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour l'année 1974. Déposé, 229. (*Document no 98.*)
- Technologistes médicaux du Québec*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 471. (*Document no 245.*)
- Témiscamingue*:—Copie de l'étude socio-économique préparée par la firme Beauchemin, Beaton et Lapointe relativement à la rentabilité d'un parc fédéral au—. Déposé, 458. (*Document no 238.*)
- Terres et Forêts*:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 391. (*Document no 187.*)
- Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*:—Rapport annuel du ministère du—, pour l'année 1973/74. Déposé, 96. (*Document no 30.*)
- Tourisme, de la Chasse et de la Pêche*:—Rapport de l'enquête concernant diverses infractions commises au ministère du—, (Rapport Boisvert). Déposé, 565. (*Document no 303.*)
- Transports*:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1973/74. Déposé, 75. (*Document no 17.*)

Documents de la session:— Suite

*Transports:—*Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 295. (*Document no 126.*)

*Transports:—*Avant-projet de loi intitulé: « Loi modifiant la Loi des—. Déposé, 355. (*Document no 161.*)

*Transport urbain au Québec:—*Un communiqué du cabinet du ministre des Transports concernant une politique d'aide au—. Déposé, 524. (*Document no 278.*)

*Travail et de la Main-d'oeuvre:—*Rapport annuel du ministère du—, pour l'année 1973/74. Déposé, 75. (*Document no 18.*)

*Travail et de la Main-d'oeuvre:—*Combien de fonctionnaires du ministère du—, ont voyagé en mission en dehors du Canada en 1972/73 et 1973/74. (Question transformée en motion pour dépôt de document.) Déposé, 102. (*Document no 42.*)

*Travailleurs sociaux du Québec:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 539. (*Document no 281.*)

*Travaux publics et de l'Approvisionnement:—*Rapport annuel du ministère des—, pour l'année 1974/75. Déposé, 409. (*Document no 204.*)

*Union internationale des constructeurs d'ascenseurs, locaux 89 et 101:—*Rapport annuel de la tutelle de l'—, pour l'année 1974. Déposé, 181. (*Document no 73.*)

*United Aircraft du Canada Limitée:—*Copie du rapport du médiateur spécial présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre concernant le conflit de la—, en 1974/75. Déposé, 267. (*Document no 109.*)

*Université du Québec:—*Rapport annuel et statistiques pour l'année 1974/75. Déposé, 480. (*Document no 252.*)

*Universités:—*Rapport sur les subventions de fonctionnement aux—, pour les années 1974/75 et 1975/76. Déposé, 282. (*Document no 120.*)

*Véhicules:—*Combien de—, ont été confiés à l'utilisation du gouvernement depuis le 1er avril 1972 par la société Ford ou par toute autre société suivant une entente prêt-location. (Question transformée en motion pour dépôt de document.) Déposé, 122. (*Document no 56.*)

*Vérificateur général du Québec:—*Rapport annuel pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974. Déposé, 86. (*Document no 25.*)

*Vérificateur général du Québec:—*Rapport de M. Roger Morin sur la vérification des comptes relatifs au—, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974. Déposé, 273. (*Document no 111.*)

DROITS SUR LES MINES:—Loi concernant les—. Projet de loi no 58.

DROITS SUR LES MINES:—Loi des—. Projet de loi no 89.

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 75.

E

ÉDITEURS ET LIBRAIRES:—Loi concernant la garantie de certains prêts aux—, et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec. Projet de loi no 46.

ÉLECTRICITÉ DANS CERTAINS IMMEUBLES:—Loi sur le mode de paiement du service d'—. Projet de loi no 48.

ESTIMAUVILLE LAND INC.:—Loi concernant—. Projet de loi no 186.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 27.

ÉVALUATION FONCIÈRE:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi no 45.

ÉVALUATION FONCIÈRE:—Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'—. Projet de loi no 254.

EXPROPRIATION:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi no 7.

F

FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES UNIONS RÉGIONALES DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS:—Loi modifiant la Loi concernant la—. Projet de loi no 95.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Loi concernant le—, et modifiant de nouveau la Loi électorale. Projet de loi no 9.

FORGET:—Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe—. Projet de loi no 158.

FOSSAMBAULT-SUR-LE-LAC:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 111.

H

HAUT-SAGUENAY:—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du—, et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais. Projet de loi no 34.

HÔPITAL GÉNÉRAL SAINT-VINCENT DE PAUL DE SHERBROOKE:—Loi concernant l'—. Projet de loi no 115.

HÔPITAL SAINT-CHARLES DE SAINT-HYACINTHE:—Loi concernant l'—. Projet de loi no 118.

HÔPITAL SAINT-JOSEPH DE GRANBY:—Loi concernant l'—. Projet de loi no 119.

HULL:—Loi refondant la Charte de la Cité de—. Projet de loi no 193.

HYDRO-QUÉBEC:—Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'—, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la Régie des services publics. Projet de loi no 258.

I

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi no 76.

IMPÔTS:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi no 19.

IMPÔTS:—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les—, et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les—. Projet de loi no 59.

INDEMNISATION DE CERTAINS OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES EXPLOITATIONS DE MINES ET DE CARRIÈRES:—Loi sur l'—. Projet de loi no 52.

INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILE:—Loi modifiant la Loi de l'—, et le Code de la route. Projet de loi no 94.

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION:—Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'—. Projet de loi no 20.

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION:—Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'—. Projet de loi no 47.

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION:—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'—. Projet de loi no 30.

INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES:—Loi concernant une donation à l'—. Projet de loi no 109.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES:—Loi modifiant la Loi du ministère des—. Projet de loi no 16.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi no 54.

J

JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant l'installation de stations au sol transportables à l'occasion des—. Projet de loi no 257.

JONQUIÈRE:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 195.

L

LAVAL:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi no 196.

LICENCES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 78.

LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES: Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre—. Projet de loi no 80.

LOI ÉLECTORALE:—Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la—. Projet de loi no 9.

LOI ÉLECTORALE:—Loi modifiant la—. Projet de loi no 15.

LONGUEUIL:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 180.

M

MAISONS D'ENSEIGNEMENT:—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines—. Projet de loi no 26.

MALARTIC:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 102.

MESSAGE INAUGURAL:—

Prise en considération; débat, 65.

Reprise du débat; 1ère motion de censure proposée; 2ème motion de censure proposée; débat ajourné, 68.

Reprise du débat; débat ajourné, 70; 72-73; 77; 82; 83; 87-88.

Motion de M. Levesque concernant la procédure à suivre pour le débat, 87.

Débat terminé, 88.

Première motion de censure rejetée après div. (vote), 88.

Deuxième motion de censure rejetée après div. (vote), 88.

MESURES ANTI-INFLATIONNISTES:—Loi concernant les—. Projet de loi no 64.

MISE EN TUTELLE DE CERTAINS SYNDICATS OUVRIERS:—Loi sur la—. Projet de loi no 29.

MISE EN VALEUR DES EXPLOITATIONS AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi favorisant la—. Projet de loi no 5.

MONTREAL:—Loi modifiant la Charte de la Ville de—. Projet de loi no 21.

MONTREAL :—Loi modifiant la Charte de la Ville de—. Projet de loi no 100.

MONTREAL, QUARTIER SAINT-ANTOINE :— Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Projet de loi no 113.

Motions de fond :

M. Bellemare (Johnson):—Motion concernant la mise sur pied d'un système réaliste de sécurité au travail. Motion amendée (feuilleton), 450. Débat; débat ajourné, 459. Reprise du débat; amdt proposé; point de règlement soulevé; motion d'amdt déclarée irrecevable; motion princ. rejetée après div., 486-487.

M. Burns:—Motion concernant M. Yvon Saindon. Débat. Point de règlement soulevé; débat; débat ajourné, 105. Reprise du débat; décision de M. le président; motion déclarée irrecevable 125.

M. Burns:—Motion concernant l'indexation du taux de base du salaire minimum au coût de la vie. Débat; amdt proposé; débat ajourné, 394-395. Reprise du débat; amdt adopté après div. (vote); 2e amdt proposé; amdt rejeté après div. (vote); motion principale amendée adoptée après div. (vote), 413-414.

M. Charron:—Motion concernant la convocation de la Commission permanente des affaires sociales pour étudier la situation des assistés sociaux. Débat; débat suspendu, 510. Reprise du débat; débat ajourné, 511. Reprise du débat; motion amendée; amdt proposé; débat; mise aux voix retardée, 549-550. Amdt adopté après div. (vote); motion principale adoptée (vote), 552-553.

M. Lessard:—Motion concernant la création d'un office québécois des grains de provende chargé d'assurer aux producteurs québécois un approvisionnement plus régulier et à meilleur coût. Débat; amdt proposé; amdt rejeté après div. (vote); débat ajourné, 126-127. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 144-145.

M. Roy:—Motion concernant l'établissement d'un office de crédit municipal. Débat; débat ajourné, 163. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 225.

Motions privilégiées :

Motions de censure :

Motions privilégiées (en vertu de l'article 24 du règlement):—

M. Bédard (Chicoutimi): Motion concernant le transport en commun et les hausses de tarifs dans la région de Montréal. Débat; motion rejetée après div. (vote), 417.

M. Bellemare (Johnson):—Motion concernant le terrorisme dans l'industrie de la construction. Motion retirée, 181.

Motions privilégiées: -Suite

- M. Burns:*—Motion concernant le refus du gouvernement de remplacer le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. Débat; motion rejetée après div. (vote), 250.
- M. Léger:*—Motion concernant la situation déplorable de l'éducation au Québec. Débat; documents sessionnels déposés; débat suspendu, 519-520. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 521.
- M. Lessard:*—Motion concernant l'inaction du gouvernement vis-à-vis l'industrie de l'amiante et les conditions de travail dans ce secteur. Motion amendée, 310. Prise en considération de la motion, 317. Débat; motion rejetée après div. (vote), 328.
- M. Roy:*—Motion concernant la convocation des officiers de la Commission des accidents de travail devant la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration. Motion rayée du feuilletton (directive de M. le Président), 392.
- M. Samson:*—Motion concernant la position fédérale sur le gel des salaires et le contrôle des prix. Motion retirée, 390.

Motions privilégiées (autres que motions de censure):

Motions privilégiées (en vertu de l'article 68 du règlement):

- M. Burns:*—Motion concernant les agissements de M. Leduc, député de Taillon, dont il est fait mention dans le rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé en date du 10 décembre 1974. Prise en considération de la motion reportée au vendredi, 25 avril 1975, 108. Directive de M. le Président; débat; amdt proposé; amdt adopté après div. (vote); débat ajourné, 134-137. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 141.
- M. Burns:*—Motion concernant la conduite du député de Hull, M. Oswald Parent, lors de la séance du 4 décembre 1975. Décision de M. le Président; motion déclarée irrecevable, 530-531.

Motions privilégiées (en vertu des articles 79 et 81 du règlement):

- M. Côté:*—Avis de motion, 524. Motion concernant les compagnies Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. et Les Chargeurs Unis Inc. ainsi que leur procureur, Me Reynold Langlois. Débat; 1er amdt adopté; 2e amdt adopté; motion principale adoptée (vote), 550-551-552.

Motions proposant un débat d'urgence:

Motions proposant un débat d'urgence (en vertu de l'article 78 du règlement):

- M. Lessard:*—Motion concernant les mesures immédiates à prendre pour mettre fin au commerce de la viande avariée. Motion en délibéré, 225. Motion retirée 235.
- M. Morin:*—Motion concernant le taux sans précédent du chômage au Québec et les mesures immédiates qu'il importe de prendre pour y faire face. Motion déclarée irrecevable, 386-387.

MUNICIPALITÉS DE 15,000 HABITANTS OU PLUS:—Loi sur les subventions aux—.
Projet de loi no 28.

MUNICIPALITÉS DE LA RÉGION DE QUÉBEC:—Loi regroupant certaines—. Projet de loi no 255.

N

NATIONAL CABLEVISION LIMITED:—Loi du—. Projet de loi no 93.

NOTARIAT:—Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du—, et le Code des professions.
Projet de loi no 32.

O

OFFICE DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC:—Loi constituant l'—, et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.
Projet de loi no 47.

OUTAOUAIS:—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'—, et du Haut-Saguenay et la Loi de la Communauté régionale de l'—. Projet de loi no 34.

P

PEEL-SHERBROOKE HOLDINGS LTD.:—Loi concernant certains immeubles de—.
Projet de loi no 211.

POURSUITES SOMMAIRES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 69.

PRÊT AGRICOLE:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi no 4.

PRODUITS AGRICOLES ET LES ALIMENTS:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi no 39.

Projets de loi:

Projet de loi 1.—Loi sur le cinéma.—M. Hardy.—1ère lect. après div. (vote avec abstentions), 85. Motion de 2e lect.; débat; débat suspendu (cons. unan.), 268. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 269-270. Rapp. (*Document no 123*), 293. Prise en considération du rapport; rapport adopté; motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 306. Sanction, 321. (1975, c. 14.)

Projet de loi 2.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole.—M. Toupin.—1ère lect., 71. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 278. Reprise du débat; débat suspendu, 283-284. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 284. Rapp. (*Document no 142*), 318-319. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 338. 3e lect., 344. Sanction, 370. (1975, c. 34.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 3.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes.—M. Toupin.—1ère lect., 71. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 285. Rapp. (*Document no 142*), 318-319. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 338. 3e lect. 344. Sanction, 370. (1975, c. 35.)

Projet de loi 4.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole.—M. Toupin.—1ère lect. (vote), 72. 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 284. Rapp. (*Document no 142*), 318-319. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 338. 3e lect., 344. Sanction, 370. (1975, c. 36.)

Projet de loi 5.—Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.—M. Toupin.—1ère lect., 273. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 285. Rapp. (*Document no 142*), 318-319. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 338. 3e lect., 344. Sanction, 370. (1975, c. 38.)

Projet de loi 6.—Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains.—M. Tetley.—1ère lect., 266. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 296-297. Motion que Mme Bacon remplace M. Tetley comme parrain de ce projet de loi et que le nom de la Commission soit modifié; motion adoptée, 385.

Projet de loi 7.—Loi modifiant la Loi de l'expropriation.—M. Mailloux.—1ère lect., 221. 2e lect.; déferé à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 286. Rapp. (*Document no 129*), 310. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 314-315. Sanction, 321. (1975, c. 47.)

Projet de loi 8.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—M. Levesque.—1ère lect., 422. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 495. Rapp. (*Document no 269*), 517. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 525. Sanction, 575. (1975, c. 7.)

Projet de loi 9.—Loi concernant le financement des partis politiques et modifiant de nouveau la Loi électorale.—M. Levesque.—1ère lect. (vote), 415. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 491. Reprise du débat; motion adoptée (vote); déferé à la Commission de l'Assemblée nationale, 546. Rapp. (*Document no 297*), 557. Prise en considération du rapport; amdt proposé; amdt rejeté après div. (vote); rapport adopté après div. (vote), 573-574. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 574-575. Sanction, 575. (1975, c. 9.)

Projet de loi 11.—Loi sur le crédit forestier.—M. Drummond.—1ère lect., 111. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 255. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission des richesses naturelles et des terres et forêts, 256. Rapp. (*Document no 138*), 314. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 328. Sanction, 370. (1975, c. 33.)

Projet de loi 12.—Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes.—M. Giasson.—1ère lect., 449. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 467. 3e lect., 473. Sanction, 502. (1975, c. 18.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 14.—Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement.—M. Tetley.—1ère lect., 119. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 256-257. Sanction, 263. (1975, c. 77.)

Projet de loi 15.—Loi modifiant la Loi électorale.—M. Levesque.—1ère lect., 64. Ordre de 2e lect. et 1ère lect. révoqués; nouveau texte présenté; 1ère lect., 71. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de l'Assemblée nationale, 76. Rapp. (*Document no 23*); rapport adopté, 82. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée; 3e lect., 83. Sanction, 84. (1975, c. 8.)

Projet de loi 16.—Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives.—M. Tetley.—1ère lect. (vote), 165. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée après div. (dissidence); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 261-262. Rapp. (*Document no 118*); rapport adopté, 282. 3e lect., 303. Sanction, 321. (1975, c. 76.)

Projet de loi 18.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lectures après div. (dissidence de M. Roy), 82. Sanction, 84. (1975, c. 1.)

Projet de loi 19.—Loi modifiant la Loi sur les impôts.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (vote), 143. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 297-298. Rapp. (*Document no 133*), 311. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 320. Sanction, 321. (1975, c. 21.)

Projet de loi 20.—Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction.—M. Cournoyer.—1ère lect. après div., 99. Motion que M. Harvey (Jonquière) remplace M. Cournoyer comme proposeur de ce projet de loi, 385. 2e lect. après div.; déferé à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 387-388. Rapp. (*Document no 212*), 419. Prise en considération du rapport; rapport adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 424. Sanction, 442. (1975, c. 19.)

Projet de loi 21.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.—M. Goldbloom.—1ère lect. (vote), 89. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 2e lect., 93. En commission pl.; rapp.; rapport adopté après div. 94. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 96. Sanction, 97. (1975, c. 85.)

Projet de loi 22.—Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.—M. Toupin.—1ère lect., 221. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 285-286. Rapp. (*Document no 142*); 318-319. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 338. 3e lect., 344. 3e lect. révoquée; projet de loi renvoyé à la commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 347. Sanction, 370. (1975, c. 59.)

Projet de loi 25.—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer les centres hospitaliers et les centres d'accueil.—M. Goldbloom.—1ère lect., 234. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 287. 3e lect., 304. Sanction, 321. (1975, c. 69.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 26.—Loi modifiant la Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement.—M. Goldbloom.—1ère lect., 234. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 287. 3e lect., 304. Sanction, 321. (1975, c. 70.)

Projet de loi 27.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux.—M. Cournoyer.—1ère lect. (vote), 177. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 297. Rapp. (*Document no 146*), 333. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 344. 3e lect., 359. Sanction, 370. (1975, c. 49.)

Projet de loi 28.—Loi sur les subventions aux municipalités de 15,000 habitants ou plus.—M. Goldbloom.—1ère lect., 234. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 287. 3e lect., 304. Sanction, 321. (1975, c. 71.)

Projet de loi 29.—Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.—M. Cournoyer.—1ère lect. (vote), 170. Motion pour suspendre certains articles du règlement adoptée après div. (vote), 174. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 175. Reprise du débat; amdt proposé; amdt rejeté après div. (vote); débat suspendu, 178. Reprise du débat; motion principale adoptée après div. (vote); 2e lect.; motion que le projet de loi soit déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration adoptée après div., 179-180. Rapp. (*Document no 74*), 185. Rapport adopté (cons. unan.); motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 186. Sanction, 209. (1975, c. 57.)

Projet de loi 30.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.—M. Cournoyer.—1ère lect. (vote), 169. Motion pour suspendre certains articles du règlement adoptée après div. (vote), 174. Motion de 2e lect. adoptée (vote); 2e lect.; projet de loi déferé à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 180. Motion que le rapport de la Commission soit déposé et pris en considération adoptée, 204. Rapp. (*Document no 85*), 205. Prise en considération du rapport; rapport adopté après div. (vote); motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 208. Sanction, 209. (1975, c. 50.)

Projet de loi 31.—Loi visant à protéger la santé publique en cas de conflit de travail.—M. Forget.—1ère lect. (vote), 355. 1ère lect. et ordre de 2e lect. révoqués; projet de loi retiré, 470.

Projet de loi 32.—Loi modifiant la Loi du Barreau, la Loi du notariat et le Code des professions.—M. Lalonde.—1ère lect., 266. 2e lect.; déferé à la Commission permanente des corporations professionnelles, 296. Rapp. (*Document no 141*); rapport adopté; 3e lect., 318. Sanction, 321. (1975, c. 81.)

Projet de loi 33.—Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.—M. Cournoyer.—1ère lect. (vote), 185. Ordre de 2e lect. et 1ère lect. révoqués (vote); nouveau projet de loi déposé; 1ère lect., 241-242. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 270. Reprise du débat; motion adoptée; projet de loi déferé à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration,

Projets de loi:—Suite

278. Rapp. (*Document no 146*), 333. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 344. 3e lect., 359. Sanction, 370. (1975, c. 53.)

Projet de loi 34.—Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.—M. Goldbloom.—1ère lect., 234. 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 305. Rapp. (*Document no 154*), 346. Prise en considération du rapport, 360; 365. Rapport adopté; 3e lect., 365. Sanction, 370. (1975, c. 89.)

Projet de loi 35.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 231. Sanction, 237. (1975, c. 2.)

Projet de loi 36.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.—M. Forget.—1ère lect. (vote), 253. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires sociales, 262. Rapp. (*Document no 117*); rapport adopté, 281. Ordre de 3e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 304. Sanction, 322. (1975, c. 61.)

Projet de loi 37.—Loi modifiant la Loi de la Commission des affaires sociales.—M. Forget.—1ère lect. sur div., 254. Motion de 2e lect. (It-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 262. Rapp. (*Document no 117*); rapport adopté, 281. Ordre de 3e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 304. Sanction, 322. (1975, c. 64.)

Projet de loi 38.—Loi modifiant le Code de procédure civile et autorisant l'usage du courrier certifié à certaines fins.—M. Levesque.—1ère lect., 398. 2e lect.; en commission pl.; progrès, 410. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 521. 3e lect., 525. Sanction, 575. (1975, c. 83.)

Projet de loi 39.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments.—M. Toupin.—1ère lect., 254. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 286. Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 286-287. Rapp. (*Document no 142*), 318-319. Prise en considération du rapport; amdts proposés mis aux voix; enregistrement des noms remis à plus tard, 360. Enregistrement des noms; amdt proposé par M. Roy rejeté après div. (vote); amdts proposés par M. Toupin adoptés (vote); rapport adopté; 3e lect., 367-368. Sanction, 370. (1975, c. 40.)

Projet de loi 40.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect. (vote), 255. Sanction, 263. (1975, c. 3.)

Projet de loi 41.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale.—M. Goldbloom.—Motion de 1ère lect.; motion adoptée (vote); 1ère lect., 293. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée après div. (dissidence de M. Roy); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 305. Rapp. (*Document no 140*); rapport adopté; 3e lect., 317. Sanction, 322. (1975, c. 65.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 42.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—M. Goldbloom.—1ère lect., 294. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée après div. (dissidence de M. Roy); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 305. Rapp. (*Document no 154*), 346. Prise en considération du rapport; amdts proposés mis aux voix; enregistrement des noms remis à plus tard, 360. Prise en considération du rapport; amdts rejetés après div. (vote); rapport adopté; motion de 3e lect.; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 365-366-367. Sanction, 370. (1975, c. 66)

Projet de loi 43.—Loi modifiant le Code municipal.—M. Goldbloom.—1ère lect., 294. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée après div. (dissidence de M. Roy); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 305. Rapp. (*Document no 154*), 346. Prise en considération du rapport, 360. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect., 365. Sanction, 370. (1975, c. 82.)

Projet de loi 44.—Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles —M. Toupin.—1ère lect., 311. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 336. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente de l'agriculture, 346. Rapp. (*Document no 157*), 353. Prise en considération du rapport; andt proposé par M. Toupin adopté; rapport adopté; 3e lect., 362. Sanction, 371. (1975, c. 41.)

Projet de loi 45.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.—M. Goldbloom.—1ère lect., 294. 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 305. Rapp. (*Document no 140*); rapport adopté; 3e lect., 317. Sanction, 322. (1975, c. 67.)

Projet de loi 46.—Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec.—M. Hardy.—1ère lect., 302. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; motion que le projet de loi soit envoyé en commission pl. adoptée, 317. Ordre d'envoi à la commission pl. révoqué; projet de loi déferé à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 319. Rapp. (*Document no 143*); rapport adopté, 320-321. 3e lect., 327-328. Sanction, 371. (1975, c. 15.)

Projet de loi 47.—Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.—M. Cournoyer.—1ère lect. (vote), 333. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion mise aux voix; enregistrement des noms remis à plus tard, 345. Enregistrement des noms; motion adoptée (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 347. Rapp. (*Document no 171*); rapport adopté; 3e lect., 364. Sanction, 371. (1975, c. 51.)

Projet de loi 48.—Loi sur le mode de paiement du service d'électricité dans certains immeubles.—M. Choquette.—1ère et 2e lectures; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 363. Sanction, 371. (1975, c. 32.)

Projet de loi 49.—Loi modifiant le Code de la route.—M. Mailloux.—1ère lect., 327. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 339. 3e lect., 344. Sanction, 371. (1975, c. 43.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 50.—Charte des droits et libertés de la personne.—M. Choquette.—1ère et 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 79. Motion que le projet de loi soit réimprimé adoptée, 311. Ordre d'envoi du projet de loi à la Commission permanente de la justice, 2e et 1ère lectures révoqués; nouveau projet de loi déposé; 1ère et 2e lectures; déferé à la Commission permanente de la justice, 326. Rapp. (*Document no 172*); rapport adopté; 3e lect., 369. Sanction, 371. (1975, c. 6.)

Projet de loi 52.—Loi de l'indemnisation de certains ouvriers employés dans les exploitations de mines et de carrières.—M. Cournoyer.—1ère lect., 326. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; amdt rejeté après div. (vote); motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 336-337-338. Rapp. (*Document no 173*); rapport adopté; 3e lect., 369. Sanction, 371. (1975, c. 55.)

Projet de loi 53.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile.—M. Choquette.—1ère lect., 334. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 359-360. Sanction, 371. (1975, c. 10.)

Projet de loi 54.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—M. Cloutier.—1ère lect., 334. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 364. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 368. Sanction, 371. (1975, c. 79.)

Projet de loi 55.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 368. Sanction, 371. (1975, c. 4.)

Projet de loi 56.—Loi modifiant la Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales.—M. Drummond.—1ère lect., 385. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 399. Sanction, 442. (1975, c. 37.)

Projet de loi 57.—Loi assurant aux usagers la reprise des services normaux de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect., 377. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; amdt rejeté après div. (vote); motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp. lu et agréé; 3e lect. après div. (vote), 377-378-379. Sanction, 380. (1975, c. 56.)

Projet de loi 58.—Loi concernant les droits sur les mines.—M. Cournoyer.—1ère lect., 385. 2e lect. (lt-g.) (vote); en commission pl.; rapp.; 3e lect. (vote), 404. Sanction, 443. (1975, c. 87.)

Projet de loi 59.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts.—M. Quenneville.—1ère lect. (vote). 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect., 501. Sanction, 502. (1975, c. 22.)

Projets de loi:— Suite

Projet de loi 60.—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies.—Mme Bacon.—1ère lect., 385. 2e lect. après div. (dissidence de M. Burns); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. (dissidence de M. Burns), 400. Sanction, 443. (1975, c. 74.)

Projet de loi 61.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations.—Mme Bacon.—1ère lect., 385. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 400. Sanction, 443. (1975, c. 75.)

Projet de loi 62.—Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives.—M. Lachapelle.—1ère lect., 454. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 463. Sanction, 502. (1975, c. 80.)

Projet de loi 64.—Loi concernant les mesures anti-inflationnistes.—M. Garneau.—1ère lect., 385. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; débat ajourné, 425. Reprise du débat; amdt rejeté après div.; motion principale adoptée après div. (vote); 2e lect., 440. Déféré à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 442. Rapp. (*Document no 280*), 538. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 547. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 570-571. Sanction, 575. (1975, c. 16.)

Projet de loi 65.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect. (cons. unan.), 524. Ordre de 2e lect. révoqué; 1ère lect. révoquée; projet de loi retiré; nouveau projet de loi déposé; 1ère lect., 535. 2e lect.; en commission pl.; progrès, 547. De nouveau en commission pl.; rapp.; 3e lect., 570. Sanction, 575. (1975, c. 54.)

Projet de loi 66.—Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte.—M. Drummond.—1ère lect. (vote), 397. 2e lect. (vote); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 409. Sanction, 443. (1975, c. 39.)

Projet de loi 67.—Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.—M. Drummond.—1ère lect., 398.

Projet de loi 68.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.—M. Goldbloom.—1ère lect. (cons. unan.), 524. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp., 533. 3e lect., 540. Sanction, 575. (1975, c. 88.)

Projet de loi 69.—Loi modifiant la Loi des poursuites sommaires.—M. Levesque.—1ère lect., 398. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 410. 3e lect., 419. Sanction, 443. (1975, c. 11.)

Projet de loi 70.—Loi modifiant la Loi de la Société des Traversiers du Québec.—M. Mailloux.—1ère lect., 412. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; progrès, 420. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 450. Sanction, 503. (1975, c. 46.)

Projet de loi 71.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.—M. Quenneville.—1ère lect. (vote), 465. 2e lect. (lt-g.); déféré à la Commission permanente des finances,

Projets de loi:—Suite

des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect., 501. Sanction, 503. (1975, c. 20.)

Projet de loi 72.—Loi modifiant la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux.—M. Quenneville.—1ère lect., 466. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect., 501. Sanction, 503. (1975, c. 23.)

Projet de loi 73.—Loi modifiant la Loi autorisant le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes.—M. Quenneville.—1ère lect., 466. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect., 501. Sanction, 503. (1975, c. 24.)

Projet de loi 74.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie.—M. Quenneville.—1ère lect., 466. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect., 501. Sanction, 503. (1975, c. 59.)

Projet de loi 75.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—M. Quenneville.—1ère lect., 466. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect., 501. Sanction, 503. (1975, c. 25.)

Projet de loi 76.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.—M. Quenneville.—1ère lect., 466. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect. après div., 501. Sanction, 503. (1975, c. 26.)

Projet de loi 77.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie.—M. Quenneville.—1ère lect., 466. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect. après div., 501. Sanction, 503. (1975, c. 27.)

Projet de loi 78.—Loi modifiant la Loi des licences.—M. Quenneville.—1ère lect., 466. 2e lect. (lt-g.); déferé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 473. Rapp. (*Document no 249*), 477. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 490. 3e lect., 501. Sanction, 503. (1975, c. 28.)

Projet de loi 79.—Loi constituant la Société québécoise d'information juridique.—M. Levesque.—1ère lect., 412. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; progrès, 475. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp., lu et agréé, 521. 3e lect., 525. Sanction, 575. (1975, c. 12.)

Projet de loi 80.—Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.—M. Levesque.—1ère lect. après div. (vote), 454.

Projets de loi:—Suite

Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 496. Reprise du débat; motion adoptée (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 499. Rapp. (*Document no 277*), 523. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 532. Ordre de 3e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 569. Sanction, 575. (1975, c. 84.)

Projet de loi 81.—Loi constituant la Régie des installations olympiques.—M. Goldbloom.—1ère lect. (vote), 421. 2e lect. (It-g.) après div. (vote); déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 437. Rapp.; rapport adopté; 3e lect. après div. (vote), 441. Sanction, 443. (1975, c. 72.)

Projet de loi 82.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect. après div. des voix (dissidence de MM. Burns, Lessard et Roy), 475. Sanction, 503. (1975, c. 5.)

Projet de loi 83.—Loi concernant le canton de Chicoutimi.—M. Goldbloom.—1ère lect., 454. 2e lect.; en commission pl.; rapp. 515-516. 3e lect., 525. Sanction, 575. (1975, c. 92.)

Projet de loi 84.—Loi modifiant la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.—M. Levesque.—1ère lect., 494. 2e lect.; déferé à la Commission permanente de la justice, 515. Rapp. (*Document no 277*), 523. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 532. 3e lect., 540. Sanction, 575. (1975, c. 13.)

Projet de loi 85.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec et le Régime de rentes du Québec.—M. Forget.—1ère lect., 494. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 472-473. 3e lect., 486. Sanction, 503. (1975, c. 17.)

Projet de loi 86.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.—M. Forget.—1ère lect., 454. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 472-473. 3e lect., 486. Sanction, 503. (1975, c. 62.)

Projet de loi 87.—Loi abrogeant la Loi des unités sanitaires.—M. Forget.—1ère lect., 455. 2e lect. après div. (abstentions); en commission pl.; rapp. 472-473. 3e lect., 486. Sanction, 503. (1975, c. 58.)

Projet de loi 88.—Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique.—M. Forget.—Motion que le projet de loi soit lu la 1ère fois et déferé pour étude à la Commission permanente des affaires sociales adoptée après div. (vote), 80. Rapp. (*Document no 110*), 273. Motion de 2e lect. (It-g.); débat; débat ajourné, 306. Reprise du débat; débat suspendu, 317. Reprise du débat; débat suspendu, 318. Reprise du débat; débat suspendu, 320. Reprise du débat; motion mise aux voix; enregistrement des noms remis à la prochaine séance, 321. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires sociales, 327. Rapp. (*Document no 156*), 353. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 362. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3e lect., 365. Sanction, 371. (1975, c. 63.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 89.—Loi des droits sur les mines.—M. Cournoyer.—1ère lect., 478. Projet de loi réimprimé (cons. unan.), 523. Motion de 2e lect. (It-g.); débat; motion adoptée après div. (dissidence de MM. Burns, Lessard et Roy); 2e lect.; déféré à la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, 534. Rapp. (*Document no 283*), 539. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 548. 3e lect. après div. avec diss., 567. Sanction, 575. (1975, c. 30.)

Projet de loi 91.—Loi du Collège régional du Saguenay — Lac Saint-Jean.—M. Harvey (Dubuc).—1ère lect.; déféré à la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 266. Rapp. (*Document no 128*), 301. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 2e lect.; motion que le projet de loi soit envoyé en commission pl. adoptée, 302. En commission pl.; rapp.; 3e lect., 314. Sanction, 322. (1975, c. 120.)

Projet de loi 92.—Loi abrogeant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec.—M. Roy.—1ère lect.; déféré à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives; règles de pratique suspendues, 341. Ordre d'envoi à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives révoqué; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 361. Sanction, 371. (1975, c. 119.)

Projet de loi 93.—Loi du National Cablevision Limited.—M. Veilleux.—1ère lect. (vote); déféré à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives; règles de pratique suspendues, 341-342. Ordre d'envoi à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives révoqué; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 361. Sanction, 371. (1975, c. 121.)

Projet de loi 94.—Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accident d'automobile et le Code de la route.—M. Leduc.—1ère lect., 466.

Projet de loi 95.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.—M. Bonnier.—1ère lect., 416. Ordre de 2e lect. révoqué; déféré à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières; règles de pratique suspendues, 486. Rapp. (*Document no 263*), 505. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 513. 3e lect., 525. Sanction, 575. (1975, c. 78.)

Projet de loi 96.—Loi modifiant le Code du travail.—M. Burns.—1ère lect. (vote avec abstention), 524.

Projet de loi 100.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.—M. Picard.—1ère lect après div.; déféré à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 342. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 170*), 362.

Projet de loi 102.—Loi concernant la ville de Malartic.—M. Houde (Abitibi-Est).—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; déféré à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 294. Motion que M. Samson remplace

Projets de loi:—Suite

M. Houde (Abitibi-Est) comme parrain de ce projet de loi, 302. Rapp. (*Document no 144*); rapport adopté; 2e lect.; envoyé en commission pl. pour étude, 325-326. En commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 361. Sanction, 371. (1975, c. 101.)

Projet de loi 104.—Loi concernant la succession de Joseph Octave Saint-Pierre.—M. Caron.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 134*), 311.

Projet de loi 108.—Loi concernant une donation à la Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet.—M. Malouin. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 51*), 111. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 206. Rapp. (*Document no 99*); rapport adopté (vote), 233. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 235. Sanction, 237. (1975, c. 118.)

Projet de loi 109.—Loi concernant une donation à l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences.—M. Blank.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 270*), 518. 1ère lect. (cons. unan.); déferé à la Commission permanente de la justice; règles de pratique suspendues, 518-519. Projet de loi étudié en commission (*Document no 284*), 543. Rapp. (*Document no 290*), 553. 2e lect. après div. avec diss.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect. après div. avec diss., 567. Sanction, 576. (1975, c. 117.)

Projet de loi 110.—Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest.—M. Picotte.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 206. Rapp. (*Document no 99*); rapport adopté (vote), 233. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 235. Sanction, 237. (1975, c. 100.)

Projet de loi 111.—Loi concernant la ville de Fossambault-sur-le-Lac.—M. Pagé.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 206. Rapp. (*Document no 99*); rapport adopté (vote), 233. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 235. Sanction, 237. (1975, c. 102.)

Projet de loi 112.—Loi concernant Reliure Gala Inc. — Gala Bookbinding Inc.—M. Ciaccia.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 206. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. Sanction, 322. (1975, c. 116.)

Projet de loi 113.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine.—M. Blank.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 134*), 311. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente de la justice; règles de pratique suspendues, 479. Rapp. (*Document no 267*), 510. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 513. 3e lect., 526. Sanction, 575. (1975, c. 115.)

Projet de loi 115.—Loi concernant l'Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke.—M. Cornellier.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 51*), 111.

Projets de loi:—Suite

1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 206. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. Sanction, 322. (1975, c. 114.)

Projet de loi 118.—Loi concernant l'Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe.—M. Cornellier.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 51*), 111. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission des institutions financières, compagnies et coopératives, 206. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. Sanction, 322. (1975, c. 113.)

Projet de loi 119.—Loi concernant l'Hôpital Saint-Joseph de Granby.—M. Cornellier.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 51*), 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 206. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. Sanction, 322. (1975, c. 112.)

Projet de loi 123.—Loi concernant la succession de Charles Séraphin Rodier.—M. Shanks.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente de la justice, 206. Rapp. (*Document no 267*), 510. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 514. 3e lect., 526. Sanction, 576. (1975, c. 122.)

Projet de loi 154.—Loi autorisant la ville de Courville à aliéner un immeuble.—M. Bédard (Montmorency).—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194.

Projet de loi 155.—Loi concernant la ville de Bécancour.—M. Faucher.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 354. Rapp. (*Document no 229*); projet de loi rejeté, 445.

Projet de loi 158.—Loi concernant la succession de Joseph David Rodolphe Forget.—M. Tardif.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect. (vote); déferé à la Commission permanente de la justice; règles de pratique suspendues, 490. Rapp. (*Document no 284*), 543. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 567. Sanction, 576. (1975, c. 123.)

Projet de loi 170.—Loi concernant certains terrains dans la cité de Westmount.—M. Caron.—Rapport du greffier en loi déposé, (*Document no 134*), 311. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente de la justice; règles de pratique suspendues, 479. Rapp. (*Document no 267*), 510. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 514. 3e lect., 526. Sanction, 576. (1975, c. 111.)

Projet de loi 171.—Loi constituant la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec.—M. Bonnier.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; règles de pratique

Projets de loi:—Suite

suspendues; projet de loi déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 221. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. 3e lect. révoquée; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 319. Sanction, 322. (1975, c. 110.)

Projet de loi 176.—Loi concernant la ville de Val d'Or.—M. Houde (Abitibi-Est).—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 106*), 265. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 294. Rapp. (*Document no 144*); rapport adopté; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 325-326. Sanction, 371. (1975, c. 103.)

Projet de loi 178.—Loi concernant SEG Inc.—M. Kennedy.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 193. Motion que le rapport soit agréé adoptée (vote), 194. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 206. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. Sanction, 322. (1975, c. 109.)

Projet de loi 180.—Loi concernant la ville de Longueuil.—M. Déom.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 119*), 282. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 294. Rapp. (*Document no 144*); rapport adopté; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 325-326. 3e lect. révoquée; renvoyé à la commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 361-362. Sanction, 371. (1975, c. 93.)

Projet de loi 182.—Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.—M. Blank.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 86*), 205. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 206. Rapp. (*Document no 99*); rapport adopté (vote) 233. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 235. Sanction, 237. (1975, c. 97.)

Projet de loi 186.—Loi concernant Estimauville Land Inc.—M. Harvey (Charlesbourg).—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 76*), 194. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 206. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. 3e lect. révoquée; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 362. Sanction, 371. (1975, c. 108.)

Projet de loi 187.—Loi concernant la succession de Polyxène Beaudry et la succession de Jean-Baptiste Beaudry Leman.—M. Beauregard.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 134*), 311.

Projet de loi 190.—Loi concernant la ville de Châteauguay-Centre et la ville de Châteauguay.—M. Kennedy.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 106*), 265. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; projet de loi déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 266-267. Rapp. (*Document no 139*); rapport adopté; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 315-316. Sanction, 322. (1975, c. 98.)

Projets de loi:— Suite

Projet de loi 191.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.—M. Picard.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 106*), 265. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; projet de loi déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 266-267. Rapp. (*Document no 139*); rapport adopté; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 315-316. 3e lect. révoquée; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 361-362. Sanction, 371. (1975, c. 87.)

Projet de loi 192.—Loi concernant Le Développement des Iles Carillon Inc. (Carillon Islands Development Inc.)—M. Desjardins.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 106*), 265. 1ère lect.; règles de pratique suspendues; projet de loi déferé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 266-267. Rapp. (*Document no 132*); rapport adopté, 309. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 310. Sanction, 322. (1975, c. 107.)

Projet de loi 193.—Loi refondant la Charte de la Cité de Hull.—M. Gratton.—1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 354. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 170*), 364. Rapp. (*Document no 229*); rapport adopté (vote), 445. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 499. 3e lect., 506. Sanction, 576. (1975, c. 94.)

Projet de loi 195.—Loi concernant la ville de Jonquière.—M. Pilote.—1ère lect. (cons. unan.); déferé à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 284. Rapp. (*Document no 139*); rapport adopté; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 315-316. Sanction, 322. (1975, c. 95.)

Projet de loi 196.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.—M. Lachance.—1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 342. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 155*), 348. Rapport adopté, 362.

Projet de loi 198.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.—M. Blank.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 134*), 311. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 342. Rapp. (*Document no 229*); rapport adopté (vote), 445. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 500. 3e lect., 506. Sanction, 576. (1975, c. 96.)

Projet de loi 205.—Loi concernant la cité de Rimouski.—M. Déom.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 228*): art. 1 des règles de pratique suspendu; 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 439. Rapp. (*Document no 268*), 517. Motion de 2e lect.; débat; débat ajourné, 535. Reprise du débat; motion adoptée après div. avec dissidence; en commission pl.; rapp., 548. 3e lect., 567. Sanction, 576. (1975, c. 99.)

Projet de loi 211.—Loi concernant certains immeubles de Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.—M. Brisson.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 230*); art. 1 des règles de pratique suspendu (vote), 453. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente de la justice; règles de pratique suspendues, 455. Rapp. (*Document no 267*), 510. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 514. 3e lect., 526. Sanction, 576. (1975, c. 106.)

Projets de loi: Suite

Projet de loi 213.—Loi concernant la ville de Chibougamau.—M. Houde (Abitibi-Est).—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 250*); art. 1 des règles de pratique suspendu, 478. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales; règles de pratique suspendues, 479. Rapp. (*Document no 268*), 517. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 526. 3e lect., 532. Sanction, 576. (1975, c. 104.)

Projet de loi 214.—Loi concernant la Compagnie de gestion de Matane Inc.—M. Côté.—Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 242*); articles 1 et 5 des règles de pratique suspendus, 469. 1ère lect.; déferé à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement; règles de pratique suspendues, 470. Rapp. (*Document no 276*); rapport adopté, 521. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 541. 3e lect., 547. Sanction, 576. (1975, c. 105.)

Projet de loi 250.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'assurance-maladie.—M. Forget.—1ère lect., 470. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp., 501. 3e lect., 506. Sanction, 576. (1975, c. 60.)

Projet de loi 251.—Loi modifiant la Loi des transports et d'autres dispositions législatives.—M. Mailloux.—1ère lect., 494. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 527. Rapp. (*Document no 279*), 538. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 547. 3e lect., 567. Sanction, 576. (1975, c. 45.)

Projet de loi 252.—Loi modifiant le Code de la route.—M. Mailloux.—1ère lect., 478. 2e lect.; déferé à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 495. Rapp. (*Document no 257*), 497. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 506. 3e lect., 513. Sanction, 576. (1975, c. 44.)

Projet de loi 253.—Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail.—M. Forget.—1ère lect., 494. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 502. Reprise du débat; amdt proposé; amdt retiré; motion principale mise aux voix; enregistrement des noms remis à plus tard; 514-515. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 516. Rapp. (*Document no 293*), 556. Prise en considération du rapport; amdt proposé; débat; amdt adopté; rapport adopté; 3e lect., 569-570. Sanction, 576. (1975, c. 52.)

Projet de loi 254.—Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'évaluation foncière.—M. Goldbloom.—1ère lect. (vote), 493. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 516. Rapp. (*Document no 291*), 555. Prise en considération du rapport; amdt proposé; amdt adopté; rapport adopté; 3e lect., 568-569. Sanction, 576. (1975, c. 68.)

Projet de loi 255.—Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec.—M. Goldbloom.—1ère lect. après div. (vote), 498. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 527. Reprise du débat; motion adoptée (dissidence de MM. Bédard (Chicoutimi), Burns et Roy); 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires

Projets de loi:—Suite

municipales, 533. Rapp. (*Document no 291*), 555. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 568. 3e lect. après div. avec diss., 569. Sanction, 576. (1975, c. 91.)

Projet de loi 256.—Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.—M. Goldbloom.—1ère lect. (vote), 505. Motion de 2e lect.; débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 527. Rapp. (*Document no 291*), 555. Prise en considération du rapport; amdts proposés; amdts adoptés; rapport adopté; 3e lect., 568-569. Sanction, 576. (1975, c. 90.)

Projet de loi 257.—Loi concernant l'installation de stations au sol transportables à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal.—M. Goldbloom.—1ère lect. (vote), 517. 2e lect.; en commission pl.; rapp., 527. 3e lect., 531. Sanction, 576. (1975, c. 73.)

Projet de loi 258.—Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'Hydro-Québec, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la Régie des services publics.—M. Hardy.—1ère lect. (cons. unan.), 518. 2e lect.; en commission pl.; progrès, 526. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 540. 3e lect., 547. Sanction, 577. (1975, c. 31.)

Projet de loi 259.—Loi de la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Haute-rive.—M. Mailloux.—1ère lect. (cons. unan.), 518. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2e lect.; déferé à la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 532. Rapp. (*Document no 279*), 538. Prise en considération; rapport adopté, 547. 3e lect., 567. Sanction, 577. (1975, c. 48.)

Projet de loi 260.—Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.—M. Goldbloom.—1ère lect. (cons. unan. et vote), 538. 2e lect.; déferé à la Commission permanente des affaires municipales, 546. Rapp. (*Document no 291*), 555. Prise en considération; rapport adopté, 568. 3e lect., 569. Sanction, 577. (1975, c. 86.)

Projets de loi (procédures incidentes):

Délai pour le dépôt des projets de loi privés porté au 11 juin 1975, 261.

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Traitement du—, fixé, 558.

PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 88.

PROTECTION DES ACHETEURS DE MAISONS NEUVES ET DE TERRAINS:—Loi sur la—. Projet de loi no 6.

Q

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION:—Loi sur la—. Projet de loi no 33.

QUÉBEC:—Loi modifiant la charte de la Ville de—. Projet de loi no 260.

Questions et réponses:

Affaires intergouvernementales: Quelles sont les municipalités qui ont conclu avec le gouvernement fédéral des ententes exclues de l'application de la Loi du ministère des—, 482.

Agriculteurs:—Quel était le nombre d'—, de producteurs agricoles et de fonctionnaires au ministère de l'Agriculture le 1er janvier 1965, 195.

Agriculture:—Combien de fonctionnaires du ministère de l'—, ont voyagé en dehors du Canada en 1972/73 et 1973/74. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 103. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Agriculture:—Le ministre de l'—, a-t-il fait des voyages en compagnie d'un ou de plusieurs fonctionnaires à l'intérieur de la province au cours de 1973/74 et de 1974/75, 482.

Alliance laurentienne des Métis et Indiens sans statut:—Le premier ministre a-t-il rencontré l'—, 561.

Aluminerie dans la région de Saint-Augustin:—Le gouvernement a-t-il fait faire une étude écologique sur les effets résultant de l'installation d'une—, 432.

Appels d'offres:—Depuis 1970, combien d'entrepreneurs reconnus comme plus bas soumissionnaires à la suite d'—, se sont désistés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 433. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Artena Limitée:—Le gouvernement ou ses organismes a-t-il acheté du mobilier de—, au cours des années 1973/74 et 1974/75, 223.

Association parlementaire du Commonwealth:—Quelles sont les personnes qui ont représenté l'Assemblée nationale du Québec à la réunion de l'—, tenue à Londres en mars 1975. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 200. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Avion:—Combien de fois les fonctionnaires ont-ils voyagé en—, sur des appareils autres que ceux du ministère des Transports en 1974/75, 432.

Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc.:—Quel mandat le gouvernement a-t-il confié à la firme—, pour effectuer l'étude intitulée *Origine-Destination*, 199.

Beurre:—Le—, importé de la Nouvelle-Zélande ou d'autres pays entre-t-il dans la fabrication du beurre « Canada Première Catégorie », 196.

Cap-de-la-Madeleine:—Le ministère des Transports a-t-il négocié la disparition du passage à niveau du Chemin Marais-des-Plaines dans la municipalité de—, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 313. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Carbonneau, M. Côme:—Quel salaire a été payé chaque année à—, depuis sa nomination comme président de SOQUEM. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 357. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Caughnawaga:—Le gouvernement provincial a-t-il accordé une subvention pour le maintien d'un corps de police sur la réserve indienne de—, 312.

Centre d'accueil pour l'hébergement de personnes âgées:—Détails concernant les—, inaugurés en 1972/73, 1973/74 et 1974/75. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 274. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Centre du pneu Beaurivage:—Quel est le montant des achats ou des travaux exécutés par le—, pour le gouvernement ou ses organismes, 120.

Chalutiers de pêche:—Quel est le nombre de nouveaux—, mis en service sur la Côte Nord, en Gaspésie ou aux Îles-de-la-Madeleine en 1973/74 et 1974/75, 159.

Chicoine, M. Camille:—À quelle date a-t-il été nommé administrateur de la Commission des loyers de Sept-Îles. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 457. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Chroniqueurs de chasse, pêche ou plein air:—Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il déjà accordé certains privilèges à des—, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 563. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Conseil exécutif:—La Sûreté du Québec assure-t-elle la protection des membres du—, 274.

Corporation du Crédit commercial Limitée:—Le ministère de la Justice a-t-il intenté une action à la suite de la faillite de la—, 198.

Cuba:—Conformément à un communiqué du ministère de l'Agriculture, une vente de poulets a-t-elle été faite à—, 480.

Cuba:—Quel est le montant de la perte totale encourue à l'occasion de la vente de poulets à—, 481.

Direction générale du Nouveau-Québec (ministère des Richesses naturelles):—Le ministère de la Justice a-t-il reçu un ou plusieurs rapports à la suite de l'enquête spéciale faite à la—, 560.

Ebena Lasalle Inc.:—Le gouvernement ou ses organismes a-t-il acheté du mobilier de—, au cours des années 1973/74 et 1974/75, 223.

École Saint-Roch de Rock Forest:—Le gouvernement a-t-il pris connaissance des demandes au sujet des réparations urgentes qui doivent être effectuées à l'—, 199.

Questions et réponses:—Suite

Électricité:—Y a-t-il eu des pourparlers entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec au sujet d'un réseau intégré des lignes de distribution de l'—, dans l'Est du Canada, 562.

Enquête spéciale:—Le ministère de la Justice a-t-il reçu un ou plusieurs rapports à la suite de l'—, faite à la Direction générale du Nouveau-Québec, ministère des Richesses naturelles, 560.

Enseignement (secteur privé):—Est-il exact que le Conseil supérieur de l'éducation a abandonné le projet d'étudier le financement de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 101. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Expositions:—À combien d'—, tenues à l'étranger le gouvernement du Québec a-t-il participé du 1er mai 1970 à ce jour, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 161. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Expositions:—À combien d'—, tenues au Québec, le gouvernement a-t-il participé depuis le 1er mai 1970 à ce jour. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 224. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Faillites:—Quels sont les secteurs économiques les plus touchés chaque année par les—, depuis 1970, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 357. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Ford:—Combien de véhicules ont été confiés à l'utilisation du gouvernement du Québec par la société—, en vertu d'une entente prêt-location. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 122. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Gaspésie:—Combien de villages ont été fermés en—, au cours des cinq dernières années, 197.

Grèves:—Combien y a-t-il eu de—, dans la province de Québec, depuis le 1er janvier 1974. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 122. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Hébergement à la ferme:—Combien a coûté la campagne—, tant au Canada qu'à l'étranger, 483.

Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—Quels sont les noms et adresses des organismes ayant reçu des subventions du—, pour l'exercice financier 1974/75. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 434. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Île d'Anticosti:—Combien de temps ont duré les négociations qui ont conduit à l'achat de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 275. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses: —Suite

Île d'Anticosti:—Quel est le nom de la puissance étrangère intéressée à faire l'acquisition de l'—, 509.

Iron Ore Company of Canada:—À quelle date fut signé le premier contrat entre la— et le gouvernement, concernant le minerai de fer de l'Ungava. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 266. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Jonquière:—Quelles sommes ont été versées par le ministère des Affaires municipales à la ville de—, en 1972/1973 et 1973/1974, 356.

Lait:—Le ministre de l'Agriculture peut-il nous dire s'il est exact que la productivité par vache laitière a diminué au Québec au cours des cinq dernières années. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 564. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Laporte, M. Gilles:—Est-ce que—, a été engagé sur une base d'honoraires par un ministère en 1974, 559.

La Sarre (Abitibi-Ouest):—Est-ce que des locaux situés à—, et appartenant au ministère de l'Agriculture, ont été loués à des individus ou à des entreprises depuis 1970, 430.

Lots sous billet de location:—Combien de—, ont été concédés définitivement dans le comté de Beauce-Sud de 1970 à 1974, 392.

Origine-Destination:—Quel mandat le gouvernement a-t-il confié à la firme Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc. pour effectuer l'étude intitulée:—, 199.

Ottawa:—Combien le ministère des Affaires sociales a-t-il payé en subventions et en remboursement aux établissements hospitaliers de la ville d'—, de 1971 à 1975, 119.

Parc de la Mauricie:—Est-ce que le décret de la construction a été appliqué aux salaires payés par la compagnie Sanitex Inc. alors qu'elle exécutait un contrat dans le—, 393.

Parc Forillon:—Combien d'immeubles le gouvernement provincial a-t-il expropriés pour permettre au gouvernement fédéral d'organiser le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 433. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Paris:—À qui a-t-on confié l'entreprise de couper et de transporter le sapin ou l'épinette offert à la ville de—, en 1974, 560.

Partis politiques provinciaux:—Le gouvernement est-il au courant que certaines municipalités ont accordé des subventions à certains—, 356.

Questions et réponses:—Suite

Paspébiac:—Quel est le montant total accordé à la municipalité de—, par le ministre des Affaires municipales pour l'année 1974-75, 161.

Peter Kiewit Sons of Canada:—La compagnie—, a-t-elle obtenu, depuis 1970, des contrats du gouvernement de la province ou de ses organismes, 455.

Pettigrew, M. Guy, avocat:—À quelle date a-t-il été nommé administrateur adjoint de la Commission des loyers de Sept-Iles. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 456. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Poisson, Mlle Françoise:—L'automobiliste responsable de l'accident de—, de France, détient-il toujours son permis de conducteur ou de chauffeur, 484.

Porcs:—Quel est le montant total payé par le ministère de l'Agriculture aux producteurs de—, en vertu de l'aide spéciale établie le 1er avril 1974, 195.

Producteurs agricoles:—Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture sont reconnus—, en vertu de certaines lois de ce ministère. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 544. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Produits congelés:—Détails concernant l'étude agro-alimentaire exécutée par la Société d'Ingénierie Cartier Ltée sur le marché des—, au Québec, 483.

Produits pétroliers:—Combien de permis ont été demandés et émis en vertu de la Loi sur le commerce des—, 428.

Produits pétroliers:—Quel est le montant d'impôt payé par les 10 plus importantes compagnies multinationales de—, et par les consommateurs québécois, 508.

Programme des emplois nouveaux:—Quel est le montant total des subventions accordées à des organismes en vertu du—, 561.

Recensement des terres agricoles:—Le ministère de l'Agriculture a-t-il entrepris un— acquises par des non-résidents, 509.

Renault:—Combien d'automobiles—, montées par Soma, le gouvernement de la province a-t-il achetées en 1970, 1971 et 1972, 101.

Réserve des trois chaînes:—Combien de propriétaires fonciers ont acheté de la Couronne les terrains compris dans la—, de 1950 à 1974. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 276. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Revenu:—Le gouvernement a-t-il engagé des anciens membres de la Gendarmerie royale du Canada pour surveiller le comportement des fonctionnaires du ministère du—, 507.

Saindon, M. Yvon:—Détails concernant le traitement de—, et les autres membres de la Commission de la fonction publique, 120.

Questions et réponses:—Suite

Sanitex Inc.:—Est-ce que le décret de la construction a été appliqué aux salaires payés par la compagnie—, alors qu'elle exécutait un contrat dans le parc de la Mauricie, 393.

Sirap d'érable:—Combien de livres de—, ont été achetées par la Raffinerie de Sucre du Québec en vertu d'une entente intervenue entre Ottawa et Québec, 563.

Société de développement de la Baie James:—Combien d'entreprises du comté de Rouyn-Noranda ont fait affaires avec la—, de 1971 à 1974, 428.

Société de développement de la Baie James:—Quels sont les noms des directeurs de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 434. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Société d'Ingénierie Cartier Ltée:—Détails concernant l'étude agro-alimentaire exécutée par la—, sur le marché des produits congelés au Québec, 483.

Subventions:—Quel est le montant total des—, accordées à des organismes en vertu du programme des emplois nouveaux, 561.

Travail et de la Main-d'oeuvre:—Combien de fonctionnaires du ministère du—, ont voyagé en mission en dehors du Canada en 1972/73 et 1973/74. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 102. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Véhicules:—Combien de—, ont été confiés à l'utilisation du gouvernement depuis le 1er avril 1972 par la société Ford ou par toute autre société suivant une entente prêt-location. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 122. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Zonage agricole:—À qui le ministère de l'Agriculture a-t-il confié la tâche de prévoir les mécanismes d'application de la future loi sur le—, 393.

R

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES:—Loi constituant la—. Projet de loi no 81.

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS:—Loi concernant certaines installations d'utilité publique et modifiant la Loi d'Hydro-Québec, la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz et la Loi de la—. Projet de loi no 258.

RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES DU QUÉBEC ET LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi no 85.

RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RENTES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 12.

RELIURE GALA INC.—GALA BOOKBINDING INC.:—Loi concernant—. Projet de loi no 112.

REVENU:—Loi modifiant la Loi du ministère du—. Projet de loi no 71.

RIMOUSKI:—Loi concernant la cité de—. Projet de loi no 205.

RODIER:—Loi concernant la succession de Charles Séraphin—. Projet de loi no 123.

ROY, M. FABIEN:—Exclu des rangs du Ralliement Créditiste du Québec, 381-382. M. Roy siège comme député indépendant de Beauce-Sud, 389. Membre du Parti National Populaire, 537.

S

SAINT-LAURENT:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 198.

SAINT-PIERRE:—Loi concernant la succession de Joseph Octave—. Projet de loi no 104.

SANTÉ PUBLIQUE EN CAS DE CONFLIT DE TRAVAIL:—Loi visant à protéger la—. Projet de loi no 31.

SEG INC.:—Loi concernant—. Projet de loi no 178.

SEIGLE INC.:—Motion que le dossier concernant le contrat avec les Investissements—, soit déposé. Motion adoptée, 397. (Voir *Documents de la session nos 194 et 210.*)

SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi no 36.

SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi no 86.

SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX ESSENTIELS EN CAS DE CONFLIT DE TRAVAIL:—Loi visant à assurer les—. Projet de loi no 253.

SOCIÉTÉ DE RÉASSURANCE DES MUTUELLES-INCENDIE DU QUÉBEC:—Loi constituant la—. Projet de loi no 171.

SOCIÉTÉ DU PORT FERROVIAIRE DE BAIE-COMEAU—HAUTERIVE:—Loi de la—. Projet de loi no 259.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES AGRO-ALIMENTAIRES:—Loi constituant la—. Projet de loi no 22.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 70.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE:—Loi constituant la—. Projet de loi no 79.

SYNDICATS OUVRIERS:—Loi sur la mise en tutelle de certains—. Projet de loi no 29.

T

TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi no 77.

TRANSPORTS:—Loi modifiant la Loi des—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi no 251.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES ET LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi no 53.

TROIS-RIVIÈRES-OUEST:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 110.

U

UNITÉS SANITAIRES:—Loi abrogeant la Loi des—. Projet de loi no 87.

USINES LAITIÈRES RÉGIONALES:—Loi modifiant la Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'—. Projet de loi no 56.

V

VAL D'OR:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi no 176.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:—Traitement du—, fixé, 558.

W

WESTMOUNT:—Loi concernant certains terrains dans la cité de—. Projet de loi 170.

TABLE DE CONCORDANCE

CHAPITRE -- PROJET DE LOI

CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.
1	18	32	48	63	88	94	193
2	35	33	11	64	37	95	195
3	40	34	2	65	41	96	198
4	55	35	3	66	42	97	182
5	82	36	4	67	45	98	190
6	50	37	56	68	254	99	205
7	8	38	5	69	25	100	110
8	15	39	66	70	26	101	102
9	9	40	39	71	28	102	111
10	53	41	44	72	81	103	176
11	69	42	22	73	257	104	213
12	79	43	49	74	60	105	214
13	84	44	252	75	61	106	211
14	1	45	251	76	16	107	192
15	46	46	70	77	14	108	186
16	64	47	7	78	95	109	178
17	85	48	259	79	54	110	171
18	12	49	27	80	62	111	170
19	20	50	30	81	32	112	119
20	71	51	47	82	43	113	118
21	19	52	253	83	38	114	115
22	59	53	33	84	80	115	113
23	72	54	65	85	21	116	112
24	73	55	52	86	260	117	109
25	75	56	57	87	191	118	108
26	76	57	29	88	68	119	92
27	77	58	87	89	34	120	91
28	78	59	74	90	256	121	93
29	58	60	250	91	255	122	123
30	89	61	36	92	83	123	158
31	258	62	86	93	180		

PROJET DE LOI — CHAPITRE

P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.	P.L.	CHAP.
1	14	39	40	73	24	123	122
2	34	40	3	74	59	158	123
3	35	41	65	75	25	170	111
4	36	42	66	76	26	171	110
5	38	43	82	77	27	176	103
7	47	44	41	78	28	178	109
8	7	45	67	79	12	180	93
9	9	46	15	80	84	182	97
11	33	47	51	81	72	186	108
12	18	48	32	82	5	190	98
14	77	49	43	83	92	191	87
15	8	50	6	84	13	192	107
16	76	52	55	85	17	193	94
18	1	53	10	86	62	195	95
19	21	54	79	87	58	198	96
20	19	55	4	88	63	205	99
21	85	56	37	89	30	211	106
22	42	57	56	91	120	213	104
25	69	58	29	92	119	214	105
26	70	59	22	93	121	250	60
27	49	60	74	95	78	251	45
28	71	61	75	102	101	252	44
29	57	62	80	108	118	253	52
30	50	64	16	109	117	254	68
32	81	65	54	110	100	255	91
33	53	66	39	111	102	256	90
34	89	68	88	112	116	257	73
35	2	69	11	113	115	258	31
36	61	70	46	115	114	259	48
37	64	71	20	118	113	260	86
38	83	72	23	119	112		

INDEX OF VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

24 ELIZABETH II, 1975

A

Accounts and Papers:

Accidents in the province of Québec:—Annual report on the statistics on motor vehicle—, for 1974. Tabled, 427. (*Sessional Papers, No. 220.*)

Advisory Council on Justice:—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 38.*)

Advisory Council on Labour and Manpower:—Annual report of the—, for 1974/75. Tabled, 412. (*Sessional Papers, No. 208.*)

Advisory Council on the Environment:—Annual report of the—, for 1974/75. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 180.*)

Agreement:—An initialled—, between the government of Québec and the Syndicat des fonctionnaires du Québec. Tabled, 498. (*Sessional Papers, No. 258.*) See also *Sessional Papers, No. 198.*

Agriculture:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 67. (*Sessional Papers, No. 9.*)

Agriculture:—How many employees of the Department of—, travelled outside Canada on official missions in 1972/73 and 1973/74. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 103. (*Sessional Papers, No. 43.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued

*Agriculture:—*Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 407. (*Sessional Papers, No. 195.*)

*Agrologists of Québec:—*Annual report of the Order of—, for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 343. (*Sessional Papers, No. 152.*)

*Airports:—*A press release from the Department of Transport concerning land transport facilities for Dorval and Mirabel—. Tabled, 467. (*Sessional Papers, No. 241.*)

*Aluminum plant:—*A study on the impact of the spreading of gaseous fluorides concerning the proposed—, at Saint-Augustin-de-Desmaures. Tabled, 480. (*Sessional Papers, No. 251.*)

*Aluminum plant:—*Copy of a letter forwarded to the President of the Executive Committee of the Q.U.C. by the Minister of Industry and Commerce concerning the plan to construct an—, in the Québec City region. Tabled, 490. (*Sessional Papers, No. 256.*)

*Animal health insurance:—*Details *re* fees paid to veterinary surgeons, premiums paid by farmers and the number of veterinary surgeons who signed their engagement form in respect of the—. Tabled, 201. (*Sessional Papers, No. 81.*)

*Animals, dead or incurable:—*Copies of three letters from the food hygiene inspectors of the Department of Agriculture concerning the regulation of Chapter XXI respecting—. Tabled, 355. (*Sessional Papers, No. 163.*)

*Anticosti Island:—*How much time was taken up by the negotiations which led to the purchase of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 275. (*Sessional Papers, No. 113.*)

*Architects of Québec:—*Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 229. (*Sessional Papers, No. 97.*)

*Auditor-General of Québec:—*Annual report for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 86. (*Sessional Papers, No. 25.*)

*Auditor-General of Québec:—*Report by Mr Roger Morin on the audit of the accounts relating to the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 273. (*Sessional Papers, No. 111.*)

*Automobile insurance:—*Report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which sat for the purpose of examining the report of the Study Committee on—. Tabled, 69. (*Sessional Papers, No. 14.*)

*Bankruptcies:—*What are the sectors of the economy which have been the most affected by—, each year since 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 357. (*Sessional Papers, No. 165.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Bar Association of the province of Québec:—*Annual report of the—, for 1974/75. Tabled, 471. (*Sessional Papers, No. 246.*)

*Beef industry:—*A list of the proprietors of fattening parks eligible for a grant provided to support the—, and the date of the incorporation of each park. Tabled, 276. (*Sessional Papers, No. 116.*)

*Budget:—*Estimates of expenditures for the fiscal year ending March 31st 1976. Tabled, 76. (*Sessional Papers, No. 1.*)

*Budget, Supplementary (No. 1), 1975/76:—*Tabled, 334. (*Sessional Papers, No. 2.*)

*Budget, Supplementary (No 2), 1975/76:—*Tabled, 423. (*Sessional Papers, No. 2-A.*)

*Call for tenders:—*Since 1970, how many contractors who were recognized as being the lowest bidders following a—, withdrew their bids. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 433. (*Sessional Papers, No. 222.*)

*Cap-de-la-Madeleine:—*Has the Department of Transport negotiated the removal of the Marais-des-Plaines road level-crossing in the municipality of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 313. (*Sessional Papers, No. 137.*)

*Carboneau, Mr Côme:—*What salary has been paid each year to—, since his appointment as president of SOQUEM. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 357. (*Sessional Papers, No. 166.*)

*Card punch operators at the Québec Pension Board:—*A document entitled: "An experiment in the job enrichment of—, dated December 2nd 1974. Tabled, 155. (*Sessional Papers, No. 69.*)

*Carrières Saint-Eustache Ltée:—*The results of the inquiry made by the Department of Municipal Affairs in October 1973 respecting the dynamiting carried out by—. Tabled, 200. (*Sessional Papers, No. 79.*)

*Chartered Accountants of Québec:—*Annual report of the Order of—, for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 343. (*Sessional Papers, No. 151.*)

*Chartered Administrators of the province of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of the—, for 1974/75. Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 199.*)

*Chartered Appraisers of the province of Québec:—*Report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 498. (*Sessional Papers, No. 260.*)

*Chemists of the province of Québec:—*Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 455. (*Sessional Papers, No. 235.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Chicoine, Mr Camille:*—On what date was Mr Chicoine appointed administrator of the Sept-Iles Rental Commission. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 457. (*Sessional Papers, No. 237.*)
- Civil Service of Québec:*—Annual report of the Department of the—, for 1974/75. Tabled, 412. (*Sessional Papers, No. 207.*)
- Cliche Report:*—Report of the Commission of inquiry on the exercising of freedom of association in the construction industry, dated May 2nd 1975. Tabled, 155. (*Sessional Papers, No. 67.*)
- Comité des objectifs et développement de l'Outaouais (CODO):* A copy of all the studies prepared by the Centre de recherches en développement de l'Université de Montréal on behalf of the—. Tabled, 509. (*Sessional Papers, No. 265.*)
- Commission of inquiry on the exercising of freedom of association in the construction industry:*—Report dated May 2nd 1975. Tabled, 155. (*Sessional Papers, No. 67.*)
- Commission of inquiry on the exercising of freedom of association in the construction industry:*—Copy of a letter addressed to the President of the Civil Service Commission and signed by the members of the—, concerning Mr Yvon Bergeron's testimony. Tabled, 155. (*Sessional Papers, No. 68.*)
- Commission of inquiry on the exercising of freedom of association in the construction industry:*—The appendices to the report of the—. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 136.*)
- Commission of the Internal Economy of the National Assembly:* Copy of Order in Council No. 1387-75 concerning the—. Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 39.*)
- Commissions:*—List of—, issued to the public officers during 1974. Tabled, 207. (*Sessional Papers, No. 87.*)
- Commonwealth Parliamentary Association:*—Who were the persons who represented the National Assembly of Québec at the meeting of the—, held in London in March 1975. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 200. (*Sessional Papers, No. 78.*)
- Communications:*—Annual report of the Department of— . Tabled, 159. (*Sessional Papers, No. 70.*)
- Conflicts of interests:*—A copy of the statements by the Members of the Executive Council following the Prime Minister respecting— . Tabled, 224. (*Sessional Papers, No. 96.*)
- Contemporary Justice:* —A white paper entitled:—. Tabled, 139. (*Sessional Papers, No. 59.*)

Accounts and Papers:—Continued

Council of Universities:—Annual report for 1973/74. Tabled, 64. (*Sessional Papers, No. 4.*)

Council of Universities:—The sixth annual report of the—, for the period from July 1st 1974 to July 1st 1975. Tabled, 556. (*Sessional Papers, No. 295.*)

Cultural Affairs:—Report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 65. (*Sessional Papers, No. 8.*)

Cultural Affairs:—Copies of the various reports submitted to the Department of—, on the following subjects: the record policy, the book trade, the magazine and periodical distribution industry, the plastic arts and the future use of the former Québec gaol on the Plains of Abraham. Tabled, 565. (*Sessional Papers, No. 304.*)

Decentralization of the educational system:—A working paper on the—, entitled: "Towards a new method of operating the elementary and secondary educational system in the province of Québec". Tabled, 302. (*Sessional Papers, No. 131.*)

Dental services:—Report of the Québec Health Insurance Board respecting—. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 40.*)

Dentists of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 202.*)

Denturologists of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 539. (*Sessional Papers, No. 282.*)

Desjardins, Mr Gaston:—A photocopy of any cheque issued since October 2nd 1973 by the government of Québec to—. Tabled, 564. (*Sessional Papers, No. 300.*)

Dieticians of the province of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 455. (*Sessional Papers, No. 234.*)

Dollard-des-Ormeaux Regional School Board:—Copy of a letter of the Department of Education written to the Director General of the—, concerning the June 1975 examinations. Tabled, 234. (*Sessional Papers, No. 100.*)

Eddy, E.B.:—Copies of the documents exchanged between the firm of—, or George Weston, and the National Capital Commission and the Minister without Portfolio for Urban Affairs respecting this firm. Tabled, 267. (*Sessional Papers, No. 108.*)

Education and Development:—A working document entitled:—, an approach to educational interventions in underprivileged communities. Tabled, 222. (*Sessional Papers, No. 91.*)

Accounts and Papers:—Continued

Eggs:—Copy of any document or correspondence exchanged between the provincial government and the federal government respecting the storage and destruction of—, since April 1st 1972. Tabled, 104. (*Sessional Papers, No. 47.*)

Eggs:—Documents concerning the marketing of—. Tabled, 484, 565. (*Sessional Papers, Nos. 253 and 301.*)

Electricity and Gas Board:—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 159. (*Sessional Papers, No. 71.*)

Engineers of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 422. (*Sessional Papers, No. 214.*)

Exhibitions:—How many—, held in foreign countries were participated in by the government of the province of Québec from May 1st 1970 to date. (Question converted into a motion for the tabling of a document.) Tabled, 161. (*Sessional Papers, No. 72.*)

Exhibitions:—How many—, held in the province of Québec, were participated in by the government from May 1st 1970 to date. (Question converted into a motion for the tabling of a document.) Tabled, 224. (*Sessional Papers, No. 94.*)

Family and Social Affairs Council:—Annual report for 1974/75. Tabled, 391. (*Sessional Papers, No. 186.*)

Farmers:—A list of the—, who paid assessments to the Crop Insurance Board in the district of Nicolet together with the list of the indemnified beneficiaries. Tabled, 104. (*Sessional Papers, No. 46.*)

Farm Producers:—How many employees of the Québec Department of Agriculture are recognized as—, under the Farm Producers Act. (Question converted into a motion for the tabling of a document.) Tabled, 544. (*Sessional Papers, No. 286.*)

Farnham:—A copy of the report of the Québec Municipal Commission following its inquiry on the administration of the town of—. Tabled, 358. (*Sessional Papers, No. 167.*)

Feed grain:—A copy of the brief prepared by the Department of Agriculture concerning the policy of assistance for the moving of—, from Western to Eastern Canada. Tabled, 566. (*Sessional Papers, No. 305.*)

Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 282. (*Sessional Papers, No. 121.*)

Fires in the City of Montreal:—Reports submitted to the Attorney-General on the inquiries into the—, between October 31st and November 3rd 1974. Tabled, 295. (*Sessional Papers, No. 125.*)

Accounts and Papers:—Continued

Fish:—A copy of the document entitled: "*Répartition géographique des poissons, leur abondance relative et bathymétrie du lac Saint-Pierre*", drawn up by the Wildlife Management Service, District of Montreal. Tabled, 545. (*Sessional Papers*, No. 289.)

Fish and game clubs:—Details *re* private—. Tabled, 202. (*Sessional Papers*, No. 83.)

Fish and game clubs:—Copies of the leases held by the following—: Cascapédia, Bras coupé, lac Dumont, Désert and Bestone. Tabled, 545. (*Sessional Papers*, No. 288.)

Fishing permits:—A list of the complimentary—, issued by the Department of Tourism, Fish and Game in 1972, 1973 and 1974. Tabled, 201. (*Sessional Papers*, No. 80.)

Five-year university investments plan:—An Order in Council concerning the approval of the—. Tabled, 556. (*Sessional Papers*, No. 296.)

Food hygiene inspectors:—Copies of three letters from the—, of the Department of Agriculture concerning certain regulations. Tabled, 355. (*Sessional Papers*, No. 163.)

Ford Motor Company:—How many vehicles have been made available to the government of Québec by the—, under a loan-rental agreement. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 122. (*Sessional Papers*, No. 56.)

Foreign Investments:—A working document entitled: The Framework and Measures for a Québec Policy on—. Tabled, 506. (*Sessional Papers*, No. 264.)

Forest Engineers of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 471. (*Sessional Papers*, No. 247.)

Forest reserves:—A copy of any correspondence exchanged between Mr J. David Boland, Grand Rapids, Michigan, U.S.A. and the government of Québec concerning—. Tabled, 545. (*Sessional Papers*, No. 287.)

Forillon and Mauricie Parks:—A copy of any document exchanged between the federal government and the provincial government concerning—. Tabled, 436. (*Sessional Papers*, No. 227.)

Forillon Park:—How many immoveables were expropriated to allow the federal government to organize—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 432. (*Sessional Papers*, No. 212.)

Fort Rupert:—A copy of any document concerning the eventual establishment of a federal park in the region extending from—, to the Gulf of Richmond. Tabled, 458. (*Sessional Papers*, No. 239.)

Accounts and Papers:—Continued

Frozen food:—A copy of the reports on the processing and freezing of agricultural products and on the frozen food market in the province of Québec. Tabled, 485. (*Sessional Papers, No. 254.*)

General Elections, 1973:—The report on the inquiry into the alleged irregularities in the electoral districts of Laporte and Taillon during the—. Tabled, 65. (*Sessional Papers, No. 7.*)

General Investment Corporation of Québec:—Annual report for 1974. Tabled, 139. (*Sessional Papers, No. 60.*)

Grain:—Copy of any document exchanged since April 1st 1970 with the federal government concerning the cost of transporting—. Tabled, 202. (*Sessional Papers, No. 82.*)

Greater Québec Water Purification Board:—Report of the—, for the six months prior to March 1975. Tabled, 119. (*Sessional Papers, No. 54.*)

Greater Québec Water Purification Board:—Annual report dated September 30th 1975. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 181.*)

Hearing-aid Acousticians of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 498. (*Sessional Papers, No. 261.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—Five answers to questions raised during the examination of the estimates respecting assistance to recreation and sports. Tabled, 355. (*Sessional Papers, No. 164.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—What are the names and addresses of the organizations which received grants from the—, during the 1974/75 fiscal year. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 434. (*Sessional Papers, No. 224.*)

Houses of Detention and Probation Service Branch:—Annual report of the—, of the Department of Justice, for 1974. Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 37.*)

Hydro-Québec:—Annual report of the financial statements and statistics of—, and its subsidiaries, for 1974. Tabled, 133. (*Sessional Papers, No. 58.*)

Immigration:—A copy of the agreement between the government of Québec and the government of Canada concerning the exchange of information, the recruiting and selection of foreign nationals. Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 197.*)

Immigration:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 422. (*Sessional Papers, No. 213.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Immigration policy*:—A document concerning the stand taken by the government of Québec following the publication of the federal green paper on the Canadian —. Tabled, 213. (*Sessional Papers, No. 88.*)
- Industrial Administration Accountants of the province of Québec*:—Annual report of the Professional Corporation of—. Tabled, 471. (*Sessional Papers, No. 248.*)
- Industrial Research Centre of Québec*:—Annual report for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 147. (*Sessional Papers, No. 62.*)
- Industry and Commerce*:—Annual report of the Department of—, for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 147. (*Sessional Papers, No. 63.*)
- Insurance plan for Members*:—Documents concerning the payment of portion of the premiums payable for the purposes of a group—. Tabled, 107. (*Sessional Papers, No. 50.*)
- Insurers*:—A copy of a telegram of the Insurance Bureau of Canada to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives concerning the market restrictions by the—. Tabled, 282. (*Sessional Papers, No. 122.*)
- International Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101*:—The 1974 annual report of the trusteeship of the—. Tabled, 181. (*Sessional Papers, No. 73.*)
- James Bay Development Corporation*:—Annual report of the—, for 1974. Tabled, 86. (*Sessional Papers, No. 24.*)
- James Bay Development Corporation*:—What are the names of the directors of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 434. (*Sessional Papers, No. 223.*)
- Labour and Manpower*:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 18.*)
- Labour and Manpower*:—How many employees of the Department of—, travelled outside Canada on official missions in 1972/73 and 1973/74. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 42.*)
- Land Surveyors of the province of Québec*:—Annual report of the Order of—, for 1974/75 (*La Revue de l'arpenteur-géomètre*, July 1975). Tabled, 455. (*Sessional Papers, No. 233.*)
- Lands and Forests*:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 391. (*Sessional Papers, No. 187.*)
- Law Clerk of the National Assembly*:—Reports of the—, on Private Bills Nos. 108, 115, 118 and 119. Tabled, 111. (*Sessional Papers, No. 51.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on Private Bills Nos. 102, 110, 111, 112, 123, 154, 155, 158, 171, 178 and 186. Tabled, 193. (*Sessional Papers, No. 76.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, concerning Private Bill No. 182, An Act respecting the city of Côte Saint-Luc. Tabled, 205. (*Sessional Papers, No. 86.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on bills Nos. 176, 190, 191 and 192. Tabled, 265. (*Sessional Papers, No. 106.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on bill No. 180, An Act respecting the City of Longueuil. Tabled, 282. (*Sessional Papers, No. 119.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on bills Nos. 104, 113, 170, 187 and 198. Tabled, 311. (*Sessional Papers, No. 134.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on bills Nos 100 and 193. Tabled, 362. (*Sessional Papers, No. 170.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on Private Bill No. 196, An Act to amend the charter of the City of Laval. Tabled, 348. (*Sessional Papers, No. 155.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on Private Bill No. 205, An Act respecting the city of Rimouski. Tabled, 439. (*Sessional Papers, No. 228.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on Private Bill No. 211, An Act respecting certain immoveables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd. Tabled, 453. (*Sessional Papers, No. 230.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on Private Bill No. 214, An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc. Tabled, 469. (*Sessional Papers, No. 242.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on Private Bill No. 213, An Act respecting the town of Chibougamau. Tabled, 478. (*Sessional Papers, No. 250.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report of the—, on Private Bill No. 109, An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning. Tabled, 518. (*Sessional Papers, No. 270.*)

*Legal Services Commission:—*Annual report for 1974/75. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 182.*)

*Legislative Act:—*Copies of the sworn statements made since November 1st 1973 by each of the Members of the National Assembly in accordance with section 95 of the—. Tabled, 565. (*Sessional Papers, No. 302.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Librarian of the Legislature:—*Report of the—, on the activities for the period from March 14th to December 28th 1974. Tabled, 151. (*Sessional Papers, No. 65.*)

*Licensed General Accountants of the province of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 471. (*Sessional Papers, No. 244.*)

*Limoulu CECEP:—*A file of papers concerning the engaging of the candidate applying for the position of principal of the—. Tabling of document authorized, 108. Tabled, 112. (*Sessional Papers, No. 52.*)

*Local community service centres:—*A copy of any correspondence exchanged since January 1st 1975 between the Minister of Industry and Commerce and the Department of Social Affairs respecting—, in the electoral district of Chambly. Tabled, 123. (*Sessional Papers, No. 57.*)

*Maisons usinées Lanaudière Inc.:—*Copies of any contracts granted to the firm of—, by the Eastern Québec Development Board, since 1970. Tabled, 359. (*Sessional Papers, No. 169.*)

*Maple syrup:—*A copy of the agreements made between the Department of Agriculture of Québec and Agriculture Canada concerning the purchase and storage of—, from the crops produced in 1973 and 1974. Tabled, 435. (*Sessional Papers, No. 226.*)

*Mauricie and Forillon Parks:—*A copy of any document exchanged between the federal government and the provincial government concerning—. Tabled, 436. (*Sessional Papers, No. 227.*)

*May Day Textbook:—*A booklet entitled "A Day of School for the Working-class". Tabled, 96. (*Sessional Papers, No. 32.*)

*May Day Textbook:—*Draft of a document prepared by the Militant Wing of the C.E.Q. Tabled, 107. (*Sessional Papers, No. 49.*)

*May Day Textbook:—*The C.E.Q. working guide entitled "A day of school for the working-class" dated January 1975. Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 53.*)

*Medical Technologists of the province of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 471. (*Sessional Papers, No. 245.*)

*Members of the National Assembly:—*The regulation concerning the allowances to the—, adopted by the Commission of internal economy on April 18th 1975. Tabled, 151. (*Sessional Papers, No. 66.*)

*Milch-cow:—*Can the Minister of Agriculture tell us if it is true that the productivity per—, has decreased over the last five years. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 564. (*Sessional Papers, No. 299.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Montreal:—*An interim report of school reorganization on the island of—, dated March 17th 1975. Tabled, 107. (*Sessional Papers, No. 48.*)
- Morin, Mr Jacques-Yvan:—*Report of the Committee on the National Assembly respecting the charge made against—, Leader of the Opposition, by the Minister of Immigration. Tabled, 370. (*Sessional Papers, No. 174.*)
- Mormons Genealogy Society of Salt Lake City:—*A copy of any correspondence exchanged between the—, the Department of Justice, etc., concerning the reproduction of the Civil Status Registers of the province of Québec. Tabled, 394. (*Sessional Papers, No. 188.*)
- Moving picture industry:—*Copy of any correspondence or other papers exchanged between the Department of Cultural Affairs and the federal government since 1962 concerning the—, and the producing of motion pictures. Tabled, 267, 276. (*Sessional Papers, Nos. 107 and 115.*)
- Municipal Affairs:—*Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 179.*)
- Music, opera and the dance:—*Report of the working group on—. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 135.*)
- National capital region:—*The detailed map of the appropriation of land by the federal government in the so-called—. Tabled, 510. (*Sessional Papers, No. 266.*)
- National park in South-eastern Québec:—*A copy of the preliminary survey on the establishment of a—, more precisely in the electoral district of Beauce-South. Tabled, 394. (*Sessional Papers, No. 189.*)
- Notaries of the province of Québec:—*Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 422. (*Sessional Papers, No. 215.*)
- Nursing Assistants of the province of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974 75. Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 201.*)
- Office franco-québécois pour la Jeunesse:—*Annual report for 1973. Tabled, 68. (*Sessional Papers, No. 13.*)
- Olympic Games:—*Report of the Standing Committee on Municipal Affairs which sat for the purpose of hearing the explanations of the authorities responsible for the holding of the 1976—. Tabled, 390. (*Sessional Papers, No. 185.*)
- Opéra du Québec:—*A press release from the Department of Cultural Affairs following the opinions expressed by the president of the—. Tabled, 214. (*Sessional Papers, No. 89.*)
- Optometrists of Québec:—*Report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 295. (*Sessional Papers, No. 124.*)

Accounts and Papers:—Continued

Outaouais Development Corporation:—Annual report for 1974/75. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 178.*)

Paquin, Mr Pierre:—Details concerning an answer given to the Leader of the Official Opposition, Thursday, December 4th 1975. Tabled, 498. (*Sessional Papers, No. 259.*)

Pension Commission:—Annual report for 1974. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 184.*)

Pettigrew, Mr Guy, Advocate: On what date was Mr Pettigrew appointed assistant administrator of the Sept-Iles Rental Commission. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 456-457. (*Sessional Papers, No. 236.*)

Pharmacists of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 455. (*Sessional Papers, No. 231.*)

Physicians of the province of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 499. (*Sessional Papers, No. 262.*)

Physical education and sports in the schools:—The report of the working group on—, dated April 1975. Tabled, 147. (*Sessional Papers, No. 64.*)

Physiotherapists of the province of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 422. (*Sessional Papers, No. 218.*)

Place Dupuis Inc.:—Copy of the correspondence between the Minister of Finance and Mr Marcel Cazavan, Chairman of the Québec Deposit and Investment Fund, concerning the financing of—. Tabled, 185. (*Sessional Papers, No. 75.*)

Podiatrists of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 203.*)

Private Education Advisory Commission:—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 64. (*Sessional Papers, No. 5.*)

Private Education Advisory Commission:—The sixth annual report of the—, for the period from September 1st 1974 to June 30th 1975. Tabled, 556. (*Sessional Papers, No. 294.*)

Private sector of education:—Is it true that the Superior Council of Education has abandoned the plan to examine the financing of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 41.*)

Proposals of the government of the province of Québec:—The—, respecting the salaries in the Civil Service, Social Affairs and Education sectors. Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 198.*)

Accounts and Papers:—Continued

Prostheses, orthopedic or other devices:—Handbook on the programme of—, (1975). Tabled, 422. (*Sessional Papers, No. 219.*)

Protection of mental patients:—Annual report of the activities of the Board of review for the—, for the year ended March 31st 1975. Tabled, 327. (*Sessional Papers, No. 145.*)

Protection of Privacy Act:—Report of the Attorney-General of Québec required under the—, (section 178.12 of the Criminal Code). Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 36.*)

Psychologists of the province of Québec:—Report of the activities of the Professional Corporation of—, from December 1973 to June 1974. Tabled, 194. (*Sessional Papers, No. 77.*)

Psychologists of the province of Québec:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 200.*)

Public Accounts of the province of Québec:—Volumes 1 and 2 of the—, for the fiscal year ended March 31st 1974. Tabled, 80. (*Sessional Papers, No. 20.*)

Public Curator:—Annual report of the—, for the year ended December 31st 1974. Tabled, 461. (*Sessional Papers, No. 240.*)

Public Protector:—Annual report of the—, for 1974. Tabled, 344. (*Sessional Papers, No. 153.*)

Public Service Board:—Annual report for 1973/74. Tabled, 67. (*Sessional Papers, No. 12.*)

Public Works and Supply:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 409. (*Sessional Papers, No. 204.*)

Purchasing of furniture:—Copy of the correspondence between the Minister of Natural Resources and the Minister of Transport, and of Public Works and Supply on the—, for the Members' offices. Tabled, 80. (*Sessional Papers, No. 22.*)

Québec Autoroutes Authority:—Annual report of the—, for 1974. Tabled, 95. (*Sessional Papers, No. 28.*)

Québec Broadcasting Bureau:—Annual report for 1973/74. Tabled, 398. (*Sessional Papers, No. 191.*)

Québec Cartography Company:—Report on the valuation of Cie Photo-Air Laurentides in accordance with section 15 of the Charter of the—. Tabled, 470. (*Sessional Papers, No. 243.*)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Civil Service Commission:—Annual report for 1974. Tabled, 412. (*Sessional Papers, No. 206.*)

Québec Crop Insurance Board:—Annual report for 1974/75. Tabled, 407. (*Sessional Papers, No. 196.*)

Québec Deposit and Investment Fund:—Annual report for 1974. Tabled, 67. (*Sessional Papers, No. 11.*)

Québec Deposit Insurance Board:—Annual report for 1974. Tabled, 90. (*Sessional Papers, No. 27.*)

Québec Family Allowances Plan:—Annual report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the—, for 1974/75. Tabled, 343. (*Sessional Papers, No. 148.*)

Québec Health Insurance Board:—Annual report of the activities of the—, for 1974/75. Tabled, 343. (*Sessional Papers, No. 149.*)

Québec Housing Corporation:—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 385. (*Sessional Papers, No. 177.*)

Québec Interprofessional Council:—Annual report for 1974/75. Tabled, 254. (*Sessional Papers, No. 104.*)

Québec Liquor Corporation:—Annual report of the—, as at March 29th 1975. Tabled, 343. (*Sessional Papers, No. 150.*)

Québec Pension Board:—Annual report of the—, for 1974. Tabled, 242. (*Sessional Papers, No. 102.*)

Québec Pension Board:—The actuarial analysis of the—, for every five years. Tabled, 343. (*Sessional Papers, No. 147.*)

Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP):—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 96. (*Sessional Papers, No. 31.*)

Québec Planning and Development Bureau:—Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 222. (*Sessional Papers, No. 92.*)

Québec Police Commission:—Annual report for 1974. Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 34.*)

Québec Professions Board:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 217. (*Sessional Papers, No. 90.*)

Québec Provincial Police Force:—Annual report of the—, for 1974. Tabled, 229. (*Sessional Papers, No. 98.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Québec Real Estate Development Corporation:—*Annual report of the activities of the—, for 1974/75. Tabled, 355. (*Sessional Papers, No. 162.*)

*Québec Transport Commission:—*Annual report of the activities of the—, for the fiscal year ended March 31st 1975. Tabled, 399. (*Sessional Papers, No. 192.*)

*Québec Workmen's Compensation Commission of Québec:—*Annual report of the—, for 1973. Tabled, 64. (*Sessional Papers, No. 6.*)

*Québec Workmen's Compensation Commission of Québec:—*Annual report of the—, respecting compensation to crime victims, for 1973. Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 35.*)

*Reception centres for the lodging of aged persons:—*Details re—, opened in 1972/73, 1973/74 and 1974/75. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 274. (*Sessional Papers, No. 112.*)

*Reggio Food Inc.:—*A copy of the report on the inspection carried out on the premises of—, by the Department of Agriculture. Tabled, 222. (*Sessional Papers, No. 93.*)

*Régie des installations olympiques:—*The budgetary estimates concerning the site of the Olympic Games. Tabled, 544. (*Sessional Papers, No. 285.*)

*Régie des loteries et courses du Québec:—*Annual report for 1974/75. Tabled, 386. (*Sessional Papers, No. 183.*)

*Regional health and social service council of the South of Montreal region (6-C):—*Annual report for 1974. Tabled, 412. (*Sessional Papers, No. 209.*)

*Regional health and social service councils:—*Annual reports for 1974. Tabled, 302. (*Sessional Papers, No. 130.*)

*Remission of duties and penalties:—*A detailed statement of—. Tabled, 95. (*Sessional Papers, No. 29.*)

*Reserve of three chains:—*How many ground landlords purchased land contained within the—, from 1950 to 1974. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 276. (*Sessional Papers, No. 114.*)

*Sainte-Marguerite:—*Three documents concerning the visit made to—, in October 1975, by the Minister of Lands and Forests, Mr Normand Toupin. Tabled, 399. (*Sessional Papers, No. 193.*)

*Saint-Hilaire Sugar Refinery:—*A complete statement of all the sales of pulp and molasses made by the—, since June 20th 1972. Tabled, 358. (*Sessional Papers, No. 168.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Salmon rivers:—*Details *re—*, in the province of Québec. Tabled, 202. (*Sessional Papers, No. 84.*)
- Scientific Policy Council of Québec:—*Annual report of the—, for 1973/74. Tabled, 242. (*Sessional Papers, No. 101.*)
- Securities and Exchange Commission (U.S.A.):—*A copy of any correspondence exchanged between the government of Québec and—, concerning the quantity of commercially exploitable wood. Tabled, 435. (*Sessional Papers, No. 225.*)
- Seigle Investments Inc.:—*A file concerning the contract made between the Department of Public Works and Supply and—. Tabled, 399. (*Sessional Papers, No. 194.*)
- Select Standing Committees:—*Report grouping the reports of the—, which examined the estimates of the main budget for 1975/76. Tabled, 253. (*Sessional Papers, No. 103.*)
- SIDBEC:—*Annual report of the activities of—, and its subsidiaries, for 1974. Tabled, 144. (*Sessional Papers, No. 61.*)
- Sky Shops Export Limited:—*A copy of the agreement made on November 26, 1968 between the Québec Liquor Board and—. Tabled, 416. (*Sessional Papers, No. 211.*)
- Social Affairs:—*Report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 354. (*Sessional Papers, No. 159.*)
- Social Credit Rally:—*A document concerning recruiting for the purpose of collecting subscriptions for the Social Credit Rally. Tabled, 571. (*Sessional Papers, No. 306.*)
- Social Workers of the province of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 539. (*Sessional Papers, No. 281.*)
- Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—*Annual report of the activities of—, for 1974/75. Tabled, 354. (*Sessional Papers, No. 158.*)
- Special warrants authorized since the adjournment of the National Assembly:—*Statement of expenditures incurred as at March 17th, 1975. Tabled, 67. (*Sessional Papers, No. 10.*)
- Speech Therapists and Audiologists of the province of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 422. (*Sessional Papers, No. 217.*)
- Standing Committee on Agriculture:—*Report of the—, which sat regarding the draft of the Act respecting farm income stabilization insurance and the regulations concerning meat. Tabled, 301. (*Sessional Papers, No. 127.*)

Accounts and Papers:—Continued

Standing Committee on Agriculture:—Report of the—, which examined bills Nos. 2, 3, 4, 5, 22 and 39. Tabled, 318. (*Sessional Papers, No. 142.*)

Standing Committee on Agriculture:—Report of the—, which examined bill No. 44, An Act respecting farm income stabilization insurance. Tabled, 353. (*Sessional Papers, No. 157.*)

Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Report of the—, which examined bill No. 95, An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Des-jardins. Tabled, 505. (*Sessional Papers, No. 263.*)

Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Report of the—, which examined bill No. 1, An Act respecting the cinema. Tabled, 293. (*Sessional Papers, No. 123.*)

Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Report of the—, which examined bill No. 91, An Act respecting the “Collège régional du Saguenay-Lac Saint-Jean”. Tabled, 301. (*Sessional Papers, No. 128.*)

Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Report of the—, which examined bill No. 46, An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Assistance Act. Tabled, 320. (*Sessional Papers, No. 143.*)

Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—Report of the—, which examined bill No. 19, An Act to amend the Taxation Act. Tabled, 311. (*Sessional Papers, No. 133.*)

Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—Report of the—, which examined bills Nos. 59, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 and 78. Tabled, 477. (*Sessional Papers, No. 249.*)

Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—Report of the—, which examined bill No. 64, An Act respecting anti-inflation measures. Tabled, 538. (*Sessional Papers, No. 280.*)

Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Report of the—, which sat for the purpose of examining the report of the Study Committee on Automobile Insurance. Tabled, 69. (*Sessional Papers, No. 14.*)

Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Report of the—, which examined bill No. 16, An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act. Tabled, 282. (*Sessional Papers, No. 118.*)

Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Report of the—, which examined bills Nos. 112, 115, 118, 119, 171, 178, 186 and 192. Tabled, 309. (*Sessional Papers, No. 132.*)

Accounts and Papers: Continued

- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined bill No. 50, Charter of human rights and freedoms (Reprint). Tabled, 369. (*Sessional Papers, No. 172.*)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined Private Bills Nos. 113, 123, 170 and 211. Tabled, 510. (*Sessional Papers, No. 267.*)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined bill No. 8, An Act to amend the Territorial Division Act. Tabled, 517. (*Sessional Papers, No. 269.*)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined bills Nos. 80 and 84. Tabled, 523. (*Sessional Papers, No. 277.*)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined bills Nos. 109 and 158. Tabled, 543. (*Sessional Papers, No. 284.*)
- Standing Committee on Justice*:—Report of the—, which examined Private Bill No. 109, An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning. Tabled, 553. (*Sessional Papers, No. 290.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which examined bill No. 29, An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship. Tabled, 185. (*Sessional Papers, No. 74.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which examined bill No. 30, An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act. Tabled, 205. (*Sessional Papers, No. 85.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which examined bills Nos. 27 and 33. Tabled, 333. (*Sessional Papers, No. 146.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which examined bill No. 47, An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act. Tabled, 365. (*Sessional Papers, No. 171.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which examined bill No. 52, An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying. Tabled, 369. (*Sessional Papers, No. 173.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which sat for the purpose of considering the recommendations contained in the Cliche Report. Tabled, 397. (*Sessional Papers, No. 190.*)
- Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration*:—Report of the—, which sat in September 1975 re the labour dispute at the Montreal Urban Community Transit Commission. Tabled, 375. (*Sessional Papers, No. 175.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Labour, Manpower and Immigrating:—*Report of the—, which examined bill No. 20, Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act. Tabled, 419. (*Sessional Papers, No. 212.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bills Nos. 108, 110, 111 and 182. Tabled, 233. (*Sessional Papers, No. 99.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which sat for the purpose of hearing the explanations of the persons responsible for the holding of the Olympic Games. Tabled, 265. (*Sessional Papers, No. 105.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined Private Bills Nos. 190, 191 and 195. Tabled, 315. (*Sessional Papers, No. 139.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bills Nos. 41 and 45. Tabled, 317. (*Sessional Papers, No. 140.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bills Nos. 102, 176 and 180. Tabled, 325. (*Sessional Papers, No. 144.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bills Nos. 34, 42 and 43. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 154.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which sat for the purpose of hearing the explanations of the authorities responsible for the holding of the 1976 Olympic Games. Tabled, 390. (*Sessional Papers, No. 185.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bills Nos. 155, 193 and 198. Tabled, 445. (*Sessional Papers, No. 229.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined Private Bills Nos. 205 and 213. Tabled, 517. (*Sessional Papers, No. 268.*)

*Standing Committee on Municipal Affairs:—*Report of the—, which examined bills Nos. 254, 255, 256 and 260. Tabled, 555. (*Sessional Papers, No. 291.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which sat to select its members. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 3.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which examined bill No. 15, An Act to amend the Election Act. Tabled, 82. (*Sessional Papers, No. 23.*)

*Standing Committee on the National Assembly:—*Report of the—, which sat for the purpose of hearing the Public Protector on the principles falling under his jurisdiction and particularly regarding the Seigle matter. Tabled, 415. (*Sessional Papers, No. 210.*)

Accounts and Papers:—Continued

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which sat on December 18th 1975 for the purpose of appointing three sub-committees which will examine matters related to the Legislature Act, the Standing Orders of the National Assembly and the delegated legislation. Tabled, 555. (*Sessional Papers, No. 292.*)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which examined bill No. 9, An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act. Tabled, 557. (*Sessional Papers, No. 297.*)

Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Report of the—, which examined bill No. 11, Forestry Credit Act. Tabled, 314. (*Sessional Papers, No. 138.*)

Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Report of the—, which sat for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec concerning the administration of such corporation. Tabled, 383. (*Sessional Papers, No. 176.*)

Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Report of the—, which examined bill No. 89, Mining Duties Act (*Reprint*). Tabled, 539. (*Sessional Papers, No. 283.*)

Standing Committee on Professional Corporations:—Report of the—, which examined bill No. 32, An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code. Tabled, 318. (*Sessional Papers, No. 141.*)

Standing Committee on Reform of the Electoral Districts:—Third report of the—, together with an atlas showing the said electoral districts. Tabled, 86. (*Sessional Papers, No. 26.*)

Standing Committee on Social Affairs:—Report of the—, which sat for the purpose of hearing the representatives of the organizations interested in bill No. 88, An Act to amend the Public Health Protection Act. Tabled, 273. (*Sessional Papers, No. 110.*)

Standing Committee on Social Affairs:—Report of the—, which examined bills Nos. 26 and 27. Tabled, 281. (*Sessional Papers, No. 117.*)

Standing Committee on Social Affairs:—Report of the—, which examined bill No. 88, An Act to amend the Public Health Protection Act. Tabled, 353. (*Sessional Papers, No. 156.*)

Standing Committee on Social Affairs:—Report of the—, which examined bill No. 253, An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute. Tabled, 556. (*Sessional Papers, No. 293.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, which examined bill No. 7, An Act to amend the Expropriation Act. Tabled, 301. (*Sessional Papers, No. 129.*)
- Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, which examined bill No. 252, An Act to amend the Highway Code. Tabled, 497. (*Sessional Papers, No. 257.*)
- Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, which examined Private Bill No. 214, An Act respecting the Compagnie de Gestion de Matane Inc. Tabled, 521. (*Sessional Papers, No. 276.*)
- Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, which examined bills Nos. 251 and 259. Tabled, 538. (*Sessional Papers, No. 279.*)
- Study Commission on Teacher Classification:—*Report of the—, dated February 1975, Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 33.*)
- Study Commission on the legal problems of water:—*Report of the—. Tabled, 409. (*Sessional Papers, No. 205.*)
- Study Committee on Purchasing:—*Report of the—, the minority report of Mr Roger Labrie and a summary analysis of the purchases by the public and parapublic sectors. Tabled, 80, 103. (*Sessional Papers, Nos. 21 and 44.*)
- Superior Council of Education:—*Annual report for 1973/74. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 16.*)
- St. John River:—*Copy of any correspondence between the Department of Natural Resources and the International Joint Commission concerning the harnessing of the—. Tabled, 103. (*Sessional Papers, No. 45.*)
- Strikes:—*How many—, have taken place in the province of Québec since January 1st 1974. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 122. (*Sessional Papers, No. 55.*)
- Teacher Classification:—*Report of the Study Commission on—, dated February 1975. Tabled, 100. (*Sessional Papers, No. 33.*)
- Teachers:—*Tables showing the union demands and the employer's proposals in the education sector. Tabled, 519-520. (*Sessional Papers, Nos. 271, 272, 273, 274 and 275.*)
- Témiscamingue:—*A copy of the socio-economic survey completed by the firm of Beauchemin, Beaton and Lapointe on the profitability of a federal park in—. Tabled, 458. (*Sessional Papers, No. 238.*)

Accounts and Papers:—Continued

Territorial integrity:—A copy of the brief submitted to the Department of Inter-governmental Affairs by the Department of Lands and Forests concerning—. Tabled, 485. (*Sessional Papers*, No. 255.)

Tourism, Fish and Game:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 96. (*Sessional Papers*, No. 30.)

Tourism, Fish and Game:—A copy of the report of the inquiry concerning various offences committed in the Department of—. (Boisvert Report). Tabled, 565. (*Sessional Papers*, No. 303.)

Tourist accommodation units:—A list of all the projects accepted to date within the framework of the programme of grants for the purpose of stimulating the construction of new—. Tabled, 224. (*Sessional Papers*, No. 95.)

Transport:—Annual report of the Department of—, for 1973/74. Tabled, 75. (*Sessional Papers*, No. 17.)

Transport:—Annual report of the Department of—, for 1974/75. Tabled, 295. (*Sessional Papers*, No. 126.)

Transport Act:—The draft of a bill entitled: "An Act to amend the—". Tabled, 355. (*Sessional Papers*, No. 161.)

United Aircraft of Canada Company Limited:—Copy of the report prepared by the special mediator and presented to the Minister of Labour and Manpower concerning the 1974/75 dispute at the—. Tabled, 267. (*Sessional Papers*, No. 109.)

Universities:—Report on the operating grants given to the—, for 1974/75 and 1975/76. Tabled, 282. (*Sessional Papers*, No. 120.)

University of Québec:—Annual report and statistics for 1974/75. Tabled, 480. (*Sessional Papers*, No. 252.)

Urban Transit Assistance Policy in the province of Québec:—A document prepared by the Office of the Minister of Transport entitled: The Elements of the—. Tabled, 524. (*Sessional Papers*, No. 278.)

Vehicles:—How many—, have been made available to the government of Québec since April 1st 1972 by the Ford Motor Company or by any other firm under a loan-rental agreement. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 122. (*Sessional Papers*, No. 56.)

Veterinary Surgeons of the province of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1974/75. Tabled, 455. (*Sessional Papers*, No. 232.)

Accounts and Papers:—Continued

*Vocational Guidance Counsellors of the province of Québec:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1974/75. Tabled, 422. (*Sessional Papers*, No. 216.)

*Workmen's Compensation Commission of Québec:—*Annual report for 1974. Tabled, 75. (*Sessional Papers*, No. 19.)

*Writers on fishing, hunting and the outdoors:—*Has the Department of Tourism, Fish and Game ever granted certain privileges to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 563. (*Sessional Papers*, No. 298.)

*Youth protection:—*The draft of a bill respecting—. Tabled, 354. (*Sessional Papers*, No. 160.)

AGRICULTURAL EXPLOITATIONS:—An Act to amend the Act to promote the development of—. Bill No. 5.

AGRICULTURAL PRODUCTS AND FOOD ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 39.

ALLOWANCES TO CERTAIN SELF-EMPLOYED WORKERS:—An Act to amend the Act to authorize the payment of—. Bill No. 73.

ANTI-INFLATION MEASURES:—An Act respecting—. Bill No. 64.

AUDITOR-GENERAL:—Salary of the—, fixed, 558.

B

BAR ACT:—An Act to amend the—, the Notarial Act and the Professional Code. Bill No. 32.

BEAUDRY LEMAN:—An Act respecting the estate of Polyxène Beaudry and the estate of Jean-Baptiste—. Bill No. 187.

BÉCANCOUR:—An Act respecting the town of—. Bill No. 155.

Bills:

Bill 1.—An Act respecting the cinema.—Mr Hardy.—1st R. on div. (vote with members abstaining), 85. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended (unan. consent), 268. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 269-270. Reported (*Sessional Papers*, No. 123), 293. Consideration of the report; report adopted; motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 306. R. A., 321. (1975, c. 14.)

Bills:—Continued

Bill 2.—An Act to amend the Farm Credit Act.—Mr Toupin.—1st R., 71. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 278. Resuming the debate; debate suspended, 283-284. Resuming the debate; motion adopted; bill referred to Standing Committee on Agriculture, 284. Reported (*Sessional Papers, No. 142*), 318-319. Consideration of report; report adopted, 338. 3rd R., 344. R. A., 370. (1975, c. 34.)

Bill 3.—An Act to amend the Farm Improvement Act.—Mr Toupin.—1st R., 71. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Agriculture, 285. Reported (*Sessional Papers, No. 142*), 318. Consideration of the report; report adopted, 338. 3rd R., 344. R. A., 370. (1975, c. 35.)

Bill 4.—An Act to amend the Farm Loan Act.—Mr Toupin.—1st R. (vote), 72. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Agriculture, 284. Reported (*Sessional Papers, No. 142*), 318-319. Consideration of report; report adopted, 338. 3rd R., 344. R. A., 370. (1975, c. 36.)

Bill 5.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations.—Mr Toupin.—1st R., 273. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Agriculture, 285. Reported (*Sessional Papers, No. 142*), 318-319. Consideration of report; report adopted, 338. 3rd R., 344. R. A., 370. (1975, c. 38.)

Bill 6.—An Act respecting the protection of buyers of new houses and land.—Mr Tetley.—1st R., 266. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 296-297. Motion that Mrs Bacon replace Mr Tetley as sponsor of this bill and that the name of the Committee be changed; motion adopted, 385.

Bill 7.—An Act to amend the Expropriation Act.—Mr Mailloux.—1st R., 221. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, 286. Reported (*Sessional Papers, No. 129*), 301. Consideration of the report; report adopted; 3rd R., 314-315. R. A., 321. (1975, c. 47.)

Bill 8.—An Act to amend the Territorial Division Act.—Mr Levesque.—1st R., 422. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 495. Reported (*Sessional Papers, No. 269*), 517. Consideration of the report; report adopted; 3rd R., 525. R. A., 575. (1975, c. 7.)

Bill 9.—An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act.—Mr Levesque.—1st R. (vote), 415. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 491. Resuming the debate; motion adopted (vote); 2nd R., 546. Reported (*Sessional Papers, No. 297*), 557. Consideration of report; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); report adopted on div. (vote), 573-574. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 574-575. R. A., 575. (1975, c. 9.)

Bill 11.—Forestry Credit Act.—Mr Drummond.—1st R., 111. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 255. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 256. Reported (*Sessional Papers, No. 138*), 314. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 328. R. A., 370. (1975, c. 33.)

Bills:—Continued

Bill 12.—An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act.—Mr Giasson.—1st R., 449. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 467. 3rd R., 473. R. A., 502. (1975, c. 18.)

Bill 14.—An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*.—Mr Tetley.—1st R., 119. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; R.; in Committee; reported; 3rd R., 256-257. R. A., 263. (1975, c. 77.)

Bill 15.—An Act to amend the Election Act.—Mr Levesque.—1st R., 64. Order for 2nd R. and 1st R. rescinded; new text introduced; 1st R., 71. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Committee on National Assembly, 77. Reported (*Sessional Papers, No. 23*); report adopted, 82. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted; 3rd R., 82. R. A., 84. (1975, c. 8.)

Bill 16.—An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act.—Mr Tetley.—1st R. (vote), 165. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div. (Mr Roy dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 261-262. Reported (*Sessional Papers, No. 118*); report adopted, 282. 3rd R., 303. R. A., 321. (1975, c. 76.)

Bill 18.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R. on div. (Mr Roy dissenting), 82. R. A., 84. (1975, c. 1.)

Bill 19.—An Act to amend the Taxation Act.—Mr Harvey.—1st R. (vote), 143. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 297-298. Reported (*Sessional Papers, No. 133*), 311. Consideration of the report; report adopted; 3rd R., 320. R. A., 321. (1975, c. 21.)

Bill 20.—Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act.—Mr Cournoyer.—1st R. on div., 99. Motion that Mr Harvey (Jonquière) replace Mr Cournoyer as sponsor of this bill adopted, 385. 2nd R. on div.; bill referred to Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, 387-388. Reported (*Sessional Papers, No. 212*), 419. Consideration of the report; report adopted; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 424. R. A., 442. (1975, c. 19.)

Bill 21.—An Act to amend the Charter of the City of Montreal.—Mr Goldbloom.—1st R. (vote), 89. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R., 93. In Committee; reported; report adopted on div. 94. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote), 96. R. A., 97. (1975, c. 85.)

Bill 22.—An Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires".—Mr Toupin.—1st R., 221. 2nd R. (Lt.-G.); bill referred to Standing Committee on Agriculture, 285-286. Reported (*Sessional Papers, No. 142*), 318-319. Consideration of report; report adopted, 338. 3rd R., 344. 3rd R. rescinded; referred to Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 347. R. A., 370. (1975, c. 59.)

Bills:—Continued

Bill 25.—An Act to amend the Act to enable municipalities to tax hospital centres and reception centres.—Mr Goldbloom.—1st R., 234. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 287. 3rd R., 304. R.A., 321. (1975, c. 69.)

Bill 26.—An Act to amend the Act to enable municipalities to tax certain educational establishments.—M. Goldbloom.—1st R., 234. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R., in Committee; reported, 287. 3rd R., 304. R.A., 321. (1975, c. 70.)

Bill 27.—An Act to amend the Industrial and Commercial Establishments Act.—Mr Cournoyer.—1st R. (vote), 177. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, 297. Reported (*Sessional Papers, No. 146*), 333. Consideration of report; report adopted, 344. 3rd R., 359. R.A., 370. (1975, c. 49.)

Bill 28.—An Act respecting grants to municipalities of 15,000 inhabitants or more.—Mr Goldbloom.—1st R., 234. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 287. 3rd R., 304. R.A., 321. (1975, c. 71)

Bill 29.—An Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship.—Mr Cournoyer.—1st R. (vote), 170. Motion to suspend certain Standing Orders adopted on div. (vote), 174. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 175. Resuming the debate; amdt. proposed; amdt rejected on div. (vote); debate suspended, 178. Resuming the debate; main motion adopted on div. (vote); 2nd R.; motion that bill be referred to Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration adopted on div., 179-180. Reported (*Sessional Papers, No. 74*), 185. Report adopted (unan. cons.); motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 186. R.A., 209. (1975, c. 57.)

Bill 30.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act.—Mr Cournoyer.—1st R. (vote), 169. Motion to suspend certain Standing Orders adopted on div. (vote), 174. Motion for 2nd R. adopted (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration, 180. Motion that the report of the Committee be tabled and taken into consideration adopted, 204. Reported (*Sessional Papers, No. 85*), 205. Consideration of the report; report adopted on div. (vote); motion for 3rd R.; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 208. R.A., 209. (1975, c. 50.)

Bill 31.—An Act to provide for protection of the public health in case of a labour dispute.—Mr Forget.—1st R. (vote), 355. 1st R. and Order for 2nd R. rescinded; bill withdrawn, 470.

Bill 32.—An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the Professional Code.—Mr Lalonde.—1st R., 266. 2nd R.; referred to Standing Committee on Professional Corporations, 296. Reported (*Sessional Papers, No. 141*); report adopted; 3rd R., 318. R.A., 321. (1975, c. 81.)

Bill 33.—Building Contractors Vocational Qualifications Act.—Mr Cournoyer.—1st R. (vote), 185. Order for 2nd R. and 1st R. rescinded (vote); new bill tabled; 1st R.,

Bills:—Continued

241-242. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 270. Resuming the debate; motion adopted; bill referred to Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, 278. Reported (*Sessional Papers, No. 146*), 333. Consideration of report; report adopted, 344. 3rd R., 359. R. A., 370. (1975, c. 53.)

Bill 34.—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay and the Outaouais Regional Community Act.—Mr Goldbloom.—1st R., 234. 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 305. Reported (*Sessional Papers, No. 154*), 346. Consideration of report, 360; 365. Report adopted; 3rd R. 365. R. A., 370. (1975, c. 89.)

Bill 35.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 231. R. A., 237. (1975, c. 2.)

Bill 36.—An Act to amend the Act respecting health services and social services.—Mr Forget.—1st R. (vote), 253. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Social Affairs, 262. Reported (*Sessional Papers, No. 117*); report adopted, 281. Order for 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 304. R. A., 322. (1975, c. 61.)

Bill 37.—An Act to amend the Social Affairs Commission Act.—Mr Forget.—1st R. on div., 254. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Social Affairs, 262. Reported (*Sessional Papers, No. 117*); report adopted, 281. Order for 3rd R. rescinded; committed; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 304. R.A. 322. (1975, c. 64.)

Bill 38.—An Act to amend the Code of Civil Procedure and to authorize the use of certified mail for certain purposes.—Mr Levesque.—1st R., 398. 2nd R.; in Committee; progress, 410. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 521. 3rd R., 525. R.A., 575. (1975, c. 83.)

Bill 39.—An Act to amend the Agricultural Products and Food Act.—Mr Toupin.—1st R., 254. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 286. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Agriculture, 286-287. Reported (*Sessional Papers, No. 142*), 318-319. Consideration of report; amdts proposed put to the vote; taking down of names postponed until later, 360. Taking down of names; amdt proposed by Mr Roy rejected on div. (vote); amdts proposed by Mr Toupin adopted (vote); report adopted; 3rd R., 367-368. R.A., 370. (1975, c. 40.)

Bill 40.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R. (vote), 255. R.A., 263. (1975, c. 3.)

Bill 41.—An Act to amend the Municipal Commission Act.—Mr Goldbloom.—Motion for 1st R.; motion adopted (vote); 1st R., 293. Motion for 2nd R.; debate;

Bills:—Continued

motion adopted on div. (Mr Roy dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 305. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted; 3rd R., 317. R.A., 322. (1975, c. 65.)

Bill 42.—An Act to amend the Cities and Towns Act.—Mr Goldbloom.—1st R., 294. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (Mr Roy dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 305. Reported (*Sessional Papers, No. 154*), 346. Consideration of report; amdts proposed put to the vote; taking down of names postponed until later, 360. Consideration of report; amdts rejected on div. (vote) report adopted; motion for 3rd R.; motion adopted on div. (vote); 3rd R.; 365-366-367. R.A., 370. (1975, c. 66.)

Bill 43.—An Act to amend the Municipal Code.—Mr Goldbloom.—1st R., 294. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (Mr Roy dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 305. Reported (*Sessional Papers, No. 154*), 346. Consideration of report, 360; 365. Report adopted; 3rd R., 365. R.A., 370. (1975, c. 82.)

Bill 44.—An Act respecting farm income stabilization insurance.—Mr Toupin.—1st R., 311. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 336. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Agriculture, 346. Reported (*Sessional Papers, No. 157*), 353. Consideration of report; amdt proposed by Mr Toupin adopted; report adopted; 3rd R., 362. R.A., 371. (1975, c. 29.)

Bill 45.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act.—Mr Goldbloom.—1st R., 294. 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 305. Reported (*Sessional Papers, No. 140*); report adopted; 3rd R., 317. R.A., 322. (1975, c. 67.)

Bill 46.—An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act.—Mr Hardy.—1st R., 302. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; motion that the bill be referred to Committee of the Whole adopted, 317. Order for the referral in Committee of the Whole rescinded; bill referred to Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 319. Reported (*Sessional Papers, No. 143*); report adopted, 320-321. 3rd R., 327-328. R.A., 371. (1975, c. 15.)

Bill 47.—An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act.—Mr Cournoyer.—1st R. (vote), 333. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion put to vote; taking down of names postponed until later, 346. Taking down of names; motion adopted (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration, 347. Reported (*Sessional Papers, No. 171*); report adopted; 3rd R., 364. R.A., 371. (1975, c. 51.)

Bill 48.—An Act respecting the paymode of ment for electric service in certain buildings.—Mr Choquette.—1st and 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 363. R.A., 371. (1975, c. 32.)

Bills:—Continued

Bill 49.—An Act to amend the Highway Code.—Mr Mailloux.—1st R., 327. 2nd R.; in Committee; reported, 339. 3rd R., 344. R.A., 371. (1975, c. 43.)

Bill 50.—Charter of human rights and freedoms.—Mr Choquette.—1st and 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 79. Motion that bill be reprinted adopted, 311. Order for referral to Standing Committee on Justice, 1st and 2nd R., rescinded; new bill tabled; 1st and 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 326. Reported (*Sessional Papers, No. 50*); report adopted; 3rd R., 369. R.A., 371. (1975, c. 6.)

Bill 52.—An Act respecting indemnities to certain workers employed in mining and quarrying.—Mr Cournoyer.—1st R., 326. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Labour and Manpower, and Immigration, 336-337-338. Reported (*Sessional Papers, No. 173*); report adopted; 3rd R., 369. R.A., 371. (1975, c. 55.)

Bill 53.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure.—Mr Choquette.—1st R., 334. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 359-360. R.A., 371. (1975, c. 10.)

Bill 54.—An Act to amend the Education Act.—Mr Cloutier.—1st R., 334. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; progress, 364. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 368. R.A., 371. (1975, c. 79.)

Bill 55.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 368. R.A., 371. (1975, c. 4.)

Bill 56.—An Act to amend the Act to promote the development and modernization of regional dairies.—Mr Drummond.—1st R., 385. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 399. R.A., 442. (1975, c. 37.)

Bill 57.—An Act to ensure users the resumption of the normal services of the Montreal Urban Community Transit Commission.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R., 377. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R. on div. (vote), 377-378-379. R.A., 380. (1975, c. 56.)

Bill 58.—An Act respecting mining duties.—Mr Cournoyer.—1st R., 385. 2nd R. (Lt.-G.) (vote); in Committee; reported; 3rd R. (vote), 404. R.A., 443. (1975, c. 87.)

Bill 59. An Act to again amend the Taxation Act and to amend the Act respecting the application of the Taxation Act.—Mr Quenneville.—1st R. (vote), 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R., 501. R.A., 502. (1975, c. 22.)

Bills:—Continued

Bill 60.—An Act to amend the Companies Information Act.—Mrs Bacon.—1st R., 385. 2nd R. on div. (Mr Burns dissenting); in Committee; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R. on div. (Mr Burns dissenting), 400. R.A., 443. (1975, c. 74.)

Bill 61.—An Act to amend the Special Corporate Powers Act.—Mrs Bacon.—1st R., 385. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 400. R.A., 443. (1975, c. 75.)

Bill 62.—An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions.—Mr Lachapelle.—1st R., 454. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R., 463. R.A., 502. (1975, c. 80.)

Bill 64.—An Act respecting anti-inflation measures.—Mr Garneau.—1st R., 385. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt proposed; debate adjourned, 424. Resuming the debate; amdt rejected on div.; main motion adopted on div. (vote); 2nd R., 440. Referred to Standing Committee on Revenue, Public Accounts and Revenue, 442. Reported (*Sessional Papers, No. 280*), 538. Consideration of report; report adopted, 547. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 569-570. R.A., 575, (1975, c. 16.)

Bill 65.—An Act to amend the Workmen's Compensation Act.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R., 524. Order for 2nd R. rescinded; 1st R. rescinded; new bill tabled; 1st R., 535. 2nd R.; in Committee; progress, 547. Again in Committee; reported; 3rd R., 570. R.A., 575. (1975, c. 54.)

Bill 66.—An Act to amend the Crop Insurance Act.—Mr Drummond.—1st R. (vote), 397. 2nd R. (vote); in Committee; reported; 3rd R., 409. R.A., 443. (1975, c. 39.)

Bill 67.—An Act to amend the Act respecting farm income stabilization insurance.—Mr Drummond—1st R., 398.

Bill 68.—An Act respecting the Montreal Urban Community.—Mr Goldbloom.—1st R. (unan. consent), 524. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; reported, 533. 3rd R., 540. R.A., 575. (1975, c. 88.)

Bill 69.—An Act to amend the Summary Convictions Act.—Mr Levesque.—1st R., 398. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amds read and agreed to, 410. 3rd R., 419. R.A., 443. (1975, c. 11.)

Bill 70.—An Act to amend the Québec Ferry Company Act.—Mr Mailloux.—1st R., 412. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; progress, 420. Again in Committee; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R., 450. R.A., 503. (1975, c. 46.)

Bill 71.—An Act to amend the Revenue Department Act.—Mr Quenneville.—1st R. (vote), 465. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R., 501. R.A., 503. (1975, c. 20.)

Bills:—Continued

Bill 72.—An Act to amend the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages.—Mr Quenneville.—1st R., 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R., 501. R.A., 503. (1975, c. 23.)

Bill 73.—An Act to amend the Act to authorize the payment of allowances to certain self-employed workers.—Mr Quenneville.—1st R., 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R., 501. R.A., 503. (1975, c. 24.)

Bill 74.—An Act to amend the Health Insurance Act.—Mr Quenneville.—1st R., 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 491. 3rd R., 501. R.A., 503. (1975, c. 59.)

Bill 75.—An Act to amend the Succession Duties Act.—Mr Quenneville.—1st R., 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R., 501. R.A., 503. (1975, c. 25.)

Bill 76.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act.—Mr Quenneville.—1st R., 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R. on div., 501. R.A., 503. (1975, c. 26.)

Bill 77.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act.—Mr Quenneville.—1st R., 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R. on div., 501. R.A., 503. (1975, c. 27.)

Bill 78.—An Act to amend the Licenses Act.—Mr Quenneville.—1st R., 466. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 473. Reported (*Sessional Papers, No. 249*), 477. Consideration of report; report adopted, 490. 3rd R., 501. R.A., 503. (1975, c. 28.)

Bill 79.—An Act to constitute the "Société québécoise d'information juridique".—Mr Levesque.—1st R., 412. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; progress, 475. Again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 521. 3rd R., 525. R.A., 575. (1975, c. 12.)

Bill 80.—An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.—Mr Levesque.—1st R. on div. (vote), 454. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 496. Resuming the debate; motion adopted (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 499. Reported (*Sessional Papers, No. 277*), 523. Consideration of report; report adopted, 532. Order for 3rd R. rescinded; again in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 569. R.A., 575. (1975, c. 84.)

Bills:—Continued

Bill 81.—An Act to incorporate the Régie des installations olympiques.—Mr Goldbloom.—1st R. (vote), 421. 2nd R. (Lt.-G.) on div. (vote); referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 437. Reported; report adopted; 3rd R. on div. (vote), 441. R.A., 443. (1975, c. 72.)

Bill 82.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1976, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R. on div. with Messrs Burns, Lessard and Roy dissenting, 475. R.A., 503. (1975, c. 5.)

Bill 83.—An Act respecting the township of Chicoutimi.—Mr Goldbloom.—1st R., 454. 2nd R.; in Committee; reported, 515-516. 3rd R., 525. R.A., 575. (1975, c. 92.)

Bill 84.—An Act to amend the Liquor Permit Control Commission Act.—Mr Levesque.—1st R., 494. 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice 515, Reported (*Sessional Papers, No. 277*), 523. Consideration of report; report adopted, 532. 3rd R., 540. R.A., 575. (1975, c. 13.)

Bill 85.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan and the Québec Pension Plan.—Mr Forget.—1st R., 454. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 472-473. 3rd R., 486. R.A., 503. (1975, c. 17.)

Bill 86.—An Act to amend the Act respecting health services and social services.—Mr Forget.—1st R., 454. 2nd R.; in Committee; reported, 472-473. 3rd R., 486. R. A., 503. (1975, c. 62.)

Bill 87.—An Act to repeal the Health Units Act.—Mr Forget.—1st R., 455. 2nd R. on div. (members abstaining); in Committee; reported, 472-473. 3rd R., 486. R. A., 503. (1975, c. 58.)

Bill 88.—An Act to amend the Public Health Protection Act.—Mr Forget.—Motion that bill be read the 1st time and referred to Standing Committee on Social Affairs adopted on div. (vote), 80. Reported (*Sessional Papers, No. 110*), 273. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 306. Resuming the debate; debate suspended, 317. Resuming the debate; debate suspended, 318. Resuming the debate; debate suspended, 320. Resuming the debate; motion put to the vote; taking down of names postponed until next sitting, 321. Taking down of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Standing Committee on Social Affairs, 327. Reported (*Sessional Papers, No. 156*), 353. Consideration of report; report adopted, 364. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 365. R. A., 371. (1975, c. 63.)

Bill 89.—Mining Duties Act.—Mr Cournoyer.—1st R., 478. Bill reprinted (unan. cons.), 523. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div. (members dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 534. Reported (*Sessional Papers, No. 283*), 539. Consideration of report; report adopted, 548. 3rd R. on div. with members dissenting, 567. R. A., 575. (1975, c. 30.)

Bills:—Continued

Bill 91.—An Act respecting the Collège régional du Saguenay - Lac Saint-Jean.—Mr Harvey (Dubuc).—1st R.; bill referred to Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 266. Reported (*Sessional Papers, No. 128*), 301. Consideration of the report; report adopted; 2nd R. motion that bill be referred to Committee of the Whole adopted, 302. In Committee; reported; 3rd R., 314. R. A., 322. (1975, c. 120.)

Bill 92.—An Act to repeal the Act to incorporate "La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec".—Mr Roy.—1st R.; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives; Rules of Procedure suspended, 341. Order for referral to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives rescinded; in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 361. R. A., 371. (1975, c. 119.)

Bill 93.—The National Cablevision Limited Act.—Mr. Veilleux.—1st R. (vote); referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives; Rules of Procedure suspended, 341-342. Order for referral to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives rescinded; in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 361. R. A., 371. (1975, c. 121.)

Bill 94.—An Act to amend the Highway Victims Indemnity Act and the Highway Code.—Mr Leduc.—1st R., 466.

Bill 95.—An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.—Mr Bonnier.—1st R., 416. Order for 2nd R. rescinded; referred to Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions; Rules of Procedures suspended, 486. Reported (*Sessional Papers, No. 263*), 505. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 513. 3rd R., 525. R. A., 575. (1975, c. 78.)

Bill 96.—An Act to amend the Labour Code.—Mr Burns.—1st R. (vote with abstentions), 524.

Bill 100.—An Act to amend the Charter of the City of Montreal.—Mr Picard.—1st R. on div.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 342. Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 170*), 362.

Bill 102.—An Act respecting the town of Malartic.—Mr Houde (Abitibi-East).—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to; motion adopted (vote), 194. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 294. Motion that Mr Samson replace Mr Houde (Abitibi-East) as sponsor of this bill adopted, 302. Reported (*Sessional Papers, No. 144*); report adopted; bill referred to Committee of the Whole, 325-326. In Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 361. R. A. 371. (1975, c. 101.)

Bill 104.—An Act respecting the Joseph Octave Saint-Pierre estate.—Mr Caron.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 134*), 311.

Bills:—Continued

Bill 108.—An Act respecting a gift to La Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Nicolet.—Mr Malouin.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 51*), 111. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 99*); report adopted (vote), 233. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 235. R. A. 237. (1975, c. 118.)

Bill 109.—An Act respecting a gift to the Royal Institution for the Advancement of Learning.—Mr Blank.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 270*), 518. —1st R. (unan. consent); referred to Standing Committee on Justice; Rules of Procedure suspended, 518-519. Bill examined in Committee (*Sessional Papers, No. 284*), 543. Reported (*Sessional Papers, No. 290*), 553. 2nd R. on div. (Members dissenting); in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R. on div. (Members dissenting), 567. R. A., 576. (1975, c. 117.)

Bill 110.—An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest.—Mr Picotte.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to adopted (vote), 194. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 99*); report adopted (vote), 233. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 235. R. A., 237. (1975, c. 100.)

Bill 111.—An Act respecting the town of Fossambault-sur-le-Lac.—Mr Pagé.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to adopted (vote), 194. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 99*); report adopted (vote), 233. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 235. R. A., 237. (1975, c. 102.)

Bill 112.—An Act respecting Gala Bookbinding Inc.—Reliure Gala Inc.—Mr Ciacia.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to adopted (vote), 194. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. R. A., 322. (1975, c. 116.)

Bill 113.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the city of Montreal, St. Antoine ward.—Mr Blank.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 134*), 311. 1st R.; referred to Standing Committee on Justice; Rules of Procedure suspended, 479. Reported (*Sessional Papers, No. 267*), 510. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 513. 3rd R., 526. R. A., 576. (1975, c. 115.)

Bill 115.—An Act respecting the Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke.—Mr Cornellier.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 51*), 111. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. R. A., 322. (1975, c. 114.)

Bills:—Continued

Bill 118.—An Act respecting the Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe.—Mr Cornellier.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 51*), 111. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. R. A., 322. (1975, c. 113.)

Bill 119.—An Act respecting the Hôpital Saint-Joseph de Granby.—Mr Cornellier.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 51*), 111.—1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. R. A., 322. (1975, c. 112.)

Bill 123.—An Act respecting the Charles Séraphin Rodier estate.—Mr Shanks.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to adopted (vote), 194. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Justice, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 267*), 510. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 514. 3rd R., 526. R. A., 576. (1975, c. 122.)

Bill 154.—An Act to authorize the town of Courville to alienate an immoveable.—Mr Bédard (Montmorency).—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to; motion adopted (vote), 194.

Bill 155.—An Act respecting the town of Bécancour.—Mr Faucher.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to; motion adopted (vote), 194. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 354. Reported (*Sessional Papers, No. 229*); bill rejected, 445.

Bill 158.—An Act respecting the Joseph David Rodolphe Forget estate.—Mr Tardif.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to; motion adopted (vote), 194. 1st R. (vote); referred to Standing Committee on Justice; Rules of Procedure suspended, 490. Reported (*Sessional Papers, No. 284*), 543. 2nd R., in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 567. R. A., 576. (1975, c. 123.)

Bill 170.—An Act respecting certain lots in the city of Westmount.—Mr Caron.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 134*), 311. 1st R.; referred to Standing Committee on Justice; Rules of Procedure suspended, 479. Reported (*Sessional Papers, No. 267*), 510. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 514. 3rd R., 526. R. A., 576. (1975, c. 111.)

Bill 171.—An Act to incorporate the Mutual Fire Reinsurance Association of Québec.—Mr Bonnier.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to adopted (vote), 194. 1st R.; Rules of Procedure suspended; bill referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 221. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. 3rd R. rescinded; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 319. R. A., 322. (1975, c. 110.)

Bills:—Continued

Bill 176.—An Act respecting the town of Val d'Or.—Mr Houde (Abitibi-East).—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 106*), 265. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 294. Reported (*Sessional Papers, No. 144*); report adopted; 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 325-326. R. A., 371. (1975, c. 103.)

Bill 178.—An Act respecting SEG Inc.—Mr Kennedy.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 193. Motion that the report be agreed to; motion adopted (vote), 194. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. R. A., 322. (1975, c. 109.)

Bill 180.—An Act respecting the city of Longueuil.—Mr Déom.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 119*), 282. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 294. Reported (*Sessional Papers, No. 144*); report adopted; 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 325-326. 3rd R. rescinded; in Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 361-362. R. A., 371. (1975, c. 93.)

Bill 182.—An Act respecting the city of Côte Saint-Luc.—Mr Blank.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 86*). 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 99*); report adopted (vote), 233. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 235. R. A., 237. (1975, c. 97.)

Bill 186.—An Act respecting Estimauville Land Inc.—Mr Harvey (Charlesbourg).—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 76*), 194. 1st R.; Rules of Procedure suspended; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 206. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. 3rd R. rescinded; in Committee of the Whole; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 361-362. R. A., 371. (1975, c. 108.)

Bill 187.—An Act respecting the estate of Polyxène Beaudry and the estate of Jean-Baptiste Beaudry Leman.—Mr Beaugard.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 134*), 311.

Bill 190.—An Act respecting the town of Châteauguay-Centre and the town of Châteauguay.—Mr Kennedy.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 106*), 265. 1st R.; Rules of Procedure suspended; bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 266-267. Reported (*Sessional Papers, No. 139*); report adopted; 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 315-316. R. A., 322. (1975, c. 98.)

Bill 191.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act.—Mr Picard.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 106*), 265. 1st R.; Rules of Procedure suspended; bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 266-267. Reported (*Sessional Papers, No. 139*); report adopted; 2nd R., in Committee;

Bills:—Continued

reported; 3rd R., 315-316. 3rd R. rescinded; in Committee of the Whole; amended; reported; amends read and agreed to; 3rd R., 361-362. R. A., 371. (1975, c. 87.)

Bill 192.—An Act respecting The Carillon Islands Development Inc. (Le Développement des Îles Carillon Inc.).—Mr Desjardins.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 106*), 265. 1st R.; Rules of Procedure suspended; bill referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 266-267. Reported (*Sessional Papers, No. 132*); report adopted, 309. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 310. R. A., 322. (1975, c. 107.)

Bill 193.—An Act to revise the Charter of the city of Hull.—Mr Gratton.—1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 354. Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 170*), 362. Reported (*Sessional Papers, No. 229*); report adopted (vote), 445. 2nd R.; in Committee; reported, 499. 3rd R., 506. R. A., 576. (1975, c. 94.)

Bill 195.—An Act respecting the city of Jonquière.—Mr Pilote.—1st R. (unan. consent); referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 284. Reported (*Sessional Papers, No. 139*); report adopted; 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; 3rd R., 315-316. R. A., 322. (1975, c. 95.)

Bill 196.—An Act to amend the charter of the City of Laval.—Mr Lachance.—1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 342. Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 155*), 348. Report adopted, 362.

Bill 198.—An Act respecting the City of Saint-Laurent.—Mr Blank.—Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 134*), 311. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 342. Reported (*Sessional Papers, No. 229*); report adopted (vote), 445. 2nd R.; in Committee; reported, 500. 3rd R., 506. R. A., 576. (1975, c. 96.)

Bill 205.—An Act respecting the city of Rimouski.—Mr Déom.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 228*); art. 1 of Rules of Procedure suspended; 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 439. Reported (*Sessional Papers, No. 268*), 517. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 535. Resuming the debate; motion adopted on div. (Members dissenting); in Committee; reported, 548. 3rd R., 567. R. A., 576. (1975, c. 99.)

Bill 211.—An Act respecting certain immovables of Peel-Sherbrooke Holdings Ltd.—Mr Erisson.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 230*); Art. 1 of Rules of Procedure suspended (vote), 453. 1st R.; referred to Standing Committee on Justice; Rules of Procedure suspended, 455. Reported (*Sessional Papers, No. 267*), 510. 2nd R.; in Committee; reported, 514. 3rd R., 526. R. A., 576. (1975, c. 106.)

Bill 213.—An Act respecting the town of Chibougamau.—Mr Houde (Abitibi-East).—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 250*); Art. 1 of Rules of Procedure suspended, 478. 1st R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs; Rules of Procedure suspended, 479. Reported (*Sessional Papers, No. 268*), 517. 2nd R.;

Bills:—Continued

in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to, 526. 3rd R., 532. R. A., 576. (1975, c. 104.)

Bill 214.—An Act respecting the Compagnie de gestion de Matane Inc.—Mr Côté.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 242*), Articles 1 and 5 of Rules of Procedure suspended, 469. 1st R.; referred to Standing Committee on Transport, Public Works and Supply; Rules of Procedure suspended, 470. Reported (*Sessional Papers, No. 276*); report adopted, 521. 2nd R.; amended; reported; amdts read and agreed to, 541. 3rd R., 547. R. A., 576. (1975, c. 105.)

Bill 250.—An Act to again amend the Health Insurance Act.—Mr Forget.—1st R., 470. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported, 501. 3rd R., 506. R. A., 576. (1975, c. 60.)

Bill 251.—An Act to amend the Transport Act and other legislation.—Mr Mailloux.—1st R., 494. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, 527. Reported (*Sessional Papers, No. 279*), 538. Consideration of report; report adopted, 547. 3rd R., 567. R. A., 576. (1975, c. 45.)

Bill 252.—An Act to amend the Highway Code.—Mr Mailloux.—1st R., 478. 2nd R.; referred to Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, 495. Reported (*Sessional Papers, No. 257*), 497. Consideration of report; report adopted, 506. 3rd R., 513. R. A., 576. (1975, c. 44.)

Bill 253.—An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute.—Mr Forget.—1st R., 494. Motion for 2nd R.; (Lt-G.); debate; debate adjourned, 502. Resuming the debate; amdt proposed; amdt withdrawn; main motion put to the vote; taking down of names postponed until later, 514-515. Taking down of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Social Affairs, 516. Reported (*Sessional Papers, No. 293*), 556. Consideration of report; amdt proposed; debate; amdt adopted; 3rd R., 569-570. R. A., 576. (1975, c. 52.)

Bill 254.—An Act to again amend the Real Estate Assessment Act.—Mr Goldbloom.—1st R. (vote), 493. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 516. Reported (*Sessional Papers, No. 291*), 555. Consideration of report; amdt proposed; amdt adopted; report adopted; 3rd R., 568-569. R. A., 576. (1975, c. 68.)

Bill 255.—An Act to regroup certain municipalities in the region of Québec.—Mr Goldbloom.—1st R. on div. (vote), 497. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 527. Resuming the debate; motion adopted (Members dissenting); 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 533. Reported (*Sessional Papers, No. 291*), 555. Consideration of report; report adopted, 568. 3rd R. on div. (Members dissenting), 569. R. A., 576. (1975, c. 91.)

Bill 256.—An Act to amend the Outaouais Regional Community Act.—Mr Goldbloom.—1st R. (vote), 505. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 527. Reported (*Sessional Papers,*

Bills:—Continued

No. 291), 555. Consideration of report; amdots proposed; amdots adopted; report adopted; 3rd R., 568-569. R. A., 576. (1975, c. 90.)

Bill 257.—An Act respecting the installation of transportable earth stations in connection with the Montreal Olympic Games.—Mr Goldbloom.—1st R. (vote), 517. 2nd R.; in Committee; reported, 527. 3rd R., 531. R. A., 576. (1975, c. 73.)

Bill 258.—An Act respecting certain public utility installations and amending the Hydro-Québec Act, the Electricity and Gas Board Act and the Public Service Board Act.—Mr Hardy.—1st R. (unan. consent), 518. 2nd R.; in Committee; progress, 526. Again in Committee; amended; reported; amdots read and agreed to, 540. 3rd R., 547. R. A., 577. (1975, c. 31.)

Bill 259.—An Act respecting the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau – Haute-terive.—Mr Mailloux.—1st R. (unan. consent), 518. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, 532. Reported (*Sessional Papers*, No. 279), 538. Consideration of report; report adopted, 547. 3rd R., 567. R. A., 577. (1975, c. 48.)

Bill 260.—An Act to amend the charter of the City of Québec.—Mr Goldbloom.—1st R. (unan. consent and vote), 538. 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 546. Reported (*Sessional Papers*, No. 291), 555. Consideration of report; report adopted, 568. 3rd R., 569. R. A., 577. (1975, c. 86.)

Bills:

(Incidental procedure):—

Delay for the filing of private bills extended until June 11th 1975, 261.

Budget and Estimates:

Bills Nos. 18; 35; 40; 55; 82.

Budget tabled:—

Sessional Papers, No. 1, 76.

Sessional Papers, No. 2, 334.

Sessional Papers, No. 2-A, 423.

ESTIMATES:

Committee of the Whole for the examination of the estimates, 81; 215; 230; 335; 368; 446; 450; 462; 463; 474.

Report, 81; 215; 230; 368; 474.

One-twelfth, 81; 230.

Budget and Estimates:—Continued

One-sixth, 81.

Three-twelfths, 81.

Motion:—“That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, and any others which it shall be deemed expedient to refer to the Committee of the Whole.” Motion adopted, 76.

Sittings of the Standing Committees of the National Assembly for the examination of the estimates of the Departments:

Committee on Agriculture, 96-97; 112; 116; 140; 144; 148;

Committee on the Civil Service, 112; 115; 134; 140; 152;

Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 96-97; 104-105; 108; 112; 115; 116; 123-124; 130; 133; 134; 139; 144; 148; 151; 152; 156; 166; 171; 173; 175;

Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 112; 125; 130; 171; 179; 182; 209;

Committee on Financial Institution, Companies and Cooperatives, 86-87; 94; 141; 148;

Committee on Financial Commitments, 105; 125; 204; 345; 413; 450; 459.

Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, 156-157; 162; 166; 170; 187; 189; 190; 203; 229;

Committee on Justice, 190; 203; 215; 217; 218; 236; 242; 245;

Committee on Labour, Manpower and Immigration, 87; 90; 156; 218; 226; 229; 236; 245;

Committee on Municipal Affairs, 87; 90; 94; 96-97; 178;

Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 152; 157; 162; 166; 171; 182; 190; 204; 209; 215; 217;

Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 190; 207; 214-215; 218; 222; 226; 235; 236; 242; 245; 249;

Committee on Social Affairs, 86-87; 90; 94; 96-97; 189; 250;

Committee on Transport, Public Works and Supply, 134; 140; 141; 144; 148; 152; 156-157; 162;

Budget and Estimates:—Continued

Report grouping the reports of the Select Committees which examined the estimates of the main budget for the 1975/76 fiscal year. Tabled, 253. (Sessional Papers, No. 103.). Consideration of the report; debate; report adopted (vote), 254-255.

BUDGET SPEECH:

Debate on budget speech, 109; 116; 1st motion of non-confidence proposed, 116; 2nd motion of non-confidence proposed, 117; debate adjourned, 117, Resuming the debate; debate adjourned, 131; 152-153; 166; 204; 236. Vote on the two motions of non-confidence and on the main motion postponed, 242. Resuming the debate; 1st and 2nd motions of non-confidence rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 243-244.

BUILDING CONTRACTORS VOCATIONAL QUALIFICATIONS ACT:—Bill No. 33.

C

CAISSES D'ÉTABLISSEMENT:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 14.

CARILLON ISLANDS DEVELOPMENT INC. (LE DÉVELOPPEMENT DES ÎLES CARILLON INC.):—An Act respecting The—. Bill No. 192.

CHARTER OF HUMAN RIGHTS AND FREEDOMS:—Bill No. 50.

CHÂTEAUGUAY-CENTRE AND THE TOWN OF CHÂTEAUGUAY:—An Act respecting the town of—. Bill No. 190.

CHIBOUGAMAU:—An Act respecting the town of—. Bill No. 213.

CHICOUTIMI:—An Act respecting the township of—. Bill No. 83.

CHOQUETTE, MR JÉRÔME:—To sit as Member of the Popular National Party, 537.

CINEMA:—An Act respecting the—. Bill No. 1.

CITIES AND TOWNS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 42.

CODE OF CIVIL PROCEDURE:—An Act to amend the—, and to authorize the use of certified mail for certain purposes. Bill No. 38.

COLLÈGE RÉGIONAL DU SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN:—An Act respecting the—. Bill No. 91.

Committees of the National Assembly:

*Committee on Agriculture:—*Members appointed, 62. Members replaced, 383; 390; 529; 573. Sitings, 288, 295; 299; 349. Report, 318; 353.

Committees of the National Assembly:—Continued

Report of the Committee which sat regarding the draft of the Act respecting farm income stabilization insurance and the regulations concerning meat, 301.

*Committee on the Civil Service:—*Members appointed, 63. Members replaced, 353; 383; 411.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—See Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

*Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—*Members appointed, 62. Members replaced, 383. Member added, 446. Sittings, 288; 296; 319. Report, 301; 320.

The Committee to sit for the section by section examination of bill No. 1, An Act respecting the cinema, 270; 274; 283. Report, 293.

*Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—*Members appointed, 62. Members replaced, 383; 390. Member added, 446. Sittings, 299; 474; 475. Report, 311, 477.

The Committee to sit for the purpose of examining the report of the Auditor-General, 405; 409; 424; 438; 440; 462; 500; 507.

The Committee to sit for the section by section examination of bill No. 64, An Act respecting anti-inflation measures, 494; 532. Report, 538.

*Committee on Financial Commitments:—*Members appointed, 62. Members replaced, 383; 390. Member added, 446. Sittings, 65.

*Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—*Members appointed, 63. Members replaced, 383; 390. Sittings, 257; 268; 277; 283, 349; 500. Report, 282; 309; 505.

Report of the Committee which sat to examine the report of the Study Committee on Automobile Insurance in the province of Québec, 69.

*Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:—*Members appointed, 63. Members replaced, 383.

*Committee on Justice:—*Members appointed, 63. Members replaced, 383. Member added, 446. Sittings, 471; 479; 495; 515; 519; 520; 533; 540; 549. Report, 510; 523; 543; 553.

The Committee to sit for the section by section examination of bill No. 50, Charter of human rights and freedoms (*Reprint*), 335; 339; 345; 364. Report, 369.

Committees of the National Assembly:—Continued

The Committee to sit for the section by section examination of bill No. 8, An Act to amend the Territorial Division Act, 507. Report, 517.

*Committee on Labour and Manpower, and Immigration:—*Members appointed, 63. Members replaced, 383; 390. Member added, 446. Sittings, 179; 181; 187; 189; 190; 203; 288; 298; 303; 315; 339; 348; 364; 412. Report, 185; 205; 333; 369; 419.

The Committee to sit to hear the officers of the Workmen's Compensation Commission, 87; 90; 108; 124; 129; 130.

The Committee to sit to examine the recommendations in the Cliche Report, 207; 217; 242; 270; 277; 283. Report, 397.

*Committee on Municipal Affairs:—*Members appointed, 62. Members replaced, 383; 390; 411. Member added, 446. Sittings, 214; 226; 229; 289; 296; 298; 304; 420; 423; 438; 440; 450; 459; 461; 467; 485; 494; 500; 534; 540; 548; 549. Report, 233; 315; 317; 325; 346; 554; 517; 555.

Report of Committee which sat to hear the persons responsible for the holding of the 1976 Olympic Games, 265.

The Committee to sit for the purpose of hearing the explanations of the authorities responsible for the holding of the 1976 Olympic Games, 348. Report, 390.

The Committee to sit for the purpose of hearing the organizations interested in the administration of the Québec Urban Community, 458; 467; 472.

*Committee on the National Assembly:—*Appointed, 19. Members appointed, 19. Member added, 64. Members replaced, 383; 390; 538. Report, 61.

The Committee to sit for the section by section examination of bill No. 15, An Act to amend the Election Act, 76. Report, 82.

The Committee to sit respecting the charge made against the Leader of the Opposition by the Minister of Immigration, 364. Report, 370.

The Committee to sit for the purpose of hearing the Public Protector (Seigle matter), 387; 391; 399. Report, 415.

The Committee to sit for the section by section examination of bill No. 9, An Act respecting the financing of political parties and to again amend the Election Act, 546. Report, 557.

The Committee to sit for the purpose of appointing three sub-committees. Motion, 529. Members replaced and added, 553. Report tabled, 555. Report adopted, 570.

Committees of the National Assembly:—Continued

*Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—*Members appointed, 63. Members replaced, 383. Sittings, 257; 268; 535. Report, 539.

The Committee to sit for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec, 348. Report, 382.

The Committee to sit for the purpose of examining the agreement to be made with the Indians and the Inuit, 387; 391; 399; 405.

*Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—*Members appointed, 63. Members replaced, 213; 383.

*Committee on Professional Corporations:—*Members appointed, 62. Members replaced, 383. Sittings, 303; 305. Report, 318.

*Committee on Social Affairs:—*Members appointed, 62. Members replaced, 383. Sittings, 269; 345; 525; 534; 540; 549. Report, 273; 281; 353; 556.

The Committee to sit for the purpose of examining the draft of a bill respecting youth protection, 424; 446; 450; 458; 462; 491.

*Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Members appointed, 63. Members replaced, 353; 383; 390. Sittings, 299; 470; 494; 495; 500; 532. Report, 301; 497; 521; 538.

The Committee to sit for the purpose of hearing organizations interested in transportation in bulk, 345; 349.

*Select Standing Committees:—*Chairmen of the various—, appointed, 63.

*Motion:—*That the Parliamentary Committees of the National Assembly be authorized to sit after the prorogation of the present session, and that the bills, orders or business that they have examined may be put down upon the Agenda Paper or referred back to the Assembly at the beginning of the next session, at the same stage as they were at the present time, on motion of the government House Leader, within the delay provided under Standing Order 6.

That the sub-committees also be authorized to sit, with all the rights and privileges granted to the members of the Committees." Motion adopted, 568.

COMPAGNIE DE GESTION DE MATANE INC.:—An Act respecting the—. Bill No. 214.

COMPANIES INFORMATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 60.

CONSTRUCTION INDUSTRY COMPLEMENTARY SOCIAL BENEFITS PLANS ACT:—. Bill No. 20.

CONSTRUCTION INDUSTRY LABOUR RELATIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 30.

CONSTRUCTION INDUSTRY LABOUR RELATIONS ACT:—An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the—. Bill No. 47.

CORPORATION EPISCOPALE CATHOLIQUE ROMAINE DE NICOLET:—An Act respecting a gift to La—. Bill No. 108.

CORPORATION GÉNÉRALE DES INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES CATHOLIQUES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:—An Act to repeal the Act to incorporate La—. Bill No. 92.

CORPORATE POWERS ACT:—An Act to amend the Special—. Bill No. 61.

CÔTE SAINT-LUC:—An Act respecting the city of—. Bill No. 182.

COURTS OF JUSTICE ACT:—An Act to amend the—, and the Code of Civil Procedure. Bill No. 53.

COURVILLE:—An Act to authorize the town of—, to alienate an immoveable. Bill No. 154.

CROP INSURANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 66.

D

DAIRIES:—An Act to amend the Act to promote the development and modernization of regional—. Bill No. 56.

E

EDUCATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 54.

EDUCATIONAL ESTABLISHMENTS:—An Act to amend the Act to enable municipalities to tax certain—. Bill No. 26.

ELECTION ACT:—An Act respecting the financing of political parties and to again amend the—. Bill No. 9.

ELECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 15.

ELECTRIC SERVICE IN CERTAIN BUILDINGS:—An Act respecting the mode of payment for—. Bill No. 48.

ESTIMAUVILLE LAND INC.:—An Act respecting—. Bill No. 186.

EXPROPRIATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 7.

F

FARM CREDIT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 2.

FARM IMPROVEMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 3.

FARM INCOME STABILIZATION INSURANCE:—An Act respecting—. Bill No. 44.

FARM INCOME STABILIZATION INSURANCE:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 67.

FARM LOAN ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 4.

FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES UNIONS RÉGIONALES DES CAISSES POPULAIRES DES-JARDINS:—An Act to amend the Act respecting the—. Bill No. 95.

FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 16.

FORESTRY CREDIT ACT:—Bill No. 11.

FORGET ESTATE:—An Act respecting the Joseph David Rodolphe— Bill No. 158.

FOSSAMBAULT-SUR-LE-LAC:—An Act respecting the town of—. Bill No. 111.

G

GALA BOOKINDING INC.—RELIURE GALA INC.:—An Act respecting—. Bill No. 112.

H

HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 74.

HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to again amend the—. Bill No. 250.

HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 36.

HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES:—An Act to amend the Act respecting—. Bill No. 86.

HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES IN THE EVENT OF A LABOUR DISPUTE:—An Act to ensure the provision of essential—. Bill No. 253.

HEALTH UNITS ACT:—An Act to repeal the—. Bill No. 87.

HIGHWAY VICTIMS INDEMNITY ACT AND THE HIGHWAY CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 94.

HIGHWAY CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 49.

HIGHWAY CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 252.

HÔPITAL GÉNÉRAL SAINT-VINCENT DE PAUL DE SHERBROOKE:—An Act respecting the—. Bill No. 115.

HÔPITAL SAINT-CHARLES DE SAINT-HYACINTHE:—An Act respecting the—. Bill No. 118.

HÔPITAL SAINT-JOSEPH DE GRANBY:—An Act respecting the—. Bill No. 119.

HOSPITAL CENTRES AND RECEPTION CENTRES:—An Act to amend the Act to enable municipalities to tax—. Bill No. 25.

HULL:—An Act to revise the Charter of the city of—. Bill No. 193.

HUMAN RIGHTS COMMISSION:—Members appointed, 372; 557.

I

INAUGURAL MESSAGE:—

Consideration; debate, 65.

Resuming the debate; 1st non-confidence motion proposed; 2nd non-confidence motion proposed; debate adjourned, 68.

Resuming the debate; debate adjourned, 70; 72-73; 77, 82; 83; 87-88.

Motion by Mr Levesque concerning the procedure for the debate, 87.

Debate concluded, 88.

First non-confidence motion rejected on div. (vote), 88.

Second non-confidence motion rejected on div. (vote), 88.

INDEMNITIES TO CERTAIN WORKERS EMPLOYED IN MINING AND QUARRYING:—An Act respecting—. Bill No. 52.

INDUSTRIAL AND COMMERCIAL ESTABLISHMENTS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 27.

INDUSTRIAL DEVELOPMENT BY MEANS OF FISCAL ADVANTAGES:—An Act to amend the Act to promote—. Bill No. 72.

J

JONQUIÈRE:—An Act respecting the city of—. Bill No. 195.

L

LABOUR CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 96.

LABOUR UNIONS UNDER TRUSTEESHIP:—An Act respecting the placing of certain—. Bill No. 29.

LAVAL:—An Act to amend the charter of the City of—. Bill No. 196.

LESSEES AND PROPERTY-OWNERS:—An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between—. Bill No. 80.

LICENSES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 78.

LIQUOR PERMIT CONTROL COMMISSION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 84.

LONGUEUIL:—An Act respecting the city of—. Bill No. 180.

M

MALARTIC:—An Act respecting the town of—. Bill No. 102.

MEALS AND HOTELS TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 77.

MINING DUTIES:—An Act respecting—. Bill No. 58.

MINING DUTIES ACT:—Bill No. 89.

Ministerial Declarations:

Mr Berthiaume:—A declaration concerning the taxi business in Montreal, 494.

Mr Bienvenue:—A declaration concerning the broadening of the responsibilities of the Department of Immigration to include human resources, 543.

Mr Forget:—A declaration concerning the establishment of a network to ensure the distribution of social allowances in view of the existing postal problems, 129.

Mr Forget:—A declaration concerning the five-year actuarial analysis report of the Québec Pension Board, 343.

Mr Garneau:—A declaration following the bills introduced by the Minister of Revenue and the Minister of Natural Resources, 490.

Ministerial Declarations:—Continued

Mr Harvey (Jonquière):—A declaration concerning the extension of the time-limit for the filing of personal income tax returns, 144.

Mr Mailloux:—A declaration concerning the revised demerit point system, 89.

Mr Mailloux:—A declaration concerning highway safety, 470.

Mr Massé:—A declaration concerning the new measures which the government intends to take respecting the health and working conditions of the workers in the asbestos industry and the mining sector, 86.

Mr Parent (Hull):—A declaration concerning an initial agreement between the government of Québec and the union representatives of the civil employees of the province of Québec, 480.

Mr Parent (Hull):—A declaration concerning the new collective labour agreement between the government and the representatives of the civil employees, 544.

Mr Saint-Pierre:—A declaration concerning the assistance provided by the government for the firm of Bellevue Inc., of Thetford Mines, 79.

Mr Toupin:—A declaration concerning the recovery of the public lots contained within municipal boundaries by the common management bodies, 427.

MONTREAL:—An Act to amend the Charter of the City of—. Bill No. 21.

MONTREAL:—An Act to amend the Charter of the City of—. Bill No. 100.

MONTREAL OLYMPIC GAMES:—An Act respecting the installation of transportable earth stations in connection with the—. Bill No. 257.

MONTREAL, ST. ANTOINE WARD:—An Act respecting certain lots of the cadastre of the city of—. Bill No. 113.

MONTREAL URBAN COMMUNITY:—An Act respecting the—. Bill No. 68.

MONTREAL URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 191.

MONTREAL URBAN COMMUNITY TRANSIT COMMISSION:—An Act to ensure users the resumption of the normal services of the—. Bill No. 57.

Motions:

MOTIONS, SUBSTANTIVE:

Mr Bellemare (Johnson):—Motion concerning the establishment of a realistic system of industrial safety. Motion amended (Agenda Paper), 450. Debate;

Motions:—Continued

debate adjourned, 459. Resuming the debate; amdt proposed; point of Order raised; motion of amdt declared inadmissible; main motion rejected on div., 486-487.

Mr Burns:—Motion concerning Mr Yvon Saindon. Debate; point of procedure raised; debate; debate adjourned; 105. Resuming the debate; decision by Mr President; motion declared inadmissible, 125.

Mr Burns:—Motion concerning the basic rate of the minimum wage which should be indexed annually to the cost of living. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 394-395. Resuming the debate; amdt adopted on div. (vote); 2nd amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); main motion as amended adopted on div. (vote), 413-414.

Mr Charron:—Motion concerning the convening of the Standing Committee on Social Affairs for the purpose of examining the situation of the persons receiving social assistance. Debate; debate suspended, 510. Resuming the debate; debate adjourned, 511. Resuming the debate; motion amended; amdt proposed debate; vote postponed, 549-550. Amdt adopted on div. (vote); main motion adopted (vote), 552-553.

Mr Lessard:—Motion concerning the establishment of a Québec Feed-grain Bureau entrusted with the task of ensuring a more regular supply at better cost for the producers of the province of Québec. Debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); debate adjourned, 126-127. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 144-145.

Mr Roy:—Motion concerning the establishment of a municipal credit bureau. Debate; debate adjourned, 163. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 225.

Motions of Privilege:

Motions of Non-confidence:

Motions of privilege (under Standing Order 24):—

Mr Bédard (Chicoutimi):—Motion concerning an overall public transit assistance policy and the recent rate increases, particularly in the Montreal region. Debate; motion rejected on div. (vote), 417.

Mr Bellemare (Johnson):—Motion concerning terrorism in the construction industry. Motion withdrawn, 181.

Mr Burns:—Motion concerning the refusal of the government to replace the Minister of Labour and Manpower. Debate; motion rejected on div. (vote), 250.

Motions of Privilege:—Continued

Mr Léger:—Motion concerning the deplorable predicament of education in the province of Québec. Debate; Sessional Papers tabled by Mr Garneau; debate suspended, 519-520. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 521.

Mr Lessard:—Motion concerning the government's inertia as regards the asbestos industry and the working conditions in this sector. Motion amended, 310. Consideration of the motion, 317. Debate; motion rejected on div. (vote), 328.

Mr Roy:—Motion concerning the hearing of the officers of the Workmen's Compensation Commission before the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration. Motion struck off the Agenda Paper (Mr President's directive), 392.

Mr Samson:—Motion concerning the federal position on the freezing of salaries and the controlling of prices. Motion withdrawn, 390.

Motions of privilege (other than motions of non-confidence):

Motions of privilege (under Standing Order 68):—

Mr Burns:—Motion concerning the conduct of the Member for Hull, Mr Oswald Parent, at the sitting of December 4th 1975. Decision of Mr President; motion declared inadmissible, 530-531.

Mr Burns:—Motion concerning the dealings of Mr Guy Leduc, the Member for Taillon, mentioned in the report of the Commission of inquiry on Organized Crime dated December 10th 1974. Consideration of the motion postponed until Friday, April 25th 1975, 108. Directive of Mr President; debate; amdt proposed; amdt adopted on div. (vote); debate adjourned, 134-137. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 141.

Motions of privilege (under Standing Orders 79 and 81):—

Mr Côté:—Notice of motion, 524. Motion concerning the firms of Rail & Water Terminal of Montreal Ltd. and Les Chargeurs Unis Inc. and their attorney, Mr Reynold Langlois. Debate; 1st amdt adopted; 2nd amdt adopted; main motion adopted (vote), 550-551-552.

Motions proposing an emergency debate (under Standing Order 78):—

Mr Lessard:—Motion concerning the immediate measures to be taken to put an end to the tainted meat trade in the province of Québec. Motion under consideration, 225. Motion withdrawn, 235.

Mr Morin:—Motion concerning the unprecedented rate of unemployment in the province of Québec and the immediate measures which must be taken to face it. Motion declared inadmissible, 386-387.

MUNICIPAL CODE:—An Act to amend the—. Bill No. 43.

MUNICIPAL COMMISSION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 41.

MUNICIPALITIES OF 15,000 INHABITANTS OR MORE:—An Act respecting grants to—. Bill No. 28.

MUNICIPALITIES IN THE REGION OF QUÉBEC:—An Act to regroup certain—. Bill No. 255.

MUTUAL FIRE REINSURANCE ASSOCIATION OF QUÉBEC:—An Act to incorporate the—. Bill No. 171.

N

National Assembly:

Adjournment from June 27th 1975 to October 28th 1975, at three o'clock P.M., 373.

September 26th 1975:—Special sitting concerning the strike by certain sedentary employees of the M.U.C.T.C., 375.

Adjournment from September 26th 1975 to Tuesday, November 4th 1975, at three o'clock P.M.:—Motion; debate; motion adopted on div. (vote – one abstention), 379.

Adjournments, 84; 88; 97; 112; 148; 157; 182; 190; 218; 289; 329.

Decisions by Mr President:— 125-126; 134-135; 386-387; 486-487; 530-531.

Directive by Mr President concerning the distribution of motions of non-confidence under Standing Order 24, 392.

Mr Jérôme Choquette to sit as Member of the Popular National Party, 537.

Mr Fabien Roy excluded from the Social Credit Rally of Québec, 381-382. To sit as Independent Member for Beauce-South, 389. To sit as member of the Popular National Party, 537.

Assembly to sit on Monday, March 24th 1975:—Motion adopted on div. (vote), 69.

Assembly to sit every day of the week except on Sundays:—Motion; debate; motion adopted on div. (vote, 174. (Construction Industry)

Assembly to sit on Thursday, June 12th 1975, at ten o'clock A.M., 257.

Assembly to sit every day of the week except on Sundays:—Motion; debate; motion adopted on div. (vote), 375. (M.T.C.U.M.)

National Assembly:—Continued

Assembly to sit on Monday, December 15th 1975, at three o'clock P.M., 507.

Assembly to sit on Thursday, December 11th 1975, at ten o'clock A.M., 511.

*Certain Standing Orders suspended for the purpose of the consideration of bill No. 81,
An Act to incorporate the Régie des installations olympiques, 427; 436.*

Standing Orders of the National Assembly amended, 64.

*Legislature Act, section 95:—Copies of the sworn statements made by each of the
Members, 565. (Sessional Papers, No. 302.)*

NATIONAL CABLEVISION LIMITED ACT:—The—. Bill No. 93.

**NOTARIAL ACT:—An Act to amend the Bar Act, the—, and the Professional Code.
Bill No. 32.**

O

**OUTAOUAIS:—An Act to amend the Act respecting certain municipalities of the—, and
Haut-Saguenay and the Outaouais Regional Community Act. Bill No. 34.**

OUTAOUAIS REGIONAL COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 256.

P

**PEEL-SHERBROOKE HOLDINGS LTD.:—An Act respecting certain immoveables of—.
Bill No. 211.**

PENSION PLANS ACT:—An Act to amend the Supplemental—. Bill No. 12.

**PROFESSIONAL CODE:—An Act to amend the Bar Act, the Notarial Act and the—.
Bill No. 32.**

**PROFESSIONAL CODE:—An Act to amend the—, and other legislative provisions.
Bill No. 62.**

**PROTECTION OF BUYERS OF NEW HOUSES AND LAND:—An Act respecting the—. Bill
No. 6.**

**PUBLIC HEALTH IN CASE OF A LABOUR DISPUTE:—An Act to provide for protection of
the—. Bill No. 31.**

PUBLIC HEALTH PROTECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 88.

PUBLIC PROTECTOR:—Salary of the—, fixed, 558.

PUBLIC SERVICE BOARD ACT: An Act respecting certain public utility installations and amending the Hydro-Québec Act, the Electricity and Gas Board Act and the —. Bill No. 258.

PUBLISHERS AND BOOKSELLERS: An Act respecting the guarantee of certain loans to —, and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act. Bill No. 46.

Q

QUÉBEC:—An Act to amend the charter of the City of—. Bill No. 260.

QUÉBEC FAMILY ALLOWANCES PLAN AND THE QUÉBEC PENSION PLAN:—An Act to amend the—. Bill No. 85.

QUÉBEC FERRY COMPANY ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 70.

Questions and Answers:

Agricultural Zoning Act:—To whom did the Department of Agriculture entrust the task of planning the methods for the application of the contemplated—, 393.

Agriculture:—How many employees of the Department of—, travelled outside Canada on official missions in 1972/73 and 1973/74. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 103. (See also *Accounts and Papers*.)

Agriculture:—Did the Minister of—, take any trips inside the province accompanied by one or more of the employees of his Department in 1973/74 and 1974/75, 482.

Aircraft:—In 1974/75, how many times did the provincial government employees travel by air in—, other than those belonging to the Department of Transport, 432.

Aluminum plant in the Saint-Augustin region:—Did the government have a survey carried out on the ecological effects of establishing an—, 432.

Anticosti Island:—How much time was taken up by the negotiations which led to the purchase of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 275. (See also *Accounts and Papers*.)

Anticosti Island:—What is the name of the foreign power interested in acquiring—, 509.

Artena Limited:—Did the government or any of its bodies purchase any furniture from the firm of—, in 1973/74 and 1974/75, 223.

Bankruptcies:—What are the sectors of the economy which have been the most affected by—, each year since 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 357. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Beauchemin, Beaton, Lapointe Inc.:—What terms of reference were entrusted by the government to the firm of—, to carry out the survey entitled: *Origin-Destination*, 199.

Butler:—Is the—, imported from New Zealand or other countries used in the making of "Canada First Category" butter, 196.

Call for tenders:—Since 1970, how many contractors who were recognized as being the lowest bidders following a—, withdrew their bids. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 433. (See also *Accounts and Papers*.)

Cap-de-la-Madeleine:—Has the Department of Transport negotiated the removal of the Marais-des-Plaines road level-crossing in the municipality of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 313. (See also *Accounts and Papers*.)

Carbonneau, Mr Côme:—What salary has been paid each year to—, since his appointment as president of SOQUEM. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 357. (See also *Accounts and Papers*.)

Caughnawaga Indian Reserve:—Did the provincial government pay a grant to provide police service on the—, 312.

Census of farmland acquired by non-residents:—Did the Department of Agriculture undertake the carrying-out of a general—, 509.

Centre du pneu Beaurivage:—What was the amount of the purchases made or the work carried out on behalf of the government by the—, 120.

Chicoine, Mr Camille:—On what date was Mr Chicoine appointed administrator of the Sept-Iles Rental Commission. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 457. (See also *Accounts and Papers*.)

Commercial Credit Corporation Limited:—Did the Department of Justice institute any proceedings following the bankruptcy of the—, 198.

Commonwealth Parliamentary Association:—Who were the persons who represented the National Assembly of Québec at the meeting of the—, held in London in March 1975. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 200. (See also *Accounts and Papers*.)

Cuba:—Were any chickens sold to—, as reported in a press release issued by the Department of Agriculture, 480.

Cuba:—What was the total amount of the loss incurred in the sale of chickens to—, 481.

Questions and Answers:—Continued

Ebena Lasalle Inc.:—Did the government or any of its bodies purchase any furniture from—, in 1973/74 and 1974/75, 223.

Electric power grid:—Have any talks or negotiations been held between the federal government and the government of the province of Québec concerning an integrated—, in Eastern Canada, 562.

Executive Council:—Does the Québec Provincial Police Force provide protection for the members of the—, 274.

Exhibitions:—How many—, held in foreign countries were participated in by the government of the province of Québec from May 1st 1970 to date. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 161. (See also *Accounts and Papers*.)

Exhibitions:—How many—, held in the province of Québec, were participated in by the government from May 1st 1970 to date. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 224. (See also *Accounts and Papers*.)

Farm producers:—How many farmers, farm producers and employees in the employ of the Department of Agriculture were there as at January 1st 1965, 195.

Farm producers:—How many employees of the Québec Department of Agriculture are recognized as—, under the Farm Producers Act. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 544. (See also *Accounts and Papers*.)

Fishing trawlers:—How many new—, were put into service on the North Shore, on the Gaspé Peninsula and in the Magdalen Islands in 1973/74 and 1974/75, 159.

Ford Motor Company:—How many vehicles have been made available to the government of Québec by the—, under a loan-rental agreement. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 122. (See also *Accounts and Papers*.)

Forillon Park:—How many immoveables were expropriated by the provincial government to allow the federal government to organize—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 433. (See also *Accounts and Papers*.)

Frozen food market:—Details concerning the agricultural food survey carried out by the Société d'Ingénierie Cartier Ltée on the—, in the province of Québec, 483.

Gaspé Peninsula:—How many villages have been closed in the—, during the last five years, 197.

Hébergement à la ferme:—What was the cost of the campaign—, both in Canada and abroad, 483.

Questions and Answers:-- Continued

High Commission on Youth, Recreation and Sports:—What are the names and addresses of the organizations which received grants from the —, during the 1974-75 fiscal year. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 434. (See also *Accounts and Papers.*)

Hog producers of Québec:—What was the amount paid by the Department of Agriculture to the—, under the special assistance measure established on April 1st 1974, 195.

Inquiry carried out at the New Québec Branch (Department of Natural Resources):—Did the Department of Justice receive one or more reports following the special—, 560.

Intergovernmental Affairs Department Act:—What municipalities which have made agreements with the federal government are excluded from the application of the—, 482.

James Bay Development Corporation:—How many firms in the county of Rouyn-Noranda did any business with the—, from 1971 to 1974, 428.

James Bay Development Corporation:—What are the names of the directors of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 434. (See also *Accounts and Papers.*)

Jonquière:—What amounts were paid to the city of—, by the Department of Municipal Affairs in 1972/73 and 1973/74, 356.

Labour and Manpower:—How many employees of the Department of —, travelled outside Canada on official missions in 1972/73 and 1973/74. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 102. (See also *Accounts and Papers.*)

Laporte, Mr Gilles:—Was—, engaged on a retainer basis by any Department in 1974, 559.

La Sarre (Abitibi-West):—Have any premises situated in—, and belonging to the Department of Agriculture, been leased to any individuals or firms since 1970, 430.

Laurentian Alliance of Non-status Métis and Indians:—Did the Prime Minister meet the—, 561.

Lots under location ticket:—How many—, in the electoral district of Beauce-Sud were definitely conveyed from 1970 to 1974, 392.

Maple syrup:—How many pounds of—, were purchased by the Québec Sugar Refinery under an agreement made between Ottawa and Québec, 563.

Questions and Answers:—Continued

Milch-cow:—Can the Minister of Agriculture tell us if it is true that the productivity per—, has decreased over the last five years. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 564. (See also *Accounts and Papers*.)

New jobs programme:—What was the total amount of the grants awarded to bodies or firms under the—, 561.

Oil companies: What was the amount of income tax paid to the government by the ten most important multinational—, and by the consumers of the province of Québec, 508.

Ottawa:—How much was paid by the Department of Social Affairs in the form of grants and refunds to hospital establishments in the city of—, from 1971 to 1975, 119.

Paris:—Who was entrusted with the task of cutting and transporting the pine or spruce tree which was presented to the city of—, in 1974, 560.

Paspébiac:—What was the total amount granted to the municipality of—, by the Minister of Municipal Affairs in 1974/75, 161.

Peter Kiewit Sons of Canada:—Since 1970, has the firm of—, been awarded any contracts by the government of the province or any of its bodies, 455.

Petroleum Products Trade Act:—How many permits have been requested and issued under the—, 428.

Pettigrew, Mr Guy, Advocate:—On what date was Mr Pettigrew appointed assistant administrator of the Sept-Iles Rental Commission, (Question converted into a motion for the tabling of a document), 456. (See also *Accounts and Papers*.)

Poisson, Miss Françoise:—Does the motorist who was responsible for the accident caused to—, of France, still hold his operator's or chauffeur's permit, 484.

Political parties:—Is the government aware that certain municipalities have given grants to certain provincial—, 356.

Private sector of education:—Is it true that the Superior Council of Education has abandoned the plan to examine the financing of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 101. (See also *Accounts and Papers*.)

Reception centres for the lodging of aged persons:—Details re—, opened in 1972/73, 1973/74 and 1974/75. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 274. (See also *Accounts and Papers*.)

Renault: How many automobiles assembled by Soma were purchased by the government of the province in 1970, 1971 and 1972, 101.

Questions and Answers:—Continued

Reserve of three chains:—How many ground landlords purchased land contained within the—, from 1950 to 1974. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 276. (See also *Accounts and Papers*.)

Revenue:—Did the government engage any former members of the Royal Canadian Mounted Police to observe the behaviour of the employees of the Department of—, 507.

Saindon, Mr Yvon:—Details *re* the salary of—, and the other members of the Civil Service Commission, 120.

Saint-Roch School of Rock Forest: Did the government inquire into the requests concerning urgent repairs which must be made to—, 199.

Sanitex Inc.:—Was the construction decree applied to the wages paid by the firm of—, while it was carrying out a contract in Maurice Park, 393.

Strikes:—How many—, have taken place in the province of Québec since January 1st 1974. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 122. (See also *Accounts and Papers*.)

Vehicles:—How many—, have been made available to the government of Québec since April 1st 1972 by the Ford Motor Company or by any other firm under a loan-rental agreement. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 122. (See also *Accounts and Papers*.)

Writers on fishing, hunting and the outdoors:—Has the Department of Tourism, Fish and Game ever granted certain privileges to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 563. (See also *Accounts and Papers*.)

R

REAL ESTATE ASSESSMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 45.

REAL ESTATE ASSESSMENT ACT:—An Act to again amend the—. Bill No. 254.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES:—An Act to incorporate the—. Bill No. 81.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 76.

REVENUE DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 71.

RIMOUSKI:—An Act respecting the city of—. Bill No. 205.

RODIER ESTATE:—An Act respecting the Charles Séraphin—. Bill No. 123.

ROY, MR FABIEN:—Excluded from the Social Credit Rally of Québec, 381-382. Mr Roy to sit as Independent Member for Beauce-South, 389. Member of the Popular National Party, 537.

ROYAL INSTITUTION FOR THE ADVANCEMENT OF LEARNING:—An Act respecting a gift to the—. Bill No. 109.

S

SAINT-LAURENT:—An Act respecting the City of—. Bill No. 198.

SAINT-PIERRE ESTATE:—An Act respecting the Joseph Octave—. Bill No. 104.

SEG INC.:—An Act respecting—. Bill No. 178.

SEIGLE INC.:— Motion that the file concerning the contract with Les Investissements —, be tabled. Motion adopted, 397. (See also *Sessional Papers*, Nos. 194 and 210.)

SOCIAL AFFAIRS COMMISSION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 37.

SOCIÉTÉ DU PORT FERROVIAIRE DE BAIE-COMEAU - HAUTERIVE:—An Act respecting the—. Bill No. 259.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE:—An Act to constitute the—. Bill No. 79.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES AGRO-ALIMENTAIRES:—An Act to constitute the—. Bill No. 22.

SUCCESSION DUTIES ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 75.

SUMMARY CONVICTIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 69.

T

TAXATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 19.

TAXATION ACT:—An Act to again amend the—, and to amend the Act respecting the application of the—. Bill No. 59.

TERRITORIAL DIVISION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 8.

TRANSPORT ACT:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill No. 251.

TROIS-RIVIÈRES OUEST:—An Act respecting the town of—. Bill No. 110.

V

VAL-D'OR:—An Act respecting the town of—. Bill No. 176.

W

WESTMOUNT:- An Act respecting certain lots in the city of—. Bill No. 170.

WORKMEN'S COMPENSATION ACT:—An Act to amend the—. Bill No. 65.

CONCORDANCE TABLE

CHAPTER -- BILL

CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL
1	18	32	48	63	88	94	193
2	35	33	11	64	37	95	195
3	40	34	2	65	41	96	198
4	55	35	3	66	42	97	182
5	82	36	4	67	45	98	190
6	50	37	56	68	254	99	205
7	8	38	5	69	25	100	110
8	15	39	66	70	26	101	102
9	9	40	39	71	28	102	111
10	53	41	44	72	81	103	176
11	69	42	22	73	257	104	213
12	79	43	49	74	60	105	214
13	84	44	252	75	61	106	211
14	1	45	251	76	16	107	192
15	46	46	70	77	14	108	186
16	64	47	7	78	95	109	178
17	85	48	259	79	54	110	171
18	12	49	27	80	62	111	170
19	20	50	30	81	32	112	119
20	71	51	47	82	43	113	118
21	19	52	253	83	38	114	115
22	59	53	33	84	80	115	113
23	72	54	65	85	21	116	112
24	73	55	52	86	260	117	109
25	75	56	57	87	191	118	108
26	76	57	29	88	68	119	92
27	77	58	87	89	34	120	91
28	78	59	74	90	256	121	93
29	58	60	250	91	255	122	123
30	89	61	36	92	83	123	158
31	258	62	86	93	180		

BILL -- CHAPTER

BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.	BILL	CHAP.
1	14	39	40	73	24	123	122
2	34	40	3	74	59	158	123
3	35	41	65	75	25	170	111
4	36	42	66	76	26	171	110
5	38	43	82	77	27	176	103
7	47	44	41	78	28	178	109
8	7	45	67	79	12	180	93
9	9	46	15	80	84	182	97
11	33	47	51	81	72	186	108
12	18	48	32	82	5	190	98
14	77	49	43	83	92	191	87
15	8	50	6	84	13	192	107
16	76	52	55	85	17	193	94
18	1	53	10	86	62	195	95
19	21	54	79	87	58	198	96
20	19	55	4	88	63	205	99
21	85	56	37	89	30	211	106
22	42	57	56	91	120	213	104
25	69	58	29	92	119	214	105
26	70	59	22	93	121	250	60
27	49	60	74	95	78	251	45
28	71	61	75	102	101	252	44
29	57	62	80	108	118	253	52
30	50	64	16	109	117	254	68
32	81	65	54	110	100	255	91
33	53	66	39	111	102	256	90
34	89	68	88	112	116	257	73
35	2	69	11	113	115	258	31
36	61	70	46	115	114	259	48
37	64	71	20	118	113	260	86
38	83	72	23	119	112		

